Délibérations du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Année 2024

Délibérations du Comité syndical du 15 mars 2024– compétence générale	
2024-001	Election à la Présidence du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses
2024-002	Election aux Vice-Présidences du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses

Délibérations du Comité syndical du 15 mars 2024– compétence SCoT	
2024-003	Election à la Vice-Présidence – compétence SCoT

Délibérations du Comité syndical du 15 mars 2024– compétence SPANC	
2024-004	Election à la Vice-Présidence – compétence SPANC

Délibérations du Comité syndical du 15 mars 2024– compétence générale	
2024-005	Désignation des membres du Bureau syndical du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses
2024-006	Délégation de compétences des élus du Bureau syndical

Délibérations du Comité syndical du 29 mars 2024 Compétences générale + SCoT + SPANC	
2024-007	Débat d'orientation budgétaire 2024

Délibérations du Comité syndical du 29 mars 2024 Compétences générale + SCoT	
2024-008	Adoption du règlement budgétaire et financier
2024-009	Fongibilité des crédits

Délibérations du Comité syndical du 29 mars 2024 - Compétences générale	
2024-010	Adoption du règlement intérieur
2024-011	Désignation des représentations du Parc aux instances et organismes extérieurs

Délibérations du Comité syndical du 8 avril 2024 Compétence SCoT	
2024-012	Vote du compte administratif 2023
2024-013	Approbation du compte de gestion 2023
2024-014	Délibération sur l'affectation des résultats 2023
2024-015	Vote du budget 2024

Délibérations du Comité syndical du 8 avril 2024 **Compétence SPANC**	
2024-016	Vote du compte administratif 2023
2024-017	Approbation du compte de gestion 2023
2024-018	Délibération sur l'affectation des résultats 2023
2024-019	Vote du budget 2024
2024-020	Validation du RPQS 2023

Délibérations du Comité syndical du 8 avril 2024 **Compétence générale**	
2024-021	Vote du compte administratif 2023
2024-022	Approbation du compte de gestion 2023
2024-023	Délibération sur l'affectation des résultats 2023
2024-024	Vote du budget 2024
2024-025	Modalités de refacturation entre budgets

Délibérations du Bureau syndical du 3 mai 2024 **Compétence générale**	
2024-026	Convention relative à la mise en place d'un réseau de géo partenaires dans le cadre du Géoparc Terres d'Hérault
2024-027	Portage des 17 sites aveyronnais et animation des 3 sites NATURA 2000 du Larzac héraultais – Année 2024 : Convention avec le CPIE des Causses méridionaux – portage – budget et missions
2024-028	Défi familles à Biodiversité positive – 4ème édition 2024 – Participation à un programme inter-Parcs piloté par la FPNRF
2024-029	Réponse à l'Appel à Projets Coopération territoriale – La Vallée du Tarn : Vers une vallée productrice, résiliente et génératrice de qualité de vie. Volet agricole : Maintien de l'arboriculture et reconquête des terrasses agricoles
2024-030	Convention au titre de l'ingénierie territoriale 2024 entre la Région et le PNR des Grands Causses
2024-031	Contrat Spécifique 2024-2025 : FA1 : Développement d'itinéraires patrimoniaux
2024-032	Contrat Spécifique 2024-2025 : FA2 : Affirmer le territoire des Grands Causses comme une destination de pleine nature
2024-033	Contrat Spécifique 2024-2025 : FA3 : Actions en lien avec le changement climatique : Actualisation du bilan énergétique du PCAET et étude sur les besoins et le potentiel de réserves d'eau sur la Vallée du Tarn
2024-034	Contrat Spécifique 2024-2025 : FA4 : Solutions et animations pour la mobilité partagée
2024-035	Contrat Spécifique 2024-2025 : FA5 : Gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines – année 2024
2024-036	Contrat Spécifique 2024-2025 : FA6 : Connaître, faire connaître et protéger la biodivervisité
2024-037	Adhésion au CEREMA
2024-038	Candidature à l'appel à projet CHENE
2024-039	Indemnités des élus du Bureau syndical

Délibérations du Bureau syndical du 21 juin 2024 **Compétence générale**	
2024-040	Modification du tableau des effectifs
2024-041	Renouvellement de la convention ADEFPAT 2024-2026
2024-042	Accompagnement pour la formation auprès de l'ADEFPAT pour les produits touristiques des Raspes du Tarn
2024-043	Accompagnement pour la formation auprès de l'ADEFPAT pour le pôle laine
2024-044	Convention d'accès aux Zones de Sensibilité Majeure (ZSM) dans le cadre des Plans nationaux d'actions d'espèces menacées pour une durée de 5 ans
2024-045	Marque Valeurs Parc naturel régional
2024-046	Convention IPAMAC : Projet de laboratoire des itinérances 2024-2026
2024-047	Elaboration du Plan de Massif DFCI du Causse Rouge et du Causse de Sauveterre
2024-048	Restauration de la continuité écologique d'un réseau de mares sur le Larzac aveyronnais
2024-049	Désignation de titulaires et de suppléants au Comité de programmation 2023-2027 du GAL LEADER
2024-050	AREC : Création filiale et augmentation du capital dans le cadre de la délégation du service public portant sur la conception, la construction, l'exploitation de centrales photovoltaïques sur le patrimoine de la Région Occitanie
2024-051	Adhésion à la centrale d'achat informatique du SMICA
2024-052	Convention de partenariat NATURAL GAMES, éco-manifestation

Délibérations du Bureau syndical du 18 octobre 2024 **Compétence générale**	
2024-053	Contrat groupe – Assurance des risques statutaires – revalorisation taux contrat IRCANTEC au 01.01.2025
2024-054	Mandat spécial pour les frais au Congrès des Parcs naturels régionaux 2024 en Narbonnaise
2024-055	Installation et indemnisation des membres du Comité scientifique
2024-056	Réponse à l'AMI 2024 « Solidarités Alimentaires » de la MSA
2024-057	Demande de reconnaissance de niveau 2 du PAT Grands Causses Lévézou
2024-058	Réponse à l'Appel à Candidature « Soutien à la structuration des PAT de niveau 2 »
2024-059	Animation de la stratégie LEADER 2023-2024
2024-060	Animation de la stratégie LEADER 2025
2024-061	Animation territoriale – Comité Local de Santé
2024-062	Projet Contrat Local de Santé – Charte Comité Citoyen
2024-063	Engagement Pacte ANAH 2025
2024-064	Prestation M.A.R. 2025
2024-065	Convention Réserve Internationale de Ciel Etoilé (RICE) des Cévennes
2024-066	Signature d'une convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre de l'Appel à Projet CHENE – programme CEE ACTEE + - Pro – INNO 66
2024-067	Signature d'une convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du contrat spécifique pour la réalisation d'une étude technico-économique d'un parc photovoltaïque au sol à Saint-Saturnin-de-Lenne
2024-068	Convention de partenariat pour la mise en place d'actions de sensibilisation et de valorisation du savoir-faire de la construction en pierre sèche avec la commune de Verrières
2024-069	Mise à jour du tableau des effectifs au 1er novembre 2024

Délibérations du Bureau syndical du 22 novembre 2024 **Compétence générale**	
2024-070	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 1 : Connaître, faire connaître et protéger (2025) – Focus sur le fonctionnement d'un système karstique du Larzac
2024-071	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 2 : Gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines – année 2025
2024-072	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 3 : Développement des ENR et Sensibiliser les commerçants, entreprises et industries à la réduction de la pollution lumineuse nocturne
2024-073	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 4 : Développer et formaliser une stratégie d'achat public durable
2024-074	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 5 : Etude enveloppe urbaine
2024-075	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 6 : Programmation des 30 ans du PNR des Grands Causses (1995-2025)
2024-076	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 7 : Développement d'itinéraires patrimoniaux
2024-077	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 8 : Favoriser le développement des itinéraires de randonnées – Ballade artistique
2024-078	Contrat Spécifique Région 2025 : Fiche Action n° 9 : Végétalisation et embellissement des espaces communs
2024-079	AMI ZAN – Objectif ADEME – Demande de financement auprès du FEDER
2024-080	Mise à jour du tableau des effectifs au 1er janvier 2025
2024-081	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés au budget compétence générale du Syndicat mixte du Parc pour 2025
2024-082	Renouvellement de la convention de mise à disposition de véhicules pour la SEM Causses Energia
2024-083	Demande de financement LEADER « Bien produire localement – Bien manger localement – 3ème programme d'actions (PAT3) – Volet animation
2024-084	Adhésion à l'Association de préfiguration pour la création d'une plateforme d'approvisionnement alimentaire territoriale de l'Aveyron

Délibérations 2024

Délibérations du Comité syndical du 15 mars 2024– <u>compétence générale</u>	
2024-001	Election à la Présidence du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses
2024-002	Election aux Vice-Présidences du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses

Délibérations du Comité syndical du 15 mars 2024– <u>compétence SCoT</u>	
2024-003	Election à la Vice-Présidence – compétence SCoT

Délibérations du Comité syndical du 15 mars 2024– <u>compétence SPANC</u>	
2024-004	Election à la Vice-Présidence – compétence SPANC

Délibérations du Comité syndical du 15 mars 2024– <u>compétence générale</u>	
2024-005	Désignation des membres du Bureau syndical du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses
2024-006	Délégation de compétences des élus du Bureau syndical

Délibération PNRGC n°2024-001 du Comité syndical du 15 mars 2024

Election à la Présidence du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses

Etaient présents les représentants suivants : **116**

- Pour le collège de la Région : **4**
  Emmanuelle GAZEL – Clément CARLES – Christine SAHUET – Fadilha BENAMMAR KOLY

- Pour le collège des Départements : **3**
  Christophe LABORIE – Monique ALIES – Hélène RIVIERE

- Pour le collège des groupements de communes : **11**
  Patrick PES – Philippe LEPETIT – Sophie PRADEL – Jean-Luc REQUI – Bernard SIRGUE – Gérard CAILHOL – Richard FIOL – Jean-Michel ARNAL – Cyril TOUZET – Jean CAPEL – Sébastien CROS

- Pour le collège des communes : **98**
  Eloi ALBET - Guilhem ALLEMAN - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT –Jacques ARLES - Caroline ASTRUC - Philippe BAYLET - Jean-Marc BEA - Jean-Luc BERNARD - Jean BLANCHOT - Didier BEREAUX – Thierry BERTHOMIEU - Luc BEVILACQUA - Yves BIOULAC - Christian BOUDES - Roger BOUDES - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPO - Alain CARLES - Guy CAZOTTES - Laure CLEMENT - Marie-Christine COLIN - Régis COLSON - Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES – Frank COUDERC - Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Céline CRISTOL - Francis CULIE - Sébastien DAVID - Alain DELMAS - Florence DELORT - Jean-François DUMAS - Monika DUVINAGE – Joël ESPINASSE - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Philippe GIGANON - Christian GINESTE - Bernard GOUJON - Philippe GOUT - Antoine GOUTELLE - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Christophe HURAULT - Marie JEANJEAN - Romain JEANJEAN - Yann JEANNIN - Danièle JOSEPH – Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL - Bernard MAURY - Christiane MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU – Bente MOLLER - Bernadette NEGROS –Nathalie PALMIER – Marie-Eve PANIS -Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Gilles PLET – Florence POLLET - Gaëtan PRIVAT - Viviane RAMONDENC - Martine RODRIGUEZ - Frédéric ROIG - Daniel ROUSSEL - Jean-Philippe SABATHIER - Guy SALES - Michel SENTY - André SERIN - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Benoit SOLIER - Jean-Claude SOUYRIS - Jean TRINQUIER - Claire VAN DER HORST - Marina VIDAL CONDOMINES – David VIVIANI - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **17**

- Pour le collège de la Région : /

- Pour le collège des Départements : /

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Patrick PES

- Pour le collège des communes : **16**
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Yves BOUSQUET donne son pouvoir à André SERIN
  Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Benoit SOLIER
  Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Michel SIMONIN
  Anne CROS donne son pouvoir à Jonathan COSTES
  Jean-Luc CROUZET donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE
  Luc DONNADIEU donne son pouvoir à Jacques ARLES
  Nathalie GARRIGUES donne son pouvoir à Christophe HURAULT
  Sylvain GOLEO donne son pouvoir à Bernadette NEGROS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

Magali MALINOWSKI – BERTRAND donne son pouvoir à Nathalie PALMIER
Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPO
Bernadette PAILHAS donne son pouvoir Bernard MAURY
François RODRIGUEZ donne son pouvoir à Jérôme SINTES
Christophe ROMO donne son pouvoir à Claire VAN DER HORTST
Céline RENAUD donne son pouvoir à Sébastien DAVID
Didier VIDAL donne son pouvoir à Florence DELORT

Excusés : **22**

- Pour le collège de la Région : /
- Pour le collège des Départements : **1**
  Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : **21**
  Julie ALRIQUET - Marie-Pierre AUTET - Jean-Marie BODT - Adrien BOUDES - Arlette CAZABONNE – Natacha CUNTY - Elisabeth DODINET - Daniel FABRE - Emmanuelle GASCOIN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET – Robert LADET - François LEROY - Loïc MARLAS – Dominique MAURY - Françoise OLIVIER - Pierre PANTANELLA - Philippe RAMONDENC - Jean-Luc RICARD - Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER

Exposé des motifs

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres du Comité syndical. Le Doyen d'âge de l'assemblée, Michel SIMONIN assure la Présidence de la réunion.

Michel SIMONIN rappelle les dispositions de l'article 16 des statuts du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses qui régissent la désignation et attribution du Président et des vice-présidents

Après chaque renouvellement général des conseils municipaux, les membres du Comité syndical élisent parmi eux un Président, pour la durée du mandat des conseillers municipaux. Cette élection se déroule à bulletin secret, au scrutin uninominal à trois tours. L'élection est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si cette majorité n'est pas acquise à l'occasion du premier tour, un deuxième tour est organisé. Si une majorité absolue n'est pas obtenue à ce moment-là, un troisième tour a lieu : l'élection se fait alors à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au plus âgé. Le Président est membre de droit du Bureau. Il ne peut être choisi que parmi les délégués titulaires désignés au Comité syndical par les institutions membres.
Il est procédé à une nouvelle élection du Président du Comité syndical après chaque renouvellement du Comité syndical, dans le délai prévu à l'article L. 5211-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Dans l'attente de la désignation du Président, ses fonctions sont exercées par le doyen d'âge du Comité syndical, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Les candidatures à la présidence du Syndicat mixte doivent être déposées au moins quinze jours avant l'élection au siège de ce dernier, où elles seront tenues à la disposition de tous les membres du Syndicat mixte.

Les services du Parc ont enregistré une candidature à la Présidence du Syndicat mixte :
- Richard FIOL

Michel SIMONIN invite le candidat à se présenter et à exposer ses projets et motivations concernant sa candidature à la Présidence du Parc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

Richard FIOL prend la parole et présente sa candidature.

Conformément aux statuts du Syndicat, l'élection se déroule selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. S'agissant de l'élection du président, le vote a lieu au scrutin secret. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Il est ensuite proposé de passer au vote.

Décision

Le vote à bulletin secret est organisé.
Les résultats s'établissent comme suit :

Richard FIOL : 116 (99.22% des voix)
Bulletins blancs : 3
Bulletins nuls : 1

Présents ou exprimés		P	nuls	blancs	abst	inscrits	votants	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	0	4	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00	0,00			
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3				4	3	3
	30,00	30,00	0,00	0,00	0,00			
EPCI	nbre de voix	11	0	0	0	11	11	11
	10,00	10,00	0,00	0,00	0,00			
COMMUNES	nbre de voix	98	1	3		125	102	102
	20,00	19,22	0,20	0,59	0,00			
		116	1	3	0	144	120	120
	résultats	**99,22**	0,20	0,59	0,00	144	120	120

Richard FIOL est élu Président du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président de séance, doyen d'âge
Michel SIMONIN



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

Parc naturel régional des Grands Causses

Procès verbal des élections du 15 mars 2024

L'an deux mille vingt quatre, le quinze mars, s'est réuni le Comité syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses à la salle des fêtes de Saint-Rome de Tarn (12490).

Etaient présents les représentants titulaires et suppléants suivants :

	Nombre de représentants
Collège de la Région Occitanie	4
Collège des Départements	3
Collège des groupements de communes	11
Collège des communes	102
TOTAL	**120**

1. Présidence de l'assemblée

Le plus âgé des membres présents du Comité syndical a procédé à l'appel nominal des membres du Comité, a dénombré 120 représentants présents et a constaté que la condition de quorum posée a été remplie.

Il a ensuite invité le Comité syndical a procédé à l'élection du Président. Il a rappelé que le Président est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du Comité syndical. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Monsieur **Michel SIMONIN** a été désigné en qualité de secrétaire par le Comité syndical.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

2. Élection à la Présidence

2.1. Constitution du bureau

Le Comité syndical a désigné un assesseur : Jean- Michel PINAULT, Commune de Cornus

2.2. Déroulement de chaque tour de scrutin

Chaque représentant, à l'appel de son nom, s'est approché de la table de vote. Il a fait constater au Président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe. Le Président a constaté que le représentant a déposé son bulletin de vote dans l'urne prévue à cet effet. Le nombre des représentants qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré.

Après le vote du dernier représentant, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. Les bulletins blancs ou nuls sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés, mais il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins.

Lorsque l'élection n'a pas été acquise lors d'un des deux premiers tours de scrutin, il a été procédé à un nouveau tour de scrutin.

2.3. Résultats du premier tour de scrutin

	Nombre de représentants	Votants	VOTE R. FIOL	BLANC ou NUL
Collège de la Région Occitanie	4	4	4	0
Collège des Départements	4	3	3	0
Collège des groupements de communes	11	11	11	0
Collège des communes	125	102	98	3 blancs et 1 nul
TOTAL	**144**	**120**	**116**	**4**

a. Nombre de représentants présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote 24

b. Nombre de votants (enveloppes déposées) 120

c. Nombre de suffrages déclaré nul 1

d. Nombre de suffrages blancs 3

e. Nombre de suffrages exprimés [b – c – d] 116

f. Majorité absolue [1] 73

NOM ET PRÉNOM DU CANDIDAT	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
FIOL Richard	116	Cent seize

[1] La majorité absolue est égale : si le nombre de suffrages exprimés est pair, à la moitié plus un des suffrages exprimés ou si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

2.4. Proclamation de l'élection du Président

Monsieur Richard FIOL a été proclamé Président et a été immédiatement installé.

3. Élection des Vice-Président-e-s au titre de la compétence générale

Sous la présidence de Monsieur Richard FIOL élu, le Comité syndical a été invité à procéder à l'élection des Vice-Présidences.

1. Nombre de Vice-Président-e-s :

Le Président a indiqué que le nombre de vice-présidents est fixé à 5.

Le Comité syndical a désigné un assesseur : Marie-Eve PANIS, Commune de Millau

2. Election des Vice-Président-e-s :

Monsieur le Président invite le Comité syndical à procéder à l'élection des Vice-Président-e-s.

Le vote se déroule à bulletin secret, les deux premiers tours à la majorité absolue, le 3ème tour à la majorité relative.

SONT CANDIDAT-E-S :

- Emmanuelle GAZEL
- Christophe LABORIE
- Gaëlle LEVEQUE
- Bernard SIRGUE
- Edmond GROS

PREMIER TOUR DE SCRUTIN :

Le dépouillement du vote à bulletin secret a donné les résultats ci-après :

	Nombre de représentants	Votants	BLANC ou NUL	VOTE LISTE
Collège de la Région Occitanie	4	4	0	4
Collège des Départements	4	3	0	3
Collège des groupements de communes	11	11	2 blancs	9
Collège des communes	125	102	1 nul 3 blancs	89
TOTAL	**144**	**120**	**1 nul 5 blancs**	**VOIX EMMAUNELLE GAZEL (113) VOIX CHRISTOPHE LABORIE (111) VOIX GAELLE LEVEQUE (113) VOIX BERNARD SIRGUE (110) VOIX EDMOND GROS (113)**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 120
- A déduire : bulletins blancs : 5
- A déduire : bulletins nuls : 1
- Nombre de suffrages exprimés : 114
- Majorité absolue : 73
- Ont obtenus :
  - **113 voix** : Emmanuelle GAZEL
  - **111 voix** : Christophe LABORIE
  - **113 voix** : Gaëlle LEVEQUE
  - **110 voix** : Bernard SIRGUE
  - **113 voix** : Edmond GROS

Ayant obtenu la majorité, ont été proclamés Vice-Président-e-s du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

4. Élection de la Vice-Présidence à la compétence SCoT

Monsieur le Président, invite le Comité syndical à procéder à l'élection de la Vice-Présidence à la compétence SCoT.

Le Comité syndical a désigné un assesseur : **Jean CAPEL, Communauté de Communes Muses et Raspes du Tarn**

EST CANDIDAT :

- Cyril TOUZET

PREMIER TOUR DE SCRUTIN :

Le dépouillement du vote à bulletin secret a donné les résultats ci-après :

	Nombre de représentants	**VOTE**	**BLANC ou NUL**
Cyril TOUZET	8	8	0
VOTE	8	8	0

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 8
- A déduire : bulletins blanc ou nuls : 0
- Nombre de suffrages exprimés : 8
- Majorité absolue : 5
- A obtenu : 8 voix : Cyril TOUZET

Ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé Vice-Président pour la compétence SCoT du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

5. Élection de la Vice-Présidence à la compétence SPANC

Monsieur le Président, invite le Comité syndical à procéder à l'élection de la Vice-Présidence à la compétence SPANC.

Le Comité syndical a désigné un assesseur : **Régis COLSON, Commune de Brousse le château**

EST CANDIDAT :

- **Jean-François DUMAS**

PREMIER TOUR DE SCRUTIN :

Le dépouillement du vote à bulletin secret a donné les résultats ci-après :

Collège	Nombre de représentants	Votants	BLANC ou NUL
Communauté de Communes	4	4	0
Communes	46	36	0
TOTAL	**50**	**40**	**0**

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 40
- A déduire : bulletins blanc ou nuls : 0
- Nombre de suffrages exprimés : 40
- Majorité absolue : 26
- A obtenu : 40 voix : Jean-François DUMAS

Ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé vice-Président pour la compétence SPANC du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

6. Élection des autres membres du Bureau syndical par collège

Monsieur le Président, invite le Comité syndical à procéder à l'élection du Bureau syndical par collège.

Le Comité syndical a désigné un assesseur : **Thierry BERTHOMIEU**, Commune de Fozières

6.1. PREMIER TOUR DE SCRUTIN pour le collège de la Région

Sont candidats :

- Emmanuelle GAZEL
- Clément CARLES
- Christine SAHUET
- Fadilha BENAMMAR KOLY

Le dépouillement du vote à bulletin secret a donné les résultats ci-après :

	Liste des candidats	Nombre de représentants	Nombre de Voix :	Nuls ou blancs
Collège de la Région	Emmanuelle GAZEL	4	Par défaut	0
	Clément CARLES		4	0
	Christine SAHUET		4	0
	Fadilha BENAMMAR KOLY		4	0
TOTAL		4	4	0

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 4
- A déduire : bulletins blanc ou nuls : 0
- Nombre de suffrages exprimés : 4
- Majorité absolue : 3

Ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamé membres du Bureau syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

6.2. PREMIER TOUR DE SCRUTIN pour le collège des Départements

Le dépouillement du vote à bulletin secret a donné les résultats ci-après :

		Nombre de représentants	Nombre de voix	Blanc ou nul
Collège des Départements	Christophe LABORIE	4	Par défaut	
	Monique ALIES		3	0
	Claude ASSIER		3	0
	Jacques RIGAUD		3	0
TOTAL		4	3	0

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 3
- A déduire : bulletins blanc ou nuls : 0
- Nombre de suffrages exprimés : 3
- Majorité absolue : 3

Ayant obtenu la majorité, ont été proclamé membres du Bureau syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

6.3. PREMIER TOUR DE SCRUTIN pour le collège des communes

Le dépouillement du vote à bulletin secret a donné les résultats ci-après :

	Prénom - NOM	Nombre de représentants	Nombre de voix :	Nul ou blanc
Collège des communes	Severine PEYRETOUT Jacques ARLES	125	99 99	2 blancs
TOTAL		**125**	**99**	**2**

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 101
- A déduire : bulletins blanc ou nuls : 2
- Nombre de suffrages exprimés : 101
- Majorité absolue : 63

Ayant obtenu la majorité, ont été proclamé membres du Bureau syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

7. Observations et réclamations [2]

néant .....

[2] Si les observations et réclamations sont trop longues pour être consignées dans cet espace, elles sont rédigées sur une feuille annexe, signée et paraphée par les membres du bureau, qui est jointe au procès-verbal. Mention de cette annexion est faite au bas du paragraphe « Observations et réclamations ».

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

8. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le quinze mars deux mille vingt-quatre, a été, après lecture, signé par le Président, le représentant le plus âgé, les assesseurs et le secrétaire.

Le Président

Le représentant le plus âgé

Le Secrétaire

FAVIER Isabelle

Les assesseurs

COLSON

CAPEL Jean

PANIS Mme

BERTHOMIEU

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_001-DE
Reçu le 20/03/2024

Délibération PNRGC n°2024-002 du Comité syndical du 15 mars 2024

Election aux Vice-Présidences du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses

Etaient présents les représentants suivants : 116

- **Pour le collège de la Région :** 4
  Emmanuelle GAZEL – Clément CARLES – Christine SAHUET – Fadilha BENAMMAR KOLY

- **Pour le collège des Départements : 3**
  Christophe LABORIE – Monique ALIES – Hélène RIVIERE

- **Pour le collège des groupements de communes : 11**
  Patrick PES – Philippe LEPETIT – Sophie PRADEL – Jean-Luc REQUI – Bernard SIRGUE – Gérard CAILHOL – Richard FIOL – Jean-Michel ARNAL – Cyril TOUZET – Jean CAPEL – Sébastien CROS

- **Pour le collège des communes : 98**
  Eloi ALBET - Guilhem ALLEMAN - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT -Jacques ARLES - Caroline ASTRUC - Philippe BAYLET - Jean-Marc BEA - Jean-Luc BERNARD - Jean BLANCHOT - Didier BEREAUX – Thierry BERTHOMIEU - Luc BEVILACQUA - Yves BIOULAC - Christian BOUDES - Roger BOUDES - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPO - Alain CARLES - Guy CAZOTTES - Laure CLEMENT - Marie-Christine COLIN - Régis COLSON - Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES – Frank COUDERC - Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Céline CRISTOL - Francis CULIE - Sébastien DAVID - Alain DELMAS - Florence DELORT - Jean-François DUMAS - Monika DUVINAGE – Joël ESPINASSE - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Philippe GIGANON - Christian GINESTE - Bernard GOUJON - Philippe GOUT - Antoine GOUTELLE - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Christophe HURAULT - Marie JEANJEAN - Romain JEANJEAN - Yann JEANNIN - Danièle JOSEPH – Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL - Bernard MAURY - Christiane MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU – Bente MOLLER - Bernadette NEGROS -Nathalie PALMIER - Marie-Eve PANIS -Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Gilles PLET – Florence POLLET - Gaëtan PRIVAT - Viviane RAMONDENC - Martine RODRIGUEZ - Frédéric ROIG - Daniel ROUSSEL - Jean-Philippe SABATHIER - Guy SALES - Michel SENTY - André SERIN - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Benoit SOLIER - Jean-Claude SOUYRIS - Jean TRINQUIER - Claire VAN DER HORST - Marina VIDAL CONDOMINES – David VIVIANI - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 17

- **Pour le collège de la Région : /**

- **Pour le collège des Départements : /**

- **Pour le collège des groupements de communes : 1**
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Patrick PES

- **Pour le collège des communes : 16**
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Yves BOUSQUET donne son pouvoir à André SERIN
  Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Benoit SOLIER
  Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Michel SIMONIN
  Anne CROS donne son pouvoir à Jonathan COSTES
  Jean-Luc CROUZET donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE
  Luc DONNADIEU donne son pouvoir à Jacques ARLES
  Nathalie GARRIGUES donne son pouvoir à Christophe HURAULT
  Sylvain GOLEO donne son pouvoir à Bernadette NEGROS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_002-DE
Reçu le 20/03/2024

Magali MALINOWSKI – BERTRAND donne son pouvoir à Nathalie PALMIER
Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPO
Bernadette PAILHAS donne son pouvoir Bernard MAURY
François RODRIGUEZ donne son pouvoir à Jérôme SINTES
Christophe ROMO donne son pouvoir à Claire VAN DER HORTST
Céline RENAUD donne son pouvoir à Sébastien DAVID
Didier VIDAL donne son pouvoir à Florence DELORT

Excusés : 22

- **Pour le collège de la Région : /**
- **Pour le collège des Départements :** 1
  Jacques RIGAUD
- **Pour le collège des groupements de communes : /**
- **Pour le collège des communes :** 21
  Julie ALRIQUET - Marie-Pierre AUTET - Jean-Marie BODT - Adrien BOUDES - Arlette CAZABONNE - Natacha CUNTY - Elisabeth DODINET - Daniel FABRE - Emmanuelle GASCOIN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET – Robert LADET - François LEROY - Loïc MARLAS – Dominique MAURY - Françoise OLIVIER - Pierre PANTANELLA - Philippe RAMONDENC - Jean-Luc RICARD - Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER

Vu le code Général des Collectivités Territoriales plus particulièrement les articles L.5211-2, L.5211-10, L.2122 -4 alinéa 1, L.2121-7

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Pnr des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024

Considérant qu'il convient préalablement à toute élection de fixer le nombre de Vice-Présidents qui assisteront le Président dans l'exercice de ses fonctions

Considérant que le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant sans que ce nombre puisse être supérieur à 20%, arrondi à l'entier supérieur de l'effectif total de l'organe délibérant

Considérant que le Comité Syndical du PNR des Grands Causses regroupe 144 membres et qu'il est proposé de fixer à cinq le nombre de Vice-Présidents au titre de la Compétence Générale

Considérant qu'il existe au moins un Vice-Président au titre de chaque compétence autre que l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional, désigné exclusivement par les personnes publiques concernées par cette compétence.

Considérant que le Syndicat mixte bénéficie des transferts de compétences SCOT et SPANC, il est proposé de fixer à un le nombre de Vice-Président au titre de la Compétence SCOT et de fixer à un le nombre de Vice-Président au titre de la Compétence SPANC.

Election des Vice-Présidences au titre de la Compétence générale

Le Président du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses étant élu, il convient de procéder à l'élection des Vice-Présidences au titre de la Compétence Générale.
Le Président fait part des candidatures suivantes, reçues et enregistrées au PNR des Grands Causses, dans les conditions prévues au Statuts du Syndicat mixte :

- Emmanuelle GAZEL
- Christophe LABORIE.
- Gaelle LEVEQUE
- Bernard SIRGUE
- Edmond GROS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_002-DE
Reçu le 20/03/2024

Conformément aux statuts du Syndicat mixte du Parc, l'élection se déroule selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. S'agissant de l'élection d'un Vice-Président, le vote a lieu au scrutin secret. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Il est ensuite procédé à un vote à bulletin secret.

Décision

A l'issue du vote, les résultats sont les suivants :

- Emmanuelle GAZEL 113 voix
- Christophe LABORIE. 111 voix
- Gaelle LEVEQUE 114 voix
- Bernard SIRGUE 109 voix
- Edmond GROS 113 voix

Bulletins blancs : 5
Bulletins nuls : 1

Election VP 1 - GAZEL

Présents ou exprimés		pour	contre	nuls	blancs	abst	inscrits	votants	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	0	0	4	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3	0				4	3	3
	30,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
EPCI	nbre de voix	9	0		2	0	11	11	11
	10,00	8,18	0,00	0,00	1,82	0,00			
COMMUNES	nbre de voix	97	1	1	3		125	101	102
	20,00	19,02	0,98	0,20	0,59	0,00			
		113	1	1	5	0	144	119	120
	résultats	**97,20**	**0,98**	0,20	2,41	0,00	144	119	120

Election VP 2 - LABORIE

Présents ou exprimés		pour	contre	nuls	blancs	abst	inscrits	votants	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	0	0	4	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3	0				4	3	3
	30,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
EPCI	nbre de voix	9	0		2	0	11	11	11
	10,00	8,18	0,00	0,00	1,82	0,00			
COMMUNES	nbre de voix	95	3	1	3		125	99	102
	20,00	18,63	2,94	0,20	0,59	0,00			
		111	3	1	5	0	144	117	120
	résultats	**96,81**	**2,94**	0,20	2,41	0,00	144	117	120

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_002-DE
Reçu le 20/03/2024

Election VP3 - LEVEQUE

Présents ou exprimés		pour	contre	nuls	blancs	abst	inscrits	votants	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	0	0	4	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3	0				4	3	3
	30,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
EPCI	nbre de voix	9	0		2	0	11	11	11
	10,00	8,18	0,00	0,00	1,82	0,00			
COMMUNES	nbre de voix	97	1	1	3		125	101	102
	20,00	19,02	0,98	0,20	0,59	0,00			
		113	1	1	5	0	144	119	120
	résultats	**97,20**	**0,98**	0,20	2,41	0,00	144	119	120

Election VP4 - SIRGUE

Présents ou exprimés		pour	contre	nuls	blancs	abst	inscrits	votants	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	0	0	4	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3	0				4	3	3
	30,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
EPCI	nbre de voix	9	0		2	0	11	11	11
	10,00	8,18	0,00	0,00	1,82	0,00			
COMMUNES	nbre de voix	93	5	1	3		125	97	102
	20,00	18,24	4,90	0,20	0,59	0,00			
		109	5	1	5	0	144	115	120
	résultats	**96,42**	**4,90**	0,20	2,41	0,00	144	115	120

Election VP5 - GROS

Présents ou exprimés		pour	contre	nuls	blancs	abst	inscrits	votants	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	0	0	4	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3	0				4	3	3
	30,00	30,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
EPCI	nbre de voix	9	0		2	0	11	11	11
	10,00	8,18	0,00	0,00	1,82	0,00			
COMMUNES	nbre de voix	97	1	1	3		125	101	102
	20,00	19,02	0,98	0,20	0,59	0,00			
		113	1	1	5	0	144	119	120
	résultats	**97,20**	**0,98**	0,20	2,41	0,00	144	119	120

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_002-DE
Reçu le 20/03/2024

Sont élus les Vice-présidents du Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses au titre de la Compétence générale :

- Emmanuelle GAZEL
- Christophe LABORIE
- Gaelle LEVEQUE
- Bernard SIRGUE
- Edmond GROS

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_002-DE
Reçu le 20/03/2024

Délibération SCoT n°2024-003 du Comité syndical du 15 mars 2024

Election à la Vice-Présidence compétence SCoT

Etaient présents les représentants suivants : **7**

- Pour le collège des groupements de communes : **7**
  Patrick PES - Philippe LEPETIT - Bernard SIRGUE - Gérard CAILHOL - Richard FIOL - Cyril TOUZET - Jean CAPEL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **1**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Patrick PES

Excusés : **/**

- Pour le collège des groupements de communes : /

Vu le code Général des Collectivités Territoriales plus particulièrement les articles L.5211-2, L.5211-10, L.2122 -4 alinéa 1, L.2121-7

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Pnr des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024

Considérant qu'il convient préalablement à toute élection de fixer le nombre de Vice-Présidents qui assisteront le Président dans l'exercice de ses fonctions

Considérant que le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant sans que ce nombre puisse être supérieur à 20%, arrondi à l'entier supérieur de l'effectif total de l'organe délibérant

Considérant qu'il existe au moins un Vice-Président au titre de chaque compétence autre que l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional, désigné exclusivement par les personnes publiques concernées par cette compétence.

Considérant que le Syndicat mixte bénéficie des transferts de compétences SCOT et SPANC, il est proposé de fixer à 1 le nombre de Vice-Président au titre de la Compétence SCOT.

Election de la Vice-Présidence au titre de la Compétence SCOT

Le Président du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses étant élu, il convient de procéder à l'élection de la Vice-Présidence au titre de la Compétence SCoT.
Le Président propose la candidature de Cyril TOUZET, reçue et enregistrée au PNR des Grands Causses, dans les conditions prévues au Statuts du Syndicat mixte.
Il est ensuite proposé de passer au vote.

Décision

Le vote à bulletin secret est organisé.

Les résultats s'établissent comme suit :

Cyril TOUZET : 8
Bulletins blancs : 0
Bulletins nuls : 0

Cyril TOUZET élu Vice-Président du Syndicat mixte au titre de la compétence SCoT.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_003-DE
Reçu le 20/03/2024

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_003-DE
Reçu le 20/03/2024

Délibération SPANC n°2024-004 du Comité syndical du 15 mars 2024

Election à la Vice-Présidence – compétence SPANC

Etaient présents les représentants suivants : **38**

- Pour le collège des groupements de communes : **4**
  Bernard SIRGUE – Gérard CAILHOL – Cyril TOUZET - Sébastien CROS

- Pour le collège des communes : **34**
  Jacques ARLES - Caroline ASTRUC - Jean-Marc BEA – Jean-Luc BERNARD - Jean BLANCHOT - Christian BOUDES – Roger BOUDES - Marie-Chantal CALMES - Guy CAZOTTES - Régis COLSON - Jean-Luc CRASSOUS - Alain DELMAS - Florence DELORT - Jean-François DUMAS - Christophe FROMENT – Joël ESPINASSE - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Christian GINESTE - Philippe GOUT - Marie JEANJEAN - Romain JEANJEAN - Mathieu LAMBRECHT – Marie-Hélène LE MERRE - Bernard MAURY - Bernadette NEGROS – Marie-Eve PANIS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT – Florence POLLET - Martine RODRIGUEZ - Michel SENTY - Jérôme SINTES - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **6**

- Pour le collège des groupements de communes : **/**

- Pour le collège des communes : **6**
  Sylvain GOLEO donne son pouvoir à Bernadette NEGROS
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir Jean-Michel PINAULT
  Bernadette PAILHAS donne son pouvoir Bernard MAURY
  François RODRIGUEZ donne son pouvoir à Jérôme SINTES
  Didier VIDAL donne son pouvoir à Florence DELORT
  Magali MALINOWSKI – BERTRAND donne son pouvoir à Nathalie PALMIER

Excusés : **6**

- Pour le collège des groupements de communes : /

- Pour le collège des communes : **6**
  Julie ALRIQUET - Adrien BOUDES - Alain JOSEPH - Loïc MARLAS – Dominique MAURY - Philippe RAMONDENC

Vu le code Général des Collectivités Territoriales plus particulièrement les articles L.5211-2, L.5211-10, L.2122 -4 alinéa 1, L.2121-7

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Pnr des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024

Considérant qu'il convient préalablement à toute élection de fixer le nombre de Vice-Présidents qui assisteront le Président dans l'exercice de ses fonctions

Considérant que le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant sans que ce nombre puisse être supérieur à 20%, arrondi à l'entier supérieur de l'effectif total de l'organe délibérant

Considérant qu'il existe au moins un Vice-Président au titre de chaque compétence autre que l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional, désigné exclusivement par les personnes publiques concernées par cette compétence.

Considérant que le Syndicat mixte bénéficie des transferts de compétences SCOT et SPANC, il est proposé de fixer à 1 le nombre de Vice-Président au titre de la Compétence SPANC.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_004-DE
Reçu le 20/03/2024

Election de la Vice-Présidence au titre de la Compétence SPANC

Le Président du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses étant élu, il convient de procéder à l'élection de la Vice-Présidences au titre de la Compétence SPANC.
Le Président propose la candidature de Jean François DUMAS, reçue et enregistrée au PNR des Grands Causses, dans les conditions prévues au Statuts du Syndicat Mixte
Il est ensuite proposé de passer au vote.

Décision

Le vote à bulletin secret est organisé.

Les résultats s'établissent comme suit :

Jean François DUMAS : 40
Bulletins blancs : 0
Bulletins nuls : 0

Jean François DUMAS est élu Vice-Président du Syndicat mixte au titre de la compétence SPANC.

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_004-DE
Reçu le 20/03/2024

Délibération PNRGC n°2024-005 du Comité syndical du 15 mars 2024

Désignation des membres du Bureau syndical du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses

Etaient présents les représentants suivants : **116**

- Pour le collège de la Région : **4**
  Emmanuelle GAZEL – Clément CARLES – Christine SAHUET – Fadilha BENAMMAR KOLY

- Pour le collège des Départements : **3**
  Christophe LABORIE – Monique ALIES – Hélène RIVIERE

- Pour le collège des groupements de communes : **11**
  Patrick PES – Philippe LEPETIT – Sophie PRADEL – Jean-Luc REQUI – Bernard SIRGUE – Gérard CAILHOL – Richard FIOL – Jean-Michel ARNAL – Cyril TOUZET – Jean CAPEL – Sébastien CROS

- Pour le collège des communes : **98**
  Eloi ALBET - Guilhem ALLEMAN - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT –Jacques ARLES - Caroline ASTRUC - Philippe BAYLET - Jean-Marc BEA - Jean-Luc BERNARD - Jean BLANCHOT - Didier BEREAUX – Thierry BERTHOMIEU - Luc BEVILACQUA - Yves BIOULAC - Christian BOUDES - Roger BOUDES - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPO - Alain CARLES - Guy CAZOTTES - Laure CLEMENT- Marie-Christine COLIN - Régis COLSON- Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES – Frank COUDERC - Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Céline CRISTOL - Francis CULIE - Sébastien DAVID - Alain DELMAS - Florence DELORT - Jean-François DUMAS - Monika DUVINAGE – Joël ESPINASSE - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Philippe GIGANON - Christian GINESTE - Bernard GOUJON - Philippe GOUT - Antoine GOUTELLE - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Christophe HURAULT - Marie JEANJEAN - Romain JEANJEAN - Yann JEANNIN - Danièle JOSEPH – Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL - Bernard MAURY - Christiane MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU – Bente MOLLER - Bernadette NEGROS –Nathalie PALMIER – Marie-Eve PANIS -Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Gilles PLET – Florence POLLET - Gaëtan PRIVAT - Viviane RAMONDENC - Martine RODRIGUEZ - Frédéric ROIG - Daniel ROUSSEL - Jean-Philippe SABATHIER - Guy SALES - Michel SENTY - André SERIN - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Benoit SOLIER - Jean-Claude SOUYRIS - Jean TRINQUIER - Claire VAN DER HORST - Marina VIDAL CONDOMINES – David VIVIANI - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **17**

- Pour le collège de la Région : /

- Pour le collège des Départements : /

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Patrick PES

- Pour le collège des communes : **16**
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Yves BOUSQUET donne son pouvoir à André SERIN
  Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Benoit SOLIER
  Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Michel SIMONIN
  Anne CROS donne son pouvoir à Jonathan COSTES
  Jean-Luc CROUZET donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE
  Luc DONNADIEU donne son pouvoir à Jacques ARLES
  Nathalie GARRIGUES donne son pouvoir à Christophe HURAULT
  Sylvain GOLEO donne son pouvoir à Bernadette NEGROS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_005-DE
Reçu le 20/03/2024

Magali MALINOWSKI – BERTRAND donne son pouvoir à Nathalie PALMIER
Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPO
Bernadette PAILHAS donne son pouvoir Bernard MAURY
François RODRIGUEZ donne son pouvoir à Jérôme SINTES
Christophe ROMO donne son pouvoir à Claire VAN DER HORTST
Céline RENAUD donne son pouvoir à Sébastien DAVID
Didier VIDAL donne son pouvoir à Florence DELORT

Excusés : **22**

- Pour le collège de la Région : /
- Pour le collège des Départements : **1**
  Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : **21**
  Julie ALRIQUET - Marie-Pierre AUTET - Jean-Marie BODT - Adrien BOUDES - Arlette CAZABONNE – Natacha CUNTY - Elisabeth DODINET - Daniel FABRE - Emmanuelle GASCOIN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET – Robert LADET - François LEROY - Loïc MARLAS – Dominique MAURY - Françoise OLIVIER - Pierre PANTANELLA - Philippe RAMONDENC - Jean-Luc RICARD - Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER

Vu le code Général des Collectivités Territoriales plus particulièrement les articles L.5211-2, L.5211-10, L.2122 -4 alinéa 1, L.2121-7

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Pnr des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024

Considérant que le Comité syndical élit parmi ses membres un Bureau, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L 5211-10.

Considérant que le Bureau du Syndicat mixte est composé du Président, de plusieurs Vice-Présidents et de plusieurs autres membres.

Considérant que le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Considérant qu'il est procédé à une nouvelle élection des membres du Bureau après chaque renouvellement du Comité syndical, dans le délai prévu à l'article L. 5211-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que le Bureau, organisé en collèges, est présidé par le Président du Syndicat mixte, assisté d'un Vice-Président par collège constituant le Comité syndical et de 16 délégués.

Le Bureau comprend donc 16 délégués répartis comme suit :
- 4 délégués pour le Collège Région, répartis comme suit : 4 délégués pour la Région Occitanie
- 4 délégués pour le Collège des Départements, répartis comme suit : 3 délégués pour le Département de l'Aveyron, 1 délégué pour le Département de l'Hérault
- 5 délégués pour le Collège des communes
- 3 délégués pour le Collège des groupements de communes

Considérant que parmi les délégués des communes et groupements de communes, deux délégués sont désignés spécialement au titre de chacune des compétences déléguées autre que l'aménagement et la gestion du Parc Naturel Régional (SCoT, SPANC...).

Considérant que le Bureau est également composé de membres avec voix consultative : Le représentant de l'Inter-consulaire, le Président du Conseil scientifique et le Président du Conseil de développement.

Considérant qu'hormis le Président et les Vice-Présidents qui sont élus par le Comité syndical, et les Présidents du Conseil de développement et du Conseil scientifique qui sont élus par leur assemblée, les membres du Bureau sont élus par leur collège respectif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_005-DE
Reçu le 20/03/2024

Considérant l'élection du Président du Syndicat mixte du Pnr des Grands causses

Considérant l'élection des Vice-Présidences au titre de la compétence générale

Considérant l'élection de la Vice-Présidence au titre de la compétence SCOT

Considérant l'élection de la Vice-présidence au titre de la compétence SPANC

Désignation des membres du Bureau du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses

Il convient de désigner les membres du bureau suivant :

- 3 membres au titre du collège de la Région
- 3 membres au titre du collège des Départements
- 0 membres au titre du collège des Communautés de communes
- 2 membres au titre du collège des Communes

Conformément aux statuts du Syndicat mixte, l'élection se déroule selon les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. S'agissant de l'élection d'un membre du bureau, le vote a lieu au scrutin secret. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
Il est ensuite procédé à un vote à bulletin secret par chacun des collèges.

Collège de la Région

Les membres suivant du collège de la région sont candidats à l'élection au Bureau :
- Clément CARLES
- Fadela BENAMAR KOLI
- Christine SAHUET

Décision

A l'issue du vote, les résultats sont les suivants :
- Clément CARLES : 4 voix
- Fadela BENAMAR KOLI : 4 voix
- Christine SAHUET : 4 voix

Bulletins blancs : 0
Bulletins nuls : 0

Sont élus membres du bureau syndical du Parc naturel régional des Grands Causses au titre du collège des région :
- Clément CARLES
- Fadela BENAMAR KOLI
- Christine SAHUET

Collège des Départements

Les membres suivant du collège des départements sont candidats à l'élection au Bureau :
- Monique ALIES
- Claude ASSIE
- Jacques RIGAUD

Décision

A l'issue du vote, les résultats sont les suivants :
- Monique ALIES : 3 voix
- Claude ASSIE : 3 voix
- Jacques RIGAUD : 3 voix

Bulletins blancs : 0
Bulletins nuls : 0

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_005-DE
Reçu le 20/03/2024

Sont élus membres du bureau syndical du Parc naturel régional des Grands Causses au titre du collège des Départements :

- Monique ALIES
- Claude ASSIE
- Jacques RIGAUD

Collège des Communes

Les membres suivant du collège des communes sont candidats à l'élection au Bureau :

- Séverine PEYRETOUT
- Jacques ARLES

Décision

A l'issue du vote, les résultats sont les suivants :

- Séverine PEYRETOUT : 99 voix
- Jacques ARLES : 99 voix

Bulletins blancs : 2
Bulletins nuls : 0

Sont élus membres du bureau syndical du Parc naturel régional des Grands Causses au titre du collège des communes :

- Séverine PEYRETOUT
- Jacques ARLES

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_005-DE
Reçu le 20/03/2024

Délibération PNRGC n°2024-006 du Comité syndical du 15 mars 2024

Délégations de compétences des élus du Bureau syndical

Etaient présents les représentants suivants : **116**

- Pour le collège de la Région : **4**
  Emmanuelle GAZEL – Clément CARLES – Christine SAHUET – Fadilha BENAMMAR KOLY

- Pour le collège des Départements : **3**
  Christophe LABORIE – Monique ALIES – Hélène RIVIERE

- Pour le collège des groupements de communes : **11**
  Patrick PES – Philippe LEPETIT – Sophie PRADEL – Jean-Luc REQUI – Bernard SIRGUE – Gérard CAILHOL – Richard FIOL – Jean-Michel ARNAL – Cyril TOUZET – Jean CAPEL – Sébastien CROS

- Pour le collège des communes : **98**
  Eloi ALBET - Guilhem ALLEMAN - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT –Jacques ARLES - Caroline ASTRUC - Philippe BAYLET - Jean-Marc BEA - Jean-Luc BERNARD - Jean BLANCHOT - Didier BEREAUX – Thierry BERTHOMIEU - Luc BEVILACQUA - Yves BIOULAC - Christian BOUDES - Roger BOUDES - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPO - Alain CARLES - Guy CAZOTTES - Laure CLEMENT- Marie-Christine COLIN - Régis COLSON - Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES – Frank COUDERC - Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Céline CRISTOL - Francis CULIE - Sébastien DAVID - Alain DELMAS - Florence DELORT - Jean-François DUMAS - Monika DUVINAGE – Joël ESPINASSE - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Philippe GIGANON - Christian GINESTE - Bernard GOUJON - Philippe GOUT - Antoine GOUTELLE - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Christophe HURAULT - Marie JEANJEAN - Romain JEANJEAN - Yann JEANNIN - Danièle JOSEPH – Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL - Bernard MAURY - Christiane MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU – Bente MOLLER - Bernadette NEGROS –Nathalie PALMIER – Marie-Eve PANIS -Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Gilles PLET – Florence POLLET - Gaëtan PRIVAT - Viviane RAMONDENC - Martine RODRIGUEZ - Frédéric ROIG - Daniel ROUSSEL - Jean-Philippe SABATHIER - Guy SALES - Michel SENTY - André SERIN - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Benoit SOLIER - Jean-Claude SOUYRIS - Jean TRINQUIER - Claire VAN DER HORST - Marina VIDAL CONDOMINES – David VIVIANI - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **17**

- Pour le collège de la Région : /

- Pour le collège des Départements : /

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Patrick PES

- Pour le collège des communes : **16**
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Yves BOUSQUET donne son pouvoir à André SERIN
  Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Benoit SOLIER
  Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Michel SIMONIN
  Anne CROS donne son pouvoir à Jonathan COSTES
  Jean-Luc CROUZET donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE
  Luc DONNADIEU donne son pouvoir à Jacques ARLES
  Nathalie GARRIGUES donne son pouvoir à Christophe HURAULT
  Sylvain GOLEO donne son pouvoir à Bernadette NEGROS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_006-DE
Reçu le 20/03/2024

Magali MALINOWSKI – BERTRAND donne son pouvoir à Nathalie PALMIER
Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPO
Bernadette PAILHAS donne son pouvoir Bernard MAURY
François RODRIGUEZ donne son pouvoir à Jérôme SINTES
Christophe ROMO donne son pouvoir à Claire VAN DER HORTST
Céline RENAUD donne son pouvoir à Sébastien DAVID
Didier VIDAL donne son pouvoir à Florence DELORT

Excusés : **22**

- Pour le collège de la Région : /
- Pour le collège des Départements : **1**
  Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : **21**
  Julie ALRIQUET - Marie-Pierre AUTET - Jean-Marie BODT - Adrien BOUDES - Arlette CAZABONNE – Natacha CUNTY - Elisabeth DODINET - Daniel FABRE - Emmanuelle GASCOIN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET – Robert LADET - François LEROY - Loïc MARLAS – Dominique MAURY - Françoise OLIVIER - Pierre PANTANELLA - Philippe RAMONDENC - Jean-Luc RICARD - Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Pnr des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024

Vu la délibération n°2024-001 du 15 mars 2024 relative à l'élection du Président,

Vu la délibération n°2024-002 du 15 mars 2024 relative à l'élection des Vice-présidents,

Vu la délibération n°2024-005 du 15 mars 2024 relative à la désignation des membres du Bureau

Considérant qu'il convient, pour le bon fonctionnement et la gestion courante du Syndicat Mixte, de donner délégation de certaines attributions de l'organe délibérant au Président et au Bureau,

Conformément aux statuts du Syndicat Mixte, le comité syndical est l'organe délibérant, il exerce toutes les fonctions prévues par les textes réglementaires en vigueur sur le fonctionnement des syndicat mixtes et définit les pouvoirs qu'il délègue au Bureau Syndical et au Président.

Sauf disposition législative ou règlementaire contraire, le Comité syndical peut déléguer ses compétences au Bureau ou au Président, à l'exception de celles énumérées ci-après :

* Vote du budget, de l'institution et de la fixation des taxes ou tarifs des taxes ou redevances ;
* Dispositions à caractère budgétaire prises à la suite de la mise en demeure de l'article L. 1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
* Approbation du compte administratif ;
* Modifications statutaires, y compris celles relatives au règlement intérieur ;
* Délégation ou acceptation de délégation de services publics ;
* Adhésion à un établissement public ;
* Désignation des membres de la commission d'appel d'offres.

Il reste seul compétent pour désigner la commission d'appel d'offres permanente et, éventuellement, les commissions d'appel d'offres particulières. Il se prononce sur le bilan annuel des acquisitions et cessions opérées par le Syndicat mixte.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_006-DE
Reçu le 20/03/2024

Présidé par le Président du Syndicat mixte, le Bureau concourt à la gestion courante du Syndicat mixte en exerçant les attributions qui peuvent lui être déléguées par le Comité syndical conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	11	0	0	11	11
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	102	0	0	125	102
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	120	0	0	144	120
	résultats relatifs	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical procède aux délégations de compétences dans les conditions suivantes :

- Le Comité syndical délègue au Bureau toutes ses attributions à l'exception de :
  - Celles expressément indiquées dans l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales et de celles déléguées au Président

- Le Comité syndical délègue au Président, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales :
  - la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget,
  - les décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
  - la décision de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
  - la passation des contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,
  - la création, modification ou suppression des régies comptables nécessaires au fonctionnement du Syndicat Mixte,
  - L'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
  - la fixation des rémunérations et le règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,
  - la décision d'intenter au nom du Syndicat Mixte les actions en justice ou de défendre le Syndicat Mixte dans les actions intentées contre lui, dans les cas définis par le comité syndical,
  - la réalisation de lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500 000€.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240315-20240315_006-DE
Reçu le 20/03/2024

Délibération PNRGC-SCOT–SPANC - 2024-007 du Comité syndical du 29 mars 2024

Débat d'Orientation Budgétaire 2024

Compétence générale

Etaient présents les représentants suivants : **66**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Emmanuelle GAZEL – Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **3**
  Claude ASSIER - Christophe LABORIE - Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **9**
  Jean-Michel ARNAL – Valentin ARTAL - Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Bouchra EL MEROUANI - Richard FIOL - Sophie PRADEL – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **52**
  Guilhem ALLEMAN – Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT –Chantal BASCOUL - Jean-Marc BEA - Luc BEVILACQUA - Christian BOUDES – Dominique BOYER - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPLO - Guy CAZOTTES –Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES –Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Jean-Luc CROUZET - Monika DUVINAGE – Aurélie ESON - Anne-Marie FRENEHARD - Christophe FROMENT –Victorien GENIEZ - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL –Noëlle MARSAL – Christian MARTIN - Bernard MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU - Elisabeth MUYS - Bernadette NEGROS –Pierre PEIFFER - Maxime PETRAUD - Jean-Michel PINAULT - Viviane RAMONDENC –Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Alain ROUGET - Jean-Philippe SABATHIER - Michel SENTY - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean TRINQUIER - Didier VIDAL - Nicolas WOHREL- Michel WOLKOWISKI

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **32**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
  Christine SAHUET donne son pouvoir à Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : 0
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Jean-Luc REQUI donne son pouvoir à Sophie PRADEL
- Pour le collège des communes : **29**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Jacques ARLES donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  3. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  5. *Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Jonathan COSTES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  7. *Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  8. *Francis CULIE donne son pouvoir à Jean-Philippe SABATHIER*
  9. *Natacha CUNTY donne son pouvoir à Guilhem ALLEMAN*
  10. *Elisabeth DODINET donne son pouvoir à Edmond GROS*
  11. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Monika DUVINAGE*
  13. *Bernard GOUJON donne son pouvoir à Christophe ROMO*
  14. *Antoine GOUTELLE donne son pouvoir à Jean TRINQUIER*
  15. *Christophe HURAULT donne son pouvoir à Roselyne ALMARIC VUAGNAT*
  16. *Patrick IMBERT donne son pouvoir à Michel WOLKOWICKI*
  17. *Danièle JOSEPH donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  18. *Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPLO*
  19. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Christophe FROMENT*
  20. *Dominique MAURY donne pouvoir à Bernard MAURY*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

21. *Bernadette PAILHAS donne son pouvoir à Christian BOUDES*
22. *Séverine PEYRETOUT donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
23. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Aurélie ESON*
24. *Céline RENAUD donne son pouvoir à Michel SIMONIN*
25. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Aimé MAJOREL*
26. *Guy SALES donne son pouvoir à Jean-Louis CABANNES*
27. *André SERIN donne son pouvoir à Vivianne RAMONDENC*
28. *Benoît SOLIER donne son pouvoir à Jérôme SINTES*
29. *Marina VIDAL CONDOMINES donne son pouvoir à Philippe MEJANE*

Excusés : **46**

- Pour le collège de la Région : **0**
- Pour le collège des Départements : **1**
  Monique ALIES
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Bernard SIRGUE
- Pour le collège des communes : **44**
  Eloi ALBET - Loïc ALMERAS – Marie-Pierre AUTET - Didier BEREAUX – Yves BIOULAC – Jean-Marie BODT – Adrien BOUDES - Philippe CAVALIER - Arlette CAZABONNE – Laure CLEMENT - Michel COMBES - Anne CROS - Sébastien DAVID - Florence DELORT – Luc DONNADIEU - Daniel FABRE – Nathalie GARRIGUES - Emmanuelle GASCOIN - Bastien GIACOBBI – Christian GINESTE - Sylvain GOLEO - Marie JEANJEAN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Franck LE MOUTON-MAZIERES - François LEROY - Magali MALINOWSKI-BERTRAND – Loïc MARLAS - Françoise OLIVIER - Nathalie PALMIER - Pierre PANTANELLA – Gilles PLET - Gaétan PRIVAT - Jean-Luc RICARD - François RODRIGUEZ - Frédéric ROIG – Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER - Jean-Claude SOUYRIS - Arnaud VIALA - Yves VIALA

Compétence SCoT

Etaient présents les représentants suivants : **7**

- Pour le collège des groupements de communes : 7
  Valentin ARTAL - Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Bouchra EL MEROUANI - Richard FIOL - Cyril TOUZET

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants :

- Pour le collège des groupements de communes : 0

Excusés :

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Bernard SIRGUE

Compétence SPANC

Etaient présents les représentants suivants : **27**

- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  Sébastien CROS - Cyril TOUZET - Gérard CAILHOL
- Pour le collège des communes : **24**
  Julie ALRIQUET - Jean-Marc BEA – Christian BOUDES –Dominique BOYER - Marie-Chantal CALMES - Guy CAZOTTES - Jean-Luc CRASSOUS - Aurélie ESON – Anne-Marie FRENEHARD - Christophe FROMENT – Victorien GENIEZ - Philippe GOUT - Marie-Hélène LE MERRE - Bernard MAURY - Elisabeth MUYS - Bernadette NEGROS – Pierre PEIFFER - Jean-Michel PINAULT –Martine RODRIGUEZ – Alain ROUGET - Michel SENTY – Jérôme SINTES – Didier VIDAL - Nicolas WOHREL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **7**

- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : **7**
    1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
    2. *Jacques ARLES donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
    3. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
    4. *Dominique MAURY donne pouvoir à Bernard MAURY*
    5. *Bernadette PAILHAS donne son pouvoir à Christian BOUDES*
    6. *Séverine PEYRETOUT donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
    7. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Aurélie ESON*

Excusés : **16**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Bernard SIRGUE
- Pour le collège des communes : **15**
  Loïc ALMERAS - Caroline ASTRUC - Adrien BOUDES - Philippe CAVALIER - Florence DELORT - Christian GINESTE - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - Marie JEANJEAN - Alain JOSEPH – Mathieu LAMBRECHT - Franck LE MOUTON-MAZIERES - Magali MALINOWSKI BERTRAND - Loïc MARLAS-François RODRIGUEZ -

L'exercice 2024 sera un budget remodelé en lien avec la mise oeuvre de la nouvelle Charte qui prévoit de part ses nouveaux statuts un fonctionnement modifié avec une gouvernance élargie au territoire d'extension et des nouvelles dispositions financières et comptables intégrant notamment les contributions statutaires des intercommunalités.
A la suite d'une année 2022 de transition, l'année 2023 reste marquée par un contexte économique inflationniste qui a impacté le budget du Syndicat et une tension qui reste forte sur la trésorerie. L'année 2024 marque le retour à l'équilibre grâce notamment à l'augmentation des recettes statutaires liées à la nouvelle Charte et aux mesures mises en place pour faire face à l'augmentation des frais de structure.

Les frais de structures resteront impactés par :

- Les coûts de carburant liés aux déplacements des équipes dans les communes.
- Les primes d'assurances majorées entre 6,5 % et 9,5% selon les polices.
- La masse salariale du fait de la majoration du point d'indice de 1,5% au 1er juillet 2023 qui aura un effet en année pleine et de la refonte des grilles indiciaires avec une majoration des indices majorés sur l'ensembles des grades. Tout ceci venant se rajouter à la 1ère majoration du point d'indice de 3,5 % au 1er juillet 2022.
- Les tarifs des différents contrats de maintenance, entretiens, fournitures sont également orientés à la hausse dans des tendances égales ou supérieures à l'inflation moyenne constatée à 4.90% en 2023.

Il convient de noter que l'isolation du siège, le mode de chauffage au bois , l'autoconsommation électrique et la flotte hybride ou électrique protègent quelque peu le budget du Syndicat.

Du côté des recettes, les dotations statutaires vont augmenter du fait l'aggrandissement du périmètre qui entraine une hausse de la participation de la Région Occitanie, les contributions des communes Héraultaises et du Département de l'Hérault, la participation des intercommunalités en lien avec les nouveaux statuts et de manière mécanique la hausse de la contribution des communes qui reste toutefois maîtrisée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

Nous proposons le maintien des tarifs des mises à disposition de services et de personnel qui avait été augmenté en 2023 et nous prévoyons dans ce cadre le maintien des mises à disposition auprès des collectivités membres du Syndicat mixte (pour rappel : 300€ par jour pour l'équipe d'agent d'entretien de l'espace rural et 370€ par jour pour les prestations d'ingénierie). En parralèle, la réussite à différents appels à projets et subvention sur différents programmes permettra la poursuite de la valorisation de la structure dans le plan d'action, notamment via les AAP.

Par ailleurs, le Syndicat doit composer avec des tensions sur sa trésorerie du fait des effets conjugués de retard de paiement de plusieurs partenaires, des retards pris par le programme Leader et des modalités comptables de plusieurs appels à projet. Pour sécuriser l'execution 2024 et par précaution, une autorisation de ligne de trésorerie pour 2024 a été validée par délibération n°2023-090 lors du Comité syndical du 24/11/2023.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

DEPENSES DE PERSONNEL

Au 1er janvier 2024 l'effectif de la compétence générale est composé de 22 fonctionnaires territoriaux, 2 agents en CDI et 11 agents en Contrat à durée déterminée.

22 fonctionnaires, 11 CDD et 1 CDI exercent le travail à temps complet ; 1CDI est à temps partiel, 1 fonctionnaire est en temps partagé avec la compétence SPANC et 2 fonctionnaires sont détachés sur un contrat de projet sur le programme d'action. Il convient de noter qu'aucun temps partiel n'est imposé par l'employeur mais relève de choix individuels des agents.

Au total, l'équivalent temps plein (ETP) de la compétence générale (permanent et plan d'action) est au 1er janvier 2024 est de 34,57 (35 agents).

L'effectif financé sur le budget SCoT correspond à 1 fonctionnaire à temps plein mutualisé à 60% sur le budget SCoT et à 40% sur le budget principal de la compétence générale, tandis que l'effectif du budget SPANC correspond à 5 agents à temps complet en CDI, soit 5 ETP et 1 fonctionnaire en temps partagé avec la compétence générale.

Au 1er janvier 2024, l'effectif complet toutes compétences confondues est de 40 personnes représentant 39,57 ETP.

Le coût total (équipe permanente et contractuels liés à des appels à projet ou plan d'action) du poste personnel relevant du budget général est de 1 935 000€ à minorer de 20 000€ correspondants aux remboursements des assurances pour « maladie », soit un total de 1 915 000€.

En 2024, en intégrant les recrutements prévisionnels énoncés ci-dessous, cette dépense est constituée pour 1 345 000€ par le coût des emplois permanents (FTP, CDI) et pour 590 000€ par les emplois non permanents (stagiaires, CDD exclusivement liés à la mise en œuvre du plan d'actions et donc financés par ce biais).

En 2024, le poste rémunération indiciaire des fonctionnaires représentera environ 317 000€.

- La nouvelle bonification indiciaire.....11 000,00 €
- Le régime indemnitaire.....306 000,00 €

Le temps effectif des agents à temps complet correspond à 1 607 heures annuelles, décomptées pour tous les agents sédentaires au siège par le biais d'un système de « pointeuse », tandis que les autres agents (cadre ou intervenant) fonctionnent sous le système du forfait jour (cf. accord cadre temps de travail).

Par ailleurs, les agents du Syndicat mixte du Parc bénéficient, à compter du 1er janvier 2024, de la revalorisation de 1€ par jour des tickets restaurant et de la participation santé plafonnée à 20 euros par mois et par agent.

Sur l'année 2024 sont programmés 4 recrutements dont 2 sur de nouvelles missions financées dans le cadre d'appel à projets, 1 départ en retraite sur ½ ETP compensé par le recrutement d'un ETP et 1 recrutement saisonnier de 6 mois pour renforcer l'équipe d'agents d'entretien de l'espace rural.
A ceci, il convient de préciser qu'un détachement de la fonction publique d'Etat est aussi programmé sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général Adjoint en charge du pôle Développement territorial devenu vacant au 1er décembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

DETTE

La dette du Syndicat est exclusivement constituée d'un prêt de 900 000 € contracté en 2017 auprès du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour une durée de 25 années à taux fixe de 2,34 % (renégocié en 2019 au taux de 2,21 %).

Ce prêt a été contracté dans le cadre de l'acquisition – amélioration du siège du Syndicat, le capital restant dû au 1/1/2024 est de 737 122,47 €.

Dans les perspectives budgétaires du Syndicat aucun nouvel emprunt n'est envisagé.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

FINANCEMENT STRUCTURE

Le coût de la structure (hors plan d'action et investissement) représente environ 1 900 000€ dont 1 450 000 € sont des dépenses de personnels, 450 000€ des achats, prestataires, indemnités élus et fournitures, dont 16 000 € d'intérêts de la dette (échéance annuité de 47 000 €/an environ).

Ces coûts sont financés à hauteur de 1 200 000 € par :

- Les participations statutaires des membres (480 000 € de la Région / 360 000 € des Départements / 240 000 € des communes / 120 000€ des Communautés de communes).
- Une participation annuelle forfaitaire de l'Etat pour 150 000 €.

Les recettes institutionnelles représentent 1 350 000 €, laissant un reste à financer d'environ 550 000€.

La mutualisation des moyens généraux entre les diverses compétences permet un gain de productivité qui dégage 220 000 €.

La valorisation des locaux et la vente d'énergie permettent de dégager 50 000 €.

La mise à disposition de personnel et les prestations assurées par les équipes d'entretien de l'espace naturel et/ou de l'ingénierie représentent 280 000 €.

La valorisation de l'ingénierie dans le cadre du plan d'action et des appels à projet, les recettes d'activités permettront de dégager un autofinancement qui sera affecté pour partie au renouvellement du parc automobile et informatique et au plan d'action annuel d'autre part.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

SCoT

L'année 2024 est marquée par un budget SCoT de révision avec l'élaboration d'un SCoT CAE en conformité avec le projet de Charte

Les frais d'études liées à cette révision ont été évaluées à 80 000 euros - a minima - et seront imputés en section d'investissement ; l'équilibre budgétaire de cette section se fera par le biais de l'amortissement appliqué sur les études depuis l'origine du budget SCoT, en 2014.

Sur la section de fonctionnement, les frais de ressources humaines de 101 000 euros en 2023 devraient être portés à 115 000 euros environ en 2024 avec une prise en charge du poste de chef de projet SCoT à hauteur de 60% (contre 50% en 2023), l'intégration d'un stagiaire étudiant indemnisé sur 6 mois et le suivi de la Direction renforcé, tout ceci dans le but de mener à bien la révision du SCoT.

Les frais de structure de 18 000,00 euros en 2023 devraient également subir une augmentation sous l'effet conjugué de l'inflation sur l'ensemble des postes et des frais supplémentaires liées directement à la révision. L'animation d'ateliers de concertation engendreront des frais supplémentaires avec notamment des frais de réception (+ 5000 euros). Un besoin évident de conseils juridiques est à provisionner (honoraires + 6000 euros), etc. Ces frais de fonctionnement devraient pour 2024 atteindre 33 000 euros environ.

L'année 2024 fera également l'objet d'une dotation annuelle sur les amortissements des études antérieures évaluée à 7 500 euros environ.
Malgré ce, la contribution des EPCI sera maintenue au niveau de l'année précédente (2023) pour un montant global avoisinant 90 000 euros.

Une contribution exceptionnelle de l'Etat via la DGD - Dotation Générale Décentralisée – devrait être attribuée dans le cadre de la révision pour un montant estimé à 20 000 euros.

Une partie de ces frais seront renforcés par le budget général du fait de la mutualisation des personnels à hauteur d'environ 34 000 € annuels,

Afin de permettre l'équilibre budgétaire de cette section une subvention émanant du Contrat Spécifique de la Région qui transite par le budget général viendra abonder les recettes de 11 500 euros environ.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

SPANC

Le budget du SPANC est aujourd'hui entré en vitesse de croisière à la suite de l'intégration de la Communauté de communes du Saint-Affricain et de la commune de Broquiès.

Le coût d'exploitation du service pour le suivi des 9 709 installations sur 86 communes représente en 2023 : 335 000€ et devrait passer à 362 000€ environ en 2024.

Cette évolution du coût global s'explique en partie par l'inflation (moyenne constatée à 4.90% en 2023) notamment sur les charges à caractère général avec quelques ajustements sur certains postes comme l'entretien de matériel roulant pour tenir compte du vieillissement des véhicules ou sur le carburant du fait du nombre croissant des dispositifs à contrôler.

En 2024 la rémunération du personnel ne sera plus indexée sur la grille indiciaire de classification du personnel des chambres d'agriculture mais seront basées sur la grille de la Fonction Publique Territoriale au grade de technicien territorial en équivalence aux autres agents du Syndicat mixte.
En conséquence, les cinq agents, présents au 1/01/2024, ont bénéficié d'une revalorisation à minima de 5%.

Ces coûts d'exploitation sont couverts par les redevances payées par les usagers du service à hauteur de 301 000 € environ en 2023 et évaluées à 319 500€ environ pour 2024. Ce montant augmente progressivement avec le déploiement de l'ensemble des visites sur les installations du Saint-Affricain, de Broquiès et du Rougier.

Depuis 2022 l'intégration d'une vingtaine de communes a modifié la structure budgétaire du Parc avec l'accroissement des dépenses liées à un poste supplémentaire de techniciens et la montée en charge progressive qui sera complétée de manière dégressive par l'apport de subvention d'équilibre des collectivités concernées selon le plan validé par le Comité syndical. C'est dans ce cadre-là que la commune de Broquiès et la Communauté de communes du Saint-Affricain, Roquefort et Sept vallons abonderont, le budget 2024, de 14 000€ environ.

Depuis plusieurs années, le budget de fonctionnement trouve son équilibre par l'affectation du résultat excédentaire cumulé sur exercices antérieurs.
Or, sur les quatre dernières années (2020, 2021, 2022 et 2023) on constate des résultats annuels déficitaires. Pour inverser cette tendance, depuis 2023, les redevances du service sont revalorisées par un coefficient de réactualisation validé par délibération n°2023-012 du Comité syndical du 10 mars 2023 afin d'obtenir l'équilibre financier entre le coût structurel du service et les redevances des usagers.

Les éléments budgétaires sont détaillés et présentés au conseil d'exploitation du SPANC deux semaines avant le vote du budget.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3	0	0	4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	81	0	0	125	81
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	98	0	0	144	98
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical décide d'approuver le débat d'orientation budgétaire 2024.

Fait et délibéré à L'Hospitalet du Larzac, les jour, mois et an susdits

Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_007-BF
Reçu le 05/04/2024

Délibération PNRGC-SCOT n° 2024-008 du Comité syndical du 29 mars 2024

Règlement budgétaire et financier

Compétence générale

Etaient présents les représentants suivants : **66**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Emmanuelle GAZEL – Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **3**
  Claude ASSIER - Christophe LABORIE - Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **9**
  Jean-Michel ARNAL – Valentin ARTAL - Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Bouchra EL MEROUANI - Richard FIOL - Sophie PRADEL – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **52**
  Guilhem ALLEMAN – Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT –Chantal BASCOUL - Jean-Marc BEA - Luc BEVILACQUA - Christian BOUDES – Dominique BOYER - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPLO - Guy CAZOTTES –Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES –Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Jean-Luc CROUZET - Monika DUVINAGE – Aurélie ESON - Anne-Marie FRENEHARD - Christophe FROMENT –Victorien GENIEZ - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL –Noëlle MARSAL – Christian MARTIN - Bernard MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU - Elisabeth MUYS - Bernadette NEGROS –Pierre PEIFFER - Maxime PETRAUD - Jean-Michel PINAULT - Viviane RAMONDENC –Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Alain ROUGET - Jean-Philippe SABATHIER - Michel SENTY - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean TRINQUIER - Didier VIDAL - Nicolas WOHREL- Michel WOLKOWISKI

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **32**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
  Christine SAHUET donne son pouvoir à Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **0**
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Jean-Luc REQUI donne son pouvoir à Sophie PRADEL
- Pour le collège des communes : **29**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Jacques ARLES donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  3. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  5. *Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Jonathan COSTES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  7. *Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  8. *Francis CULIE donne son pouvoir à Jean-Philippe SABATHIER*
  9. *Natacha CUNTY donne son pouvoir à Guilhem ALLEMAN*
  10. *Elisabeth DODINET donne son pouvoir à Edmond GROS*
  11. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Monika DUVINAGE*
  13. *Bernard GOUJON donne son pouvoir à Christophe ROMO*
  14. *Antoine GOUTELLE donne son pouvoir à Jean TRINQUIER*
  15. *Christophe HURAULT donne son pouvoir à Roselyne ALMARIC VUAGNAT*
  16. *Patrick IMBERT donne son pouvoir à Michel WOLKOWICKI*
  17. *Danièle JOSEPH donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  18. *Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPLO*
  19. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Christophe FROMENT*
  20. *Dominique MAURY donne pouvoir à Bernard MAURY*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

21. *Bernadette PAILHAS donne son pouvoir à Christian BOUDES*
22. *Séverine PEYRETOUT donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
23. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Aurélie ESON*
24. *Céline RENAUD donne son pouvoir à Michel SIMONIN*
25. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Aimé MAJOREL*
26. *Guy SALES donne son pouvoir à Jean-Louis CABANNES*
27. *André SERIN donne son pouvoir à Vivianne RAMONDENC*
28. *Benoît SOLIER donne son pouvoir à Jérôme SINTES*
29. *Marina VIDAL CONDOMINES donne son pouvoir à Philippe MEJANE*

Excusés : **46**

- Pour le collège de la Région : **0**
- Pour le collège des Départements : **1**
  Monique ALIES
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Bernard SIRGUE
- Pour le collège des communes : **44**
  Eloi ALBET - Loïc ALMERAS – Marie-Pierre AUTET - Didier BEREAUX – Yves BIOULAC – Jean-Marie BODT – Adrien BOUDES - Philippe CAVALIER - Arlette CAZABONNE – Laure CLEMENT - Michel COMBES - Anne CROS - Sébastien DAVID - Florence DELORT – Luc DONNADIEU - Daniel FABRE – Nathalie GARRIGUES - Emmanuelle GASCOIN - Bastien GIACOBBI – Christian GINESTE - Sylvain GOLEO - Marie JEANJEAN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Franck LE MOUTON-MAZIERES - François LEROY - Magali MALINOWSKI-BERTRAND – Loïc MARLAS - Françoise OLIVIER - Nathalie PALMIER - Pierre PANTANELLA – Gilles PLET - Gaétan PRIVAT - Jean-Luc RICARD - François RODRIGUEZ - Frédéric ROIG – Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER - Jean-Claude SOUYRIS - Arnaud VIALA - Yves VIALA

Compétence SCoT

Etaient présents les représentants suivants : **7**

- Pour le collège des groupements de communes : 7
  Valentin ARTAL - Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Bouchra EL MEROUANI - Richard FIOL - Cyril TOUZET

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants :

- Pour le collège des groupements de communes : 0

Excusés :

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Bernard SIRGUE

Contexte

Le Comité syndical a adopté, après accord du SGC - Service de Gestion Comptable- du sud-Aveyron, pour le changement de nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget principal de la compétence générale et pour le budget SCoT avec une prise d'effet au 1er janvier 2024.

Le Comité syndical a opté pour le plan de comptes de la nomenclature M57 développée avec références fonctionnelles pour le budget principal (841 00) par délibération n°2023-088 du 24 novembre 2023 et, pour le plan de comptes de la nomenclature M57 développée pour le budget SCOT (841 02) par délibération n°2023-120 du 24 novembre 2023.

Dans le cadre du référentiel M57, l'article L5217-10-8 du Code général des collectivités territoriales prévoit l'adoption d'un règlement budgétaire et financier avant le vote de la première délibération budgétaire.

Le règlement budgétaire et financier permet de préciser certaines règles internes de gestion budgétaire et comptable de la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

Le règlement budgétaire et financier doit être adopté par le Comité syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses à l'occasion du passage au référentiel M57. Il est valable pour la durée de la mandature. Par durée de la mandature, il est entendu la durée du mandat des délégués des communes et des EPCI adhérentes au sein de la collectivité qui les a désignés.

A l'occasion d'une nouvelle mandature, la collectivité adoptera un nouveau règlement budgétaire et financier avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit ce renouvellement.

Toute modification du règlement budgétaire et financier en cours de mandature fera l'objet d'une nouvelle délibération du Comité syndical.

Il est proposé au Comité syndical d'approuver le règlement budgétaire et financier annexée à la présente délibération.

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	81	0	0	125	81
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	98	0	0	144	98
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical décide :

- d'approuver le présent règlement budgétaire et financier
- d'autoriser le Président à engager les procédures et, à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à L'Hospitalet du Larzac, les jour, mois et an susdits

Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER
du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

SOMMAIRE

I – Présentation et modalités d'adoption du règlement budgétaire et financier 2

II – Le cadre budgétaire 3

A – Le cycle budgétaire .....

1. Le débat d'orientation budtétaire 3
2. Le budget primitif 3
3. Le budget supplémentaire 3
4. Les décisions modificatives
5. Le compte de gestion – le compte administratif 4
6. Le compte financier unique 4

B – Présentation et votre du budget 5

C – Exécution du budget – fongibilité des crédits 5

III - Procédures comptables 6

A - Comptabilité d'engagement 6

B - Règles de rattachement des charges et produits 7

C - Déclinaison de l'imputation budgétaire et comptable 8

D - Amortissement 9

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

I. PRESENTATION ET MODALITES D'ADOPTION DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

La gestion du secteur public local est encadrée par un référentiel budgétaire et comptable. A compter du 1er janvier 2024, le référentiel M57 est applicable au Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses sur son budget principal et son budget SCOT en remplacement du référentiel M14.

Ce nouveau référentiel introduit en particulier des changements concernant la pluriannualité, la fongibilité des crédits.

Le budget SPANC – Service Public d'assainissement non collectif – du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands causses ne subit pas de changement de nomenclature et reste rattaché à la nomenclature M49.

Dans le cadre du référentiel M57, l'article L5217-10-8 du Code général des collectivités territoriales prévoit l'adoption d'un règlement budgétaire et financier avant le vote de la première délibération budgétaire.

Le règlement budgétaire et financier permet de préciser certaines règles internes de gestion budgétaire et comptable de la collectivité.

Le règlement budgétaire et financier est adopté par le Comité syndical du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses à l'occasion du passage au référentiel M57. Il est valable pour la durée de la mandature. Par durée de la mandature, il est entendu la durée du mandat des délégués des communes et des EPCI adhérentes au sein de la collectivité qui les a désignés.

A l'occasion d'une nouvelle mandature, la collectivité adoptera un nouveau règlement budgétaire et financier avant le vote de la première délibération budgétaire qui suit ce renouvellement.

Toute modification du règlement budgétaire et financier en cours de mandature fera l'objet d'une nouvelle délibération du Comité syndical.

Toute évolution législative et règlementaire qui viendrait en contradiction avec le présent règlement budgétaire et financier s'impose au Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

II. LE CADRE BUDGETAIRE

A. Le cycle budgétaire

1. Le débat d'orientation budgétaire

L'examen du budget est précédé d'un débat du Comité syndical sur les orientations budgétaires dans les 10 semaines qui précèdent le vote du budget. Ce débat s'effectue sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires communiqué aux délégués syndicaux avant la réunion du Comité syndical.

Le rapport comporte :

- Les orientations budgétaires envisagées par la collectivité portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes de fonctionnement et d'investissement,
- Les informations concernant la structure et la gestion de la dette,
- Les informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail.

Le rapport fait l'objet d'un débat de portée générale permettant aux élus d'exprimer leur opinion sur le projet budgétaire d'ensemble et au Président de présenter les choix budgétaires prioritaires pour l'année à venir.

2. Le budget primitif

Le budget primitif prévoit les recettes et dépenses de la collectivité au titre de l'année. Il est adopté avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

Dans la mesure du possible, si le vote du compte administratif ou du compte financier unique de l'année N-1 a pu le précéder, il reprend les résultats de l'exercice précédent après leur affectation.

3. Le budget supplémentaire

Dans le cas contraire, le budget supplémentaire reprendra les résultats de l'exercice précédent après leur affectation dans l'hypothèse où le budget primitif serait adopté sans reprise des résultats antérieurs. Dans ce cas, c'est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du compte administratif.

Le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses a très peu souvent eu recours à un budget supplémentaire préférant amender son budget primitif par des décisions modificatives.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

4. Les décisions modificatives

Les décisions modificatives autorisent les dépenses non prévues ou insuffisamment évaluées lors des précédentes décisions budgétaires. Elles sont équilibrées par des recettes correspondantes. Elles peuvent être adoptées à tout moment lors de l'exercice budgétaire et jusqu'au 21 janvier N+1 pour l'ajustement des crédits nécessaires au mandatement des dépenses de fonctionnement engagées et à l'exécution des opérations d'ordre.

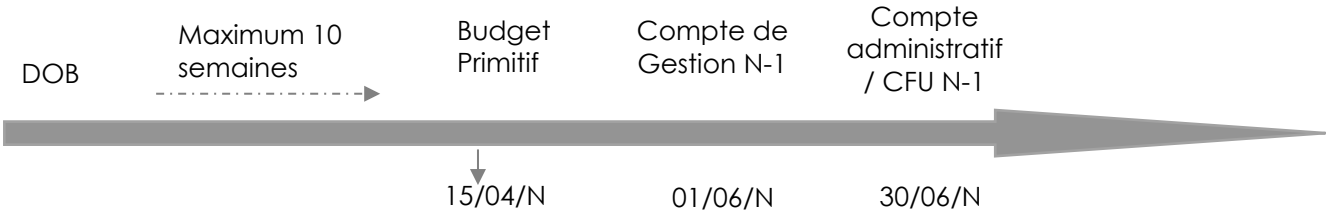
5. Le compte de gestion – le compte administratif

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépense et en recette telles qu'enregistrées par le comptable public. Il est établi par le Trésorier au plus tard le 1er juin suivant la clôture de l'exercice. Il est soumis au vote du Comité syndical lors de la présentation du compte administratif.

Le compte administratif est établi par le Président du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses. Il rapproche les prévisions inscrites au budget primitif des réalisations effectives en dépenses et en recettes et présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis à un vote du Comité syndical avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice. De préférence et, dans la mesure du possible, il sera soumis au vote sur le même conseil syndical approuvant le budget primitif de l'année N+1 afin d'y intégrer dès son élaboration la reprise des résultats comptables de l'exercice.

6. Le Compte Financier Unique

Dans un avenir proche, le Compte Financier Unique remplacera la présentation actuelle des comptes locaux. Il sera établi conjointement par le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses et le Service de Gestion Comptable du Sud Aveyron. Il fusionnera le compte de gestion et le compte administratif. Il reste soumis à un vote du Comité syndical avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice.



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

B. Présentation et vote du budget

Le budget est constitué de l'ensemble des décisions budgétaires annuelles se déclinant en budget primitif (BP), le cas échéant budget supplémentaire (BS) et, décisions modificatives (DM).

Il est scindé en deux sections : fonctionnement et investissement. Les crédits budgétaires font l'objet de regroupement au sein d'enveloppes financières globales appelées chapitres. Ils sont déclinés dans le plan comptable par nature au niveau le plus fin et sont appelés articles.

Le budget principal est voté par nature et bénéficie d'une présentation croisée par fonctions.

Le budget SCOT n'a pas de présentation croisée par fonctions.

Les documents budgétaires sont communiqués au Comité syndical préalablement à la réunion au cours de laquelle ils sont soumis au vote.

Le Président du Comité syndical présente le budget à l'assemblée délibérante.

Le Comité syndical procède au vote du budget par nature, au niveau du chapitre en fonctionnement et au niveau du chapitre par opération en investissement.

C. Exécution du budget – Fongibilité des crédits

Le Président du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses en tant qu'ordonnateur est chargé de l'exécution du budget dans la limite des crédits votés par le Comité syndical au niveau du chapitre.

Le cas échéant, le Comité syndical à l'occasion du vote du budget, délibère pour autoriser le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exception des dépenses de personnel (chapitre 012) et hors opérations d'ordre et reste à réaliser. Le Comité fixe un taux maximal à ces virements dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section. Le taux limite peut être différent selon les sections (fonctionnement et investissement).

Ces mouvements de crédit ne doivent pas entrainer une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre.

Les virements de crédits, opérés par le Président, font l'objet d'une décision expresse de l'exécutif qui doit être transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

III. PROCEDURES COMPTABLES

A. Comptabilité d'engagement

Le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses procède obligatoirement à l'engagement des dépenses.

L'engagement se décompose en un engagement comptable et un engagement juridique :

- L'engagement comptable représente la réservation des crédits à la dépense et se concrétise par l'établissement d'un bon de commande ou la signature d'un devis portant la mention « bon pour accord ». Il précède ou est concomitant à l'engagement juridique. Il permet de s'assurer de la disponibilité des crédits pour l'engagement juridique que l'on s'apprête à conclure. Il est constitué obligatoirement de trois éléments :
    - Un montant prévisionnel de dépenses
    - Un tiers concerné
    - Une imputation budgétaire (chapitre, article, fonction, analytique)

- L'engagement juridique constate l'obligation de payer : il correspond à la définition donnée à l'article 30 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Cette obligation résulte notamment d'un contrat, d'un marché, d'une convention, d'une lettre de commande, d'un acte de vente, d'une délibération. Il doit rester dans la limite des autorisations budgétaires et ne peut être pris que par le gestionnaire.

La signature de l'engagement juridique est de la compétence exclusive du Président qui peut déléguer sa signature conformément à la réglementation en vigueur.

Dans le cadre des marchés publics, l'engagement juridique est matérialisé par un bon de commande, une notification ou un ordre de service.

Dans le cadre des contributions et subventions, l'engagement juridique est matérialisé par une délibération, une lettre de notification, une convention, un contrat ou un arrêté.

S'agissant de dépenses récurrentes (fluides, contrats d'entretien ou de maintenance, l'engagement peut être trimestriel, semestriel ou annuel.

La notion d'engagement comptable permet de garantir qu'aucune décision de nature financière n'est autorisée en l'absence de crédits budgétaires et ainsi d'assurer le respect par le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses de ses engagements auprès des tiers.

La tenue de la comptabilité d'engagement permet de procéder au rattachement des charges et des produits en section de fonctionnement et d'établir l'état des restes à réaliser en section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

Lors de la liquidation de la dépense, et si l'engagement comptable initial s'avère insuffisant, il est procédé selon le cas, soit à une revalorisation de l'engagement initial, soit à un engagement comptable complémentaire permettant le paiement de la dépense, dans la limite des crédits ouverts au budget ; si l'engagement comptable initial est supérieur à la dépense liquidée, il est réduit à due concurrence.

A titre exceptionnel, et uniquement en cas d'urgence, l'engagement peut être effectué concomitamment.

Il se peut qu'un engagement dit financier soit nécessaire. C'est-à-dire un engagement sans bon de commande mais permettant l'exécution des prestations.

Cette procédure s'applique par exemple sur les taxes et impôts, le cas échéant sur les loyers dus par le syndicat mixte du Parc naturel régional Grands Causses, etc.

En cas d'annulation d'un engagement, les crédits sont rendus disponibles et viennent abonder le montant des crédits de paiement disponibles pour un nouvel engagement avant la fin de l'exercice en cours.

B. Règles de rattachement des charges et produits

Le rattachement des charges et des produits à l'exercice auquel ils se rapportent est effectué en application du principe d'indépendance des exercices. Il vise à faire apparaitre dans le résultat d'un exercice donné les charges qui s'y rapportent, et tous les produits correspondants à des droits acquis au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés en raison, notamment de la non-réception par l'ordonnateur de la pièce justificative.

Le rattachement des charges ne peut être effectué que si les crédits nécessaires ont été inscrits au budget et s'ils ont fait l'objet d'un engagement comptable et/ou juridique.

De ce fait, le rattachement suppose plusieurs conditions :

- Pour les dépenses : le service doit être fait au 31 décembre de l'année N, mais la facture n'est pas parvenue,
- Pour les recettes : les droits ont été acquis au 31 décembre de l'année N.

Les charges et les produits à rattacher sont reportées sur des états séparés, détaillés par imputation budgétaire et comptable et rappelant le numéro et le montant de l'engagement, avec l'indication du montant estimé de la dépense ou de la recette.

Le principe peut faire l'objet d'aménagements lorsque les charges ou les recettes à rattacher ne sont pas susceptibles d'avoir une incidence significative sur le résultat de l'exercice. Toutefois, il importe de conserver chaque année une procédure identique pour ne pas nuire à la lisibilité des comptes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

C. Déclinaison de l'imputation budgétaire et comptable

Chaque flux financier (en dépenses comme en recettes) porte une imputation comptable et budgétaire dotée de l'arborescence suivante :

- chapitre,
- fonction,
- article comptable
- code analytique.

L'article comptable est affecté au regard de la nature de la dépense ou de la recette. Le référentiel de la nomenclature rattache chacun des articles à un chapitre.

Les fonctions du budget principal du syndicat mixte du Parc, en M57, ont été attribuées de la façon suivante :

- **FONCTION 0 – SERVICES GÉNÉRAUX (020)**, elle regroupe l'ensemble des flux financiers liés à l'administration générale de la collectivité : frais structurels, frais de personnels et de communication
- **FONCTION 5 – AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT (510)**, elle regroupe l'ensemble des flux financiers du programme d'actions mené par les chargés de mission du pôle aménagement paysages et évaluation
- **FONCTION 6 – ACTION ECONOMIQUE (61 – 633 – 64 - 66)**, elle regroupe l'ensemble des flux financiers du programme d'actions mené par les chargés de mission du pôle développement territorial
- **FONCTION 7 – ENVIRONNEMENT (70)**, elle regroupe l'ensemble des flux financiers du programme d'actions mené par les chargés de mission du pôle ressources naturelles et biodiversité

De plus, le syndicat mixte du Parc a finalisé cette arborescence par une codification analytique qui contribue à affiner et à parfaire son suivi budgétaire et comptable.

Ce code, attribué à chacune des actions ou appels à projet, permet d'assurer un suivi financier et budgétaire, sur la durée totale de vie de l'action considérée (dans la plupart des cas, les actions se déroulent sur plusieurs exercices comptables).

Les dépenses structurelles, les contributions statutaires et de fonctionnement portent le code HCA « Hors compte analytique ».

Cette codification permet et facilite le suivi financier et budgétaire de l'ensemble de la structure.

De plus, le logiciel EVA développé par la Fédération des parcs naturels régionaux de France est un outil qui permet de rattacher le programme d'actions aux axes de la charte, qui permet d'établir le rapport d'activité annuel et, qui permet également de porter à connaissance du chargé de mission référent de l'action les données comptables, en

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

dépenses comme en recettes (une injection des données du logiciel comptable est faite, en moyenne, tous les 15 jours). Ainsi le chargé de mission connaît, au-delà des aspects techniques, l'état d'avancement financier de l'action dont il a la charge.

D. Amortissement

Une immobilisation est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée (usage attendu limité dans le temps).

L'amortissement permet la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur de l'immobilisation résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause.

Les amortissements permettent d'obtenir une meilleure appréciation du coût des biens amortis tout en assurant une partie du financement de leur renouvellement au terme de la période d'utilisation.

L'obligation de sincérité des comptes exige que cette dépréciation soit constatée.

Champ d'application

En application des dispositions de l'article L.2321-2 du CGCT, les dotations aux amortissements des immobilisations constituent pour le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses une dépense obligatoire et se traduisent par des écritures d'ordre budgétaire, composées d'une charge de fonctionnement et d'une recette d'investissement.

Au syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, l'amortissement a été mis en place par délibération n°2016-044 du comité syndical du 3 juin 2016.

Sous la nomenclature M14, le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses calculait les dotations aux amortissements en année pleine (début des amortissements au 1er janvier n+1 de l'année suivant la mise en service du bien), quelle que soit la date d'acquisition du bien.

L'instruction budgétaire et comptable M57 pose pour principe le caractère obligatoire de l'amortissement au prorata temporis, faisant ainsi commencer l'amortissement à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine du syndicat mixte.

Cette disposition implique un changement de mode de gestion des amortissements défini par délibération n°2023-089 du comité syndical du 24 novembre 2023 avec une prise d'effet au 1er janvier 2024.

Les durées d'amortissement antérieurement appliquées dans le cadre de l'instruction M14 ont été conservées.

Désormais, l'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations, au prorata du temps prévisible d'utilisation. Il commence à la date de mise en service, conformément à la règle du prorata temporis.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

Par mesure de simplification, il est proposé, dans ce règlement budgétaire et financier, de retenir le 1er du mois qui suit la date du mandat de paiement de l'immobilisation.

En cas de paiement multiples, il sera retenu le dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation comme date de mise en service, dans le respect du principe que le mandat suit le service fait. Ainsi, la date de début d'amortissement d'un bien acquis par deux mandats successifs (ou plus) sera celle du 1er du mois qui suit le dernier mandat.

Pour les biens dits de faible valeur c'est-à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil des 500,00 euros TTC, le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses fait application de la dérogation permettant de calculer l'amortissement à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service. De cette façon, ces derniers seraient alors amortis en une annuité au cours de l'exercice suivant leur acquisition La mise en œuvre de cette dernière simplification est précisée sur la délibération n°2023-089 du comité syndical du 24/11/2023.

Également par mesure de simplification, ce changement de méthode comptable relatif au prorata temporis s'applique uniquement sur les nouveaux flux réalisés à compter du 1er janvier 2024, sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissements qui ont été commencés suivant la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, réforme, destruction). Il ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif (utilisation du bien, sa nature ou sa dépréciation). La modification ne vaut que pour l'avenir.

L'amortissement est linéaire (réparti de manière égale sur la durée de vie du bien) et, il est pratiqué selon les modalités définies ci-dessus.

L'amortissement est appliqué de la même manière pour tous les actifs de même nature ayant des conditions d'utilisation identiques.

Une délibération précisant le mode et la durée d'amortissement selon les catégories de bien a été adoptée le 24 novembre 2023 et, fera l'objet d'une nouvelle délibération soumise au comité syndical en cas de changement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_008-BF
Reçu le 05/04/2024

Délibération PNRGC-SCOT n°2024-009 du Comité syndical du 29 mars 2024

Fongibilité des crédits

Compétence générale

Etaient présents les représentants suivants : **66**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Emmanuelle GAZEL – Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **3**
  Claude ASSIER - Christophe LABORIE - Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **9**
  Jean-Michel ARNAL – Valentin ARTAL - Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Bouchra EL MEROUANI - Richard FIOL - Sophie PRADEL – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **52**
  Guilhem ALLEMAN – Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT –Chantal BASCOUL - Jean-Marc BEA - Luc BEVILACQUA - Christian BOUDES – Dominique BOYER - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPLO - Guy CAZOTTES –Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES –Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Jean-Luc CROUZET - Monika DUVINAGE – Aurélie ESON - Anne-Marie FRENEHARD - Christophe FROMENT –Victorien GENIEZ - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL –Noëlle MARSAL – Christian MARTIN - Bernard MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU - Elisabeth MUYS - Bernadette NEGROS –Pierre PEIFFER - Maxime PETRAUD - Jean-Michel PINAULT - Viviane RAMONDENC –Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Alain ROUGET - Jean-Philippe SABATHIER - Michel SENTY - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean TRINQUIER - Didier VIDAL - Nicolas WOHREL- Michel WOLKOWISKI

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **32**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
  Christine SAHUET donne son pouvoir à Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : 0
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Jean-Luc REQUI donne son pouvoir à Sophie PRADEL
- Pour le collège des communes : **29**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Jacques ARLES donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  3. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  5. *Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Jonathan COSTES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  7. *Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  8. *Francis CULIE donne son pouvoir à Jean-Philippe SABATHIER*
  9. *Natacha CUNTY donne son pouvoir à Guilhem ALLEMAN*
  10. *Elisabeth DODINET donne son pouvoir à Edmond GROS*
  11. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Monika DUVINAGE*
  13. *Bernard GOUJON donne son pouvoir à Christophe ROMO*
  14. *Antoine GOUTELLE donne son pouvoir à Jean TRINQUIER*
  15. *Christophe HURAULT donne son pouvoir à Roselyne ALMARIC VUAGNAT*
  16. *Patrick IMBERT donne son pouvoir à Michel WOLKOWICKI*
  17. *Danièle JOSEPH donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  18. *Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPLO*
  19. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Christophe FROMENT*
  20. *Dominique MAURY donne pouvoir à Bernard MAURY*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_009-BF
Reçu le 05/04/2024

21. *Bernadette PAILHAS donne son pouvoir à Christian BOUDES*
22. *Séverine PEYRETOUT donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
23. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Aurélie ESON*
24. *Céline RENAUD donne son pouvoir à Michel SIMONIN*
25. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Aimé MAJOREL*
26. *Guy SALES donne son pouvoir à Jean-Louis CABANNES*
27. *André SERIN donne son pouvoir à Vivianne RAMONDENC*
28. *Benoît SOLIER donne son pouvoir à Jérôme SINTES*
29. *Marina VIDAL CONDOMINES donne son pouvoir à Philippe MEJANE*

Excusés : **46**

- Pour le collège de la Région : **0**
- Pour le collège des Départements : **1**
  Monique ALIES
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Bernard SIRGUE
- Pour le collège des communes : **44**
  Eloi ALBET - Loïc ALMERAS – Marie-Pierre AUTET - Didier BEREAUX – Yves BIOULAC – Jean-Marie BODT – Adrien BOUDES - Philippe CAVALIER - Arlette CAZABONNE – Laure CLEMENT - Michel COMBES - Anne CROS - Sébastien DAVID - Florence DELORT – Luc DONNADIEU - Daniel FABRE – Nathalie GARRIGUES - Emmanuelle GASCOIN - Bastien GIACOBBI – Christian GINESTE - Sylvain GOLEO - Marie JEANJEAN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Franck LE MOUTON-MAZIERES - François LEROY - Magali MALINOWSKI-BERTRAND – Loïc MARLAS - Françoise OLIVIER - Nathalie PALMIER - Pierre PANTANELLA – Gilles PLET - Gaétan PRIVAT - Jean-Luc RICARD - François RODRIGUEZ - Frédéric ROIG – Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER - Jean-Claude SOUYRIS - Arnaud VIALA - Yves VIALA

Compétence SCoT

Etaient présents les représentants suivants : **7**

- Pour le collège des groupements de communes : 7
  Valentin ARTAL - Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Bouchra EL MEROUANI - Richard FIOL - Cyril TOUZET

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants :

- Pour le collège des groupements de communes : 0

Excusés :

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Bernard SIRGUE

Contexte

A compter du 1er janvier 2024, le comité syndical a adopté, après accord du SGC - Service de Gestion Comptable- du sud-aveyron, pour le changement de nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget principal de la compétence générale et pour le budget SCOT.

Le comité syndical a opté pour le plan de comptes de la nomenclature M57 développée avec références fonctionnelles pour le budget principal (841 00) par délibération n°2023-088 du 24 novembre 2023 et, pour le plan de comptes de la nomenclature M57 développée pour le budget SCOT (841 02) par délibération n°2023-120 du 24 novembre 2023.

Ladite instruction M57 donne la possibilité à l'exécutif, sur autorisation de l'assemblée délibérante, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_009-BF
Reçu le 05/04/2024

Le Président, en tant qu'ordonnateur, est chargé de l'exécution du budget dans la limite des crédits votés par le comité syndical au niveau du chapitre.

Cette fongibilité dite asymétrique permet d'ajuster, dès que le besoin apparaît, la répartition des crédits sans modifier le montant global des sections. Ces dispositions contribuent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire et la réactivité opérationnelle.

Il est rappelé que ces mouvements de crédit ne doivent pas entrainer une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre.

Les virements de crédits, opérés par le Président, feront l'objet d'une décision expresse qui sera transmise au représentant de l'État pour être exécutoire dans les conditions de droit commun.

Dans ce cadre et, conformément au règlement budgétaire et financier précédemment adopté, il est proposé au comité syndical d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section hors dépenses de personnel (chapitre 012), hors opérations d'ordre et reste à réaliser.

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	81	0	0	125	81
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	98	0	0	144	98
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical décide

- d'autoriser le Président à avoir recours à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget.
- d'autoriser le Président à engager les procédures et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à L'Hospitalet du Larzac, les jour, mois et an susdits

Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_009-BF
Reçu le 05/04/2024

Délibération PNRGC n°2024-010 du Comité syndical du 29 mars 2024

Modification du règlement intérieur

Compétence générale

Etaient présents les représentants suivants : **66**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Emmanuelle GAZEL – Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **3**
  Claude ASSIER - Christophe LABORIE - Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **9**
  Jean-Michel ARNAL – Valentin ARTAL - Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Bouchra EL MEROUANI - Richard FIOL - Sophie PRADEL – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **52**
  Guilhem ALLEMAN – Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT –Chantal BASCOUL - Jean-Marc BEA - Luc BEVILACQUA - Christian BOUDES – Dominique BOYER - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPLO - Guy CAZOTTES –Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES –Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Jean-Luc CROUZET - Monika DUVINAGE – Aurélie ESON - Anne-Marie FRENEHARD - Christophe FROMENT –Victorien GENIEZ - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL –Noëlle MARSAL – Christian MARTIN - Bernard MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU - Elisabeth MUYS - Bernadette NEGROS –Pierre PEIFFER - Maxime PETRAUD - Jean-Michel PINAULT - Viviane RAMONDENC –Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Alain ROUGET - Jean-Philippe SABATHIER - Michel SENTY - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean TRINQUIER - Didier VIDAL - Nicolas WOHREL- Michel WOLKOWISKI

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **32**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
  Christine SAHUET donne son pouvoir à Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : 0
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Jean-Luc REQUI donne son pouvoir à Sophie PRADEL
- Pour le collège des communes : **29**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Jacques ARLES donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  3. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  5. *Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Jonathan COSTES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  7. *Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  8. *Francis CULIE donne son pouvoir à Jean-Philippe SABATHIER*
  9. *Natacha CUNTY donne son pouvoir à Guilhem ALLEMAN*
  10. *Elisabeth DODINET donne son pouvoir à Edmond GROS*
  11. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Monika DUVINAGE*
  13. *Bernard GOUJON donne son pouvoir à Christophe ROMO*
  14. *Antoine GOUTELLE donne son pouvoir à Jean TRINQUIER*
  15. *Christophe HURAULT donne son pouvoir à Roselyne ALMARIC VUAGNAT*
  16. *Patrick IMBERT donne son pouvoir à Michel WOLKOWICKI*
  17. *Danièle JOSEPH donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  18. *Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPLO*
  19. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Christophe FROMENT*
  20. *Dominique MAURY donne pouvoir à Bernard MAURY*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

21. *Bernadette PAILHAS donne son pouvoir à Christian BOUDES*
22. *Séverine PEYRETOUT donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
23. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Aurélie ESON*
24. *Céline RENAUD donne son pouvoir à Michel SIMONIN*
25. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Aimé MAJOREL*
26. *Guy SALES donne son pouvoir à Jean-Louis CABANNES*
27. *André SERIN donne son pouvoir à Vivianne RAMONDENC*
28. *Benoît SOLIER donne son pouvoir à Jérôme SINTES*
29. *Marina VIDAL CONDOMINES donne son pouvoir à Philippe MEJANE*

Excusés : **46**

- Pour le collège de la Région : **0**
- Pour le collège des Départements : **1**
  Monique ALIES
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Bernard SIRGUE
- Pour le collège des communes : **44**
  Eloi ALBET - Loïc ALMERAS – Marie-Pierre AUTET - Didier BEREAUX – Yves BIOULAC – Jean-Marie BODT – Adrien BOUDES - Philippe CAVALIER - Arlette CAZABONNE – Laure CLEMENT - Michel COMBES - Anne CROS - Sébastien DAVID - Florence DELORT – Luc DONNADIEU - Daniel FABRE – Nathalie GARRIGUES - Emmanuelle GASCOIN - Bastien GIACOBBI – Christian GINESTE - Sylvain GOLEO - Marie JEANJEAN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Franck LE MOUTON-MAZIERES - François LEROY - Magali MALINOWSKI-BERTRAND – Loïc MARLAS - Françoise OLIVIER - Nathalie PALMIER - Pierre PANTANELLA – Gilles PLET - Gaétan PRIVAT - Jean-Luc RICARD - François RODRIGUEZ - Frédéric ROIG – Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER - Jean-Claude SOUYRIS - Arnaud VIALA - Yves VIALA

Contexte

Vu l'arrête préfectoral du 16 février 2024 approuvant les statuts du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses,

Vu la délibération n°2020 – 043 du 04 décembre 2020,

Il est proposé aux membres du Comité syndical d'approuver le projet de modification du règlement intérieur, prenant en compte les modifications des statuts du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses, annexé en pièce jointe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	81	0	0	125	81
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	98	0	0	144	98
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à L'Hospitalet du Larzac, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses

Projet de modification du Règlement intérieur

Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle – BP 50126 – 12101 MILLAU CEDEX
Téléphone : 05 65 61 35 50
E-mail : info@parc-grands-causses.fr
Site internet : www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

SOMMAIRE

PREAMBULE 3

CHAPITRE I - REUNIONS DU COMITE SYNDICAL ET DU BUREAU SYNDICAL 4
Article 1 - Organes du Syndicat 4
Article 2 - Personnes invitées 4
Article 3 - Périodicité des séances 5
Article 4 - Convocations 5
Article 5 - Ordre du jour 5
Article 6 - Accès aux dossiers et information des membres 5
Article 7 - Questions orales 6
Article 8 - Questions écrites 6

CHAPITRE II - COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES 7
Article 9 - Commissions syndicales 7
Article 10 - Fonctionnement des Commissions syndicales 7
Article 11 - Commissions d'appels d'offres 8
Article 12 - Commission de sélection des offres et fonctionnement de la Commission de sélection des offres 8
Article 13 - Commission consultative pour le service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) 8
Article 14 - Fonctionnement de la Commission consultative pour le service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) 8
Article 15 - Comité scientifique 9
Article 16 – Conseil de développement 9

CHAPITRE III - DEROULEMENT DES SEANCES DU COMITE SYNDICAL 10
Article 17 - Présidence 10
Article 18 - Quorum 11
Article 19 - Mandats 11
Article 20 - Accès et tenue du public 11
Article 21 - Séance à huis clos 11
Article 22 - Enregistrement et retransmission des débats 12
Article 23 - Police de l'assemblée 12

CHAPITRE IV - DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS 12
Article 24 - Déroulement de la séance 12
Article 25 - Débats ordinaires 13
Article 26 - Débat d'orientation budgétaire 13
Article 27 - Suspension de séance 13
Article 28 - Amendements 13
Article 29 - Vote 13
Article 30 - Clôture de toute discussion 14

CHAPITRE V - COMPTES RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS 14
Article 31 - Procès-verbaux et délibérations 14
Article 32 - Comptes rendus 15

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES 15
Article 33 - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs 15
Article 34 - Retrait d'une représentation 15
Article 35 - Délégations 15
Article 36 - Modalités de la communication externe 16
Article 37 - Avis, utilisation de la marque 16
Article 38 - Modification du règlement 17
Article 39 - Application du règlement 17

Accusé de réception en préfecture
042-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

PREAMBULE

La loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les Conseils municipaux des communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les 6 mois qui suivent l'installation du Conseil.
Les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale, comprenant une commune d'au moins 3500 habitants, sont également tenus d'établir dans les mêmes conditions leur règlement intérieur.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Comité syndical qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement des institutions ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

La loi du 6 février 1992 impose néanmoins l'obligation de fixer dans le règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Vu la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la république.
Vu la loi d'orientation du 27 février 2002 (modifiant la loi du 6 février 1992).
Vu la loi du 13 août 2007 relative aux libertés et responsabilités locales.
Vu l'article L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Le Parc naturel régional des Grands Causses est un syndicat mixte ouvert restreint relevant du Code Général des Collectivités Territoriales constitué notamment en application des articles L.5721-1 ***et suivants*** et R.254-1.

Vu les statuts du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

CHAPITRE I – REUNIONS DU COMITE SYNDICAL ET DU BUREAU SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DU PARC

Article 1 – Organes du Syndicat

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses est administré par un Comité syndical formé selon les règles définies aux articles 11 et 12 des statuts. Ce Comité syndical élit en son sein, un Bureau syndical.

Article 2 – Personnes invitées

Le Comité syndical est composé de 144 membres.

Outre les membres du Comité syndical, le Président invite à chaque réunion du Comité syndical :

Au titre des personnes publiques associées à la gestion de la charte du Parc :
- le Représentant de l'Etat dans le Département
- le Trésorier du syndicat

Au titre des personnes publiques associées avec voix consultatives :
- Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aveyron
- Le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
- Le Président de la Chambre des Métiers de l'Aveyron
- Le Président du Comité scientifique du Parc
- Le Président du Conseil de Développement du Parc

Au titre des personnes invitées permanentes :

- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Midi-Pyrénées, *(Charte)*
- le Président du Conseil économique, social et environnemental (CESER) de Midi-Pyrénées ou son représentant, *(Charte)*
- le Président de l'Association des Amis du Parc, *(Charte)*
- le Directeur Régional de l'ADEME
- le (ou les) Président(s) d'honneur.

Le Bureau syndical est composé de 16 membres, seuls participants aux réunions du Bureau syndical à l'exception des représentants invités qui sont le représentant du Comité Inter consulaire de l'Aveyron, le Président du Comité Scientifique et le Président du Conseil de Développement.

Par ailleurs, le Président peut inviter ponctuellement ou de manière permanente aux séances du Comité ou du Bureau syndical, à titre consultatif et sans voix délibérative, toute personne physique ou morale dont il estimera le concours ou l'audition utile.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Article 3 – Périodicité des séances

Le Comité syndical se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an. Le Comité se réunit en session extraordinaire à la demande du Bureau ou du tiers au moins de ses membres, sur un ordre du jour déterminé.

Le Président réunit le Bureau au moins une fois par trimestre.

Le Président peut réunir le Bureau ou le Comité syndical chaque fois qu'il le juge utile.

Article 4 – Convocations

Toute convocation est faite par le Président.
La convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient généralement au siège du Syndicat. Le Comité et le Bureau peuvent toutefois se réunir dans d'autres localités du Parc.
L'envoi des convocations aux membres du Comité se fait par mail ou par courrier postal à leur demande.

Par application de l'article L.2121-12 du CGCT, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est adressée dans les délais requis aux membres du Comité Syndical.
Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté par tout membre dans les conditions fixées à l'article 6 du règlement intérieur.
Ces documents sont transmis aux membres par voie dématérialisée à l'adresse électronique de leur choix sauf demande écrite d'un envoi postal sur support papier.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs.
En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte dès l'ouverture de la séance, à l'organe délibératif, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Article 5 – Ordre du jour

Le Président fixe l'ordre du jour. L'ordre du jour est reproduit sur la convocation.

Article 6 – Accès aux dossiers et information des membres

Tout membre a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du Parc qui font l'objet d'une délibération.
Le Parc assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels que le Président juge les plus appropriés.

Durant les cinq jours précédant la séance, les membres peuvent consulter les dossiers préparatoires, au siège du Parc uniquement et aux heures ouvrables, dans les conditions fixées par le Président.

Accusé de réception en préfecture
063-256101349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

En application de l'article L.2121-12 alinéa 2, les dossiers relatifs aux projets de contrat et de marché sont mis, sur demande, à la disposition des membres intéressés, au secrétariat du Syndicat mixte, cinq jours avant la séance à laquelle ils doivent être examinés aux fins de délibération.
Dans tous les cas, ces dossiers sont tenus en séance à la disposition des membres du Comité syndical.

Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle des procès-verbaux du Bureau ou Comité syndical, des budgets et des comptes du Syndicat ainsi que des délibérations ou arrêtés, à l'exclusion de ceux contenant des informations à caractère personnel. La copie des documents sera facturée au prix en vigueur au sein de l'établissement.

Chacun peut les publier sous sa responsabilité. La personne visée au premier alinéa désireuse de se faire communiquer la copie des budgets ou des comptes peut l'obtenir, à ses frais, aussi bien du Président que des services déconcentrés de l'État.

Article 7 - Questions orales

Les membres ont le droit d'exposer en séance du Comité syndical des questions orales ayant trait aux affaires du Parc.
Ces questions pourront être posées en début de chaque séance ou lors des débats. Le Président détermine, le cas échéant, la durée à consacrer à ces questions d'un commun accord avec les membres présents.
Le Président, Vice-Président, ou tout autre élu compétent répond directement.

Elles portent sur des sujets relatifs aux discussions, elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des membres présents.
Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifie, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance spécialement organisée à cet effet ou de reporter les débats à une séance ultérieure.
Si l'objet des questions orales le justifie, le Président peut décider de les transmettre pour examen aux Commissions concernées, visées à l'article 15 du règlement intérieur.

Article 8 - Questions écrites

Chaque membre peut adresser au Président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant le Parc, ses actions ou ses missions.
Le texte des questions est adressé au Président 48 heures au moins avant une séance du Comité ou du Bureau et fait l'objet d'un accusé de réception.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Accusé de réception en préfecture
Règlement-2512061349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

CHAPITRE II – COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES

Article 9 – Commissions syndicales

Le Comité syndical peut se doter de Commissions syndicales, crées en son sein, chargées d'étudier les questions soumises au Comité ou au Bureau, soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de leurs membres.

Le Comité syndical désigne le Président parmi les membres du bureau syndical ainsi que les membres siégeant en leur sein. La désignation des membres des Commissions est effectuée au scrutin secret, sauf si le Comité syndical décide, à l'unanimité, d'y renoncer.

Elles sont convoquées par leur Président, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les Commissions désignent un Vice-Président qui peut les convoquer et les présider si leur Président est absent ou empêché.

Article 10 - Fonctionnement des Commissions syndicales

Les Commissions syndicales ont un rôle d'étude préalable des dossiers techniques relatifs aux opérations soumises à l'appréciation du Bureau ou du Comité syndical.

Elles seront créées sur des périodes limitées autour de dossiers ou sujets ponctuels.

Ces Commissions donneront un avis sur les programmes d'actions au Comité syndical ou au Bureau pour les décisions de son ressort. Ces Commissions syndicales s'appuieront sur les Commissions d'orientation du Parc pour la préparation des programmes annuels ou la révision de la Charte du Parc. Elles pourront faire appel à toute personne compétente dont la présence est jugée nécessaire.

La Commission se réunit sur convocation de son Président ou de son Vice-Président. Il est toutefois tenu de réunir la Commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque membre par tout moyen et notamment par courrier postal à son domicile ou par voie dématérialisée à l'adresse électronique de son choix, au moins cinq jours avant la tenue de la réunion.

Les séances des Commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.
Les Commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents.
Elles élaborent un rapport sur les affaires étudiées. Le procès-verbal de réunion peut satisfaire à cette obligation. Ce rapport est communiqué à l'ensemble des membres du Comité syndical ou du Bureau.

Assistent aux réunions les membres de l'équipe techniques du Parc compétents sur les questions évoquées.

Accusé de réception en préfecture
063-256201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Article 11 – Commission d'appel d'offre

La composition et le fonctionnement de la Commission d'appel d'offre sont régis par les règles prévues au Code des Marchés Publics.

Article 12 – Commission de sélection des offres et fonctionnement de la Commission de sélection des offres

Pour les marchés conclus selon les modalités de la procédure adaptée (MAPA), il n'est pas obligatoire de recourir à une commission pour attribuer un marché.
Afin d'assurer le débat entre les élus et la plus grande transparence, les marchés publics les plus importants seront examinés par une commission spécifique, qualifiée de Commission de sélection des offres.

La Commission de sélection des offres est réunie sur convocation du Président et à chaque fois qu'il le juge utile. Cette Commission n'a qu'un avis consultatif ; le choix final incombant au Président.

La composition de la Commission de sélection des offres est identique à celle de la Commission d'appel d'offre.

Article 13 – Commission consultative pour le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC)

En application de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Parc crée une Commission consultative pour le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) qu'il exploite en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette Commission est présidée par le Président. Elle comprend les membres du Conseil d'exploitation de la régie, les délégués des communes siégeant au Comité syndical qui ont transféré la compétence Assainissement Non Collectif au Parc et des représentants d'associations locales, désignés par le Président après avis du Bureau syndical. En fonction de l'ordre du jour, la Commission peut, sur proposition de son Président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.
La majorité des membres de la Commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration du Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Article 14 – Fonctionnement de la Commission consultative pour le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC)

La Commission consultative pour le SPANC est réunie sur convocation du Président au moins une fois par an.

La Commission examine chaque année, sur le rapport de son Président, le bilan d'activité du SPANC.
Le Président présente au Comité syndical, avant le premier juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette Commission au cours de l'année précédente.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Article 15 – Comité scientifique

Le Conseil scientifique apporte par ses avis et propositions une assistance permanente au Président, au Bureau et au Comité syndical pour la mise en œuvre de la Charte. Il s'exprime et intervient dans le champ du développement durable : Environnement, économie et social.
Le Conseil scientifique est composé de personnalités qualifiées dont les compétences intéressent directement les thématiques prioritaires de la Charte. Ces personnalités sont sélectionnées par le Comité syndical, sur proposition du Président et du Bureau, et siègent au Conseil scientifique pour une durée de 3 ans renouvelables.
Les missions dévolues au Conseil scientifique sont :
- Contribuer à la réalisation des objectifs de la Charte en matière d'amélioration des connaissances, de recherche et d'expérimentation ;
- Apporter un appui pour l'évaluation quantitative et qualitative de la Charte ;
- Apporter une réflexion prospective et des recommandations scientifiques sur les principales thématiques de la Charte ;
- Contribuer à la qualité des démarches de vulgarisation scientifique engagées par le Syndicat mixte et favoriser les démarches de sciences participatives.
Le Conseil scientifique élit en son sein, à la majorité, un Président qui siègera avec voix consultative au Bureau et au Comité syndical du Parc.

Article 16– Conseil de développement

La Charte du Parc prévoit la mise en place d'un Conseil de développement, instance consultative permanente, destinée à favoriser la participation des acteurs professionnels, associatifs et scientifiques à la vie du Parc.
Le Conseil de développement est composé de structures professionnelles et associatives, sélectionnées par le Comité syndical, sur proposition du Président et du Bureau. Les représentants de ces structures sont proposés par leurs organes d'origine et approuvés par le bureau syndical.
Le Conseil de développement élit en son sein, à la majorité, un Président qui siègera avec voix consultative au Bureau et au Comité syndical du Parc.
Le Conseil de développement, par ses recommandations et avis, aide le Syndicat mixte à établir des programmes d'actions annuels et pluriannuels. Il communique ses recommandations et avis au Bureau et au Comité Syndical. Par ailleurs, le Conseil de développement peut être sollicité par le Président du Syndicat mixte sur la mise en œuvre de dispositions de la Charte, sur son évaluation en continu et sur tout sujet pour lequel son avis est susceptible d'éclairer les décisions du Comité syndical.
Il est généralement convoqué par le Président du Syndicat mixte qui en est membre de droit, mais peut se réunir de sa propre initiative.

Accusé de réception en préfecture
041-254101349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

CHAPITRE III – DEROULEMENT DES SEANCES DU COMITE SYNDICAL

Article 17 – Présidence

L'organe délibératif est présidé par le Président. En cas d'empêchement du Président, la réunion du Comité ou du Bureau syndical est présidée par la personne que le Président a désigné pour le remplacer et à défaut, par un membre désigné par le Comité ou le Bureau syndical.

Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le Comité syndical élit son Président. Dans ce cas, le Président peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Président est présidée par le plus âgé des membres du Comité syndical.
Pour toute élection de membres du Bureau, les membres du Comité syndical sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L.2121-10 à L.2121-12 du CGCT.
La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Concernant la représentation des autres organismes constitutifs du Syndicat mixte du Parc (Région Occitanie, Départements de l'Aveyron et de l'Hérault, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, Communes urbaines), les organes délibérants désignent directement leurs membres au Comité syndical, conformément à l'article 11 des statuts.
En cas de vacances, il est procédé dans un délai de trois mois, au remplacement par l'organe délibérant intéressé.
Dans le cas où une personne morale membre du Syndicat mixte n'a pas procédé à la désignation de son ou ses nouveau(x) membre(s) au Comité syndical dans le délai imparti, les dispositions de l'article L. 5211-8 sont transposées.

Pendant la période d'absence de tout ou partie de représentation d'un membre, les réunions du Comité syndical ou du Bureau syndical peuvent se tenir, sous réserve que le quorum requis pour délibérer soit atteint, le quorum s'appréciant en fonction des membres en exercice et sous réserve que le Comité syndical ou le Bureau syndical n'ait pas perdu le tiers de leur effectif légal. L'assemblée siégeant diffère l'examen des questions importantes et se limitent aux affaires nécessaires à la continuité du service.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Article 18 - Quorum

Le Comité syndical ne délibère valablement que lorsque plus de la moitié des membres sont présents.
Pour le Comité syndical, en cas d'absence du titulaire et de son suppléant, le pouvoir écrit de vote donné à un autre membre titulaire est pris en compte dans le calcul du quorum.

Si, après une première convocation régulièrement faite, ce quorum n'est pas atteint, le Bureau ou le Comité syndical sont à nouveau convoqués à trois jours au moins d'intervalle. Ils délibèrent alors valablement sans condition de quorum mais seulement pour les questions reprises, c'est-à-dire celles qui figuraient dans le précédent ordre du jour.

Article 19 - Mandats

Pour le Comité syndical, un membre titulaire doit être représenté par son suppléant ou par un suppléant de sa collectivité. Ce n'est qu'en cas d'absence du membre titulaire et de son suppléant que le titulaire peut donner à un autre membre titulaire un pouvoir écrit de vote en son nom. Un membre présent ne peut être porteur de plus d'un seul pouvoir. Le pouvoir n'est valable que pour une séance déterminée.

La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un membre obligé de se retirer avant la fin de la séance.
Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les membres qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Président leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 20 - Accès et tenue du public

Les séances du Comité syndical sont publiques.
Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.
Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Article 21 - Séance à huis clos

Les séances du Bureau syndical sont à huis clos.

Sur demande de trois membres ou du Président, le Comité syndical peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos. La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du Comité syndical ; la décision est constatée par délibération.
Lorsqu'il est décidé que le Comité syndical se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Aucune personne autre que les membres du Comité, du Bureau syndical ou de l'administration du Syndicat ne peut pénétrer dans l'enceinte du Comité sans y avoir été autorisé par le Président.

Accusé de réception en préfecture
042-254201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Article 22 - Enregistrement et retransmission des débats

Sans préjudice des pouvoirs que le Président tient de l'article L.2121-16 du CGCT, les séances publiques peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.
Les séances publiques du Comité syndical sont enregistrées.
Le Président peut interdire ou suspendre l'enregistrement ou la retransmission des débats.

Article 23 - Police de l'assemblée

Le Président a seul la police de l'assemblée.
En cas de délit (propos injurieux ou diffamatoires ...), le Président en dresse procès-verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.
Il appartient au Président ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

CHAPITRE IV – DEBATS ET VOTE DES DELIBERATIONS

Le Comité syndical règle par leurs délibérations les affaires du Syndicat.
Il donne leur avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.
Le Comité syndical peut être amené à émettre des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Article 24 - Déroulement de la séance

Le Président, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des membres, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Président appelle ensuite les affaires à l'ordre du jour.
Il soumet à l'approbation du Comité syndical les points urgents ou questions diverses qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'il propose d'ajouter à l'ordre du jour.
Le Président accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Le Président rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation, conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du CGCT. Ce compte rendu n'est pas soumis au vote.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation. Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le Président. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Président lui-même ou de membre du Bureau ou du Comité compétent.

Le Président dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le(s) secrétaire(s) de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Accusé de réception en préfecture
044-254201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Article 25 - Débats ordinaires

La parole est accordée par le Président aux membres du Bureau ou du Comité syndical qui la demandent.
Lorsqu'un membre s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut, le cas échéant, faire application des dispositions prévues à l'article 26.
Le Président peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.
Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 26 - Débat d'orientation budgétaire

Le budget du Syndicat est proposé par le Président et voté par le Comité syndical.
Un débat a eu lieu au précédent Comité syndical sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci. Le débat d'orientation budgétaire aura lieu lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Il donnera lieu à délibération et sera enregistré au procès-verbal de séance.
Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement. Il est accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

Article 27 - Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le Président de séance. Le Président peut mettre aux voix toute demande émanant d'un membre.
Il revient au Président de fixer la durée des suspensions de séance.
Elle est de droit si un tiers des membres la demande.

Article 28 - Amendements

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion.
Les amendements ou contre-projets doivent être présentés par écrit au Président. L'assemblée saisie décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la séance ultérieure du Bureau ou du Comité syndical.

Article 29 – Vote

Le vote a lieu au scrutin public. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :
- soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame
- soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une désignation ou à l'élection d'un membre du Bureau.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Accusé de réception en préfecture
044-254201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Le Comité syndical peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour une désignation ou pour l'élection d'un membre du Bureau, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le Président et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés selon la répartition suivante :
Collège des régions 40% des voix
Collège des départements 30% des voix
Collège des Communes 20% des voix
Collège des EPCI 10% des voix

Les modifications portées aux statuts, sous réserve des règles spécifiques relatives à l'adhésion et au retrait définis à l'article 7, sont approuvées par le Comité syndical, sur proposition du Bureau, à la majorité des 2/3 des voix exprimées.

Les bulletins nuls, les bulletins blancs et les abstentions sont comptabilisés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Article 30 - Clôture de toute discussion

Les membres du Bureau ou Comité syndical prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Président.
Il appartient au Président de séance seul de mettre fin aux débats.

CHAPITRE V - COMPTES RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS

Article 31 – Procès-verbaux et délibérations

Un procès-verbal est rédigé pour chaque réunion du Bureau et du Comité syndical. Il est diffusé à tous les membres du Comité syndical. Il est transmis par courrier électronique sauf pour les membres du Comité syndical qui feraient une demande expresse d'un envoi postal, sur support papier.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par le Président.
Les séances publiques du Comité syndical donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement. Les membres ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Accusé de réception en préfecture
042-254201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Article 32 - Comptes rendus

Un compte rendu est rédigé pour chaque réunion du Bureau et du Comité syndical.

Il est diffusé, par courrier électronique à toutes les personnes invitées aux réunions du Comité syndical avec voix consultative (voir article 2) ainsi qu'à tous les Conseillers généraux du territoire non membres du Comité syndical, aux services administratifs du Département, de la Région.
Il est également transmis, par courrier électronique, à tous les représentants des communes à l'assemblée extra-syndicale du Syndicat mixte du Parc.
Le compte rendu est affiché sur le panneau prévu à cet effet au siège du Parc. Il est tenu à la disposition du public à l'accueil du siège du Parc.
Il présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du Bureau ou du Comité syndical.
Le compte rendu est tenu à la disposition des représentants des membres constitutifs du Parc à l'assemblée extrasyndicale, de la presse et du public.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33 - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs

Le Comité syndical procède à la désignation de ses représentants pour siéger au sein d'organismes extérieurs ou d'instances.
La durée de ces représentations est celle des mandats des représentants.
La durée des fonctions assignées à ces représentants ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Les représentants sont appelés à formuler des rapports synthétiques de leurs activités avec les organismes auprès desquels ils sont désignés.

Article 34 - Retrait d'une représentation

Un membre, privé de représentation, par le Président, redevient simple membre au Comité syndical.

Article 35 – Délégations

Le Président a la responsabilité de l'exécution de la Charte et des affaires du Syndicat mixte.

A ce titre il reçoit délégation complémentaire du conseil syndical pour :
- la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget,
- les décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget
- la décision de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans

Accusé de réception en préfecture
043-254201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

- la passation des contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes
- la création, modification ou suppression des régies comptables nécessaires au fonctionnement du Syndicat Mixte
- L'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- la fixation des rémunérations et le règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts
- la décision d'intenter au nom du Syndicat Mixte les actions en justice ou de défendre le Syndicat Mixte dans les actions intentées contre lui, dans les cas définis par le comité syndical
- la réalisation de lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500 000€

Il peut donner délégation aux Vice-Présidents du Syndicat mixte et au directeur général des services pour l'assister dans son rôle exécutif.

Toutes les décisions feront l'objet d'un compte rendu a posteriori au conseil syndical et dans la mesure du possible d'un débat a priori au sein du bureau syndical.

Article 36 – Modalités de la communication externe

La communication et notamment les opérations de communication non programmées (réaction sur un sujet d'actualité, sollicitation de journalistes...) relèvent du Président.

Article 37 – Avis, utilisation et attribution de la marque

Conformément à l'article L.333-1 du Code de l'environnement, les documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles relatifs à l'énergie mécanique du vent, aux carrières, à l'accès à la nature et aux sports de nature, à la gestion de l'eau, à la gestion cynégétique, à la gestion de la faune sauvage, au tourisme et à l'aménagement ou à la mise en valeur de la mer sont soumis pour avis, lors de leur élaboration ou de leur révision, au Syndicat mixte du Parc en tant qu'ils s'appliquent à son territoire.

Conformément à l'article R.333-15 du Code de l'environnement, il est également saisi pour avis de l'étude ou de la notice d'impact lorsque des aménagements, ouvrages ou travaux soumis à cette procédure en vertu des articles L.122-1 à L.122-3 et R.122-1 à R.122-16 sont envisagés sur le territoire du Parc.

Il est consulté lors de l'élaboration et de la révision des documents d'urbanisme.

Le Comité syndical délègue cette fonction au Président dès lors que l'urgence de la décision ne permet pas de la soumettre au prochain ordre du jour du Bureau syndical, lorsque le délai le permet.

Le Président ne prendra sa décision qu'après avis du bureau syndical.

Au cas par cas, selon la nature du dossier soumis à avis, le Président pourra solliciter un avis du Comité syndical.

Conformément à l'article R.333-16 du Code de l'environnement, le Syndicat mixte gère l'utilisation de la marque déposée « Parc naturel régional des Grands Causses ». Il sera donc

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

obligatoirement consulté pour l'attribution et l'utilisation de la marque « Parc naturel régional des Grands Causses » par des produits, savoir-faire ou services.

Le Comité syndical délègue cette fonction au Bureau syndical.

Article 38 - Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Président ou d'un tiers des membres en exercice du Comité syndical.

Article 39 - Application du règlement

Le présent règlement est applicable aux institutions du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses.
Il devra être adopté à chaque renouvellement du Comité syndical dans les six mois qui suivent son installation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_010-DE
Reçu le 05/04/2024

Délibération PNRGC n°2024-011 du Comité syndical du 29 mars 2024

Désignation des représentants aux instances et organismes extérieurs

Compétence générale

Etaient présents les représentants suivants : **66**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Emmanuelle GAZEL – Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **3**
  Claude ASSIER - Christophe LABORIE - Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **9**
  Jean-Michel ARNAL – Valentin ARTAL - Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Bouchra EL MEROUANI - Richard FIOL - Sophie PRADEL – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **52**
  Guilhem ALLEMAN – Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT –Chantal BASCOUL - Jean-Marc BEA - Luc BEVILACQUA - Christian BOUDES – Dominique BOYER - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Marie-Chantal CALMES - Ludovic CAMPLO - Guy CAZOTTES –Marie-Rose COMBES - Roger CORROCHANO - Jonathan COSTES –Vincent COURTEAUX - Jean-Luc CRASSOUS – Jean-Luc CROUZET - Monika DUVINAGE – Aurélie ESON - Anne-Marie FRENEHARD - Christophe FROMENT –Victorien GENIEZ - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Marie-Hélène LE MERRE - Gaëlle LEVEQUE - Aimé MAJOREL –Noëlle MARSAL – Christian MARTIN - Bernard MAURY - Philippe MEJANE – Nathalie MILHAU - Elisabeth MUYS - Bernadette NEGROS –Pierre PEIFFER - Maxime PETRAUD - Jean-Michel PINAULT - Viviane RAMONDENC –Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Alain ROUGET - Jean-Philippe SABATHIER - Michel SENTY - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean TRINQUIER - Didier VIDAL - Nicolas WOHREL- Michel WOLKOWISKI

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **32**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
  Christine SAHUET donne son pouvoir à Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : 0
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Jean-Luc REQUI donne son pouvoir à Sophie PRADEL
- Pour le collège des communes : **29**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Jacques ARLES donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  3. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  5. *Ghislain CABAL-ZINCK donne son pouvoir à Jonathan COSTES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  7. *Claude CHIBAUDEL donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  8. *Francis CULIE donne son pouvoir à Jean-Philippe SABATHIER*
  9. *Natacha CUNTY donne son pouvoir à Guilhem ALLEMAN*
  10. *Elisabeth DODINET donne son pouvoir à Edmond GROS*
  11. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Monika DUVINAGE*
  13. *Bernard GOUJON donne son pouvoir à Christophe ROMO*
  14. *Antoine GOUTELLE donne son pouvoir à Jean TRINQUIER*
  15. *Christophe HURAULT donne son pouvoir à Roselyne ALMARIC VUAGNAT*
  16. *Patrick IMBERT donne son pouvoir à Michel WOLKOWICKI*
  17. *Danièle JOSEPH donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  18. *Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPLO*
  19. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Christophe FROMENT*
  20. *Dominique MAURY donne pouvoir à Bernard MAURY*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_011-DE
Reçu le 05/04/2024

21. *Bernadette PAILHAS donne son pouvoir à Christian BOUDES*
22. *Séverine PEYRETOUT donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
23. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Aurélie ESON*
24. *Céline RENAUD donne son pouvoir à Michel SIMONIN*
25. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Aimé MAJOREL*
26. *Guy SALES donne son pouvoir à Jean-Louis CABANNES*
27. *André SERIN donne son pouvoir à Vivianne RAMONDENC*
28. *Benoît SOLIER donne son pouvoir à Jérôme SINTES*
29. *Marina VIDAL CONDOMINES donne son pouvoir à Philippe MEJANE*

Excusés : **46**

- Pour le collège de la Région : **0**
- Pour le collège des Départements : **1**
  Monique ALIES
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  Bernard SIRGUE
- Pour le collège des communes : **44**
  Eloi ALBET - Loïc ALMERAS – Marie-Pierre AUTET - Didier BEREAUX – Yves BIOULAC – Jean-Marie BODT – Adrien BOUDES - Philippe CAVALIER - Arlette CAZABONNE – Laure CLEMENT - Michel COMBES - Anne CROS - Sébastien DAVID - Florence DELORT – Luc DONNADIEU - Daniel FABRE – Nathalie GARRIGUES - Emmanuelle GASCOIN - Bastien GIACOBBI – Christian GINESTE - Sylvain GOLEO - Marie JEANJEAN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND – Franck LE MOUTON-MAZIERES - François LEROY - Magali MALINOWSKI-BERTRAND – Loïc MARLAS - Françoise OLIVIER - Nathalie PALMIER - Pierre PANTANELLA – Gilles PLET - Gaétan PRIVAT - Jean-Luc RICARD - François RODRIGUEZ - Frédéric ROIG – Elian ROQUES – Jean-Marc SAUVIER - Jean-Claude SOUYRIS - Arnaud VIALA - Yves VIALA

Exposé des motifs

Les membres du Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses sont invités à désigner des représentants auprès de diverses instances ou organismes extérieurs à la suite du renouvellement du Comité syndical du Parc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_011-DE
Reçu le 05/04/2024

Décision

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	81	0	0	125	81
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	98	0	0	144	98
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Ouï cet exposé et après avoir délibéré, les membres du Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses adoptent à l'unanimité la représentation du Parc auprès de diverses instances ou organismes extérieurs telle que présentée dans le tableau en annexe.

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à L'Hospitalet du Larzac, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_011-DE
Reçu le 05/04/2024

Représentation du Parc naturel régional des Grands Causses au sein des instances et organismes extérieurs

2024

Version du 29 mars 2024

Organisme/Instance	Représentation	Désignation
ADEFPAT (Association pour le Développement par la Formation des Projets, Acteurs et Territoires)	1 représentant titulaire	Edmond GROS
	1 représentant suppléant	Thierry PEREZ LAFONT
Agence de développement touristique de l'Aveyron (Assemblée générale)	1 représentant	Bouchra EL MEROUANI
ARB (Agence régionale pour la Biodiversité)	1 représentant	Christophe LABORIE
AREC (Agence Régionale de l'Énergie et du Climat Occitanie)	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
Assemblée des Territoires Région Occitanie	2 représentants	Séverine PEYRETOUT
		Cyril TOUZET
Association Aveyron Énergie-Bois (Conseil d'administration)	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
ATMO Occitanie	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
Aveyron Ambition Attractivité (Assemblée générale)	1 représentant	Jonathan COSTES
Aveyron Culture	1 représentant	Richard FIOL
Aveyron Ingénierie	1 représentant titulaire	Edmond GROS
C3R (Conseil d'orientation et de coordination (COC) du Centre de Ressources du Rayon de Roquefort)	1 représentant suppléant	Richard FIOL
	1 représentant	Cyril TOUZET
CAUE de l'Aveyron (Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement de l'Aveyron) (Assemblée générale)	1 représentant	Thierry PEREZ LAFONT
CAUSSES ENERGIA	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
CDESI (Commission départementale des Espaces Sites et Itinéraires)	1 représentant	Jean-François DUMAS
Commission de sélection des offres du Parc **Commission d'Appel d'Offres du Parc**	Le Président	Richard FIOL
	5 membres titulaires	Jean-François DUMAS
		Thierry PEREZ-LAFONT
		Bernard SIRGUE
		Jacques ARLES
		François RODRIGUEZ
	5 membres suppléants	Cyril TOUZET
		Séverine PEYRETOUT
		Michel DURAND
		Christophe LABORIE
		Gaëlle LEVEQUE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_011-DE
Reçu le 05/04/2024

Organisme/Instance	Représentation	Désignation
Conseil d'exploitation de la régie du SPANC	Le Président	Jean-François DUMAS
	3 membres	Thierry PEREZ-LAFONT
		Jacques ARLES
		François RODRIGUEZ
Commission Départementale des Risques Naturels Majeurs (CDRNM)	1 représentant titulaire	Cyril TOUZET
	1 représentant suppléant	Jacques ARLES
Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites		
• **Formation spécialisée « SITES ET PAYSAGES »**	1 représentant titulaire	Michel DURAND
	1 représentant suppléant	Joël ESPINASSE
• **Formation spécialisée « UNITES TOURISTIQUES NOUVELLES »**	1 représentant titulaire	Loïc ALMERAS
	1 représentant suppléant	Joël ESPINASSE
• **Formation spécialisée « ENERGIE EOLIENNE »**	1 représentant titulaire	Cyril TOUZET
	1 représentant suppléant	Jacques ARLES
Commission locale de l'eau du SAGE Tarn amont	1 représentant	Jean-François DUMAS
Commission locale de l'eau du SAGE Lot amont	1 représentant	Sébastien CROS
Commission locale de l'eau du SAGE Viaur	1 représentant	Arnaud VIALA
CPIE du Rouergue (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Rouergue) (Conseil d'administration)	2 membres titulaires	Jean-François DUMAS
		Séverine PEYRETOUT
	2 membres suppléants	Martine RODRIGUEZ
		Jacques ARLES
Entente interdépartementale des Causses et des Cévennes (Conseil d'administration)	1 représentant titulaire	Richard FIOL
	1 représentant suppléant	Edmond GROS
Fédération des Parcs naturels régionaux de France	Le Président ou son représentant (mandaté à cet effet)	Richard FIOL
	1 autre représentant	Emmanuelle GAZEL
Fédération des SCoT	Le Président	Richard FIOL
	1 représentant suppléant	Cyril TOUZET
Géoparc Terres d'Hérault (Comité stratégique)	1 représentant titulaire	Fadilha BENAMMAR KOLY
	1 représentant suppléant	Jean-Michel PINAULT
InterParcs Occitanie (Assemblée générale)	Le Président ou son représentant (mandaté à cet effet)	Richard FIOL
	1 autre représentant	Emmanuelle GAZEL
IPAMAC (Association Inter PArcs MAssif Central)	2 représentants titulaires	Richard FIOL
		Edmond GROS
	1 représentant suppléant	Emmanuelle GAZEL
Parlement de la Montagne – Région Occitanie	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
SCIC Mobilib	1 représentant titulaire	Richard FIOL
SCIC Rézo Pouce	1 représentant titulaire	Richard FIOL
	1 représentant suppléant	Séverine PEYRETOUT
SMICA (Syndicat Mixte pour l'Informatisation des Collectivités Aveyronnaises)	1 représentant	Bernard SIRGUE
UPRA Lacaune (Unité Pour la Race Lacaune) (Assemblée générale)	1 représentant	Jacques ARLES

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240329-20240329_011-DE
Reçu le 05/04/2024

Délibération SCoT n°2024-012 du Comité syndical du 8 avril 2024

Vote du Compte Administratif 2023 – SCOT

■ **Président de séance**	**Cyril TOUZET**
■ **Présents**	Gérard CAILHOL – Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Richard FIOL – Philippe LEPETIT – Patrick PES – Bernard SIRGUE
■ **Procurations**	/
■ **Absents**	/

Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'utilisation des crédits inscrits au budget primitif 2023, dont les résultats consignés dans le compte administratif sont les suivants :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	144 203,23 euros
Recettes	129 470,24 euros
Résultat déficitaire de l'exercice	**14 732,99 euros**
Résultat excédentaire N-1	16 105,71 euros
Résultat cumulé excédentaire	**1 372,72 euros**
INVESTISSEMENT	
Dépenses	0,00 euros
Recettes	24 879,06 euros
Résultat excédentaire de l'exercice	**24 879,06 euros**
Résultat excédentaire N-1	71 615,66 euros
Résultat cumulé excédentaire	**96 494,72 euros**
CUMUL des deux SECTIONS	
Résultat cumulé excédentaire	**97 867,44 euros**

Le compte de gestion comportant les mêmes résultats, le Comité syndical décide de voter, hors la présence du Président, le compte administratif 2023 du budget relatif à la compétence SCOT du syndicat mixte du Parc.

VOTE :	Pour : 8	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le compte administratif 2023 et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Roquefort-sur-Soulzon, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune - Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25120134900031

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

Sommaire

I - Vote du compte administratif

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 4
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 5
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 6
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 7

II - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3 - Etat des provisions Sans Objet
A4 - Etalement des provisions Sans Objet
A5.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 8
A5.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 9
A6.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
A6.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A6.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (2) Sans Objet
A6.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (2) Sans Objet
A6.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A6.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A7 - Etat des charges transférées Sans Objet
A8 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A9.3 - Opérations liées aux cessions 10
A9.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A11 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 11
C3.6 - Identification des flux croisés Sans Objet
C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 13

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

D2 - Arrêté et signatures 14

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(2) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — I

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES — A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**18 800,00**	**18 393,98**	**0,00**	**0,00**	**406,02**
60632	Fournitures de petit équipement	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
611	Contrats de prestations de services	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6132	Locations immobilières	2 500,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	500,00	4 485,00	0,00	0,00	-3 985,00
6228	Divers	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6231	Annonces et insertions	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6256	Missions	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	800,00	693,89	0,00	0,00	106,11
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	13 900,00	10 715,09	0,00	0,00	3 184,91
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**103 200,00**	**100 930,19**	**0,00**	**0,00**	**2 269,81**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	59 200,00	56 877,29	0,00	0,00	2 322,71
64111	Rémunération principale titulaires	44 000,00	44 052,90	0,00	0,00	-52,90
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**100,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
022	**Dépenses imprévues (2)**	**220,45**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	**122 320,45**	**119 324,17**	**0,00**	**0,00**	**2 996,28**
023	***Virement à la section d'investissement (3)***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***24 879,06***	***24 879,06***			***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. immos incorporelles*	*24 879,06*	*24 879,06*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***24 879,06***	***24 879,06***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**147 199,51**	**144 203,23**	**0,00**	**0,00**	**2 996,28**
	Pour Information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) Les dépenses imprévues ne font pas l'objet de réalisation et ne donnent pas lieu à l'émission de mandats. Elles servent à abonder les postes budgétaires où sont imputées les dépenses selon leur nature dont les crédits étaient insuffisamment ouverts par les délibérations budgétaires de l'exercice.

(3) Le chapitre 023 est un chapitre sans réalisation et ne donne pas lieu à l'émission de mandats.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — I

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES — A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***40 500,00***	***40 476,44***	***0,00***	***0,00***	***23,56***
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	*40 500,00*	*40 476,44*	*0,00*	*0,00*	*23,56*
73	**Impôts et taxes**	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
74	**Dotations et participations**	**88 993,80**	**88 993,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	88 993,80	88 993,80	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**1 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 100,00**
774	Subventions exceptionnelles	1 100,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES		**131 093,80**	**129 470,24**	**0,00**	**0,00**	**1 623,56**

042	***Opérat° ordre transfert entre sections (2) (3) (4)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)	**131 093,80**	**129 470,24**	**0,00**	**0,00**	**1 623,56**

Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**16 105,71**				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(3) Dont 776.

(4) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — I

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES — B1

Chap. / Art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
202	Frais réalisat° documents urbanisme	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (2)	1 494,72			
	Total des dépenses financières	1 494,72	0,00	0,00	1 494,72
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	26 494,72	0,00	0,00	26 494,72

040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (4)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	26 494,72	0,00	0,00	26 494,72

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) Les dépenses imprévues ne font pas l'objet de réalisation et ne donnent pas lieu à l'émission de mandats. Elles servent à abonder les postes budgétaires où sont imputées les dépenses selon leur nature dont les crédits étaient insuffisamment ouverts par les délibérations budgétaires de l'exercice.

(3) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — I
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES — B2

Chap. / Art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations (2)	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00

021	*Virement de la sect° de fonctionnement (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*24 879,06*	*24 879,06*		*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*9 486,06*	*9 486,06*		*0,00*
28031	*Frais d'études*	*15 393,00*	*15 393,00*		*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		*24 879,06*	*24 879,06*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*24 879,06*	*24 879,06*		*0,00*

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	24 879,06	24 879,06	0,00	0,00

Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	71 615,66			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) Les chapitres *021* et 024 sont des chapitres sans réalisation et ne donnent pas lieu à l'émission de titres.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A5.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 494,72**	I **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 494,72**	**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	1 494,72	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A5.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**24 879,06**	**III**	**24 879,06**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**24 879,06**		**24 879,06**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*9 486,06*		*9 486,06*
28031	*Frais d'études*	*15 393,00*		*15 393,00*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (3)*			
33...	*En-cours de production de biens (3)*			
35...	*Stocks de produits (3)*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**24 879,06**	**0,00**	**71 615,66**	**0,00**	**96 494,72**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**0,00**
Ressources propres disponibles	IV	**96 494,72**
Solde	V = IV – II (4)	**96 494,72**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A9.3

A9.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

II – ANNEXES	II
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	26 494,72	0,00	0,00	26 494,72
RECETTES	96 494,72	24 879,06	0,00	71 615,66
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	147 199,51	144 203,23	0,00	2 996,28
RECETTES	147 199,51	129 470,24	0,00	17 729,27

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réallser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	26 494,72	0,00	0,00	26 494,72
RECETTES	96 494,72	24 879,06	0,00	71 615,66
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	147 199,51	144 203,23	0,00	2 996,28
RECETTES	147 199,51	129 470,24	0,00	17 729,27
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	173 694,23	144 203,23	0,00	29 491,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	243 694,23	154 349,30	0,00	89 344,93

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

II – ANNEXES	II
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	26 494,72	0,00	0,00	26 494,72
RECETTES	96 494,72	24 879,06	0,00	71 615,66
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	147 199,51	144 203,23	0,00	2 996,28
RECETTES	147 199,51	129 470,24	0,00	17 729,27
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	173 694,23	144 203,23	0,00	29 491,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	243 694,23	154 349,30	0,00	89 344,93

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

II – ANNEXES	II
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases / N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 8
Nombre de membres présents : 8
Nombre de suffrages exprimés : 8
VOTES :
Pour : 8
Contre : .
Abstentions :

Date de convocation : 25/03/2024

Présenté par Monsieur Cyril TOUZET (1),
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024
Monsieur Cyril TOUZET,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

001. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	
002. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
003. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire	
004. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
005. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ Thierry , Titulaire	
006. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
007. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	
008. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
009. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
010. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
011. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
012. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maime , Suppléant	
013. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
014. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
015. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
016. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par Monsieur Cyril TOUZET (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil syndical.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Cyril TOUZET, VP SCOT

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_012-BF
Reçu le 11/04/2024

DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

DELIBERATION N° 2024 - 013 DU COMITE SYNDICAL

Séance du 8 avril 2024

Approbation du compte de gestion par Madame Isabelle BESSARD-LURBE,
Responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Affrique,
du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

Le Comité syndical, réuni sous la présidence de Monsieur Richard FIOL ;

Après s'être fait présenter le budget primitif annexe SCOT de l'exercice 2023, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer en l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif SCOT de l'exercice 2023 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Fait et délibéré à Roquefort le 8 avril 2024

Ont signé cette délibération :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Richard FIOL Titulaire CC Larzac et Vallées		**Maryse ROUX** Suppléant CC Larzac et Vallées	
Patrick PES Titulaire CC Millau Grands Causses		**Bouchra EL MEROUANI** Suppléant CC Millau Grands Causses	
Thierry PEREZ Titulaire CC Millau Grands Causses		**Esther CHUREAU** Suppléant CC Millau Grands Causses	
Philippe LEPETIT Titulaire CC Millau Grands Causses		**Valentin ARTAL** Suppléant CC Millau Grands Causses	
Jean CAPEL Titulaire CC Muse et Raspes du Tarn		**Maxime CONSTANS** Suppléant CC Muse et Raspes du Tarn	
Cyril TOUZET Titulaire CC Monts, Rance et Rougiers		**Patrick RIVEMALE** Suppléant CC Monts, Rance et Rougiers	
Bernard SIRGUE Titulaire CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons		**Thierry ARNAL** Suppléant CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons	
Gerard CAILHOL Titulaire CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons		**Thierry ROQUES** Suppléant CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons	

Pour expédition conforme
Le Vice-Président SCOT, Cyril TOUZET

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12104 MILLAU CEDEX
Tel : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC SAINT-AFFRIQUE
N° CODIQUE 012038
Date Edition : 12/03/2024
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 84102
N° de SIRET 25120134900031

SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2023

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Isabelle BESSARD-LURBE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2023 AU 12/03/2024

Population 80400
Nomenclature M14 sup egal 10000h
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 34
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 42
4EME PARTIE : Page des signatures 43

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**23,33**	Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	17,97
Constructions		Réserves	101,95
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	-0,09
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	16,11
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	-14,73
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)		Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**23,33**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**121,20**
Créances	116,93	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	
Disponibilités		Fournisseurs(2)	2,58
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	16,48
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**116,93**	**Total dettes à court terme**	**19,06**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**19,06**
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	**140,26**	**TOTAL PASSIF**	**140,26**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées				
	Autres immobilisations incorporelles	174 566,50	151 234,89	23 331,61	48 300,69
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété				
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	MONTANT A REPORTER	174 566,50	151 234,89	23 331,61	48 300,69

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	174 566,50	151 234,89	23 331,61	48 300,69
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Avances en garanties d'emprunt				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**174 566,50**	**151 234,89**	**23 331,61**	**48 300,69**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés				
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	40 476,44		40 476,44	
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées	76 450,17		76 450,17	106 324,64
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**116 926,61**		**116 926,61**	**106 324,64**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**291 493,11**	**151 234,89**	**140 258,22**	**154 625,33**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	101 946,30	101 946,30
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	16 105,71	17 063,95
	Résultat de l'exercice	-14 732,99	-958,24
	Subventions transférables		
	Différences sur réalisations d'immob	-90,02	
	Fonds globalisés	17 970,05	17 970,05
	Subventions non transférables		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**121 199,05**	**136 022,06**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 582,93	2 831,71
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	16 476,24	15 771,56
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**19 059,17**	**18 603,27**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**140 258,22**	**154 625,33**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	88,99	88,86
Produits des services	40,48	38,37
Autres produits		
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	129,47	127,23
Traitements, salaires, charges sociales	44,05	42,29
Achats et charges externes	75,27	56,98
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	24,88	28,92
Autres charges		
Charges courantes non financières	144,20	128,19
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-14,73**	**-0,96**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**-14,73**	**-0,96**
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-14,73**	**-0,96**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts locaux		
Autres impôts et taxes		
Produits services, domaine et ventes div	40 476,44	38 367,26
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits		
Dotations de l'Etat		
Subventions et participations	88 993,80	88 859,80
Autres attributions (péréquat, compensa)		
TOTAL I	**129 470,24**	**127 227,06**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	44 052,90	42 288,14
Charges sociales		
Achats et charges externes	75 271,27	56 979,06
Impôts et taxes		
Dotations amortissements des immob	24 879,06	28 918,10
Dot amort sur charges à répartir		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Dotations aux provisions		
Autres charges		
Contingents et participations		
Subventions		
TOTAL II	**144 203,23**	**128 185,30**
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	**-14 732,99**	**-958,24**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT	**-14 732,99**	**-958,24**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér		
Produits des cessions d'immobilisations		
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations		
Valeur comptable des immo cédées		
Diff réalis(positives)transf à investist		
Charg excep op capital-Autres opérations		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL VI		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	129 470,24	127 227,06
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	144 203,23	128 185,30
RESULTAT DE L'EXERCICE	-14 732,99	-958,24

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Opérations Compte de Tiers

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Opérations Compte de Tiers

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Résultats budgétaires de l'exercice

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	96 494,72	147 199,51	243 694,23
Titres de recette émis (b)	24 879,06	129 470,24	154 349,30
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	24 879,06	129 470,24	154 349,30
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	26 494,72	147 199,51	173 694,23
Mandats émis (f)		144 203,23	144 203,23
Annulations de mandats (g)			
Depenses nettes (h = f - g)		144 203,23	144 203,23
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	24 879,06		10 146,07
(h - d) Déficit		14 732,99	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES					
Investissement	71 615,66		24 879,06		96 494,72
Fonctionnement	16 105,71		-14 732,99		1 372,72
Sous-Total	**87 721,37**		**10 146,07**		**97 867,44**
TOTAL II	**87 721,37**		**10 146,07**		**97 867,44**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**87 721,37**		**10 146,07**		**97 867,44**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
20	Immobilisations incorporelles	25 000,00		25 000,00				25 000,00
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	1 494,72		1 494,72				1 494,72
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**26 494,72**		**26 494,72**				**26 494,72**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**26 494,72**		**26 494,72**				**26 494,72**
TOTAL GENERAL		**26 494,72**		**26 494,72**				**26 494,72**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	24 879,06		24 879,06	24 879,06		24 879,06	
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**24 879,06**		**24 879,06**	**24 879,06**		**24 879,06**	
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	71 615,66		71 615,66				71 615,66
TOTAL GENERAL		**96 494,72**		**96 494,72**	**24 879,06**		**24 879,06**	**71 615,66**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	18 800,00		18 800,00	18 393,98		18 393,98	406,02
012	Charges de personnel et frais assimilés	103 200,00		103 200,00	100 930,19		100 930,19	2 269,81
67	Charges exceptionnelles	100,00		100,00				100,00
022	Dépenses imprévues - section de fonctionnement	220,45		220,45				220,45
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**122 320,45**		**122 320,45**	**119 324,17**		**119 324,17**	**2 996,28**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	24 879,06		24 879,06	24 879,06		24 879,06	
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**24 879,06**		**24 879,06**	**24 879,06**		**24 879,06**	
TOTAL GENERAL		**147 199,51**		**147 199,51**	**144 203,23**		**144 203,23**	**2 996,28**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	500,00		500,00				500,00
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	40 500,00		40 500,00	40 476,44		40 476,44	23,56
74	Dotations et participations	88 993,80		88 993,80	88 993,80		88 993,80	
77	Produits exceptionnels	1 100,00		1 100,00				1 100,00
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**131 093,80**		**131 093,80**	**129 470,24**		**129 470,24**	**1 623,56**
002	Résultat de fonctionnement reporté	16 105,71		16 105,71				16 105,71
TOTAL GENERAL		**147 199,51**		**147 199,51**	**129 470,24**		**129 470,24**	**17 729,27**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2802	Amortissements frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et la numérisation du cadastre	9 486,06		9 486,06
28031	Amortissements frais d'études	15 393,00		15 393,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**24 879,06**		**24 879,06**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**24 879,06**		**24 879,06**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**24 879,06**		**24 879,06**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6132	Services extérieurs - locations immobilières	2 500,00		2 500,00
6226	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - honoraires	4 485,00		4 485,00
6281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	693,89		693,89
62871	Remboursement de frais à la collectivité de rattachement	10 715,09		10 715,09
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**18 393,98**		**18 393,98**
6215	Personnel extérieur au service affecté par collectivité rattachement	56 877,29		56 877,29
64111	Personnel titulaire - rémunération principale	44 052,90		44 052,90
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**100 930,19**		**100 930,19**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**119 324,17**		**119 324,17**
6811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	24 879,06		24 879,06
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**24 879,06**		**24 879,06**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**24 879,06**		**24 879,06**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**144 203,23**		**144 203,23**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
70848	Mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes	40 476,44		40 476,44
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Produits des services, du domaine et ventes diverses**	**40 476,44**		**40 476,44**
7478	Participations - autres organismes	88 993,80		88 993,80
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Dotations et participations**	**88 993,80**		**88 993,80**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**129 470,24**		**129 470,24**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**129 470,24**		**129 470,24**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	FCTVA		17 970,05						17 970,05		17 970,05
1022	**Sous Total compte 1022**		**17 970,05**						**17 970,05**		**17 970,05**
102	**Sous Total compte 102**		**17 970,05**						**17 970,05**		**17 970,05**
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé		101 946,30						101 946,30		101 946,30
106	**Sous Total compte 106**		**101 946,30**						**101 946,30**		**101 946,30**
10	**Sous Total compte 10**		**119 916,35**						**119 916,35**		**119 916,35**
110	Report à nouveau solde créditeur		17 063,95	958,24				958,24	17 063,95		16 105,71
11	**Sous Total compte 11**		**17 063,95**	**958,24**				**958,24**	**17 063,95**		**16 105,71**
12	Résultat exercice excéd déficit	958,24			958,24			958,24	958,24		0,00
12	**Sous Total compte 12**	**958,24**			**958,24**			**958,24**	**958,24**		**0,00**
193	Autres neutralisations et régularisation			90,02				90,02		90,02	
19	**Sous Total compte 19**			**90,02**				**90,02**		**90,02**	
	Total classe 1	**958,24**	**136 980,30**	**1 048,26**	**958,24**			**2 006,50**	**137 938,54**	**90,02**	**136 022,06**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
202	Frais réalisation doc urb et num cadast	154 734,70						154 734,70		154 734,70	
2031	Frais d'études	76 965,00			61 887,00			76 965,00	61 887,00	15 078,00	
203	**Sous Total compte 203**	**76 965,00**			**61 887,00**			**76 965,00**	**61 887,00**	**15 078,00**	
2051	Concessions et droits similaires	4 753,80						4 753,80		4 753,80	
205	**Sous Total compte 205**	**4 753,80**						**4 753,80**		**4 753,80**	
20	**Sous Total compte 20**	**236 453,50**			**61 887,00**			**236 453,50**	**61 887,00**	**174 566,50**	
2183	Mat bureau mat informatique	952,01			952,01			952,01	952,01		0,00
218	**Sous Total compte 218**	**952,01**			**952,01**			**952,01**	**952,01**		**0,00**
21	**Sous Total compte 21**	**952,01**			**952,01**			**952,01**	**952,01**		**0,00**
2802	Amort frais réal doc urb et num cadastre		124 842,61		90,02		9 486,06		134 418,69		134 418,69
28031	Amort frais études		58 556,40	61 887,00			15 393,00	61 887,00	73 949,40		12 062,40
2803	**Sous Total compte 2803**		**58 556,40**	**61 887,00**			**15 393,00**	**61 887,00**	**73 949,40**		**12 062,40**
28051	Concessions et droits similaires		4 753,80						4 753,80		4 753,80

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2805	**Sous Total compte 2805**		**4 753,80**						**4 753,80**		**4 753,80**
280	**Sous Total compte 280**		**188 152,81**	**61 887,00**	**90,02**		**24 879,06**	**61 887,00**	**213 121,89**		**151 234,89**
28183	Mat bureau mat informatique		952,01	952,01				952,01	952,01		0,00
2818	**Sous Total compte 2818**		**952,01**	**952,01**				**952,01**	**952,01**		**0,00**
281	**Sous Total compte 281**		**952,01**	**952,01**				**952,01**	**952,01**		**0,00**
28	**Sous Total compte 28**		**189 104,82**	**62 839,01**	**90,02**		**24 879,06**	**62 839,01**	**214 073,90**		**151 234,89**
	Total classe 2	**237 405,51**	**189 104,82**	**62 839,01**	**62 929,03**		**24 879,06**	**300 244,52**	**276 912,91**	**174 566,50**	**151 234,89**
4011	Fournisseurs		2 831,71	20 490,84	20 242,06			20 490,84	23 073,77		2 582,93
401	**Sous Total compte 401**		**2 831,71**	**20 490,84**	**20 242,06**			**20 490,84**	**23 073,77**		**2 582,93**
40	**Sous Total compte 40**		**2 831,71**	**20 490,84**	**20 242,06**			**20 490,84**	**23 073,77**		**2 582,93**
4111	Redevables - amiable			88 993,80	88 993,80			88 993,80	88 993,80		0,00
411	**Sous Total compte 411**			**88 993,80**	**88 993,80**			**88 993,80**	**88 993,80**		**0,00**
41	**Sous Total compte 41**			**88 993,80**	**88 993,80**			**88 993,80**	**88 993,80**		**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
421	Personnel - rémunérations dues			44 052,90	44 052,90			44 052,90	44 052,90		0,00
42	**Sous Total compte 42**			**44 052,90**	**44 052,90**			**44 052,90**	**44 052,90**		**0,00**
44341	Opér part av Etat communes dépenses		3 693,63	19 737,64	16 044,01			19 737,64	19 737,64		0,00
4434	**Sous Total compte 4434**		**3 693,63**	**19 737,64**	**16 044,01**			**19 737,64**	**19 737,64**		**0,00**
44351	Opér particul grp dépenses			13 477,78	29 954,02			13 477,78	29 954,02		16 476,24
4435	**Sous Total compte 4435**			**13 477,78**	**29 954,02**			**13 477,78**	**29 954,02**		**16 476,24**
44381	Aut serv organ pub - dépenses		12 077,93	21 109,11	9 031,18			21 109,11	21 109,11		0,00
44382	Aut serv organ pub - recette amiable			40 476,44				40 476,44		40 476,44	
4438	**Sous Total compte 4438**		**12 077,93**	**61 585,55**	**9 031,18**			**61 585,55**	**21 109,11**	**40 476,44**	
443	**Sous Total compte 443**		**15 771,56**	**94 800,97**	**55 029,21**			**94 800,97**	**70 800,77**	**24 000,20**	
44	**Sous Total compte 44**		**15 771,56**	**94 800,97**	**55 029,21**			**94 800,97**	**70 800,77**	**24 000,20**	
4512	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	106 324,64		88 993,80	118 868,27			195 318,44	118 868,27	76 450,17	
451	**Sous Total compte 451**	**106 324,64**		**88 993,80**	**118 868,27**			**195 318,44**	**118 868,27**	**76 450,17**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
45	**Sous Total compte 45**	**106 324,64**		**88 993,80**	**118 868,27**			**195 318,44**	**118 868,27**	**76 450,17**	
	Total classe 4	**106 324,64**	**18 603,27**	**337 332,31**	**327 186,24**			**443 656,95**	**345 789,51**	**116 926,61**	**19 059,17**
580	Opérations d'ordre budgétaires			24 879,06	24 879,06			24 879,06	24 879,06		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**24 879,06**	**24 879,06**			**24 879,06**	**24 879,06**		**0,00**
	Total classe 5			**24 879,06**	**24 879,06**			**24 879,06**	**24 879,06**		**0,00**
6132	Locations immobilières					2 500,00		2 500,00		2 500,00	
613	**Sous Total compte 613**					**2 500,00**		**2 500,00**		**2 500,00**	
61	**Sous Total compte 61**					**2 500,00**		**2 500,00**		**2 500,00**	
6215	Persel extér au serv affecté par col rat					56 877,29		56 877,29		56 877,29	
621	**Sous Total compte 621**					**56 877,29**		**56 877,29**		**56 877,29**	
6226	Rému interméd honoraires					4 485,00		4 485,00		4 485,00	
622	**Sous Total compte 622**					**4 485,00**		**4 485,00**		**4 485,00**	
6281	Aut serv extér concours divers					693,89		693,89		693,89	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62871	Rembst frais à collectivité rattachée					10 715,09		10 715,09		10 715,09	
6287	**Sous Total compte 6287**					**10 715,09**		**10 715,09**		**10 715,09**	
628	**Sous Total compte 628**					**11 408,98**		**11 408,98**		**11 408,98**	
62	**Sous Total compte 62**					**72 771,27**		**72 771,27**		**72 771,27**	
64111	Persl titulaire_rémun principale					44 052,90		44 052,90		44 052,90	
6411	**Sous Total compte 6411**					**44 052,90**		**44 052,90**		**44 052,90**	
641	**Sous Total compte 641**					**44 052,90**		**44 052,90**		**44 052,90**	
64	**Sous Total compte 64**					**44 052,90**		**44 052,90**		**44 052,90**	
6811	DA - immob					24 879,06		24 879,06		24 879,06	
681	**Sous Total compte 681**					**24 879,06**		**24 879,06**		**24 879,06**	
68	**Sous Total compte 68**					**24 879,06**		**24 879,06**		**24 879,06**	
	Total classe 6					**144 203,23**		**144 203,23**		**144 203,23**	
70848	Mise à dispo persel facturée autres org						40 476,44		40 476,44		40 476,44

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7084	**Sous Total compte 7084**						**40 476,44**		**40 476,44**		**40 476,44**
708	**Sous Total compte 708**						**40 476,44**		**40 476,44**		**40 476,44**
70	**Sous Total compte 70**						**40 476,44**		**40 476,44**		**40 476,44**
7478	Participations - autres organismes						88 993,80		88 993,80		88 993,80
747	**Sous Total compte 747**						**88 993,80**		**88 993,80**		**88 993,80**
74	**Sous Total compte 74**						**88 993,80**		**88 993,80**		**88 993,80**
	Total classe 7						**129 470,24**		**129 470,24**		**129 470,24**
	Total général	**344 688,39**	**344 688,39**	**426 098,64**	**415 952,57**	**144 203,23**	**154 349,30**	**914 990,26**	**914 990,26**	**435 786,36**	**435 786,36**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Page des signatures

84102 - SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES Exercice 2023

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

POPEK Liudmila (1040297383-0), Contrôleur des Finances Publiques 2ème classe A **DDFiP DE L'AVEYRON**, le **13/03/2024**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES** pendant l'année **2023** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

TONDUT Benjamin (1041136830-0), Inspecteur des Finances Publiques A **SAINT-AFFRIQUE**, le **20/03/2024**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_013-BF
Reçu le 11/04/2024

Département : AVEYRON	**DELIBERATION N°2024 - 014** **du COMITE SYNDICAL SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF SCOT DE L'EXERCICE 2023**	Nombre de membres en exercice : 8
SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES		Nombre de membres présents : 8
	Séance du 8 avril 2024	Nombre de suffrages exprimés : 8

Le comité syndical réuni sous la présidence de séance de Monsieur Cyril TOUZET, délibérant sur le compte administratif du budget annexe SCOT de l'exercice 2023 dressé par Monsieur Richard FIOL, Président après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	INVESTISSEMENTS		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats de l'exercice 2022		71 615,66		16 105,71		87 721,37
Transfert à la sect°d'investissemt	-	-				
Résultats cumulés reportés 2022		**71 615,66**		**16 105,71**		**87 721,37**
Opérations de l'exercice 2023	0,00	24 879,06	144 203,23	129 470,24	144 203,23	154 349,30
Résultats de l'exercice 2023		**24 879,06**	**14 732,99**			**10 146,07**
RESULTATS DE CLOTURE en €		**96 494,72**		**1 372,72**		**97 867,44**

Affectation des résultats

Résultat excédentaire de fonctionnement en €	**1 372,72**
Affectation du résultat prévu au BP 2024 :	
- En section de fonctionnement - article 002 "Excédent d'exploitation reporté" - report à nouveau en €	**1 372,72**
- En section d'investissement - article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" en €	

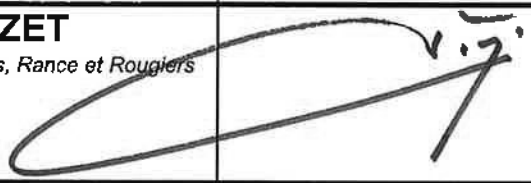
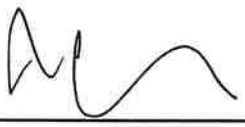
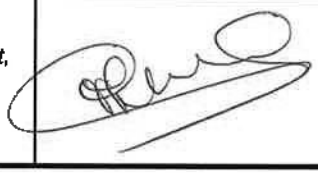
Résultat excédentaire d'investissement en €	**96 494,72**
Affectation du résultat prévu au BP 2024 :	
- En section d'investissement : article 001 "Excédent d'investissement reporté" en €	**96 494,72**

2° Constate, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4° Voté et arrêté les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_014-DE
Reçu le 11/04/2024

Richard FIOL *Titulaire CC Larzac et Vallées*		**Maryse ROUX** *Suppléant CC Larzac et Vallées*	
Patrick PES *Titulaire CC Millau Grands Causses*		**Bouchra EL MEROUANI** *Suppléant CC Millau Grands Causses*	
Thierry PEREZ *Titulaire CC Millau Grands Causses*		**Esther CHUREAU** *Suppléant CC Millau Grands Causses*	
Philippe LEPETIT *Titulaire CC Millau Grands Causses*		**Valentin ARTAL** *Suppléant CC Millau Grands Causses*	
Jean CAPEL *Titulaire CC Muse et Raspes du Tarn*		**Maxime CONSTANS** *Suppléant CC Muse et Raspes du Tarn*	
Cyril TOUZET *Titulaire CC Monts, Rance et Rougiers*		**Patrick RIVEMALE** *Suppléant CC Monts, Rance et Rougiers*	
Bernard SIRGUE *Titulaire CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*		**Thierry ARNAL** *Suppléant CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*	
Gérard CAILHOL *Titulaire CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*		**Thierry ROQUES** *Suppléant CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*	

Sceau du syndicat mixte
du Parc naturel régional des grands causses

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Pour expédition conforme
Le Président de séance

Cyril TOUZET



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_014-DE
Reçu le 11/04/2024

Délibération SCoT n° 2024 -015 du Comité syndical du 8 avril 2024

Vote du Budget Primitif 2024 – SCOT

■ **Président de séance**	**Cyril TOUZET**
■ **Présents**	Gérard CAILHOL – Jean CAPEL – Esther CHUREAU – Richard FIOL – Philippe LEPETIT – Patrick PES – Bernard SIRGUE
■ **Procurations**	/
■ **Absents**	/

A partir des besoins recensés et, après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés au budget primitif 2024 SCOT, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	149 000,00 euros	177 520,42 euros
Opérations d'ordre	29 893,14 euros	
Résultat reporté		1 372,72 euros
TOTAL	**178 893,14 euros**	**178 893,14 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	130 000,00 euros	3 612,14 euros
Opérations d'ordre		29 893,14 euros
Résultat reporté		96 494,72 euros
TOTAL	**130 000,00 euros**	**130 000,00 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**308 893,14 euros**	**308 893,14 euros**

VOTE :	Pour : **8**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2024 relatif à la compétence SCOT du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Roquefort-sur-Soulzon, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoria (M57) (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25120134900031

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	42
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	43

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'Instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I
A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Reçu le 11/04/2024
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...
(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201345-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	144 203,23	154 349,30	0,00	A1	10 146,07
Investissement	0,00	24 879,06	(3) 0,00	A2	24 879,06
Fonctionnement	144 203,23	129 470,24	(4) 0,00	A3	-14 732,99

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	10 146,07
Investissement	A2 + B2	24 879,06
Fonctionnement	A3 + B3	-14 732,99

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle, A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	130 000,00	33 505,28
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 96 494,72
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	130 000,00	130 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	178 893,14	177 520,42
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 372,72
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	178 893,14	178 893,14

TOTAL DU BUDGET (4)	308 893,14	308 893,14

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AP VOTEES

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	25 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**25 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**25 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**25 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**130 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 016.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	3 612,14	3 612,14	3 612,14
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**3 612,14**	**3 612,14**	**3 612,14**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**3 612,14**	**3 612,14**	**3 612,14**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*22 263,86*	*22 263,86*	*22 263,86*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*24 879,06*		*7 629,28*	*7 629,28*	*7 629,28*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***24 879,06***		***29 893,14***	***29 893,14***	***29 893,14***
TOTAL		**24 879,06**	**0,00**	**33 505,28**	**33 505,28**	**33 505,28**
						+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE						**96 494,72**
						=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						**130 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**29 893,14**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DF 040 = RI 040 ; DF 041 = RI 041.

(11) Les comptes 4817 et 4818 ne peuvent être mouvementés que si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-DE
Reçu le 11/04/2024

réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	18 800,00	0,00	32 900,00	32 900,00	32 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	103 200,00	0,00	116 000,00	116 000,00	116 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**122 050,00**	**0,00**	**148 950,00**	**148 950,00**	**148 950,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**122 100,00**	**0,00**	**149 000,00**	**149 000,00**	**149 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*22 263,86*	*22 263,86*	*22 263,86*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*24 879,06*		*7 629,28*	*7 629,28*	*7 629,28*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***24 879,06***		***29 893,14***	***29 893,14***	***29 893,14***
TOTAL		**146 979,06**	**0,00**	**178 893,14**	**178 893,14**	**178 893,14**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**178 893,14**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	500,00	0,00	316,02	316,02	316,02
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 500,00	0,00	34 000,00	34 000,00	34 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	88 993,80	0,00	123 204,40	123 204,40	123 204,40
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 100,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
Total des recettes de gestion courante		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 372,72**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**178 893,14**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**29 893,14**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		130 000,00	0,00	130 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	0,00	0,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**130 000,00**	***0,00***	**130 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**130 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	32 900,00		32 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	116 000,00		116 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	50,00	0,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	50,00	0,00	50,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	7 629,28	7 629,28
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		22 263,86	22 263,86
	Dépenses de fonctionnement – Total	**149 000,00**	***29 893,14***	**178 893,14**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**178 893,14**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres sont [illegible] le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres [illegible]

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		3 612,14	*0,00*	3 612,14
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*7 629,28*	7 629,28
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*22 263,86*	22 263,86
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**3 612,14**	***29 893,14***	**33 505,28**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	96 494,72

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	130 000,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	316,02		316,02
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod, services, domaine, ventes diverses	34 000,00		34 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	123 204,40		123 204,40
75	Autres produits de gestion courante (8)	20 000,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**177 520,42**	***0,00***	**177 520,42**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 372,72

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	178 893,14

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
18	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	25 000,00	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**130 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

	Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
	TOTAL	**24 879,06**	**0,00**	**33 505,28**	**33 505,28**	**33 505,28**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	3 612,14	3 612,14	3 612,14
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**3 612,14**	**3 612,14**	**3 612,14**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**3 612,14**	**3 612,14**	**3 612,14**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*22 263,86*	*22 263,86*	*22 263,86*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*24 879,06*		*7 629,28*	*7 629,28*	*7 629,28*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***24 879,06***		***29 893,14***	***29 893,14***	***29 893,14***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**96 494,72**
Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**130 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
238	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	25 000,00	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	25 000,00	0,00		130 000,00	130 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**	**0,00**	**130 000,00**	**130 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 879,06**	**0,00**	**33 505,28**	**33 505,28**	**33 505,28**
138	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	3 612,14	3 612,14	3 612,14
10222	FCTVA	0,00	0,00	3 612,14	3 612,14	3 612,14
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**3 612,14**	**3 612,14**	**3 612,14**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**3 612,14**	**3 612,14**	**3 612,14**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*22 263,86*	*22 263,86*	*22 263,86*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*24 879,06*		*7 629,28*	*7 629,28*	*7 629,28*
2802 *28031*	*Frais liés à la réalisation de document* *Frais d'études*	*9 486,06* *15 393,00*		*4 613,68* *3 015,60*	*4 613,68* *3 015,60*	*4 613,68* *3 015,60*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***24 879,06***		***29 893,14***	***29 893,14***	***29 893,14***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-2024040 8_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**146 979,06**	**0,00**	**0,00**	**178 893,14**	**178 893,14**	**0,00**	**178 893,14**	**178 893,14**
011	Charges à caractère général (3)	18 800,00	0,00	0,00	32 900,00	32 900,00	0,00	32 900,00	32 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	103 200,00	0,00		116 000,00	116 000,00		116 000,00	116 000,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	50,00	0,00	0,00	50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**122 050,00**	**0,00**	**0,00**	**148 950,00**	**148 950,00**	**0,00**	**148 950,00**	**148 950,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**50,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**50,00**		**50,00**	**50,00**
Total des dépenses réelles		**122 100,00**	**0,00**	**0,00**	**149 000,00**	**149 000,00**	**0,00**	**149 000,00**	**149 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*22 263,86*	*22 263,86*		*22 263,86*	*22 263,86*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*24 879,06*			*7 629,28*	*7 629,28*		*7 629,28*	*7 629,28*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**24 879,06**			**29 893,14**	**29 893,14**		**29 893,14**	**29 893,14**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**178 893,14**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-2024040808_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
013	Atténuations de charges (2)	500,00	0,00	316,02	316,02	316,02
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 500,00	0,00	34 000,00	34 000,00	34 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	88 993,80	0,00	123 204,40	123 204,40	123 204,40
75	Autres produits de gestion courante (2)	1 100,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
Total des recettes de gestion des services		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**1 372,72**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**178 893,14**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Reçu le 11/04/2024
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**146 979,06**	**0,00**	**0,00**	**178 893,14**	**178 893,14**	**0,00**	**178 893,14**	**178 893,14**
011	Charges à caractère général (4)	18 800,00	0,00	0,00	32 900,00	32 900,00	0,00	32 900,00	32 900,00
60632	Fournitures de petit équipement	100,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
6[illegible]	Contrats de prestations de services	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6[illegible]32	Locations immobilières	2 500,00	0,00		2 600,00	2 600,00	0,00	2 600,00	2 600,00
6[illegible]268	Autres honoraires, conseils	500,00	0,00		6 500,00	6 500,00	0,00	6 500,00	6 500,00
6[illegible]228	Divers	200,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6231	Annonces et insertions	200,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
6234	Réceptions	0,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	100,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
6281	Concours divers (cotisations)	800,00	0,00		800,00	800,00	0,00	800,00	800,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	13 900,00	0,00		16 400,00	16 400,00	0,00	16 400,00	16 400,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	103 200,00	0,00		116 000,00	116 000,00		116 000,00	116 000,00
6211	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00		64 000,00	64 000,00		64 000,00	64 000,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	59 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00		4 000,00	4 000,00		4 000,00	4 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	44 000,00	0,00		48 000,00	48 000,00		48 000,00	48 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	50,00	0,00	0,00	50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
65888	Autres	50,00	0,00		50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**122 050,00**	**0,00**	**0,00**	**148 950,00**	**148 950,00**	**0,00**	**148 950,00**	**148 950,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20240408-20240408_015_BF
Reçu le 11/04/2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**50,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**50,00**		**50,00**	**50,00**
Total des dépenses réelles		**122 100,00**	**0,00**	**0,00**	**149 000,00**	**149 000,00**	**0,00**	**149 000,00**	**149 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*22 263,86*	*22 263,86*		*22 263,86*	*22 263,86*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*24 879,06*			*7 629,28*	*7 629,28*		*7 629,28*	*7 629,28*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*24 879,06*			*7 629,28*	*7 629,28*		*7 629,28*	*7 629,28*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**24 879,06**			**29 893,14**	**29 893,14**		**29 893,14**	**29 893,14**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043*).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201345-20240408-2024040B_015-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
013	Atténuations de charges (3)	500,00	0,00	316,02	316,02	316,02
6419	Remboursements rémunérations personnel	500,00	0,00	316,02	316,02	316,02
816	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
817	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	40 500,00	0,00	34 000,00	34 000,00	34 000,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	0,00	0,00	34 000,00	34 000,00	34 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	40 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	88 993,80	0,00	123 204,40	123 204,40	123 204,40
74681	Autres DGD	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	13 500,00	13 500,00	13 500,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	89 704,40	89 704,40	89 704,40
747888	Autres	88 993,80	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 100,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
757368	Établiss. et services rattachés (Autres)	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
7574	Subv. fonc. perso., asso. et orga. privé	1 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**131 093,80**	**0,00**	**177 520,42**	**177 520,42**	**177 520,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251203492-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

5) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
6) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
7) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre *(RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.
9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
10) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
11) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
12) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
13) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	96 494,72
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	0,00	0,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	33 505,28	33 505,28
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	33 505,28	33 505,28

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**33 505,28**	**III**	**33 505,28**
Ressources propres externes de l'année (a)		**3 612,14**		**3 612,14**
10222	FCTVA	3 612,14		3 612,14
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**29 893,14**		**29 893,14**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*4 613,68*		*4 613,68*
28031	*Frais d'études*	*3 015,60*		*3 015,60*
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33...	*En-cours de production de biens (5)*			
35...	*Stocks de produits (5)*			
39...	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59...	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 263,86*		*22 263,86*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV
D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 8
Nombre de membres présents : 8
Nombre de suffrages exprimés : 8
VOTES :
Pour : 8
Contre :
Abstentions :

Date de convocation : 25/03/2024

Présenté par Monsieur Cyril TOUZET (1),
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024

Délibéré par l'assemblée le Conseil syndical(2), réunie en session
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil syndical (2),(3).

001. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	
002. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
003. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire	
004. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
005. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ Thierry , Titulaire	
006. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
007. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	
008. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
009. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
010. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
011. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
012. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maxime , Suppléant	
013. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
014. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
015. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
016. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par Monsieur Cyril TOUZET (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Cyril TOUZET, VP SCOT

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_015-BF
Reçu le 11/04/2024

Délibération SPANC n°2024-016 du Comité syndical du 8 avril 2024

Vote du Compte Administratif 2023 – SPANC

Etaient présents les représentants suivants : **26**

- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  1. *Bernard SIRGUE*
  2. *Cyril TOUZET*
  3. *Gérard CAILHOL*
- Pour le collège des communes : **23**

  Présents :
  1. *Julie ALRIQUET*
  2. *Jean-Marc BEA*
  3. *Jean BLANCHOT (suppléant)*
  4. *Philippe CAVALIER*
  5. *Régis COLSON*
  6. *Claudine DELACROIX PAGES*
  7. *Florence DELORT*
  8. *Aurélie ESON*
  9. *Anne-Marie FRENEHARD (suppléant)*
  10. *Philippe GOUT*
  11. *Jérôme GRIALOU (suppléant)*
  12. *Romain JEANJEAN*
  13. *Marie-Hélène LE MERRE (suppléante)*
  14. *Francis MANCINO (suppléant)*
  15. *Elisabeth MUYS*
  16. *Bernadette NEGROS*
  17. *Bernadette PAILHAS*
  18. *Séverine PEYRETOUT*
  19. *Jean-Michel PINAULT*
  20. *Martine RODRIGUEZ*
  21. *Alain ROUGET*
  22. *Michel SENTY*
  23. *Nicolas WOHREL*

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **9**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  1. *Sébastien CROS donne son pouvoir à Cyril TOUZET*
- Pour le collège des communes : **8**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  3. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  4. *Christian GINESTE donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  5. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  6. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  7. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  8. *Didier VIDAL donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

Excusés : **15**

- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : **15**
  1. *Guy CAZOTTES*
  2. *Jean-Luc CRASSOUS*
  3. *Adrien BOUDES*
  4. *Christian BOUDES*
  5. *Christophe FROMENT*
  6. *Victorien GENIEZ*
  7. *Bastien GIACOBBI*
  8. *Sylvain GOLEO*
  9. *Alain JOSEPH*
  10. *Mathieu LAMBRECHT*
  11. *Franck LE MOUTON MAZIERES*
  12. *Magali MALINOWSKI BERTRAND*
  13. *Loïc MARLAS*
  14. *Bernard MAURY*
  15. *Jérôme SINTES*

Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'utilisation des crédits inscrits au budget primitif 2023, dont les résultats consignés dans le compte administratif sont les suivants :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	319 752,56 euros
Recettes	325 754,11 euros
Résultat excédentaire de l'exercice	**6 001,55 euros**
Résultat excédentaire N-1	132 413,00 euros
Résultat cumulé excédentaire	**138 414,55 euros**
INVESTISSEMENT	
Dépenses	16 020,00 euros
Recettes	0,00 euros
Résultat déficitaire de l'exercice	**16 020,00 euros**
Résultat excédentaire N-1	2 088,00 euros
Résultat cumulé déficitaire	**13 932,00 euros**
CUMUL des deux SECTIONS	
Résultat cumulé excédentaire	**124 482,55 euros**

Le compte de gestion comportant les mêmes résultats, le Comité syndical décide de voter, hors la présence du Président, le compte administratif 2023 du budget relatif à la compétence SPANC du syndicat mixte du Parc.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le compte administratif 2023 et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Roquefort-sur-Soulzon, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 25120134900023	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Commune Budget SPANC

POSTE COMPTABLE DE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : SERVICES PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions 19
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 20

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 21

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	319 752,56	G	325 754,11	G-A	6 001,55
	Section d'investissement	B	16 020,00	H	0,00	H-B	-16 020,00
		+		+			
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	132 413,00 (si excédent)		
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	2 088,00 (si excédent)		
		=		=			
		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	335 772,56	Q= G+H+I+J	460 255,11	=Q-P	124 482,55

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	319 752,56	= G+I+K	458 167,11	138 414,55
	Section d'investissement	= B+D+F	16 020,00	= H+J+L	2 088,00	-13 932,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	335 772,56	= G+H+I+J+K+L	460 255,11	124 482,55

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
16	Opération d'équipement n° 16	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe -- si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	91 500,00	68 885,68	0,00	0,00	22 614,32
012	Charges de personnel, frais assimilés	255 100,00	246 393,99	0,00	0,00	8 706,01
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 200,00	619,89	0,00	0,00	14 580,11
Total des dépenses de gestion courante		**361 800,00**	**315 899,56**	**0,00**	**0,00**	**45 900,44**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	5 300,00	3 853,00	0,00	0,00	1 447,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	75 000,00	0,00			75 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	51,35				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**442 151,35**	**319 752,56**	**0,00**	**0,00**	**122 398,79**
023	*Virement à la section d'investissement*	*17 912,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***17 912,00***	***0,00***			***17 912,00***
TOTAL		**460 063,35**	**319 752,56**	**0,00**	**0,00**	**140 310,79**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	500,00	388,86	0,00	0,00	111,14
70	Ventes produits fabriqués, prestations	300 965,00	300 741,70	0,00	0,00	223,30
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	25 435,35	24 035,00	0,00	0,00	1 400,35
75	Autres produits de gestion courante	50,00	41,93	0,00	0,00	8,07
Total des recettes de gestion courante		**326 950,35**	**325 207,49**	**0,00**	**0,00**	**1 742,86**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	700,00	546,62	0,00	0,00	153,38
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**327 650,35**	**325 754,11**	**0,00**	**0,00**	**1 896,24**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**327 650,35**	**325 754,11**	**0,00**	**0,00**	**1 896,24**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**132 413,00**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	20 000,00	16 020,00	0,00	3 980,00
Total des dépenses d'équipement		**20 000,00**	**16 020,00**	**0,00**	**3 980,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**20 000,00**	**16 020,00**	**0,00**	**3 980,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**20 000,00**	**16 020,00**	**0,00**	**3 980,00**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*17 912,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***17 912,00***	***0,00***		***17 912,00***
TOTAL		**17 912,00**	**0,00**	**0,00**	**17 912,00**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**2 088,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le [illegible] comptes ouverts [illegible] sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	68 885,68		68 885,68
012	Charges de personnel, frais assimilés	246 393,99		246 393,99
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	619,89		619,89
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 853,00	*0,00*	3 853,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**319 752,56**	***0,00***	**319 752,56**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**319 752,56**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	16 020,00		16 020,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'Investissement –Total	**16 020,00**	***0,00***	**16 020,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**16 020,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	388,86		388,86
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	300 741,70		300 741,70
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	24 035,00		24 035,00
75	Autres produits de gestion courante	41,93		41,93
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	546,62	*0,00*	546,62
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**325 754,11**	***0,00***	**325 754,11**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**132 413,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**458 167,11**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres Immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	*0,00*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**2 088,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 088,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**91 500,00**	**68 885,68**	**0,00**	**0,00**	**22 614,32**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	700,00	419,81	0,00	0,00	280,19
6064	Fournitures administratives	400,00	72,00	0,00	0,00	328,00
611	Sous-traitance générale	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6132	Locations immobilières	7 400,00	7 400,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	3 000,00	2 157,15	0,00	0,00	842,85
6156	Maintenance	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
618	Divers	5 000,00	900,00	0,00	0,00	4 100,00
6226	Honoraires	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6237	Publications	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6256	Missions	700,00	279,65	0,00	0,00	420,35
6257	Réceptions	200,00	62,00	0,00	0,00	138,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	200,00	121,34	0,00	0,00	78,66
6281	Concours divers (cotisations)	100,00	75,00	0,00	0,00	25,00
6287	Remboursements de frais	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	65 300,00	57 398,73	0,00	0,00	7 901,27
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**255 100,00**	**246 393,99**	**0,00**	**0,00**	**8 706,01**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	62 600,00	61 415,38	0,00	0,00	1 184,62
6311	Taxe sur les salaires	11 500,00	9 760,00	0,00	0,00	1 740,00
6331	Versement de mobilité	750,00	683,28	0,00	0,00	66,72
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	150,00	120,45	0,00	0,00	29,55
6333	Particip. employeurs formatº pro. cont.	900,00	0,00	0,00	0,00	900,00
6411	Salaires, appointements, commissions	127 000,00	121 041,71	0,00	0,00	5 958,29
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	35 500,00	37 623,98	0,00	0,00	-2 123,98
6453	Cotisations aux caisses de retraites	11 100,00	10 718,16	0,00	0,00	381,84
6454	Cotisations au Pôle emploi	5 300,00	5 031,03	0,00	0,00	268,97
6475	Médecine du travail, pharmacie	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**15 200,00**	**619,89**	**0,00**	**0,00**	**14 580,11**
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	619,19	0,00	0,00	14 380,81
6542	Créances éteintes	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
658	Charges diverses de gestion courante	100,00	0,70	0,00	0,00	99,30
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**361 800,00**	**315 899,56**	**0,00**	**0,00**	**45 900,44**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**5 300,00**	**3 853,00**	**0,00**	**0,00**	**1 447,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	5 000,00	3 853,00	0,00	0,00	1 147,00
678	Autres charges exceptionnelles	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciatº (d) (6)**	**75 000,00**	**0,00**			**75 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	75 000,00	0,00			75 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**51,35**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**442 151,35**	**319 752,56**	**0,00**	**0,00**	**122 398,79**
023	***Virement à la section d'investissement***	***17 912,00***				
042	***Opératº ordre transfert entre sections (8)(9)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***17 912,00***	***0,00***			***17 912,00***
043	***Opératº ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***17 912,00***	***0,00***			***17 912,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**460 063,35**	**319 752,56**	**0,00**	**0,00**	**140 310,79**
Pour Information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_01-BF
Reçu le 11/04/2024

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**500,00**	**388,86**	**0,00**	**0,00**	**111,14**
64198	Autres remboursements	500,00	388,86	0,00	0,00	111,14
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***300 965,00***	***300 741,70***	***0,00***	***0,00***	***223,30***
7062	Redevances assainissement non collectif	*300 965,00*	*300 741,70*	*0,00*	*0,00*	*223,30*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**25 435,35**	**24 035,00**	**0,00**	**0,00**	**1 400,35**
747	Subv. et participat° collectivités	24 435,35	24 035,00	0,00	0,00	400,35
748	Autres subventions d'exploitation	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**50,00**	**41,93**	**0,00**	**0,00**	**8,07**
7588	Autres	50,00	41,93	0,00	0,00	8,07
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	**326 950,35**	**325 207,49**	**0,00**	**0,00**	**1 742,86**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**700,00**	**546,62**	**0,00**	**0,00**	**153,38**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	500,00	416,00	0,00	0,00	84,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
778	Autres produits exceptionnels	100,00	130,62	0,00	0,00	-30,62
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	**327 650,35**	**325 754,11**	**0,00**	**0,00**	**1 896,24**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	**327 650,35**	**325 754,11**	**0,00**	**0,00**	**1 896,24**
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	**132 413,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Opération d'équipement n° 16 (3)	20 000,00	16 020,00	0,00	3 980,00
	Total des dépenses d'équipement	20 000,00	16 020,00	0,00	3 980,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	20 000,00	16 020,00	0,00	3 980,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	20 000,00	16 020,00	0,00	3 980,00
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*17 912,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*17 912,00*	*0,00*		*17 912,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*17 912,00*	*0,00*		*17 912,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	17 912,00	0,00	0,00	17 912,00
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	2 088,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 16 (1)
LIBELLE : MATERIELS INFORMATIQUE / BUREAU

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		20 000,00	A 16 020,00	0,00	3 980,00	B 30 266,40
20	Immobilisations incorporelles	20 000,00	16 020,00	0,00	3 980,00	30 266,40
2051	Concessions et droits assimilés	20 000,00	16 020,00	0,00	3 980,00	30 266,40
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (4)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C-A	-16 020,00	D-B	-30 266,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	I **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**17 912,00**	III **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**17 912,00**	**0,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*		
27...	*Autres immobilisations financières*		
28...	*Amortissement des immobilisations*		
29...	*Dépréciation des immobilisations*		
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*17 912,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**2 088,00**	**0,00**	**2 088,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**0,00**
Ressources propres disponibles	IV	**2 088,00**
Solde	V = IV – II (3)	**2 088,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	460 063,35	319 752,56	0,00	319 752,56
RECETTES	460 063,35	325 754,11	0,00	325 754,11
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 000,00	16 020,00	0,00	16 020,00
RECETTES	20 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	460 063,35	319 752,56	0,00	319 752,56
RECETTES	460 063,35	325 754,11	0,00	325 754,11
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	20 000,00	16 020,00	0,00	16 020,00
RECETTES	20 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	480 063,35	335 772,56	0,00	335 772,56
TOTAL AGREGE DES RECETTES	480 063,35	325 754,11	0,00	325 754,11

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 50
Nombre de membres présents : 25
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 25/03/2024

Présenté par (1) Monsieur Richard FIOL, Président du SM,
A Roquefort sur Soulzon le 08/04/2024
(1) Monsieur Richard FIOL, Président du SM,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

001. 1 CNE AGUESSAC : MAURY Dominique , Titulaire Pouvoir à Verrières	
002. 1 CNE AGUESSAC : PAILHAS Anne , Suppléant	
003. 2 CNE AYSSENES : CALMES Marie-Chantal , Titulaire	
004. 2 CNE AYSSENES : GRIALOU Jérôme , Suppléant	
005. 3 CNE BROQUIES : CRASSOUS Jean-Luc , Titulaire	
006. 3 CNE BROQUIES : BRENGUES Christian , Suppléant	
007. 4 CNE BROUSSE-LE-CHATEAU : COLSON Régis , Titulaire	
008. 4 CNE BROUSSE-LE-CHATEAU : PEIFFER Pierre , Suppléant	
009. 5 CNE CASTELNAU-PEGAYROLS : JEANJEAN Marie , Titulaire Pouvoir à Montjaux	
010. 5 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : GAYRAUD Jérémie , Suppléant	
011. 6 CNE COMPEYRE : ALMERAS Loïc , Titulaire	
012. 6 CNE COMPEYRE : BLANCHOT Jean , Suppléant	
013. 7 CNE COMPREGNAC : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
014. 7 CNE COMPREGNAC : LEPETIT Patrick , Suppléant	
015. 8 CNE CORNUS : PINAULT Jean-Michel , Titulaire	
016. 8 CNE CORNUS : PAUL Frédéric , Suppléant	
017. 9 CNE CREISSELS : LE MOUTON-MAZIERES Franck , Titulaire	
018. 9 CNE CREISSELS : BOUDES Roger , Suppléant	
019. 10 CNE FONDAMENTE : RODRIGUEZ Martine , Titulaire Pouvoir de St Jean Brad	
020. 10 CNE FONDAMENTE : FABRE Bastien , Suppléant	
021. 11 CNE LA BASTIDE-PRADINES : GIACOBBI Bastien , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

022. 11 CNE LA BASTIDE-PRADINES : COMBY Magali , Suppléant	
023. 12 CNE LA CAVALERIE : RODRIGUEZ François , Titulaire	
024. 12 CNE LA CAVALERIE : DELACROIX PAGES Claudine , Suppléant	
025. 13 CNE LA COUVERTOIRADE : GOLEO Sylvain , Titulaire	
026. 13 CNE LA COUVERTOIRADE : SARROUY Madeleine , Suppléant	
027. 14 CNE LA CRESSE : FROMENT Christophe , Titulaire	
028. 14 CNE LA CRESSE : VALETTE Laurence , Suppléant	
029. 15 CNE LA ROQUE-STE-MARGUERITE : DELORT Florence , Titulaire	
030. 15 CNE LA ROQUE-STE-MARGUERITE : BLANC Marie-Franç , Suppléant	
031. 16 CNE LAPANOUSE-DE-CERNON : BOUDES Adrien , Titulaire	
032. 16 CNE LAPANOUSE-DE-CERNON : BERNAT Thierry , Suppléant	
033. 17 CNE LE CLAPIER : GOUT Philippe , Titulaire	
034. 17 CNE LE CLAPIER : PUEL Katia , Suppléant	
035. 18 CNE LE TRUEL : GINESTE Christian , Titulaire Pouvoir à ST Victor Melvieu	
036. 18 CNE LE TRUEL : CAZOTTES Emmanuelle , Suppléant	
037. 19 CNE LES COSTES-GOZON : BEA Jean-Marc , Titulaire	
038. 19 CNE LES COSTES-GOZON : AUBELEAU Marylène , Suppléant	
039. 20 CNE LESTRADE-ET-THOUELS : JOSEPH Alain , Titulaire	
040. 20 CNE LESTRADE-ET-THOUELS : CASTANIER Bernard , Suppléant	
041. 21 CNE L'HOSPITALET-DU-LARZAC : SINTES Jérôme , Titulaire Pouvoir de St Eulalie de Cernon	
042. 21 CNE L'HOSPITALET-DU-LARZAC : GELY Cyril , Suppléant	
043. 22 CNE MARNHAGUES-ET-LATOUR : ANTOINE Nicole , Titulaire	
044. 22 CNE MARNHAGUES-ET-LATOUR : DURAND Fernand , Suppléant	
045. 23 CNE MILLAU : PEYRETOUT Severine , Titulaire Pouvoir de P. RAMONDENC	
046. 23 CNE MILLAU : DURAND Michel , Suppléant	
047. 24 CNE MILLAU : WOHREL Nicolas , Titulaire	
048. 24 CNE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
049. 25 CNE MILLAU : ESON Aurélie , Titulaire	
050. 25 CNE MILLAU : PANIS Marie-Eve , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

051. 26 CNE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire Pouvoir à S. PEYRETOUT	
052. 26 CNE MILLAU : HAUMAITRE Karine , Suppléant	
053. 27 CNE MONTJAUX : CAVALIER Philippe , Titulaire Pouvoir de Castelman Péguyrot	
054. 27 CNE MONTJAUX : POLLET Florence , Suppléant	
055. 28 CNE MOSTUEJOULS : DUMAS Jean-François , Titulaire Pouvoir à Peyreleau	
056. 28 CNE MOSTUEJOULS : BEDEL Christine , Suppléant	
057. 29 CNE NANT : DELMAS Alain , Titulaire	
058. 29 CNE NANT : FRENEHARD Anne-Marie , Suppléant	
059. 30 CNE PAULHE : PAILHAS Bernadette , Titulaire	
060. 30 CNE PAULHE : JULIEN Frédéric , Suppléant	
061. 31 CNE PEYRELEAU : ROUGET Alain , Titulaire Pouvoir de Mostuéjouls	
062. 31 CNE PEYRELEAU : ESPINASSE Joël , Suppléant	
063. 32 CNE RIVIERE-SUR-TARN : MAURY Bernard , Titulaire	
064. 32 CNE RIVIERE-SUR-TARN : SALSON Patrick , Suppléant	
065. 33 CNE ST-ANDRE-DE-VEZINES : BOUDES Christian , Titulaire	
066. 33 CNE ST-ANDRE-DE-VEZINES : ROQUES Audrey , Suppléant	
067. 34 CNE ST-BEAULIZE : CAZOTTES Guy , Titulaire	
068. 34 CNE ST-BEAULIZE : DUCROS Jean , Suppléant	
069. 35 CNE ST-BEAUZELY : MALINOWSKI-BERTRAND Magali , Titulaire	
070. 35 CNE ST-BEAUZELY : LUSPIN Olivier , Suppléant	
071. 36 CNE STE-EULALIE-DE-CERNON : GENIEZ Victorien , Titulaire Pouvoir à l'Hospitalet	
072. 36 CNE STE-EULALIE-DE-CERNON : CADENET Thierry , Suppléant	
073. 37 CNE ST-GEORGES-DE-LUZENCON : MUYS Elisabeth , Titulaire	
074. 37 CNE ST-GEORGES-DE-LUZENCON : BERNARD Jean-Luc , Suppléant	
075. 38 CNE ST-JEAN-DU-BRUEL : VIDAL Didier , Titulaire Pouvoir à Fondeurle	
076. 38 CNE ST-JEAN-DU-BRUEL : VIALA Daniel , Suppléant	
077. 39 CNE ST-JEAN-ET-ST-PAUL : SENTY Michel , Titulaire	
078. 39 CNE ST-JEAN-ET-ST-PAUL : SAUVEPLANE Pierre , Suppléant	
079. 40 CNE ST-ROME-DE-TARN : ARLES Jacques , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

080. 40 CNE ST-ROME-DE-TARN : MANCINO Francis , Suppléant	
081. 41 CNE ST-VICTOR-ET-MELVIEU : ALRIQUET Julie , Titulaire Pouvoir de Le Truel	
082. 41 CNE ST-VICTOR-ET-MELVIEU : LAVABRE Jordy , Suppléant	
083. 42 CNE SAUCLIERES : NEGROS Bernadette , Titulaire Pouvoir de Viala du Pas de Jaux	
084. 42 CNE SAUCLIERES : VEYRIE Tessa , Suppléant	
085. 43 CNE VERRIERES : JEANJEAN Romain , Titulaire Pouvoir de Aguessac .	
086. 43 CNE VERRIERES : BOYER Dominique , Suppléant	
087. 44 CNE VEYREAU : MARLAS Loïc , Titulaire	
088. 44 CNE VEYREAU : AUSTRUY Nicolas , Suppléant	
089. 45 CNE VIALA-DU-PAS-DE-JAUX : ASTRUC Caroline , Titulaire Pouvoir à Saucliere	
090. 45 CNE VIALA-DU-PAS-DE-JAUX : MOULIERES Lucien , Suppléant	
091. 46 CNE VIALA-DU-TARN : THOMAS Mickaël , Titulaire	
092. 46 CNE VIALA-DU-TARN : LE MERRE Marie-Hélène , Suppléant	
093. 1 CC CAUSSES A L'AUBRAC : CROS Sébastien , Titulaire Pouvoir à CC Mr Rance Rougiers.	
094. 1 CC CAUSSES A L'AUBRAC : CARNAC André , Suppléant	
095. 2 CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire Pouvoir de CC Causses	
096. 2 CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
097. 3 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
098. 3 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
099. 4 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
100. 4 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par (1) Monsieur Richard FIOL, Président du SM, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le 8 avril 2024

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil syndical.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

R. FIOL, Président du S.M

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_016-BF
Reçu le 11/04/2024

DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL
DES GRANDS CAUSSES

DELIBERATION N° 2024- 017 DU COMITE SYNDICAL

Séance du 8 avril 2024

Approbation du compte de gestion par Madame Isabelle BESSARD-LURBE,
Responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Affrique,
du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

Le Comité syndical, réuni sous la présidence de Monsieur Richard FIOL, Président du syndicat mixte du Parc ;

Après s'être fait présenter le budget primitif annexe SPANC de l'exercice 2023, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer en l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif SPANC de l'exercice 2023 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Fait et délibéré à Roquefort sur Soulzon, le 8 avril 2024

Ont signé cette délibération :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Dominique MAURY Pouvoir à Verrières
Titulaire Commune Aguessac

Anne PAILHAS
Suppléant Commune Aguessac

Marie-Chantal CALMES
Titulaire Commune Ayssènes

Jérôme GRIALOU
Suppléant Commune Ayssènes

Jean-Luc CRASSOUS
Titulaire Commune Broquiès

Christian BRENGUES
Suppléant Commune Broquiès

Régis COLSON
Titulaire Commune Brousse-Le-Château

Pierre PEIFFER
Suppléant Commune Brousse-Le-Château

Marie JEANJEAN Pouvoir à Montjaux
Titulaire Commune Castelnau-Pégayrols

Jérémie GAYRAUD
Suppléant Commune Castelnau-Pégayrols

Loïc ALMERAS
Titulaire Commune Compeyre

Jean BLANCHOT
Suppléant Commune Compeyre

Mathieu LAMBRECHT
Titulaire Commune Comprégnac

Patrick LEPETIT
Suppléant Commune Comprégnac

Jean-Michel PINAULT
Titulaire Commune Cornus

Frédéric PAUL
Suppléant Commune Cornus

Franck LE MOUTON-MAZIERES
Titulaire Commune Creissels

Roger BOUDES
Suppléant Commune Creissels

Martine RODRIGUEZ
Titulaire Commune Fondamente
Pouvoir à St Jean Brief

Bastien FABRE
Suppléant Commune Fondamente

Bastien GIACOBBI
Titulaire Commune La Bastide-Pradines

Magali COMBY
Suppléant Commune La Bastide-Pradines

François RODRIGUEZ
Titulaire Commune La Cavalerie

Claudine DELACROIX PAGES
Suppléant Commune La Cavalerie

Sylvain GOLEO
Titulaire Commune La Couvertoirade

Madeleine SARROUY
Suppléant Commune La Couvertoirade

Christophe FROMENT
Titulaire Commune La Cresse

Laurence VALETTE
Suppléant Commune La Cresse

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Florence DELORT
Titulaire Commune La Roque-Sainte-Marguerite

Marie-Françoise BLANC
Suppléant Commune La Roque-Sainte-Marguerite

Adrien BOUDES
Titulaire Commune de Lapanouse-de-Cernon

Thierry BERNAT
Suppléant Commune de Lapanouse-de-Cernon

Philippe GOUT
Titulaire Commune Le Clapier

Katia PUEL
Suppléant Commune Le Clapier

Christian GINESTE Pouvoir à ST Victor Meliner
Titulaire Commune Le Truel

Emmanuelle CAZOTTES
Suppléant Commune Le Truel

Jean-Marc BEA
Titulaire Commune Les Costes Gozon

Marylène AUBELEAU
Suppléant Commune Les Costes Gozon

Alain JOSEPH
Titulaire Commune Lestrade-et-Thouels

Bernard CASTANIER
Suppléant Commune Lestrade-et-Thouels

Jérôme SINTES Pouvoir de St Eulalie Cernon
Titulaire Commune L'Hospitalet-du-Larzac

Cyril GELY
Suppléant Commune L'Hospitalet-du-Larzac

Nicole ANTOINE Pouvoir Pinhuet
Titulaire Commune Marnhargues-et-Latour

Fernand DURAND
Suppléant Commune Marnhargues-et-Latour

Séverine PEYRETOUT Pouvoir de P RAMONDENC
Titulaire Commune Millau

Michel DURAND
Suppléant Commune Millau

Nicolas WOHREL
Titulaire Commune Millau

Yannick DOULS
Suppléant Commune Millau

Aurélie ESON
Titulaire Commune Millau

Marie-Eve PANIS
Suppléant Commune Millau

Philippe RAMONDENC Pouvoir à S. PEYRETOUT
Titulaire Commune Millau

Karine HAUMAITRE
Suppléant Commune Millau

Philippe CAVALIER Pouvoir de Castelnau Pegayrols
Titulaire Commune Montjaux

Florence POLLET
Suppléant Commune Montjaux

Jean-François DUMAS Pouvoir Peyreleau
Titulaire Commune Mostuéjouls

Christine BEDEL
Suppléant Commune Mostuéjouls

Alain DELMAS
Titulaire Commune Nant

Anne-Marie FRENEHARD
Suppléant Commune Nant

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Bernadette PAILHAS
Titulaire Commune Paulhe

Frédéric JULIEN
Suppléant Commune Paulhe

Alain ROUGET Pouvoir de Mostuejouls
Titulaire Commune Peyreleau

Joël ESPINASSE
Suppléant Commune Peyreleau

Bernard MAURY
Titulaire Commune Rivière-sur-Tarn

Patrick SALSON
Suppléant Commune Rivière-sur-Tarn

Christian BOUDES
Titulaire Commune Saint-André-de-Vézines

Audrey ROQUES
Suppléant Commune Saint-André-de-Vézines

Guy CAZOTTES
Titulaire Commune Saint-Beaulize

Jean DUCROS
Suppléant Commune Saint-Beaulize

Magali MALINOWSKI-BERTRAND
Titulaire Commune Saint-Beauzély

Olivier LUSPIN
Suppléant Commune Saint-Beauzély

Victorien GENIEZ Pouvoir à Hospitalet Largac
Titulaire Commune Sainte Eulalie de Cernon

Thierry CADENET
Suppléant Commune Sainte Eulalie de Cernon

Elisabeth MUYS
Titulaire Commune Saint Georges de Luzençon

Jean-Luc BERNARD
Suppléant Commune Saint Georges de Luzençon

Didier VIDAL
Titulaire Commune Saint Jean du Bruel
Pouvoir de Foucaucourt.

Daniel VIALA
Suppléant Commune Saint Jean du Bruel

Michel SENTY
Titulaire Commune Saint Jean et Saint Paul

Pierre SAUVEPLANE
Suppléant Commune Saint Jean et Saint Paul

Jacques ARLES
Titulaire Commune Saint Rome de Tarn

Francis MANCINO
Suppléant Commune Saint Rome de Tarn

Julie ALRIQUET Pouvoir de Le Truel
Titulaire Commune Saint Victor et Melvieu

Jordy LAVABRE
Suppléant Commune Saint Victor et Melvieu

Bernadette NEGROS Pouvoir de Viola du Pas
Titulaire Commune Sauclières

Tessa VEYRIE
Suppléant Commune Sauclières

Romain JEANJEAN Pouvoir de Aguessac
Titulaire Commune Verrières

Dominique BOYER
Suppléant Commune Verrières

Loïc MARLAS
Titulaire Commune Veyreau

Nicolas AUSTRUY
Suppléant Commune Veyreau

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Caroline ASTRUC Pouvoir à Sauclières
Titulaire Commune Viala du Pas de Jaux

Lucien MOULIERES
Suppléant Commune Viala du Pas de Jaux

Mickaël THOMAS
Titulaire Commune Viala du Tarn

Marie-Hélène LE MERRE
Suppléant Commune Viala du Tarn
Oubli de signature

Sébastien CROS
Titulaire Communauté de communes Causses à l'Aubrac
Pouvoir à CC Haute Rance Rougier

André CARNAC
Suppléant Communauté de communes Causses à l'Aubrac

Cyril TOUZET
Titulaire Communauté de communes Monts, Rance et Rougier
Pouvoir CC Causse à l'Aubrac

Patrick RIVEMALE
Suppléant Communauté de communes Monts, Rance et Rougier

Bernard SIRGUE
Titulaire Communauté de communes Saint Affricain, Roquefort, 7 Vallons

Thierry ARNAL
Suppléant Communauté de communes Saint Affricain, Roquefort, 7 Vallons

Gérard CAILHOL
Titulaire Communauté de communes Saint Affricain, Roquefort, 7 Vallons

Thierry ROQUES
Suppléant Communauté de communes Saint Affricain, Roquefort, 7 Vallons

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Pour expédition conforme, le Président
Richard FIOL, Président du SM

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC SAINT-AFFRIQUE
N° CODIQUE 012038
Date Edition : 12/03/2024
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 84101
N° de SIRET 25120134900023

SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2023

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Isabelle BESSARD-LURBE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2023 AU 12/03/2024

Nomenclature M49
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 35
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 36
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 47
4EME PARTIE : Page des signatures 48

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**16,02**	Dotations	
Terrains		Fonds Globalisés	
Constructions		Réserves	2,09
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	132,41
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	6,00
Autres immobilisations corporelles		Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)		Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**16,02**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**140,50**
Créances	59,08	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	
Disponibilités	169,05	Fournisseurs(2)	39,24
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	63,58
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**228,13**	**Total dettes à court terme**	**102,82**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**102,82**
		Comptes de régularisations	**0,83**
TOTAL ACTIF	**244,15**	**TOTAL PASSIF**	**244,15**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études, de R et D				
	Conces, brev, licences, marques, procéd	16 020,00		16 020,00	
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété				
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop				
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession ou à				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Constructions mises à disposition				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo				
	MONTANT A REPORTER	16 020,00		16 020,00	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	16 020,00		16 020,00	
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**16 020,00**		**16 020,00**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	58 950,87		58 950,87	62 408,82
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres				
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP				
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances	130,62		130,62	
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	169 048,06		169 048,06	172 592,36
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**228 129,55**		**228 129,55**	**235 001,18**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser				138,00
	Écarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				**138,00**
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**244 149,55**		**244 149,55**	**235 139,18**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves	2 088,00	2 088,00
	Report à nouveau	132 413,00	139 680,52
	Résultat de l'exercice	6 001,55	-7 267,52
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**140 502,55**	**134 501,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits		
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés	39 236,20	31 788,25
	Dettes fiscales et sociales	1 258,00	1 459,00
	Autres		
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	61 490,38	59 334,05
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes	831,22	1 869,07
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**102 815,80**	**94 450,37**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	831,20	6 187,81
	Écart de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**831,20**	**6 187,81**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**244 149,55**	**235 139,18**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	24,04	39,38
Produits des services	300,74	271,20
Autres produits	0,04	
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	324,82	310,59
Traitements, salaires, charges sociales	174,03	169,15
Achats et charges externes	130,30	136,41
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions		
Autres charges	11,18	12,02
Charges courantes non financières	315,51	317,58
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**9,31**	**-7,00**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**9,31**	**-7,00**
Produits exceptionnels	0,55	
Charges exceptionnelles	3,85	0,27
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-3,31**	**-0,27**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**6,00**	**-7,27**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Prestations de services	300 741,70	271 202,40
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	24 035,00	39 384,12
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	41,93	0,21
TOTAL I	**324 818,63**	**310 586,73**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	130 301,06	136 407,97
Impôts et taxes sur rémunérations	10 563,73	11 983,57
Autres impôts, taxes et versem assimilés		
Salaires et traitements	120 652,85	122 556,53

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Charges sociales	53 373,17	46 594,94
Dotations amortissements sur immob		
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges	619,89	39,24
TOTAL II	**315 510,70**	**317 582,25**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**9 307,93**	**-6 995,52**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de VMP		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV		
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RESULTAT COURANT	**9 307,93**	**-6 995,52**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	416,00	
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital	130,62	
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**546,62**	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	3 853,00	272,00
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	**3 853,00**	**272,00**
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**-3 306,38**	**-272,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	325 365,25	310 586,73
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	319 363,70	317 854,25
RESULTAT DE L'EXERCICE	6 001,55	-7 267,52

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Opérations Compte de Tiers

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Opérations Compte de Tiers

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Résultats budgétaires de l'exercice

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	20 000,00	460 063,35	480 063,35
Titres de recette émis (b)		337 900,11	337 900,11
Réductions de titres (c)		12 146,00	12 146,00
Recettes nettes (d = b - c)		325 754,11	325 754,11
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	20 000,00	460 063,35	480 063,35
Mandats émis (f)	16 020,00	319 752,56	335 772,56
Annulations de mandats (g)			
Depenses nettes (h = f - g)	16 020,00	319 752,56	335 772,56
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		6 001,55	
(h - d) Déficit	16 020,00		10 018,45

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES					
Investissement	2 088,00		-16 020,00		-13 932,00
Fonctionnement	132 413,00		6 001,55		138 414,55
Sous-Total	**134 501,00**		**-10 018,45**		**124 482,55**
TOTAL III	**134 501,00**		**-10 018,45**		**124 482,55**
TOTAL I + II + III	**134 501,00**		**-10 018,45**		**124 482,55**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
Opération n° 16	Opération d'équipement n° 16	20 000,00		20 000,00	16 020,00		16 020,00	3 980,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**20 000,00**		**20 000,00**	**16 020,00**		**16 020,00**	**3 980,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**20 000,00**		**20 000,00**	**16 020,00**		**16 020,00**	**3 980,00**
TOTAL GENERAL		**20 000,00**		**20 000,00**	**16 020,00**		**16 020,00**	**3 980,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
021	Virement de la section d'exploitation (section d'investissement)	17 912,00		17 912,00				17 912,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**17 912,00**		**17 912,00**				**17 912,00**
001	Excédent ou déficit d'investissement reporté au budget	2 088,00		2 088,00				2 088,00
TOTAL GENERAL		**20 000,00**		**20 000,00**				**20 000,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	89 600,00	1 900,00	91 500,00	68 885,68		68 885,68	22 614,32
012	Charges de personnel et frais assimilés	253 600,00	1 500,00	255 100,00	246 393,99		246 393,99	8 706,01
65	Autres charges de gestion courante	15 200,00		15 200,00	619,89		619,89	14 580,11
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	2 300,00	5 300,00	3 853,00		3 853,00	1 447,00
68	Dotations aux provisions et aux depreciations (semi-budgétaires)	75 000,00		75 000,00				75 000,00
022	Dépenses imprévues de la section d'exploitation	5 751,35	-5 700,00	51,35				51,35
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**442 151,35**		**442 151,35**	**319 752,56**		**319 752,56**	**122 398,79**
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	17 912,00		17 912,00				17 912,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**17 912,00**		**17 912,00**				**17 912,00**
TOTAL GENERAL		**460 063,35**		**460 063,35**	**319 752,56**		**319 752,56**	**140 310,79**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	500,00		500,00	388,86		388,86	111,14
70	Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises	300 965,00		300 965,00	312 887,70	12 146,00	300 741,70	223,30
74	Subventions d'exploitation	25 435,35		25 435,35	24 035,00		24 035,00	1 400,35
75	Autres produits de gestion courante	50,00		50,00	41,93		41,93	8,07
77	Produits exceptionnels	700,00		700,00	546,62		546,62	153,38
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**327 650,35**		**327 650,35**	**337 900,11**	**12 146,00**	**325 754,11**	**1 896,24**
002	Résultat d'exploitation reporté	132 413,00		132 413,00				132 413,00
TOTAL GENERAL		**460 063,35**		**460 063,35**	**337 900,11**	**12 146,00**	**325 754,11**	**134 309,24**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
Opération n° 205116	Concessions et droits assimilés	16 020,00		16 020,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 16	**Opération d'équipement n° 16**	**16 020,00**		**16 020,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**16 020,00**		**16 020,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**16 020,00**		**16 020,00**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**16 020,00**		**16 020,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement	419,81		419,81
6064	Fournitures administratives	72,00		72,00
6132	Locations immobilières	7 400,00		7 400,00
61551	Matériel roulant	2 157,15		2 157,15
618	Divers	900,00		900,00
6256	Missions	279,65		279,65
6257	Réceptions	62,00		62,00
627	Services bancaires et assimilés	121,34		121,34
6281	Concours divers -cotisations	75,00		75,00
62871	à la collectivité de rattachement	57 398,73		57 398,73
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**68 885,68**		**68 885,68**
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	61 415,38		61 415,38
6311	Taxe sur les salaires	9 760,00		9 760,00
6331	Versement mobilité	683,28		683,28
6332	Cotisations versées au FNAL	120,45		120,45
6411	Salaires, appointements, commissions de base	121 041,71		121 041,71
6451	Cotisations à l'URSSAF	37 623,98		37 623,98
6453	Cotisations aux caisses de retraite	10 718,16		10 718,16
6454	Cotisations au Pôle Emploi	5 031,03		5 031,03
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**246 393,99**		**246 393,99**
6541	Créances admises en non-valeur	619,19		619,19
658	Charges diverses de gestion courante	0,70		0,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**619,89**		**619,89**
673	Titres annulés exercices antérieurs	3 853,00		3 853,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**3 853,00**		**3 853,00**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**319 752,56**		**319 752,56**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**319 752,56**		**319 752,56**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
64198	Autres remboursements	388,86		388,86
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**388,86**		**388,86**
7062	Redevances d'assainissement non collectif	312 887,70	12 146,00	300 741,70
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Ventes de produits fabriques prestations de services marchandises**	**312 887,70**	**12 146,00**	**300 741,70**
747	Subventions et participations des collectivités territoriales	24 035,00		24 035,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Subventions d'exploitation**	**24 035,00**		**24 035,00**
7588	Autres	41,93		41,93
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**41,93**		**41,93**
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur	416,00		416,00
778	Autres produits exceptionnels	130,62		130,62
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**546,62**		**546,62**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**337 900,11**	**12 146,00**	**325 754,11**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**337 900,11**	**12 146,00**	**325 754,11**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		2 088,00						2 088,00		2 088,00
106	**Sous Total compte 106**		**2 088,00**						**2 088,00**		**2 088,00**
10	**Sous Total compte 10**		**2 088,00**						**2 088,00**		**2 088,00**
110	Report à nouveau solde créditeur		139 680,52	7 267,52				7 267,52	139 680,52		132 413,00
11	**Sous Total compte 11**		**139 680,52**	**7 267,52**				**7 267,52**	**139 680,52**		**132 413,00**
12	Résultat exercice bénef ou perte	7 267,52			7 267,52			7 267,52	7 267,52		0,00
12	**Sous Total compte 12**	**7 267,52**			**7 267,52**			**7 267,52**	**7 267,52**		**0,00**
	Total classe 1	**7 267,52**	**141 768,52**	**7 267,52**	**7 267,52**			**14 535,04**	**149 036,04**		**134 501,00**
2051	Concessions et droits assimilés	14 246,40			14 246,40	16 020,00		30 266,40	14 246,40	16 020,00	
205	**Sous Total compte 205**	**14 246,40**			**14 246,40**	**16 020,00**		**30 266,40**	**14 246,40**	**16 020,00**	
20	**Sous Total compte 20**	**14 246,40**			**14 246,40**	**16 020,00**		**30 266,40**	**14 246,40**	**16 020,00**	
2183	Mat bureau mat informatique	2 650,33			2 650,33			2 650,33	2 650,33		0,00
218	**Sous Total compte 218**	**2 650,33**			**2 650,33**			**2 650,33**	**2 650,33**		**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21	**Sous Total compte 21**	**2 650,33**			**2 650,33**			**2 650,33**	**2 650,33**		**0,00**
2805	Concessions droits similaires brevets		14 246,40	14 246,40				14 246,40	14 246,40		0,00
280	**Sous Total compte 280**		**14 246,40**	**14 246,40**				**14 246,40**	**14 246,40**		**0,00**
28183	Mat bureau mat informatique		2 650,33	2 650,33				2 650,33	2 650,33		0,00
2818	**Sous Total compte 2818**		**2 650,33**	**2 650,33**				**2 650,33**	**2 650,33**		**0,00**
281	**Sous Total compte 281**		**2 650,33**	**2 650,33**				**2 650,33**	**2 650,33**		**0,00**
28	**Sous Total compte 28**		**16 896,73**	**16 896,73**				**16 896,73**	**16 896,73**		**0,00**
	Total classe 2	**16 896,73**	**16 896,73**	**16 896,73**	**16 896,73**	**16 020,00**		**49 813,46**	**33 793,46**	**16 020,00**	
4011	Fournisseurs		31 788,25	50 807,42	58 255,37			50 807,42	90 043,62		39 236,20
401	**Sous Total compte 401**		**31 788,25**	**50 807,42**	**58 255,37**			**50 807,42**	**90 043,62**		**39 236,20**
4041	Fournis immob			16 020,00	16 020,00			16 020,00	16 020,00		0,00
404	**Sous Total compte 404**			**16 020,00**	**16 020,00**			**16 020,00**	**16 020,00**		**0,00**
40	**Sous Total compte 40**		**31 788,25**	**66 827,42**	**74 275,37**			**66 827,42**	**106 063,62**		**39 236,20**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
411	Clients	56 849,85		312 887,70	324 282,01			369 737,55	324 282,01	45 455,54	
4161	Créances douteuses	5 558,97		12 936,55	5 000,19			18 495,52	5 000,19	13 495,33	
416	**Sous Total compte 416**	**5 558,97**		**12 936,55**	**5 000,19**			**18 495,52**	**5 000,19**	**13 495,33**	
41	**Sous Total compte 41**	**62 408,82**		**325 824,25**	**329 282,20**			**388 233,07**	**329 282,20**	**58 950,87**	
421	Personnel - rémunérations dues			94 135,50	94 135,50			94 135,50	94 135,50		0,00
42	**Sous Total compte 42**			**94 135,50**	**94 135,50**			**94 135,50**	**94 135,50**		**0,00**
431	Sécurite sociale			57 833,78	57 833,78			57 833,78	57 833,78		0,00
437	Autres organismes sociaux			12 297,76	12 297,76			12 297,76	12 297,76		0,00
43	**Sous Total compte 43**			**70 131,54**	**70 131,54**			**70 131,54**	**70 131,54**		**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			19 835,00	19 835,00			19 835,00	19 835,00		0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux			2 327,00	2 327,00			2 327,00	2 327,00		0,00
441	**Sous Total compte 441**			**22 162,00**	**22 162,00**			**22 162,00**	**22 162,00**		**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			716,93	791,93			716,93	791,93		75,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
442	**Sous Total compte 442**			**716,93**	**791,93**			**716,93**	**791,93**		**75,00**
4431	Opér particul avec Etat dépenses		59 334,05	69 563,37	71 644,70			69 563,37	130 978,75		61 415,38
443	**Sous Total compte 443**		**59 334,05**	**69 563,37**	**71 644,70**			**69 563,37**	**130 978,75**		**61 415,38**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		1 459,00	20 121,34	19 920,34			20 121,34	21 379,34		1 258,00
44	**Sous Total compte 44**		**60 793,05**	**112 563,64**	**114 518,97**			**112 563,64**	**175 312,02**		**62 748,38**
466	Excédt de verSEMent		1 292,23	2 806,87	1 833,02			2 806,87	3 125,25		318,38
46711	Autres comptes créditeurs		576,84	3 091,65	3 027,65			3 091,65	3 604,49		512,84
4671	**Sous Total compte 4671**		**576,84**	**3 091,65**	**3 027,65**			**3 091,65**	**3 604,49**		**512,84**
46721	Débiteurs divers - amiable			130,62				130,62		130,62	
4672	**Sous Total compte 4672**			**130,62**				**130,62**		**130,62**	
467	**Sous Total compte 467**		**576,84**	**3 222,27**	**3 027,65**			**3 222,27**	**3 604,49**		**382,22**
46	**Sous Total compte 46**		**1 869,07**	**6 029,14**	**4 860,67**			**6 029,14**	**6 729,74**		**700,60**
4712	Viremts réimputés			128,59	128,59			128,59	128,59		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4713	Recettes percues avant émission titres		5 768,77	27 446,87	21 678,10			27 446,87	27 446,87		0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		419,04	13 800,75	14 039,91			13 800,75	14 458,95		658,20
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			516,00	689,00			516,00	689,00		173,00
47141	**Sous Total compte 47141**		**419,04**	**14 316,75**	**14 728,91**			**14 316,75**	**15 147,95**		**831,20**
47143	Flux d'encaissements à réimputer			109,00	109,00			109,00	109,00		0,00
4714	**Sous Total compte 4714**		**419,04**	**14 425,75**	**14 837,91**			**14 425,75**	**15 256,95**		**831,20**
4718	Autres recettes à régulariser			536,22	536,22			536,22	536,22		0,00
471	**Sous Total compte 471**		**6 187,81**	**42 537,43**	**37 180,82**			**42 537,43**	**43 368,63**		**831,20**
4721	Dép sans mandatement préalable			5 770,27	5 770,27			5 770,27	5 770,27		0,00
4722	DACR commission carte bancaire			121,34	121,34			121,34	121,34		0,00
4728	DACR - autres dépenses à régul			17 603,46	17 603,46			17 603,46	17 603,46		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**23 495,07**	**23 495,07**			**23 495,07**	**23 495,07**		**0,00**
4751	Redevables sur rôle			305 050,10	305 050,10			305 050,10	305 050,10		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4757	Produits sur rôle			305 050,10	305 050,10			305 050,10	305 050,10		0,00
475	**Sous Total compte 475**			**610 100,20**	**610 100,20**			**610 100,20**	**610 100,20**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**		**6 187,81**	**676 132,70**	**670 776,09**			**676 132,70**	**676 963,90**		**831,20**
	Total classe 4	**62 408,82**	**100 638,18**	**1 351 644,19**	**1 357 980,34**			**1 414 053,01**	**1 458 618,52**	**59 081,49**	**103 647,00**
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			32 694,40	32 694,40			32 694,40	32 694,40		0,00
51172	Chèques impayés			73,00	73,00			73,00	73,00		0,00
5117	**Sous Total compte 5117**			**73,00**	**73,00**			**73,00**	**73,00**		**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent	144,00		3 570,80	3 714,80			3 714,80	3 714,80		0,00
511	**Sous Total compte 511**	**144,00**		**36 338,20**	**36 482,20**			**36 482,20**	**36 482,20**		**0,00**
515	Compte au trésor	172 448,36		344 283,05	347 683,35			516 731,41	347 683,35	169 048,06	
51	**Sous Total compte 51**	**172 592,36**		**380 621,25**	**384 165,55**			**553 213,61**	**384 165,55**	**169 048,06**	
584	Encaissements chèques par lecture opt	138,00		52 432,84	52 570,84			52 570,84	52 570,84		0,00
5872	Cpte pivot - ANV			619,19	619,19			619,19	619,19		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
587	**Sous Total compte 587**			**619,19**	**619,19**			**619,19**	**619,19**		**0,00**
588	Autres virements internes			773,00	773,00			773,00	773,00		0,00
58	**Sous Total compte 58**	**138,00**		**53 825,03**	**53 963,03**			**53 963,03**	**53 963,03**		**0,00**
	Total classe 5	**172 730,36**		**434 446,28**	**438 128,58**			**607 176,64**	**438 128,58**	**169 048,06**	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					419,81		419,81		419,81	
6064	Fournitures administratives					72,00		72,00		72,00	
606	**Sous Total compte 606**					**491,81**		**491,81**		**491,81**	
60	**Sous Total compte 60**					**491,81**		**491,81**		**491,81**	
6132	Locations immobilières					7 400,00		7 400,00		7 400,00	
613	**Sous Total compte 613**					**7 400,00**		**7 400,00**		**7 400,00**	
61551	Mat roulant					2 157,15		2 157,15		2 157,15	
6155	**Sous Total compte 6155**					**2 157,15**		**2 157,15**		**2 157,15**	
615	**Sous Total compte 615**					**2 157,15**		**2 157,15**		**2 157,15**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
618	Divers					900,00		900,00		900,00	
61	**Sous Total compte 61**					**10 457,15**		**10 457,15**		**10 457,15**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					61 415,38		61 415,38		61 415,38	
621	**Sous Total compte 621**					**61 415,38**		**61 415,38**		**61 415,38**	
6256	Missions					279,65		279,65		279,65	
6257	Réceptions					62,00		62,00		62,00	
625	**Sous Total compte 625**					**341,65**		**341,65**		**341,65**	
627	Services bancaires et assimilés					121,34		121,34		121,34	
6281	Concours divers - cotisations					75,00		75,00		75,00	
62871	à la collectivité de rattachement					57 398,73		57 398,73		57 398,73	
6287	**Sous Total compte 6287**					**57 398,73**		**57 398,73**		**57 398,73**	
628	**Sous Total compte 628**					**57 473,73**		**57 473,73**		**57 473,73**	
62	**Sous Total compte 62**					**119 352,10**		**119 352,10**		**119 352,10**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6311	Taxe sur les salaires					9 760,00		9 760,00		9 760,00	
631	**Sous Total compte 631**					**9 760,00**		**9 760,00**		**9 760,00**	
6331	Versement mobilité					683,28		683,28		683,28	
6332	Cotisations versées au FNAL					120,45		120,45		120,45	
633	**Sous Total compte 633**					**803,73**		**803,73**		**803,73**	
63	**Sous Total compte 63**					**10 563,73**		**10 563,73**		**10 563,73**	
6411	Salaires,appoi base					121 041,71		121 041,71		121 041,71	
64198	Autres remboursements						388,86		388,86		388,86
6419	**Sous Total compte 6419**						**388,86**		**388,86**		**388,86**
641	**Sous Total compte 641**					**121 041,71**	**388,86**	**121 041,71**	**388,86**	**120 652,85**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					37 623,98		37 623,98		37 623,98	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					10 718,16		10 718,16		10 718,16	
6454	Cotisations au Pôle Emploi					5 031,03		5 031,03		5 031,03	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
645	**Sous Total compte 645**					**53 373,17**		**53 373,17**		**53 373,17**	
64	**Sous Total compte 64**					**174 414,88**	**388,86**	**174 414,88**	**388,86**	**174 026,02**	
6541	Créances admises en non-valeur					619,19		619,19		619,19	
654	**Sous Total compte 654**					**619,19**		**619,19**		**619,19**	
658	Charges diverses gest courante					0,70		0,70		0,70	
65	**Sous Total compte 65**					**619,89**		**619,89**		**619,89**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					3 853,00		3 853,00		3 853,00	
67	**Sous Total compte 67**					**3 853,00**		**3 853,00**		**3 853,00**	
	Total classe 6					**319 752,56**	**388,86**	**319 752,56**	**388,86**	**319 752,56**	**388,86**
7062	Redevance d'assainisSEMer non collectif					12 146,00	312 887,70	12 146,00	312 887,70		300 741,70
706	**Sous Total compte 706**					**12 146,00**	**312 887,70**	**12 146,00**	**312 887,70**		**300 741,70**
70	**Sous Total compte 70**					**12 146,00**	**312 887,70**	**12 146,00**	**312 887,70**		**300 741,70**
747	Subv participations coll territoriales						24 035,00		24 035,00		24 035,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74	**Sous Total compte 74**						**24 035,00**		**24 035,00**		**24 035,00**
7588	Autres						41,93		41,93		41,93
758	**Sous Total compte 758**						**41,93**		**41,93**		**41,93**
75	**Sous Total compte 75**						**41,93**		**41,93**		**41,93**
7714	Recouvrement sur créances admises en nv						416,00		416,00		416,00
771	**Sous Total compte 771**						**416,00**		**416,00**		**416,00**
778	Autres produits exceptionnels						130,62		130,62		130,62
77	**Sous Total compte 77**						**546,62**		**546,62**		**546,62**
	Total classe 7					**12 146,00**	**337 511,25**	**12 146,00**	**337 511,25**		**325 365,25**
	Total général	**259 303,43**	**259 303,43**	**1 810 254,72**	**1 820 273,17**	**347 918,56**	**337 900,11**	**2 417 476,71**	**2 417 476,71**	**563 902,11**	**563 902,11**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Page des signatures

84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES Exercice 2023

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

POPEK Liudmila (1040297383-0), Contrôleur des Finances Publiques 2ème classe A **DDFiP DE L'AVEYRON**, le **13/03/2024**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES** pendant l'année **2023** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

TONDUT Benjamin (1041136830-0), Inspecteur des Finances Publiques A **SAINT-AFFRIQUE**, le **20/03/2024**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_017-BF
Reçu le 11/04/2024

Département : AVEYRON	**DELIBERATION N°2024-** 018 **du COMITE SYNDICAL SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF SPANC DE L'EXERCICE 2023**	Nombre de membres en exercice : 50
SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES		Nombre de membres présents : 25
	Séance du 8 avril 2024	Nombre de suffrages exprimés : 33

Le comité syndical réuni sous la présidence de séance de Monsieur Richard FIOL
délibérant sur le compte administratif du budget annexe SPANC de l'exercice 2023 dressé par Monsieur Richard FIOL, Président du syndicat mixte après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	INVESTISSEMENTS		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats de l'exercice 2022		2 088,00		132 413,00		134 501,00
Transfert à la sect°d'investissemt						
Résultats cumulés reportés 2022		**2 088,00**		**132 413,00**		**134 501,00**
Opérations de l'exercice 2023	16 020,00	0,00	319 752,56	325 754,11	335 772,56	325 754,11
Résultats de l'exercice 2023	**16 020,00**			**6 001,55**	**10 018,45**	
RESULTATS DE CLOTURE en €	**13 932,00**			**138 414,55**		**124 482,55**

Affectation des résultats

Résultat excédentaire de fonctionnement de l'exercice 2023 en €	**138 414,55**
Affectation du résultat prévu au BP 2024 :	
- En section de fonctionnement - article 002 "Excédent d'exploitation reporté" - report à nouveau en €	**124 482,55**
- En section d'investissement - article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" en €	**13 932,00**

Résultat déficitaire d'investissement de l'exercice 2023 en €	**13 932,00**
Affectation du résultat prévu au BP 2024 :	
- En section d'investissement : article 001 "Déficit d'investissement reporté" en €	**13 932,00**

2° Constate, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4° Voté et arrêté les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_018-BF
Reçu le 11/04/2024

Les membres du Comité syndical :

Dominique MAURY Pouvoir à Verrières Titulaire Commune Aguessac	**Anne PAILHAS** Suppléant Commune Aguessac
Marie-Chantal CALMES Titulaire Commune Ayssènes	**Jérôme GRIALOU** Suppléant Commune Ayssènes
Jean-Luc CRASSOUS Titulaire Commune Broquiès	**Christian BRENGUES** Suppléant Commune Broquiès
Régis COLSON Titulaire Commune Brousse-Le-Château	**Pierre PEIFFER** Suppléant Commune Brousse-Le-Château
Marie JEANJEAN Pouvoir à Hautpoul Titulaire Commune Castelnau-Pégayrols	**Jérémie GAYRAUD** Suppléant Commune Castelnau-Pégayrols
Loïc ALMERAS Titulaire Commune Compeyre	**Jean BLANCHOT** Suppléant Commune Compeyre
Mathieu LAMBRECHT Titulaire Commune Comprégnac	**Patrick LEPETIT** Suppléant Commune Comprégnac
Jean-Michel PINAULT Titulaire Commune Cornus	**Frédéric PAUL** Suppléant Commune Cornus
Franck LE MOUTON-MAZIERES Titulaire Commune Creissels	**Roger BOUDES** Suppléant Commune Creissels
Martine RODRIGUEZ Titulaire Commune Fondamente Pouvoir à St Jean Paul	**Bastien FABRE** Suppléant Commune Fondamente
Bastien GIACOBBI Titulaire Commune La Bastide-Pradines	**Magali COMBY** Suppléant Commune La Bastide-Pradines

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_018-BF
Reçu le 11/04/2024

François RODRIGUEZ Titulaire Commune La Cavalerie	**Claudine DELACROIX PAGES** Suppléant Commune La Cavalerie
Sylvain GOLEO Titulaire Commune La Couvertoirade	**Madeleine SARROUY** Suppléant Commune La Couvertoirade
Christophe FROMENT Titulaire Commune La Cresse	**Laurence VALETTE** Suppléant Commune La Cresse
Florence DELORT Titulaire Commune La Roque-Sainte-Marguerite	**Marie-Françoise BLANC** Suppléant Commune La Roque-Sainte-Marguerite
Adrien BOUDES Titulaire Commune Lapanouse-de-Cernon	**Thierry BERNAT** Suppléant Commune Lapanouse-de-Cernon
Philippe GOUT Titulaire Commune Le Clapier	**Katia PUEL** Suppléant Commune Le Clapier
Christian GINESTE Pouvoir à St Victor et Melvieu Titulaire Commune Le Truel	**Emmanuelle CAZOTTES** Suppléant Commune Le Truel
Jean-Marc BEA Titulaire Commune Les Costes Gozon	**Marylène AUBELEAU** Suppléant Commune Les Costes Gozon
Alain JOSEPH Titulaire Commune Lestrade-et-Thouels	**Bernard CASTANIER** Suppléant Commune Lestrade-et-Thouels
Jérôme SINTES Pouvoir de Ste Eulalie de Cernon Titulaire Commune L'Hospitalet-du-Larzac	**Cyril GELY** Suppléant Commune L'Hospitalet-du-Larzac
Nicole ANTOINE Titulaire Commune Marnhargues-et-Latour	**Fernand DURAND** Suppléant Commune Marnhargues-et-Latour

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_018-BF
Reçu le 11/04/2024

Séverine PEYRETOUT Pouvoir de Mr. Ramondenc Titulaire Commune Millau	**Michel DURAND** Suppléant Commune Millau
Nicolas WOHREL Titulaire Commune Millau	**Yannick DOULS** Suppléant Commune Millau
Aurélie ESON Titulaire Commune Millau	**Marie-Eve PANIS** Suppléant Commune Millau
Philippe RAMONDENC Pouvoir à S. Peyretout Titulaire Commune Millau	**Karine HAUMAITRE** Suppléant Commune Millau
Philippe CAVALIER Pouvoir de Cavalerie Peyrelau Titulaire Commune Montjaux	**Florence POLLET** Suppléant Commune Montjaux
Jean-François DUMAS Pouvoir à Peyreleau Titulaire Commune Mostuéjouls	**Christine BEDEL** Suppléant Commune Mostuéjouls
Alain DELMAS Titulaire Commune Nant	**Anne-Marie FRENEHARD** Suppléant Commune Nant
Bernadette PAILHAS Titulaire Commune Paulhe	**Frédéric JULIEN** Suppléant Commune Paulhe
Alain ROUGET Pouvoir de Mr Mahejoul Titulaire Commune Peyreleau	**Joël ESPINASSE** Suppléant Commune Peyreleau
Bernard MAURY Titulaire Commune Rivière-sur-Tarn	**Patrick SALSON** Suppléant Commune Rivière-sur-Tarn
Christian BOUDES Titulaire Commune Saint-André-de-Vézines	**Audrey ROQUES** Suppléant Commune Saint-André-de-Vézines

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_018-BF
Reçu le 11/04/2024

Guy CAZOTTES Titulaire Commune Saint Beaulize	**Jean DUCROS** Suppléant Commune Saint Beaulize
Magali MALINOWSKI-BERTRAND Titulaire Commune Saint Beauzély	**Olivier LUSPIN** Suppléant Commune Saint Beauzély
Victorien GENIEZ Pouvoir à l'Hospitalet du Larzac Titulaire Commune Sainte Eulalie de Cernon	**Thierry CADENET** Suppléant Commune Sainte Eulalie de Cernon
Elisabeth MUYS Titulaire Commune Saint Georges de Luzençon	**Jean-Luc BERNARD** Suppléant Commune Saint Georges de Luzençon
Didier VIDAL Titulaire Commune Saint Jean du Bruel Pouvoir de Foudaumare	**Daniel VIALA** Suppléant Commune Saint Jean du Bruel
Michel SENTY Titulaire Commune Saint Jean et Saint Paul	**Pierre SAUVEPLANE** Suppléant Commune Saint Jean et Saint Paul
Jacques ARLES Titulaire Commune Saint Rome de Tarn	**Francis MANCINO** Suppléant Commune Saint Rome de Tarn
Julie ALRIQUET Pouvoir de Le Truel Titulaire Commune Saint Victor et Melvieu	**Jordy LAVABRE** Suppléant Commune Saint Victor et Melvieu
Bernadette NEGROS Pouvoir de Viola de Peyre Fade Titulaire Commune Sauclières	**Tessa VEYRIE** Suppléant Commune Sauclières
Romain JEANJEAN Pouvoir d'Aguessac Titulaire Commune Verrières	**Dominique BOYER** Suppléant Commune Verrières
Loïc MARLAS Titulaire Commune Veyreau	**Nicolas AUSTRUY** Suppléant Commune Veyreau

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_018-BF
Reçu le 11/04/2024

Caroline ASTRUC Pouvoir à Sauclières Titulaire Commune Viala du Pas de Jaux	**Lucien MOULIERES** Suppléant Commune Viala du Pas de Jaux
Mickaël THOMAS Titulaire Commune Viala du Tarn	**Marie-Hélène LE MERRE** Suppléant Commune Viala du Tarn
Sébastien CROS Titulaire Communauté de communes Causses à l'Aubrac Pouvoir à CC Monts Rance Rougier	**André CARNAC** Suppléant Communauté de communes Causses à l'Aubrac
Cyril TOUZET Pouvoir de CC Aubrac Titulaire Communauté de communes Monts, Rance et Rougier	**Patrick RIVEMALE** Suppléant Communauté de communes Monts, Rance et Rougier
Bernard SIRGUE Titulaire Communauté de communes Saint Affricain, Roquefort, 7 Vallons	**Thierry ARNAL** Suppléant Communauté de communes Saint Affricain, Roquefort, 7 Vallons
Gérard CAILHOL Titulaire Communauté de communes Saint Affricain, Roquefort, 7 Vallons	**Thierry ROQUES** Suppléant Communauté de communes Saint Affricain, Roquefort 7 Vallons

Pour expédition conforme, le Président de séance

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_018-BF
Reçu le 11/04/2024

Délibération SPANC n° 2024 -019 du Comité syndical du 8 avril 2024

Vote du Budget Primitif 2024 – SPANC

Etaient présents les représentants suivants : **26**

- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  1. *Bernard SIRGUE*
  2. *Cyril TOUZET*
  3. *Gérard CAILHOL*
- Pour le collège des communes : **23**

  Présents :
  1. *Julie ALRIQUET*
  2. *Jean-Marc BEA*
  3. *Jean BLANCHOT (suppléant)*
  4. *Philippe CAVALIER*
  5. *Régis COLSON*
  6. *Claudine DELACROIX PAGES*
  7. *Florence DELORT*
  8. *Aurélie ESON*
  9. *Anne-Marie FRENEHARD (suppléant)*
  10. *Philippe GOUT*
  11. *Jérôme GRIALOU (suppléant)*
  12. *Romain JEANJEAN*
  13. *Marie-Hélène LE MERRE (suppléante)*
  14. *Francis MANCINO (suppléant)*
  15. *Elisabeth MUYS*
  16. *Bernadette NEGROS*
  17. *Bernadette PAILHAS*
  18. *Séverine PEYRETOUT*
  19. *Jean-Michel PINAULT*
  20. *Martine RODRIGUEZ*
  21. *Alain ROUGET*
  22. *Michel SENTY*
  23. *Nicolas WOHREL*

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **9**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  1. *Sébastien CROS donne son pouvoir à Cyril TOUZET*
- Pour le collège des communes : **8**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  3. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  4. *Christian GINESTE donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  5. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  6. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  7. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  8. *Didier VIDAL donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

Excusés : **15**

- Pour le collège des groupements de communes : **/**
- Pour le collège des communes : **15**
  1. *Guy CAZOTTES*
  2. *Jean-Luc CRASSOUS*
  3. *Adrien BOUDES*
  4. *Christian BOUDES*
  5. *Christophe FROMENT*
  6. *Victorien GENIEZ*
  7. *Bastien GIACOBBI*
  8. *Sylvain GOLEO*
  9. *Alain JOSEPH*
  10. *Mathieu LAMBRECHT*
  11. *Franck LE MOUTON MAZIERES*
  12. *Magali MALINOWSKI BERTRAND*
  13. *Loïc MARLAS*
  14. *Bernard MAURY*
  15. *Jérôme SINTES*

A partir des besoins recensés et, après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés au budget primitif SPANC 2024, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	443 165,55 euros	334 703,00 euros
Opérations d'ordre	16 020,00 euros	
Résultat reporté		124 482,55 euros
TOTAL	**459 185,55 euros**	**459 185,55 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	16 020,00 euros	13 932,00 euros
Opérations d'ordre		16 020,00 euros
Résultat reporté	13 932,00 euros	
TOTAL	**29 952,00 euros**	**29 952,00 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**489 137,55 euros**	**489 137,55 euros**

VOTE : Pour : **35** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2024 relatif à la compétence SPANC du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Roquefort-sur-Soulzon, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 25120134900023	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Commune Budget SPANC

POSTE COMPTABLE DE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : SERVICES PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 18
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 21
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 23
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 24

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ....., du .....),

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	459 185,55	334 703,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 124 482,55
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	459 185,55	459 185,55

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	16 020,00	29 952,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 13 932,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	29 952,00	29 952,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	489 137,55	489 137,55

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	89 600,00	0,00	89 750,00	89 750,00	89 750,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	253 600,00	0,00	266 000,00	266 000,00	266 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	15 200,00	0,00	20 200,00	20 200,00	20 200,00
Total des dépenses de gestion des services		**358 400,00**	**0,00**	**375 950,00**	**375 950,00**	**375 950,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	0,00	6 300,00	6 300,00	6 300,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	75 000,00		60 000,00	60 000,00	60 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	5 751,35		915,55	915,55	915,55
Total des dépenses réelles d'exploitation		**442 151,35**	**0,00**	**443 165,55**	**443 165,55**	**443 165,55**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*17 912,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*16 020,00*	*16 020,00*	*16 020,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***17 912,00***		***16 020,00***	***16 020,00***	***16 020,00***
TOTAL		**460 063,35**	**0,00**	**459 185,55**	**459 185,55**	**459 185,55**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	459 185,55

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	300 965,00	0,00	319 315,00	319 315,00	319 315,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	25 435,35	0,00	14 138,00	14 138,00	14 138,00
75	Autres produits de gestion courante	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
Total des recettes de gestion des services		**326 950,35**	**0,00**	**334 003,00**	**334 003,00**	**334 003,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	700,00	0,00	700,00	700,00	700,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**327 650,35**	**0,00**	**334 703,00**	**334 703,00**	**334 703,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**327 650,35**	**0,00**	**334 703,00**	**334 703,00**	**334 703,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	124 482,55

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	459 185,55

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	16 020,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	20 000,00	0,00	16 020,00	16 020,00	16 020,00
	Total des dépenses d'équipement	**20 000,00**	**0,00**	**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**20 000,00**	**0,00**	**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**20 000,00**	**0,00**	**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	13 932,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	29 952,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	13 932,00	13 932,00	13 932,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**13 932,00**	**13 932,00**	**13 932,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**0,00**	**0,00**	**13 932,00**	**13 932,00**	**13 932,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*17 912,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*16 020,00*	*16 020,00*	*16 020,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***17 912,00***		***16 020,00***	***16 020,00***	***16 020,00***
TOTAL		**17 912,00**	**0,00**	**29 952,00**	**29 952,00**	**29 952,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**29 952,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**16 020,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	89 750,00		89 750,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	266 000,00		266 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 200,00		20 200,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	6 300,00	*0,00*	6 300,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	60 000,00	*16 020,00*	76 020,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	915,55		915,55
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**443 165,55**	***16 020,00***	**459 185,55**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**459 185,55**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	16 020,00		16 020,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**16 020,00**	***0,00***	**16 020,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**13 932,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**29 952,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	500,00		500,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	319 315,00		319 315,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	14 138,00		14 138,00
75	Autres produits de gestion courante	50,00		50,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	700,00	*0,00*	700,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**334 703,00**	***0,00***	**334 703,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	124 482,55

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	459 185,55

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*16 020,00*	16 020,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***16 020,00***	**16 020,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	13 932,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	29 952,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) SI la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**89 600,00**	**89 750,00**	**89 750,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	300,00	500,00	500,00
6064	Fournitures administratives	400,00	100,00	100,00
611	Sous-traitance générale	500,00	200,00	200,00
6132	Locations immobilières	7 400,00	7 700,00	7 700,00
61551	Entretien matériel roulant	3 000,00	2 700,00	2 700,00
6156	Maintenance	5 000,00	1 500,00	1 500,00
618	Divers	5 000,00	2 000,00	2 000,00
6226	Honoraires	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6228	Divers	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6237	Publications	1 000,00	500,00	500,00
6256	Missions	700,00	1 000,00	1 000,00
6257	Réceptions	0,00	200,00	200,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	200,00	200,00
6281	Concours divers (cotisations)	100,00	100,00	100,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	64 100,00	71 050,00	71 050,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**253 600,00**	**266 000,00**	**266 000,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	62 600,00	66 000,00	66 000,00
6311	Taxe sur les salaires	11 500,00	11 600,00	11 600,00
6331	Versement de mobilité	750,00	800,00	800,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	150,00	200,00	200,00
6333	Particip. employeurs format° pro. cont.	900,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	127 000,00	127 500,00	127 500,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	34 200,00	42 100,00	42 100,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	11 100,00	12 000,00	12 000,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	5 300,00	5 600,00	5 600,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	200,00	200,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**15 200,00**	**20 200,00**	**20 200,00**
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	20 000,00	20 000,00
6542	Créances éteintes	100,00	100,00	100,00
658	Charges diverses de gestion courante	100,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	100,00	100,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**358 400,00**	**375 950,00**	**375 950,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**3 000,00**	**6 300,00**	**6 300,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	200,00	200,00	200,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 700,00	6 000,00	6 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	100,00	100,00	100,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**75 000,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	75 000,00	60 000,00	60 000,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**5 751,35**	**915,55**	**915,55**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**442 151,35**	**443 165,55**	**443 165,55**
023	***Virement à la section d'investissement***	***17 912,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***0,00***	***16 020,00***	***16 020,00***
6811	*Dot. amort. immos incorp. et corporelles*	*0,00*	*16 020,00*	*16 020,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***17 912,00***	***16 020,00***	***16 020,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***17 912,00***	***16 020,00***	***16 020,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**460 063,35**	**459 185,55**	**459 185,55**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**459 185,55**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**500,00**	**500,00**	**500,00**
64198	Autres remboursements	500,00	500,00	500,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**300 965,00**	**319 315,00**	**319 315,00**
7062	Redevances assainissement non collectif	300 965,00	319 315,00	319 315,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**25 435,35**	**14 138,00**	**14 138,00**
747	Subv. et participat° collectivités	24 435,35	13 638,00	13 638,00
748	Autres subventions d'exploitation	1 000,00	500,00	500,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**50,00**	**50,00**	**50,00**
7588	Autres	50,00	50,00	50,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**326 950,35**	**334 003,00**	**334 003,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**700,00**	**700,00**	**700,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	500,00	500,00	500,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	100,00	50,00	50,00
778	Autres produits exceptionnels	100,00	150,00	150,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**327 650,35**	**334 703,00**	**334 703,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**327 650,35**	**334 703,00**	**334 703,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**
	+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**124 482,55**
	=
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**459 185,55**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
16	Opération d'équipement n° 16 (5)	20 000,00	16 020,00	16 020,00
	Total des dépenses d'équipement	20 000,00	16 020,00	16 020,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	20 000,00	16 020,00	16 020,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	20 000,00	16 020,00	16 020,00

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	13 932,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	29 952,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	13 932,00	13 932,00
1068	Autres réserves	0,00	13 932,00	13 932,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	13 932,00	13 932,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	13 932,00	13 932,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*17 912,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*0,00*	*16 020,00*	*16 020,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*16 020,00*	*16 020,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*17 912,00*	*16 020,00*	*16 020,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*17 912,00*	*16 020,00*	*16 020,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	17 912,00	29 952,00	29 952,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	29 952,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 16 (1)
LIBELLE : MATERIELS INFORMATIQUE / BUREAU

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		30 266,40	a 0,00	16 020,00	b 16 020,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	30 266,40	0,00	16 020,00	16 020,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	30 266,40	0,00	16 020,00	16 020,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-16 020,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	-13 932,00
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	13 932,00	13 932,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	13 932,00	13 932,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	0,00	0,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	16 020,00	16 020,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	16 020,00	29 952,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	I	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**16 020,00**	**III**	**16 020,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**16 020,00**		**16 020,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*16 020,00*		*16 020,00*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**
Technicien	B	5,00	0,00	5,00	0,00	5,00	5,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 50
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 25/03/2024

Présenté par (1) Monsieur Richard FIOL, Président du SM,
A Roquefort sur Soulzon le 08/04/2024
(1) Monsieur Richard FIOL, Président du SM,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

001. 1 CNE AGUESSAC : MAURY Dominique , Titulaire Pouvoir à Verniès	
002. 1 CNE AGUESSAC : PAILHAS Anne , Suppléant	
003. 2 CNE AYSSENES : CALMES Marie-Chantal , Titulaire	
004. 2 CNE AYSSENES : GRIALOU Jérôme , Suppléant	
005. 3 CNE BROQUIES : CRASSOUS Jean-Luc , Titulaire	
006. 3 CNE BROQUIES : BRENGUES Christian , Suppléant	
007. 4 CNE BROUSSE-LE-CHATEAU : COLSON Régis , Titulaire	
008. 4 CNE BROUSSE-LE-CHATEAU : PEIFFER Pierre , Suppléant	
009. 5 CNE CASTELNAU-PEGAYROLS : JEANJEAN Marie , Titulaire Pouvoir à Houbjaup	
010. 5 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : GAYRAUD Jérémie , Suppléant	
011. 6 CNE COMPEYRE : ALMERAS Loïc , Titulaire	
012. 6 CNE COMPEYRE : BLANCHOT Jean , Suppléant	
013. 7 CNE COMPREGNAC : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
014. 7 CNE COMPREGNAC : LEPETIT Patrick , Suppléant	
015. 8 CNE CORNUS : PINAULT Jean-Michel , Titulaire	
016. 8 CNE CORNUS : PAUL Frédéric , Suppléant	
017. 9 CNE CREISSELS : LE MOUTON-MAZIERES Franck , Titulaire	
018. 9 CNE CREISSELS : BOUDES Roger , Suppléant	
019. 10 CNE FONDAMENTE : RODRIGUEZ Martine , Titulaire Pouvoir M Vidal (St Jean St Paul)	
020. 10 CNE FONDAMENTE : FABRE Bastien , Suppléant	
021. 11 CNE LA BASTIDE-PRADINES : GIACOBBI Bastien , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

022. 11 CNE LA BASTIDE-PRADINES : COMBY Magali , Suppléant	
023. 12 CNE LA CAVALERIE : RODRIGUEZ François , Titulaire	
024. 12 CNE LA CAVALERIE : DELACROIX PAGES Claudine , Suppléant	
025. 13 CNE LA COUVERTOIRADE : GOLEO Sylvain , Titulaire	
026. 13 CNE LA COUVERTOIRADE : SARROUY Madeleine , Suppléant	
027. 14 CNE LA CRESSE : FROMENT Christophe , Titulaire	
028. 14 CNE LA CRESSE : VALETTE Laurence , Suppléant	
029. 15 CNE LA ROQUE-STE-MARGUERITE : DELORT Florence , Titulaire	
030. 15 CNE LA ROQUE-STE-MARGUERITE : BLANC Marie-Franç , Suppléant	
031. 16 CNE LAPANOUSE-DE-CERNON : BOUDES Adrien , Titulaire	
032. 16 CNE LAPANOUSE-DE-CERNON : BERNAT Thierry , Suppléant	
033. 17 CNE LE CLAPIER : GOUT Philippe , Titulaire	
034. 17 CNE LE CLAPIER : PUEL Katia , Suppléant	
035. 18 CNE LE TRUEL : GINESTE Christian , Titulaire Pouvoir à Sr Ulcin et Helvieu	
036. 18 CNE LE TRUEL : CAZOTTES Emmanuelle , Suppléant	
037. 19 CNE LES COSTES-GOZON : BEA Jean-Marc , Titulaire	
038. 19 CNE LES COSTES-GOZON : AUBELEAU Marylène , Suppléant	
039. 20 CNE LESTRADE-ET-THOUELS : JOSEPH Alain , Titulaire	
040. 20 CNE LESTRADE-ET-THOUELS : CASTANIER Bernard , Suppléant	
041. 21 CNE L'HOSPITALET-DU-LARZAC : SINTES Jérôme , Titulaire Pouvoir de Ste Eulalie	
042. 21 CNE L'HOSPITALET-DU-LARZAC : GELY Cyril , Suppléant	
043. 22 CNE MARNHAGUES-ET-LATOUR : ANTOINE Nicole , Titulaire Pruneli	
044. 22 CNE MARNHAGUES-ET-LATOUR : DURAND Fernand , Suppléant	
045. 23 CNE MILLAU : PEYRETOUT Severine , Titulaire Pouvoir de Ph. Rouquette	
046. 23 CNE MILLAU : DURAND Michel , Suppléant	
047. 24 CNE MILLAU : WOHREL Nicolas , Titulaire	
048. 24 CNE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
049. 25 CNE MILLAU : ESON Aurélie , Titulaire	
050. 25 CNE MILLAU : PANIS Marie-Eve , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D
051. 26 CNE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire Pouvoir à S Peyretout	
052. 26 CNE MILLAU : HAUMAITRE Karine , Suppléant	
053. 27 CNE MONTJAUX : CAVALIER Philippe , Titulaire Pouvoir de Castelnau Pegayrols	
054. 27 CNE MONTJAUX : POLLET Florence , Suppléant	
055. 28 CNE MOSTUEJOULS : DUMAS Jean-François , Titulaire Pouvoir à Peyreleau	
056. 28 CNE MOSTUEJOULS : BEDEL Christine , Suppléant	
057. 29 CNE NANT : DELMAS Alain , Titulaire	
058. 29 CNE NANT : FRENEHARD Anne-Marie , Suppléant	
059. 30 CNE PAULHE : PAILHAS Bernadette , Titulaire	
060. 30 CNE PAULHE : JULIEN Frédéric , Suppléant	
061. 31 CNE PEYRELEAU : ROUGET Alain , Titulaire Pouvoir de Mostuejouls	
062. 31 CNE PEYRELEAU : ESPINASSE Joël , Suppléant	
063. 32 CNE RIVIERE-SUR-TARN : MAURY Bernard , Titulaire	
064. 32 CNE RIVIERE-SUR-TARN : SALSON Patrick , Suppléant	
065. 33 CNE ST-ANDRE-DE-VEZINES : BOUDES Christian , Titulaire	
066. 33 CNE ST-ANDRE-DE-VEZINES : ROQUES Audrey , Suppléant	
067. 34 CNE ST-BEAULIZE : CAZOTTES Guy , Titulaire	
068. 34 CNE ST-BEAULIZE : DUCROS Jean , Suppléant	
069. 35 CNE ST-BEAUZELY : MALINOWSKI-BERTRAND Magali , Titulaire	
070. 35 CNE ST-BEAUZELY : LUSPIN Olivier , Suppléant	
071. 36 CNE STE-EULALIE-DE-CERNON : GENIEZ Victorien , Titulaire Pouvoir à Hospitalet Lorzac	
072. 36 CNE STE-EULALIE-DE-CERNON : CADENET Thierry , Suppléant	
073. 37 CNE ST-GEORGES-DE-LUZENCON : MUYS Elisabeth , Titulaire	
074. 37 CNE ST-GEORGES-DE-LUZENCON : BERNARD Jean-Luc , Suppléant	
075. 38 CNE ST-JEAN-DU-BRUEL : VIDAL Didier , Titulaire Pouvoir de Rodez agglo.	
076. 38 CNE ST-JEAN-DU-BRUEL : VIALA Daniel , Suppléant	
077. 39 CNE ST-JEAN-ET-ST-PAUL : SENTY Michel , Titulaire	
078. 39 CNE ST-JEAN-ET-ST-PAUL : SAUVEPLANE Pierre , Suppléant	
079. 40 CNE ST-ROME-DE-TARN : ARLES Jacques , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

080. 40 CNE ST-ROME-DE-TARN : MANCINO Francis , Suppléant	
081. 41 CNE ST-VICTOR-ET-MELVIEU : ALRIQUET Julie , Titulaire Pouvoir de Le Tiec	
082. 41 CNE ST-VICTOR-ET-MELVIEU : LAVABRE Jordy , Suppléant	
083. 42 CNE SAUCLIERES : NEGROS Bernadette , Titulaire Pouvoir des Viala Pas de Jaux	
084. 42 CNE SAUCLIERES : VEYRIE Tessa , Suppléant	
085. 43 CNE VERRIERES : JEANJEAN Romain , Titulaire Pouvoir d'Agueseau	
086. 43 CNE VERRIERES : BOYER Dominique , Suppléant	
087. 44 CNE VEYREAU : MARLAS Loïc , Titulaire	
088. 44 CNE VEYREAU : AUSTRUY Nicolas , Suppléant	
089. 45 CNE VIALA-DU-PAS-DE-JAUX : ASTRUC Caroline , Titulaire Pouvoir à Saulières	
090. 45 CNE VIALA-DU-PAS-DE-JAUX : MOULIERES Lucien , Suppléant	
091. 46 CNE VIALA-DU-TARN : THOMAS Mickaël , Titulaire	
092. 46 CNE VIALA-DU-TARN : LE MERRE Marie-Hélène , Suppléant	
093. 1 CC CAUSSES A L'AUBRAC : CROS Sébastien , Titulaire Pouvoir à CC MRR	
094. 1 CC CAUSSES A L'AUBRAC : CARNAC André , Suppléant	
095. 2 CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire Pouvoir de CC Aubrac	
096. 2 CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
097. 3 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
098. 3 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
099. 4 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
100. 4 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par (1) Monsieur Richard FIOL, Président du SM, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil syndical.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Richard FIOL, Président du SM

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_019-BF
Reçu le 11/04/2024

Délibération SPANC n° 2024-020 du Comité syndical du 8 avril 2024

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service 2023 (RPQS)

Etaient présents les représentants suivants : **26**

- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  1. *Bernard SIRGUE*
  2. *Cyril TOUZET*
  3. *Gérard CAILHOL*
- Pour le collège des communes : **23**

  Présents :
  1. *Julie ALRIQUET*
  2. *Jean-Marc BEA*
  3. *Jean BLANCHOT (suppléant)*
  4. *Philippe CAVALIER*
  5. *Régis COLSON*
  6. *Claudine DELACROIX PAGES*
  7. *Florence DELORT*
  8. *Aurélie ESON*
  9. *Anne-Marie FRENEHARD (suppléant)*
  10. *Philippe GOUT*
  11. *Jérôme GRIALOU (suppléant)*
  12. *Romain JEANJEAN*
  13. *Marie-Hélène LE MERRE (suppléante)*
  14. *Francis MANCINO (suppléant)*
  15. *Elisabeth MUYS*
  16. *Bernadette NEGROS*
  17. *Bernadette PAILHAS*
  18. *Séverine PEYRETOUT*
  19. *Jean-Michel PINAULT*
  20. *Martine RODRIGUEZ*
  21. *Alain ROUGET*
  22. *Michel SENTY*
  23. *Nicolas WOHREL*

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **9**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  1. *Sébastien CROS donne son pouvoir à Cyril TOUZET*
- Pour le collège des communes : **8**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  3. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  4. *Christian GINESTE donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  5. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  6. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  7. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  8. *Didier VIDAL donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

Excusés : **15**

- Pour le collège des groupements de communes : **/**
- Pour le collège des communes : **15**
  1. *Guy CAZOTTES*
  2. *Jean-Luc CRASSOUS*
  3. *Adrien BOUDES*
  4. *Christian BOUDES*
  5. *Christophe FROMENT*
  6. *Victorien GENIEZ*
  7. *Bastien GIACOBBI*
  8. *Sylvain GOLEO*
  9. *Alain JOSEPH*
  10. *Mathieu LAMBRECHT*
  11. *Franck LE MOUTON MAZIERES*
  12. *Magali MALINOWSKI BERTRAND*
  13. *Loïc MARLAS*
  14. *Bernard MAURY*
  15. *Jérôme SINTES*

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) doit être élaboré, pour chaque exercice. Il doit être soumis pour avis à l'assemblée délibérante de la collectivité qui gère le service.

Ce rapport a été présenté le 25 mars 2024 à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et au Conseil d'exploitation du SPANC qui l'ont approuvé.

Les membres du Comité syndical sont invités à approuver ce RPQS (cf. rapport joint).

Pour l'année 2023, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est de 30.8 % contre 29.5 % en 2022, cela concerne 2 364 installations conformes sur 7 665 installations contrôlées et en fonctionnement.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide le RPQS 2023 et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Roquefort, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

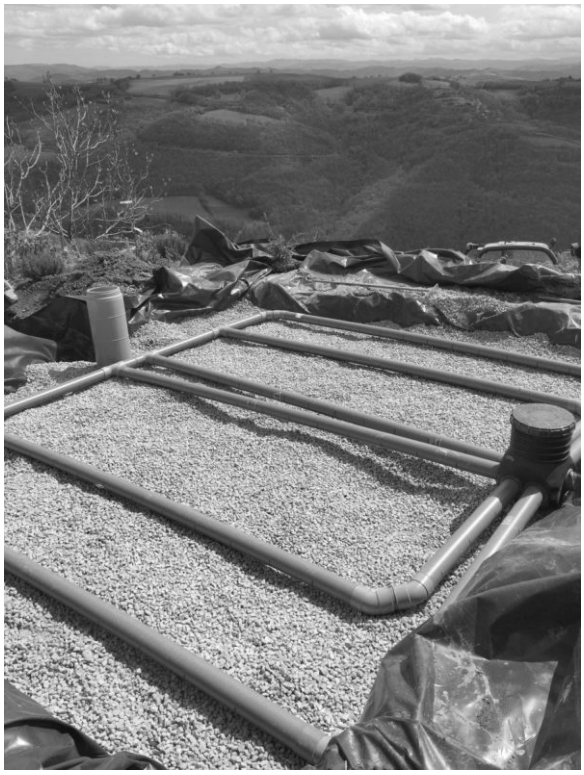


Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) Assainissement Non Collectif

Exercice 2023



Validé par le Comité Syndical du Parc du ????

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

Présenté conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr

Conformément à la loi, la note d'information de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne est jointe en annexe.

Sommaire

1. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE 3
1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI 3
1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE 5
1.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE 5
1.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 6
2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE 6
2.1. MODALITES DE TARIFICATION 6
2.2. DELIBERATIONS FIXANT LES TARIFS 7
2.3. RECETTES 2023 (EN €) 8
3. INDICATEURS DE PERFORMANCE 8
3.1. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 8
4. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 10

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau : ☐ **communal** ☒ intercommunal

- Nom de la collectivité : Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat mixte
- Compétences liées au service :

☒ Contrôle des installations ☐ Traitement des matières de vidanges

☐ Entretien des installations ☐ Réhabilitation des installations ☐ Réalisation des installations

- Territoire desservi (nom des communes adhérentes au service, des secteurs et hameaux desservis, etc.) :

86 communes sont concernées par le SPANC du Parc naturel régional des Grands Causses, il s'agit des communes suivantes :

Commune	N° INSEE	Commune	N° INSEE	Commune	N° INSEE
AGUESSAC	12002	LAVAL ROQUECEZIERE	12125	SAINT FELIX DE SORGUES	12222
ARNAC SUR DOURDOU	12009	LE CLAPIER	12067	SAINT IZAIRE	12228
AYSSENES	12017	LE TRUEL	12284	SAINT JEAN D ALCAPIES	12229
BALAGUIER SUR RANCE	12019	LES COSTES GOZONS	12078	SAINT JEAN SAINT PAUL	12232
BELMONT SUR RANCE	12025	LESTRADE ET THOUELS	12129	SAINT JUERY	12233
BROQUIES	12037	L'HOSPITALET DU LARZAC	12115	SAINT LAURENT D'OLT	12 237
BROUSSE LE CHÂTEAU	12038	MARNHAGUES ET LATOUR	12139	SAINT ROME DE CERNON	12 243
BRUSQUE	12039	MARTRIN	12141	SAINT ROME DE TARN	12244
CALMELS ET LE VIALA	12042	MELAGUES	12143	SAINT SERNIN SUR RANCE	12248
CAMARES	12044	MILLAU	12145	SAINT SEVER DU MOUSTIER	12249
CAMPAGNAC	12 047	MONTAGNOL	12147	SAINT VICTOR ET MELVIEU	12251
CASTELNAU-PEGAYROLS	12062	MONTFRANC	12152	SAINT-ANDRÉ DE VÉZINES	12211
COMBRET	12069	MONTJAUX	12153	SAINT-EULALIE DE CERNON	12220
COMPEYRE	12070	MONTLAUR	12154	SAINT-GEORGES DE LUZENÇON	12225
COMPRÉGNAC	12072	MOSTUEJOULS	12160	SAINT-JEAN-DU-BRUEL	12 231
CORNUS	12 077	MOUNES PROHENCOUX	12192	SAINT-MARTIN-DE-LENNE	12 239
COUPIAC	12080	MURASSON	12163	SAINT-SATURNIN-DE-LENNE	12 247
CREISSELS	12084	NANT	12 168	SAUCLIÈRES	12 260
FAYET	12099	PAULHE	12178	SÉVÉRAC-D'AVEYRON	12 270
FONDAMENTE	12155	PEUX ET COUFFOULEUX	12179	SYLVANES	12274
GISSAC	12109	PEYRELEAU	12180	TAURIAC DE CAMARES	12275
LA BASTIDE PRADINES	12022	PLAISANCE	12183	TOURNEMIRE	12282
LA CAPELLE BONANCE	12 055	POUSTHOMY	12186	VABRES L ABBAYE	12 286
LA CAVALERIE	12063	REBOURGUIL	12195	VERRIÈRES	12291
LA COUVERTOIRADE	12 082	RIVIÈRE-SUR-TARN	12200	VERSOLS ET LAPEYRE	12292
LA CRESSE	12086	ROQUEFORT SUR SOULZON	12203	VEYREAU	12293
LA ROQUE-STE-MARGUERITE	12204	SAINT AFFRIQUE	12208	VIALA DU PAS DE JAUX	12295
LA SERRE	12269	SAINT BEAULIZE	12212	VIALA DU TARN	12296
LAPANOUSE DE CERNON	12122	SAINT BEAUZELY	12213		

- Existence d'une étude de zonage : ☐ Non ☒ Oui, date d'approbation : Cf. Annexe 1

- Existence d'un règlement de service : ☐ Non ☒ Oui, date d'approbation : délibéré et

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

voté par le Comité Syndical du Parc naturel régional des Grands Causses lors de sa séance du 2 octobre 2008 puis du 7 avril 2017 puis du 10 mars 2023.

- Existence d'une CCSPL : ☐ Non ☒ Oui

(CCSPL : Commission Consultative des Services Publics Locaux, institution qui a vocation à faire participer les usagers à la vie de leurs services publics locaux, définie selon l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriale)

La CCSPL s'est réunie le 11 septembre 2012, le 25 février 2013, le 24 février 2014, le 2 mars 2015, le 7 mars 2016, le 13 mars 2017, le 12 mars 2018, le 5 mars 2019, le 7 décembre 2020, le 8 mars 2021, le 31 janvier 2022 et le 13 février 2023.

La composition de la CCSPL, conformément au règlement intérieur du Parc, est la suivante :

- Le Président du Parc naturel régional des Grands Causses
- Le Président et les membres du Conseil d'exploitation du SPANC,
- Les délégués des communes urbaines, rurales et de la Communauté de Communes du Saint-Affricain Roquefort et 7 vallons siégeant au Comité syndical qui ont transféré la compétence Assainissement Non Collectif au Parc,
-Des représentants des associations locales : UFC Que choisir, la CLCV, l'UDAF, Halieutitarn.

- Autres : le SPANC du Parc est doté également d'un Conseil d'exploitation depuis 2008.

Ce Conseil est lié à la régie nommée « Régie du Service Public d'Assainissement Non Collectif du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses » qui est une régie à autonomie financière. La régie a pour objet l'exploitation du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Le Conseil d'exploitation est composé de 6 membres :
- 4 membres titulaires du Comité syndical du Parc,
- un représentant de l'Agence de l'eau Adour Garonne,
- un représentant du SATESE de l'Aveyron.

Rôle du Conseil : les projets de budget et les comptes lui sont soumis. Le Conseil peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle. Il présente au Président du Conseil toutes propositions utiles. Le directeur de la régie doit tenir le Conseil au courant de la marche du service.

Le Comité syndical du Parc, sur avis du Conseil d'exploitation :
- fixe les tarifs et les modalités d'établissement des prix (montant des redevances). Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4.
- autorise le Président à intenter ou soutenir les actions judiciaires et à accepter les transactions,
- vote le budget de la régie et délibère sur les comptes,
- délibère sur les mesures à prendre au vu des résultats d'exploitation à la clôture de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en : ☒ Régie
☐ Régie avec prestation de service
☐ Délégation de service public (affermage ou concession)

*Si c'est une **délégation de service public** :*

- Type de contrat : sans objet
- Nom du délégataire : sans objet
- Date de début de contrat : sans objet
- Date de fin de contrats : sans objet
- Missions du délégataire : sans objet

Si vous avez un ou plusieurs prestataires de service :

- Nom du prestataire : sans objet
- Date de début de contrat : sans objet
- Date de fin de contrats : sans objet
- Missions du prestataire : sans objet

1.3. Estimation de la population desservie

Est ici considéré comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

D 301.0 - Le service public d'assainissement non collectif dessert **24 272** habitants (en prenant une moyenne de 2.5 habitants par dispositif d'assainissement) et **9 709** dispositifs (estimation à la fin 2023), soit 175 dispositifs en moins par rapport à 2023.

La répartition par communes des habitants desservis par le service d'assainissement non collectif est la suivante : cf. tableau en annexe 2.

Remarques : Le nombre d'habitants desservis n'est pas une donnée facile à connaître car il est rarement possible d'établir le nombre de personnes résidant au sein d'une habitation et notamment pour les résidences secondaires.
En 2023, plusieurs habitations se sont connectées au réseau d'assainissement collectif, il s'agit d'habitations situées notamment sur les communes de Versols et Lapeyre. La liste des dispositifs a été mis a jour également pour les communes de Saint-Affrique et Tournemire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.
***Attention** : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.*

A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service		
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	X
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	X
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	X
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	X
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service		
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	☐
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	☐
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	☐

D 302.0 - L'indice de mise en œuvre du service de l'assainissement non collectif est de *100*.

Remarques :
Les opérations de réhabilitation de l'assainissement autonome sur des zones sensibles (périmètres de protection et zones de baignade) sont maintenant terminées du fait de l'arrêt des aides de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne dans ce domaine.

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- *la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;*
- *la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'usager ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

Les tarifs applicables sont les suivants :

Entre le 1er janvier 2023 et le 10 mars 2023 :

- Pour les compétences obligatoires
  - Tarif du contrôle des installations neuves : 180 euros.
    - 90 euros pour le contrôle de conception et d'implantation : instruction du dossier et notamment de la fiche de renseignement ;
    - 90 euros pour le contrôle de bonne exécution du dispositif d'assainissement autonome.
  - Tarif du contrôle des installations existantes :
    - Diagnostic de l'existant : 288 euros annualisés à 36 euros/an (passage tous les 8 ans)
    - Diagnostic de l'existant pour les dispositifs compris entre 21 et 199 EH : 79 euros/an (passage tous les 4 ans)
    - Diagnostic immobilier : 90 euros.
  - Tarifs des autres prestations aux abonnés : sans objet

Entre le 11 mars 2023 et le 31 décembre 2023 :

- Pour les compétences obligatoires
  - Tarif du contrôle des installations neuves : 185 euros.
    - 92.5 euros pour le contrôle de conception et d'implantation : instruction du dossier et notamment de la fiche de renseignement ;
    - 92.5 euros pour le contrôle de bonne exécution du dispositif d'assainissement autonome.
  - Tarif du contrôle des installations existantes :
    - Diagnostic de l'existant : 296 euros annualisés à 37 euros/an (passage tous les 8 ans)
    - Diagnostic de l'existant pour les dispositifs compris entre 21 et 199 EH : 81.2 euros/an (passage tous les 4 ans)
    - Diagnostic immobilier : 92.5 euros.
    - Majoration de la redevance de l'existant à 400 % en cas d'obstacle à l'accomplissement de la mission du SPNAC et en cas de non-réhabilitation des installations non conformes après vente : 185 euros
  - Tarifs des autres prestations aux abonnés : sans objet

- Pour les compétences facultatives
  - Sans objet

2.2. Délibérations fixant les tarifs

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 02/10/2008 effective à compter du 01/01/2009 fixant les tarifs du SPANC, le règlement et les statuts de la régie
- Délibération du 25/02/2011 effective à compter du 25/02/2011 fixant les tarifs du SPANC
- Délibération du 07/04/2017 concernant la tarification des visites des installations comprises entre 21 et 199 EH (délibération n° 2017-028-SPANC)
- Délibération du 19/03/2021 concernant les nouvelles tarifications du SPANC
- Délibération du 10 mars 2023 concernant le coefficient de réactualisation des redevances au budget SPANC du Syndicat mixte du Parc (n°2023-012 du Comité syndical ;
- Délibération du 10 mars 2023 concernant la majoration de la redevance à 400 % en cas d'obstacle à l'accomplissement de la mission du SPANC (n°2023-014 du Comité syndical) ;
- Délibération du 10 mars 2023 concernant la majoration de la redevance à 400 % en cas de non-réhabilitation des installations non conformes après vente (n°2023-015 du Comité syndical).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

2.3. Recettes 2023 (en €)

	Collectivité	Délégataire (le cas échéant)
Facturation du service obligatoire	297 215 €	0 €
Facturation du service facultatif	0 €	0 €
Autres prestations auprès des abonnés	0 €	0 €
Contribution exceptionnelle du budget général	0 €	0 €
Autres : Aides Agence de l'eau (AEAG + AE RMC) Aides Etat, collectivités..	19 835 €	0 €

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- *d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service* ***depuis la création du service,***
- *d'autre part le nombre total d'installations contrôlées* ***depuis la création du service,***

Attention *: cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100. (article 1.4)*

P 301.3 - Pour l'année 2023, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est :

$$\frac{\text{Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité x 100}}{\text{Nombre total d'installations contrôlées}} = 30.8\ \%\ (29.5\ \%\ \text{en } 2022)$$

Remarques : 2 364 installations conformes sur 7 665 installations contrôlées et en fonctionnement (a été retiré les habitations non occupées ou non encore visitées).

Ce taux de conformité est passé de 13.6 % en 2011 à 30.8 % en 2023. La progression est visible mais elle est lente.

On comptabilise également :

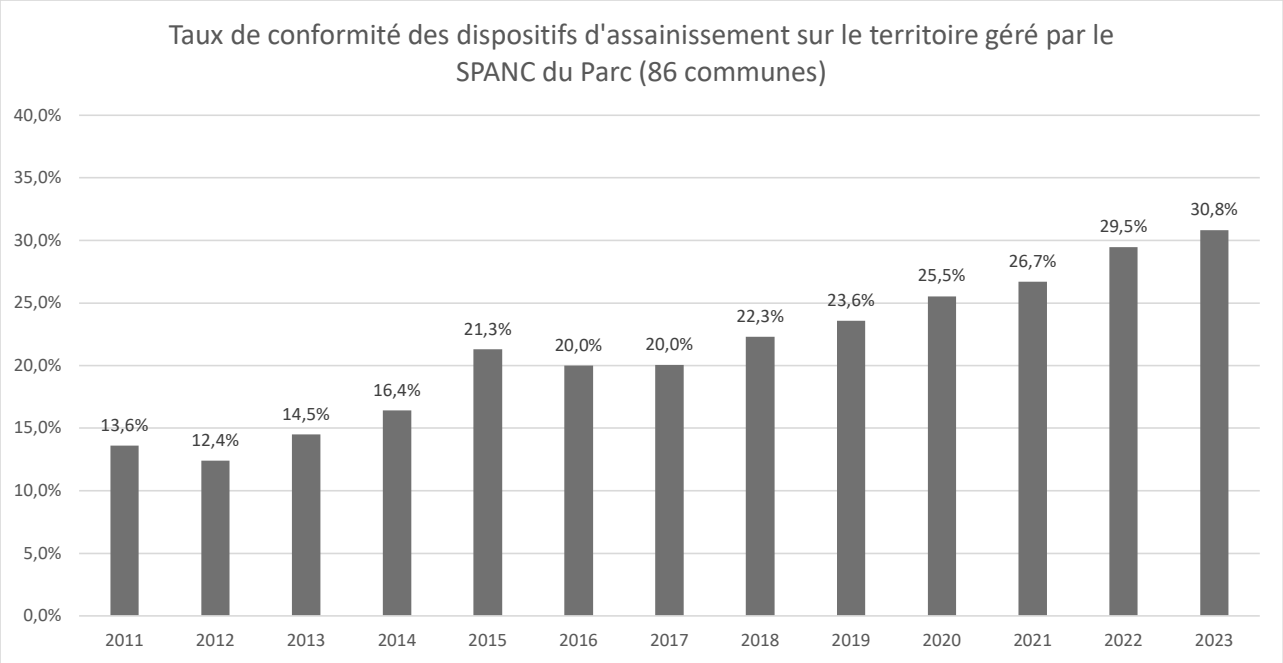
- 1193 habitations qui sont mises en demeure de réaliser un assainissement
- 1257 dispositifs non conformes avec 4 ans pour réhabiliter
- 120 dispositifs non conformes avec 1 an pour réhabiliter (ventes).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024



Carte avec état des conformités
en bleu : ANC conforme, en violet : ANC non conforme à réhabiliter dans les meilleurs délais, en rouge : ANC non conforme à réhabiliter sous 4 ans ou 1 an, en orange : ANC non conforme.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024



4. Financement des investissements

Sans objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

Annexe 1 :

Dates du zonage (après enquête publique) par communes

Commune	N° INSEE	Date du zonage (après enquête publique)	Commune	N° INSEE	Date du zonage (après enquête publique)
AGUESSAC	12002	26/11/2003	MOSTUEJOULS	12160	01/12/2009
ARNAC SUR DOURDOU	12009	28/07/2008	MOUNES PROHENCOUX	12192	02/11/2004
AYSSENES	12017	05/08/2004	MURASSON	12163	28/06/2004
BALAGUIER SUR RANCE	12019	07/11/2003	NANT	12 168	30/05/2003
BELMONT SUR RANCE	12025	27/07/2004	PAULHE	12178	23/02/2005
BROQUIES	12037	12/02/2008	PEUX ET COUFFOULEUX	12179	14/069/04
BROUSSE LE CHÂTEAU	12038	25/01/2008	PEYRELEAU	12180	30/08/2008
BRUSQUE	12039	29/12/2007	PLAISANCE	12183	14/04/2004
CALMELS ET LE VIALA	12042	16/12/2004	POUSTHOMY	12186	19/03/2004
CAMARES	12044	18/03/2004	REBOURGUIL	12195	09/10/2006
CAMPAGNAC	12 047	24/03/2005	RIVIÈRE-SUR-TARN	12200	18/09/2001
CASTELNAU-PEGAYROLS	12062	21/10/2003	ROQUEFORT SUR SOULZON	12203	08/02/2002
COMBRET	12069	01/04/2004	SAINT AFFRIQUE	12208	31/01/2005
COMPEYRE	12070	27/06/2002	SAINT BEAULIZE	12212	24/06/2010
COMPRÉGNAC	12072	25/02/2004	SAINT BEAUZELY	12213	05/09/2003
CORNUS	12 077	04/10/2002	SAINT FELIX DE SORGUES	12222	11/02/2005
COUPIAC	12080	14/12/2004	SAINT IZAIRE	12228	"2013"
CREISSELS	12084	27/11/2003	SAINT JEAN D ALCAPIES	12229	05/04/2002
FAYET	12099	06/04/2007	SAINT JEAN SAINT PAUL	12232	24/05/2002
FONDAMENTE	12155	14/02/2006	SAINT JUERY	12233	En cours
GISSAC	12109	27/06/2008	SAINT LAURENT D'OLT	12 237	04/10/2002
LA BASTIDE PRADINES	12022	04/02/2004	SAINT ROME DE CERNON	12 243	21/12/2004
LA CAPELLE BONANCE	12 055	26/01/2006	SAINT ROME DE TARN	12244	29/05/2007
LA CAVALERIE	12063	03/02/2004	SAINT SERNIN SUR RANCE	12248	27/02/2004
LA COUVERTOIRADE	12 082	13/03/2003	SAINT SEVER DU MOUSTIER	12249	29/06/2004
LA CRESSE	12086	02/04/2003	SAINT VICTOR ET MELVIEU	12251	23/01/2003
LA ROQUE-STE-MARGUERIT	12204	10/05/2002	SAINT-ANDRÉ DE VÉZINES	12211	22/10/2003
LA SERRE	12269	02/07/2004	SAINT-EULALIE DE CERNON	12220	27/06/2002
LAPANOUSE DE CERNON	12122	11/01/2005	SAINT-GEORGES DE LUZENÇON	12225	17/02/2005
LAVAL ROQUECEZIERE	12125	18/09/2006	SAINT-JEAN-DU-BRUEL	12 231	21/11/2002
LE CLAPIER	12067	08/02/2003	SAINT-MARTIN-DE-LENNE	12 239	05/11/2004
LE TRUEL	12284	21/06/2004	SAINT-SATURNIN-DE-LENNE	12 247	07/01/2005
LES COSTES GOZONS	12078	23/09/2008	SAUCLIÈRES	12 260	28/12/2004
LESTRADE ET THOUELS	12129	17/09/2004	SÉVÉRAC-D'AVEYRON	12 270	21/03/2003
L'HOSPITALET DU LARZAC	12115	07/02/2005	SYLVANES	12274	12/04/2007
MARNHAGUES ET LATOUR	12139	07/02/2003	TAURIAC DE CAMARES	12275	17/01/2009
MARTRIN	12141	02/11/2004	TOURNEMIRE	12282	23/04/2003
MELAGUES	12143	06/12/2008	VABRES L ABBAYE	12 286	28/10/2004
MILLAU	12145	27/07/1999	VERRIÈRES	12291	28/11/2017
MONTAGNOL	12147	18/06/2008	VERSOLS ET LAPEYRE	12292	27/06/2008
MONTFRANC	12152	14/04/2004	VEYREAU	12293	02/07/2003
MONTJAUX	12153	31/07/2003	VIALA DU PAS DE JAUX	12295	27/05/2002
MONTLAUR	12154	25/02/2005	VIALA DU TARN	12296	28/05/2004

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

Annexe 2 : nombre de dispositifs en 2022 et 2023 et variations

Commune	N° INSEE	Nombre d'installations en service en 2022	Nombre d'installations en service en 2023	Différence entre 2023 et 2022
AGUESSAC	12002	35	37	2
ARNAC SUR DOURDOU	12009	23	23	0
AYSSENES	12017	217	217	0
BALAGUIER SUR RANCE	12019	37	37	0
BELMONT SUR RANCE	12025	126	126	0
BROQUIES	12037	280	280	0
BROUSSE LE CHÂTEAU	12038	143	143	0
BRUSQUE	12039	51	51	0
CALMELS ET LE VIALA	12042	99	98	-1
CAMARES	12044	161	161	0
CAMPAGNAC	12 047	107	109	2
CASTELNAU-PEGAYROLS	12062	124	124	0
COMBRET	12069	143	143	0
COMPEYRE	12070	41	41	0
COMPRÉGNAC	12072	57	57	0
CORNUS	12 077	214	215	1
COUPIAC	12080	149	150	1
CREISSELS	12084	43	41	-2
FAYET	12099	60	60	0
FONDAMENTE	12155	134	132	-2
GISSAC	12109	56	56	0
LA BASTIDE PRADINES	12022	100	100	0
LA CAPELLE BONANCE	12 055	53	53	0
LA CAVALERIE	12063	46	46	0
LA COUVERTOIRADE	12 082	88	90	2
LA CRESSE	12086	29	30	1
LA ROQUE-STE-MARGUERITE	12204	73	74	1
LA SERRE	12269	71	71	0
LAPANOUSE DE CERNON	12122	21	21	0
LAVAL ROQUECEZIERE	12125	152	152	0
LE CLAPIER	12067	46	45	-1
LE TRUEL	12284	118	118	0
LES COSTES GOZONS	12078	100	99	-1
LESTRADE ET THOUELS	12129	196	196	0
L'HOSPITALET DU LARZAC	12115	36	36	0
MARNHAGUES ET LATOUR	12139	73	74	1
MARTRIN	12141	1	8	7
MELAGUES	12143	52	52	0
MILLAU	12145	903	902	-1
MONTAGNOL	12147	71	71	0
MONTFRANC	12152	19	19	0
MONTJAUX	12153	149	149	0
MONTLAUR	12154	131	131	0
MOSTUEJOULS	12160	94	93	-1
MOUNES PROHENCOUX	12192	120	120	0
MURASSON	12163	110	110	0
NANT	12 168	238	237	-1
PAULHE	12178	17	17	0
PEUX ET COUFFOULEUX	12179	47	47	0
PEYRELEAU	12180	5	5	0
PLAISANCE	12183	133	134	1
POUSTHOMY	12186	92	92	0
REBOURGUIL	12195	63	63	0
RIVIÈRE-SUR-TARN	12200	57	56	-1
ROQUEFORT SUR SOULZON	12203	25	25	0
SAINT AFFRIQUE	12208	874	791	-83
SAINT BEAULIZE	12212	18	18	0
SAINT BEAUZELY	12213	120	120	0
SAINT FELIX DE SORGUES	12222	64	64	0
SAINT IZAIRE	12228	135	140	5
SAINT JEAN D ALCAPIES	12229	45	46	1
SAINT JEAN SAINT PAUL	12232	80	80	0
SAINT JUERY	12233	114	113	-1
SAINT LAURENT D'OLT	12 237	219	221	2
SAINT ROME DE CERNON	12 243	97	95	-2
SAINT ROME DE TARN	12244	97	97	0
SAINT SERNIN SUR RANCE	12248	55	55	0
SAINT SEVER DU MOUSTIER	12249	92	92	0
SAINT VICTOR ET MELVIEU	12251	77	77	0
SAINT-ANDRÉ DE VÉZINES	12211	90	90	0
SAINTE-EULALIE DE CERNON	12220	54	54	0
SAINT-GEORGES DE LUZENÇON	12225	32	32	0
SAINT-JEAN-DU-BRUEL	12 231	155	154	-1
SAINT-MARTIN-DE-LENNE	12 239	66	66	0
SAINT-SATURNIN-DE-LENNE	12 247	71	71	0
SAUCLIÈRES	12 260	78	77	-1
SÉVÉRAC-D'AVEYRON	12 270	685	688	3
SYLVANES	12274	41	41	0
TAURIAC DE CAMARES	12275	24	24	0
TOURNEMIRE	12282	97	19	-78
VABRES L ABBAYE	12 286	119	119	0
VERRIÈRES	12291	158	158	0
VERSOLS ET LAPEYRE	12292	119	92	-27
VEYREAU	12293	54	53	-1
VIALA DU PAS DE JAUX	12295	15	15	0
VIALA DU TARN	12296	110	110	0
		9884	**9709**	**-175**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_020-DE
Reçu le 11/04/2024

Délibération PNRGC n° 2024-021 du Comité syndical du 8 avril 2024

Vote du Compte Administratif 2023 – Compétence Générale

Etaient présents les représentants suivants : 63

- Pour le collège de la Région : **2**
  1. *Clément CARLES*
  2. *Emmanuelle GAZEL*
- Pour le collège des Départements : **3**
  1. *Christophe LABORIE*
  2. *Jacques RIGAUD*
  3. *Monique ALIES*
- Pour le collège des groupements de communes : **10**
  1. *Gérard CAILHOL*
  2. *Jean CAPEL*
  3. *Esther CHUREAU (suppléante)*
  4. *Richard FIOL*
  5. *Philippe LEPETIT*
  6. *Patrick PES*
  7. *Sophie PRADEL*
  8. *Jean-Luc REQUI*
  9. *Bernard SIRGUE*
  10. *Cyril TOUZET*

Pour le collège des communes : **48**

Présents :

1. *Eloi ALBET*
2. *Julie ALRIQUET*
3. *Marie-Pierre AUTET*
4. *Jean Marc BEA*
5. *Jean BLANCHOT (suppléant)*
6. *Jean-Louis CABANES*
7. *Nelly CABANES*
8. *Ludovic CAMPLO*
9. *Philippe CAVALIER*
10. *Marie-Christine COLIN (suppléante)*
11. *Régis COLSON*
12. *Marie-Rose COMBES*
13. *Roger CORROCHANO*
14. *Francis CULIE*
15. *Sébastien DAVID*
16. *Claudine DELACROIX PAGES (Suppléante)*
17. *Florence DELORT*
18. *Elisabeth DODINET*
19. *Aurélie ESON*
20. *Anne-Marie FRENEHARD (suppléant)*
21. *Philippe GIGANON*
22. *Bernard GOUJON*
23. *Philippe GOUT*
24. *Jérôme GRIALOU (suppléant)*
25. *Edmond GROS*
26. *Romain JEANJEAN*
27. *Bernard LAUTREC*
28. *Marie-Hélène LE MERRE (suppléante)*
29. *François LEROY*
30. *Gaëlle LEVEQUE*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

31. *Francis MANCINO (suppléant)*
32. *Christiane MAURY*
33. *Elisabeth MUYS*
34. *Bernadette NEGROS*
35. *Bernadette PAILHAS*
36. *Maxime PETRAUD*
37. *Séverine PEYRETOUT*
38. *Jean-Michel PINAULT*
39. *Gaëtan PRIVAT*
40. *Viviane RAMONDENC*
41. *Jean-Luc RICARD*
42. *Martine RODRIGUEZ*
43. *Alain ROUGET*
44. *Michel SENTY*
45. *Benoit SOLIER*
46. *Jean TRINQUIER*
47. *Marina VIDAL CONDOMINES*
48. *Nicolas WOHREL*

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **24**

- Pour le collège de la Région : **1**
  1. *Christine SAHUET donne son pouvoir à Clément CARLES*

- Pour le collège des Départements : /

- Pour le collège des groupements de communes : /

- Pour le collège des communes : **23**
  1. *Roselyne AMALRIC-VUAGNAT donne son pouvoir à Viviane RAMONDENC*
  2. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  3. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  4. *Philippe BAYLET donne son pouvoir à Nelly CABANES*
  5. *Laure CLEMENT donne son pouvoir à Benoît SOLIER*
  6. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  7. *Emmanuelle GASCOIN donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  8. *Christian GINESTE donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  9. *Antoine GOUTELLE donne son pouvoir à Roger CORROCHANO*
  10. *Yann JEANNIN donne son pouvoir à Jean TRINQUIER*
  11. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  12. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  13. *Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPLO*
  14. *Philippe MEJANE donne son pouvoir à Marina VIDAL*
  15. *Françoise OLIVIER donne son pouvoir à Bernard GOUJON*
  16. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  17. *Céline RENAUD donne son pouvoir à Sébastien DAVID*
  18. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Edmond GROS*
  19. *Jean-Philippe SABATHIER donne son pouvoir à Francis CULIE*
  20. *Guy SALES donne son pouvoir à Philippe GIGANON*
  21. *Michel SIMONIN donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  22. *Yves VIALA donne son pouvoir à Bernard LAUTREC*
  23. *Didier VIDAL donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Excusés : **57**

- Pour le collège de la Région : **1**
  1. *Fadilha BENAMMAR KOLY*
- Pour le collège des Départements : **1**
  1. *Claude ASSIER*
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  1. *Jean-Michel ARNAL*
- Pour le collège des communes : **54**
  1. *Guilhem ALLEMAN*
  2. *Luc BEVILACQUA*
  3. *Didier BEREAU*
  4. *Yves BIOULAC*
  5. *Jean-Marie BODT*
  6. *Adrien BOUDES*
  7. *Christian BOUDES*
  8. *Yves BOUSQUET*
  9. *Ghislain CABAL-ZINCK*
  10. *Alain CARLES*
  11. *Arlette CAZABONNE*
  12. *Guy CAZOTTES*
  13. *Claude CHIBAUDEL*
  14. *Michel COMBES*
  15. *Jonathan COSTES*
  16. *Vincent COURTEAUX*
  17. *Jean-Luc CRASSOUS*
  18. *Jean-Luc CROUZET*
  19. *Anne CROS*
  20. *Natacha CUNTY*
  21. *Luc DONNADIEU*
  22. *Monika DUVINAGE*
  23. *Daniel FABRE*
  24. *Christophe FROMENT*
  25. *Nathalie GARRIGUES*
  26. *Victorien GENIEZ*
  27. *Bastien GIACCOBI*
  28. *Sylvain GOLEO*
  29. *Jean-Pierre HERVAS*
  30. *Christophe HURAULT*
  31. *Patrick IMBERT*
  32. *Alain JOSEPH*
  33. *Danièle JOSEPH*
  34. *Jean-Michel LADET*
  35. *Robert LADET*
  36. *Mathieu LAMBRECHT*
  37. *Michel LEBLOND*
  38. *Franck LE MOUTON-MAZIERES*
  39. *Aimé MAJOREL*
  40. *Magali MALINOWSKI-BERTRAND*
  41. *Loïc MARLAS*
  42. *Bernard MAURY*
  43. *Nathalie PALMIER*
  44. *Pierre PANTANELLA*
  45. *Gilles PLET*
  46. *Christophe ROMO*
  47. *Elian ROQUES*
  48. *Frédéric ROIG*
  49. *Jean-Marc SAUVIER*
  50. *André SERIN*
  51. *Jérôme SINTES*
  52. *Jean-Claude SOUYRIS*
  53. *Claire VAN DER HORST*
  54. *Michel WOLKOWISKI*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'utilisation des crédits inscrits au budget primitif 2023, dont les résultats consignés dans le compte administratif sont les suivants :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	3 268 550,02 euros
Recettes	3 250 677,97 euros
Résultat déficitaire de l'exercice	**17 872,05 euros**
Résultat excédentaire N-1	1 003 359,10 euros
Résultat cumulé excédentaire	**985 487,05 euros**
INVESTISSEMENT	
Dépenses	580 086,57 euros
Recettes	606 151,45 euros
Résultat excédentaire de l'exercice	**26 064,88 euros**
Restes à réaliser à reporter en dépenses	*127 171,93 euros*
Restes à réaliser à reporter en recette	*418 253,39 euros*
Solde excédentaire des restes à réaliser	***291 081,46 euros***
Résultat excédentaire N-1	**679 467,32 euros**
Résultat cumulé excédentaire	**705 532,20 euros**
CUMUL des deux SECTIONS	
Résultat cumulé excédentaire	**1 691 019,25 euros**

Le compte de gestion comportant les mêmes résultats, le Comité syndical décide de voter, hors la présence du Président, le compte administratif 2023 du budget relatif à la compétence générale du syndicat mixte du Parc.

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	3	0	0	4	3
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	71	0	0	125	71
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	87	0	0	144	87
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le compte administratif 2023 et mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Roquefort-sur-Soulzon, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune - Budget principal (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25120134900015

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 31
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 39
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 71
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 103
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 104
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 105
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions 108
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	109
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	113
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	115
D2 - Arrêté et signatures	116

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Code INSEE	Budget principal PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES	CA 2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) : Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....),

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	3 268 550,02	G	3 250 677,97
	Section d'investissement	B	580 086,57	H	606 151,45
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 003 359,10 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	679 467,32 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	3 848 636,59	= G+H+I+J	5 539 655,84

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	127 171,93	L	418 253,39
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	127 171,93	= K+L	418 253,39

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	3 268 550,02	= G+I+K	4 254 037,07
	Section d'investissement	= B+D+F	707 258,50	= H+J+L	1 703 872,16
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	3 975 808,52	= G+H+I+J+K+L	5 957 909,23

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 127 171,93	L 418 253,39
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		2 400,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	339 855,93
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
11	Opération d'équipement n° 11	9 114,65	
16	Opération d'équipement n° 16	7 966,40	
19	Opération d'équipement n° 19	2 400,00	
20	Opération d'équipement n° 20	5 121,85	
21	Opération d'équipement n° 21	729,60	
27	Opération d'équipement n° 27	52 800,00	
29	Opération d'équipement n° 29	15 027,80	
30	Opération d'équipement n° 30	11 802,88	
31	Opération d'équipement n° 31	22 208,75	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27 092,46
4582377	Opération pour compte de tiers n° 377 - Pierre clavée chantier pilote (2)	0,00	48 905,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 907 152,64	789 528,01	39 520,82	0,00	1 078 103,81
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 984 500,00	1 926 050,80	0,00	0,00	58 449,20
014	Atténuations de produits	1 700,00	1 700,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 335 305,00	209 544,46	0,00	0,00	1 125 760,54
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**5 228 657,64**	**2 926 823,27**	**39 520,82**	**0,00**	**2 262 313,55**
66	Charges financières	21 500,00	16 711,54	0,00	0,00	4 788,46
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	450 000,00	0,00			450 000,00
022	Dépenses imprévues	29 347,02				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5 730 504,66**	**2 943 534,81**	**39 520,82**	**0,00**	**2 747 449,03**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*275 456,40*	*285 494,39*			*-10 037,99*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***275 456,40***	***285 494,39***			***-10 037,99***
TOTAL		**6 005 961,06**	**3 229 029,20**	**39 520,82**	**0,00**	**2 737 411,04**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	15 000,00	10 696,73	6 195,34	0,00	-1 892,07
70	Produits services, domaine et ventes div	548 050,00	583 260,06	0,00	0,00	-35 210,06
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	4 404 601,96	1 320 286,25	1 285 484,91	0,00	1 798 830,80
75	Autres produits de gestion courante	32 950,00	32 214,11	0,00	0,00	735,89
Total des recettes de gestion courante		**5 000 601,96**	**1 946 457,15**	**1 291 680,25**	**0,00**	**1 762 464,56**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	12 540,57	0,00	0,00	-10 540,57
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**5 002 601,96**	**1 958 997,72**	**1 291 680,25**	**0,00**	**1 751 923,99**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**5 002 601,96**	**1 958 997,72**	**1 291 680,25**	**0,00**	**1 751 923,99**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **1 003 359,10**				

(1) SI la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	775 152,54	422 137,45	127 171,93	225 843,16
Total des dépenses d'équipement		**775 152,54**	**422 137,45**	**127 171,93**	**225 843,16**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000,00	30 405,62	0,00	594,38
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
27	Autres immobilisations financières	19 892,46	19 892,46	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	8 909,52			
Total des dépenses financières		**60 801,98**	**50 298,08**	**0,00**	**10 503,90**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**106 667,25**	**94 315,29**	**0,00**	**12 351,96**
Total des dépenses réelles d'investissement		**942 621,77**	**566 750,82**	**127 171,93**	**248 699,02**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*13 500,00*	*13 335,75*		*164,25*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***13 500,00***	***13 335,75***		***164,25***
TOTAL		**956 121,77**	**580 086,57**	**127 171,93**	**248 863,27**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	688 126,11	216 740,59	339 855,93	131 529,59
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**688 126,11**	**216 740,59**	**339 855,93**	**131 529,59**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	26 958,53	26 958,53	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	34 208,41	7 115,95	27 092,46	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	12 500,00		2 400,00	
Total des recettes financières		**73 666,94**	**34 074,48**	**29 492,46**	**10 100,00**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**115 905,00**	**56 506,24**	**48 905,00**	**10 493,76**
Total des recettes réelles d'investissement		**877 698,05**	**307 321,31**	**418 253,39**	**152 123,35**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*275 456,40*	*285 494,39*		*-10 037,99*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*13 500,00*	*13 335,75*		*164,25*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***288 956,40***	***298 830,14***		***-9 873,74***
TOTAL		**1 166 654,45**	**606 151,45**	**418 253,39**	**142 249,61**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **679 467,32**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	829 048,83		829 048,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 926 050,80		1 926 050,80
014	Atténuations de produits	1 700,00		1 700,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	209 544,46		209 544,46
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	16 711,54	*0,00*	16 711,54
67	Charges exceptionnelles	0,00	*10 100,00*	10 100,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*275 394,39*	275 394,39
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 983 055,63**	***285 494,39***	**3 268 550,02**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	30 405,62	*0,00*	30 405,62
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	422 137,45		422 137,45
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	19 892,46	*0,00*	19 892,46
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	94 315,29	*13 335,75*	107 651,04
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**566 750,82**	***13 335,75***	**580 086,57**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	16 892,07		16 892,07
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	583 260,06		583 260,06
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	2 605 771,16		2 605 771,16
75	Autres produits de gestion courante	32 214,11	*0,00*	32 214,11
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	12 540,57	*0,00*	12 540,57
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**3 250 677,97**	***0,00***	**3 250 677,97**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**1 003 359,10**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	26 958,53	0,00	26 958,53
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	216 740,59	0,00	216 740,59
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*10 100,00*	10 100,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*13 335,75*	13 335,75
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 115,95	*0,00*	7 115,95
28	*Amortissement des immobilisations*		*275 394,39*	*275 394,39*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	56 506,24	0,00	56 506,24
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**307 321,31**	**298 830,14**	**606 151,45**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**679 467,32**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**1 907 152,64**	**789 528,01**	**39 520,82**	**0,00**	**1 078 103,81**
60611	Eau et assainissement	1 100,00	766,47	0,00	0,00	333,53
60612	Energie - Electricité	9 000,00	5 992,16	0,00	0,00	3 007,84
60621	Combustibles	4 200,00	4 148,67	0,00	0,00	51,33
60622	Carburants	35 000,00	27 689,80	0,00	0,00	7 310,20
60623	Alimentation	3 500,00	1 309,94	0,00	0,00	2 190,06
60632	Fournitures de petit équipement	114 000,00	18 809,15	220,04	0,00	94 970,81
60636	Vêtements de travail	7 500,00	4 497,45	0,00	0,00	3 002,55
6064	Fournitures administratives	6 500,00	6 554,69	0,00	0,00	-54,69
6068	Autres matières et fournitures	4 000,00	4 605,19	3 239,93	0,00	-3 845,12
611	Contrats de prestations de services	40 000,00	20 142,20	576,00	0,00	19 281,80
6132	Locations immobilières	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6135	Locations mobilières	25 000,00	6 906,22	0,00	0,00	18 093,78
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 000,00	112,00	0,00	0,00	1 888,00
61551	Entretien matériel roulant	15 000,00	14 520,12	0,00	0,00	479,88
6156	Maintenance	42 000,00	36 387,31	810,62	0,00	4 802,07
6161	Multirisques	23 500,00	21 922,20	0,00	0,00	1 577,80
617	Etudes et recherches	637 034,24	148 511,24	0,00	0,00	488 523,00
6182	Documentation générale et technique	2 100,00	1 742,55	0,00	0,00	357,45
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	5 520,00	0,00	0,00	-4 520,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 760,00	1 305,00	0,00	0,00	455,00
6188	Autres frais divers	0,00	780,00	0,00	0,00	-780,00
6226	Honoraires	15 000,00	3 243,00	0,00	0,00	11 757,00
6228	Divers	560 500,00	245 276,34	31 670,94	0,00	283 552,72
6231	Annonces et insertions	2 508,40	7 881,43	0,00	0,00	-5 373,03
6232	Fêtes et cérémonies	500,00	160,00	0,00	0,00	340,00
6237	Publications	150 000,00	22 935,17	2 354,40	0,00	124 710,43
6248	Divers	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6251	Voyages et déplacements	3 000,00	4 316,54	0,00	0,00	-1 316,54
6256	Missions	14 350,00	11 710,42	0,00	0,00	2 639,58
6257	Réceptions	14 000,00	10 870,71	648,89	0,00	2 480,40
6261	Frais d'affranchissement	12 000,00	7 682,50	0,00	0,00	4 317,50
6262	Frais de télécommunications	43 000,00	34 960,02	0,00	0,00	8 039,98
627	Services bancaires et assimilés	100,00	1,36	0,00	0,00	98,64
6281	Concours divers (cotisations)	15 000,00	14 574,00	0,00	0,00	426,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	28 000,00	27 588,80	0,00	0,00	411,20
6288	Autres services extérieurs	70 000,00	65 718,00	0,00	0,00	4 282,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	48,36	0,00	0,00	-48,36
6358	Autres droits	500,00	339,00	0,00	0,00	161,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 984 500,00**	**1 926 050,80**	**0,00**	**0,00**	**58 449,20**
6218	Autre personnel extérieur	58 000,00	58 836,47	0,00	0,00	-836,47
6331	Versement mobilité	6 400,00	6 191,09	0,00	0,00	208,91
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 250,00	1 099,17	0,00	0,00	150,83
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	20 700,00	20 300,31	0,00	0,00	399,69
64111	Rémunération principale titulaires	855 000,00	867 032,58	0,00	0,00	-12 032,58
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	22 500,00	20 298,87	0,00	0,00	2 201,13
64118	Autres indemnités titulaires	9 000,00	7 808,94	0,00	0,00	1 191,06
64131	Rémunérations non tit.	425 000,00	366 525,30	0,00	0,00	58 474,70
64138	Autres indemnités non tit.	300,00	169,74	0,00	0,00	130,26
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	229 850,00	235 480,18	0,00	0,00	-5 630,18
6453	Cotisations aux caisses de retraites	255 000,00	244 249,78	0,00	0,00	10 750,22
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	15 000,00	15 566,48	0,00	0,00	-566,48
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00	1 247,80	0,00	0,00	1 752,20
6478	Autres charges sociales diverses	83 500,00	81 244,09	0,00	0,00	2 255,91
014	**Atténuations de produits**	**1 700,00**	**1 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	1 700,00	1 700,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 335 305,00**	**209 544,46**	**0,00**	**0,00**	**1 125 760,54**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	21 834,66	0,00	0,00	-21 834,66
6518	Autres	8 300,00	3 173,60	0,00	0,00	5 126,40
6531	Indemnités	60 000,00	56 539,00	0,00	0,00	3 461,00
6532	Frais de mission	2 000,00	801,65	0,00	0,00	1 198,35
6533	Cotisations de retraite	6 500,00	5 428,70	0,00	0,00	1 071,30
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	15 500,00	15 452,00	0,00	0,00	48,00
65733	Subv. fonct. Départements	48 905,00	0,00	0,00	0,00	48 905,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	623 000,00	80 599,12	0,00	0,00	542 400,88
65737	Subv. fonct. Autres organismes publics locaux	104 350,00	0,00	0,00	0,00	104 350,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	411 650,00	18 105,44	0,00	0,00	393 544,56
658822	Aides	46 000,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00
65888	Autres	8 100,00	7 610,29	0,00	0,00	489,71
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**5 228 657,64**	**2 926 823,27**	**39 520,82**	**0,00**	**2 262 313,55**
66	**Charges financières (b)**	**21 500,00**	**16 711,54**	**0,00**	**0,00**	**4 788,46**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	20 000,00	16 711,54	0,00	0,00	3 288,46
6688	Autres	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**450 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**450 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	450 000,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**29 347,02**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**5 730 504,66**	**2 943 534,81**	**39 520,82**	**0,00**	**2 747 449,03**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***275 456,40***	***285 494,39***			***-10 037,99***
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*10 100,00*			*-10 100,00*
6811	*Dot. amort. et prov. immos incorporelles*	*275 456,40*	*275 394,39*			*62,01*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***275 456,40***	***285 494,39***			***-10 037,99***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***275 456,40***	***285 494,39***			***-10 037,99***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**6 005 961,06**	**3 229 029,20**	**39 520,82**	**0,00**	**2 737 411,04**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**15 000,00**	**10 696,73**	**6 195,34**	**0,00**	**-1 892,07**
6419	Remboursements rémunérations personnel	15 000,00	10 696,73	6 195,34	0,00	-1 892,07
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***548 050,00***	***583 260,06***	***0,00***	***0,00***	***-35 210,06***
70688	Autres prestations de services	*3 500,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 500,00*
7078	Autres marchandises	*21 500,00*	*3 114,58*	*0,00*	*0,00*	*18 385,42*
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	*121 800,00*	*118 292,67*	*0,00*	*0,00*	*3 507,33*
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	*42 000,00*	*76 063,20*	*0,00*	*0,00*	*-34 063,20*
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	*265 000,00*	*287 672,24*	*0,00*	*0,00*	*-22 672,24*
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	*78 000,00*	*78 013,82*	*0,00*	*0,00*	*-13,82*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*16 250,00*	*20 103,55*	*0,00*	*0,00*	*-3 853,55*
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**4 404 601,96**	**1 320 286,25**	**1 285 484,91**	**0,00**	**1 798 830,80**
74718	Autres participations Etat	472 085,92	391 280,32	148 855,77	0,00	-68 050,17
7472	Participat° Régions	1 087 183,19	425 706,49	451 287,21	0,00	210 189,49
7473	Participat° Départements	347 455,00	347 455,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	164 019,90	164 019,90	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	90 600,00	24 342,83	0,00	0,00	66 257,17
7477	Participat° Budget communautaire et FS	482 891,65	-337 101,77	507 812,72	0,00	312 180,70
7478	Participat° Autres organismes	571 799,28	134 211,80	127 769,50	0,00	309 817,98
7488	Autres attributions et participations	1 188 567,02	170 371,68	49 759,71	0,00	968 435,63
75	**Autres produits de gestion courante**	**32 950,00**	**32 214,11**	**0,00**	**0,00**	**735,89**
752	Revenus des immeubles	32 900,00	32 212,00	0,00	0,00	688,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	50,00	2,11	0,00	0,00	47,89
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**5 000 601,96**	**1 946 457,15**	**1 291 680,25**	**0,00**	**1 762 464,56**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**2 000,00**	**12 540,57**	**0,00**	**0,00**	**-10 540,57**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	10 100,00	0,00	0,00	-10 100,00
7788	Produits exceptionnels divers	2 000,00	2 440,57	0,00	0,00	-440,57
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**5 002 601,96**	**1 958 997,72**	**1 291 680,25**	**0,00**	**1 751 923,99**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 002 601,96**	**1 958 997,72**	**1 291 680,25**	**0,00**	**1 751 923,99**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 003 359,10**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
11	Opération d'équipement n° 11 (2)	95 000,00	43 362,05	9 114,65	42 523,30
16	Opération d'équipement n° 16 (2)	17 000,00	9 033,60	7 966,40	0,00
19	Opération d'équipement n° 19 (2)	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00
20	Opération d'équipement n° 20 (2)	12 500,00	7 378,15	5 121,85	0,00
21	Opération d'équipement n° 21 (2)	132 300,00	131 570,40	729,60	0,00
23	Opération d'équipement n° 23 (2)	123 375,87	1 086,28	0,00	122 289,59
24	Opération d'équipement n° 24 (2)	9 324,00	6 484,80	0,00	2 839,20
25	Opération d'équipement n° 25 (2)	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00
26	Opération d'équipement n° 26 (2)	155 752,00	115 560,93	0,00	40 191,07
27	Opération d'équipement n° 27 (2)	52 800,00	0,00	52 800,00	0,00
29	Opération d'équipement n° 29 (2)	17 416,80	2 389,00	15 027,80	0,00
30	Opération d'équipement n° 30 (2)	30 078,72	18 275,84	11 802,88	0,00
31	Opération d'équipement n° 31 (2)	109 205,15	86 996,40	22 208,75	0,00
	Total des dépenses d'équipement	775 152,54	422 137,45	127 171,93	225 843,16
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000,00	30 405,62	0,00	594,38
1641	Emprunts en euros	31 000,00	30 405,62	0,00	594,38
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
261	Titres de participation	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
27	Autres immobilisations financières	19 892,46	19 892,46	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	19 892,46	19 892,46	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	8 909,52			
	Total des dépenses financières	60 801,98	50 298,08	0,00	10 503,90
4581377	Pierre clavée chantier pilote (3)	79 667,25	77 809,05	0,00	1 858,20
4581425	Réhab ANC (3)	27 000,00	16 506,24	0,00	10 493,76
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	106 667,25	94 315,29	0,00	12 351,96
	TOTAL DEPENSES REELLES	942 621,77	566 750,82	127 171,93	248 699,02
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*13 500,00*	*13 335,75*		*164,25*
4581377	*Pierre clavée chantier pilote*	*13 500,00*	*13 335,75*		*164,25*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*13 500,00*	*13 335,75*		*164,25*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	956 121,77	580 086,57	127 171,93	248 863,27
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	688 126,11	216 740,59	339 855,93	131 529,59
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	29 607,90	29 607,90	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	373 229,58	115 676,69	195 581,23	61 971,66
1323	Subv. non transf. Départements	21 125,00	21 125,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	46 952,08	50 331,00	-21 997,67	18 618,75
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	40 426,67	0,00	39 666,67	760,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	112 605,70	0,00	112 605,70	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	64 179,18	0,00	14 000,00	50 179,18
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	688 126,11	216 740,59	339 855,93	131 529,59
10	Dotations, fonds divers et réserves	26 958,53	26 958,53	0,00	0,00
10222	FCTVA	26 958,53	26 958,53	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	34 208,41	7 115,95	27 092,46	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	34 208,41	7 115,95	27 092,46	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	12 500,00		2 400,00	
	Total des recettes financières	73 666,94	34 074,48	29 492,46	10 100,00
4582377	Pierre clavée chantier pilote (2)	88 905,00	40 000,00	48 905,00	0,00
4582425	Réhab ANC (2)	27 000,00	16 506,24	0,00	10 493,76
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	115 905,00	56 506,24	48 905,00	10 493,76
	TOTAL DES RECETTES REELLES	877 698,05	307 321,31	418 253,39	152 123,35
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*275 456,40*	*285 494,39*		*-10 037,99*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*10 100,00*		*-10 100,00*
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*	*1 048,80*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*99 864,17*	*99 859,17*		*5,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 691,84*	*2 659,52*		*32,32*
28182	*Matériel de transport*	*53 795,25*	*53 790,26*		*4,99*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*13 561,58*	*13 556,60*		*4,98*
28184	*Mobilier*	*4 063,95*	*4 058,95*		*5,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*100 430,81*	*100 421,09*		*9,72*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*275 456,40*	*285 494,39*		*-10 037,99*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*13 500,00*	*13 335,75*		*164,25*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*13 500,00*	*13 335,75*		*164,25*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*288 956,40*	*298 830,14*		*-9 873,74*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	1 166 654,45	606 151,45	418 253,39	142 249,61
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	679 467,32			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 11 (1)
LIBELLE : Matériel et outillage

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		95 000,00	A 43 362,05	9 114,65	42 523,30	B 327 324,38
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	95 000,00	43 362,05	9 114,65	42 523,30	327 324,38
2188	Autres immobilisations corporelles	95 000,00	43 362,05	9 114,65	42 523,30	327 324,38
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		99 533,83	C 36 472,21	15 766,64	47 294,98	D 94 115,49
13	Subventions d'investissement	99 533,83	36 472,21	15 766,64	47 294,98	94 115,49
1322	Subv. non transf. Régions	60 227,58	36 472,21	15 766,64	7 988,73	91 515,49
13248	Subv. non transf. Autres communes	18 618,75	0,00	0,00	18 618,75	2 600,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	20 687,50	0,00	0,00	20 687,50	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-6 889,84	D - B	-233 208,89

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 16 (1)
LIBELLE : Informatique et bureautique

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		17 000,00	A 9 033,60	7 966,40	0,00	B 105 347,94
20	Immobilisations incorporelles	4 000,00	948,00	3 052,00	0,00	19 017,54
2051	Concessions, droits similaires	4 000,00	948,00	3 052,00	0,00	19 017,54
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 000,00	8 085,60	4 914,40	0,00	86 330,40
2183	Matériel de bureau et informatique	13 000,00	8 085,60	4 914,40	0,00	86 330,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -9 033,60	D - B -105 347,94

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19 (1)
LIBELLE : Aménagement des locaux

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		2 400,00	A 0,00	2 400,00	0,00	B 27 551,70
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00	27 551,70
2184	Mobilier	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00	27 551,70
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-27 551,70

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20 (1)
LIBELLE : Acquisition et rénovation siège social

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		12 500,00	A 7 378,15	5 121,85	0,00	B 916 057,03
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	12 500,00	7 378,15	5 121,85	0,00	916 057,03
21318	Autres bâtiments publics	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	856 885,43
2135	Installations générales, agencements	7 500,00	7 378,15	121,85	0,00	59 171,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-7 378,15	D - B	-916 057,03

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21 (1)
LIBELLE : Outils numériques

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		132 300,00	A 131 570,40	729,60	0,00	B 324 407,61
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	111 317,61
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	111 317,61
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	132 300,00	131 570,40	729,60	0,00	213 090,00
2188	Autres immobilisations corporelles	132 300,00	131 570,40	729,60	0,00	213 090,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		167 000,00	C 93 831,00	73 169,00	0,00	D 185 830,40
13	Subventions d'investissement	167 000,00	93 831,00	73 169,00	0,00	185 830,40
1322	Subv. non transf. Régions	91 500,00	43 500,00	48 000,00	0,00	82 000,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	25 333,33	50 331,00	-24 997,67	0,00	92 808,40
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	36 666,67	0,00	36 666,67	0,00	11 022,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	13 500,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -37 739,40	D - B -138 577,21

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 23 (1)
LIBELLE : Autopartage

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		123 375,87	A 1 086,28	0,00	122 289,59	B 32 676,09
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	123 375,87	1 086,28	0,00	122 289,59	32 676,09
2188	Autres immobilisations corporelles	123 375,87	1 086,28	0,00	122 289,59	32 676,09
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		147 708,38	C 15 949,48	52 658,72	79 100,18	D 15 949,48
13	Subventions d'investissement	147 708,38	15 949,48	52 658,72	79 100,18	15 949,48
1322	Subv. non transf. Régions	67 347,00	15 949,48	1 789,02	49 608,50	15 949,48
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	50 869,70	0,00	50 869,70	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	29 491,68	0,00	0,00	29 491,68	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	14 863,20	D - B	-16 726,61

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 24 (1)
LIBELLE : Forêts, filière bois et mares

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		9 324,00	A 6 484,80	0,00	2 839,20	B 11 800,80
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	9 324,00	6 484,80	0,00	2 839,20	11 800,80
2188	Autres immobilisations corporelles	9 324,00	6 484,80	0,00	2 839,20	11 800,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		9 515,00	C 4 515,00	5 000,00	0,00	D 6 450,00
13	Subventions d'investissement	9 515,00	4 515,00	5 000,00	0,00	6 450,00
1322	Subv. non transf. Régions	9 515,00	4 515,00	5 000,00	0,00	6 450,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-1 969,80	D - B	-5 350,80

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 25 (1)
LIBELLE : Covoiturage

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		18 000,00	A 0,00	0,00	18 000,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		16 000,00	C 15 240,00	0,00	760,00	D 15 240,00
13	Subventions d'investissement	16 000,00	15 240,00	0,00	760,00	15 240,00
1322	Subv. non transf. Régions	15 240,00	15 240,00	0,00	0,00	15 240,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	760,00	0,00	0,00	760,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	15 240,00	D - B	15 240,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 26 (1)
LIBELLE : Itinérance Gorges et vallée du Tarn

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		155 752,00	A 115 560,93	0,00	40 191,07	B 240 674,93
20	Immobilisations incorporelles	130 952,00	90 797,85	0,00	40 154,15	215 911,85
2051	Concessions, droits similaires	130 952,00	90 797,85	0,00	40 154,15	215 911,85
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	24 800,00	24 763,08	0,00	36,92	24 763,08
2184	Mobilier	24 800,00	24 763,08	0,00	36,92	24 763,08
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		158 968,90	C 50 732,90	103 861,57	4 374,43	D 69 422,00
13	Subventions d'investissement	158 968,90	50 732,90	103 861,57	4 374,43	69 422,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	29 607,90	29 607,90	0,00	0,00	42 297,00
1322	Subv. non transf. Régions	60 000,00	0,00	55 625,57	4 374,43	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	21 125,00	21 125,00	0,00	0,00	27 125,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	48 236,00	0,00	48 236,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-64 828,03	D - B	-171 252,93

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 27 (1)
LIBELLE : Abris de troupeau

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		52 800,00	A 0,00	52 800,00	0,00	B 68 952,10
20	Immobilisations incorporelles	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	5 244,00
2031	Frais d'études	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	5 244,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	42 800,00	0,00	42 800,00	0,00	63 708,10
2188	Autres immobilisations corporelles	42 800,00	0,00	42 800,00	0,00	63 708,10
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		44 000,00	C 0,00	44 000,00	0,00	D 54 708,32
13	Subventions d'investissement	44 000,00	0,00	44 000,00	0,00	54 708,32
1322	Subv. non transf. Régions	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	27 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	14 000,00	0,00	14 000,00	0,00	27 708,32
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-14 243,78

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 29 (1)
LIBELLE : Mares et Lavognes

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		17 416,80	A 2 389,00	15 027,80	0,00	B 2 389,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	17 416,80	2 389,00	15 027,80	0,00	2 389,00
2188	Autres immobilisations corporelles	17 416,80	2 389,00	15 027,80	0,00	2 389,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-2 389,00	D - B	-2 389,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.
(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30 (1)
LIBELLE : Filière Pierre

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**30 078,72**	A **18 275,84**	**11 802,88**	**0,00**	B **18 275,84**
20	**Immobilisations incorporelles**	**6 542,97**	**0,00**	**6 542,97**	**0,00**	**0,00**
2032	Frais de recherche et de développement	6 542,97	0,00	6 542,97	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**10 200,00**	**4 940,09**	**5 259,91**	**0,00**	**4 940,09**
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	4 940,09	-4 940,09	0,00	4 940,09
21748	Sol autrui - Autres construct° (mise à d	10 200,00	0,00	10 200,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**13 335,75**	**13 335,75**	**0,00**	**0,00**	**13 335,75**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	13 335,75	13 335,75	0,00	0,00	13 335,75

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**16 000,00**	C **0,00**	**16 000,00**	**0,00**	D **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**16 000,00**	**0,00**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-18 275,84	D - B	-18 275,84

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 31 (1)
LIBELLE : Avenir Montagne Mobilités

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		109 205,15	A 86 996,40	22 208,75	0,00	B 86 996,40
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	109 205,15	86 996,40	22 208,75	0,00	86 996,40
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	18 005,15	0,00	18 005,15	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	91 200,00	86 996,40	4 203,60	0,00	86 996,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		29 400,00	C 0,00	29 400,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	29 400,00	0,00	29 400,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	29 400,00	0,00	29 400,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-86 996,40	D - B	-86 996,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	77 809	50 199	0	0	131 570	0	0	0	0	183 647	123 525	566 751
- Equipements municipaux (2)		19 793	0	0	131 570	0	0	0	0	155 213	115 561	422 137
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	77 809											77 809
Dépenses d'ordre	13 336											13 336
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
Total dépenses	**91 145**	**50 199**	**0**	**0**	**131 570**	**0**	**0**	**0**	**0**	**183 647**	**123 525**	**580 087**
Total recettes	**53 336**	**991 920**	**0**	**0**	**62 331**	**0**	**0**	**0**	**0**	**88 683**	**89 349**	**1 285 619**
Solde d'investissement	**-37 809**	**941 721**	**0**	**0**	**-69 239**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-94 964**	**-34 176**	**705 532**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**18 936**	**0**	**0**	**730**	**0**	**0**	**0**	**0**	**107 506**	**0**	**127 172**
Total RAR recettes	**46 905**	**2 400**	**0**	**0**	**59 669**	**0**	**0**	**0**	**0**	**181 953**	**125 326**	**418 253**
SOLDE RAR investissement	**46 905**	**-16 536**	**0**	**0**	**58 939**	**0**	**0**	**0**	**0**	**74 448**	**125 326**	**291 081**

FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**0**	**1 446 554**	**0**	**0**	**28 952**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 278 352**	**514 692**	**3 268 550**
Total recettes	**0**	**2 791 044**	**0**	**0**	**20 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 084 482**	**358 011**	**4 254 037**
Solde de fonctionnement	**0**	**1 344 490**	**0**	**0**	**-8 452**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-193 870**	**-156 681**	**985 487**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**91 145**	**69 135**	**0**	**0**	**132 300**	**0**	**0**	**0**	**0**	**291 153**	**123 525**	**707 259**
Dépenses réelles		77 809	69 135	0	0	132 300	0	0	0	0	291 153	123 525	693 923
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	30 406	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 406
1641	Emprunts en euros	0	30 406	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 406
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 928	7 964	19 892
2764	Créances sur personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 928	7 964	19 892
Opérations d'équipement		0	38 730	0	0	132 300	0	0	0	0	262 719	115 561	549 309
11	Matériel et outillage	0	7 778	0	0	0	0	0	0	0	44 699	0	52 477
16	Informatique et bureautique	0	16 052	0	0	0	0	0	0	0	948	0	17 000
19	Aménagement des locaux	0	2 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 400
20	Acquisition et rénovation siège social	0	12 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 500
21	Outils numériques	0	0	0	0	132 300	0	0	0	0	0	0	132 300
23	Autopartage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 086	0	1 086
24	Forêts, filière bois et mares	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 485	0	6 485
26	Itinérance Gorges et vallée du Tarn	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	115 561	115 561
27	Abris de troupeau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 800	0	52 800
29	Mares et Lavognes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 417	0	17 417
30	Filière Pierre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 079	0	30 079
31	Avenir Montagne Mobilités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 205	0	109 205

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
Opérations pour compte de tiers		77 809	0	0	0	0	0	0	0	0	16 506	0	94 315
4581377	Pierre clavée chantier pilote	77 809	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77 809
4581425	Réhab ANC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 506	0	16 506
Dépenses d'ordre		*13 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 336*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*13 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 336*
4581377	*Pierre clavée chantier pilote*	*13 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 336*
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES

Total recettes d'investissement		**102 241**	**994 320**	**0**	**0**	**122 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**270 636**	**214 675**	**1 703 872**
Recettes réelles		88 905	29 359	0	0	122 000	0	0	0	0	270 636	214 675	725 575
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	26 959	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 959
10222	FCTVA	0	26 959	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 959
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	122 000	0	0	0	0	235 002	199 594	556 597
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 608	29 608
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	60 000	0	0	0	0	164 132	87 126	311 258
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 125	21 125
13248	Subv. non transf. Autres communes	0	0	0	0	25 333	0	0	0	0	3 000	0	28 333
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0	0	0	0	36 667	0	0	0	0	3 000	0	39 667
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 870	61 736	112 606
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 000	0	14 000
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 126	15 080	34 206

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2764	Créances sur personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 128	15 080	34 208
Opérations pour compte de tiers		88 905	0	0	0	0	0	0	0	0	16 506	0	105 411
4582377	Pierre clavée chantier pilote	88 905	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88 905
4582425	Réhab ANC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 506	0	16 506
Recettes d'ordre		*13 336*	*285 494*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*298 830*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*285 494*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*285 494*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0*	*10 100*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 100*
28031	*Frais d'études*	*0*	*1 049*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 049*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0*	*99 859*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*99 859*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0*	*2 660*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 660*
28182	*Matériel de transport*	*0*	*53 790*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*53 790*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0*	*13 557*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 557*
28184	*Mobilier*	*0*	*4 059*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 059*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0*	*100 421*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100 421*
041	*Opérations patrimoniales*	*13 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 336*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*13 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 336*
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	679 467	0	0	0	0	0	0	0	0	0	679 467

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**0**	**1 446 554**	**0**	**0**	**28 952**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 278 352**	**514 692**	**3 268 550**
Dépenses réelles		0	1 161 060	0	0	28 952	0	0	0	0	1 278 352	514 692	2 983 056
011	Charges à caractère général	0	307 870	0	0	25 767	0	0	0	0	424 145	71 267	829 049
60611	Eau et assainissement	0	616	0	0	0	0	0	0	0	150	0	766
60612	Energie - Electricité	0	4 817	0	0	0	0	0	0	0	1 175	0	5 992
60621	Combustibles	0	3 335	0	0	0	0	0	0	0	814	0	4 149
60622	Carburants	0	22 206	0	0	0	0	0	0	0	5 484	0	27 690
60623	Alimentation	0	904	0	0	0	0	0	0	0	406	0	1 310
60632	Fournitures de petit équipement	0	15 572	0	0	0	0	0	0	0	3 162	296	19 029
60636	Vêtements de travail	0	4 066	0	0	0	0	0	0	0	432	0	4 497
6064	Fournitures administratives	0	4 841	0	0	0	0	0	0	0	1 714	0	6 555
6068	Autres matières et fournitures	0	3 388	0	0	0	0	0	0	0	4 477	0	7 845
611	Contrats de prestations de services	0	5 052	0	0	5 589	0	0	0	0	10 077	0	20 718
6135	Locations mobilières	0	6 031	0	0	0	0	0	0	0	875	0	6 906

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	112	0	0	0	0	0	0	0	0	0	112
61551	Entretien matériel roulant	0	13 534	0	0	0	0	0	0	0	986	0	14 520
61556	Maintenance	0	26 999	0	0	2 980	0	0	0	0	7 219	0	37 198
61558	Multirisques	0	16 396	0	0	0	0	0	0	0	5 526	0	21 922
6167	Etudes et recherches	0	0	0	0	0	0	0	0	0	132 420	16 091	148 511
6182	Documentation générale et technique	0	1 140	0	0	0	0	0	0	0	603	0	1 743
6184	Versements à des organismes de formation	0	5 118	0	0	0	0	0	0	0	402	0	5 520
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	415	0	0	0	0	0	0	0	890	0	1 305
6188	Autres frais divers	0	390	0	0	0	0	0	0	0	390	0	780
6226	Honoraires	0	1 518	0	0	0	0	0	0	0	1 725	0	3 243
6228	Divers	0	25 658	0	0	13 742	0	0	0	0	191 818	45 729	276 947
6231	Annonces et insertions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 442	6 440	7 881
6232	Fêtes et cérémonies	0	160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160
6237	Publications	0	6 577	0	0	3 242	0	0	0	0	13 727	1 743	25 290
6251	Voyages et déplacements	0	1 373	0	0	0	0	0	0	0	2 828	115	4 317
6256	Missions	0	11 046	0	0	166	0	0	0	0	499	0	11 710
6257	Réceptions	0	6 536	0	0	48	0	0	0	0	4 874	61	11 520
6261	Frais d'affranchissement	0	2 629	0	0	0	0	0	0	0	4 749	304	7 683
6262	Frais de télécommunications	0	24 198	0	0	0	0	0	0	0	10 274	488	34 960
627	Services bancaires et assimilés	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
6281	Concours divers (cotisations)	0	13 974	0	0	0	0	0	0	0	600	0	14 574
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	23 092	0	0	0	0	0	0	0	4 497	0	27 589
6288	Autres services extérieurs	0	55 890	0	0	0	0	0	0	0	9 828	0	65 718
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	33	0	0	0	0	0	0	0	15	0	48
6358	Autres droits	0	273	0	0	0	0	0	0	0	66	0	339
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	739 475	0	0	2 835	0	0	0	0	757 275	426 466	1 926 051
6218	Autre personnel extérieur	0	0	0	0	2 835	0	0	0	0	56 001	0	58 836
6331	Versement mobilité	0	2 323	0	0	0	0	0	0	0	2 563	1 304	6 191
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	399	0	0	0	0	0	0	0	463	237	1 099
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	7 203	0	0	0	0	0	0	0	8 592	4 505	20 300
64111	Rémunération principale titulaires	0	334 300	0	0	0	0	0	0	0	266 098	266 635	867 033
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	6 214	0	0	0	0	0	0	0	3 799	10 286	20 299
64118	Autres indemnités titulaires	0	7 809	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 809
64131	Rémunérations non tit.	0	122 006	0	0	0	0	0	0	0	213 663	30 856	366 525
64138	Autres indemnités non tit.	0	163	0	0	0	0	0	0	0	7	0	170
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	90 117	0	0	0	0	0	0	0	107 229	38 134	235 480
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	86 231	0	0	0	0	0	0	0	84 780	73 239	244 250
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	5 081	0	0	0	0	0	0	0	9 216	1 269	15 566

Accusé de réception préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	942	0	0	0	0	0	0	0	306	0	1 248
6478	Autres charges sociales diverses	0	76 688	0	0	0	0	0	0	0	4 557	0	81 244
014	Atténuations de produits	0	1 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 700
6489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0	1 700	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 700
65	Autres charges de gestion courante	0	95 303	0	0	350	0	0	0	0	96 932	16 959	209 544
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0	21 835	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 835
6518	Autres	0	75	0	0	350	0	0	0	0	2 748	0	3 174
6531	Indemnités	0	52 047	0	0	0	0	0	0	0	4 492	0	56 539
6532	Frais de mission	0	775	0	0	0	0	0	0	0	27	0	802
6533	Cotisations de retraite	0	5 118	0	0	0	0	0	0	0	311	0	5 429
6558	Autres contributions obligatoires	0	15 452	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 452
657348	Subv. fonct. Autres communes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	70 893	9 707	80 599
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 853	7 253	18 105
65888	Autres	0	1	0	0	0	0	0	0	0	7 609	0	7 610
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	16 712	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 712
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0	16 712	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 712
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*285 494*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*285 494*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*285 494*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*285 494*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0*	*10 100*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 100*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*0*	*275 394*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*275 394*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**0**	**2 791 044**	**0**	**0**	**20 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 084 482**	**358 011**	**4 254 037**
Recettes réelles		0	1 787 685	0	0	20 500	0	0	0	0	1 084 462	358 011	3 250 678
013	**Atténuations de charges**	**0**	**16 650**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**242**	**0**	**16 892**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	16 650	0	0	0	0	0	0	0	242	0	16 892

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**454 779**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**128 481**	**0**	**583 260**
70078	Autres marchandises	0	3 115	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 115
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	61 415	0	0	0	0	0	0	0	56 877	0	118 293
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	39 631	0	0	0	0	0	0	0	36 432	0	76 063
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	265 716	0	0	0	0	0	0	0	21 957	0	287 672
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0	64 799	0	0	0	0	0	0	0	13 215	0	78 014
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	20 104	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 104
73	**Impôts et taxes**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
74	**Dotations et participations**	**0**	**1 271 501**	**0**	**0**	**20 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**955 759**	**358 011**	**2 605 771**
74718	Autres participations Etat	0	258 528	0	0	0	0	0	0	0	79 514	202 094	540 136
7472	Participat° Régions	0	446 351	0	0	20 500	0	0	0	0	362 706	47 437	876 994
7473	Participat° Départements	0	347 455	0	0	0	0	0	0	0	0	0	347 455
74741	Participat° Communes du GFP	0	164 020	0	0	0	0	0	0	0	0	0	164 020
74748	Participat° Autres communes	0	425	0	0	0	0	0	0	0	23 918	0	24 343
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0	43 311	0	0	0	0	0	0	0	38 420	88 980	170 711
7478	Participat° Autres organismes	0	10 916	0	0	0	0	0	0	0	231 565	19 500	261 981
7488	Autres attributions et participations	0	496	0	0	0	0	0	0	0	219 636	0	220 131
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**32 214**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**32 214**
752	Revenus des immeubles	0	32 212	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 212
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
76	**Produits financiers**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
77	**Produits exceptionnels**	**0**	**12 541**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**12 541**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0	10 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 100
7788	Produits exceptionnels divers	0	2 441	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 441
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
002	Excédent de fonctionnement reporté	0	1 003 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 003 359

(1) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
	DEPENSES	0,00	1 446 554,47	0,00	0,00	1 446 554,47
	Réalisations	0,00	1 446 554,47	0,00	0,00	1 446 554,47
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	307 870,17	0,00	0,00	307 870,17
60611	Eau et assainissement	0,00	616,14	0,00	0,00	616,14
60612	Energie - Electricité	0,00	4 816,90	0,00	0,00	4 816,90
60621	Combustibles	0,00	3 334,99	0,00	0,00	3 334,99
60622	Carburants	0,00	22 205,75	0,00	0,00	22 205,75
60623	Alimentation	0,00	903,54	0,00	0,00	903,54
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	15 571,82	0,00	0,00	15 571,82
60636	Vêtements de travail	0,00	4 065,75	0,00	0,00	4 065,75
6064	Fournitures administratives	0,00	4 840,58	0,00	0,00	4 840,58
6068	Autres matières et fournitures	0,00	3 368,25	0,00	0,00	3 368,25
611	Contrats de prestations de services	0,00	5 052,00	0,00	0,00	5 052,00
6135	Locations mobilières	0,00	6 031,06	0,00	0,00	6 031,06
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	112,00	0,00	0,00	112,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	13 534,09	0,00	0,00	13 534,09
6156	Maintenance	0,00	26 998,71	0,00	0,00	26 998,71
6161	Multirisques	0,00	16 395,96	0,00	0,00	16 395,96
6182	Documentation générale et technique	0,00	1 140,00	0,00	0,00	1 140,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	5 118,00	0,00	0,00	5 118,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	415,00	0,00	0,00	415,00
6188	Autres frais divers	0,00	390,00	0,00	0,00	390,00
6226	Honoraires	0,00	1 518,00	0,00	0,00	1 518,00
6228	Divers	0,00	25 658,44	0,00	0,00	25 658,44
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	160,00	0,00	0,00	160,00
6237	Publications	0,00	6 577,48	0,00	0,00	6 577,48
6251	Voyages et déplacements	0,00	1 372,85	0,00	0,00	1 372,85
6256	Missions	0,00	11 045,80	0,00	0,00	11 045,80
6257	Réceptions	0,00	6 536,48	0,00	0,00	6 536,48
6261	Frais d'affranchissement	0,00	2 628,94	0,00	0,00	2 628,94
6262	Frais de télécommunications	0,00	24 198,29	0,00	0,00	24 198,29
627	Services bancaires et assimilés	0,00	1,36	0,00	0,00	1,36
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	13 974,00	0,00	0,00	13 974,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	23 092,00	0,00	0,00	23 092,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	55 890,00	0,00	0,00	55 890,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	33,48	0,00	0,00	33,48
6358	Autres droits	0,00	272,51	0,00	0,00	272,51

Reçu le 11/04/2024
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**739 475,14**	**0,00**	**0,00**	**739 475,14**
6331	Versement mobilité	0,00	2 323,42	0,00	0,00	2 323,42
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	398,77	0,00	0,00	398,77
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	7 202,68	0,00	0,00	7 202,68
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	334 300,27	0,00	0,00	334 300,27
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	6 213,53	0,00	0,00	6 213,53
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	7 808,94	0,00	0,00	7 808,94
64131	Rémunérations non tit.	0,00	122 005,82	0,00	0,00	122 005,82
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	163,05	0,00	0,00	163,05
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	90 117,32	0,00	0,00	90 117,32
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	86 231,14	0,00	0,00	86 231,14
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	5 080,85	0,00	0,00	5 080,85
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	941,80	0,00	0,00	941,80
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	76 687,55	0,00	0,00	76 687,55
013	**Atténuations de produits**	**0,00**	**1 700,00**	**0,00**	**0,00**	**1 700,00**
7469	Reverst, restitut° sur autres attribut°	0,00	1 700,00	0,00	0,00	1 700,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**285 494,39**	**0,00**	**0,00**	**285 494,39**
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	10 100,00	0,00	0,00	10 100,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	275 394,39	0,00	0,00	275 394,39
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**95 303,23**	**0,00**	**0,00**	**95 303,23**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	0,00	21 834,66	0,00	0,00	21 834,66
6518	Autres	0,00	75,24	0,00	0,00	75,24
6531	Indemnités	0,00	52 047,16	0,00	0,00	52 047,16
6532	Frais de mission	0,00	775,08	0,00	0,00	775,08
6533	Cotisations de retraite	0,00	5 117,60	0,00	0,00	5 117,60
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	15 452,00	0,00	0,00	15 452,00
65888	Autres	0,00	1,49	0,00	0,00	1,49
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**16 711,54**	**0,00**	**0,00**	**16 711,54**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	16 711,54	0,00	0,00	16 711,54
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**2 791 043,98**	**0,00**	**0,00**	**2 791 043,98**
	Réalisations	**0,00**	**2 791 043,98**	**0,00**	**0,00**	**2 791 043,98**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**1 003 359,10**	**0,00**	**0,00**	**1 003 359,10**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**16 650,15**	**0,00**	**0,00**	**16 650,15**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	16 650,15	0,00	0,00	16 650,15
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**454 779,12**	**0,00**	**0,00**	**454 779,12**
7078	Autres marchandises	0,00	3 114,58	0,00	0,00	3 114,58
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	61 415,38	0,00	0,00	61 415,38
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	39 631,20	0,00	0,00	39 631,20

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen	Total
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	265 715,68	0,00	0,00	265 715,68
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0,00	64 798,73	0,00	0,00	64 798,73
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	20 103,55	0,00	0,00	20 103,55
73	**Impôts et taxes**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	0,00	1 271 500,93	0,00	0,00	1 271 500,93
74718	Autres participations Etat	0,00	258 528,02	0,00	0,00	258 528,02
7472	Participat° Régions	0,00	446 350,71	0,00	0,00	446 350,71
7473	Participat° Départements	0,00	347 455,00	0,00	0,00	347 455,00
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	164 019,90	0,00	0,00	164 019,90
74748	Participat° Autres communes	0,00	424,65	0,00	0,00	424,65
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	43 310,84	0,00	0,00	43 310,84
7478	Participat° Autres organismes	0,00	10 916,29	0,00	0,00	10 916,29
7488	Autres attributions et participations	0,00	495,52	0,00	0,00	495,52
75	**Autres produits de gestion courante**	0,00	32 214,11	0,00	0,00	32 214,11
752	Revenus des immeubles	0,00	32 212,00	0,00	0,00	32 212,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	2,11	0,00	0,00	2,11
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	0,00	12 540,57	0,00	0,00	12 540,57
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	10 100,00	0,00	0,00	10 100,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	2 440,57	0,00	0,00	2 440,57
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	1 344 489,51	0,00	0,00	1 344 489,51

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	1 446 554,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	1 446 554,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	307 870,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	616,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	4 816,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	3 334,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	22 205,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	903,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	15 571,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	4 065,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	4 840,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	3 368,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 052,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Acquis de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6135	Locations mobilières	6 031,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	112,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	13 534,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	26 998,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	16 395,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	1 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	5 118,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	415,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	1 518,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	25 658,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	6 577,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	1 372,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	11 045,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	6 536,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	2 628,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	24 198,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	13 974,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	23 092,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	55 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	33,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	272,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**739 475,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	2 323,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	396,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 202,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	334 300,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 213,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	7 808,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	122 005,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	163,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	90 117,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	86 231,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	5 080,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6475	Médecine du travail, pharmacie	941,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	76 687,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**1 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7489	Reverst, restitut° sur autres attribut°	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**285 494,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6761	Différences sur réalisations (positives)	10 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	275 394,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**95 303,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	21 834,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	75,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	52 047,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	775,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	5 117,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	15 452,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**16 711,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	16 711,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**2 791 043,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**2 791 043,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**1 003 359,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**16 650,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	16 650,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**454 779,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7078	Autres marchandises	3 114,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	61 415,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	39 631,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	265 715,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	64 798,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	20 103,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**1 271 500,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	258 528,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	446 350,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	347 455,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	164 019,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	424,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	43 310,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	10 916,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	495,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**32 214,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	32 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	2,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**12 540,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
775	Produits des cessions d'immobilisations	10 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	2 440,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**1 344 489,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile

Reçu le 11/04/2024
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Accusé de réception en préfecture

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes	251 Hébergement et	252 Transports	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

					scolaire				services
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	28 952,02	28 952,02
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	28 952,02	28 952,02
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	0,00	0,00	25 767,00	25 767,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	5 589,00	5 589,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	2 980,00	2 980,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	13 742,00	13 742,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	3 242,40	3 242,40
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	165,60	165,60
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	48,00	48,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	0,00	0,00	2 835,02	2 835,02
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	2 835,02	2 835,02
014	**Atténuations de produits**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	0,00	0,00	0,00	350,00	350,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	350,00	350,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	**Charges financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	20 500,00	20 500,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	20 500,00	20 500,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de charges**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	**Produits des services, du domaine, vente**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	0,00	0,00	0,00	20 500,00	20 500,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	20 500,00	20 500,00
75	**Autres produits de gestion courante**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	-8 452,02	-8 452,02

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

					sportifs ou de loisir				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en	524 Autres services

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

						handicapés		difficulté	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R.

5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
	DEPENSES	0,00	830 878,70	447 473,30	1 278 352,00
	Réalisations	0,00	830 878,70	447 473,30	1 278 352,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	247 694,27	176 450,79	424 145,06
60611	Eau et assainissement	0,00	25,41	124,92	150,33
60612	Energie - Electricité	0,00	198,64	976,62	1 175,26
60621	Combustibles	0,00	137,52	676,16	813,68
60622	Carburants	0,00	186,19	5 297,86	5 484,05
60623	Alimentation	0,00	223,21	183,19	406,40
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	366,49	2 795,08	3 161,57
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	431,70	431,70
6064	Fournitures administratives	0,00	98,86	1 615,25	1 714,11
6068	Autres matières et fournitures	0,00	4 310,14	166,73	4 476,87
611	Contrats de prestations de services	0,00	9 357,20	720,00	10 077,20
6135	Locations mobilières	0,00	164,75	710,41	875,16
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	986,03	986,03
6156	Maintenance	0,00	1 201,42	6 017,80	7 219,22
6161	Multirisques	0,00	216,66	5 309,58	5 526,24
617	Etudes et recherches	0,00	115 980,00	16 440,00	132 420,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	602,55	0,00	602,55
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	402,00	402,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	60,00	830,00	890,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	390,00	390,00
6226	Honoraires	0,00	897,00	828,00	1 725,00
6228	Divers	0,00	92 620,02	99 198,02	191 818,04
6231	Annonces et insertions	0,00	1 441,92	0,00	1 441,92
6237	Publications	0,00	7 203,13	6 523,76	13 726,89
6251	Voyages et déplacements	0,00	2 828,29	0,00	2 828,29
6256	Missions	0,00	313,02	186,00	499,02
6257	Réceptions	0,00	3 533,27	1 340,76	4 874,03
6261	Frais d'affranchissement	0,00	597,90	4 151,50	4 749,40
6262	Frais de télécommunications	0,00	2 193,42	8 080,51	10 273,93
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	600,00	0,00	600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	760,02	3 736,78	4 496,80
6288	Autres services extérieurs	0,00	1 566,00	8 262,00	9 828,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	14,88	14,88
6358	Autres droits	0,00	11,24	55,25	66,49
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	498 051,45	259 223,65	757 275,10
6218	Autre personnel extérieur	0,00	56 001,45	0,00	56 001,45

012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Accusé de réception en préfecture
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
6331	Versement mobilité	0,00	1 754,81	808,68	2 563,49
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	316,38	146,82	463,20
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	5 848,28	2 743,87	8 592,15
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	95 499,70	170 598,09	266 097,79
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	1 082,38	2 716,94	3 799,32
64131	Rémunérations non tit.	0,00	199 851,45	13 811,91	213 663,36
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	6,69	6,69
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	81 997,64	25 231,42	107 229,06
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	42 445,54	42 334,26	84 779,80
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	8 646,28	569,97	9 216,25
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	51,00	255,00	306,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	4 556,54	0,00	4 556,54
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**85 132,98**	**11 798,86**	**96 931,84**
6518	Autres	0,00	2 733,10	15,26	2 748,36
6531	Indemnités	0,00	1 874,23	2 617,61	4 491,84
6532	Frais de mission	0,00	26,57	0,00	26,57
6533	Cotisations de retraite	0,00	179,97	131,13	311,10
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	70 892,62	0,00	70 892,62
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	9 426,49	1 426,06	10 852,55
65888	Autres	0,00	0,00	7 608,80	7 608,80
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**807 293,42**	**277 188,69**	**1 084 482,11**
	Réalisations	**0,00**	**807 293,42**	**277 188,69**	**1 084 482,11**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**241,92**	**241,92**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	241,92	241,92
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**103 442,36**	**25 038,58**	**128 480,94**
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	56 877,29	0,00	56 877,29
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	29 860,00	6 572,00	36 432,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	3 490,00	18 466,56	21 956,56
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0,00	13 215,09	0,00	13 215,09
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**703 851,04**	**251 908,21**	**955 759,25**
74718	Autres participations Etat	0,00	13 694,91	65 819,08	79 513,99
7472	Participat° Régions	0,00	315 388,92	47 316,92	362 705,84
74748	Participat° Autres communes	0,00	23 918,18	0,00	23 918,18
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	-12 126,84	50 547,20	38 420,36

012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Accusé de réception en préfecture
Reçu le 11/04/2024

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
7478	Participat° Autres organismes	0,00	157 722,95	73 842,06	231 565,01
7488	Autres attributions et participations	0,00	205 252,92	14 382,95	219 635,87
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**-23 585,28**	**-170 284,61**	**-193 869,89**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82	Sous fonction 83

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	DEPENSES	830 878,70	0,00	0,00	0,00	0,00	447 473,30	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	830 878,70	0,00	0,00	0,00	0,00	447 473,30	0,00	0,00	0,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	247 694,27	0,00	0,00	0,00	0,00	176 450,79	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	25,41	0,00	0,00	0,00	0,00	124,92	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	198,64	0,00	0,00	0,00	0,00	976,62	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	137,52	0,00	0,00	0,00	0,00	676,16	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	186,19	0,00	0,00	0,00	0,00	5 297,86	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	223,21	0,00	0,00	0,00	0,00	183,19	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	366,49	0,00	0,00	0,00	0,00	2 795,08	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	431,70	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	98,86	0,00	0,00	0,00	0,00	1 615,25	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	4 310,14	0,00	0,00	0,00	0,00	166,73	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	9 357,20	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	164,75	0,00	0,00	0,00	0,00	710,41	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	986,03	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 201,42	0,00	0,00	0,00	0,00	6 017,80	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	216,66	0,00	0,00	0,00	0,00	5 309,58	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	115 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 440,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	602,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	830,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	897,00	0,00	0,00	0,00	0,00	828,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	92 620,02	0,00	0,00	0,00	0,00	99 196,02	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 441,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	7 203,13	0,00	0,00	0,00	0,00	6 523,76	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	2 626,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	313,02	0,00	0,00	0,00	0,00	166,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 533,27	0,00	0,00	0,00	0,00	1 340,76	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	597,90	0,00	0,00	0,00	0,00	4 151,50	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	2 193,42	0,00	0,00	0,00	0,00	8 080,51	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	760,02	0,00	0,00	0,00	0,00	3 736,78	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	1 566,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 262,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,88	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	11,24	0,00	0,00	0,00	0,00	55,25	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	498 051,45	0,00	0,00	0,00	0,00	259 223,65	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	56 001,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 754,81	0,00	0,00	0,00	0,00	808,68	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	316,38	0,00	0,00	0,00	0,00	146,82	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 848,28	0,00	0,00	0,00	0,00	2 743,87	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	95 499,70	0,00	0,00	0,00	0,00	170 598,09	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 082,38	0,00	0,00	0,00	0,00	2 716,94	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	199 851,45	0,00	0,00	0,00	0,00	13 811,91	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,69	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	81 997,64	0,00	0,00	0,00	0,00	25 231,42	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	42 445,54	0,00	0,00	0,00	0,00	42 334,26	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	8 646,28	0,00	0,00	0,00	0,00	589,97	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	51,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	4 556,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**85 132,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 798,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6518	Autres	2 733,10	0,00	0,00	0,00	0,00	15,26	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	1 874,23	0,00	0,00	0,00	0,00	2 617,61	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	26,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	179,97	0,00	0,00	0,00	0,00	131,13	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	70 892,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	9 426,49	0,00	0,00	0,00	0,00	1 426,06	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 608,80	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**807 293,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**277 188,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**807 293,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**277 188,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**241,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241,92	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**103 442,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 038,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	56 877,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	29 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 572,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	3 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 466,56	0,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	13 215,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	703 851,04	0,00	0,00	0,00	0,00	251 908,21	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	13 694,91	0,00	0,00	0,00	0,00	65 819,08	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	315 388,92	0,00	0,00	0,00	0,00	47 316,92	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	23 918,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	-12 126,84	0,00	0,00	0,00	0,00	50 547,20	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	157 722,95	0,00	0,00	0,00	0,00	73 842,06	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	205 252,92	0,00	0,00	0,00	0,00	14 382,95	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-23 585,28	0,00	0,00	0,00	0,00	-170 284,61	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	DEPENSES	46 953,90	0,00	0,00	0,00	0,00	97 334,77	370 402,86	514 691,53
	Réalisations	46 953,90	0,00	0,00	0,00	0,00	97 334,77	370 402,86	514 691,53
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	37 247,40	0,00	0,00	0,00	0,00	34 019,20	0,00	71 266,60
60632	Fournitures de petit équipement	295,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295,80
617	Etudes et recherches	16 091,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 091,24
6228	Divers	13 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 428,80	0,00	45 728,80
6231	Annonces et insertions	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439,51	0,00	6 439,51
6237	Publications	742,80	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 742,80
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115,40	0,00	115,40
6257	Réceptions	25,60	0,00	0,00	0,00	0,00	35,49	0,00	61,09
6261	Frais d'affranchissement	304,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	304,16
6262	Frais de télécommunications	487,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	487,80
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 062,66	370 402,86	426 465,54
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165,42	1 138,76	1 304,18
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30,12	207,08	237,20
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	571,56	3 933,92	4 505,48
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 982,92	226 651,60	266 634,52
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 030,44	9 255,58	10 286,02
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 856,12	30 856,12
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 641,42	33 492,38	38 133,80
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 640,80	63 598,04	73 238,84
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 269,38	1 269,38
014	**Atténuations de produits**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	9 706,50	0,00	0,00	0,00	0,00	7 252,89	0,00	16 959,39
657348	Subv. fonct. Autres communes	9 706,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 706,50
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 252,89	0,00	7 252,89
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	**Charges financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	273 000,44	0,00	0,00	0,00	0,00	85 010,54	0,00	358 010,98

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	Réalisations	**273 000,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 010,54**	**0,00**	**358 010,98**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**273 000,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 010,54**	**0,00**	**358 010,98**
74718	Autres participations Etat	159 057,94	0,00	0,00	0,00	0,00	43 036,14	0,00	202 094,08
7472	Participat° Régions	38 417,15	0,00	0,00	0,00	0,00	9 020,00	0,00	47 437,15
7477	Participat° Budget communautaire et FS	75 525,35	0,00	0,00	0,00	0,00	13 454,40	0,00	88 979,75
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00	0,00	19 500,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**226 046,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-12 324,23**	**-370 402,86**	**-156 680,55**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**91 144,80**	**69 135,43**	**0,00**	**0,00**	**160 280,23**
Réalisations		**91 144,80**	**50 198,96**	**0,00**	**0,00**	**141 343,76**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**13 335,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 335,75**
4581377	Pierre clavée chantier pilote	13 335,75	0,00	0,00	0,00	13 335,75
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**30 405,62**	**0,00**	**0,00**	**30 405,62**
1641	Emprunts en euros	0,00	30 405,62	0,00	0,00	30 405,62
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**19 793,34**	**0,00**	**0,00**	**19 793,34**
11	Matériel et outillage	0,00	4 329,59	0,00	0,00	4 329,59
16	Informatique et bureautique	0,00	8 085,60	0,00	0,00	8 085,60
19	Aménagement des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Acquisition et rénovation siège social	0,00	7 378,15	0,00	0,00	7 378,15
Opérations pour compte de tiers		**77 809,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 809,05**
4581377	Pierre clavée chantier pilote	77 809,05	0,00	0,00	0,00	77 809,05
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**18 936,47**	**0,00**	**0,00**	**18 936,47**
RECETTES (2)		**102 240,75**	**994 320,24**	**0,00**	**0,00**	**1 096 560,99**
Réalisations		**53 335,75**	**991 920,24**	**0,00**	**0,00**	**1 045 255,99**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**679 467,32**	**0,00**	**0,00**	**679 467,32**

Reçu le 11/04/2024
Acte publié le 12/04/2024
012-251201349-20240408-20240408_021-BF

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	285 494,39	0,00	0,00	285 494,39
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	10 100,00	0,00	0,00	10 100,00
28031	Frais d'études	0,00	1 048,80	0,00	0,00	1 048,80
28051	Concessions et droits similaires	0,00	99 859,17	0,00	0,00	99 859,17
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	2 659,52	0,00	0,00	2 659,52
28182	Matériel de transport	0,00	53 790,26	0,00	0,00	53 790,26
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	13 556,60	0,00	0,00	13 556,60
28184	Mobilier	0,00	4 058,95	0,00	0,00	4 058,95
28188	Autres immo. corporelles	0,00	100 421,09	0,00	0,00	100 421,09
041	Opérations patrimoniales	13 335,75	0,00	0,00	0,00	13 335,75
238	Avances versées commandes immo. incorp.	13 335,75	0,00	0,00	0,00	13 335,75
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	26 958,53	0,00	0,00	26 958,53
10222	FCTVA	0,00	26 958,53	0,00	0,00	26 958,53
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
4582377	Pierre clavée chantier pilote	40 000,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
Restes à réaliser au 31/12		49 905,00	2 400,00	0,00	0,00	51 305,00
SOLDE (2)		11 095,95	925 184,81	0,00	0,00	936 280,76

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		69 135,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		50 198,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581377	Pierre clavée chantier pilote	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	30 405,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	30 405,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		19 793,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11	Matériel et outillage	4 329,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Informatique et bureautique	8 085,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19	Aménagement des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Acquisition et rénovation siége social	7 378,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581377	Pierre clavée chantier pilote	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		18 936,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		994 320,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		991 920,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Acquis de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**679 467,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**285 494,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	10 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	1 048,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	99 859,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	2 659,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	53 790,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	13 556,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	4 058,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	100 421,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**26 958,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	26 958,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582377	Pierre clavée chantier pilote	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		925 184,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Acquis de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00

012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024
Accusé de réception en préfecture

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024
Accusé de réception en préfecture

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	132 300,00	132 300,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	131 570,40	131 570,40
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	131 570,40	131 570,40
21	Outils numériques	0,00	0,00	0,00	131 570,40	131 570,40
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	729,60	729,60
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	122 000,00	122 000,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	62 331,00	62 331,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	62 331,00	62 331,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	50 331,00	50 331,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	59 669,00	59 669,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-10 300,00	-10 300,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Outils numériques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00

012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024
Acquis de réception préfecture

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00

Reçu le 11/04/2024
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024
Accusé de réception en préfecture

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**203 097,75**	**88 055,24**	**291 152,99**
Réalisations		**0,00**	**116 286,12**	**67 361,01**	**183 647,13**
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	11 928,11	11 928,11
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	11 928,11	11 928,11
Opérations d'équipement		**0,00**	**116 286,12**	**38 926,66**	**155 212,78**
11	Matériel et outillage	0,00	8 979,60	30 052,86	39 032,46
16	Informatique et bureautique	0,00	948,00	0,00	948,00
23	Autopartage	0,00	1 086,28	0,00	1 086,28
24	Forêts, filière bois et mares	0,00	0,00	6 484,80	6 484,80
27	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes	0,00	0,00	2 389,00	2 389,00
30	Filière Pierre	0,00	18 275,84	0,00	18 275,84
31	Avenir Montagne Mobilités	0,00	86 996,40	0,00	86 996,40
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**16 506,24**	**16 506,24**
4581425	Réhab ANC	0,00	0,00	16 506,24	16 506,24
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**86 811,63**	**20 694,23**	**107 505,86**
RECETTES (2)		**0,00**	**183 734,84**	**86 901,56**	**270 636,40**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
Réalisations		0,00	31 189,48	57 493,45	88 682,93
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	31 189,48	40 987,21	72 176,69
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	31 189,48	40 987,21	72 176,69
1324	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	16 506,24	16 506,24
4582425	Réhab ANC	0,00	0,00	16 506,24	16 506,24
Restes à réaliser au 31/12		0,00	152 545,36	29 408,11	181 953,47
SOLDE (2)		0,00	-19 362,91	-1 153,68	-20 516,59

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11	Matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Informatique et bureautique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Autopartage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24	Forêts, filière bois et mares	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Avenir Montagne Mobilités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82	Sous fonction 83

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**203 097,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 055,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**116 286,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 361,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 928,11	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 928,11	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**116 286,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 926,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
11	Matériel et outillage	8 979,60	0,00	0,00	0,00	0,00	30 052,86	0,00	0,00	0,00
16	Informatique et bureautique	948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Autopartage	1 086,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24	Forêts, filière bois et mares	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 484,80	0,00	0,00	0,00
27	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 389,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre	18 275,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Avenir Montagne Mobilités	86 996,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 506,24	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**86 811,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 694,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
RECETTES (2)		**183 734,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 901,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réallsations	**31 189,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 493,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**31 189,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 987,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	31 189,48	0,00	0,00	0,00	0,00	40 987,21	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 506,24	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**152 545,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 408,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-19 362,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 153,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 525,28	0,00	123 525,28
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 525,28	0,00	123 525,28
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 964,35	0,00	7 964,35
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 964,35	0,00	7 964,35
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 560,93	0,00	115 560,93
26	Itinérance Gorges et vallée du Tarn	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 560,93	0,00	115 560,93
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	212 891,82	0,00	214 674,77
Réalisations		1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	87 565,90	0,00	89 348,85
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Acte de réception préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2023

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux Industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 232,90	0,00	82 232,90
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 607,90	0,00	29 607,90
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00	0,00	31 500,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 125,00	0,00	21 125,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	5 333,00	0,00	7 115,95
2764	Créances sur personnes de droit privé	1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	5 333,00	0,00	7 115,95
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 325,92	0,00	125 325,92
SOLDE (2)		1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	89 366,54	0,00	91 149,49

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**39 909,52**	I	**30 405,62**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**31 000,00**		**30 405,62**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	31 000,00		30 405,62
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**8 909,52**		**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	8 909,52		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**30 405,62**	**127 171,93**	**0,00**	**157 577,55**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**349 123,34**	**III**	**309 468,87**
Ressources propres externes de l'année (a)		**61 166,94**		**34 074,48**
10222	FCTVA	26 958,53		26 958,53
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2764	Créances sur personnes de droit privé	34 208,41		7 115,95
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**287 956,40**		**275 394,39**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*		*1 048,80*
28051	*Concessions et droits similaires*	*99 864,17*		*99 859,17*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 691,84*		*2 659,52*
28182	*Matériel de transport*	*53 795,25*		*53 790,26*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*13 561,58*		*13 556,60*
28184	*Mobilier*	*4 063,95*		*4 058,95*
28188	*Autres immo. corporelles*	*100 430,81*		*100 421,09*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	12 500,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**309 468,87**	**418 253,39**	**679 467,32**	**0,00**	**1 407 189,58**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**157 577,55**
Ressources propres disponibles	IV	**1 407 189,58**
Solde	V = IV – II (3)	**1 249 612,03**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 358 — **Intitulé de l'opération : Réh ANC Réhab ANC 2019** — **Date de la délibération : 01/01/2023**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**30 000,00**	**79 667,25**	**77 809,05**	**0,00**	**1 858,20**	**107 809,05**
4581 Opérations pour compte de tiers (2)	30 000,00	79 667,25	77 809,05	0,00	1 858,20	107 809,05
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**30 000,00**	**79 667,25**	**77 809,05**	**0,00**	**1 858,20**	**107 809,05**
RECETTES (b)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**

N° opération : 377 — **Intitulé de l'opération : Pierre clavée chantier pilote** — **Date de la délibération : 01/01/2023**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**0,00**	**13 500,00**	**13 335,75**	**0,00**	**164,25**	**13 335,75**
4581 Opérations patrimoniales (2)	0,00	13 500,00	13 335,75	0,00	164,25	13 335,75
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**13 500,00**	**13 335,75**	**0,00**	**164,25**	**13 335,75**
RECETTES (b)	**0,00**	**88 905,00**	**40 000,00**	**48 905,00**	**0,00**	**40 000,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	88 905,00	40 000,00	48 905,00	0,00	40 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

N° opération : 377	Intitulé de l'opération : Pierre clavée chantier pilote					Date de la délibération : 01/01/2023
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**88 905,00**	**40 000,00**	**48 905,00**	**0,00**	**40 000,00**

N° opération : 396	Intitulé de l'opération : Réhab ANC					Date de la délibération : 01/01/2023
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**152 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 668,01**
4581 Opérations pour compte de tiers (2)	152 668,01	0,00	0,00	0,00	0,00	152 668,01
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**152 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 668,01**
RECETTES (b)	**152 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 668,01**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	152 668,01	0,00	0,00	0,00	0,00	152 668,01
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**152 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 668,01**

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Réhab ANC					Date de la délibération : 01/01/2023
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**42 000,00**	**27 000,00**	**16 506,24**	**0,00**	**10 493,76**	**58 506,24**
4581 Opérations pour compte de tiers (2)	42 000,00	27 000,00	16 506,24	0,00	10 493,76	58 506,24
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**42 000,00**	**27 000,00**	**16 506,24**	**0,00**	**10 493,76**	**58 506,24**
RECETTES (b)	**42 000,00**	**27 000,00**	**16 506,24**	**0,00**	**10 493,76**	**58 506,24**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	42 000,00	27 000,00	16 506,24	0,00	10 493,76	58 506,24
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Réhab ANC					Date de la délibération : 01/01/2023
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**42 000,00**	**27 000,00**	**16 506,24**	**0,00**	**10 493,76**	**58 506,24**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	12 500,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	10 100,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,83**	**0,00**	**4,83**	**4,83**	**0,00**	**4,83**
Directeur général des services	A	0,92	0,00	0,92	0,92	0,00	0,92
Directeur général adjoint des services	A	3,91	0,00	3,91	3,91	0,00	3,91
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**8,08**	**1,31**	**9,39**	**6,82**	**2,57**	**9,39**
Adjoint administratif territorial	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	2,01	0,57	2,58	2,01	0,57	2,58
Attaché	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Rédacteur	B	0,90	0,00	0,90	0,90	0,00	0,90
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	0,17	0,74	0,91	0,91	0,00	0,91
Rédacteur Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**20,58**	**0,00**	**20,58**	**9,99**	**10,59**	**20,58**
Adjoint technique territorial	C	3,63	0,00	3,63	1,00	2,63	3,63
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur	A	11,11	0,00	11,11	5,15	5,96	11,11
Ingénieur Principal	A	0,84	0,00	0,84	0,84	0,00	0,84
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Attaché de Conservation du Patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**29,66**	**1,31**	**30,97**	**17,81**	**13,16**	**30,97**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	ADM	486	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	TECH	473	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	397	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	397	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	397	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a* : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1* : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2* : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Pour occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Pour occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Pour un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
012-251203435-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	956 121,77	580 086,57	127 171,93	248 863,27
RECETTES	1 846 121,77	606 151,45	418 253,39	821 716,93
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	6 005 961,06	3 268 550,02	0,00	2 737 411,04
RECETTES	6 005 961,06	3 250 677,97	0,00	2 755 283,09

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	956 121,77	580 086,57	127 171,93	248 863,27
RECETTES	1 846 121,77	606 151,45	418 253,39	821 716,93
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	6 005 961,06	3 268 550,02	0,00	2 737 411,04
RECETTES	6 005 961,06	3 250 677,97	0,00	2 755 283,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	6 962 082,83	3 848 636,59	127 171,93	2 986 274,31
TOTAL GENERAL DES RECETTES	7 852 082,83	3 856 829,42	418 253,39	3 577 000,02

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	956 121,77	580 086,57	127 171,93	248 863,27
RECETTES	1 846 121,77	606 151,45	418 253,39	821 716,93
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	6 005 961,06	3 268 550,02	0,00	2 737 411,04
RECETTES	6 005 961,06	3 250 677,97	0,00	2 755 283,09
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	6 962 082,83	3 848 636,59	127 171,93	2 986 274,31
TOTAL GENERAL DES RECETTES	7 852 082,83	3 856 829,42	418 253,39	3 577 000,02

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 144
Nombre de membres présents : 62
Nombre de suffrages exprimés : 87
VOTES :
Pour : 87
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 25/03/2024

Présenté par (1) Monsieur Richard FIOL, Président du SM.
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024
Monsieur Richard FIOL, Président du SM

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

001. 1 REGION OCCITANIE : GAZEL Emmanuelle , Titulaire	
002. 1 REGION OCCITANIE : LACAZE Marie , Suppléant	
003. 2 REGION OCCITANIE : CARLES Clément , Titulaire Pouvoir de C. Sahuet	
004. 2 REGION OCCITANIE : MAZET Pascal , Suppléant	
005. 3 REGION OCCITANIE : SAHUET Christine , Titulaire Pouvoir à C. Carles	
006. 3 REGION OCCITANIE : BERARD Stéphane , Suppléant	
007. 4 REGION OCCITANIE : BENAMMAR KOLY Fadilha , Titulaire	
008. 4 REGION OCCITANIE : MORENO René , Suppléant	
009. 1 DEPARTEMENT AVEYRON : LABORIE Christophe , Titulaire	
010. 1 DEPARTEMENT AVEYRON : GRAL Emilie , Suppléant	
011. 2 DEPARTEMENT AVEYRON : ALIES Monique , Titulaire	
012. 2 DEPARTEMENT AVEYRON : FRAYSSE Nadine , Suppléant	
013. 3 DEPARTEMENT AVEYRON : ASSIER Claude , Titulaire	
014. 3 DEPARTEMENT AVEYRON : RIVIERE Hélène , Suppléant	
015. DEPARTEMENT HERAULT : RIGAUD Jacques , Titulaire	
016. DEPARTEMENT HERAULT : FALIP Jean-Luc , Suppléant	
017. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire	
018. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
019. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ-LAFONT Thierry , Titulaire	
020. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
021. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

022. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
023. 1 CC LODEVOIS ET LARZAC : PRADEL Sophie , Titulaire	
024. 1 CC LODEVOIS ET LARZAC : THERY Clément , Suppléant	
025. 2 CC LODEVOIS ET LARZAC : REQUI Jean-Luc , Titulaire	
026. 2 CC LODEVOIS ET LARZAC : VENOT Félicien , Suppléant	
027. 1 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
028. 1 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
029. 2 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
030. 2 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	
031. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	
032. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
033. CC LEVEZOU PARELOUP : ARNAL Jean-Michel , Titulaire	
034. CC LEVEZOU PARELOUP : CANITROT Alexis , Suppléant	
035. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
036. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
037. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
038. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maxime , Suppléant	
039. 1 CNE AGUESSAC : MAURY Dominique , Titulaire Pouvoir à Verrières	
040. 1 CNE AGUESSAC : PAILHAS Anne , Suppléant	
041. 2 CNE ARNAC-SUR-DOURDOU : SALES Guy , Titulaire Pouvoir à Peyre Coulpeyre	
042. 2 CNE ARNAC-SUR-DOURDOU : GARENC Christophe , Suppléant	
043. 3 CNE AYSSENES : CALMES Marie Chantal , Titulaire	
044. 3 CNE AYSSENES : GRIALOU Jérôme , Suppléant	
045. 4 CNE BALAGUIER SUR RANCE : HURAULT Christophe , Titulaire	
046. 4 CNE BALAGUIER SUR RANCE : BOUYSSIERE Sylvain , Suppléant	
047. 5 CNE BELMONT SUR RANCE : CABANES Jean Louis , Titulaire	
048. 5 CNE BELMONT SUR RANCE : PUECH Xavier , Suppléant	
049. 6 CNE BRASC : BODT Jean Marie , Titulaire	
050. 6 CNE BRASC : BRIDE Magali , Suppléant	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

051. 7 CNE BROQUIES : CRASSOUS Jean Luc , Titulaire	
052. 7 CNE BROQUIES : BRENGUES Christian , Suppléant	
053. 8 CNE BROUSSE LE CHATEAU : COLSON Régis , Titulaire	
054. 8 CNE BROUSSE LE CHATEAU : PEIFFER Pierre , Suppléant	
055. 9 CNE BRUSQUE : IMBERT Patrick , Titulaire Pouvoir de Laval Roquecezière	
056. 9 CNE BRUSQUE : VIVIANI David , Suppléant	
057. 10 CNE CALMELS ET LE VIALA : SOLIER Benoit , Titulaire Pouvoir de St Jean d'Alcapiès	
058. 10 CNE CALMELS ET LE VIALA : FOURCADIER Jérémy , Suppléant	
059. 11 CNE CAMARES : SERIN André , Titulaire Pouvoir de Faubouquet	
060. 11 CNE CAMARES : CAUQUIL Emmanuel , Suppléant	
061. 12 CNE CAMPAGNAC : LADET Jean Michel , Titulaire	
062. 12 CNE CAMPAGNAC : LABEAUME Eliane , Suppléant	
063. 13 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : JEANJEAN Marie , Titulaire Pouvoir à Mayjaux	
064. 13 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : GAYRAUD Jérémie , Suppléant	
065. 14 CNE CELLES : COURTEAUX Vincent , Titulaire	
066. 14 CNE CELLES : DELFOSSE Aline , Suppléant	
067. 15 CNE COMBRET : SABATHIER Jean Philippe , Titulaire Pouvoir à Muranon	
068. 15 CNE COMBRET : COEURVEILLE Christel , Suppléant	
069. 16 CNE COMPEYRE : ALMERAS Loïc , Titulaire	
070. 16 CNE COMPEYRE : BLANCHOT Jean , Suppléant	
071. 17 CNE COMPREGNAC : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
072. 17 CNE COMPREGNAC : LEPETIT Patrick , Suppléant	
073. 18 CNE CORNUS : PINAULT Jean Michel , Titulaire	
074. 18 CNE CORNUS : PAUL Frédéric , Suppléant	
075. 19 CNE COUPIAC : SOUYRIS Jean Claude , Titulaire	
076. 19 CNE COUPIAC : BATAILLET-HEULLY Nicole , Suppléant	
077. 20 CNE CREISSELS : LE MOUTON-MAZIERES Franck , Titulaire	
078. 20 CNE CREISSELS : BOUDES Roger , Suppléant	
079. 21 CNE FAYET : CAZABONNE Arlette , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

080. 21 CNE FAYET : OLIVIER Serge , Suppléant	
081. 22 CNE FONDAMENTE : RODRIGUEZ Martine , Titulaire	
082. 22 CNE FONDAMENTE : FABRE Bastien , Suppléant	
083. 23 CNE FOZIERES : COMBES Michel , Titulaire	
084. 23 CNE FOZIERES : BERTHOMIEU Thierry , Suppléant	
085. 24 CNE GISSAC : SIMONIN Michel , Titulaire Pouvoir à Tournemire	
086. 24 CNE GISSAC : MANIBAL Julien , Suppléant	
087. 25 CNE LA BASTIDE PRADINES : GIACOBBI Bastien , Titulaire	
088. 25 CNE LA BASTIDE PRADINES : COMBY Magali , Suppléant	
089. 26 CNE LA BASTIDE SOLAGES : ROQUES Elian , Titulaire	
090. 26 CNE LA BASTIDE SOLAGES : MALLEVIALLE David , Suppléant	
091. 27 CNE LA CAPELLE BONANCE : LADET Robert , Titulaire	
092. 27 CNE LA CAPELLE BONANCE : SOLIGNAC Eugénie , Suppléant	
093. 28 CNE LA CAVALERIE : RODRIGUEZ François , Titulaire	
094. 28 CNE LA CAVALERIE : DELACROIX PAGES Claudine , Suppléant	
095. 29 CNE LA COUVERTOIRADE : GOLEO Sylvain , Titulaire	
096. 29 CNE LA COUVERTOIRADE : SARROUY Madeleine , Suppléant	
097. 30 CNE LA CRESSE : FROMENT Christophe , Titulaire	
098. 30 CNE LA CRESSE : VALETTE Laurence , Suppléant	
099. 31 CNE LA ROQUE STE MARGUERITE : DELORT Florence , Titulaire	
100. 31 CNE LA ROQUE STE MARGUERITE : BLANC Marie Franç , Suppléant	
101. 32 CNE LA SERRE : VIALA Yves , Titulaire Pouvoir à St Sever	
102. 32 CNE LA SERRE : COUDERC Franck , Suppléant	
103. 33 CNE LAPANOUSE DE CERNON : BOUDES Adrien , Titulaire	
104. 33 CNE LAPANOUSE DE CERNON : BERNAT Thierry , Suppléant	
105. 34 CNE LAUROUX : CROUZET Jean Luc , Titulaire	
106. 34 CNE LAUROUX : CALVET Claude , Suppléant	
107. 35 CNE LA VACQUERIE ST MARTIN CASTRIES : MAURY Chr , Titulaire	
108. 35 CNE LA VACQUERIE ST MARTIN CASTRIES : GRILLON G , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

109. 36 CNE LAVALETTE : VAN DER HORST Claire , Titulaire	
110. 36 CNE LAVALETTE : MARTIN Christian , Suppléant	
111. 37 CNE LAVAL ROQUECEZIERE : DUVINAGE Monika , Titulaire Pouvoir à Bruxac	
112. 37 CNE LAVAL ROQUECEZIERE : JOFFRE Virginie , Suppléant	
113. 38 CNE LE BOSC : JOSEPH Danièle , Titulaire	
114. 38 CNE LE BOSC : SENESI Anne , Suppléant	
115. 39 CNE LE CAYLAR : TRINQUIER Jean , Titulaire Pouvoir de Saubès	
116. 39 CNE LE CAYLAR : DE OLIVEIRA Christelle , Suppléant	
117. 40 CNE LE CLAPIER : GOUT Philippe , Titulaire	
118. 40 CNE LE CLAPIER : PUEL Katia , Suppléant	
119. 41 CNE LE CROS : ALLEMAN Guilhem , Titulaire	
120. 41 CNE LE CROS : VIALA Alain , Suppléant	
121. 42 CNE LE PUECH : GOUJON Bernard , Titulaire Pouvoir de St Félix de l'Héras	
122. 42 CNE LE PUECH : LACROUX Christine , Suppléant	
123. 43 CNE LE TRUEL : GINESTE Christian , Titulaire Pouvoir à St Victor	
124. 43 CNE LE TRUEL : CAZOTTES Emmanuelle , Suppléant	
125. 44 CNE LES COSTES GOZON : BEA Jean Marc , Titulaire	
126. 44 CNE LES COSTES GOZON : AUBELEAU Marylène , Suppléant	
127. 45 CNE LES PLANS : FABRE Daniel , Titulaire	
128. 45 CNE LES PLANS : PIERRE Michelle , Suppléant	
129. 46 CNE LES RIVES : BEVILACQUA Luc , Titulaire	
130. 46 CNE LES RIVES : BELLAS Christian , Suppléant	
131. 47 CNE LESTRADE ET THOUELS : JOSEPH Alain , Titulaire	
132. 47 CNE LESTRADE ET THOUELS : CASTANIER Bernard , Suppléant	
133. 48 CNE L'HOSPITALET DU LARZAC : SINTES Jérôme , Titulaire Pouvoir de Ste Eulalie de Cernon	
134. 48 CNE L'HOSPITALET DU LARZAC : GELY Cyril , Suppléant	
135. 49 CNE LODEVE : LEVEQUE Gaëlle , Titulaire Pouvoir de St Jean de la Bladière	
136. 49 CNE LODEVE : CROS Ludovic , Suppléant	
137. 50 CNE LODEVE : SAUVIER Jean Marc , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

138. 50 CNE LODEVE : ROCOPLAN Nathalie , Suppléant	
139. 51 CNE MARNHAGUES ET LATOUR : ANTOINE Nicole , Titulaire	
140. 51 CNE MARNHAGUES ET LATOUR : DURAND Fernand , Suppléant	
141. 52 CNE MARTRIN : CROS Anne , Titulaire	
142. 52 CNE MARTRIN : CAILLIAU DELEU Christiane , Suppléant	
143. 53 CNE MELAGUES : ALBET Eloi , Titulaire N'a pas signé par oubli	
144. 53 CNE MELAGUES : GEYSSE RUIZ Francette , Suppléant	
145. 54 CNE MILLAU : PEYRETOUT Séverine , Titulaire Pouvoir de P. Ramondenc	
146. 54 CNE MILLAU : DURAND Michel , Suppléant	
147. 55 CNE MILLAU : WOHREL Nicolas , Titulaire	
148. 55 CNE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
149. 56 CNE MILLAU : ESON Aurélie , Titulaire	
150. 56 CNE MILLAU : PANIS Marie Eve , Suppléant	
151. 57 CNE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire Pouvoir à S Peyretout	
152. 57 CNE MILLAU : HAUMAITRE Karine , Suppléant	
153. 58 CNE MONTAGNOL : CHIBAUDEL Claude , Titulaire Pouvoir à Camaïs	
154. 58 CNE MONTAGNOL : BIAU GIRARD Danielle , Suppléant	
155. 59 CNE MONTCLAR : VIDAL CONDOMINES Marina , Titulaire Pouvoir de Plaisance	
156. 59 CNE MONTCLAR : POMMIE Mathieu , Suppléant	
157. 60 CNE MONTFRANC : BOUSQUET Yves , Titulaire	
158. 60 CNE MONTFRANC : CONDOMINES Stéphane , Suppléant	
159. 61 CNE MONTJAUX : CAVALIER Philippe , Titulaire Pouvoir de Caroline Peyrou	
160. 61 CNE MONTJAUX : POLLET Florence , Suppléant	
161. 62 CNE MONTLAUR : RAMONDENC Viviane , Titulaire Pouvoir de St Sernin sur Rance	
162. 62 CNE MONTLAUR : GUIRAUD Vivien , Suppléant	
163. 63 CNE MOSTUEJOULS : DUMAS Jean François , Titulaire Pouvoir à Peyrepoux	
164. 63 CNE MOSTUEJOULS : BEDEL Christine , Suppléant	
165. 64 CNE MOUNES PROHENCOUX : LEBLOND Michel , Titulaire	
166. 64 CNE MOUNES PROHENCOUX : GAYRAUD Delphine , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

167. 65 CNE MURASSON : CULIE Francis , Titulaire Pouvoir de Coubret	
168. 65 CNE MURASSON : GINIEIS Céline , Suppléant	
169. 66 CNE NANT : DELMAS Alain , Titulaire	
170. 66 CNE NANT : FRENEHARD Anne Marie , Suppléant	
171. 67 CNE OLMET ET VILLECUN : ROMO Christophe , Titulaire	
172. 67 CNE OLMET ET VILLECUN : CALAMAND Philippe , Suppléant	
173. 68 CNE PAULHE : PAILHAS Bernadette , Titulaire	
174. 68 CNE PAULHE : JULIEN Frédéric , Suppléant	
175. 69 CNE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE : ROIG Frédéric , Titulaire	
176. 69 CNE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE : GUYONDET J.Cla , Suppléant	
177. 70 CNE PEUX ET COUFFOULEUX : GIGANON Philippe , Titulaire Pouvoir d'Arnac / Dourdou	
178. 70 CNE PEUX ET COUFFOULEUX : ROUQUETTE Jean , Suppléant	
179. 71 CNE PEYRELEAU : ROUGET Alain , Titulaire Pouvoir de Montejours	
180. 71 CNE PEYRELEAU : ESPINASSE Joël , Suppléant	
181. 72 CNE PLAISANCE : MEJANE Philippe , Titulaire Pouvoir à Pourcac	
182. 72 CNE PLAISANCE : ROUQUAYROL Michel , Suppléant	
183. 73 CNE POUJOLS : GOUTELLE Antoine , Titulaire Pouvoir à St Eleuve de Gouv	
184. 73 CNE POUJOLS : NORMAND Francis , Suppléant	
185. 74 CNE POUSTHOMY : GARRIGUES Nathalie , Titulaire	
186. 74 CNE POUSTHOMY : SERRES Marlène , Suppléant	
187. 75 CNE REBOURGUIL : COMBES Marie Rose , Titulaire	
188. 75 CNE REBOURGUIL : BARTHELEMY Laure , Suppléant	
189. 76 CNE RIVIERE SUR TARN : MAURY Bernard , Titulaire	
190. 76 CNE RIVIERE SUR TARN : SALSON Patrick , Suppléant	
191. 77 CNE ROQUEFORT SUR SOULZON : DONNADIEU Luc , Titulaire	
192. 77 CNE ROQUEFORT SUR SOULZON : MIALET Jean Guy , Suppléant	
193. 78 CNE ST AFFRIQUE : RENAUD Céline , Titulaire	
194. 78 CNE ST AFFRIQUE : CAMBON Geneviève , Suppléant	
195. 79 CNE ST AFFRIQUE : DAVID Sébastien , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

196. 79 CNE ST AFFRIQUE : SAHNOUN Myriam , Suppléant	
197. 80 CNE ST ANDRE DE VEZINES : BOUDES Christian , Titulaire	
198. 80 CNE ST ANDRE DE VEZINES : ROQUES Audrey , Suppléant	
199. 81 CNE ST BEAULIZE : CAZOTTES Guy , Titulaire	
200. 81 CNE ST BEAULIZE : DUCROS Jean , Suppléant	
201. 82 CNE ST BEAUZELY : MALINOWSKI BERTRAND Magali , Titulaire	
202. 82 CNE ST BEAUZELY : LUSPIN Olivier , Suppléant	
203. 83 CNE STE EULALIE DE CERNON : GENIEZ Victorien , Titulaire Pouvoir à l'Hospitalet du Larzac	
204. 83 CNE STE EULALIE DE CERNON : CADENET Thierry , Suppléant	
205. 84 CNE ST ETIENNE DE GOURGAS : CORROCHANO Roger , Titulaire Pouvoir de Poujol	
206. 84 CNE ST ETIENNE DE GOURGAS : PASTOR Robert , Suppléant	
207. 85 CNE ST FELIX DE L'HERAS : OLIVIER Françoise , Titulaire Pouvoir à Le Puech	
208. 85 CNE ST FELIX DE L'HERAS : FOULQUIER Ghislain , Suppléant	
209. 86 CNE ST FELIX DE SORGUES : CUNTY Natacha , Titulaire	
210. 86 CNE ST FELIX DE SORGUES : MIQUEL Martine , Suppléant	
211. 87 CNE ST GEORGES DE LUZENCON : MUYS Elisabeth , Titulaire	
212. 87 CNE ST GEORGES DE LUZENCON : BERNARD Jean Luc , Suppléant	
213. 88 CNE ST IZAIRE : CABAL-ZINCK Ghislain , Titulaire	
214. 88 CNE ST IZAIRE : ROURE Dominique , Suppléant	
215. 89 CNE ST JEAN D'ALCAPIES : CLEMENT Laure , Titulaire Pouvoir à Calvignac Le Vigan	
216. 89 CNE ST JEAN D'ALCAPIES : MARTIN Guy , Suppléant	
217. 90 CNE ST JEAN DE LA BLAQUIERE : GASCOIN Emmanuell , Titulaire Pouvoir à Ladevèze	
218. 90 CNE ST JEAN DE LA BLAQUIERE : COUVELARD J.Chris , Suppléant	
219. 91 CNE ST JEAN DU BRUEL : VIDAL Didier , Titulaire	
220. 91 CNE ST JEAN DU BRUEL : VIALA Daniel , Suppléant	
221. 92 CNE ST JEAN ET ST PAUL : SENTY Michel , Titulaire	
222. 92 CNE ST JEAN ET ST PAUL : SAUVEPLANE Pierre , Suppléant	
223. 93 CNE ST JUERY : COSTES Jonathan , Titulaire	
224. 93 CNE ST JUERY : PUECH Céline , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

225. 94 CNE ST LAURENT DU LEVEZOU : PALMIER Nathalie , Titulaire	
226. 94 CNE ST LAURENT DU LEVEZOU : MALAVAL Régine , Suppléant	
227. 95 CNE ST LAURENT D'OLT : DODINET Elisabeth , Titulaire	
228. 95 CNE ST LAURENT D'OLT : LOMBARD Vincent , Suppléant	
229. 96 CNE ST LEONS : LEROY François , Titulaire	
230. 96 CNE ST LEONS : BLANC Christophe , Suppléant	
231. 97 CNE ST MARTIN DE LENNE : ROUSSEL Daniel , Titulaire Pouvoir à Sévérac	
232. 97 CNE ST MARTIN DE LENNE : GERIN DUSOL Elisabeth , Suppléant	
233. 98 CNE ST MAURICE NAVACELLES : CABANES Nelly , Titulaire Pouvoir de St Pierre de la Fage	
234. 98 CNE ST MAURICE NAVACELLES : NANCIU Hélène , Suppléant	
235. 99 CNE ST MICHEL : MERLAN Lauric , Titulaire Pouvoir à Sorbs	
236. 99 CNE ST MICHEL : TORRO Francine , Suppléant	
237. 100 CNE ST PIERRE DE LA FAGE : BAYLET Philippe , Titulaire Pouvoir à St Maurice de Navacelles	
238. 100 CNE ST PIERRE DE LA FAGE : MARSAL Noëlle , Suppléant	
239. 101 CNE ST PRIVAT : AUTET Marie Pierre , Titulaire	
240. 101 CNE ST PRIVAT : LEMAIRE Guy , Suppléant	
241. 102 CNE ST ROME DE CERNON : PANTANELLA Pierre , Titulaire	
242. 102 CNE ST ROME DE CERNON : GALIERES Nicolas , Suppléant	
243. 103 CNE ST ROME DE TARN : ARLES Jacques , Titulaire	
244. 103 CNE ST ROME DE TARN : MANCINO Francis , Suppléant	
245. 104 CNE ST SATURNIN DE LENNE : BIOULAC Yves , Titulaire	
246. 104 CNE ST SATURNIN DE LENNE : AUGADE Corinne , Suppléant	
247. 105 CNE ST SERNIN SUR RANCE : AMALRIC VUAGNAT Rose , Titulaire Pouvoir à Montpaul	
248. 105 CNE ST SERNIN SUR RANCE : CANTALOUBE Sophie , Suppléant	
249. 106 CNE ST SEVER DU MOUSTIER : LAUTREC Bernard , Titulaire Pouvoir de la Serre	
250. 106 CNE ST SEVER DU MOUSTIER : MILHAU Nathalie , Suppléant	
251. 107 CNE ST VICTOR ET MELVIEU : ALRIQUET Julie , Titulaire Pouvoir de Le Truel	
252. 107 CNE ST VICTOR ET MELVIEU : LAVABRE Jordy , Supppéant	
253. 108 CNE SAUCLIERES : NEGROS Bernadette , Titulaire Pouvoir des Viala du Pas de Jaux	

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

254. 108 CNE SAUCLIERES : VEYRIE Tessa , Suppléant	
255. 109 CNE SEGUR : PLET Gilles , Titulaire	
256. 109 CNE SEGUR : BERNAD Pierre Louis , Suppléant	
257. 110 CNE SEVERAC D'AVEYRON : GROS Edmond , Titulaire Pouvoir de Sr Martin Revuz	
258. 110 CNE SEVERAC D'AVEYRON : CAPUS Françoise Régine , Suppléant	
259. 111 CNE SEVERAC D'AVEYRON : MAJOREL Aimé , Titulaire	
260. 111 CNE SEVERAC D'AVEYRON : DECROIX BOUDIAS Nathal , Suppléant	
261. 112 CNE SORBS : CAMPO Ludovic , Titulaire Pouvoir de Sr Michel	
262. 112 CNE SORBS : RANDON Christian , Suppléant	
263. 113 CNE SOUBES : JEANNIN Yann , Titulaire Pouvoir à Le Cayla	
264. 113 CNE SOUBES : BASCOUL Chantal , Suppléant	
265. 114 CNE SOUMONT : BEREAU Didier , Titulaire	
266. 114 CNE SOUMONT : BOYER Orianne , Suppléant	
267. 115 CNE SYLVANES : WOLKOWICKI , Titulaire	
268. 115 CNE SYLVANES : MOLLER Bente , Suppléant	
269. 116 CNE TAURIAC DE CAMARES : RICARD Jean Luc , Titulaire	
270. 116 CNE TAURIAC DE CAMARES : MILHAU Joël , Suppléant	
271. 117 CNE TOURNEMIRE : PETRAUD Maxime , Titulaire Pouvoir de Gissac	
272. 117 CNE TOURNEMIRE : CRISTOL Céline , Suppléant	
273. 118 CNE USCLAS DU BOSC : CARLES Alain , Titulaire	
274. 118 CNE USCLAS DU BOSC : DOCQUIER Anne Catherine , Suppléant	
275. 119 CNE VABRES L'ABBAYE : PRIVAT Gaëtan , Titulaire	
276. 119 CNE VABRES L'ABBAYE : ARTIS Frédéric , Suppléant	
277. 120 CNE VERRIERES : JEANJEAN Romain , Titulaire Pouvoir d'Agverac	
278. 120 CNE VERRIERES : BOYER Dominique , Suppléant	
279. 121 CNE VERSOLS ET LAPEYRE : HERVAS Jean Pierre , Titulaire	
280. 121 CNE VERSOLS ET LAPEYRE : VAYSSIERE Audrey , Suppléant	
281. 122 CNE VEYREAU : MARLAS Loïc , Titulaire	
282. 122 CNE VEYREAU : AUSTRUY Nicolas , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_021-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

283. 123 CNE VEZINS DE LEVEZOU : VIALA Arnaud , Titulaire	
284. 123 CNE VEZINS DE LEVEZOU : COLIN Marie Christine , Suppléant	
285. 124 CNE VIALA DU PAS DE JAUX : ASTRUC Caroline , Titulaire Pouvoir à Cyrille Saudières	
286. 124 CNE VIALA DU PAS DE JAUX : MOULIERES Lucien , Suppléant	
287. 125 CNE VIALA DU TARN : THOMAS Mickaël , Titulaire	
288. 125 CNE VIALA DU TARN : LE MERRE Marie Hélène , Suppléant	

Certifié exécutoire par (1) Monsieur Richard FIOL, Président du SM, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil syndical.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

DELIBERATION N° 2024 - 022 DU COMITE SYNDICAL

Séance du 8 avril 2024

Approbation du compte de gestion par Madame Isabelle BESSARD-LURBE,
Responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Affrique,
du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

Le Comité syndical, réuni sous la présidence de M. Richard FIOL ;

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer en l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2023 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

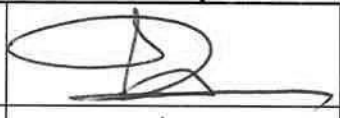
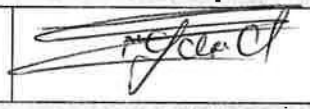
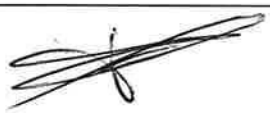
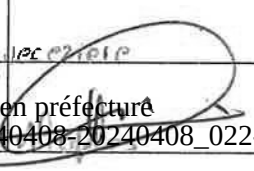
3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2023, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Fait et délibéré à Roquefort le 8 avril 2024

Ont signé cette délibération :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Région Occitanie			
Emmanuelle GAZEL *Région Occitanie*		**Marie LACAZE** *Région Occitanie*	
Clément CARLES *Région Occitanie* Pouvoir de C. Sahuet		**Pascal MAZET** *Région Occitanie*	
Christine SAHUET *Région Occitanie* Pouvoir de C. Carles		**Stéphane BERARD** *Région Occitanie*	
Fadilha BENAMMAR KOLY *Région Occitanie*		**René MORENO** *Région Occitanie*	
Département de l'Aveyron			
Christophe LABORIE *Département Aveyron*		**Emilie GRAL** *Département Aveyron*	
Monique ALIES *Département Aveyron*		**Nadine FRAYSSE** *Département Aveyron*	
Claude ASSIER *Département Aveyron*		**Hélène RIVIERE** *Département Aveyron*	
Département de l'Hérault			
Jacques RIGAUD *Département Hérault*		**Jean-Luc FALIP** *Département Hérault*	
Communes			
Dominique MAURY *Commune Aguessac* Pouvoir à Verrière		**Anne PAILHAS** *Commune Aguessac*	
Guy SALES *Commune Arnac-sur-Dourdou* Pouvoir à Peux Couffouls		**Christophe GARENC** *Commune Arnac-sur-Dourdou*	
Marie-Chantal CALMES *Commune Ayssènes*		**Jérôme GRIALOU** *Commune Ayssènes*	
Christophe HURAULT *Commune Balaguier-sur-Rance*		**Sylvain BOUYSSIERE** *Commune Balaguier-sur-Rance*	
Jean-Louis CABANES *Commune Belmont-sur-Rance*		**Xavier PUECH** *Commune Belmont-sur-Rance*	
Jean-Marie BODT *Commune Brasc*		**Magali BRIDE** *Commune Brasc*	
Jean-Luc CRASSOUS *Commune Broquiès*		**Christian BRENGUES** *Commune Broquiès*	
Régis COLSON *Commune Brousse-le-château*		**Pierre PEIFFER** *Commune Brousse-le-château*	
Patrick IMBERT *Commune Brusque* Pouvoir de Raoul Roquiescaire		**David VIVIANI** *Commune Brusque*	
Benoit SOLIER *Commune Calmels-et-le-Viala* Pouvoir [illegible]		**Jérémy FOURCADIER** *Commune Calmels-et-le-Viala*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
André SERIN *Commune Camarès* Pouvoir de Haulogo		**Emmanuel CAUQUIL** *Commune Camarès*	
Jean-Michel LADET *Commune Campagnac*		**Eliane LABEAUME** *Commune Campagnac*	
Marie JEANJEAN *Commune Castelnau-Pégayrols* Pouvoir à Haulogo		**Jérémie GAYRAUD** *Commune Castelnau-Pégayrols*	
Vincent COURTEAUX *Commune Celles*		**Alice DELFOSSE** *Commune Celles*	
Jean-Philippe SABATHIER *Commune Combret* Pouvoir à Vilasson		**Christel COEURVEILLE** *Commune Combret*	
Loïc ALMERAS *Commune Compeyre*		**Jean BLANCHOT** *Commune Compeyre*	
Mathieu LAMBRECHT *Commune Comprégnac*		**Patrick LEPETIT** *Commune Comprégnac*	
Jean-Michel PINAULT *Commune Cornus*		**Frédéric PAUL** *Commune Cornus*	
Jean-Claude SOUYRIS *Commune Coupiac*		**Nicolas BATAILLET-HEULLY** *Commune Coupiac*	
Franck LE MOUTON-MAZIERES *Commune Creissels*		**Roger BOUDES** *Commune Creissels*	
Arlette CAZABONNE *Commune Fayet*		**Serge OLIVIER** *Commune Fayet*	
Martine RODRIGUEZ *Commune Fondamente*		**Bastien FABRE** *Commune Fondamente*	
Michel COMBES Commune Fozières		**Thierry BERTHOMIEU** *Commune Fondamente*	
Michel SIMONIN *Commune Gissac* Pouvoir à Tournemire		**Julien MANIBAL** *Commune Gissac*	
Bastien GIACOBBI *Commune La Bastide-Pradines*		**Magali COMBY** *Commune La Bastide-Pradines*	
Elian ROQUES *Commune La Bastide-Solages*		**David MALLEVIALLE** *Commune La Bastide-Solages*	

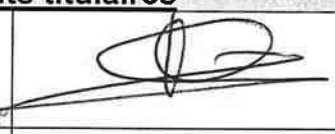
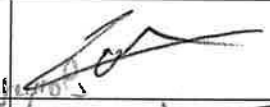
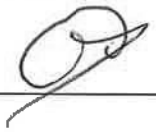
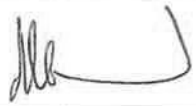
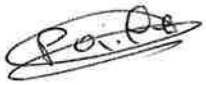
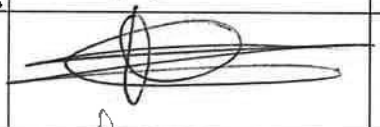
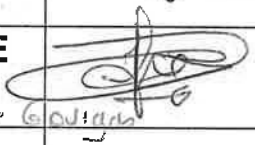
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Robert LADET *Commune La Capelle-Bonance*		**Eugénie SOLIGNAC** *Commune La Capelle-Bonance*	
François RODRIGUEZ *Commune La Cavalerie*		**Claudine DELACROIX PAGES** *Commune La Cavalerie*	
Sylvain GOLEO *Commune La Couvertoirade*		**Madeleine SARROUY** *Commune La Couvertoirade*	
Christophe FROMENT *Commune La Cresse*		**Laurence VALETTE** *Commune La Cresse*	
Florence DELORT *Commune La Roque-Sainte-Margueritte*		**Marie-Françoise BLANC** *Commune La Roque-Sainte-Margueritte*	
Yves VIALA *Commune La Serre* Pouvoir à St Sever		**Franck COUDERC** *Commune La Serre*	
Adrien BOUDES *Commune Lapanouse-de-Cernon*		**Thierry BERNAT** *Commune Lapanouse-de-Cernon*	
Jean-Luc CROUZET *Commune Lauroux*		**Claude CALVET** *Commune Lauroux*	
Christiane MAURY *Commune La Vacquerie-Saint-Martin-de-Castrie*		**Fabrice GRILLON-GABORIT** *Commune La Vacquerie-Saint-Martin-de-Castrie*	
Claire VAN DER HORST *Commune Lavalette*		**Christian MARTIN** *Commune Lavalette*	
Monika DUVINAGE *Commune Laval-Roquecezière* Pouvoir à Brusque		**Virginie JOFFRE** *Commune La Roque-Sainte-Margueritte*	
Danièle JOSEPH *Commune Le Bosc*		**Anne SENESI** *Commune Le Bosc*	
Jean TRINQUIER *Commune Le Caylar* Pouvoir de Soubès		**Christelle DE OLIVEIRA** *Commune Le Caylar*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Philippe GOUT *Commune Le Clapier*		**Katia PUEL** *Commune Le Clapier*	
Guilhem ALLEMAN *Commune Le Cros*		**Alain VIALA** *Commune Le Cros*	
Bernard GOUJON *Commune Le Puech* Pouvoir de St Félix de Lunel		**Christine LACROUX** *Commune Le Puech*	
Christian GINESTE *Commune LeTruel* Pouvoir à St Victor		**Emmanuel CAZOTTES** *Commune Le Truel*	
Jean-Marc BEA *Commune Les Costes-Gozon*		**Marylène AUBELEAU** *Commune Les Costes-Gozon*	
Daniel FABRE *Commune Les Plans*		**Michelle PIERRE** *Commune Les Plans*	
Luc BEVILACQUA *Commune Les Rives*		**Christian BELLAS** *Commune Les Rives*	
Alain JOSEPH *Commune Lestrade-et-Thouels*		**Bernard CASTANIER** *Commune Lestrade-et-Thouels*	
Jérôme SINTES *Commune L'Hospitalet-du-Larzac* Pouvoir de Ste Eulalie de Cernon.		**Cyril GELY** *Commune L'Hospitalet-du-Larzac*	
Gaëlle LEVEQUE *Commune Lodève* Pouvoir de St Jean Bladier		**Ludovic CROS** *Commune Lodève*	
Jean-Marc SAUVIER *Commune Lodève*		**Nathalie ROCOPLAN** *Commune Lodève*	
Nicole ANTOINE *Commune Manhargues-et-Latour*		**Fernand DURAND** *Commune Manhargues-et-Latour*	
Anne CROS *Commune Martrin*		**Christiane CAILLIAU DELEU** *Commune Martrin*	
Eloi ALBET *Commune Mélagues* Pouvoir de Tauriac de Camarès		**Francette GEYSSE RUIZ** *Commune Mélaguesn*	
Séverine PEYRETOUT *Commune Millau* Pouvoir de P. Ramondenc		**Michel DURAND** *Commune Millau*	
Nicolas WOHREL *Commune Millau*		**Yannick DOULS** *Commune Millau*	
Aurélie ESON *Commune Millau*		**Marie-Eve PANIS** *Commune Millau*	
Philippe RAMONDENC *Commune Millau* Pouvoir à S. Peyretout		**Karine HAUMAITRE** *Commune Millau*	
Claude CHIBAUDEL *Commune Montagnol* Pouvoir à Camarès		**Danielle BIAU GIRARD** *Commune Montagnol*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Marina VIDAL CONDOMINES Pouvoir de Plaisance *Commune Montclar*		**Mathieu POMMIE** *Commune Montclar*	
Yves BOUSQUET *Commune Montfranc*		**Stéphane CONDOMINES** *Commune Montfranc*	
Philippe CAVALIER *Commune Montjaux* Pouvoir de Cavaleucu Présent		**Florence POLLET** *Commune Montlaur*	
Viviane RAMONDENC Pouvoir St Sorny sur Rance *Commune Montlaur*		**Vivien GUIRAUD** *Commune Montlaur*	
Jean-François DUMAS Pouvoir à Peyreleau *Commune Mostuéjouls*		**Christine BEDEL** *Commune Mostuéjouls*	
Michel LEBLOND *Commune Mounes-Prohencoux*		**Delphine GAYRAUD** *Commune Mounes-Prohencoux*	
Francis CULIE *Commune Murrason* Pouvoir de Combret		**Céline GINIEIS** *Commune Murrason*	
Alain DELMAS *Commune Nant*		**Anne-Marie FRENEHARD** *Commune Nant*	
Christophe ROMO *Commune Olmet-et-Villecun*		**Philippe CALAMAND** *Commune Olmet-et-Villecun*	
Bernadette PAILHAS *Commune Paulhe*		**Frédéric JULIEN** *Commune Paulhe*	
Frédéric ROIG *Commune Pegairolles-de-l'Escalette*		**Jean-Claude GUYONDET** *Commune Pegairolles-de-l'Escalette*	
Philippe GIGANON *Commune Peux et Coufouleux* Pouvoir d'Arnac sur Dourdou		**Jean ROUQUETTE** *Commune Peux et Coufouleux*	
Alain ROUGET *Commune Peyreleau* Pouvoir de Mostuejouls		**Joël ESPINASSE** *Commune Peyreleau*	
Philippe MEJANE *Commune Plaisance* Pouvoir à Montclar		**Michel ROUQUAYROL** *Commune Plaisance*	
Antoine GOUTELLE *Commune Poujols* Pouvoir à St Etienne de Gourgas		**Francis NORMAND** *Commune Poujols*	
Nathalie GARRIGUES *Commune Pousthomy*		**Marlène SERRES** *Commune Pousthomy*	
Marie-Rose COMBES *Commune Rebourguil*		**Laure BARTHELEMY** *Commune Rebourguil*	
Bernard MAURY *Commune Rivière-sur-Tarn*		**Patrick SALSON** *Commune Rivière-sur-Tarn*	

Accusé de réception en préfecture
012251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Luc DONNADIEU *Commune Roquefort-sur-Soulzon*		**Jean-Guy MIALET** *Commune Roquefort-sur-Soulzon*	
Céline RENAUD *Commune Saint Affrique*		**Geneviève CAMBON** *Commune Saint Affrique*	
Sébastien DAVID *Commune Saint Affrique*		**Myriam SAHNOUN** *Commune Saint Affrique*	
Christian BOUDES *Commune Saint André-de-Vézines*		**Audrey ROQUES** *Commune Saint André-de-Vézines*	
Guy CAZOTTES *Commune Sant Beaulize*		**Jean DUCROS** *Commune Saint Beaulize*	
Magali MALINOWSKI-BERTRAND *Commune Saint Beauzély*		**Olivier LUSPIN** *Commune Saint Beauzély*	
Victorien GENIEZ *Commune Sainte-Eulalie-de-Cernon* Pouvoir à L'Hospitalet du Larzac		**Thierry CADENET** *Commune Sainte-Eulalie-de-Cernon*	
Roger CORROCHANO *Commune Saint Etienne-de-Gourgas* Pouvoir de Pouvoir		**Robert PASTOR** *Commune Saint Etienne-de-Gourgas*	
Françoise OLIVIER *Commune Saint-Félix-de-l'Héras* Pouvoir à Le Puech		**Ghislaine FOULQUIER** *Commune Saint-Félix-de-l'Héras*	
Natacha CUNTY *Commune Saint-Félix-de-Sorgues*		**Martine MIQUEL** *Commune Saint-Félix-de-Sorgues*	
Elisabeth MUYS *Commune Saint-Georges-de-Luzençon*		**Jean-Luc BERNARD** *Commune Saint-Georges-de-Luzençon*	
Ghislain CABAL-ZINCK *Commune Saint-Izaire*		**Dominique ROURE** *Commune Saint-Izaire*	
Laure CLEMENT *Commune Saint-Jean-d'Alcapies* Pouvoir à Calmels Le Viala		**Guy MARTIN** *Commune Saint-Jean-d'Alcapies*	
Emmanuelle GASCOIN *Commune Saint-Jean-de-la-Blaquière* Pouvoir à Lalèvre		**Jean-Christophe COUVELARD** *Commune Sain-Jean-de-la-Blaquière*	
Didier VIDAL *Commune Saint-Jean-du-Bruel*		**Daniel VIALA** *Commune Saint-Jean-du-Bruel*	
Michel SENTY *Commune Saint-Jean-et-Saint-Paul*		**Pierre SAUVEPLANE** *Commune Saint-Jean-et-Saint-Paul*	
Jonathan COSTES *Commune Saint-Juéry*		**Céline PUECH** *Commune Saint-Juéry*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Nathalie PALMIER *Commune Saint-Laurent-de-Lévézou*		**Régine MALAVAL** *Commune Saint-Laurent-de-Lévézou*	
Elisabeth DODINET *Commune Saint-Laurent-d'Olt*		**Vincent LOMBARD** *Commune Saint-Laurent-d'Olt*	
François LEROY *Commune Saint-Léons*		**Christophe BLANC** *Commune Saint-Léons*	
Daniel ROUSSEL *Commune Saint-martin-de-Lenne* Pouvoir à Séverac		**Elisabeth GERIN DUSOL** *Commune Saint-martin-de-Lenne*	
Nelly CABANES *Commune Saint-Maurice-de-Navacelles* Pouvoir à St Pierre de la Fage		**Hélène NANCIU** *Commune Saint-Maurice-de-Navacelles*	
Lauric MERLAN *Commune Saint-Michel* Pouvoir à Sorbs		**Francine TORRO** *Commune Saint-Michel*	
Philippe BAYLET *Commune Saint-Pierre-de-la-Fage* Pouvoir à St Maurice Navacelles		**Noëlle MARSAL** *Commune Saint-Pierre-de-la-Fage*	
Marie-Pierre AUTET *Commune Saint Privat*		**Guy LEMAIRE** *Commune Saint Privat*	
Pierre PANTANELLA *Commune Saint-Rome-de-Cernon*		**Nicolas GALIERES** *Commune Saint-Rome-de-Cernon*	
Jacques ARLES *Commune Saint Rome-de-Tarn*		**Francis MANCINO** *Commune Saint Rome-de-Tarn*	
Yves BIOULAC *Commune Saint-Saturnin-de-Lenne*		**Corinne AUGADE** *Commune Saint-Saturnin-de-Lenne*	
Roselyne AMALRIC-VUAGNAT *Commune Saint-Sernin-sur-Rance* Pouvoir à V. Ramondenc Mon Pouvoir		**Sophie CANTALOUBE** *Commune Saint-Sernin-sur-Rance*	
Bernard LAUTREC *Commune Saint-Sever-du-Moustier* Pouvoir de la Serre		**Nathalie MILHAU** *Commune Saint-Sever-du-Moustier*	
Julie ALRIQUET *Commune Saint-Victor-et-Melvieu* Pouvoir de Le Truel		**Jordy LAVABRE** *Commune Saint-Victor-et-Melvieu*	
Bernadette NEGROS *Commune Sauclières* Pouvoir du Vidal Pas de Jaux		**Tessa VEYRIE** *Commune Sauclières*	
Gilles PLET *Commune Ségur*		**Pierre-Louis BERNAD** *Commune Ségur*	
Edmond GROS *Commune Sévérac-d'Aveyron* Pouvoir de St Martin Lenne		**Françoise Régine CAPUS** *Commune Sévérac-d'Aveyron*	
Aimé MAJOREL *Commune Sévérac d'Aveyron*		**Nathalie DECROIX BOUDIAS** *Commune Sévérac d'Aveyron*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Ludovic CAMPO *Commune Sorbs* Pouvoir de St Michel		**Christian RANDON** *Commune Sorbs*	
Yann JEANNIN *Commune Soubès* Pouvoir à Le Caylar		**Chantal BASCOUL** *Commune Soubès*	
Didier BEREAU *Commune Soumont*		**Orianne BOYER** *Commune Sorbs*	
Michel WOLKOWICKI *Commune Sylvanès*		**Bente MOLLER** *Commune Sylvanès*	
Jean-Luc RICARD *Commune Tauriac-de-Camarès* Pouvoir à Hélouvry		**Joël MILHAU** *Commune Tauriac-de-Camarès*	
Maxime PETRAUD *Commune Tournemire* Pouvoir de Gissac		**Céline CRISTOL** *Commune Tournemire*	
Alain CARLES *Commune Usclas-du-Bosc*		**Anne-Catherine DOCQUIER** *Commune Usclas-du-Bosc*	
Gaëtan PRIVAT *Commune Vabres-l'Abbaye*		**Frédéric ARTIS** *Commune Vabres-l'Abbaye*	
Romain JEANJEAN *Commune Verrières* Pouvoir d'Advenac		**Dominique BOYER** *Commune Verrières*	
Jean-Pierre HERVAS *Commune Versols et Lapeyre*		**Audrey VAYSSIERE** *Commune Versols et Lapeyre*	
Loïc MARLAS *Commune Veyreau*		**Nicolas AUSTRUY** *Commune Veyreau*	
Arnaud VIALA *Commune Vézins-de-Lévézou*		**Marie-Christine COLIN** *Commune Vézins-de-Lévézou*	
Caroline ASTRUC *Commune Viala-du-Pas-de-Jaux* Pouvoir à Sandrières		**Lucien MOULIERES** *Commune Viala-du-Pas-de-Jaux*	
Mickaël THOMAS *Commune Viala-du-Tarn*		**Marie-Hélène LE MERRE** *Commune Viala-du-Tarn*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Communautés de communes			
Patrick PES *Communauté de communes Millau Grands Causses*		**Bouchra EL MEROUANI** *Communauté de communes Millau Grands Causses*	
Thierry PEREZ-LAFONT *Communauté de communes Millau Grands Causses*		**Esther CHUREAU** *Communauté de communes Millau Grands Causses*	
Philippe LEPETIT *Communauté de communes Millau Grands Causses*		**Valentin ARTAL** *Communauté de communes Millau Grands Causses*	
Sophie PRADEL *Communauté de communes Lodévois Larzac*		**Clément THERY** *Communauté de communes Lodévois Larzac*	
Jean-Luc REQUI *Communauté de communes Lodévois Larzac*		**Félicien VENOT** *Communauté de communes Lodévois Larzac*	
Bernard SIRGUE *Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort 7 Vallons*		**Thierry ARNAL** *Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort 7 Vallons*	
Gérard CAILHOL *Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort 7 Vallons*		**Thierry ROQUES** *Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort 7 Vallons*	
Richard FIOL *Communauté de communes Larzac et Vallées*		**Maryse ROUX** *Communauté de communes Larzac et Vallées*	
Jean-Michel ARNAL *Communauté de communes Lévézou Pareloup*		**Alexis CANITROT** *Communauté de communes Lévézou Pareloup*	
Cyril TOUZET *Communauté de communes Monts Rance et Rougier*		**Patrick RIVEMALE** *Communauté de communes Monts Rance et Rougier*	
Jean CAPEL *Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn*		**Maxime CONSTANS** *Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn*	

Sceau du syndicat mixte du
Parc naturel régional des Grands Causses

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél. 05 65 61 35 50 Fax 05 65 61 34 80

Pour expédition conforme
Le Président

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC SAINT-AFFRIQUE
N° CODIQUE 012038
Date Edition : 13/03/2024
Compte : DEFINITIF

IDENTIFIANT BUDGET 84100
N° de SIRET 25120134900015

SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2023

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Isabelle BESSARD-LURBE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2023 AU 13/03/2024

Population 80400
Nomenclature M14 sup egal 10000h
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 32
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 42
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 43
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 68
4EME PARTIE : Page des signatures 69

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**138,92**	Dotations	161,23
Terrains	6,79	Fonds Globalisés	415,32
Constructions	2 155,87	Réserves	2 008,37
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	-1 487,59
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	1 003,36
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	97,24	Résultat de l'exercice	-17,87
Autres immobilisations corporelles	660,96	Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)	**2 920,87**	Subventions non transférables	2 056,61
Immobilisations financières	**74,59**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**3 134,38**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**4 139,42**
Créances	1 772,72	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	**737,12**
Disponibilités	343,45	Fournisseurs(2)	239,12
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	134,88
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**2 116,17**	**Total dettes à court terme**	**374,00**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**1 111,13**
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	**5 250,55**	**TOTAL PASSIF**	**5 250,55**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées				
	Autres immobilisations incorporelles	490 816,60	351 895,13	138 921,47	148 083,59
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	6 792,67		6 792,67	6 792,67
	Constructions en toute propriété	2 150 929,58		2 150 929,58	2 143 551,43
	Construction sur sol autrui en tte prop	4 940,09		4 940,09	
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	1 353 722,79	692 760,53	660 962,26	531 537,73
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff	97 242,90		97 242,90	97 242,90
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	MONTANT A REPORTER	4 104 444,63	1 044 655,66	3 059 788,97	2 927 208,32

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	4 104 444,63	1 044 655,66	3 059 788,97	2 927 208,32
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées	47 500,00		47 500,00	47 500,00
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Avances en garanties d'emprunt				
	Autres créances	27 092,46		27 092,46	14 315,95
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**4 179 037,09**	**1 044 655,66**	**3 134 381,43**	**2 989 024,27**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

ACTIF		Exercice 2023			Exercice 2022
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	145 893,17		145 893,17	9 950,00
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	1 451 630,55		1 451 630,55	1 307 240,09
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers	91 144,80		91 144,80	42 000,00
	Autres créances	84 048,05		84 048,05	1 333,07
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	343 451,05		343 451,05	543 275,22
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**2 116 167,62**		**2 116 167,62**	**1 903 798,38**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

	ACTIF	Exercice 2023 BRUT	Exercice 2023 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Exercice 2023 NET	Exercice 2022 NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**6 295 204,71**	**1 044 655,66**	**5 250 549,05**	**4 892 822,65**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES	Dotations	161 233,06	161 233,06
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	2 008 365,18	2 008 365,18
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	1 003 359,10	1 111 588,62
	Résultat de l'exercice	-17 872,05	-108 229,52
	Subventions transférables		
	Différences sur réalisations d'immob	-1 487 590,60	-1 496 863,94
	Fonds globalisés	415 316,23	388 357,70
	Subventions non transférables	2 056 612,09	1 839 871,50
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**4 139 423,01**	**3 904 322,60**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	737 122,47	767 528,09
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	239 121,68	59 891,29
	Dettes fiscales et sociales	3 818,00	655,13
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées	76 450,17	106 324,64
	Opérations pour le compte de tiers	40 000,00	42 000,00
	Autres dettes	14 613,72	12 061,29
	Fournisseurs d'immobilisations		
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**1 111 126,04**	**988 460,44**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

	PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		39,61
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		**39,61**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**5 250 549,05**	**4 892 822,65**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	2 604,07	2 358,74
Produits des services	583,26	491,55
Autres produits	32,21	47,83
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	3 219,55	2 898,11
Traitements, salaires, charges sociales	1 822,73	1 732,39
Achats et charges externes	887,50	780,39
Participations et interventions	114,16	73,31
Dotations aux amortissements et provisions	275,39	258,87
Autres charges	123,37	149,18
Charges courantes non financières	3 223,15	2 994,13
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-3,60**	**-96,01**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	16,71	17,37
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-16,71**	**-17,37**
RESULTAT COURANT	**-20,31**	**-113,39**
Produits exceptionnels	12,54	5,46
Charges exceptionnelles	10,10	0,30
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**2,44**	**5,16**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-17,87**	**-108,23**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts locaux		
Autres impôts et taxes		
Produits services, domaine et ventes div	583 260,06	491 545,00
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	32 214,11	47 828,27
Dotations de l'Etat		
Subventions et participations	2 385 639,77	2 255 707,01
Autres attributions (péréquat, compensa)	218 431,39	103 033,39
TOTAL I	**3 219 545,33**	**2 898 113,67**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	1 244 943,36	1 189 846,00
Charges sociales	577 788,33	542 540,07
Achats et charges externes	887 497,94	780 387,21
Impôts et taxes	27 977,93	26 666,62
Dotations amortissements des immob	275 394,39	258 866,80
Dot amort sur charges à répartir		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
Dotations aux provisions		
Autres charges	95 387,90	122 508,46
Contingents et participations	15 452,00	15 138,00
Subventions	98 704,56	58 173,02
TOTAL II	**3 223 146,41**	**2 994 126,18**
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	**-3 601,08**	**-96 012,51**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	16 711,54	17 374,33
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	**16 711,54**	**17 374,33**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	**-16 711,54**	**-17 374,33**
A + B - RESULTAT COURANT	**-20 312,62**	**-113 386,84**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér		
Produits des cessions d'immobilisations	10 100,00	300,00
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér	2 440,57	5 157,32
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**12 540,57**	**5 457,32**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations		
Valeur comptable des immo cédées		
Diff réalis(positives)transf à investist	10 100,00	300,00
Charg excep op capital-Autres opérations		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL VI	**10 100,00**	**300,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

COMPTE DE RESULTAT 2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

POSTES	Exercice 2023	Exercice 2022
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 440,57	5 157,32
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	3 232 085,90	2 903 570,99
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	3 249 957,95	3 011 800,51
RESULTAT DE L'EXERCICE	-17 872,05	-108 229,52

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Opérations Compte de Tiers

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-425	42 000,00		16 506,24		58 506,24	
4582-425		42 000,00		16 506,24		58 506,24

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Opérations Compte de Tiers

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2023

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-377			91 144,80		91 144,80	
4582-377				40 000,00		40 000,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Résultats budgétaires de l'exercice

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 846 121,77	6 016 061,06	7 862 182,83
Titres de recette émis (b)	606 151,45	4 378 533,42	4 984 684,87
Réductions de titres (c)		1 127 855,45	1 127 855,45
Recettes nettes (d = b - c)	606 151,45	3 250 677,97	3 856 829,42
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	956 121,77	6 016 061,06	6 972 182,83
Mandats émis (f)	581 198,77	3 297 406,62	3 878 605,39
Annulations de mandats (g)	1 112,20	28 856,60	29 968,80
Depenses nettes (h = f - g)	580 086,57	3 268 550,02	3 848 636,59
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	26 064,88		8 192,83
(h - d) Déficit		17 872,05	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
I - Budget principal					
Investissement	679 467,32		26 064,88		705 532,20
Fonctionnement	1 003 359,10		-17 872,05		985 487,05
TOTAL I	**1 682 826,42**		**8 192,83**		**1 691 019,25**
II - Budgets des services à caractère administratif					
84102-SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES					
Investissement	71 615,66		24 879,06		96 494,72
Fonctionnement	16 105,71		-14 732,99		1 372,72
Sous-Total	**87 721,37**		**10 146,07**		**97 867,44**
TOTAL II	**87 721,37**		**10 146,07**		**97 867,44**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
84101-SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES					
Investissement	2 088,00		-16 020,00		-13 932,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2022	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2023	RESULTAT DE L'EXERCICE 2023	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2023
Fonctionnement	132 413,00		6 001,55		138 414,55
Sous-Total	**134 501,00**		**-10 018,45**		**124 482,55**
TOTAL III	**134 501,00**		**-10 018,45**		**124 482,55**
TOTAL I + II + III	**1 905 048,79**		**8 320,45**		**1 913 369,24**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilees	31 000,00		31 000,00	30 405,62		30 405,62	594,38
26	Participations et créances rattachées à des participations	1 000,00		1 000,00				1 000,00
27	Autres immobilisations financières	19 892,46		19 892,46	19 892,46		19 892,46	
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	9 874,72	-965,20	8 909,52				8 909,52
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**61 767,18**	**-965,20**	**60 801,98**	**50 298,08**		**50 298,08**	**10 503,90**
Opération n° 11	Opération d'équipement n° 11	95 000,00		95 000,00	43 362,05		43 362,05	51 637,95
Opération n° 16	Opération d'équipement n° 16	17 000,00		17 000,00	9 033,60		9 033,60	7 966,40
Opération n° 19	Opération d'équipement n° 19	2 400,00		2 400,00				2 400,00
Opération n° 20	Opération d'équipement n° 20	12 500,00		12 500,00	7 378,15		7 378,15	5 121,85
Opération n° 21	Opération d'équipement n° 21	83 600,00	48 700,00	132 300,00	131 570,40		131 570,40	729,60
Opération n° 23	Opération d'équipement n° 23	123 375,87		123 375,87	1 086,28		1 086,28	122 289,59
Opération n° 24	Opération d'équipement n° 24	9 324,00		9 324,00	6 484,80		6 484,80	2 839,20
Opération n° 25	Opération d'équipement n° 25	18 000,00		18 000,00				18 000,00
Opération n° 26	Opération d'équipement n° 26	155 752,00		155 752,00	115 560,93		115 560,93	40 191,07
Opération n° 27	Opération d'équipement n° 27	52 800,00		52 800,00				52 800,00
Opération n° 29	Opération d'équipement n° 29	17 416,80		17 416,80	2 389,00		2 389,00	15 027,80
Opération n° 30	Opération d'équipement n° 30	96 742,97	-66 664,25	30 078,72	18 779,84	504,00	18 275,84	11 802,88
Opération n° 31	Opération d'équipement n° 31	109 205,15		109 205,15	86 996,40		86 996,40	22 208,75
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**793 116,79**	**-17 964,25**	**775 152,54**	**422 641,45**	**504,00**	**422 137,45**	**353 015,09**
4581377	Opération pour compte tiers n° 4581377		79 667,25	79 667,25	78 417,25	608,20	77 809,05	1 858,20

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
4581425	Opération pour compte tiers n° 4581425	27 000,00		27 000,00	16 506,24		16 506,24	10 493,76
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**27 000,00**	**79 667,25**	**106 667,25**	**94 923,49**	**608,20**	**94 315,29**	**12 351,96**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**881 883,97**	**60 737,80**	**942 621,77**	**567 863,02**	**1 112,20**	**566 750,82**	**375 870,95**
041	Opérations patrimoniales		13 500,00	13 500,00	13 335,75		13 335,75	164,25
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**		**13 500,00**	**13 500,00**	**13 335,75**		**13 335,75**	**164,25**
TOTAL GENERAL		**881 883,97**	**74 237,80**	**956 121,77**	**581 198,77**	**1 112,20**	**580 086,57**	**376 035,20**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	26 958,53		26 958,53	26 958,53		26 958,53	
13	Subventions d'investissement	644 126,11	44 000,00	688 126,11	216 740,59		216 740,59	471 385,52
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	-80 000,00					
23	Immobilisations en cours							
27	Autres immobilisations financières	34 208,41		34 208,41	7 115,95		7 115,95	27 092,46
024	Produits de cessions (recettes)	12 500,00	-10 100,00	2 400,00				2 400,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**797 793,05**	**-46 100,00**	**751 693,05**	**250 815,07**		**250 815,07**	**500 877,98**
4582377	Opération pour compte tiers n° 4582377		88 905,00	88 905,00	40 000,00		40 000,00	48 905,00
4582425	Opération pour compte tiers n° 4582425	27 000,00		27 000,00	16 506,24		16 506,24	10 493,76
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**27 000,00**	**88 905,00**	**115 905,00**	**56 506,24**		**56 506,24**	**59 398,76**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**824 793,05**	**42 805,00**	**867 598,05**	**307 321,31**		**307 321,31**	**560 276,74**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	275 256,40	10 300,00	285 556,40	285 494,39		285 494,39	62,01
041	Opérations patrimoniales		13 500,00	13 500,00	13 335,75		13 335,75	164,25
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**275 256,40**	**23 800,00**	**299 056,40**	**298 830,14**		**298 830,14**	**226,26**
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	671 834,52	7 632,80	679 467,32				679 467,32
TOTAL GENERAL		**1 771 883,97**	**74 237,80**	**1 846 121,77**	**606 151,45**		**606 151,45**	**1 239 970,32**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	1 837 200,00	69 952,64	1 907 152,64	857 905,43	28 856,60	829 048,83	1 078 103,81
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 984 500,00		1 984 500,00	1 926 050,80		1 926 050,80	58 449,20
014	Atténuations de produits		1 700,00	1 700,00	1 700,00		1 700,00	
65	Autres charges de gestion courante	1 326 400,00	8 905,00	1 335 305,00	209 544,46		209 544,46	1 125 760,54
66	Charges financières	21 500,00		21 500,00	16 711,54		16 711,54	4 788,46
67	Charges exceptionnelles	1 000,00		1 000,00				1 000,00
68	Dotations aux Amortissements et aux provisions	450 000,00		450 000,00				450 000,00
022	Dépenses imprévues - section de fonctionnement	41 876,89	-12 529,87	29 347,02				29 347,02
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**5 662 476,89**	**68 027,77**	**5 730 504,66**	**3 011 912,23**	**28 856,60**	**2 983 055,63**	**2 747 449,03**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	275 256,40	10 300,00	285 556,40	285 494,39		285 494,39	62,01
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**275 256,40**	**10 300,00**	**285 556,40**	**285 494,39**		**285 494,39**	**62,01**
TOTAL GENERAL		**5 937 733,29**	**78 327,77**	**6 016 061,06**	**3 297 406,62**	**28 856,60**	**3 268 550,02**	**2 747 511,04**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	15 000,00		15 000,00	16 892,07		16 892,07	-1 892,07
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	548 050,00		548 050,00	593 795,06	10 535,00	583 260,06	-35 210,06
74	Dotations et participations	4 336 374,19	68 227,77	4 404 601,96	3 723 091,61	1 117 320,45	2 605 771,16	1 798 830,80
75	Autres produits de gestion courante	32 950,00		32 950,00	32 214,11		32 214,11	735,89
77	Produits exceptionnels	2 000,00	10 100,00	12 100,00	12 540,57		12 540,57	-440,57
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**4 934 374,19**	**78 327,77**	**5 012 701,96**	**4 378 533,42**	**1 127 855,45**	**3 250 677,97**	**1 762 023,99**
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 003 359,10		1 003 359,10				1 003 359,10
TOTAL GENERAL		**5 937 733,29**	**78 327,77**	**6 016 061,06**	**4 378 533,42**	**1 127 855,45**	**3 250 677,97**	**2 765 383,09**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	30 405,62		30 405,62
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**30 405,62**		**30 405,62**
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	19 892,46		19 892,46
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**19 892,46**		**19 892,46**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**50 298,08**		**50 298,08**
Opération n° 218811	Autres immobilisations corporelles	43 362,05		43 362,05
SOUS-TOTAL OPERATION n° 11	**Opération d'équipement n° 11**	**43 362,05**		**43 362,05**
Opération n° 205116	Concessions et droits similaires	948,00		948,00
Opération n° 218316	Matériel de bureau et matériel informatique	8 085,60		8 085,60
SOUS-TOTAL OPERATION n° 16	**Opération d'équipement n° 16**	**9 033,60**		**9 033,60**
Opération n° 213520	Installations générales agencements et aménagements des constructions	7 378,15		7 378,15
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20	**Opération d'équipement n° 20**	**7 378,15**		**7 378,15**
Opération n° 218821	Autres immobilisations corporelles	131 570,40		131 570,40
SOUS-TOTAL OPERATION n° 21	**Opération d'équipement n° 21**	**131 570,40**		**131 570,40**
Opération n° 218823	Autres immobilisations corporelles	1 086,28		1 086,28
SOUS-TOTAL OPERATION n° 23	**Opération d'équipement n° 23**	**1 086,28**		**1 086,28**
Opération n° 218824	Autres immobilisations corporelles	6 484,80		6 484,80
SOUS-TOTAL OPERATION n° 24	**Opération d'équipement n° 24**	**6 484,80**		**6 484,80**
Opération n° 205126	Concessions et droits similaires	90 797,85		90 797,85
Opération n° 218426	Mobilier	24 763,08		24 763,08
SOUS-TOTAL OPERATION n° 26	**Opération d'équipement n° 26**	**115 560,93**		**115 560,93**
Opération n° 218829	Autres immobilisations corporelles	2 389,00		2 389,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 29	**Opération d'équipement n° 29**	**2 389,00**		**2 389,00**
Opération n° 214830	Constructions sur sol d'autrui - autres constructions	5 444,09	504,00	4 940,09

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
Opération n° 23830	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	13 335,75		13 335,75
SOUS-TOTAL OPERATION n° 30	**Opération d'équipement n° 30**	**18 779,84**	**504,00**	**18 275,84**
Opération n° 218831	Autres immobilisations corporelles	86 996,40		86 996,40
SOUS-TOTAL OPERATION n° 31	**Opération d'équipement n° 31**	**86 996,40**		**86 996,40**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**422 641,45**	**504,00**	**422 137,45**
4581	Opération pour compte de tiers n° 4581	94 923,49	608,20	94 315,29
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**94 923,49**	**608,20**	**94 315,29**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**567 863,02**	**1 112,20**	**566 750,82**
4581	Dépenses (à subdiviser par mandat)	13 335,75		13 335,75
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**13 335,75**		**13 335,75**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**13 335,75**		**13 335,75**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**581 198,77**	**1 112,20**	**580 086,57**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA)	26 958,53		26 958,53
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**26 958,53**		**26 958,53**
1321	Etat et Etablissements Nationaux	29 607,90		29 607,90
1322	Région	115 676,69		115 676,69
1323	Département	21 125,00		21 125,00
13248	Autres Communes	50 331,00		50 331,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**216 740,59**		**216 740,59**
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	7 115,95		7 115,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**7 115,95**		**7 115,95**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**250 815,07**		**250 815,07**
4582	Opération pour compte de tiers n ° 4582	56 506,24		56 506,24
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**56 506,24**		**56 506,24**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**307 321,31**		**307 321,31**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	10 100,00		10 100,00
28031	Amortissements frais d'études	1 048,80		1 048,80
28051	Concessions et droits similaires	99 859,17		99 859,17
28181	Installations générales agencements et aménagements divers	2 659,52		2 659,52
28182	Matériel de transport	53 790,26		53 790,26
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	13 556,60		13 556,60
28184	Mobilier	4 058,95		4 058,95
28188	Amortissements autres immobilisations corporelles	100 421,09		100 421,09
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**285 494,39**		**285 494,39**
238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	13 335,75		13 335,75
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	**Opérations patrimoniales**	**13 335,75**		**13 335,75**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	298 830,14		298 830,14
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	606 151,45		606 151,45

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
60611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	766,47		766,47
60612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	5 992,16		5 992,16
60621	Achats non stockés de combustibles	4 148,67		4 148,67
60622	Achats non stockés de carburants	27 689,80		27 689,80
60623	Achats non stockés d'alimentation	1 425,99	116,05	1 309,94
60632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	19 246,44	217,25	19 029,19
60636	Achats non stockés de vêtements de travail	4 497,45		4 497,45
6064	Achats non stockés de fournitures administratives	6 554,69		6 554,69
6068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	8 045,12	200,00	7 845,12
611	Contrats prestations de services	25 854,20	5 136,00	20 718,20
6135	Services extérieurs - locations mobilières	6 906,22		6 906,22
615221	Bâtiments publics	112,00		112,00
61551	Services extérieurs - entretien et réparations sur matériel roulant	14 520,12		14 520,12
6156	Services extérieurs - maintenance	37 197,93		37 197,93
6161	Multirisques	21 922,20		21 922,20
617	Services extérieurs - études et recherches	149 761,24	1 250,00	148 511,24
6182	Services extérieurs - divers - documentation générale et technique	1 742,55		1 742,55
6184	Services extérieurs - divers - versements à des organismes de formation	5 520,00		5 520,00
6185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	1 305,00		1 305,00
6188	Services extérieurs - autres frais divers	780,00		780,00
6226	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - honoraires	3 243,00		3 243,00
6228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	295 644,08	18 696,80	276 947,28
6231	Publicité publications relations publiques - annonces et	7 881,43		7 881,43

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	160,00		160,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6237	Publicité publications relations publiques - publications	28 039,57	2 750,00	25 289,57
6251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	4 316,54		4 316,54
6256	Déplacements missions et réceptions - missions	11 710,42		11 710,42
6257	Déplacements missions et réceptions - réceptions	11 765,30	245,70	11 519,60
6261	Frais d'affranchissement	7 682,50		7 682,50
6262	Frais de télécommunications	35 204,82	244,80	34 960,02
627	Autres services extérieurs - services bancaires et assimilés	1,36		1,36
6281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	14 574,00		14 574,00
6283	Autres services extérieurs - frais de nettoyage des locaux	27 588,80		27 588,80
6288	Autres services extérieurs	65 718,00		65 718,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	48,36		48,36
6358	Autres droits administration des impôts	339,00		339,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**857 905,43**	**28 856,60**	**829 048,83**
6218	Autre personnel extérieur au service	58 836,47		58 836,47
6331	Versement mobilité	6 191,09		6 191,09
6332	Cotisations versées au FNAL	1 099,17		1 099,17
6336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territoriale	20 300,31		20 300,31
64111	Personnel titulaire - rémunération principale	867 032,58		867 032,58
64112	Personnel titulaire - nbi supplément familial et indemnité de résidence	20 298,87		20 298,87
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	7 808,94		7 808,94
64131	Personnel non titulaire - rémunération	366 525,30		366 525,30
64138	Autres indemnités	169,74		169,74
6451	Charges sécurite sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	235 480,18		235 480,18
6453	Cotisations aux caisses de retraites	244 249,78		244 249,78

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6454	Charges sécurite sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	15 566,48		15 566,48
6475	Autres charges sociales - médecine du travail pharmacie	1 247,80		1 247,80
6478	Autres charges sociales diverses	81 244,09		81 244,09
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**1 926 050,80**		**1 926 050,80**
7489	Reversements et restitution sur autres attributions et particiaptions	1 700,00		1 700,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	**Atténuations de produits**	**1 700,00**		**1 700,00**
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage	21 834,66		21 834,66
6518	Autres	3 173,60		3 173,60
6531	Indemnités des maires adjoints et conseillers	56 539,00		56 539,00
6532	Frais de mission des maires adjoints et conseillers	801,65		801,65
6533	Cotisations de retraite des maires adjoints et conseillers	5 428,70		5 428,70
6558	Contingents et participations obligatoires - autres contributions obligatoires	15 452,00		15 452,00
657348	Subventions fonctionnement aux organismes publics - autres Communes	80 599,12		80 599,12
65738	Subventions de fonctionnement aux organismes publics - autres organismes publics	18 105,44		18 105,44
65888	Autres	7 610,29		7 610,29
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**209 544,46**		**209 544,46**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	16 711,54		16 711,54
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**16 711,54**		**16 711,54**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**3 011 912,23**	**28 856,60**	**2 983 055,63**
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	10 100,00		10 100,00
6811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	275 394,39		275 394,39
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**285 494,39**		**285 494,39**
TOTAL	**TOTAL DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**285 494,39**		**285 494,39**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408-022-BF
Reçu le 11/04/2024

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**3 297 406,62**	**28 856,60**	**3 268 550,02**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	16 892,07		16 892,07
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**16 892,07**		**16 892,07**
7078	Ventes d'autres marchandises	3 114,58		3 114,58
70841	Mise à disposition de personnel facturée aux budgets annexes régies municipales CCAS et caisse des écoles	118 292,67		118 292,67
70845	Mise à disposition de personnel facturée aux Communes membres du GFP	76 063,20		76 063,20
70848	Mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes	298 207,24	10 535,00	287 672,24
70872	Remboursement de frais par les budgets annexes et les régies municipales	78 013,82		78 013,82
70878	Autres produits - remboursement de frais par d'autres redevables	20 103,55		20 103,55
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Produits des services, du domaine et ventes diverses**	**593 795,06**	**10 535,00**	**583 260,06**
74718	Autres participations de l'Etat	593 779,09	53 643,00	540 136,09
7472	Participations - Régions	1 099 017,46	222 023,76	876 993,70
7473	Participations - Départements	347 455,00		347 455,00
74741	Participations des Communes membres du GFP	164 019,90		164 019,90
74748	Participations des autres Communes	26 939,15	2 596,32	24 342,83
7477	Participations - budget communautaire et fonds structurels	875 542,26	704 831,31	170 710,95
7478	Participations - autres organismes	379 311,59	117 330,29	261 981,30
7488	Autres attributions et participations	237 027,16	16 895,77	220 131,39
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Dotations et participations**	**3 723 091,61**	**1 117 320,45**	**2 605 771,16**
752	Autres produits de gestion courante - revenus des immeubles	32 212,00		32 212,00
7588	Autres produits divers de gestion courante	2,11		2,11
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**32 214,11**		**32 214,11**
775	Produits exceptionnels - produits des cessions d'immobilisations	10 100,00		10 100,00
7788	Produits exceptionnels divers	2 440,57		2 440,57
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**12 540,57**		**12 540,57**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**4 378 533,42**	**1 127 855,45**	**3 250 677,97**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**4 378 533,42**	**1 127 855,45**	**3 250 677,97**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		161 233,06						161 233,06		161 233,06
10222	FCTVA		388 357,70				26 958,53		415 316,23		415 316,23
1022	**Sous Total compte 1022**		**388 357,70**				**26 958,53**		**415 316,23**		**415 316,23**
102	**Sous Total compte 102**		**549 590,76**				**26 958,53**		**576 549,29**		**576 549,29**
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé		2 008 365,18						2 008 365,18		2 008 365,18
106	**Sous Total compte 106**		**2 008 365,18**						**2 008 365,18**		**2 008 365,18**
10	**Sous Total compte 10**		**2 557 955,94**				**26 958,53**		**2 584 914,47**		**2 584 914,47**
110	Report à nouveau solde créditeur		1 111 588,62	108 229,52				108 229,52	1 111 588,62		1 003 359,10
11	**Sous Total compte 11**		**1 111 588,62**	**108 229,52**				**108 229,52**	**1 111 588,62**		**1 003 359,10**
12	Résultat exercice excéd déficit	108 229,52			108 229,52			108 229,52	108 229,52		0,00
12	**Sous Total compte 12**	**108 229,52**			**108 229,52**			**108 229,52**	**108 229,52**		**0,00**
1321	Etat et EPN		452 898,78				29 607,90		482 506,68		482 506,68
1322	Région		804 647,54				115 676,69		920 324,23		920 324,23

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1323	Dépt		109 069,51				21 125,00		130 194,51		130 194,51
13241	Communes membres du GFP		53 600,00						53 600,00		53 600,00
13248	Autres communes		45 077,40				50 331,00		95 408,40		95 408,40
1324	**Sous Total compte 1324**		**98 677,40**				**50 331,00**		**149 008,40**		**149 008,40**
13251	GFP de rattachement		55 940,00						55 940,00		55 940,00
1325	**Sous Total compte 1325**		**55 940,00**						**55 940,00**		**55 940,00**
1326	Autres EPL		11 022,00						11 022,00		11 022,00
1327	Budget communautaire fonds structurels		93 831,92						93 831,92		93 831,92
1328	Autres		213 784,35						213 784,35		213 784,35
132	**Sous Total compte 132**		**1 839 871,50**				**216 740,59**		**2 056 612,09**		**2 056 612,09**
13	**Sous Total compte 13**		**1 839 871,50**				**216 740,59**		**2 056 612,09**		**2 056 612,09**
1641	Emprunts en euros		767 528,09			30 405,62		30 405,62	767 528,09		737 122,47
164	**Sous Total compte 164**		**767 528,09**			**30 405,62**		**30 405,62**	**767 528,09**		**737 122,47**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16	**Sous Total compte 16**		**767 528,09**			**30 405,62**		**30 405,62**	**767 528,09**		**737 122,47**
192	Plus ou moins-values cessions immo	1 197 039,89					10 100,00	1 197 039,89	10 100,00	1 186 939,89	
193	Autres neutralisations et régularisation	299 824,05		1 479,95	653,29			301 304,00	653,29	300 650,71	
19	**Sous Total compte 19**	**1 496 863,94**		**1 479,95**	**653,29**		**10 100,00**	**1 498 343,89**	**10 753,29**	**1 487 590,60**	
	Total classe 1	**1 605 093,46**	**6 276 944,15**	**109 709,47**	**108 882,81**	**30 405,62**	**253 799,12**	**1 745 208,55**	**6 639 626,08**	**1 487 590,60**	**6 382 008,13**
2031	Frais d'études	5 244,00						5 244,00		5 244,00	
203	**Sous Total compte 203**	**5 244,00**						**5 244,00**		**5 244,00**	
2051	Concessions et droits similaires	395 464,75			1 638,00	91 745,85		487 210,60	1 638,00	485 572,60	
205	**Sous Total compte 205**	**395 464,75**			**1 638,00**	**91 745,85**		**487 210,60**	**1 638,00**	**485 572,60**	
20	**Sous Total compte 20**	**400 708,75**			**1 638,00**	**91 745,85**		**492 454,60**	**1 638,00**	**490 816,60**	
2111	Terrains nus	6 792,67						6 792,67		6 792,67	
211	**Sous Total compte 211**	**6 792,67**						**6 792,67**		**6 792,67**	
21318	Autres batiments publics	2 091 757,98						2 091 757,98		2 091 757,98	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2131	**Sous Total compte 2131**	**2 091 757,98**						**2 091 757,98**		**2 091 757,98**	
2135	Instal gales agenct amégts const	51 793,45				7 378,15		59 171,60		59 171,60	
213	**Sous Total compte 213**	**2 143 551,43**				**7 378,15**		**2 150 929,58**		**2 150 929,58**	
2148	Construct sol autrui - autres constructs					5 444,09	504,00	5 444,09	504,00	4 940,09	
214	**Sous Total compte 214**					**5 444,09**	**504,00**	**5 444,09**	**504,00**	**4 940,09**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	37 827,54						37 827,54		37 827,54	
2182	Mat de transport	395 525,63			105 706,66			395 525,63	105 706,66	289 818,97	
2183	Mat bureau mat informatique	110 094,17			34 639,40	8 085,60		118 179,77	34 639,40	83 540,37	
2184	Mobilier	38 727,37				24 763,08		63 490,45		63 490,45	
2188	Autres immobilisations corporelles	695 009,37			87 852,84	271 888,93		966 898,30	87 852,84	879 045,46	
218	**Sous Total compte 218**	**1 277 184,08**			**228 198,90**	**304 737,61**		**1 581 921,69**	**228 198,90**	**1 353 722,79**	
21	**Sous Total compte 21**	**3 427 528,18**			**228 198,90**	**317 559,85**	**504,00**	**3 745 088,03**	**228 702,90**	**3 516 385,13**	
238	Avances acptes vers sur immob corpo					13 335,75	13 335,75	13 335,75	13 335,75		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
23	**Sous Total compte 23**					**13 335,75**	**13 335,75**	**13 335,75**	**13 335,75**		**0,00**
248	Autres immobilisat mises en affectation	97 242,90						97 242,90		97 242,90	
24	**Sous Total compte 24**	**97 242,90**						**97 242,90**		**97 242,90**	
261	Titres de participation	47 500,00						47 500,00		47 500,00	
26	**Sous Total compte 26**	**47 500,00**						**47 500,00**		**47 500,00**	
2764	Créances particul et aut pers droit priv	14 315,95				19 892,46	7 115,95	34 208,41	7 115,95	27 092,46	
276	**Sous Total compte 276**	**14 315,95**				**19 892,46**	**7 115,95**	**34 208,41**	**7 115,95**	**27 092,46**	
27	**Sous Total compte 27**	**14 315,95**				**19 892,46**	**7 115,95**	**34 208,41**	**7 115,95**	**27 092,46**	
28031	Amort frais études		1 737,60				1 048,80		2 786,40		2 786,40
2803	**Sous Total compte 2803**		**1 737,60**				**1 048,80**		**2 786,40**		**2 786,40**
28051	Concessions et droits similaires		250 887,56	1 638,00			99 859,17	1 638,00	350 746,73		349 108,73
2805	**Sous Total compte 2805**		**250 887,56**	**1 638,00**			**99 859,17**	**1 638,00**	**350 746,73**		**349 108,73**
280	**Sous Total compte 280**		**252 625,16**	**1 638,00**			**100 907,97**	**1 638,00**	**353 533,13**		**351 895,13**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28181	Instal gales agenct amngts divers		11 114,11				2 659,52		13 773,63		13 773,63
28182	Mat de transport		251 695,00	105 706,66			53 790,26	105 706,66	305 485,26		199 778,60
28183	Mat bureau mat informatique		86 156,97	33 974,40			13 556,60	33 974,40	99 713,57		65 739,17
28184	Mobilier		14 563,64	653,29			4 058,95	653,29	18 622,59		17 969,30
28188	Amort autres immobilisations corporelles		382 116,63	87 852,84	814,95		100 421,09	87 852,84	483 352,67		395 499,83
2818	**Sous Total compte 2818**		**745 646,35**	**228 187,19**	**814,95**		**174 486,42**	**228 187,19**	**920 947,72**		**692 760,53**
281	**Sous Total compte 281**		**745 646,35**	**228 187,19**	**814,95**		**174 486,42**	**228 187,19**	**920 947,72**		**692 760,53**
28	**Sous Total compte 28**		**998 271,51**	**229 825,19**	**814,95**		**275 394,39**	**229 825,19**	**1 274 480,85**		**1 044 655,66**
	Total classe 2	**3 987 295,78**	**998 271,51**	**229 825,19**	**230 651,85**	**442 533,91**	**296 350,09**	**4 659 654,88**	**1 525 273,45**	**4 179 037,09**	**1 044 655,66**
4011	Fournisseurs		31 034,69	752 381,95	920 948,12			752 381,95	951 982,81		199 600,86
401	**Sous Total compte 401**		**31 034,69**	**752 381,95**	**920 948,12**			**752 381,95**	**951 982,81**		**199 600,86**
4041	Fournis immob			517 564,94	517 564,94			517 564,94	517 564,94		0,00
404	**Sous Total compte 404**			**517 564,94**	**517 564,94**			**517 564,94**	**517 564,94**		**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
408	Fournis factures non parvenues		28 856,60	28 856,60	39 520,82			28 856,60	68 377,42		39 520,82
4091	Fournis avances vers sur cdes			53 881,20				53 881,20		53 881,20	
409	**Sous Total compte 409**			**53 881,20**				**53 881,20**		**53 881,20**	
40	**Sous Total compte 40**		**59 891,29**	**1 352 684,69**	**1 478 033,88**			**1 352 684,69**	**1 537 925,17**		**185 240,48**
4111	Redevables - amiable	350,00		243 999,75	111 386,58			244 349,75	111 386,58	132 963,17	
4116	Redevables - contentieux			4 561,00	1 231,00			4 561,00	1 231,00	3 330,00	
411	**Sous Total compte 411**	**350,00**		**248 560,75**	**112 617,58**			**248 910,75**	**112 617,58**	**136 293,17**	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	9 600,00		32 212,00	32 212,00			41 812,00	32 212,00	9 600,00	
414	**Sous Total compte 414**	**9 600,00**		**32 212,00**	**32 212,00**			**41 812,00**	**32 212,00**	**9 600,00**	
41	**Sous Total compte 41**	**9 950,00**		**280 772,75**	**144 829,58**			**290 722,75**	**144 829,58**	**145 893,17**	
421	Personnel - rémunérations dues			942 915,82	942 915,82			942 915,82	942 915,82		0,00
427	Personnel - oppositions			234,72	234,72			234,72	234,72		0,00
4287	Personnel - produits à recevoir			6 195,34				6 195,34		6 195,34	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
428	**Sous Total compte 428**			**6 195,34**				**6 195,34**		**6 195,34**	
42	**Sous Total compte 42**			**949 345,88**	**943 150,54**			**949 345,88**	**943 150,54**	**6 195,34**	
431	Sécurite sociale		655,13	377 575,37	376 920,24			377 575,37	377 575,37		0,00
437	Autres organismes sociaux			344 056,11	344 056,11			344 056,11	344 056,11		0,00
43	**Sous Total compte 43**		**655,13**	**721 631,48**	**720 976,35**			**721 631,48**	**721 631,48**		**0,00**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			685 912,34	666 292,34			685 912,34	666 292,34	19 620,00	
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	32,89		3 949,10	3 949,10			3 981,99	3 949,10	32,89	
441	**Sous Total compte 441**	**32,89**		**689 861,44**	**670 241,44**			**689 894,33**	**670 241,44**	**19 652,89**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			56 138,08	59 956,08			56 138,08	59 956,08		3 818,00
442	**Sous Total compte 442**			**56 138,08**	**59 956,08**			**56 138,08**	**59 956,08**		**3 818,00**
44311	Opér particul avec Etat dépenses			17 152,00	17 152,00			17 152,00	17 152,00		0,00
4431	**Sous Total compte 4431**			**17 152,00**	**17 152,00**			**17 152,00**	**17 152,00**		**0,00**
44322	Opér particul Région recettes amiable	1 050,00		5 126,40	6 176,40			6 176,40	6 176,40		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4432	**Sous Total compte 4432**	**1 050,00**		**5 126,40**	**6 176,40**			**6 176,40**	**6 176,40**		**0,00**
44331	Opér particulières avec Département_Dép			3 843,00	3 843,00			3 843,00	3 843,00		0,00
44332	Opér particul avec Dépt rec amiable	350,00		12 670,00	13 020,00			13 020,00	13 020,00		0,00
4433	**Sous Total compte 4433**	**350,00**		**16 513,00**	**16 863,00**			**16 863,00**	**16 863,00**		**0,00**
44341	Opér part av Etat communes dépenses			80 599,12	80 599,12			80 599,12	80 599,12		0,00
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable	39 707,50		75 553,20	91 418,70			115 260,70	91 418,70	23 842,00	
44346	Op particul avec Cnes rec contentieux	1 050,00		2 100,00	2 800,00			3 150,00	2 800,00	350,00	
4434	**Sous Total compte 4434**	**40 757,50**		**158 252,32**	**174 817,82**			**199 009,82**	**174 817,82**	**24 192,00**	
44352	Opér particul avec grp recettes amiable			3 670,00	1 080,00			3 670,00	1 080,00	2 590,00	
4435	**Sous Total compte 4435**			**3 670,00**	**1 080,00**			**3 670,00**	**1 080,00**	**2 590,00**	
44361	Opér part av Etat caisse écoles dépenses			6 075,00	6 075,00			6 075,00	6 075,00		0,00
44362	Opér part Etat ce recettes amiable	1 013,13		35 895,63	19 375,92			36 908,76	19 375,92	17 532,84	
4436	**Sous Total compte 4436**	**1 013,13**		**41 970,63**	**25 450,92**			**42 983,76**	**25 450,92**	**17 532,84**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44372	Opér part avec Etat ccas rec amiable	6 072,06		63 284,45	8 997,73			69 356,51	8 997,73	60 358,78	
4437	**Sous Total compte 4437**	**6 072,06**		**63 284,45**	**8 997,73**			**69 356,51**	**8 997,73**	**60 358,78**	
44381	Aut serv organ pub - dépenses			24 810,44	24 810,44			24 810,44	24 810,44		0,00
44382	Aut serv organ pub - recette amiable	132 705,38		214 605,60	305 491,85			347 310,98	305 491,85	41 819,13	
4438	**Sous Total compte 4438**	**132 705,38**		**239 416,04**	**330 302,29**			**372 121,42**	**330 302,29**	**41 819,13**	
443	**Sous Total compte 443**	**181 948,07**		**545 384,84**	**580 840,16**			**727 332,91**	**580 840,16**	**146 492,75**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			162 511,00	162 511,00			162 511,00	162 511,00		0,00
4487	Produits à recevoir	1 125 259,13		1 285 484,91	1 125 259,13			2 410 744,04	1 125 259,13	1 285 484,91	
448	**Sous Total compte 448**	**1 125 259,13**		**1 285 484,91**	**1 125 259,13**			**2 410 744,04**	**1 125 259,13**	**1 285 484,91**	
44	**Sous Total compte 44**	**1 307 240,09**		**2 739 380,27**	**2 598 807,81**			**4 046 620,36**	**2 598 807,81**	**1 447 812,55**	
4512	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		106 324,64	118 868,27	88 993,80			118 868,27	195 318,44		76 450,17
451	**Sous Total compte 451**		**106 324,64**	**118 868,27**	**88 993,80**			**118 868,27**	**195 318,44**		**76 450,17**
4581377	Dépenses (à subdiviser par mandat)					91 753,00	608,20	91 753,00	608,20	91 144,80	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4581425	Dépenses (à subdiviser par mandat)	42 000,00			58 506,24	16 506,24		58 506,24	58 506,24		0,00
4581	**Sous Total compte 4581**	**42 000,00**			**58 506,24**	**108 259,24**	**608,20**	**150 259,24**	**59 114,44**	**91 144,80**	
4582377	Recettes (à subdiviser par mandat)						40 000,00		40 000,00		40 000,00
4582425	Recettes (à subdiviser par mandat)		42 000,00	58 506,24			16 506,24	58 506,24	58 506,24		0,00
4582	**Sous Total compte 4582**		**42 000,00**	**58 506,24**			**56 506,24**	**58 506,24**	**98 506,24**		**40 000,00**
458	**Sous Total compte 458**	**42 000,00**	**42 000,00**	**58 506,24**	**58 506,24**	**108 259,24**	**57 114,44**	**208 765,48**	**157 620,68**	**51 144,80**	
45	**Sous Total compte 45**	**42 000,00**	**148 324,64**	**177 374,51**	**147 500,04**	**108 259,24**	**57 114,44**	**327 633,75**	**352 939,12**		**25 305,37**
4621	Créances cess immob - amiable			10 100,00	10 100,00			10 100,00	10 100,00		0,00
462	**Sous Total compte 462**			**10 100,00**	**10 100,00**			**10 100,00**	**10 100,00**		**0,00**
466	Excédt de verSEMent		199,00	2 792,03	2 721,03			2 792,03	2 920,03		128,00
46711	Autres comptes créditeurs		11 862,29	97 358,39	99 981,82			97 358,39	111 844,11		14 485,72
4671	**Sous Total compte 4671**		**11 862,29**	**97 358,39**	**99 981,82**			**97 358,39**	**111 844,11**		**14 485,72**
46721	Débiteurs divers - amiable	1 333,07		25 663,04	3 024,60			26 996,11	3 024,60	23 971,51	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46726	Débiteurs divers - contentieux			2,00	2,00			2,00	2,00		0,00
4672	**Sous Total compte 4672**	**1 333,07**		**25 665,04**	**3 026,60**			**26 998,11**	**3 026,60**	**23 971,51**	
467	**Sous Total compte 467**	**1 333,07**	**11 862,29**	**123 023,43**	**103 008,42**			**124 356,50**	**114 870,71**	**9 485,79**	
46	**Sous Total compte 46**	**1 333,07**	**12 061,29**	**135 915,46**	**115 829,45**			**137 248,53**	**127 890,74**	**9 357,79**	
47134	Raet : subv			22 750,00	22 750,00			22 750,00	22 750,00		0,00
47138	Raet : autres			2 559 487,85	2 559 487,85			2 559 487,85	2 559 487,85		0,00
4713	**Sous Total compte 4713**			**2 582 237,85**	**2 582 237,85**			**2 582 237,85**	**2 582 237,85**		**0,00**
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			3 559,23	3 559,23			3 559,23	3 559,23		0,00
47141	**Sous Total compte 47141**			**3 559,23**	**3 559,23**			**3 559,23**	**3 559,23**		**0,00**
4714	**Sous Total compte 4714**			**3 559,23**	**3 559,23**			**3 559,23**	**3 559,23**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser		39,61	540,82	501,21			540,82	540,82		0,00
471	**Sous Total compte 471**		**39,61**	**2 586 337,90**	**2 586 298,29**			**2 586 337,90**	**2 586 337,90**		**0,00**
47211	Remboursements d'annuités d'emprunts			47 117,16	47 117,16			47 117,16	47 117,16		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
47218	Autres dépenses			614,24	614,24			614,24	614,24		0,00
4721	**Sous Total compte 4721**			**47 731,40**	**47 731,40**			**47 731,40**	**47 731,40**		**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de mdt			2,57	2,57			2,57	2,57		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			138 079,78	138 079,78			138 079,78	138 079,78		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**185 813,75**	**185 813,75**			**185 813,75**	**185 813,75**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**		**39,61**	**2 772 151,65**	**2 772 112,04**			**2 772 151,65**	**2 772 151,65**		**0,00**
	Total classe 4	**1 360 523,16**	**220 971,96**	**9 129 256,69**	**8 921 239,69**	**108 259,24**	**57 114,44**	**10 598 039,09**	**9 199 326,09**	**1 772 716,57**	**374 003,57**
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			875,00	875,00			875,00	875,00		0,00
511	**Sous Total compte 511**			**875,00**	**875,00**			**875,00**	**875,00**		**0,00**
515	Compte au trésor	542 512,97		3 437 622,23	3 636 716,07			3 980 135,20	3 636 716,07	343 419,13	
51	**Sous Total compte 51**	**542 512,97**		**3 438 497,23**	**3 637 591,07**			**3 981 010,20**	**3 637 591,07**	**343 419,13**	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	762,25			730,33			762,25	730,33	31,92	
541	**Sous Total compte 541**	**762,25**			**730,33**			**762,25**	**730,33**	**31,92**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
54	**Sous Total compte 54**	**762,25**			**730,33**			**762,25**	**730,33**	**31,92**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			298 830,14	298 830,14			298 830,14	298 830,14		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			3 357,85	3 357,85			3 357,85	3 357,85		0,00
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			40 610,88	40 610,88			40 610,88	40 610,88		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**342 798,87**	**342 798,87**			**342 798,87**	**342 798,87**		**0,00**
	Total classe 5	**543 275,22**		**3 781 296,10**	**3 981 120,27**			**4 324 571,32**	**3 981 120,27**	**343 451,05**	
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					766,47		766,47		766,47	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					5 992,16		5 992,16		5 992,16	
6061	**Sous Total compte 6061**					**6 758,63**		**6 758,63**		**6 758,63**	
60621	Achts non stkés combustibles					4 148,67		4 148,67		4 148,67	
60622	Achts non stkés carburants					27 689,80		27 689,80		27 689,80	
60623	Achts non stkés d'aliment					1 425,99	116,05	1 425,99	116,05	1 309,94	
6062	**Sous Total compte 6062**					**33 264,46**	**116,05**	**33 264,46**	**116,05**	**33 148,41**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					19 246,44	217,25	19 246,44	217,25	19 029,19	
60636	Achts non stkés vêtements travail					4 497,45		4 497,45		4 497,45	
6063	**Sous Total compte 6063**					**23 743,89**	**217,25**	**23 743,89**	**217,25**	**23 526,64**	
6064	Achts non stkés fournit admin					6 554,69		6 554,69		6 554,69	
6068	Achts non stkés autres mat et fourn					8 045,12	200,00	8 045,12	200,00	7 845,12	
606	**Sous Total compte 606**					**78 366,79**	**533,30**	**78 366,79**	**533,30**	**77 833,49**	
60	**Sous Total compte 60**					**78 366,79**	**533,30**	**78 366,79**	**533,30**	**77 833,49**	
611	Contrats prestations de services					25 854,20	5 136,00	25 854,20	5 136,00	20 718,20	
6135	Locations mobilières					6 906,22		6 906,22		6 906,22	
613	**Sous Total compte 613**					**6 906,22**		**6 906,22**		**6 906,22**	
615221	Bâtiments publics					112,00		112,00		112,00	
61522	**Sous Total compte 61522**					**112,00**		**112,00**		**112,00**	
6152	**Sous Total compte 6152**					**112,00**		**112,00**		**112,00**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61551	Entretien réparations matériel roulant					14 520,12		14 520,12		14 520,12	
6155	**Sous Total compte 6155**					**14 520,12**		**14 520,12**		**14 520,12**	
6156	Maintenance					37 197,93		37 197,93		37 197,93	
615	**Sous Total compte 615**					**51 830,05**		**51 830,05**		**51 830,05**	
6161	Multirisques					21 922,20		21 922,20		21 922,20	
616	**Sous Total compte 616**					**21 922,20**		**21 922,20**		**21 922,20**	
617	Etudes et recherches					149 761,24	1 250,00	149 761,24	1 250,00	148 511,24	
6182	Divers doc générale et technique					1 742,55		1 742,55		1 742,55	
6184	Divers verst à organismes formation					5 520,00		5 520,00		5 520,00	
6185	Divers - frais colloques et séminaires					1 305,00		1 305,00		1 305,00	
6188	Autres frais divers					780,00		780,00		780,00	
618	**Sous Total compte 618**					**9 347,55**		**9 347,55**		**9 347,55**	
61	**Sous Total compte 61**					**265 621,46**	**6 386,00**	**265 621,46**	**6 386,00**	**259 235,46**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6218	Autre personnel extérieur au service					58 836,47		58 836,47		58 836,47	
621	**Sous Total compte 621**					**58 836,47**		**58 836,47**		**58 836,47**	
6226	Rému interméd honoraires					3 243,00		3 243,00		3 243,00	
6228	Rému interméd honoraires divers					295 644,08	18 696,80	295 644,08	18 696,80	276 947,28	
622	**Sous Total compte 622**					**298 887,08**	**18 696,80**	**298 887,08**	**18 696,80**	**280 190,28**	
6231	Pub public relat publ annonces insert					7 881,43		7 881,43		7 881,43	
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					160,00		160,00		160,00	
6237	Pub public relat publ publications					28 039,57	2 750,00	28 039,57	2 750,00	25 289,57	
623	**Sous Total compte 623**					**36 081,00**	**2 750,00**	**36 081,00**	**2 750,00**	**33 331,00**	
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts					4 316,54		4 316,54		4 316,54	
6256	Déplacts missions récep - missions					11 710,42		11 710,42		11 710,42	
6257	Déplacts missions récep - réceptions					11 765,30	245,70	11 765,30	245,70	11 519,60	
625	**Sous Total compte 625**					**27 792,26**	**245,70**	**27 792,26**	**245,70**	**27 546,56**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6261	Frais d'affranchisser					7 682,50		7 682,50		7 682,50	
6262	Frais de télécommunicati					35 204,82	244,80	35 204,82	244,80	34 960,02	
626	**Sous Total compte 626**					**42 887,32**	**244,80**	**42 887,32**	**244,80**	**42 642,52**	
627	Aut serv extér servi bancaires assimil					1,36		1,36		1,36	
6281	Aut serv extér concours divers					14 574,00		14 574,00		14 574,00	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux					27 588,80		27 588,80		27 588,80	
6288	Autres serv extér					65 718,00		65 718,00		65 718,00	
628	**Sous Total compte 628**					**107 880,80**		**107 880,80**		**107 880,80**	
62	**Sous Total compte 62**					**572 366,29**	**21 937,30**	**572 366,29**	**21 937,30**	**550 428,99**	
6331	Versement mobilité					6 191,09		6 191,09		6 191,09	
6332	Cotisations versées au FNAL					1 099,17		1 099,17		1 099,17	
6336	Cotis. centre national - centres gestion					20 300,31		20 300,31		20 300,31	
633	**Sous Total compte 633**					**27 590,57**		**27 590,57**		**27 590,57**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					48,36		48,36		48,36	
6358	Autres droits administration des impôts					339,00		339,00		339,00	
635	**Sous Total compte 635**					**387,36**		**387,36**		**387,36**	
63	**Sous Total compte 63**					**27 977,93**		**27 977,93**		**27 977,93**	
64111	Persl titulaire_rémun principale					867 032,58		867 032,58		867 032,58	
64112	Persl titulair_NBI supplt fami indem rés					20 298,87		20 298,87		20 298,87	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					7 808,94		7 808,94		7 808,94	
6411	**Sous Total compte 6411**					**895 140,39**		**895 140,39**		**895 140,39**	
64131	Persel non titulaire - rémunération					366 525,30		366 525,30		366 525,30	
64138	Autres indemnités					169,74		169,74		169,74	
6413	**Sous Total compte 6413**					**366 695,04**		**366 695,04**		**366 695,04**	
6419	Rembst rémunérations du persel						16 892,07		16 892,07		16 892,07
641	**Sous Total compte 641**					**1 261 835,43**	**16 892,07**	**1 261 835,43**	**16 892,07**	**1 244 943,36**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					235 480,18		235 480,18		235 480,18	
6453	Cotisations aux caisses de retraites					244 249,78		244 249,78		244 249,78	
6454	Charges sécu cotisations ASSEDIC					15 566,48		15 566,48		15 566,48	
645	**Sous Total compte 645**					**495 296,44**		**495 296,44**		**495 296,44**	
6475	Autres charges sociales médecine travail					1 247,80		1 247,80		1 247,80	
6478	Autres charges sociales diverses					81 244,09		81 244,09		81 244,09	
647	**Sous Total compte 647**					**82 491,89**		**82 491,89**		**82 491,89**	
64	**Sous Total compte 64**					**1 839 623,76**	**16 892,07**	**1 839 623,76**	**16 892,07**	**1 822 731,69**	
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n					21 834,66		21 834,66		21 834,66	
6518	Autres					3 173,60		3 173,60		3 173,60	
651	**Sous Total compte 651**					**25 008,26**		**25 008,26**		**25 008,26**	
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					56 539,00		56 539,00		56 539,00	
6532	Frais mission maires adjts conseillers					801,65		801,65		801,65	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					5 428,70		5 428,70		5 428,70	
653	**Sous Total compte 653**					**62 769,35**		**62 769,35**		**62 769,35**	
6558	Autres contributions obligatoires					15 452,00		15 452,00		15 452,00	
655	**Sous Total compte 655**					**15 452,00**		**15 452,00**		**15 452,00**	
657348	Subv fonct aux orga pub autres Cnes					80 599,12		80 599,12		80 599,12	
65734	**Sous Total compte 65734**					**80 599,12**		**80 599,12**		**80 599,12**	
65738	Subv fonct autres orga publics					18 105,44		18 105,44		18 105,44	
6573	**Sous Total compte 6573**					**98 704,56**		**98 704,56**		**98 704,56**	
657	**Sous Total compte 657**					**98 704,56**		**98 704,56**		**98 704,56**	
65888	Autres					7 610,29		7 610,29		7 610,29	
6588	**Sous Total compte 6588**					**7 610,29**		**7 610,29**		**7 610,29**	
658	**Sous Total compte 658**					**7 610,29**		**7 610,29**		**7 610,29**	
65	**Sous Total compte 65**					**209 544,46**		**209 544,46**		**209 544,46**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66111	Intérêts réglés à l'écheance					16 711,54		16 711,54		16 711,54	
6611	**Sous Total compte 6611**					**16 711,54**		**16 711,54**		**16 711,54**	
661	**Sous Total compte 661**					**16 711,54**		**16 711,54**		**16 711,54**	
66	**Sous Total compte 66**					**16 711,54**		**16 711,54**		**16 711,54**	
6761	Différences sur réalisations (positives)					10 100,00		10 100,00		10 100,00	
676	**Sous Total compte 676**					**10 100,00**		**10 100,00**		**10 100,00**	
67	**Sous Total compte 67**					**10 100,00**		**10 100,00**		**10 100,00**	
6811	DA - immob					275 394,39		275 394,39		275 394,39	
681	**Sous Total compte 681**					**275 394,39**		**275 394,39**		**275 394,39**	
68	**Sous Total compte 68**					**275 394,39**		**275 394,39**		**275 394,39**	
	Total classe 6					**3 295 706,62**	**45 748,67**	**3 295 706,62**	**45 748,67**	**3 266 850,02**	**16 892,07**
7078	Ventes d'autres marchandises						3 114,58		3 114,58		3 114,58
707	**Sous Total compte 707**						**3 114,58**		**3 114,58**		**3 114,58**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70841	Mise à dispo persel aux BA						118 292,67		118 292,67		118 292,67
70845	Mise à dispo persel aux Cnes membres GFP						76 063,20		76 063,20		76 063,20
70848	Mise à dispo persel facturée autres org					10 535,00	298 207,24	10 535,00	298 207,24		287 672,24
7084	**Sous Total compte 7084**					**10 535,00**	**492 563,11**	**10 535,00**	**492 563,11**		**482 028,11**
70872	Rembst frais par bud annex régies munic						78 013,82		78 013,82		78 013,82
70878	Autres produits - remboursement de frais						20 103,55		20 103,55		20 103,55
7087	**Sous Total compte 7087**						**98 117,37**		**98 117,37**		**98 117,37**
708	**Sous Total compte 708**					**10 535,00**	**590 680,48**	**10 535,00**	**590 680,48**		**580 145,48**
70	**Sous Total compte 70**					**10 535,00**	**593 795,06**	**10 535,00**	**593 795,06**		**583 260,06**
74718	Autres participations Etat					53 643,00	593 779,09	53 643,00	593 779,09		540 136,09
7471	**Sous Total compte 7471**					**53 643,00**	**593 779,09**	**53 643,00**	**593 779,09**		**540 136,09**
7472	Participations - Région					222 023,76	1 099 017,46	222 023,76	1 099 017,46		876 993,70
7473	Participations - Dépt						347 455,00		347 455,00		347 455,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74741	Participations Cnes membres GFP						164 019,90		164 019,90		164 019,90
74748	Participations des autres Cnes					2 596,32	26 939,15	2 596,32	26 939,15		24 342,83
7474	**Sous Total compte 7474**					**2 596,32**	**190 959,05**	**2 596,32**	**190 959,05**		**188 362,73**
7477	Participations - budget com fonds struct					704 831,31	875 542,26	704 831,31	875 542,26		170 710,95
7478	Participations - autres organismes					117 330,29	379 311,59	117 330,29	379 311,59		261 981,30
747	**Sous Total compte 747**					**1 100 424,68**	**3 486 064,45**	**1 100 424,68**	**3 486 064,45**		**2 385 639,77**
7488	Autres attributions - participations					16 895,77	237 027,16	16 895,77	237 027,16		220 131,39
7489	Reverst restit autres attrib et particp					1 700,00		1 700,00		1 700,00	
748	**Sous Total compte 748**					**18 595,77**	**237 027,16**	**18 595,77**	**237 027,16**		**218 431,39**
74	**Sous Total compte 74**					**1 119 020,45**	**3 723 091,61**	**1 119 020,45**	**3 723 091,61**		**2 604 071,16**
752	Revenus des immeubles						32 212,00		32 212,00		32 212,00
7588	Autres produits divers de gestion couran						2,11		2,11		2,11
758	**Sous Total compte 758**						**2,11**		**2,11**		**2,11**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
75	**Sous Total compte 75**						**32 214,11**		**32 214,11**		**32 214,11**
775	Produits des cessions d'immobilisatio						10 100,00		10 100,00		10 100,00
7788	Produits exceptionnels divers						2 440,57		2 440,57		2 440,57
778	**Sous Total compte 778**						**2 440,57**		**2 440,57**		**2 440,57**
77	**Sous Total compte 77**						**12 540,57**		**12 540,57**		**12 540,57**
	Total classe 7					**1 129 555,45**	**4 361 641,35**	**1 129 555,45**	**4 361 641,35**	**1 700,00**	**3 233 785,90**
	Total général	**7 496 187,62**	**7 496 187,62**	**13 250 087,45**	**13 241 894,62**	**5 006 460,84**	**5 014 653,67**	**25 752 735,91**	**25 752 735,91**	**11 051 345,33**	**11 051 345,33**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2023

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861								
Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862								
Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863								
Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Page des signatures

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2023

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

POPEK Liudmila (1040297383-0), Contrôleur des Finances Publiques 2ème classe A **DDFiP DE L'AVEYRON**, le **14/03/2024**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA** pendant l'année **2023** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

TONDUT Benjamin (1041136830-0), Inspecteur des Finances Publiques A **SAINT-AFFRIQUE**, le **20/03/2024**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_022-BF
Reçu le 11/04/2024

Département : AVEYRON	DELIBERATION N° 2024 - 023	Nombre de membres en exercice : 144
SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES	du COMITE SYNDICAL SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2023	Nombre de membres présents : 62
	Séance du 8 avril 2024	Nombre de suffrages exprimés : 87

Le comité syndical réuni sous la présidence de séance de , délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2023 dressé par Monsieur Richard FIOL, Président après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	INVESTISSEMENTS		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats de l'exercice 2022		679 467,32		1 003 359,10		1 682 826,42
Transfert à la sect°d'investisst	-	-	-	-	-	-
Résultats cumulés reportés 2022		**679 467,32**	**-**	**1 003 359,10**		**1 682 826,42**
Opérations de l'exercice 2023	580 086,57	606 151,45	3 268 550,02	3 250 677,97	3 848 636,59	3 856 829,42
Résultats de l'exercice 2023		**26 064,88**	**17 872,05**			**8 192,83**
RESULTATS DE CLOTURE en €		**705 532,20**		**985 487,05**		**1 691 019,25**

ETAT DES RESTES A REALISER	INVESTISSEMENTS	
Dépenses reportées	127 171,93	
Recettes reportées		418 253,39
Excédent de financement		**291 081,46**

Affectation des résultats

Résultat excédentaire de fonctionnement de l'exercice 2023 en €	**985 487,05**
Affectation du résultat prévu au BP 2024 :	
- En section de fonctionnement - article 002 "Excédents antérieurs reportés" - report à nouveau en €	**985 487,05**
- En section d'investissement - article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" en €	**0,00**

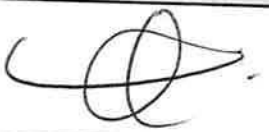
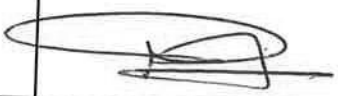
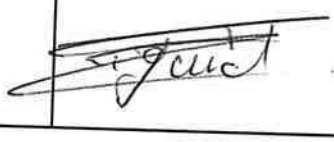
Résultat excédentaire d'investissement de l'exercice 2023 en €	**705 532,20**
Affectation du résultat prévu au BP 2024 :	
- En section d'investissement : article 001 "Excédents d'investissement antérieurs reportés" en €	**705 532,20**

2° Constate, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

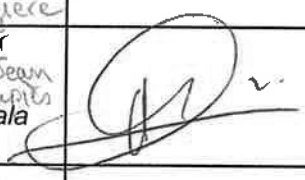
3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4° Voté et arrêté les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

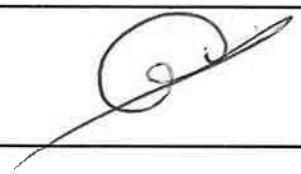
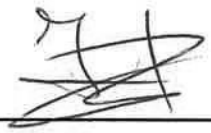
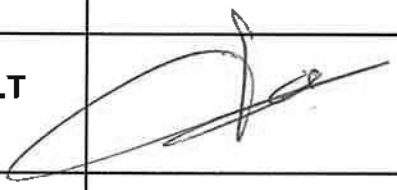
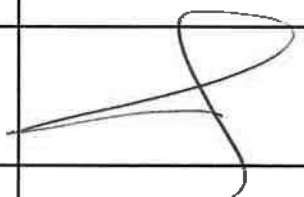
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Région Occitanie			
Emmanuelle GAZEL *Région Occitanie*		**Marie LACAZE** *Région Occitanie*	
Clément CARLES *Région Occitanie* Pouvoir de C. SAHUET		**Pascal MAZET** *Région Occitanie*	
Christine SAHUET *Région Occitanie* Pouvoir à C. CARLES		**Stéphane BERARD** *Région Occitanie*	
Fadilha BENAMMAR KOLY *Région Occitanie*		**René MORENO** *Région Occitanie*	
Département de l'Aveyron			
Christophe LABORIE *Département Aveyron*		**Emilie GRAL** *Département Aveyron*	
Monique ALIES *Département Aveyron*		**Nadine FRAYSSE** *Département Aveyron*	
Claude ASSIER *Département Aveyron*		**Hélène RIVIERE** *Département Aveyron*	
Département de l'Hérault			
Jacques RIGAUD *Département Hérault*		**Jean-Luc FALIP** *Département Hérault*	

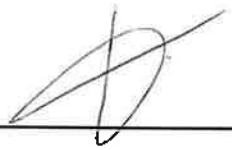
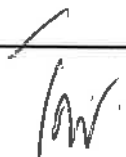
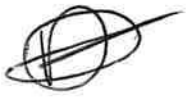
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communes			
Dominique MAURY *Commune Aguessac* Pouvoir à Verrières		**Anne PAILHAS** *Commune Aguessac*	
Guy SALES *Commune Arnac-sur-Dourdou* Pouvoir à Peux Couloux		**Christophe GARENC** *Commune Arnac-sur-Dourdou*	
Marie-Chantal CALMES *Commune Ayssènes*		**Jérôme GRIALOU** *Commune Ayssènes*	
Christophe HURAULT *Commune Balaguier-sur-Rance*		**Sylvain BOUYSSIERE** *Commune Balaguier-sur-Rance*	
Jean-Louis CABANES *Commune Belmont-sur-Rance*		**Xavier PUECH** *Commune Belmont-sur-Rance*	
Jean-Marie BODT *Commune Brasc*		**Magali BRIDE** *Commune Brasc*	
Jean-Luc CRASSOUS *Commune Broquiès*		**Christian BRENGUES** *Commune Broquiès*	
Régis COLSON *Commune Brousse-le-Château*		**Pierre PEIFFER** *Commune Brousse-le-Château*	
Patrick IMBERT *Commune Brusque* Pouvoir de Laval Roquecezière		**David VIVIANI** *Commune Brusque*	
Benoît SOLIER *Commune Calmels-et-le-Viala* Pouvoir de St Jean d'Alcapiès		**Jérémy FOURCADIER** *Commune Calmels-et-le-Viala*	
André SERIN *Commune Camarès* Pouvoir de Montagnol		**Emmanuel CAUQUIL** *Commune Camarès*	
Jean-Michel LADET *Commune Campagnac*		**Eliane LABEAUME** *Commune Campagnac*	
Marie JEANJEAN *Commune Castelnau-Pégayrols* Pouvoir à Montjoux		**Jérémie GAYRAUD** *Commune Castelnau-Pégayrols*	
Vincent COURTEAUX *Commune Celles*		**Aline DELFOSSE** *Commune Celles*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Jean-Philippe SABATHIER *Commune Combret* Pouvoir à Murassou		**Christel COEURVEILLE** *Commune Combret*	
Loïc ALMERAS *Commune Compeyre*		**Jean BLANCHOT** *Commune Compeyre*	
Mathieu LAMBRECHT *Commune Comprégnac*		**Patrick LEPETIT** *Commune Comprégnac*	
Jean-Michel PINAULT *Commune Cornus*		**Frédéric PAUL** *Commune Cornus*	
Jean-Claude SOUYRIS *Commune Coupiac*		**Nicole BATAILLET-HEULLY** *Commune Coupiac*	
Franck LE MOUTON-MAZIERES *Commune Creissels*		**Roger BOUDES** *Commune Creissels*	
Arlette CAZABONNE *Commune Fayet*		**Serge OLIVIER** *Commune Fayet*	
Martine RODRIGUEZ *Commune Fondamente*		**Bastien FABRE** *Commune Fondamente*	
Michel COMBES *Commune Fozières*		**Thierry BERTHOMIEU** *Commune Fozières*	
Michel SIMONIN *Commune Gissac* Pouvoir à Tourmemire		**Julien MANIBAL** *Commune Gissac*	
Bastien GIACOBBI *Commune La Bastide-Pradines*		**Magali COMBY** *Commune La Bastide-Pradines*	
Elian ROQUES *Commune La Bastide-Solages*		**David MALLEVIALLE** *Commune La Bastide-Solages*	
Robert LADET *Commune La Capelle-Bonance*		**Eugénie SOLIGNAC** *Commune La Capelle-Bonance*	
François RODRIGUEZ *Commune La Cavalerie*		**Claudine DELACROIX-PAGES** *Commune La Cavalerie*	
Sylvain GOLEO *Commune La Couvertoirade*		**Madeleine SARROUY** *Commune La Couvertoirade*	

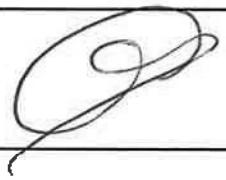
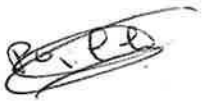
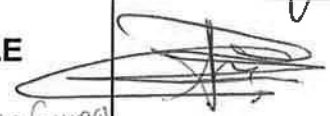
La Couvertoirade
Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Christophe FROMENT *Commune La Cresse*		**Laurence VALETTE** *Commune La Cresse*	
Florence DELORT *Commune La Roque-Sainte-Marguerite*		**Marie-Françoise BLANC** *Commune La Roque-Sainte-Marguerite*	
Yves VIALA *Commune La Serre* Pouvoir à ST Sever		**Franck COUDERC** *Commune La Serre*	
Adrien BOUDES *Commune Lapanouse-de-Cernon*		**Thierry BERNAT** *Commune Lapanouse-de-Cernon*	
Jean-Luc CROUZET *Commune Lauroux*		**Claude CALVET** *Commune Lauroux*	
Christiane MAURY *Commune La-Vacquerie-Saint-Martin-Castries*		**Fabrice GRILLON-GABORIT** *Commune La-Vacquerie-Saint-Martin-Castries*	
Claire VAN DER HORST *Commune Lavalette*		**Christian MARTIN** *Commune Lavalette*	
Monika DUVINAGE *Commune Laval-Roquecezière* Pouvoir à Brusque		**Virginie JOFFRE** *Commune Laval-Roquecezière*	
Danièle JOSEPH *Commune Le Bosc*		**Anne SENESI** *Commune Le Bosc*	
Jean TRINQUIER *Commune Le Caylar* Pouvoir de Soulier		**Christelle DE OLIVEIRA** *Commune Le Caylar*	
Philippe GOUT *Commune Le Clapier*		**Katia PUEL** *Commune Le Clapier*	
Guilhem ALLEMAN *Commune Le Cros*		**Alain VIALA** *Commune Le Cros*	
Bernard GOUJON *Commune Le Puech* Pouvoir de ST Felix de l'Héras		**Christine LACROUX** *Commune Le Puech*	
Christian GINESTE *Commune Le Truel* Pouvoir à ST Victor		**Emmanuelle CAZOTTES** *Commune Le Truel*	
Jean-Marc BEA *Commune Les Costes-Gozon*		**Marylène AUBELEAU** *Commune Les Costes-Gozon*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Daniel FABRE *Commune Les Plans*		**Michelle PIERRE** *Commune Les Plans*	
Luc BEVILACQUA *Commune Les Rives*		**Christian BELLAS** *Commune Les Rives*	
Alain JOSEPH *Commune Lestrade-et-Thouels*		**Bernard CASTANIER** *Commune Lestrade-et-Thouels*	
Jérôme SINTES *Commune L'Hospitalet-du-Larzac* Pouvoir de St Eulalie Lerman		**Cyril GELY** *Commune L'Hospitalet-du-Larzac*	
Gaëlle LEVEQUE *Commune Lodève* Pouvoir de St Jean de la Blaquière		**Ludovic CROS** *Commune Lodève*	
Jean-Marc SAUVIER *Commune Lodève*		**Nathalie ROCOPLAN** *Commune Lodève*	
Nicole ANTOINE *Commune Marnhagues-et-Latour*		**Fernand DURAND** *Commune Marnhagues-et-Latour*	
Anne CROS *Commune Martrin*		**Christiane CAILLIAU DELEU** *Commune Martrin*	
Eloi ALBET *Commune Mélagues* Pouvoir de Tauriac Camarès		**Francette GEYSSE RUIZ** *Commune Mélagues*	
Séverine PEYRETOUT *Commune Millau* Pouvoir de P. RAMONDENC		**Michel DURAND** *Commune Millau*	
Nicolas WOHREL *Commune Millau*		**Yannick DOULS** *Commune Millau*	
Aurélie ESON *Commune Millau*		**Marie-Eve PANIS** *Commune Millau*	
Philippe RAMONDENC *Commune Millau* Pouvoir à S. PEYRETOUT		**Karine HAUMAITRE** *Commune Millau*	
Claude CHIBAUDEL *Commune Montagnol* Pouvoir à Camarès		**Danielle BIAU GIRARD** *Commune Montagnol*	
Marina VIDAL CONDOMINES *Commune Montclar* Pouvoir de Florence Montclar		**Mathieu POMMIE** *Commune Montclar*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Yves BOUSQUET *Commune Montfranc*		**Stéphane CONDOMINES** *Commune Montfranc*	
Philippe CAVALIER *Commune Montjaux* Pouvoir de Castelnau Pegayrols		**Florence POLLET** *Commune Montjaux*	
Viviane RAMONDENC *Commune Montlaur* Pouvoir de St Sauveur / Rance		**Vivien GUIRAUD** *Commune Montlaur*	
Jean-François DUMAS *Commune Mostuejouls* Pouvoir à Peyreleau		**Christine BEDEL** *Commune Mostuejouls*	
Michel LEBLOND *Commune Mounes-Prohencoux*		**Delphine GAYRAUD** *Commune Mounes-Prohencoux*	
Francis CULIE *Commune Murasson* Pouvoir de Comlirat		**Céline GINIEIS** *Commune Murasson*	
Alain DELMAS *Commune Nant*		**Anne-Marie FRENEHARD** *Commune Nant*	
Christophe ROMO *Commune Olmet-et-Villecun*		**Philippe CALAMAND** *Commune Olmet-et-Villecun*	
Bernadette PAILHAS *Commune Paulhe*		**Frédéric JULIEN** *Commune Paulhe*	
Frédéric ROIG *Commune Pegairolles-de-l'Escalette*		**Jean-Claude GUYONDET** *Commune Pegairolles-de-l'Escalette*	
Philippe GIGANON *Commune Peux-et-Couffouleux* Pouvoir de Arnac Sur Dourdou		**Jean ROUQUETTE** *Commune Peux-et-Couffouleux*	
Alain ROUGET *Commune Peyreleau* Pouvoir de Mostuejouls		**Joël ESPINASSE** *Commune Peyreleau*	
Philippe MEJANE *Commune Plaisance* Pouvoir à Montlaur		**Michel ROUQUAYROL** *Commune Plaisance*	
Antoine GOUTELLE *Commune Poujols* Pouvoir à St Etienne Gouga		**Francis NORMAND** *Commune Poujols*	
Nathalie GARRIGUES *Commune Pousthomy*		**Marlène SERRES** *Commune Pousthomy*	

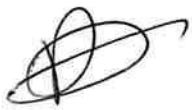
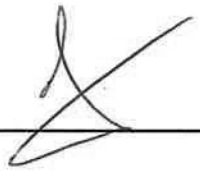
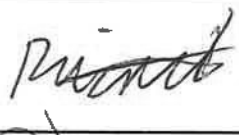
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Marie-Rose COMBES *Commune Rebourguil*		**Laure BARTHELEMY** *Commune Rebourguil*	
Bernard MAURY *Commune Rivière-sur-Tarn*		**Patrick SALSON** *Commune Rivière-sur-Tarn*	
Luc DONNADIEU *Commune Roquefort-sur-Soulzon*		**Jean-Guy MIALET** *Commune Roquefort-sur-Soulzon*	
Céline RENAUD *Commune Saint-Affrique*		**Geneviève CAMBON** *Commune Saint-Affrique*	
Sébastien DAVID *Commune Saint-Affrique*		**Myriam SAHNOUN** *Commune Saint-Affrique*	
Christian BOUDES *Commune Saint-André-de-Vézines*		**Audrey ROQUES** *Commune Saint-André-de-Vézines*	
Guy CAZOTTES *Commune Saint-Beaulize*		**Jean DUCROS** *Commune Saint-Beaulize*	
Magali MALINOWSKI-BERTRAND *Commune Saint-Beauzély*		**Olivier LUSPIN** *Commune Saint-Beauzély*	
Victorien GENIEZ *Commune Sainte-Eulalie-de-Cernon* Pouvoir à Hospitalet Laure		**Thierry CADENET** *Commune Sainte-Eulalie-de-Cernon*	
Roger CORROCHANO *Commune Saint-Etienne-de-Gourgas* Pouvoir de Pouyols.		**Robert PASTOR** *Commune Saint-Etienne-de-Gourgas*	
Françoise OLIVIER *Commune Saint-Félix-de-l'Héras.* Pouvoir à le Puech		**Ghislaine FOULQUIER** *Commune Saint-Félix-de-l'Héras*	
Natacha CUNTY *Commune Saint-Félix-de-Sorgues*		**Martine MIQUEL** *Commune Saint-Félix-de-Sorgues*	
Elisabeth MUYS *Commune Saint-Georges-de-Luzençon*		**Jean-Luc BERNARD** *Commune Saint-Georges-de-Luzençon*	
Ghislain CABAL-ZINCK *Commune Saint-Izaire*		**Dominique ROURE** *Commune Saint-Izaire*	
Laure CLEMENT Pouvoir *Commune Saint-Jean-d'Alcapiès* à [illegible] Pouvoir [illegible]		**Guy MARTIN** *Commune Saint-Jean-d'Alcapiès*	

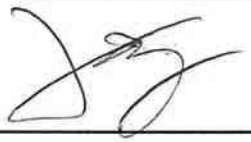
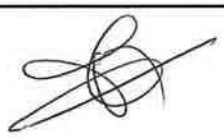
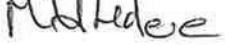
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Emmanuelle GASCOIN *Commune Saint-Jean-de-la-Blaquière* Pouvoir à Lodève		**Jean-Christophe COUVELARD** *Commune Saint-Jean-de-la-Blaquière*	
Didier VIDAL *Commune Saint-Jean-du-Bruel*		**Daniel VIALA** *Commune Saint-Jean-du-Bruel*	
Michel SENTY *Commune Saint-Jean-et-Saint-Paul*		**Pierre SAUVEPLANE** *Commune Saint-Jean-et-Saint-Paul*	
Jonathan COSTES *Commune Saint-Juéry*		**Céline PUECH** *Commune Saint-Juéry*	
Nathalie PALMIER *Commune Saint-Laurent-de-Levezou*		**Régine MALAVAL** *Commune Saint-Laurent-de-Levezou*	
Elisabeth DODINET *Commune Saint-Laurent-d'Olt*		**Vincent LOMBARD** *Commune Saint-Laurent-d'Olt*	
François LEROY *Commune Saint-Léons*		**Christophe BLANC** *Commune Saint-Léons*	
Daniel ROUSSEL *Commune Saint-Martin-de-Lenne* Pouvoir à Severac		**Elisabeth GERIN DUSOL** *Commune Saint-Martin-de-Lenne*	
Nelly CABANES *Commune Saint-Maurice-Navacelles* Pouvoir de St Pierre Fage		**Hélène NANCIU** *Commune Saint-Maurice-Navacelles*	
Lauric MERLAN *Commune Saint-Michel* Pouvoir à Sorbs		**Francine TORRO** *Commune Saint-Michel*	
Philippe BAYLET *Commune Saint-Pierre-de-la-Fage.* Pouvoir à St Maurice Navacelles		**Noëlle MARSAL** *Commune Saint-Pierre-de-la-Fage*	
Marie-Pierre AUTET *Commune Saint-Privat*		**Guy LEMAIRE** *Commune Saint-Privat*	
Pierre PANTANELLA *Commune Saint-Rome-de-Cernon*		**Nicolas GALIERES** *Commune Saint-Rome-de-Cernon*	
Jacques ARLES *Commune Saint-Rome-de-Tarn*		**Francis MANCINO** *Commune Saint-Rome-de-Tarn*	
Yves BIOULAC *Commune Saint-Saturnin-de-Lenne*		**Corinne AUGADE** *Commune Saint-Saturnin-de-Lenne*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Roselyne AMALRIC-VUAGNAT Pouvoir à Monsieur *Commune Saint-Sernin-sur-Rance*		**Sophie CANTALOUBE** *Commune Saint-Sernin-sur-Rance*	
Bernard LAUTREC *Commune Saint-Sever-du-Moustier* Pouvoir de la Serre		**Nathalie MILHAU** *Commune Saint-Sever-du-Moustier*	
Julie ALRIQUET *Commune Saint-Victor-et-Melvieu* Pouvoir de le Truel		**Jordy LAVABRE** *Commune Saint-Victor-et-Melvieu*	
Bernadette NEGROS *Commune Sauclières* Pouvoir de Viala de Pas de Jaux		**Tessa VEYRIE** *Commune Sauclières*	
Gilles PLET *Commune Ségur*		**Pierre-Louis BERNAD** *Commune Ségur*	
Edmond GROS *Commune Séverac d'Aveyron* Pouvoir de ST Martin de Lenne		**Françoise Régine CAPUS** *Commune Séverac d'Aveyron*	
Aimé MAJOREL *Commune Séverac d'Aveyron*		**Nathalie DECROIX BOUDIAS** *Commune Séverac d'Aveyron*	
Ludovic CAMPO *Commune Sorbs* Pouvoir de ST Michel		**Christian RANDON** *Commune Sorbs*	
Yann JEANNIN *Commune Soubès* Pouvoir à la Cavalerie		**Chantal BASCOUL** *Commune Soubès*	
Didier BEREAU *Commune Soumont*		**Orianne BOYER** *Commune Soumont*	
Michel WOLKOWICKI *Commune Sylvanès*		**Bente MOLLER** *Commune Sylvanès*	
Jean-Luc RICARD *Commune Tauriac-de-Camarès* Pouvoir a Melagues		**Joël MILHAU** *Commune Tauriac-de-Camarès*	
Maxime PETRAUD *Commune Tournemire* Pouvoir de Gissac		**Céline CRISTOL** *Commune Tournemire*	
Alain CARLES *Commune Usclas-du-Bosc*		**Anne-Catherine DOCQUIER** *Commune Usclas-du-Bosc*	
Gaëtan PRIVAT *Commune Vabres L'Abbaye*		**Frédéric ARTIS** *Commune Vabres L'Abbaye*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Romain JEANJEAN *Commune Verrières* Pouvoir d'Aguessac		**Dominique BOYER** *Commune Verrières*	
Jean-Pierre HERVAS *Commune Versols et Lapeyre*		**Audrey VAYSSIERE** *Commune Versols et Lapeyre*	
Loïc MARLAS *Commune Veyreau*		**Nicolas AUSTRUY** *Commune Veyreau*	
Arnaud VIALA *Commune Vezins-de-Levezou*		**Marie-Christine COLIN** *Commune Vezins-de-Levezou*	
Caroline ASTRUC *Commune Viala-du-Pas-de-Jaux* Pouvoir à Saucliè[illegible]		**Lucien MOULIERES** *Commune Viala-du-Pas-de-Jaux*	
Mickaël THOMAS *Commune Viala-du-Tarn*		**Marie-Hélène LE MERRE** *Commune Viala-du-Tarn*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communautés de communes			
Patrick PES *CC Millau Grands Causses*		**Bouchra EL MEROUANI** *CC Millau Grands Causses*	
Thierry PEREZ-LAFONT *CC Millau Grands Causses*		**Esther CHUREAU** *CC Millau Grands Causses*	
Philippe LEPETIT *CC Millau Grands Causses*		**Valentin ARTAL** *CC Millau Grands Causses*	
Sophie PRADEL *CC Lodévois et Larzac*		**Clément THERY** *CC Lodévois et Larzac*	
Jean-Luc REQUI *CC Lodévois et Larzac*		**Félicien VENOT** *CC Lodévois et Larzac*	
Bernard SIRGUE CC Saint-Affricain, Roquefort et 7 Vallons		**Thierry ARNAL** *CC Saint-Affricain, Roquefort et 7 Vallons*	
Gérard CAILHOL *CC Saint-Affricain, Roquefort et 7 Vallons*		**Thierry ROQUES** *CC Saint-Affricain, Roquefort et 7 Vallons*	
Richard FIOL *CC Larzac et Vallées*		**Maryse ROUX** *CC Larzac et Vallées*	
Jean-Michel ARNAL *CC Levezou Pareloup*		**Alexis CANITROT** *CC Levezou Pareloup*	
Cyril TOUZET *CC Monts, Rance et Rougiers*		**Patrick RIVEMALE** *CC Monts, Rance et Rougiers*	
Jean CAPEL *CC Muse et Raspes du Tarn*		**Maxime CONSTANS** *CC Muse et Raspes du Tarn*	

Sceau du syndicat mixte
du Parc naturel régional des grands causses

Pour expédition conforme
Le Président de séance

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd du Capitole - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_023-DE
Reçu le 11/04/2024

Délibération PNRGC n°2024-024 du Comité syndical du 8 avril 2024

Vote du Budget Primitif 2024 – Compétence Générale

Etaient présents les représentants suivants : **63**

- Pour le collège de la Région : **2**
  1. *Clément CARLES*
  2. *Emmanuelle GAZEL*
- Pour le collège des Départements : **3**
  1. *Christophe LABORIE*
  2. *Jacques RIGAUD*
  3. *Monique ALIES*
- Pour le collège des groupements de communes : **10**
  1. *Gérard CAILHOL*
  2. *Jean CAPEL*
  3. *Esther CHUREAU (suppléante)*
  4. *Richard FIOL*
  5. *Philippe LEPETIT*
  6. *Patrick PES*
  7. *Sophie PRADEL*
  8. *Jean-Luc REQUI*
  9. *Bernard SIRGUE*
  10. *Cyril TOUZET*

Pour le collège des communes : **48**

Présents :

1. *Eloi ALBET*
2. *Julie ALRIQUET*
3. *Marie-Pierre AUTET*
4. *Jean Marc BEA*
5. *Jean BLANCHOT (suppléant)*
6. *Jean-Louis CABANES*
7. *Nelly CABANES*
8. *Ludovic CAMPLO*
9. *Philippe CAVALIER*
10. *Marie-Christine COLIN (suppléante)*
11. *Régis COLSON*
12. *Marie-Rose COMBES*
13. *Roger CORROCHANO*
14. *Francis CULIE*
15. *Sébastien DAVID*
16. *Claudine DELACROIX PAGES (Suppléante)*
17. *Florence DELORT*
18. *Elisabeth DODINET*
19. *Aurélie ESON*
20. *Anne-Marie FRENEHARD (suppléant)*
21. *Philippe GIGANON*
22. *Bernard GOUJON*
23. *Philippe GOUT*
24. *Jérôme GRIALOU (suppléant)*
25. *Edmond GROS*
26. *Romain JEANJEAN*
27. *Bernard LAUTREC*
28. *Marie-Hélène LE MERRE (suppléante)*
29. *François LEROY*
30. *Gaëlle LEVEQUE*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

31. *Francis MANCINO (suppléant)*
32. *Christiane MAURY*
33. *Elisabeth MUYS*
34. *Bernadette NEGROS*
35. *Bernadette PAILHAS*
36. *Maxime PETRAUD*
37. *Séverine PEYRETOUT*
38. *Jean-Michel PINAULT*
39. *Gaëtan PRIVAT*
40. *Viviane RAMONDENC*
41. *Jean-Luc RICARD*
42. *Martine RODRIGUEZ*
43. *Alain ROUGET*
44. *Michel SENTY*
45. *Benoit SOLIER*
46. *Jean TRINQUIER*
47. *Marina VIDAL CONDOMINES*
48. *Nicolas WOHREL*

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **24**

- Pour le collège de la Région : **1**
  1. *Christine SAHUET donne son pouvoir à Clément CARLES*

- Pour le collège des Départements : /

- Pour le collège des groupements de communes : /

- Pour le collège des communes : **23**
  1. *Roselyne AMALRIC-VUAGNAT donne son pouvoir à Viviane RAMONDENC*
  2. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  3. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  4. *Philippe BAYLET donne son pouvoir à Nelly CABANES*
  5. *Laure CLEMENT donne son pouvoir à Benoît SOLIER*
  6. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  7. *Emmanuelle GASCOIN donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  8. *Christian GINESTE donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  9. *Antoine GOUTELLE donne son pouvoir à Roger CORROCHANO*
  10. *Yann JEANNIN donne son pouvoir à Jean TRINQUIER*
  11. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  12. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  13. *Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPLO*
  14. *Philippe MEJANE donne son pouvoir à Marina VIDAL*
  15. *Françoise OLIVIER donne son pouvoir à Bernard GOUJON*
  16. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  17. *Céline RENAUD donne son pouvoir à Sébastien DAVID*
  18. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Edmond GROS*
  19. *Jean-Philippe SABATHIER donne son pouvoir à Francis CULIE*
  20. *Guy SALES donne son pouvoir à Philippe GIGANON*
  21. *Michel SIMONIN donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  22. *Yves VIALA donne son pouvoir à Bernard LAUTREC*
  23. *Didier VIDAL donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Excusés : **57**

- Pour le collège de la Région : **1**
  1. *Fadilha BENAMMAR KOLY*
- Pour le collège des Départements : **1**
  1. *Claude ASSIER*
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  1. *Jean-Michel ARNAL*
- Pour le collège des communes : **54**
  1. *Guilhem ALLEMAN*
  2. *Luc BEVILACQUA*
  3. *Didier BEREAU*
  4. *Yves BIOULAC*
  5. *Jean-Marie BODT*
  6. *Adrien BOUDES*
  7. *Christian BOUDES*
  8. *Yves BOUSQUET*
  9. *Ghislain CABAL-ZINCK*
  10. *Alain CARLES*
  11. *Arlette CAZABONNE*
  12. *Guy CAZOTTES*
  13. *Claude CHIBAUDEL*
  14. *Michel COMBES*
  15. *Jonathan COSTES*
  16. *Vincent COURTEAUX*
  17. *Jean-Luc CRASSOUS*
  18. *Jean-Luc CROUZET*
  19. *Anne CROS*
  20. *Natacha CUNTY*
  21. *Luc DONNADIEU*
  22. *Monika DUVINAGE*
  23. *Daniel FABRE*
  24. *Christophe FROMENT*
  25. *Nathalie GARRIGUES*
  26. *Victorien GENIEZ*
  27. *Bastien GIACCOBI*
  28. *Sylvain GOLEO*
  29. *Jean-Pierre HERVAS*
  30. *Christophe HURAULT*
  31. *Patrick IMBERT*
  32. *Alain JOSEPH*
  33. *Danièle JOSEPH*
  34. *Jean-Michel LADET*
  35. *Robert LADET*
  36. *Mathieu LAMBRECHT*
  37. *Michel LEBLOND*
  38. *Franck LE MOUTON-MAZIERES*
  39. *Aimé MAJOREL*
  40. *Magali MALINOWSKI-BERTRAND*
  41. *Loïc MARLAS*
  42. *Bernard MAURY*
  43. *Nathalie PALMIER*
  44. *Pierre PANTANELLA*
  45. *Gilles PLET*
  46. *Christophe ROMO*
  47. *Elian ROQUES*
  48. *Frédéric ROIG*
  49. *Jean-Marc SAUVIER*
  50. *André SERIN*
  51. *Jérôme SINTES*
  52. *Jean-Claude SOUYRIS*
  53. *Claire VAN DER HORST*
  54. *Michel WOLKOWISKI*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Le Débat d'Orientation budgétaire a été adopté par délibération du comité syndical du 29 mars 2024. A partir de ces orientations et des besoins recensés, le budget primitif 2024 a été élaboré.
Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés à ce budget primitif 2024, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	5 353 000,00 euros	4 638 497,84 euros
Opérations d'ordre	270 984,89 euros	
Résultat reporté		985 487,05 euros
TOTAL	**5 623 984,89 euros**	**5 623 984,89 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles (RAR et propositions)	284 737,33 euros	407 220,24 euros
Opérations d'ordre		270 984,89 euros
Résultat reporté		705 532,20 euros
TOTAL	**284 737,33 euros**	**1 383 737,33 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**5 908 722,22 euros**	**7 007 722,22 euros**

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	3	0	0	4	3
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	71	0	0	125	71
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	87	0	0	144	87
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2024 relatif à la compétence générale du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Roquefort-sur-Soulzon, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune : Budget principal (M57) (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25120134900015

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 42
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 44
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 47
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 51

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 53
A1.01 - Opérations non ventilables 56
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 57
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 60
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 61
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 62
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 65
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 68
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 71
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 72
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 75
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 77
A1.908 - Fonction 8 - Transports 80
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 84
A2.01 - Opérations non ventilables 86
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 87
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 93
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 94
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 95
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 98
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 101
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 104
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 105
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 106
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 109
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 111
A2.938 - Fonction 8 - Transports 114

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	118
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	120
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	124
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	125
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	126
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	127
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	128

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...
(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	3 849 617,81	3 856 829,42	0,00	A1	7 211,61
Investissement	580 086,57	606 151,45	(3) 0,00	A2	26 064,88
Fonctionnement	3 269 531,24	3 250 677,97	(4) 0,00	A3	-18 853,27

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	127 171,93	III + IV	418 253,39	B1 291 081,46
Investissement	I	127 171,93	III	418 253,39	B2 291 081,46
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	298 293,07
Investissement	A2 + B2	317 146,34
Fonctionnement	A3 + B3	-18 853,27

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	127 171,93
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
11	Opération d'équipement n° 11		9 114,65
16	Opération d'équipement n° 16		7 966,40
19	Opération d'équipement n° 19		2 400,00
20	Opération d'équipement n° 20		5 121,85
21	Opération d'équipement n° 21		729,60
27	Opération d'équipement n° 27		52 800,00
29	Opération d'équipement n° 29		15 027,80
30	Opération d'équipement n° 30		11 802,88
31	Opération d'équipement n° 31		22 208,75
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 018 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	418 253,39
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		2 400,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		339 855,93
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		27 092,46
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		48 905,00
4582377	Pierre clavée chantier pilote		48 905,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	157 565,40	259 951,74
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	127 171,93	418 253,39
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 705 532,20
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	284 737,33	1 383 737,33

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	5 623 984,89	4 638 497,84
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 985 487,05
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	5 623 984,89	5 623 984,89

TOTAL DU BUDGET (4)	5 908 722,22	7 007 722,22

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	-38 507,03	19 594,97	-8 830,30	-8 830,30	10 764,67
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	152 458,81	107 576,96	134 895,70	134 895,70	242 472,66
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**113 951,78**	**127 171,93**	**126 065,40**	**126 065,40**	**253 237,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000,00	0,00	31 500,00	31 500,00	31 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	13 029,03	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**44 029,03**	**0,00**	**31 500,00**	**31 500,00**	**31 500,00**
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**157 980,81**	**127 171,93**	**157 565,40**	**157 565,40**	**284 737,33**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**157 980,81**	**127 171,93**	**157 565,40**	**157 565,40**	**284 737,33**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**284 737,33**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	-8 390,15	339 855,93	-7 408,51	-7 408,51	332 447,42
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	80 000,00	0,00	7 893,28	7 893,28	7 893,28
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**71 609,85**	**339 855,93**	**484,77**	**484,77**	**340 340,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	26 958,53	0,00	37 387,08	37 387,08	37 387,08
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	13 029,03	27 092,46	0,00	0,00	27 092,46
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 800,00	2 400,00	0,00	0,00	2 400,00
Total des recettes financières		**46 787,56**	**29 492,46**	**37 387,08**	**37 387,08**	**66 879,54**
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	48 905,00	-48 905,00	-48 905,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**118 397,41**	**418 253,39**	**-11 033,15**	**-11 033,15**	**407 220,24**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*275 256,40*		*270 984,89*	*270 984,89*	*270 984,89*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***275 256,40***		***270 984,89***	***270 984,89***	***270 984,89***
TOTAL		**393 653,81**	**418 253,39**	**259 951,74**	**259 951,74**	**678 205,13**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**705 532,20**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 383 737,33**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**270 984,89**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	1 837 200,00	0,00	2 345 350,00	2 345 350,00	2 345 350,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	1 984 500,00	0,00	2 056 300,00	2 056 300,00	2 056 300,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	566 500,00	566 500,00	566 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 327 400,00	0,00	161 550,00	161 550,00	161 550,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**5 149 100,00**	**0,00**	**5 129 700,00**	**5 129 700,00**	**5 129 700,00**
66	Charges financières	21 500,00	0,00	21 500,00	21 500,00	21 500,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	1 800,00	1 800,00	1 800,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	450 000,00		200 000,00	200 000,00	200 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5 620 600,00**	**0,00**	**5 353 000,00**	**5 353 000,00**	**5 353 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*275 256,40*		*270 984,89*	*270 984,89*	*270 984,89*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***275 256,40***		***270 984,89***	***270 984,89***	***270 984,89***
TOTAL		**5 895 856,40**	**0,00**	**5 623 984,89**	**5 623 984,89**	**5 623 984,89**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 623 984,89**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	544 550,00	0,00	620 450,00	620 450,00	620 450,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	4 336 374,19	0,00	3 963 347,84	3 963 347,84	3 963 347,84
75	Autres produits de gestion courante (3)	34 950,00	0,00	34 200,00	34 200,00	34 200,00
Total des recettes de gestion courante		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 637 997,84**	**4 637 997,84**	**4 637 997,84**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**985 487,05**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 623 984,89**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**270 984,89**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		31 500,00	0,00	31 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		253 237,33		253 237,33
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	0,00	0,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			0,00	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**284 737,33**	***0,00***	**284 737,33**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	284 737,33

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	2 345 350,00		2 345 350,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	2 056 300,00		2 056 300,00
014	Atténuations de produits	566 500,00		566 500,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	161 550,00	0,00	161 550,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	21 500,00	0,00	21 500,00
67	Charges spécifiques (9)	1 800,00	0,00	1 800,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	200 000,00	270 984,89	470 984,89
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		0,00	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**5 353 000,00**	***270 984,89***	**5 623 984,89**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	5 623 984,89

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		37 387,08	0,00	37 387,08
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		332 447,42	0,00	332 447,42
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		7 893,28	0,00	7 893,28
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	0,00	0,00
018	RSA		0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		27 092,46	0,00	27 092,46
28	*Amortissement des immobilisations*			270 984,89	270 984,89
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			0,00	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			0,00	0,00
3...	*Stocks et en-cours*			0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			0,00	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			0,00	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		2 400,00		2 400,00
	Recettes d'investissement – Total		**407 220,24**	***270 984,89***	**678 205,13**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**705 532,20**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 383 737,33**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	20 000,00		20 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	620 450,00		620 450,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		0,00	0,00
72	*Production immobilisée*		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	3 963 347,84		3 963 347,84
75	Autres produits de gestion courante (8)	34 200,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	500,00	0,00	500,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	*Transferts de charges*		0,00	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**4 638 497,84**	***0,00***	**4 638 497,84**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**985 487,05**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 623 984,89**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**157 980,81**	**127 171,93**	**0,00**	**157 565,40**	**157 565,40**	**0,00**	**157 565,40**	**284 737,33**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	113 951,78	127 171,93	0,00	126 065,40	126 065,40	0,00	126 065,40	253 237,33
Total des dépenses d'équipement		**113 951,78**	**127 171,93**	**0,00**	**126 065,40**	**126 065,40**	**0,00**	**126 065,40**	**253 237,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	31 000,00	0,00		31 500,00	31 500,00		31 500,00	31 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	13 029,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**44 029,03**	**0,00**	**0,00**	**31 500,00**	**31 500,00**	**0,00**	**31 500,00**	**31 500,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**157 980,81**	**127 171,93**	**0,00**	**157 565,40**	**157 565,40**	**0,00**	**157 565,40**	**284 737,33**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**284 737,33**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante, Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**393 653,81**	**418 253,39**	**259 951,74**	**259 951,74**	**678 205,13**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	-8 390,15	339 855,93	-7 408,51	-7 408,51	332 447,42
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	0,00	7 893,28	7 893,28	7 893,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**71 609,85**	**339 855,93**	**484,77**	**484,77**	**340 340,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	26 958,53	0,00	37 387,08	37 387,08	37 387,08
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	13 029,03	27 092,46	0,00	0,00	27 092,46
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 800,00	2 400,00	0,00	0,00	2 400,00
Total des recettes financières		**46 787,56**	**29 492,46**	**37 387,08**	**37 387,08**	**66 879,54**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	48 905,00	-48 905,00	-48 905,00	0,00
Total des recettes réelles		**118 397,41**	**418 253,39**	**-11 033,15**	**-11 033,15**	**407 220,24**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*275 256,40*		*270 984,89*	*270 984,89*	*270 984,89*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***275 256,40***		***270 984,89***	***270 984,89***	***270 984,89***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**705 532,20**
Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**1 383 737,33**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**157 980,81**	**127 171,93**	**0,00**	**157 565,40**	**157 565,40**	**0,00**	**157 565,40**	**284 737,33**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	113 951,78	127 171,93	0,00	126 065,40	126 065,40	0,00	126 065,40	253 237,33
Total des dépenses d'équipement		**113 951,78**	**127 171,93**	**0,00**	**126 065,40**	**126 065,40**	**0,00**	**126 065,40**	**253 237,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	31 000,00	0,00		31 500,00	31 500,00		31 500,00	31 500,00
1641	Emprunts en euros	31 000,00	0,00		31 500,00	31 500,00		31 500,00	31 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	13 029,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	13 029,03	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**44 029,03**	**0,00**	**0,00**	**31 500,00**	**31 500,00**	**0,00**	**31 500,00**	**31 500,00**
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581377	Pierre clavée chantier pilote	**0,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581425	Réhab ANC	**0,00**	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**157 980,81**	**127 171,93**	**0,00**	**157 565,40**	**157 565,40**	**0,00**	**157 565,40**	**284 737,33**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
4581377	*Pierre clavée chantier pilote*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
11	Matériel et outillage		43 362,05	9 114,65	70 885,35	70 885,35	0,00	70 885,35
16	Informatique et bureautique		9 033,60	7 966,40	21 255,30	21 255,30	0,00	21 255,30
19	Aménagement des locaux		0,00	2 400,00	600,00	600,00	0,00	600,00
20	Acquisition et rénovation siège social		7 378,15	5 121,85	51 878,15	51 878,15	0,00	51 878,15
21	Outils interprétation patrimoine		263 140,80	729,60	33 914,40	33 914,40	0,00	33 914,40
23	Autopartage		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24	Forêts, filière bois et mares		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Itinérance Gorges et vallée du Tarn		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Abris de troupeau		0,00	52 800,00	-52 800,00	-52 800,00	0,00	-52 800,00
29	Mares et Lavognes		2 389,00	15 027,80	332,20	332,20	0,00	332,20
30	Filière Pierre		4 940,09	11 802,88	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Avenir Montagne Mobilités		86 996,40	22 208,75	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**417 240,09**	**127 171,93**	**126 065,40**	**126 065,40**	**0,00**	**126 065,40**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 11
LIBELLE : Matériel et outillage
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		43 362,05	a 9 114,65	70 885,35	b 70 885,35
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	43 362,05	9 114,65	70 885,35	70 885,35
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	43 362,05	9 114,65	35 885,35	35 885,35
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		36 472,21	c 15 766,64	18 458,28	d 18 458,28
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	36 472,21	15 766,64	10 565,00	10 565,00
1322	Subv. non transf. Régions	36 472,21	15 766,64	10 565,00	10 565,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	7 893,28	7 893,28
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	7 893,28	7 893,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-45 775,08

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16
LIBELLE : Informatique et bureautique
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		9 033,60	a 7 966,40	21 255,30	b 21 255,30
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	948,00	3 052,00	1 169,70	1 169,70
2051	Concessions, droits similaires	948,00	3 052,00	1 169,70	1 169,70
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	8 085,60	4 914,40	20 085,60	20 085,60
21838	Autre matériel informatique	8 085,60	4 914,40	20 085,60	20 085,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-29 221,70

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19
LIBELLE : Aménagement des locaux
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 2 400,00	600,00	b 600,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	2 400,00	600,00	600,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	2 400,00	600,00	600,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-3 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20
LIBELLE : Acquisition et rénovation siège social
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		7 378,15	a 5 121,85	51 878,15	b 51 878,15
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 378,15	5 121,85	51 878,15	51 878,15
2111	Terrains nus	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	5 000,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	7 378,15	121,85	11 878,15	11 878,15
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-57 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 21
LIBELLE : Outils interprétation patrimoine
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N		RAR N-1	Propositions nouvelles		Vote de l'assemblée
DEPENSES		263 140,80	a	729,60	33 914,40	b	33 914,40
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00		0,00	0,00		0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00		0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	263 140,80		729,60	33 914,40		33 914,40
2188	Autres immobilisations corporelles	263 140,80		729,60	33 914,40		33 914,40
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00		0,00	0,00		0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N		RAR N-1	Propositions nouvelles		Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		137 331,00	c	73 169,00	26 102,00	d	26 102,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	137 331,00		73 169,00	26 102,00		26 102,00
1322	Subv. non transf. Régions	87 000,00		48 000,00	14 435,00		14 435,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	50 331,00		-24 997,67	41 116,17		41 116,17
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00		36 666,67	-29 449,17		-29 449,17
13278	Autres fonds européens	0,00		13 500,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00		0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00		0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00		0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00		0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00		0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00		0,00	0,00		0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	64 627,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23
LIBELLE : Autopartage
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		15 949,48	c 52 658,72	-75,51	d -75,51
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	15 949,48	52 658,72	-75,51	-75,51
1322	Subv. non transf. Régions	15 949,48	1 789,02	0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	0,00	50 869,70	-75,51	-75,51
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	52 583,21

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF

Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24
LIBELLE : Forêts, filière bois et mares
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		4 515,00	c 5 000,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	4 515,00	5 000,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	4 515,00	5 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	5 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 25
LIBELLE : Covoiturage
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 26
LIBELLE : Itinérance Gorges et vallée du Tarn
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 103 861,57	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	103 861,57	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	55 625,57	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	0,00	48 236,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	103 861,57

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 27
LIBELLE : Abris de troupeau
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 52 800,00	-52 800,00	b -52 800,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	10 000,00	-10 000,00	-10 000,00
2031	Frais d'études	0,00	10 000,00	-10 000,00	-10 000,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	42 800,00	-42 800,00	-42 800,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	42 800,00	-42 800,00	-42 800,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 44 000,00	-44 000,00	d -44 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	44 000,00	-44 000,00	-44 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	30 000,00	-30 000,00	-30 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	14 000,00	-14 000,00	-14 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 29
LIBELLE : Mares et Lavognes
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		2 389,00	a 15 027,80	332,20	b 332,20
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 389,00	15 027,80	332,20	332,20
2188	Autres immobilisations corporelles	2 389,00	15 027,80	332,20	332,20
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-15 360,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) Indiquer le signe algébrique.
(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 30
LIBELLE : Filière Pierre
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		4 940,09	a 11 802,88	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	6 542,97	0,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	6 542,97	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 940,09	5 259,91	0,00	0,00
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	4 940,09	-4 940,09	10 200,00	10 200,00
21748	Sol autrui - Autres construct° (mise à d	0,00	10 200,00	-10 200,00	-10 200,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 16 000,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	16 000,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	10 000,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	3 000,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	3 000,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	4 197,12

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 31
LIBELLE : Avenir Montagne Mobilités
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		86 996,40	a 22 208,75	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	86 996,40	22 208,75	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	18 005,15	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	86 996,40	4 203,60	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 29 400,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	29 400,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	29 400,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	7 191,25

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**393 653,81**	**418 253,39**	**259 951,74**	**259 951,74**	**678 205,13**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	-8 390,15	339 855,93	-7 408,51	-7 408,51	332 447,42
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	-21 201,60	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	7 080,20	195 581,23	-5 000,00	-5 000,00	190 581,23
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	8 908,33	-21 997,67	41 116,17	41 116,17	19 118,50
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	-16 677,08	39 666,67	-29 449,17	-29 449,17	10 217,50
13278	Autres fonds européens	13 500,00	112 605,70	-75,51	-75,51	112 530,19
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	14 000,00	-14 000,00	-14 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	80 000,00	0,00	7 893,28	7 893,28	7 893,28
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	7 893,28	7 893,28	7 893,28
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**71 609,85**	**339 855,93**	**484,77**	**484,77**	**340 340,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	26 958,53	0,00	37 387,08	37 387,08	37 387,08
10222	FCTVA	26 958,53	0,00	37 387,08	37 387,08	37 387,08
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	13 029,03	27 092,46	0,00	0,00	27 092,46
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	13 029,03	27 092,46	0,00	0,00	27 092,46
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 800,00	2 400,00	0,00	0,00	2 400,00
Total des recettes financières		**46 787,56**	**29 492,46**	**37 387,08**	**37 387,08**	**66 879,54**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	48 905,00	-48 905,00	-48 905,00	0,00
Total des recettes réelles		**118 397,41**	**418 253,39**	**-11 033,15**	**-11 033,15**	**407 220,24**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*275 256,40*		*270 984,89*	*270 984,89*	*270 984,89*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*		*1 048,80*	*1 048,80*	*1 048,80*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*99 859,17*		*90 590,95*	*90 590,95*	*90 590,95*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*		*2 521,84*	*2 521,84*	*2 521,84*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
281828	Autres matériels de transport	53 790,25		27 260,35	27 260,35	27 260,35
281838	Autre matériel informatique	13 556,58		10 419,41	10 419,41	10 419,41
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	4 058,95		6 349,05	6 349,05	6 349,05
28188	Autres immo. corporelles	100 420,81		132 794,49	132 794,49	132 794,49
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00		0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		**275 256,40**		**270 984,89**	**270 984,89**	**270 984,89**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 895 856,40**	**0,00**	**0,00**	**5 623 984,89**	**5 623 984,89**	**0,00**	**5 623 984,89**	**5 623 984,89**
011	Charges à caractère général (3)	1 837 200,00	0,00	0,00	2 345 350,00	2 345 350,00	0,00	2 345 350,00	2 345 350,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	1 984 500,00	0,00		2 056 300,00	2 056 300,00		2 056 300,00	2 056 300,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		566 500,00	566 500,00		566 500,00	566 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	1 327 400,00	0,00	0,00	161 550,00	161 550,00	0,00	161 550,00	161 550,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 149 100,00**	**0,00**	**0,00**	**5 129 700,00**	**5 129 700,00**	**0,00**	**5 129 700,00**	**5 129 700,00**
66	Charges financières	21 500,00	0,00		21 500,00	21 500,00		21 500,00	21 500,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		1 800,00	1 800,00		1 800,00	1 800,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	450 000,00			200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**471 500,00**	**0,00**	**0,00**	**223 300,00**	**223 300,00**		**223 300,00**	**223 300,00**
Total des dépenses réelles		**5 620 600,00**	**0,00**	**0,00**	**5 353 000,00**	**5 353 000,00**	**0,00**	**5 353 000,00**	**5 353 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*275 256,40*			*270 984,89*	*270 984,89*		*270 984,89*	*270 984,89*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**275 256,40**			**270 984,89**	**270 984,89**		**270 984,89**	**270 984,89**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**5 623 984,89**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**
013	Atténuations de charges (2)	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	544 550,00	0,00	620 450,00	620 450,00	620 450,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	4 336 374,19	0,00	3 963 347,84	3 963 347,84	3 963 347,84
75	Autres produits de gestion courante (2)	34 950,00	0,00	34 200,00	34 200,00	34 200,00
Total des recettes de gestion des services		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 637 997,84**	**4 637 997,84**	**4 637 997,84**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**500,00**	**500,00**	**500,00**
Total des recettes réelles		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**985 487,05**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**5 623 984,89**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 895 856,40**	**0,00**	**0,00**	**5 623 984,89**	**5 623 984,89**	**0,00**	**5 623 984,89**	**5 623 984,89**
011	Charges à caractère général (4)	1 837 200,00	0,00	0,00	2 345 350,00	2 345 350,00	0,00	2 345 350,00	2 345 350,00
60611	Eau et assainissement	1 100,00	0,00		1 100,00	1 100,00	0,00	1 100,00	1 100,00
60612	Energie - Electricité	9 000,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
60621	Combustibles	4 200,00	0,00		4 600,00	4 600,00	0,00	4 600,00	4 600,00
60622	Carburants	35 000,00	0,00		37 400,00	37 400,00	0,00	37 400,00	37 400,00
60623	Alimentation	3 500,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	114 000,00	0,00		60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	7 500,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
6064	Fournitures administratives	6 500,00	0,00		7 500,00	7 500,00	0,00	7 500,00	7 500,00
6068	Autres matières et fournitures	4 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
611	Contrats de prestations de services	40 000,00	0,00		75 000,00	75 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00
6132	Locations immobilières	4 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
61358	Autres	25 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
61551	Entretien matériel roulant	15 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
6156	Maintenance	42 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00
6161	Multirisques	23 500,00	0,00		24 500,00	24 500,00	0,00	24 500,00	24 500,00
617	Etudes et recherches	568 500,00	0,00		488 700,00	488 700,00	0,00	488 700,00	488 700,00
6182	Documentation générale et technique	2 100,00	0,00		2 100,00	2 100,00	0,00	2 100,00	2 100,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 700,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00		1 200,00	1 200,00	0,00	1 200,00	1 200,00
62268	Autres honoraires, conseils	15 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
6228	Divers	560 500,00	0,00		929 000,00	929 000,00	0,00	929 000,00	929 000,00
6231	Annonces et insertions	1 500,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6234	Réceptions	14 000,00	0,00		38 000,00	38 000,00	0,00	38 000,00	38 000,00
6236	Catalogues et imprimés	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00		225 000,00	225 000,00	0,00	225 000,00	225 000,00
6248	Divers	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6251	Voyages, déplacements et missions	17 000,00	0,00		37 000,00	37 000,00	0,00	37 000,00	37 000,00
6261	Frais d'affranchissement	12 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6262	Frais de télécommunications	43 000,00	0,00		55 000,00	55 000,00	0,00	55 000,00	55 000,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	15 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	28 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
6288	Autres services extérieurs	70 000,00	0,00		91 000,00	91 000,00	0,00	91 000,00	91 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00		150,00	150,00	0,00	150,00	150,00
6358	Autres droits	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	1 984 500,00	0,00		2 056 300,00	2 056 300,00		2 056 300,00	2 056 300,00
62122	Personnel aff. régies avec ps.morale	0,00	0,00		34 000,00	34 000,00		34 000,00	34 000,00
6218	Autre personnel extérieur	58 000,00	0,00		36 300,00	36 300,00		36 300,00	36 300,00
6331	Versement mobilité	6 400,00	0,00		6 500,00	6 500,00		6 500,00	6 500,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 250,00	0,00		1 200,00	1 200,00		1 200,00	1 200,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	20 700,00	0,00		21 000,00	21 000,00		21 000,00	21 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	855 000,00	0,00		885 000,00	885 000,00		885 000,00	885 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	22 500,00	0,00		21 500,00	21 500,00		21 500,00	21 500,00
64118	Autres indemnités	9 000,00	0,00		8 500,00	8 500,00		8 500,00	8 500,00
64131	Rémunérations	425 000,00	0,00		419 000,00	419 000,00		419 000,00	419 000,00
64138	Primes et autres indemnités	300,00	0,00		300,00	300,00		300,00	300,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	229 850,00	0,00		250 000,00	250 000,00		250 000,00	250 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	255 000,00	0,00		260 000,00	260 000,00		260 000,00	260 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	15 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00		17 000,00	17 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00		93 300,00	93 300,00		93 300,00	93 300,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00	0,00		2 700,00	2 700,00		2 700,00	2 700,00
6478	Autres charges sociales diverses	83 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		566 500,00	566 500,00		566 500,00	566 500,00
7498	Autres revers./dotations, participations	0,00	0,00		566 500,00	566 500,00		566 500,00	566 500,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	1 327 400,00	0,00	0,00	161 550,00	161 550,00	0,00	161 550,00	161 550,00
65134	Aides	46 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65188	Autres	0,00	0,00		12 600,00	12 600,00	0,00	12 600,00	12 600,00
65311	Indemnités de fonction	60 000,00	0,00		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	2 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
65313	Cotisations de retraite	6 500,00	0,00		9 000,00	9 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	15 500,00	0,00		16 000,00	16 000,00	0,00	16 000,00	16 000,00
6568	Autres participations	0,00	0,00		800,00	800,00	0,00	800,00	800,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65733	Subv. fonct. départements	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	623 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	104 350,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	411 650,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	8 300,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
65888	Autres	9 100,00	0,00		150,00	150,00	0,00	150,00	150,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 149 100,00**	**0,00**	**0,00**	**5 129 700,00**	**5 129 700,00**	**0,00**	**5 129 700,00**	**5 129 700,00**
66	Charges financières	21 500,00	0,00		21 500,00	21 500,00		21 500,00	21 500,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
6688	Autres	1 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00		1 500,00	1 500,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		1 800,00	1 800,00		1 800,00	1 800,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00		1 800,00	1 800,00		1 800,00	1 800,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	450 000,00			200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	450 000,00			200 000,00	200 000,00		200 000,00	200 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**471 500,00**	**0,00**	**0,00**	**223 300,00**	**223 300,00**		**223 300,00**	**223 300,00**
Total des dépenses réelles		**5 620 600,00**	**0,00**	**0,00**	**5 353 000,00**	**5 353 000,00**	**0,00**	**5 353 000,00**	**5 353 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*275 256,40*			*270 984,89*	*270 984,89*		*270 984,89*	*270 984,89*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*275 256,40*			*270 984,89*	*270 984,89*		*270 984,89*	*270 984,89*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**275 256,40**			**270 984,89**	**270 984,89**		**270 984,89**	**270 984,89**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre *(DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043)*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**
013	Atténuations de charges (3)	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	15 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	544 550,00	0,00	620 450,00	620 450,00	620 450,00
706888	Autres	0,00	0,00	358 500,00	358 500,00	358 500,00
7078	Autres marchandises	21 500,00	0,00	22 500,00	22 500,00	22 500,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	121 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708422	Mise à dispo pers. régie avec ps.morale	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	78 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	0,00	0,00	87 450,00	87 450,00	87 450,00
70878	Remb. frais par des tiers	16 250,00	0,00	22 000,00	22 000,00	22 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	4 336 374,19	0,00	3 963 347,84	3 963 347,84	3 963 347,84
74718	Autres participations Etat	472 085,92	0,00	674 538,47	674 538,47	674 538,47
7472	Participation régions	1 088 255,42	0,00	1 035 235,74	1 035 235,74	1 035 235,74
7473	Participation départements	347 455,00	0,00	360 000,00	360 000,00	360 000,00
74741	Participation communes membres du GFP	164 019,80	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	90 600,00	0,00	253 336,20	253 336,20	253 336,20
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
74778	Autres fonds européens	413 591,65	0,00	644 478,12	644 478,12	644 478,12
747888	Autres	571 799,28	0,00	437 805,25	437 805,25	437 805,25
74888	Autres	1 188 567,02	0,00	437 954,06	437 954,06	437 954,06
75	Autres produits de gestion courante (3)	34 950,00	0,00	34 200,00	34 200,00	34 200,00
752	Revenus des immeubles	32 900,00	0,00	31 200,00	31 200,00	31 200,00
75888	Autres	2 050,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
Total des recettes de gestion des services		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 637 997,84**	**4 637 997,84**	**4 637 997,84**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**4 930 874,19**	**0,00**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**	**4 638 497,84**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043*).

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**149 217,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-729,60**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 169,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	116 548,13	0,00	0,00	0,00	-729,60	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**-48 905,00**	**37 387,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-36 666,67**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	37 387,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-36 666,67	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	-48 905,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**-47 800,00**	**34 644,00**	**22 233,17**	**0,00**		**157 565,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		31 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	-10 000,00	0,00	0,00	0,00		-8 830,30
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	-37 800,00	34 644,00	22 233,17	0,00		134 895,70
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**-44 075,51**	**62 768,67**	**18 458,28**	**0,00**		**-11 033,15**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		37 387,08
13	Subventions d'investissement	-44 075,51	62 768,67	10 565,00	0,00		-7 408,51
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	7 893,28	0,00		7 893,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		-48 905,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		-48 905,00
458	Opérations sous mandat	-48 905,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**149 217,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	1 169,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	11 678,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	64 669,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**37 387,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	37 387,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social régfon./Consail dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act° interrég.eur.intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149 217,63**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 169,70
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 878,15
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 669,98
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 387,08**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 387,08

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-729,60**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-729,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-36 666,67**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-36 666,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**-47 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	-10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	10 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	-10 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	-37 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**-44 075,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	-44 075,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-47 800,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 000,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 200,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-37 800,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-44 075,51**
132	Subv Inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-44 075,51

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv Inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnemant, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**34 644,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 644,00**
218	Autres immobilisations corporelles	34 644,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 644,00
RECETTES		**62 768,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 768,67**
132	Subv inv ratlachées aux actifs non amort	62 768,67	0,00	0,00	0,00	0,00	62 768,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**22 233,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	22 233,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**18 458,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	10 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	7 893,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 233,17**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 233,17
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	***18 458,28***
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 565,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 893,28

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**2 814 718,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	481 684,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 966 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	5 683,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	138 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	21 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 813 217,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	314 486,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 444 085,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	34 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	445,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 286 056,03**	**725 928,74**	**526 297,19**	**0,00**		**5 353 000,00**
011	Charges à caractère général	0,00	851 431,19	498 337,13	513 897,19	0,00		2 345 350,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	77 500,00	4 000,00	8 800,00	0,00		2 056 300,00
014	Atténuations de produits	0,00	341 524,84	219 291,61	0,00	0,00		566 500,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	15 600,00	4 300,00	3 600,00	0,00		161 550,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		21 500,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 800,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
RECETTES		**0,00**	**1 320 388,07**	**801 825,49**	**703 066,66**	**0,00**		**4 638 497,84**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		20 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	125 400,00	19 300,00	161 264,00	0,00		620 450,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 194 988,07	782 525,49	541 748,60	0,00		3 963 347,84
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		34 200,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	54,06	0,00		500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
	DEPENSES	0,00
	RECETTES	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 814 718,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	87 461,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	9 320,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	24 461,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	53 492,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	18 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	2 860,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	9 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	65 289,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	26 753,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	15 260,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	48 284,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	119 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	27 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 318 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	593 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	66 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	5 683,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 813 217,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
706	Prestations de services	289 286,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	3 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 443 295,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	790,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	31 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	445,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 814 718,04**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 461,89
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 320,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 461,20
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 492,60
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 100,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860,68
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 350,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 289,76
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 753,95
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 260,33
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 264,08
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 950,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 440,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 318 260,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593 200,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 500,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 683,55
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 813 217,62**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	049 Autres actions	
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	289 286,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 443 295,36
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	790,32
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 200,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	445,94

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	426 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**1 286 056,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	12 226,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	393 839,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	8 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	306 701,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	87 428,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	5 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	3 545,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	3 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	1 210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	16 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	26 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpl propre - Aides pers.	0,00	12 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	2 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	341 524,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 320 388,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	80 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	792 633,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	402 354,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 286 056,03**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 226,63
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 839,32
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 750,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306 701,06
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 428,72
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 740,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 545,46
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 050,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 210,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 040,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 150,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
651	Charges Interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 600,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 950,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 524,84
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 320 388,07**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 400,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	792 633,28
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 354,79

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**467 352,28**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 680,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 107,40
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 280,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 979,20
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 499,67
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	194 506,01
RECETTES		**0,00**	**58 438,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**569 736,29**
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 300,00
747	Participations	0,00	58 438,88	0,00	0,00	0,00	0,00	530 010,29
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 426,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco,sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**80 672,27**	**0,00**	**177 904,19**	**0,00**	**0,00**	**725 928,74**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	6 400,00
611	Contrats de prestations de services	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 880,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 107,40
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
618	Divers	10 000,00	0,00	7 200,00	0,00	0,00	17 200,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	51 424,35	0,00	116 658,59	0,00	0,00	271 362,94
623	Pub., publications, relations publiques	14 247,92	0,00	10 860,00	0,00	0,00	129 087,12
625	Déplacements et missions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 499,67
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	24 785,60	0,00	0,00	219 291,61
RECETTES		**72 338,40**	**0,00**	**101 311,92**	**0,00**	**0,00**	**801 825,49**
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 300,00
747	Participations	72 338,40	0,00	101 311,92	0,00	0,00	762 099,49
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 426,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**526 297,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	39 011,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	15 038,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	8 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	7 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	310 646,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	23 230,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	13 170,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	3 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**703 066,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	24 214,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	137 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	527 365,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	14 382,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	54,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**526 297,19**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 011,48
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 036,80
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 200,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 300,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 848,24
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 230,21
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 170,46
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 550,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**703 086,66**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 214,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 050,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527 385,65
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 382,95
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54,06

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres Infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres Infrastructures fluviales	854 Ports, autres Infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres Infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 358 — **Intitulé de l'opération : Réh ANC** — **Date de la délibération : 01/01/2024**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 377 — **Intitulé de l'opération : Pierre clavée chantier pilote** — **Date de la délibération : 01/01/2024**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**40 000,00**	**48 905,00**	**-48 905,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	40 000,00	48 905,00	-48 905,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**40 000,00**	**48 905,00**	**-48 905,00**	**0,00**

N° opération : 425 — **Intitulé de l'opération : Réhab ANC** — **Date de la délibération : 01/01/2024**

	Pour mémoire	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits	Total (4)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

DEPENSES (a)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Opérations pour compte de tiers (5)	16 506,24	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	16 506,24	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**10,00**	**1,00**	**11,00**	**8,00**	**2,57**	**10,57**
Adjoint administratif territorial	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	2,00	1,00	3,00	2,00	0,57	2,57
Attaché	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Attaché Principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**20,00**	**0,00**	**20,00**	**10,00**	**10,00**	**20,00**
Adjoint technique territorial	C	4,00	0,00	4,00	1,00	3,00	4,00
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	1,00	5,00	6,00
Ingénieur Principal	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Attaché de Conservation du Patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		31,00	1,00	32,00	19,00	12,57	31,57

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	ADM	486	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	TECH	473	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	397	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	705 532,20
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	291 081,46	291 081,46
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	31 500,00	31 500,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	308 371,97	308 371,97
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	276 871,97	276 871,97

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**31 500,00**	I	**31 500,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**31 500,00**		**31 500,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	31 500,00		31 500,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**308 371,97**	III	**308 371,97**
Ressources propres externes de l'année (a)		**37 387,08**		**37 387,08**
10222	FCTVA	37 387,08		37 387,08
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**270 984,89**		**270 984,89**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*		*1 048,80*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*90 590,95*		*90 590,95*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*		*2 521,84*
281828	*Autres matériels de transport*	*27 260,35*		*27 260,35*
281838	*Autre matériel informatique*	*10 419,41*		*10 419,41*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*6 349,05*		*6 349,05*
28188	*Autres immo. corporelles*	*132 794,49*		*132 794,49*
29...	*Dépréciations des immobilisations*			
31...	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33...	*En-cours de production de biens (5)*			
35...	*Stocks de produits (5)*			
39...	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59...	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS

IV

D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 144
Nombre de membres présents : 69
Nombre de suffrages exprimés : 87
VOTES :
Pour : 87
Contre : _
Abstentions :

Date de convocation : 25/03/2024

Présenté par Monsieur Richard FIOL, Président du SM (1),
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024

Délibéré par l'assemblée le Conseil syndical(2), réunie en session
A Roquefort sur Soulzon, le 08/04/2024
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil syndical (2),(3).

001. 1 REGION OCCITANIE : GAZEL Emmanuelle , Titulaire	
002. 1 REGION OCCITANIE : LACAZE Marie , Suppléant	
003. 2 REGION OCCITANIE : CARLES Clément , Titulaire Pouvoir de C. Sahuet	
004. 2 REGION OCCITANIE : MAZET Pascal , Suppléant	
005. 3 REGION OCCITANIE : SAHUET Christine , Titulaire Pouvoir à C. Carles	
006. 3 REGION OCCITANIE : BERARD Stéphane , Suppléant	
007. 4 REGION OCCITANIE : BENAMMAR KOLY Fadilha , Titulaire	
008. 4 REGION OCCITANIE : MORENO René , Suppléant	
009. 1 DEPARTEMENT AVEYRON : LABORIE Christophe , Titulaire	
010. 1 DEPARTEMENT AVEYRON : GRAL Emilie , Suppléant	
011. 2 DEPARTEMENT AVEYRON : ALIES Monique , Titulaire	
012. 2 DEPARTEMENT AVEYRON : FRAYSSE Nadine , Suppléant	
013. 3 DEPARTEMENT AVEYRON : ASSIER Claude , Titulaire	
014. 3 DEPARTEMENT AVEYRON : RIVIERE Hélène , Suppléant	
015. DEPARTEMENT HERAULT : RIGAUD Jacques , Titulaire	
016. DEPARTEMENT HERAULT : FALIP Jean Luc , Suppléant	
025. 1 CNE AGUESSAC : MAURY Dominique , Titulaire Pouvoir à Verrières	
025. 1 CNE AGUESSAC : PAILHAS Anne , Suppléant	
026. 2 CNE ARNAC-SUR-DOURDOU : SALES Guy , Titulaire Pouvoir à Peux Confoulens	
027. 2 CNE ARNAC-SUR-DOURDOU : GARENC Christophe , Suppléant	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

028. 3 CNE AYSSENES : CALMES Marie Chantal , Titulaire	
029. 3 CNE AYSSENES : GRIALOU Jérôme , Suppléant	
030. 4 CNE BALAGUIER SUR RANCE : HURAULT Christophe , Titulaire	
031. 4 CNE BALAGUIER SUR RANCE : BOUYSSIERE Sylvain , Suppléant	
032. 5 CNE BELMONT SUR RANCE : CABANES Jean Louis , Titulaire	
033. 5 CNE BELMONT SUR RANCE : PUECH Xavier , Suppléant	
034. 6 CNE BRASC : BODT Jean Marie , Titulaire	
035. 6 CNE BRASC : BRIDE Magali , Suppléant	
036. 7 CNE BROQUIES : CRASSOUS Jean Luc , Titulaire	
037. 7 CNE BROQUIES : BRENGUES Christian , Suppléant	
038. 8 CNE BROUSSE LE CHATEAU : COLSON Régis , Titulaire	
039. 8 CNE BROUSSE LE CHATEAU : PEIFFER Pierre , Suppléant	
040. 9 CNE BRUSQUE : IMBERT Patrick , Titulaire Pouvoir de Laval Roquecezière	
041. 9 CNE BRUSQUE : VIVIANI David , Suppléant	
042. 10 CNE CALMELS ET LE VIALA : SOLIER Benoit , Titulaire Pouvoir de St Jean d'Alcapies	
043. 10 CNE CALMELS ET LE VIALA : FOURCADIER Jérémy , Suppléant	
044. 11 CNE CAMARES : SERIN André , Titulaire Pouvoir de Montagnol	
045. 11 CNE CAMARES : CAUQUIL Emmanuel , Suppléant	
046. 12 CNE CAMPAGNAC : LADET Jean Michel , Titulaire	
047. 12 CNE CAMPAGNAC : LABEAUME Eliane , Suppléant	
048. 13 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : JEANJEAN Marie , Titulaire Pouvoir à Montjoux	
049. 13 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : GAYRAUD Jérémie , Suppléant	
050. 14 CNE CELLES : COURTEAUX Vincent , Titulaire	
051. 14 CNE CELLES : DELFOSSE Aline , Suppléant	
052. 15 CNE COMBRET : SABATHIER Jean Philippe , Titulaire Pouvoir à Murassan	
053. 15 CNE COMBRET : COEURVEILLE Christel , Suppléant	
054. 16 CNE COMPEYRE : ALMERAS Loïc , Titulaire	
055. 16 CNE COMPEYRE : BLANCHOT Jean , Suppléant	
056. 17 CNE COMPREGNAC : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

057. 17 CNE COMPREGNAC : LEPETIT Patrick , Suppléant	
058. 18 CNE CORNUS : PINAULT Jean Michel , Titulaire	
059. 18 CNE CORNUS : PAUL Frédéric , Suppléant	
060. 19 CNE COUPIAC : SOUYRIS Jean Claude , Titulaire	
061. 19 CNE COUPIAC : BATAILLET-HEULLY Nicole , Suppléant	
062. 20 CNE CREISSELS : LE MOUTON-MAZIERES Franck , Titulaire	
063. 20 CNE CREISSELS : BOUDES Roger , Suppléant	
064. 21 CNE FAYET : CAZABONNE Arlette , Titulaire	
065. 21 CNE FAYET : OLIVIER Serge , Suppléant	
066. 22 CNE FONDAMENTE : RODRIGUEZ Martine , Titulaire	
067. 22 CNE FONDAMENTE : FABRE Bastien , Suppléant	
068. 23 CNE FOZIERES : COMBES Michel , Titulaire	
069. 23 CNE FOZIERES : BERTHOMIEU Thierry , Suppléant	
070. 24 CNE GISSAC : SIMONIN Michel , Titulaire Pouvoir à Tourmemire	
071. 24 CNE GISSAC : MANIBAL Julien , Suppléant	
072. 25 CNE LA BASTIDE PRADINES : GIACOBBI Bastien , Titulaire	
073. 25 CNE LA BASTIDE PRADINES : COMBY Magali , Suppléant	
074. 26 CNE LA BASTIDE SOLAGES : ROQUES Elian , Titulaire	
075. 26 CNE LA BASTIDE SOLAGES : MALLEVIALLE David , Suppléant	
076. 27 CNE LA CAPELLE BONANCE : LADET Robert , Titulaire	
077. 27 CNE LA CAPELLE BONANCE : SOLIGNAC Eugénie , Suppléant	
078. 28 CNE LA CAVALERIE : RODRIGUEZ François , Titulaire	
079. 28 CNE LA CAVALERIE : DELACROIX PAGES Claudine , Suppléant	
080. 29 CNE LA COUVERTOIRADE : GOLEO Sylvain , Titulaire	
081. 29 CNE LA COUVERTOIRADE : SARROUY Madeleine , Suppléant	
082. 30 CNE LA CRESSE : FROMENT Christophe , Titulaire	
083. 30 CNE LA CRESSE : VALETTE Laurence , Suppléant	
084. 31 CNE LA ROQUE STE MARGUERITE : DELORT Florence , Titulaire	
085. 31 CNE LA ROQUE STE MARGUERITE : BLANC Marie Franç , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

086. 32 CNE LA SERRE : VIALA Yves , Titulaire Pouvoir à ST Sever	
087. 32 CNE LA SERRE : COUDERC Franck , Suppléant	
088. 33 CNE LAPANOUSE DE CERNON : BOUDES Adrien , Titulaire	
089. 33 CNE LAPANOUSE DE CERNON : BERNAT Thierry , Suppléant	
090. 34 CNE LAUROUX : CROUZET Jean Luc , Titulaire	
091. 34 CNE LAUROUX : CALVET Claude , Suppléant	
092. 35 CNE LA VACQUERIE ST MARTIN CASTRIES : MAURY Chr , Titulaire	
093. 35 CNE LA VACQUERIE ST MARTIN CASTRIES : GRILLON G , Suppléant	
094. 36 CNE LAVALETTE : VAN DER HORST Claire , Titulaire	
095. 36 CNE LAVALETTE : MARTIN Christian , Suppléant	
096. 37 CNE LAVAL ROQUECEZIERE : DUVINAGE Monika , Titulaire Pouvoir à Brosque	
097. 37 CNE LAVAL ROQUECEZIERE : JOFFRE Virginie , Suppléant	
098. 38 CNE LE BOSC : JOSEPH Danièle , Titulaire	
099. 38 CNE LE BOSC : SENESI Anne , Suppléant	
100. 39 CNE LE CAYLAR : TRINQUIER Jean , Titulaire Pouvoir de Soubes	
101. 39 CNE LE CAYLAR : DE OLIVEIRA Christelle , Suppléant	
102. 40 CNE LE CLAPIER : GOUT Philippe , Titulaire	
103. 40 CNE LE CLAPIER : PUEL Katia , Suppléant	
104. 41 CNE LE CROS : ALLEMAN Guilhem , Titulaire	
105. 41 CNE LE CROS : VIALA Alain , Suppléant	
106. 42 CNE LE PUECH : GOUJON Bernard , Titulaire Pouvoir de ST Felix de l'Héras	
107. 42 CNE LE PUECH : LACROUX Christine , Suppléant	
108. 43 CNE LE TRUEL : GINESTE Christian , Titulaire Pouvoir à ST Victor	
109. 43 CNE LE TRUEL : CAZOTTES Emmanuelle , Suppléant	
110. 44 CNE LES COSTES GOZON : BEA Jean Marc , Titulaire	
111. 44 CNE LES COSTES GOZON : AUBELEAU Marylène , Suppléant	
112. 45 CNE LES PLANS : FABRE Daniel , Titulaire	
113. 45 CNE LES PLANS : PIERRE Michelle , Suppléant	
114. 46 CNE LES RIVES : BEVILACQUA Luc , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

115. 46 CNE LES RIVES : BELLAS Christian , Suppléant	
116. 47 CNE LESTRADE ET THOUELS : JOSEPH Alain , Titulaire	
117. 47 CNE LESTRADE ET THOUELS : CASTANIER Bernard , Suppléant	
118. 48 CNE L'HOSPITALET DU LARZAC : SINTES Jérôme , Titulaire Pouvoir de ST Eulalie de Cernon	
119. 48 CNE L'HOSPITALET DU LARZAC : GELY Cyril , Suppléant	
120. 49 CNE LODEVE : LEVEQUE Gaëlle , Titulaire Pouvoir de ST Jean de la Blaquière	
121. 49 CNE LODEVE : CROS Ludovic , Suppléant	
122. 50 CNE LODEVE : SAUVIER Jean Marc , Titulaire	
123. 50 CNE LODEVE : ROCOPLAN Nathalie , Suppléant	
124. 51 CNE MARNHAGUES ET LATOUR : ANTOINE Nicole , Titulaire	
125. 51 CNE MARNHAGUES ET LATOUR : DURAND Fernand , Suppléant	
126. 52 CNE MARTRIN : CROS Anne , Titulaire	
127. 52 CNE MARTRIN : CAILLIAU DELEU Christiane , Suppléant	
128. 53 CNE MELAGUES : ALBET Eloi , Titulaire	
129. 53 CNE MELAGUES : GEYSSE RUIZ Francette , Suppléant	
130. 54 CNE MILLAU : PEYRETOUT Séverine , Titulaire Pouvoir de P. RAMONDENC	
131. 54 CNE MILLAU : DURAND Michel , Suppléant	
132. 55 CNE MILLAU : WOHREL Nicolas , Titulaire	
133. 55 CNE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
134. 56 CNE MILLAU : ESON Aurélie , Titulaire	
135. 56 CNE MILLAU : PANIS Marie Eve , Suppléant	
136. 57 CNE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire Pouvoir à S. PEYRETOUT	
137. 57 CNE MILLAU : HAUMAITRE Karine , Suppléant	
138. 58 CNE MONTAGNOL : CHIBAUDEL Claude , Titulaire Pouvoir à Camarès	
139. 58 CNE MONTAGNOL : BIAU GIRARD Danielle , Suppléant	
140. 59 CNE MONTCLAR : VIDAL CONDOMINES Marina , Titulaire Pouvoir de Plaisance	
141. 59 CNE MONTCLAR : POMMIE Mathieu , Suppléant	
142. 60 CNE MONTFRANC : BOUSQUET Yves , Titulaire	
143. 60 CNE MONTFRANC : CONDOMINES Stéphane , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_024-BF
Reçu le 11/04/2024

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

144. 61 CNE MONTJAUX : CAVALIER Philippe , Titulaire Pouvoir de Castelmayran Pegayrols	
145. 61 CNE MONTJAUX : POLLET Florence , Suppléant	
146. 62 CNE MONTLAUR : RAMONDENC Viviane , Titulaire Pouvoir de St Sauveur Flaug	
147. 62 CNE MONTLAUR : GUIRAUD Vivien , Suppléant	
148. 63 CNE MOSTUEJOULS : DUMAS Jean François , Titulaire Pouvoir à Peyreleau	
149. 63 CNE MOSTUEJOULS : BEDEL Christine , Suppléant	
150. 64 CNE MOUNES PROHENCOUX : LEBLOND Michel , Titulaire	
151. 64 CNE MOUNES PROHENCOUX : GAYRAUD Delphine , Suppléant	
152. 65 CNE MURASSON : CULIE Francis , Titulaire Pouvoir de Combret	
153. 65 CNE MURASSON : GINIEIS Céline , Suppléant	
154. 66 CNE NANT : DELMAS Alain , Titulaire	
155. 66 CNE NANT : FRENEHARD Anne Marie , Suppléant	
156. 67 CNE OLMET ET VILLECUN : ROMO Christophe , Titulaire	
157. 67 CNE OLMET ET VILLECUN : CALAMAND Philippe , Suppléant	
158. 68 CNE PAULHE : PAILHAS Bernadette , Titulaire	
159. 68 CNE PAULHE : JULIEN Frédéric , Suppléant	
160. 69 CNE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE : ROIG Frédéric , Titulaire	
161. 69 CNE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE : GUYONDET J.Cla , Suppléant	
162. 70 CNE PEUX ET COUFFOULEUX : GIGANON Philippe , Titulaire Pouvoir d'Arnac Boudou	
163. 70 CNE PEUX ET COUFFOULEUX : ROUQUETTE Jean , Suppléant	
164. 71 CNE PEYRELEAU : ROUGET Alain , Titulaire Pouvoir de Mostuéjouls	
165. 71 CNE PEYRELEAU : ESPINASSE Joël , Suppléant	
166. 72 CNE PLAISANCE : MEJANE Philippe , Titulaire Pouvoir à Montclar	
167. 72 CNE PLAISANCE : ROUQUAYROL Michel , Suppléant	
168. 73 CNE POUJOLS : GOUTELLE Antoine , Titulaire Pouvoir à St Etienne de Gourgas	
169. 73 CNE POUJOLS : NORMAND Francis , Suppléant	
170. 74 CNE POUSTHOMY : GARRIGUES Nathalie , Titulaire	
171. 74 CNE POUSTHOMY : SERRES Marlène , Suppléant	
172. 75 CNE REBOURGUIL : COMBES Marie Rose , Titulaire	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

173. 75 CNE REBOURGUIL : BARTHELEMY Laure , Suppléant	
174. 76 CNE RIVIERE SUR TARN : MAURY Bernard , Titulaire	
175. 76 CNE RIVIERE SUR TARN : SALSON Patrick , Suppléant	
176. 77 CNE ROQUEFORT SUR SOULZON : DONNADIEU Luc , Titulaire	
177. 77 CNE ROQUEFORT SUR SOULZON : MIALET Jean Guy , Suppléant	
178. 78 CNE ST AFFRIQUE : RENAUD Céline , Titulaire	SD
179. 78 CNE ST AFFRIQUE : CAMBON Geneviève , Suppléant	
180. 79 CNE ST AFFRIQUE : DAVID Sébastien , Titulaire	SD
181. 79 CNE ST AFFRIQUE : SAHNOUN Myriam , Suppléant	
182. 80 CNE ST ANDRE DE VEZINES : BOUDES Christian , Titulaire	
183. 80 CNE ST ANDRE DE VEZINES : ROQUES Audrey , Suppléant	
184. 81 CNE ST BEAULIZE : CAZOTTES Guy , Titulaire	
185. 81 CNE ST BEAULIZE : DUCROS Jean , Suppléant	
186. 82 CNE ST BEAUZELY : MALINOWSKI BERTRAND Magali , Titulaire	
187. 82 CNE ST BEAUZELY : LUSPIN Olivier , Suppléant	
188. 83 CNE STE EULALIE DE CERNON : GENIEZ Victorien , Titulaire Pouvoir à Hospitalet Lafage	
189. 83 CNE STE EULALIE DE CERNON : CADENET Thierry , Suppléant	
190. 84 CNE ST ETIENNE DE GOURGAS : CORROCHANO Roger , Titulaire Pouvoir à Roujols	
191. 84 CNE ST ETIENNE DE GOURGAS : PASTOR Robert , Suppléant	
192. 85 CNE ST FELIX DE L'HERAS : OLIVIER Françoise , Titulaire Pouvoir à Le Puech	
193. 85 CNE ST FELIX DE L'HERAS : FOULQUIER Ghislaine , Suppléant	
194. 86 CNE ST FELIX DE SORGUES : CUNTY Natacha , Titulaire	
195. 86 CNE ST FELIX DE SORGUES : MIQUEL Martine , Suppléant	
196. 87 CNE ST GEORGES DE LUZENCON : MUYS Elisabeth , Titulaire	MUYS
197. 87 CNE ST GEORGES DE LUZENCON : BERNARD Jean Luc , Suppléant	
198. 88 CNE ST IZAIRE : CABAL-ZINCK Ghislain , Titulaire	
199. 88 CNE ST IZAIRE : ROURE Dominique , Suppléant	
200. 89 CNE ST JEAN D'ALCAPIES : CLEMENT Laure , Titulaire Pouvoir à Calmels le Viala	
201. 89 CNE ST JEAN D'ALCAPIES : MARTIN Guy , Suppléant	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

202. 90 CNE ST JEAN DE LA BLAQUIERE : GASCOIN Emmanuell , Titulaire Pouvoir à Lodève	
203. 90 CNE ST JEAN DE LA BLAQUIERE : COUVELARD J.Chris , Suppléant	
204. 91 CNE ST JEAN DU BRUEL : VIDAL Didier , Titulaire	
205. 91 CNE ST JEAN DU BRUEL : VIALA Daniel , Suppléant	
206. 92 CNE ST JEAN ET ST PAUL : SENTY Michel , Titulaire	
207. 92 CNE ST JEAN ET ST PAUL : SAUVEPLANE Pierre , Suppléant	
208. 93 CNE ST JUERY : COSTES Jonathan , Titulaire	
209. 93 CNE ST JUERY : PUECH Céline , Suppléant	
210. 94 CNE ST LAURENT DU LEVEZOU : PALMIER Nathalie , Titulaire	
211. 94 CNE ST LAURENT DU LEVEZOU : MALAVAL Régine , Suppléant	
212. 95 CNE ST LAURENT D'OLT : DODINET Elisabeth , Titulaire	
213. 95 CNE ST LAURENT D'OLT : LOMBARD Vincent , Suppléant	
214. 96 CNE ST LEONS : LEROY François , Titulaire	
215. 96 CNE ST LEONS : BLANC Christophe , Suppléant	
216. 97 CNE ST MARTIN DE LENNE : ROUSSEL Daniel , Titulaire Pouvoir à Severac	
217. 97 CNE ST MARTIN DE LENNE : GERIN DUSOL Elisabeth , Suppléant	
218. 98 CNE ST MAURICE NAVACELLES : CABANES Nelly , Titulaire Pouvoir de St Pierre de la Fage	
219. 98 CNE ST MAURICE NAVACELLES : NANCIU Hélène , Suppléant	
220. 99 CNE ST MICHEL : MERLAN Lauric , Titulaire Pouvoir à Sorbs	
221. 99 CNE ST MICHEL : TORRO Francine , Suppléant	
222. 100 CNE ST PIERRE DE LA FAGE : BAYLET Philippe , Titulaire Pouvoir à St Maurice de Navacelles	
223. 100 CNE ST PIERRE DE LA FAGE : MARSAL Noëlle , Suppléant	
224. 101 CNE ST PRIVAT : AUTET Marie Pierre , Titulaire	
225. 101 CNE ST PRIVAT : LEMAIRE Guy , Suppléant	
226. 102 CNE ST ROME DE CERNON : PANTANELLA Pierre , Titulaire	
227. 102 CNE ST ROME DE CERNON : GALIERES Nicolas , Suppléant	
228. 103 CNE ST ROME DE TARN : ARLES Jacques , Titulaire	
229. 103 CNE ST ROME DE TARN : MANCINO Francis , Suppléant	
230. 104 CNE ST SATURNIN DE LENNE : BIOULAC Yves , Titulaire	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

231. 104 CNE ST SATURNIN DE LENNE : AUGADE Corinne , Suppléant	
232. 105 CNE ST SERNIN SUR RANCE : AMALRIC VUAGNAT Rose , Titulaire Pouvoir à Mr Mau	
233. 105 CNE ST SERNIN SUR RANCE : CANTALOUBE Sophie , Suppléant	
234. 106 CNE ST SEVER DU MOUSTIER : LAUTREC Bernard , Titulaire Pouvoir de La Serre	
235. 106 CNE ST SEVER DU MOUSTIER : MILHAU Nathalie , Suppléant	
236. 107 CNE ST VICTOR ET MELVIEU : ALRIQUET Julie , Titulaire Pouvoir de le Truel	
237. 107 CNE ST VICTOR ET MELVIEU : LAVABRE Jordy , Supppéant	
238. 108 CNE SAUCLIERES : NEGROS Bernadette , Titulaire Pouvoir de Viola de Pas de Jaux	
239. 108 CNE SAUCLIERES : VEYRIE Tessa , Suppléant	
240. 109 CNE SEGUR : PLET Gilles , Titulaire	
241. 109 CNE SEGUR : BERNAD Pierre Louis , Suppléant	
242. 110 CNE SEVERAC D'AVEYRON : GROS Edmond , Titulaire Pouvoir de ST Martin de Lenne	
243. 110 CNE SEVERAC D'AVEYRON : CAPUS Françoise Régine , Suppléant	
244. 111 CNE SEVERAC D'AVEYRON : MAJOREL Aimé , Titulaire	
245. 111 CNE SEVERAC D'AVEYRON : DECROIX BOUDIAS Nathal , Suppléant	
246. 112 CNE SORBS : CAMPO Ludovic , Titulaire Pouvoir de ST Michel	
247. 112 CNE SORBS : RANDON Christian , Suppléant	
248. 113 CNE SOUBES : JEANNIN Yann , Titulaire Pouvoir à Le Cayla	
249. 113 CNE SOUBES : BASCOUL Chantal , Suppléant	
250. 114 CNE SOUMONT : BEREAU Didier , Titulaire	
251. 114 CNE SOUMONT : BOYER Orianne , Suppléant	
252. 115 CNE SYLVANES : WOLKOWICKI , Titulaire	
253. 115 CNE SYLVANES : MOLLER Bente , Suppléant	
254. 116 CNE TAURIAC DE CAMARES : RICARD Jean Luc , Titulaire	
255. 116 CNE TAURIAC DE CAMARES : MILHAU Joël , Suppléant	
256. 117 CNE TOURNEMIRE : PETRAUD Maxime , Titulaire Pouvoir de Gisac	
257. 117 CNE TOURNEMIRE : CRISTOL Céline , Suppléant	
258. 118 CNE USCLAS DU BOSC : CARLES Alain , Titulaire	
259. 118 CNE USCLAS DU BOSC : DOCQUIER Anne Catherine , Suppléant	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

260. 119 CNE VABRES L'ABBAYE : PRIVAT Gaëtan , Titulaire	
261. 119 CNE VABRES L'ABBAYE : ARTIS Frédéric , Suppléant	
262. 120 CNE VERRIERES : JEANJEAN Romain , Titulaire Pouvoir d'Aguenac	
263. 120 CNE VERRIERES : BOYER Dominique , Suppléant	
264. 121 CNE VERSOLS ET LAPEYRE : HERVAS Jean Pierre , Titulaire	
265. 121 CNE VERSOLS ET LAPEYRE : VAYSSIERE Audrey , Suppléant	
266. 122 CNE VEYREAU : MARLAS Loïc , Titulaire	
267. 122 CNE VEYREAU : AUSTRUY Nicolas , Suppléant	
268. 123 CNE VEZINS DE LEVEZOU : VIALA Arnaud , Titulaire	
269. 123 CNE VEZINS DE LEVEZOU : COLIN Marie Christine , Suppléant	
270. 124 CNE VIALA DU PAS DE JAUX : ASTRUC Caroline , Titulaire Pouvoir à Sauclières	
271. 124 CNE VIALA DU PAS DE JAUX : MOULIERES Lucien , Suppléant	
272. 125 CNE VIALA DU TARN : THOMAS Mickaël , Titulaire	
273. 125 CNE VIALA DU TARN : LE MERRE Marie Hélène , Suppléant	
274. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire	
275. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
276. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ LAFONT Thierry , Titulaire	
277. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
278. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	
279. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
280. 1 CC LODEVOIS ET LARZAC : PRADEL Sophie , Titulaire	
281. 1 CC LODEVOIS ET LARZAC : THERY Clément , Suppléant	
282. 2 CC LODEVOIS ET LARZAC : REQUI Jean Luc , Titulaire	
283. 2 CC LODEVOIS ET LARZAC : VENOT Félicien , Suppléant	
284. 1 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
285. 1 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
286. 2 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
287. 2 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	
288. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

289. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
290. CC LEVEZOU PARELOUP : ARNAL Jean Michel , Titulaire	
291. CC LEVEZOU PARELOUP : CANITROT Alexis , Suppléant	
292. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
293. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
294. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
295. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maxime , Suppléant	

Certifié exécutoire par Monsieur Richard FIOL, Président du SM (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Richard FIOL, Président

Délibération PNRGC n°2024-025 du Comité syndical du 8 avril 2024

Proposition de refacturation entre le budget principal et les budgets annexes de l'exercice 2024

Etaient présents les représentants suivants : **63**

- Pour le collège de la Région : **2**
  1. *Clément CARLES*
  2. *Emmanuelle GAZEL*
- Pour le collège des Départements : **3**
  1. *Christophe LABORIE*
  2. *Jacques RIGAUD*
  3. *Monique ALIES*
- Pour le collège des groupements de communes : **10**
  1. *Gérard CAILHOL*
  2. *Jean CAPEL*
  3. *Esther CHUREAU (suppléante)*
  4. *Richard FIOL*
  5. *Philippe LEPETIT*
  6. *Patrick PES*
  7. *Sophie PRADEL*
  8. *Jean-Luc REQUI*
  9. *Bernard SIRGUE*
  10. *Cyril TOUZET*

Pour le collège des communes : **48**

Présents :

1. *Eloi ALBET*
2. *Julie ALRIQUET*
3. *Marie-Pierre AUTET*
4. *Jean Marc BEA*
5. *Jean BLANCHOT (suppléant)*
6. *Jean-Louis CABANES*
7. *Nelly CABANES*
8. *Ludovic CAMPLO*
9. *Philippe CAVALIER*
10. *Marie-Christine COLIN (suppléante)*
11. *Régis COLSON*
12. *Marie-Rose COMBES*
13. *Roger CORROCHANO*
14. *Francis CULIE*
15. *Sébastien DAVID*
16. *Claudine DELACROIX PAGES (Suppléante)*
17. *Florence DELORT*
18. *Elisabeth DODINET*
19. *Aurélie ESON*
20. *Anne-Marie FRENEHARD (suppléant)*
21. *Philippe GIGANON*
22. *Bernard GOUJON*
23. *Philippe GOUT*
24. *Jérôme GRIALOU (suppléant)*
25. *Edmond GROS*
26. *Romain JEANJEAN*
27. *Bernard LAUTREC*
28. *Marie-Hélène LE MERRE (suppléante)*
29. *François LEROY*
30. *Gaëlle LEVEQUE*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_025-DE
Reçu le 11/04/2024

31. *Francis MANCINO (suppléant)*
32. *Christiane MAURY*
33. *Elisabeth MUYS*
34. *Bernadette NEGROS*
35. *Bernadette PAILHAS*
36. *Maxime PETRAUD*
37. *Séverine PEYRETOUT*
38. *Jean-Michel PINAULT*
39. *Gaëtan PRIVAT*
40. *Viviane RAMONDENC*
41. *Jean-Luc RICARD*
42. *Martine RODRIGUEZ*
43. *Alain ROUGET*
44. *Michel SENTY*
45. *Benoit SOLIER*
46. *Jean TRINQUIER*
47. *Marina VIDAL CONDOMINES*
48. *Nicolas WOHREL*

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **24**

- Pour le collège de la Région : **1**
  1. *Christine SAHUET donne son pouvoir à Clément CARLES*

- Pour le collège des Départements : /

- Pour le collège des groupements de communes : /

- Pour le collège des communes : **23**
  1. *Roselyne AMALRIC-VUAGNAT donne son pouvoir à Viviane RAMONDENC*
  2. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  3. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  4. *Philippe BAYLET donne son pouvoir à Nelly CABANES*
  5. *Laure CLEMENT donne son pouvoir à Benoît SOLIER*
  6. *Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  7. *Emmanuelle GASCOIN donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  8. *Christian GINESTE donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  9. *Antoine GOUTELLE donne son pouvoir à Roger CORROCHANO*
  10. *Yann JEANNIN donne son pouvoir à Jean TRINQUIER*
  11. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  12. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  13. *Lauric MERLAN donne son pouvoir à Ludovic CAMPLO*
  14. *Philippe MEJANE donne son pouvoir à Marina VIDAL*
  15. *Françoise OLIVIER donne son pouvoir à Bernard GOUJON*
  16. *Philippe RAMONDENC donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  17. *Céline RENAUD donne son pouvoir à Sébastien DAVID*
  18. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Edmond GROS*
  19. *Jean-Philippe SABATHIER donne son pouvoir à Francis CULIE*
  20. *Guy SALES donne son pouvoir à Philippe GIGANON*
  21. *Michel SIMONIN donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  22. *Yves VIALA donne son pouvoir à Bernard LAUTREC*
  23. *Didier VIDAL donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_025-DE
Reçu le 11/04/2024

Excusés : **57**

- Pour le collège de la Région : **1**
  1. *Fadilha BENAMMAR KOLY*
- Pour le collège des Départements : **1**
  1. *Claude ASSIER*
- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  1. *Jean-Michel ARNAL*
- Pour le collège des communes : **54**
  1. *Guilhem ALLEMAN*
  2. *Luc BEVILACQUA*
  3. *Didier BEREAU*
  4. *Yves BIOULAC*
  5. *Jean-Marie BODT*
  6. *Adrien BOUDES*
  7. *Christian BOUDES*
  8. *Yves BOUSQUET*
  9. *Ghislain CABAL-ZINCK*
  10. *Alain CARLES*
  11. *Arlette CAZABONNE*
  12. *Guy CAZOTTES*
  13. *Claude CHIBAUDEL*
  14. *Michel COMBES*
  15. *Jonathan COSTES*
  16. *Vincent COURTEAUX*
  17. *Jean-Luc CRASSOUS*
  18. *Jean-Luc CROUZET*
  19. *Anne CROS*
  20. *Natacha CUNTY*
  21. *Luc DONNADIEU*
  22. *Monika DUVINAGE*
  23. *Daniel FABRE*
  24. *Christophe FROMENT*
  25. *Nathalie GARRIGUES*
  26. *Victorien GENIEZ*
  27. *Bastien GIACCOBI*
  28. *Sylvain GOLEO*
  29. *Jean-Pierre HERVAS*
  30. *Christophe HURAULT*
  31. *Patrick IMBERT*
  32. *Alain JOSEPH*
  33. *Danièle JOSEPH*
  34. *Jean-Michel LADET*
  35. *Robert LADET*
  36. *Mathieu LAMBRECHT*
  37. *Michel LEBLOND*
  38. *Franck LE MOUTON-MAZIERES*
  39. *Aimé MAJOREL*
  40. *Magali MALINOWSKI-BERTRAND*
  41. *Loïc MARLAS*
  42. *Bernard MAURY*
  43. *Nathalie PALMIER*
  44. *Pierre PANTANELLA*
  45. *Gilles PLET*
  46. *Christophe ROMO*
  47. *Elian ROQUES*
  48. *Frédéric ROIG*
  49. *Jean-Marc SAUVIER*
  50. *André SERIN*
  51. *Jérôme SINTES*
  52. *Jean-Claude SOUYRIS*
  53. *Claire VAN DER HORST*
  54. *Michel WOLKOWISKI*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_025-DE
Reçu le 11/04/2024

Dans le cadre de la gestion du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR des Grands Causses, les dépenses se répartissent en fonction des compétences entre le budget principal, le budget annexe SCoT et le budget SPANC.

L'optimisation de la gestion impose une mutualisation d'un maximum de dépenses entre ces trois budgets afin d'en limiter les coûts.
Dans ce cadre des dépenses prises en charge par le budget général donnent lieu à une refacturation auprès des autres budgets.
Certaines de ces dépenses sont facilement identifiables et détachables (type : ordinateur, logiciel...), elles donnent lieu soit à une refacturation immédiate à l'euro près, soit une facturation étalée sur la durée d'amortissement du bien.
Les dépenses, dites de structures, sont identifiées sur le budget principal par un code analytique et refacturées à l'euro près, d'autres nécessitent la mise en place d'une clé de répartition traduisant le plus fidèlement possible la réalité de mobilisation des dépenses par le budget annexe (personnel, achats partagés, etc...).

Pour 2024, il est proposé au Comité syndical de délibérer les clés suivantes :

SPANC – Proposition de refacturation du budget principal au budget SPANC

- Montant réel de l'amortissement annuel du matériel de transport, du matériel informatique et de bureautique mis à disposition
- 30 % du coût salarial du responsable du pôle ressources naturelles et biodiversité
- 15 % des coûts salariaux pour les prestations comptables et de ressources humaines (sur 2 postes)
- 50% des coûts salariaux pour le secrétariat sur le poste d'une secrétaire
- Remboursement des frais liés aux déplacements, fournitures... selon la dépense engagée suivie par la comptabilité analytique du Syndicat
- Remboursement des frais d'abonnements, d'électricité, d'eau, de combustible, de maintenance, ... au prorata de répartition des effectifs
- Contribution sur la partie occupée, forfait location de 7 700€
- Remboursement des frais d'achat liés aux locaux et de prestation externe de ménage au prorata des surfaces occupées réellement par le service

SCoT– Proposition de refacturation du budget principal au budget SCOT

- Montant réel de l'amortissement annuel du matériel informatique et de bureautique mis à disposition
- 6 % du coût salarial du Directeur
- 3 % du coût salarial du DGA, responsable du pôle secrétariat général et logistique pour les prestations comptables et de ressources humaines
- Remboursement des frais liés aux déplacements, fournitures...selon la dépense engagée suivi par la comptabilité analytique du Syndicat
- Remboursement des frais d'abonnements, d'électricité, d'eau, de combustible, de maintenance, ... au prorata de répartition des effectifs
- Contribution sur la partie occupée, forfait location de 2 600€
- Remboursement des frais d'achat liés aux locaux et de prestation externe de ménage au prorata des surfaces occupées réellement par le service

SCoT– Proposition de refacturation du budget SCOT au budget principal

- 40 % du coût salarial du chef de projet SCOT qui assure également l'encadrement du pôle aménagement, paysage et évaluation du syndicat mixte du Parc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_025-DE
Reçu le 11/04/2024

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	3	0	0	4	3
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	71	0	0	125	71
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	87	0	0	144	87
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Roquefort-sur-Soulzon, les jour, mois et an susdits
Le Présiden
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240408-20240408_025-DE
Reçu le 11/04/2024

Délibération PNRGC n°2024-026 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Convention relative à la mise en place d'un réseau de géo partenaires dans le cadre du Géoparc Terres d'Hérault

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

Depuis plusieurs années et en relation avec l'extension du Parc vers le Lodévois, le Parc est partenaire du projet de Géoparc Terres d'Hérault.

Dans ce cadre et avec la validation ministérielle de l'extension du Parc dans le nord-Hérault, il est proposé au Parc de devenir un géo partenaire du Géoparc Terres d'Hérault.

Une convention est proposée par Le Département de l'Hérault en sa qualité de porteur du Géoparc Terres d'Hérault.

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager ce partenariat et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE GEOPARTENAIRES DANS LE CADRE DU GEOPARC TERRES D'HERAULT

ENTRE

Le Département de l'Hérault, représenté par Monsieur Kléber Mesquida, Président du Conseil départemental de l'Hérault, dûment habilité par la délibération n°……en date du…….
Ci-après dénommé **le Département**
D'une part,

ET

Le/la Parc naturel régional des Grands Causses, représenté par Monsieur Richard FIOL son Président
Ci-après dénommé(e) **le Géopartenaire**
D'autre part,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

L'Hérault est pourvu d'un patrimoine naturel et culturel particulièrement riche faisant l'objet d'une forte activité touristique. La valeur géologique de cette région est unanimement reconnue, que ce soit par des scientifiques, des associations ou des acteurs locaux. Ensemble, ils reconnaissent l'impératif de mieux comprendre, préserver et valoriser son patrimoine

La dynamique du Géoparc Terres d'Hérault constitue l'opportunité de mobiliser les acteurs locaux autour des thématiques qu'il promeut et de favoriser des synergies entre eux. Le Géoparc rassemble et coordonne les actions entreprises par les institutions, permettant ainsi le déploiement conjoint de nouvelles initiatives visant à donner une signification accrue à l'identité de notre territoire.

Le Géoparc Terres d'Hérault s'engage ainsi à développer des partenariats solides et durables entre les différents acteurs locaux, qui sont investis dans la préservation et la promotion du patrimoine géologique exceptionnel de l'Hérault.

Dans le prolongement de l'adoption de la Charte du Géoparc Terres d'Hérault, le Département de l'Hérault s'engage, en sa qualité de structure porteuse du Géoparc, à développer et animer un réseau de Géopartenaires mobilisant l'ensemble des acteurs locaux.

La présente convention expose les modalités du partenariat mis en place entre le Département de l'Hérault et chaque Géopartenaire, en affirmant leur engagement à se conformer aux prescriptions et principes énoncés par la Charte du Géoparc Terres d'Hérault.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'adhésion du Géopartenaire au réseau du Géoparc Terres d'Hérault.

Le Géopartenaire affirme sa volonté d'agir en co-construction avec les acteurs du territoire sur certains projets et/ou évènements :

1. Les prestataires touristiques inscrits dans une démarche de qualité, adaptant leurs pratiques aux principes du tourisme durable ;
2. Les musées, associations et établissements d'enseignement valorisant des thématiques en lien avec le Géoparc ;
3. Les acteurs du territoire ayant une activité en lien avec les thématiques du Géoparc et valorisant l'économie locale ;
4. Les lieux d'accueil du public touristique présentant un lien avec les thématiques du Géoparc.
5. Les communes engagées dans une dynamique de préservation et de valorisation du patrimoine géologique ;

Cette liste, non exhaustive, est sujette à l'ajout de diverses activités en corrélation avec l'évolution du réseau.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

ARTICLE 2. - MODALITES D'ADHESION AU RESEAU DES GEOPARTENAIRES

L'adhésion au réseau des Géopartenaires est obligatoirement subordonnée au respect des 4 critères cumulatifs détaillés ci-après :

1. Être en règle avec la législation en vigueur ;
2. Localisation au sein du périmètre du Géoparc Terres d'Hérault ;
3. Adhésion aux valeurs du développement durable ;
4. Interdiction de favoriser ou permettre la collecte ou vente des objets du patrimoine géologique (notamment les fossiles, les minéraux, les roches polies et autres spécimens de minéraux).

L'intégration du Géopartenaire au sein du réseau est nominative et découle de la décision prise par le Comité Stratégique du Géoparc, sur la base d'une liste préalablement établie par le Comité Technique.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS SOUSCRITS PAR LE GEOPARTENAIRE

Par la signature de la présente convention, le Géopartenaire consent à souscrire les engagements détaillés ci-après :

1. Réalisation d'un ou de plusieurs de ces objectifs de développement durable qui ont été adoptés par les pays membres de l'ONU et détaillés dans le Charte de géopartenariat du Géoparc Terres d'Hérault ;
2. S'informer et connaître les principales caractéristiques du Géoparc Terres d'Hérault ainsi que celles du réseau des Géoparcs mondiaux UNESCO en participant notamment aux sessions de formation ;
3. Participer à l'activité du réseau (réunions, événements, actions de partenariat, etc…) ;
4. Promouvoir le Géoparc Terres d'Hérault en participant aux actions de sensibilisation collectives du territoire (mise à disposition de la communication officielle du Géoparc par l'équipe technique de la structure porteuse) ;
5. Afficher de façon visible l'élément de reconnaissance au réseau des géopartenaires ;
6. Fournir une liste nominative des candidats Géomédiateurs qu'il souhaite faire habiliter, conformément à la fiche mission jointe en annexe à la présente convention ;
7. Faire figurer, dans le respect des chartes graphiques, sur les documents de communication (plaquette, site internet) les logos du Géoparc Terres d'Hérault et du Département de l'Hérault ainsi que le texte décrivant l'appartenance au réseau des Géoparcs (dans le cas d'adaptation envisagée par rapport à la charte graphique ; soumettre préalablement au Géoparc pour autorisation les documents de promotion, communication, animation ou publicité faisant référence au Géoparc) ;
8. Ne pas utiliser le logo UNESCO sur tout support de communication et de promotion, seul le logo Géoparc Terres d'Hérault pouvant être utilisé
9. Développer un ou des projets en lien avec le Géoparc Terres d'Hérault ;
10. Assurer la diffusion auprès du public du questionnaire conçu et fourni par le Département et relatif à l'évaluation de la mise en œuvre des actions de médiation mises en place ;
11. Établir un rapport annuel récapitulant les actions entreprises dans le cadre du Géoparc, comprenant le nombre d'actions réalisées, leur durée, le public ciblé, ainsi que le nombre et la nature des thèmes abordés. Ce bilan sera transmis à l'équipe du Géoparc Terres d'Hérault.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS SOUSCRITS PAR LE DEPARTEMENT

Par la signature de la présente convention, le Département, en sa qualité de porteur du Géoparc Terres d'Hérault, consent à souscrire les engagements détaillés ci-après :

1. Assurer l'information des Géopartenaires par des cycles de formation sur le territoire du Géoparc Terres d'Hérault et les Géoparcs mondiaux UNESCO (journées thématiques, visites de géosites) ;
2. Fournir les différents éléments de communication (signalétique, logo, charte graphique, dépliant, texte descriptif, etc.) indispensables à l'activité du Géoparc Terres d'Hérault ;
3. Accompagner techniquement les Géopartenaires dans la réalisation de projets en lien avec le Géoparc Terres d'Hérault ;
4. Promouvoir les Géopartenaires au niveau local, national et international sur les outils de communication du Géoparc ;
5. Exposer le logo des Géopartenaires lors des événements du Géoparc, lorsque cela est faisable.
6. Animer le réseau des Géomédiateurs et des Géopartenaires pour une connaissance mutuelle des membres ;
7. Evaluer l'impact du réseau des Géopartenaires et s'informer mutuellement des retours d'expériences.
8. Mettre à disposition des Géopartenaires un questionnaire qualité en vue d'évaluer les actions de médiation déployées sur le territoire dans le but d'améliorer la démarche.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de quatre ans à partir de la date de signature.

À son expiration, elle sera reconduite automatiquement pour une durée identique si les engagements réciproques des parties ont été respectés au cours de la période initiale, dans la limité d'une durée maximale de huit années.

En cas de souhait de résiliation du partenariat par l'une des parties, cette dernière doit suivre les démarches énoncées à l'article 7.

ARTICLE 6 – MODALITES FINANCIERES

L'adhésion au réseau mis en place dans le cadre du Géoparc Terres d'Hérault ne prévoit aucune participation financière à la charge du Géopartenaire.

De même, le Département ne souscrit aucun engagement financier vis-à-vis du Géopartenaire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

ARTICLE 7 - RESILIATION DE LA CONVENTION

7.1. Résiliation à l'initiative du Département

Le Département, en sa qualité de structure porteuse du Géoparc Terres d'Hérault, se réserve le droit de résilier la présente convention pendant sa durée (initiale ou suite à son renouvellement), en cas de manquement par le Géopartenaire aux engagements détaillés ci-après :

1. Le non-respect de l'interdiction de faire commerce des objets du patrimoine géologique;
2. L'absence de contribution aux objectifs de Développement Durable promue par l'UNESCO ;
3. Le manquement à l''un des engagements spécifiques souscrits par le Géopartenaire et énoncés dans cette convention ;
4. Le manquement à l'un des engagements stipulés dans la Charte des Géopartenaires du Géoparc Terres d'Hérault.

En cas de non-respect de l'un des points énumérés ci-dessus, le Géopartenaire sera mis en demeure de rectifier ses manquements par un courrier précisant le délai qui lui est imparti.

En l'absence de suite favorable donnée à cette mise en demeure, la résiliation de la présente convention pourra être décidée par le Comité Stratégique du Géoparc Terres d'Hérault. Cette exclusion prendra effet sine die et sera notifiée au Géopartenaire par lettre recommandée avec accusé de réception, entraînant ainsi la cessation des engagements des parties prenantes.

La résiliation de la convention entraîne automatiquement le retrait définitif de l'habilitation accordée aux Géomédiateurs rattachés aux Géopartenaires.

Le remplacement du représentant de la structure n'entraîne pas la résiliation de la convention. Si le nouveau représentant de la structure souhaite résilier la convention, il devra en informer le Conseil Départemental de l'Hérault de sa volonté.

7.2 Résiliation à l'initiative du Géopartenaire

Le Géopartenaire a la faculté de résilier la présente convention par courrier électronique exprimant formellement son intention de mettre fin à son partenariat, suivi d'une correspondance écrite destinée au Département, confirmant sa décision de résilier la convention.

À réception du courrier, une notification électronique lui sera transmise, actant la résiliation des engagements mutuels entre le Département et le Géopartenaire.

Le changement de la personne habilitée à représenter le Géopartenaire intervenant en cours d'exécution de la présente convention n'emporte pas automatiquement résiliation de la convention : le Géopartenaire demeure ainsi engagé envers le Département, sauf décision contraire expressément formulée suivant les modalités décrites précédemment.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

7.3 Résiliation liée à des causes externes.

La résiliation de la présente convention sera automatiquement prononcée dans tous les cas où l'une des parties est dans l'incapacité d'exécuter tout ou partie de ses obligations en raison d'événements imprévisibles et extérieurs à sa volonté tels que :

1. Catastrophes naturelles, guerres, épidémies, grèves, ou changements majeurs des lois gouvernementales, la partie affectée doit informer immédiatement l'autre partie par écrit ;
2. En cas de fermeture ou cessation d'activité de la structure partenaire, la convention sera automatiquement résiliée, et les parties en informeront mutuellement par écrit dans les meilleurs délais ;
3. En cas d'achèvement ou de cessation totale du Géoparc Terres d'Hérault, les parties procéderont à une évaluation conjointe de l'achèvement des objectifs. La convention sera alors résiliée de manière coordonnée après cette évaluation.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le Gestionnaire s'engage à assumer l'entière responsabilité des actions et projets mis en œuvre dans le cadre de son adhésion au Géoparc Terres d'Hérault.
Le Géopartenaire s'assurera contre les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de la présente convention et s'engage à produire une attestation d'assurance en cours de validité sur simple demande du Département.

Le Département ne pourra être tenu responsable que des dommages imputables à son activité et dans la limite des missions exercées en qualité de coordonnateur du Géoparc Terres d'Hérault.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige survenant à l'occasion de la présente convention, tant pour ce qui concerne son interprétation que son exécution, et à défaut d'accord amiable entre les parties, compétence expresse est attribuée au Tribunal Administratif de Montpellier, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel, même pour les procédures d'urgence ou les procédures conservatoires, en référé ou par requête. La juridiction sera saisie par la partie la plus diligente.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, le Département fait élection de domicile à l'Hôtel du département, Mas d'Alco, 1977 avenue des Moulins, 34087 Montpellier cedex 4 et le Géopartenaire au 71, boulevard de l'Ayrolle, 12100 MILLAU

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

Fait à Millau, le …….

Le Conseil Départemental de l'Hérault	Le Géopartenaire
Le Président	**Le Président**
Monsieur Kléber Mesquida	**Monsieur Richard FIOL**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

LISTE ANNEXE :

- **ANNEXE N°1 : FICHE MISSION DES GEOMEDIATEURS**
- **ANNEXE N°2 : REGLEMENT INTERIEUR POUR L'ORGANISATION DE GEO-EVENEMENTS**

ANNEXE N°1 : FICHE MISSION DES GEOMEDIATEURS

La présente fiche vise à établir les procédures nécessaires pour l'acquisition du statut de géomédiateur et les engagements liés à l'obtention de cette habilitation au sein du Géoparc Terres d'Hérault. Elle énonce les directives à suivre lors de la réalisation d'interventions de médiation de qualité, en stricte conformité avec les valeurs et les objectifs promus par le Territoire et l'UNESCO.

Dans le cadre du partenariat avec le Département de l'Hérault pour le Géoparc Terres d'Hérault, chaque structure est autorisée à présenter un ou plusieurs candidats au titre de géomédiateur. Ces intervenants ont pour mission de mettre en œuvre des actions de médiation en lien avec les thématiques soutenues par le géoparc.

Le géopartenaire soumettant un géomédiateur s'engage à veiller au respect, par ce dernier, des dispositions énoncées dans cette fiche lors de l'exercice de ses activités. La structure s'oblige à fournir une liste exhaustive et nominative des géomédiateurs qu'elle souhaite faire habiliter.

En retour, le Géoparc Terres d'Hérault s'engage envers les géomédiateurs en assurant une meilleure visibilité sur le territoire et en les soutenant dans leurs démarches. Par ailleurs, l'obtention de ce statut permet d'intégrer un réseau qui rayonne nationalement et internationalement, notamment grâce à l'utilisation du label « Géoparc mondial UNESCO »

ARTICLE 1 - DEFINITION, NIVEAU ET RESPONSABILITE DU GEOMEDIATEUR

1.1 Définition et rôle du Géomédiateur

Le Géomédiateur, en tant que naturaliste, détient les compétences et l'expérience nécessaires pour assumer efficacement son rôle de médiateur du patrimoine géologique au sens large. La qualité d'un géomédiateur repose principalement sur sa capacité à communiquer de manière précise les connaissances relatives au patrimoine géologique tout en adaptant son discours à son public. Dans ce contexte, le géomédiateur peut être un professionnel ou un amateur, dès lors qu'il réunit ces qualités.

Son rôle principal s'articule autour des missions suivantes : éduquer, sensibiliser, animer, et faciliter la compréhension et l'appréciation du patrimoine géologique ainsi que des divers patrimoines présents sur le territoire, à l'attention de l'ensemble des usagers, comprenant le grand public, le milieu scolaire et d'autres groupes d'intérêt. En agissant ainsi, le géomédiateur assume également la fonction de représentant et de référent en médiation pour le Géoparc Terres d'Hérault, respectant scrupuleusement les valeurs qui lui sont inhérentes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

Afin d'obtenir l'habilitation nécessaire, le géomédiateur doit suivre une formation dispensée par le Géoparc Terres d'Hérault et ses partenaires, accompagnée d'une habilitation de ses compétences par le Conseil Scientifique et de Prospective (CSP) du Géoparc. Cette procédure garantit que chaque géomédiateur détient les qualifications requises pour exercer efficacement sa mission au sein du Géoparc Terres d'Hérault.

1.2 Les niveaux des Géomédiateurs

Afin de distinguer les divers profils de médiateurs susceptibles d'intervenir au sein du Géoparc Terres d'Hérault, deux niveaux de médiation en géologie, correspondant chacun à des objectifs d'animation spécifiques, ont été établis :

- **Géomédiateur Ambassadeur :** il intègre des éléments de géologie dans les animations liées au patrimoine naturel ou culturel. Ces initiatives contribuent activement à la dynamique du géoparc. Les événements qu'il propose, établissant un lien clair entre la géologie et un autre aspect du patrimoine, peuvent être classifiés en tant que "géo-événements" suite à la validation par les offices du tourisme, conformément aux critères fournis par l'équipe du géoparc. Il est impératif que ces Géomédiateurs bénéficient d'une formation complète dédiée au géoparc et à la géologie. Le Géomédiateur Ambassadeur devra être habilité par le Conseil Scientifique et de Prospective pour exercer cette fonction.
- **Géomédiateur Expert :** il est spécialisé dans les animations liées au patrimoine géologique. Les événements qu'il organise peuvent également être classifiés en tant que "géo-événements" après validation par les offices du tourisme, conformément aux critères fournis par l'équipe du géoparc. Le Géomédiateur Expert doit suivre la formation dédiée au géoparc et est encouragé à participer à une formation approfondie en géologie dispensée par le Conseil Scientifique et de Prospective. Une habilitation par le Conseil Scientifique et de Prospective est requise pour exercer en tant que Géomédiateur Expert.

Il est à noter que le champ d'intervention des Géomédiateurs englobe à la fois la médiation destinée au grand public et celle destinée aux scolaires. Le niveau du Géomédiateur, qu'il soit expert ou ambassadeur, est déterminé par le profil initial du médiateur. La montée en compétence des Géomédiateurs Ambassadeurs peut permettre un passage au niveau d'Expert.

1.3 La responsabilité du Géomédiateur

Diverses approches peuvent être employées pour la médiation. Néanmoins, le géomédiateur du Géoparc Terres d'Hérault s'engage à :

1. Respecter les règles de protection de l'environnement et du patrimoine naturel et culturel : ne pas ramasser, échantillonner, dégrader ou vendre des objets du patrimoine géologique, y compris les fossiles et les minéraux ;
2. Éduquer et sensibiliser les visiteurs à la géologie, aux pratiques des géosciences ainsi qu'à la préservation de l'environnement et du patrimoine naturel, culturel et immatériel ;
3. Adopter des pratiques respectueuses de l'environnement dans ses activités ;
4. Informer et sensibiliser le public à la démarche du Géoparc Terres d'Hérault ;
5. Maîtriser le sujet qu'il va présenter aux publics ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

6. Assurer un discours scientifiquement cohérent ;
7. Garantir la qualité pédagogique de son discours ;
8. Informer les structures locales responsables de toute activité sur un site naturel présent dans leur territoire.

Ces engagements démontrent l'engagement du géomédiateur envers la préservation de l'environnement, la promotion de la géologie et la transmission d'une information de qualité aux visiteurs du Géoparc Terres d'Hérault.

ARTICLE 2. MODALITES POUR DEVENIR GEOMEDIATEUR DU GEOPARC TERRES D'HERAULT

2.1 Les critères cumulatifs de pré requis

Pour devenir Géomédiateur et faire partie du réseau, le géomédiateur doit remplir les critères obligatoires et cumulatifs suivants :

1. Le Géomédiateur doit justifier d'un intérêt pour le patrimoine géologie au sens large et doit démontrer sa capacité à communiquer avec précision les connaissances relatives au patrimoine géologique tout en adaptant son discours à son public pour le domaine ;
2. Le Géomédiateur doit avoir une bonne connaissance du concept de Géoparc mondial UNESCO ;
3. Le Géomédiateur doit maîtriser la géologie du Géoparc Terres d'Hérault ainsi que posséder une connaissance de l'histoire géologique de l'Hérault. Au minimum, il doit connaître la géologie des géosites sur lesquels il effectue des médiations et être en mesure de les replacer dans un contexte géologique régional simple ;
4. La structure employant le Géomédiateur doit être située sur le territoire du Géoparc ou doit exercer son activité de manière régulière sur le territoire du Géoparc Terres d'Hérault ;
5. La structure présentant le Géomédiateur doit être en règle avec la législation en vigueur.
6. Le Géomédiateur ne doit pas ramasser, échantillonner, dégrader ou vendre des objets du patrimoine géologique, y compris les fossiles et les minéraux ;
7. Le Géomédiateur doit suivre une formation initiale sur la présentation des Géoparcs Terres d'Hérault et des Géoparcs Mondiaux UNESCO. Il s'engage également à suivre des formations en géologie lorsque cela est possible, afin de développer et approfondir ses connaissances.

2.2. Modalités d'entrée dans le réseau

1. Le Géomédiateur doit suivre une formation initiale sur le Géoparc Terres d'Hérault et le concept des Géoparcs Mondiaux UNESCO ;
2. Les Géomédiateurs ambassadeurs doivent suivre une formation en géologie permettant d'intégrer de la géologie dans les actions de médiations ;
3. Pour les Géomédiateurs experts, une formation avancée en géologie effectué par le Conseil Scientifique et de Prospective est fortement encouragée ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

4. La décision de validation du statut de Géomédiateur est faite par le Conseil Scientifique et de Prospective à la suite d'une mise en situation du médiateur. Des niveaux distincts d'attente en termes de connaissance géologique, entre le médiateur expert et le médiateur ambassadeur seront établis. Cette décision du Conseil scientifique et de Prospective donne lieu à une habilitation du Géomédiateur pour exercer l'activité en tant que Géomédiateur et représentant du Géoparc Terres d'Hérault ;
5. En cas de délivrance de l'habilitation au Géomédiateur, celle-ci demeure valide même en cas de départ de ce dernier de la structure Géopartenaire. Afin de maintenir son activité en partenariat avec le Département de l'Hérault, il lui sera nécessaire de rejoindre la catégorie des Géopartenaires et de s'engager pleinement dans la dynamique partenariale.

2.3. Modalités financières

1. Aucune participation financière n'est exigée de la part du Département de l'Hérault ;
2. Le Géomédiateur mettant en place des actions de médiations dans le cadre du Géoparc Terres d'Hérault n'est pas rémunéré par le Département de l'Hérault.

2.4 Le statut de Géomédiateur

1. L'habilitation délivrée au Géomédiateur lui confère un statut d'intervenant privilégié et de référent en médiation géologique pour la promotion du territoire, lui permettant de répondre aux appels à projets du Géoparc Terres d'Hérault (*pour les écoles, centres de vacances, événements grand public, offices de tourisme...*) ;
2. Le statut de Géomédiateur donne également accès au programme de formations, pour maintenir et développer les connaissances indispensables à l'exécution des missions confiées (exemple : en pédagogie, géologie, patrimoine bâti, archéologie…) ;
3. Enfin, le Géomédiateur peut bénéficier du soutien de l'équipe du Géoparc pour la création de géo-évènements (Voir ANNEXE 2), d'outil pédagogiques.

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DU GEOMEDIATEUR

Suite à sa nomination, le Géomédiateur s'engage à assurer les missions telles que détaillés ci-après :

1. S'informer et connaître les principales caractéristiques du Géoparc Terres d'Hérault, du label et du réseau des Géoparcs mondiaux UNESCO : participer aux formations ;
2. S'informer et connaître les principales caractéristiques géologiques du Géoparc Terres d'Hérault ;
3. Participer aux formations afin d'approfondir ses connaissances, d'acquérir de nouvelles compétences en géologie et sur les différents patrimoines ;
4. Participer à l'activité du réseau (réunions, événements, actions de partenariat, etc.) ;
5. Promouvoir le Géoparc Terres d'Hérault en participant aux actions de communication collective du territoire (mise à disposition de la communication officielle du Géoparc) ;
6. Développer un ou des projets en lien avec le Géoparc Terres d'Hérault.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

ARTICLE 4. ENGAGEMENST DU GEOPARC TERRES D'HERAULT

Le Géoparc Terres d'Hérault s'engage à assurer les missions telles que définies ci-après :

1. Développer des cycles de formation sur le territoire du Géoparc Terres d'Hérault et des Géoparcs mondiaux UNESCO (journées thématiques) ;
2. Développer des cycles de formation sur la géologie du Géoparc Terres d'Hérault et sur les différents patrimoines qui constituent le territoire (journées thématiques, journée de terrain géosite) ;
3. Fournir des éléments de communication (livret, logo, convention graphique, dépliant, texte descriptif, outils pédagogiques, etc.) ;
4. Accompagner techniquement les géomédiateurs dans la réalisation de projets en lien avec le Géoparc Terres d'Hérault ;
5. Promouvoir les géomédiateurs au niveau local, national et international sur les outils de communication du Géoparc ;
6. Animer le réseau des géomédiateurs et des géopartenaires pour une connaissance mutuelle des membres et des journées communes de rencontre et d'échanges ;
7. Evaluer l'impact du réseau des géomédiateurs et s'informer mutuellement des retours d'expériences.

Liste des Géomédiateurs proposée par la structure géopartenaire

Nom : DANNEVILLE
Prénom : laurent
Profil de compétence du géomédiateur : géologue et hydrogéologue
Structure géopartenaires qui le porte : SM du Parc naturel régional des grands causses
Statut souhaitait de la part du géomédiateur

Géomédiateur Expert : X Géomédiateur Ambassadeur : □

Nom : APOLIT
Prénom : Christophe
Profil de compétence du géomédiateur : géologue et hydrogéologue
Structure géopartenaires qui le porte : SM du Parc naturel régional des grands causses
Statut souhaitait de la part du géomédiateur

Géomédiateur Expert : X Géomédiateur Ambassadeur : □

Nom : VERGELY
Prénom : Pierre
Profil de compétence du géomédiateur : géologue
Structure géopartenaires qui le porte : Comité scientifique du SM du Parc anturel régional des grands causses
Statut souhaitait de la part du géomédiateur

Géomédiateur Expert : X Géomédiateur Ambassadeur : □

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

Nom : WILHELM-JAMMES
Prénom : Roxanne
Profil de compétence du géomédiateur : Chargée de mission attractivité & développement sociétal
Structure géopartenaires qui le porte : SM du Parc naturel régional des grands causses
Statut souhaitait de la part du géomédiateur

Géomédiateur Expert : □ Géomédiateur Ambassadeur : X

Nom : CHARBAY
Prénom : Sandrine
Profil de compétence du géomédiateur : Cheffe de projet Attractivité touristique, Sports de nature et Itinérances
Structure géopartenaires qui le porte : SM du Parc naturel régional des grands causses
Statut souhaitait de la part du géomédiateur

Géomédiateur Expert : □ Géomédiateur Ambassadeur : X

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

ANNEXE N°2 : REGLEMENT INTERIEUR POUR L'ORGANISATION DE GEO-EVENEMENTS

RÉGLEMENT INTÉRIEUR POUR L'ORGANISATION DE GÉO-ÉVÈNEMENTS

L'objectif du présent règlement intérieur est de définir les événements ou manifestations qui peuvent être qualifiés de géo-événements et rentrer dans le cadre des objectifs du Géoparc Terres d'Hérault et de l'UNESCO.

ARTICLE 1 – DÉFINITION, CRITÈRES DE SÉLECTION ET CO-CONSTRUCTION

1.1 Définition

Dans le cadre du Géoparc Terres d'Hérault, un géo-événement désigne un événement ou une manifestation en lien avec la géologie, la géodiversité et la culture géologique spécifiques au Géoparc Terres d'Hérault. Ces géo-événements offriront également une opportunité de prendre de la hauteur et d'explorer les enjeux mondiaux majeurs auxquels nous sommes confrontés, tels que l'adaptation et la sensibilisation aux changements climatiques, ainsi que la gestion des ressources géologiques.
Un géo-événement peut cibler à la fois le grand public et un public averti, prenant des formes diverses telles que : des visites guidées et des excursions géologiques, des conférences et des ateliers, des festivals géologiques, des expositions géologiques, des événements culturels et bien d'autres. Cette liste, bien qu'elle ne soit pas exhaustive, est ouverte à d'autres types de géo-événements pour autant qu'ils satisfont aux critères définis par le présent règlement.

1.2 Critères pour devenir un géo-événement

Afin d'être inclus dans la programmation, chaque géo-événement doit satisfaire aux critères cumulatifs et obligatoires suivants :

1. Être en lien avec le patrimoine géologique du Géoparc Terres d'Hérault.
2. Avoir lieu à l'intérieur des limites du périmètre du Géoparc.
3. Être organisé soit par un Géomédiateur, soit par une structure Géopartenaire en collaboration avec un Géomédiateur interne ou externe à cette structure.
4. Contribuer à une meilleure compréhension du Géoparc Terres d'Hérault ainsi que des Géoparcs Mondiaux UNESCO.
5. Être conforme aux valeurs du Géoparc Terres d'Hérault énoncées dans la charte des Géopartenaires et dans la convention des Géopartenaires et aux principes promus par l'UNESCO.
6. La structure porteuse doit assurer l'organisation et la sécurité du géo-événement.
7. Le géo-événement doit être respectueux de l'environnement et de la société.
8. En dernier lieu, chaque organisateur est responsable du contenu de son géo-événement ainsi que des intervenants extérieurs qu'il fait intervenir.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

9. Ne sont pas considérés comme géo-évènements : Les événements réguliers ou les activités se tenant tout au long de l'année, qui de ce fait deviennent une offre touristique reconnue.

1.3 Co-construction des géo-évènements

L'organisation d'un géo-événement constitue une opportunité pour partager et mutualiser les connaissances et les expériences de chacun, dans le but de transmettre et de faire découvrir au public les patrimoines naturels et culturels du Géoparc Terres d'Hérault. Ainsi, nous encourageons vivement les organisateurs de géo-événements à collaborer au maximum avec le réseau des Géopartenaires, des Géomédiateurs et d'autres structures, afin de permettre une co-construction et une synergie dans le développement du géoparc :
Les Géomédiateurs sont invités à organiser et participer aux géo-événements dès que cela est possible et à soutenir le réseau des Géopartenaires ainsi que le réseau des Géomédiateurs.
Les Géopartenaires sont encouragés à mettre en place des géo-événements. L'équipe géoparc encourage le développement du réseau des Géopartenaires et en ce sens elle sollicite les organisateurs de géo-événements à faire appel aux réseaux des Géopartenaires dès que cela est réalisable.

1.4 Sélection des géo-évènements

La décision de validation des géo-événements proposés par les Géopartenaires et/ou les Géomédiateurs relève de critères établis dans l'article 1.2. Cette décision sera prise en fonction de ces critères qui seront mise en place sous forme d'une grille simple qui sera fourni aux Offices de Tourisme, qui aurons pour rôle la validation et la saisi dans le SIT34 des géo-évènements. Une demande de validation d'un géo-évènement devra être effectuer au minimum 3 semaines avant le géo-évènement pour permettre une communication de qualité.

ARTICLE 2 - AVANTAGES POUR LES GÉO-ÉVÈNEMENTS SÉLECTIONNÉS

2.1. Une communication privilégiée

1. Les géo-évènements seront identifiés sur la base de données « tourinsoft » avec un TAG spécifique à cet effet. Cela permettra d'être spécifié dans les offices de tourisme et sur le site de Hérault Tourisme.
2. Les géo-évènements seront recensés et promus sur le site geoparc.herault.fr

2.2. Des outils mis à disposition des organisateurs de géo-évènements

Un kit de communication sera fourni par le Département de l'Hérault.

2.3 Un soutien de l'ensemble du réseau

1. De la part des Géopartenaires pour la création et la communication des géo-évènements.
2. De la part des Géomédiateurs pour la participation, la création et la communication des géo-évènements.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

3. De la part de l'équipe du géoparc pour la coordination, la communication et la préparation des sujets.
4. De la part du Comité Scientifique et de Prospective pour les réflexions concernant les enjeux actuels et à venir du territoire.

1.4. Utilisation du logo

1. Les géo-évènements validés sont autorisés à utiliser le logo du Géoparc Terres d'Hérault, en veillant à ce qu'il soit toujours associé au logo du Département de l'Hérault.
2. Le logo du/des Géopartenaires organisant et participant à ce géo-événement sera affiché durant le géo-événement.
3. L'utilisation du logo de l'UNESCO est interdite tant que le label n’a pas été obtenu. Seul le logo du Géoparc Terres d'Hérault pourra être utilisé à ces fins.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_026-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-027 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Portage des sites aveyronnais et animation des 3 sites Natura 2000 du Larzac héraultais
Année 2024 : Convention avec le CPIE des Causses méridionaux - portage - budget et missions

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

Le Parc naturel régional des Grands Causses comprend dans son périmètre 19 sites Natura 2000 sur la partie aveyronnaise et 7 sur la partie héraultaise.
Le Syndicat mixte du Parc est chargé de l'animation de 17 sites en Aveyron et son Président a également été élu comme Président des comités de pilotage de chacun de ces sites.
L'extension du périmètre dans le Département de l'Hérault, à l'occasion de la charte renouvelée (2024-2039), implique la prise en compte de 7 nouveaux sites Natura 2000.
Parmi ceux-ci, 3 sites sont historiquement animés par le CPIE des Causses méridionaux, dont le siège social est basé au Caylar :

- Sites directive habitats naturels, faune, flore :
  - Contreforts du Larzac FR9101387
  - Causse du Larzac FR9101385
- Site directive Oiseaux :
  - Causse du Larzac FR9112032

Depuis 2023, la loi 3DS a impliqué le transfert de l'animation des sites Natura 2000 de l'Etat aux Régions. Ainsi, chaque site doit être porté par une collectivité.
C'est pourquoi, les élus du CPIE des Causses méridionaux (CPIE CM) ont sollicité le Parc pour assurer le portage de l'animation des 3 sites cités ci-dessus (sites jusque-là portés directement par l'Etat), le CPIE assurant les missions d'animation pour le compte du Parc.
Une convention liant les deux parties précise les missions dévolues à chacune.

Le portage par le Parc a été voté favorablement par les membres des comités de pilotage de ces 3 sites, réunis le jeudi 11 janvier 2024 à Sorbs.

Le vote portant sur la désignation des Présidents des Comités de pilotage aura lieu à l'occasion des prochaines réunions prévues à ce sujet.

Budget et plan de financement

Le budget alloué par la Région pour l'année 2024 s'élève à 70 000,00 € TTC, comprenant l'ingénierie du CPIE CM selon les missions définies dans la convention et les prestations qui seront confiées sur les 3 sites concernés (suivis d'espèces, mise en œuvre des MAEC...).

Plan de financement : Région Occitanie : 100 %

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_027-DE
Reçu le 06/05/2024

La présente délibération porte donc sur ces différents points :

1. Proposition de portage par le Parc naturel régional des Grands Causses de l'animation des 17 sites de son territoire historique et proposition pour que le Président du Parc assure la Présidence des comités de pilotage, pour une durée de 3 ans, à renouveler.
2. Proposition de portage par le Parc naturel régional des Grands Causses de l'animation des 3 sites FR9101387, FR9101385, FR9112032, pour une durée de 3 ans, à renouveler.
3. Proposition de signature de la convention (ci-jointe) entre le Parc et le CPIE fixant les rôles de chacun pour l'animation des 3 sites héraultais.
4. Proposition de budget pour l'animation 2024 des 3 sites.

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_027-DE
Reçu le 06/05/2024

Convention de coopération pour la mise en œuvre de missions d'intérêt général relatives à l'animation et à la mise en œuvre des Documents d'objectifs des sites Natura 2000 :

ZSC Causse du Larzac FR9101385

ZPS Causse du Larzac FR9112032,

ZSC Contreforts du Larzac FR9101387

2024

Entre

Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement des Causses Méridionaux nommé CPIE des Causse Méridionaux, association gestionnaire, ayant son siège au 34 route de Saint-Pierre, 34520 LE CAYLAR représentée par sa Présidente Madame Claire VAN DER HORST ayant tous pouvoirs à cet effet, ci-après désigné « CPIE des Causses Méridionaux », structure gestionnaire.

Et

Le Parc naturel régional des Grands Causses, ayant son siège à Millau, 71 boulevard de l'Ayrolle, représenté par son Président Monsieur Richard FIOL, ayant tout pouvoir à cet effet, ci-après désigné le « Parc », structure animatrice.

Le Parc et le CPIE des Causses Méridionaux étant également désignés ci-après, collectivement ou individuellement, les « Parties » ou la « Partie ».

Vu l'article L.2511-6 du Code de la commande publique ;

Vu les articles L414-10 du Code de l'environnement relatif désignation et à la gestion des sites N2000 en France ;

Vu l'article L.332-1 et suivants du Code de l'environnement relatif au réserves naturelles ;

PRÉAMBULE

Le Parc mène une politique de développement Durable et de préservation de ses espaces naturels et de la biodiversité. Il a ainsi engagé des actions en faveur d'une meilleure connaissance du patrimoine naturel et d'éducation et sensibilisation à la protection de la biodiversité auprès de tous les publics.

Le CPIE des Causse Méridionaux est un partenaire majeur du Parc dans le cadre de l'animation des 3 sites Natura 2000 du Larzac : ZSC et ZPS Causse du Larzac, ZSC Contreforts du Larzac. Le CPIE des Causses méridionaux agit depuis 1994 en faveur de l'environnement et pour la transition écologique auprès de tous les publics et en intégrant la diversité des acteurs du territoire. Il intervient via la mise en réseau, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, l'accompagnement du territoire et d' initiatives locales et via des actions de gestion et de préservation des espaces naturels et de la biodiversité.

Une nouvelle disposition du Code de l'Environnement impose que ce soit des collectivités territoriales ou établissements publics qui prennent en charge l'animation et la mise en œuvre des sites. A la suite d'une consultation par les services de la Région, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grand Causses a été désigné pour prendre en charge l'animation des 3 sites Natura 2000 : ZSC Causse du Larzac FR9101385 et ZPS Causse du Larzac FR9112032, ZSC Contreforts du Larzac FR9101387.

Cependant, considérant que le CPIE des Causse Méridionaux est légitime de poursuivre sa mission d'animation des Docobs, les parties ont décidé de passer une convention de coopération afin de pérenniser la gestion des sites Natura 2000 déjà mise en œuvre depuis 2005.

Les parties sont donc convenues de ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_027-DE
Reçu le 06/05/2024

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention définie et organise les relations entre le CPIE des Causse Méridionaux (structure gestionnaire) et le Parc (structure animatrice) aux fins de coopérations pour l'animation des sites Natura 2000 ZSC Causse du Larzac FR9101385 et ZPS Causse du Larzac FR9112032 et ZSC Contreforts du Larzac FR9101387, pour la mise en œuvre du programme d'actions décrit dans l'Annexe 1, conformément à leurs missions respectives.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La Convention de coopération prend effet à partir du 1er janvier 2024 et s'achèvera au 31 décembre 2024.

Nonobstant le terme ou la réalisation de la Convention, les engagements financiers à eux seuls, définis annuellement, demeurent en vigueur pour la durée d'un an à compter de la date d'engagement de la subvention d'animation accordée par la Région Occitanie. Elle pourra éventuellement être modifiée ou prorogée par voie d'avenant.

Nonobstant le terme ou la réalisation de la Convention, les articles 8, 9 et 10 demeureront en vigueur pour une durée qui leur est propre.

ARTICLE 3 : MODALITES DE LA COOPÉRATION

Les parties affecteront de manière générale tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de la coopération et se communiqueront l'ensemble des informations à leur bonne exécution.

3.1 Objectifs de la coopération

La coopération entre les Parties s'inscrit dans l'objectif suivant :

Mise en œuvre des actions des documents d'objectifs des sites Natura 2000 :

ZSC Causse du Larzac FR9101385,

ZPS Causse du Larzac FR9112032,

ZSC Contreforts du Larzac FR9101387.

3.2 Rôle du Parc (structure animatrice)

En sa qualité d'animateur désigné par l'Etat, le Parc (structure animatrice) établit une convention de coopération permettant au CPIE des Causses Méridionaux de financer le temps passé en régie par ses employés et pour mettre en œuvre les actions des Documents d'objectifs ;

3.3 Rôle du CPIE des Causses Méridionaux (structure gestionnaire)

- Assure l'animation et la mise en œuvre des Documents d'objectifs des sites Natura 2000 : FR9101385, FR9112032, FR9101387.

- Rend compte au Parc (structure animatrice) et aux membres du Comité de pilotage des actions menées, en cours et à mener.

Article 4 : LIEUX DE REALISATION ET ORGANISATION DE LA COOPERATION

Aux fins d'exécution de la présente Convention, les actions de la coopération seront réalisées conjointement en associant le personnel du CPIE des Causses Méridionaux (structure gestionnaire) et du Parc (structure animatrice).

Les actions de la coopération pourront être réalisées dans les Parties.

Si la coopération nécessite la présence de l'une des Parties dans les locaux de l'autre Partie, les Parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer le respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables sur les lieux de leur intervention ainsi que celles relatives à la sécurité des personnes et des biens entre les Parties.

Il est précisé que les personnels de chacune des Parties restent sous l'entière autorité hiérarchique et administrative de leur employeur.

Des réunions régulières notamment à l'occasion du comité de suivi mentionné à l'article 5 auront lieu, dans les locaux de l'une ou l'autre des Parties.

Article 5 : SUIVI

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_027-DE
Reçu le 06/05/2024

Le suivi de la Convention et de la production des livrables des actions est assuré par les membres du comité technique (DREAL, Région, Parc et CPIE des Causses Méridionaux) et validé par le comité de pilotage des sites Natura 2000.

Le Comité se réunira au moins une fois par an d'un commun accord dans une commune du territoire des sites Natura 2000 Causse du Larzac et Contreforts du Larzac ou dans les locaux du Parc à Millau.

Chaque réunion du Comité de suivi fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le CPIE des Causses Méridionaux et transmis aux membres du Comité de pilotage

Toute modification ou ajout d'une action fait l'objet d'un avenant.

Article 6 : MODALITES DE FINANCEMENT

L'Annexe financière qui sera renseignée fixe les modalités prévisionnelles de prise en charge des dépenses nécessaires à la coopération.

Les parties peuvent solliciter des participations financières d'autres collectivités ou établissements publics ou d'opérateurs privés en s'informant mutuellement.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT

Le CPIE des Causses Méridionaux présentera au Parc les justificatifs du temps passé en régie présentant clairement les dépenses relatives aux sites Natura 2000.

Concernant les prestations extérieures liées au 3 sites NATURA 2000 confiées au CPIE des Causses Méridionaux, elles seront validées avec le Parc puis un bon de commande sera réalisé par l'équipe du Parc dès notification de l'arrête attributif de la Région Occitanie. Le suivi technique de ces prestations sera assuré par le CPIE des Causses Méridionaux et le suivi administratif et financier par les services du Parc.

Le Parc devra de s'acquitter d'un montant défini annuellement par les parties en annexe de la convention pour l'animation des sites Natura 2000. Il procédera à son versement selon le rythme suivant :

- Un premier versement de 30 % (dépenses relatives à la gestion des sites Natura 2000 pour l'année 2024) dès virement de l'acompte de la Région au Parc et sur présentation d'une facture justifiant du temps passé ainsi qu'une attestation indiquant le début d'exécution de l'opération ;
- Un deuxième acompte est également envisageable jusqu'à 80 % des dépenses totales sur présentation d'une facture justifiant du temps passé et des dépenses liées aux prestations extérieures après versement de l'acompte par la Région Occitanie.
- Le solde après versement du solde par la Région Occitanie au Parc et sur présentation d'une facture justifiant du temps passé et des dépenses liées aux prestations extérieures.

Les versements seront effectués par le Parc sur un compte CPIE des Causses Méridionaux (fournir un RIB au 1er versement). Ces versements seront effectués en fonction des versements effectués par la Région et perçus par le Parc.

Il est établi en exonération de TVA, s'agissant d'un financement dans le cadre d'un contrat de coopération public-public d'un projet commun d'intérêt général au sens de l'article L.2511-6 du Code de la commande publique. Ce financement ne constituant ni complément de prix, ni la contrepartie d'une prestation de service, il n'est pas soumis à la TVA conformément à l'article 261 B du Code Général des Impôts.

Concernant les marchés inférieurs à 40 000 euros HT, des documents complémentaires peuvent être demandés notamment une attestation d'exclusivité dès lors que des motifs de droit d'exclusivité sont invoqués pour justifier l'absence de mise en concurrence.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente Convention, celle-ci pourrait être résiliée de plein droit par l'autre Partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait valoir, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

12.1 Dommage au personnel :

Chaque Partie prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la Sécurité Sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles et dans le cadre de son statut propre, et procède aux formalités légales qui lui incombent. La réparation des dommages subis par ces personnels du fait ou à l'occasion de la présente Convention, s'effectue donc à la fois dans le cadre de la législation relative à la Sécurité Sociale et au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles et dans le cadre de leur statut propre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_027-DE
Reçu le 06/05/2024

12.2 Dommage aux biens :

Chaque Partie conserve à sa charge sans recours contre l'autre Partie, sauf cas de faute lourde ou intentionnelle, la réparation des dommages subis par ses biens propres du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente Convention.

En ce qui concerne les dommages aux matériels acquis, les Parties supporteront les charges de réparation ou de remplacement desdits matériels au prorata de leurs apports financiers.

12.3 Dommage aux tiers :

Chaque Partie est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature, causés aux tiers.

12.4 Couverture des risques :

Chaque Partie doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la présente Convention et notamment pour tout dommage survenu sur leurs installations respectives.

ARTICLE 10 : FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations aussi bien au titre de la présente Convention provoquées par évènement constitutif de force majeure.

La Partie invoquant le bénéfice d'un événement constitutif de force majeure devra en aviser l'autre Partie dans les sept (7) jours suivants la survenance de cet évènement par le biais d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette notification précisera la nature du cas de force majeure ainsi que sa durée et ses effets prévisibles.

Les délais d'exécution de la présente Convention seront prolongés pour une période déterminée d'un commun accord entre les Parties.

ARTICLE 11 : LOI APPLICABLE-LITIGES

La présente Convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté ou de litige sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différents à l'amiable.

Toutefois, en cas de désaccord persistant plus d'un (1) mois à compter de la notification de la contestation par l'une des Parties au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception, la Partie la plus diligente portera litige devant la juridiction compétente.

ARTICLE 12 : INTEGRALITE DE LA CONVENTION

La présente Convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de la Convention entre les Parties sur son objet.

Fait en deux exemplaires orignaux à Millau

La Président du CPIE des Causses Méridionaux Madame Claire VAN DER HORST	Le Président du Parc Monsieur Richard FIOL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_027-DE
Reçu le 06/05/2024

Annexe financière du projet pour l'année 2024

TOTAL DÉPENSES RÉGIE (hors stagiaire)	32 916,98 €
TOTAL DÉPENSES REGIE (stagiaire)	0,00 €
TOTAL DÉPENSES REGIE	32 916,98 €
TOTAL DÉPENSES PRESTATION	28 470,00 €
FRAIS DE DÉPLACEMENT	1 645,85 €
COÛTS INDIRECTS	4 937,55 €
TOTAL Projet 2024	67 970,37 €
TOTAL à reverser au CPIE CM (hors prestation)	39 500,37 €

Salarié(e) du CPIE des Causses Méridionaux concernés : Hanna Muller

Prestations extérieures :

Nom prestataire :	**Coût de la prestation TTC :**
CEN Occitanie	**13 750 €**
Chambre d'Agriculture 34	**7 500 €**
Association la Salsepareille	**7 220 €**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_027-DE
Reçu le 06/05/2024

Parc naturel régional des Grands Causses

CAUSSES MERIDIONAUX

Annexe Responsabilités des parties

Mission	CPIE des causses méridionaux (précision tâches)	Nombre jours initial	Parc naturel régional des Grands Causses (précision tâches)	Besoin nombre jours supplémentaires
Mise en œuvre du processus de contractualisation	Planification, exécution, comptes-rendus, lien technique avec prestataires	voir détail financier technique	Est informé par les bilans des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Mis en œuvre des actions d'information, communication, sensibilisation du DOCOB et formation	Planification, exécution, comptes-rendus, lien technique avec prestataires	voir détail financier technique	Est informé par les bilans des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Suivi de la mise en œuvre du DOCOB	Planification, exécution, comptes-rendus	voir détail financier technique	Est informé par les bilans des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Comité de pilotage	Prépare et envoie les courriers d'invitation. Prépare le ppt adhoc. Rédige les compte-rendus	5 jours	Valide les courriers et appose le logo Parc. Participe aux copils Prépare les diapos introductives en tant que structure animatrice	1 jour
Rapports annuels	Rédige le rapport annuel	5 jours	Valide le rapport annuel	
Mise à jour du DOCOB	Planification, exécution, comptes-rendus	voir détail financier technique	Est informé par les bilans des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Veille environnementale	Planification, exécution, comptes-rendus	voir détail financier technique	Est informé par les biajs des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Suivi des études	Planification, exécution, compte-rendu, lien technique avec prestataires	voir détail financier technique	Est informé par les biajs des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Relations avec l'autorité administrative (Région/DDT)	Lien avec l'autorité administrative pour valider : la planification de la programmation financière, l'organisation, l' animation et les comptes-rendus de réunions de Copils, les bilans d'action	voir détail financier technique	Est associé à la validation en lien avec l'autorité administrative	0,5 jours
Gestion du processus administratif	Prépare les pièces administratives nécessaires à la demande de subvention et de paiement, Propose la programmation financière (tableau de programmation), Préremplit la demande de subvention/paiement Région	11,5	Valide les pièces composant les demandes de subvention et de paiement, Remplit et valide en interne la demande de subvention et de paiement auprès de la Région	2 jours
	Prépare et écrit les consultations nécessaires dans le cadre de marches publics de désignation d'un prestataire (cahier des charges, identification de potentiels destinataires, note de sélection des candidats),	3 jours	Envoie les consultations aux prestaires Réceptionne les réponses (devis, factures, questions liées aux règlements) des prestataires, Echange sur le plan administratif et financier avec les prestataires, Effectue la mise au paiement des prestataires,	2 jours
	Participe à la rédaction des conventions de coopération de gestion avec le Parc,	1 jour	Participe à la rédaction des conventions de coopération de gestion avec le CPIE des causses méridionaux,	1 jours
	Propose les /et participe aux échanges téléphoniques bipartites avec le CPIE des causses méridionaux pour la validation du processus et des documents		Propose les/ et participe aux réunions et échanges téléphoniques bipartites avec le CPIE des causses méridionaux pour la validation du processus et des documents	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_027-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-028 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Défi familles à biodiversité positive – quatrième édition 2024
Participation à un programme inter-Parcs piloté par la FPNRF

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

La Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France a déposé auprès de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) un projet inter PNR baptisé « Défi Familles à biodiversité positive », basé sur la notion « d'empreinte biodiversité ». Environ 10 Parcs régionaux s'impliquent à chaque édition.

Le concept de « Défi Familles à biodiversité positive » est une innovation inspirée de différents dispositifs « Défi familles » existants : « Défi familles à énergie positive », « Défi familles à alimentation positive » et « Défi familles zéro déchet ».

Dans la continuité des trois premières éditions (2021 en lien avec les écoles de Millau, 2022 avec Le Quai à Saint-Affrique, 2023 dans les secteurs de St-Sernin-sur-Rance) « Défi familles à biodiversité positive – Mobiliser les familles dans les PNR pour réduire leur empreinte biodiversité », le Parc naturel régional des Grands Causses a déposé un dossier pour une mise en œuvre en 2024.

Objectif du projet

Enrayer l'érosion de la biodiversité repose sur deux piliers :

1. La préservation du patrimoine naturel « à la portée de chacun » (une commune qui préserve un terrain communal d'intérêt écologique majeur, un habitant qui entretient son jardin sans utilisation de pesticides…).
2. La diminution, pour chaque individu, entreprise et décideur public de son « empreinte biodiversité », liée au mode de vie/de production/ de consommation/…

L'approche ludique et émulatrice par les défis est une voie motivante et efficace pour enclencher l'engagement dans la transition écologique.

Comme lors des trois précédentes éditions, l'objectif du projet inter PNR « Défi Familles à biodiversité positive » est de donner les moyens aux PNR d'identifier puis d'accompagner des familles pour qu'elles se lancent des défis pour réduire leur empreinte biodiversité.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_028-DE
Reçu le 06/05/2024

Contenu du projet

Ces Défis famille doivent avoir un réel effet positif sur la biodiversité, même si l'évaluation précise est quasi-impossible. C'est avant tout le questionnement et la prise de conscience sur les liens d'impacts des gestes au quotidien sur la biodiversité qui sont recherchés.

Chaque PNR a toute latitude pour expérimenter les actions qui seront mises en place par les familles, mais les Défis devront concerner a minima les domaines suivants : transport/mobilité, alimentation, ménage/entretien et santé.

Les partenaires ou prestataires pourront être : les Communautés de communes, les associations de sensibilisation à l'environnement, les services concernés des communes (espaces verts, cantine...), les organismes liés à la santé, etc.

Le projet inter Parcs sera animé par la Fédération des PNR et se déroulera en 2024, selon la convention qui sera signée avec l'OFB.

L'édition 2024 sera organisée par la chargée de mission du Parc milieux naturels faune flore, avec l'appui d'une stagiaire, en associant la commune de La Cavalerie.

Plusieurs rendez-vous seront proposés aux familles. Chaque atelier sera accompagné par des professionnels du sujet.

L'opération se déroulera d'avril à décembre 2024.

Pour réaliser les ateliers et actions qui seront choisis pour cette édition 2024, le Parc pourra faire appel à des prestataires, dans la limite de la subvention allouée par l'OFB de 8 750 €.

Budget et plan de financement

Total.....10 500 € TTC

Plan de financement :

- Office Français de la Biodiversité.....8 750 € TTC
- Autofinancement.....1 750 € TTC

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_028-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-029 du Bureau syndical du 3 mai 2024

La Vallée du Tarn : Vers une vallée productrice, résiliente et génératrice de qualité de vie
Volet agricole : Maintien de l'arboriculture et reconquête des terrasses agricoles

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

Pour donner suite à la démarche de concertation citoyenne lancée dans le cadre du SCoT qui a révélé l'intérêt paysager de la vallée du Tarn pour les habitants (dont les vergers), et pour répondre à la demande des arboriculteurs qui doivent s'adapter au changement climatique, le Parc des Grands Causses s'est engagé avec plusieurs partenaires dans l'élaboration d'un plan de paysage.
Cette démarche a permis dès 2022 de réaliser un diagnostic et d'établir un projet de territoire concerté avec les acteurs. Ce dernier se décline en un programme d'actions, dont certaines sont en lien directes avec le maintien de l'arboriculture et la remise en culture des anciennes terrasses agricoles (« les faïsses »).

Descriptif de l'action

Pour donner une suite concrète à ce plan de paysage de la « Vallée verte », le PNR des Grands Causses souhaite mettre en œuvre une partie du programme d'actions, en répondant à un appel à projet de coopération territoriale sur le volet agricole :
« La vallée du Tarn : vers une vallée productrice, résiliente et génératrice de qualité de vie. Volet agricole : maintien de l'arboriculture et reconquête des terrasses agricoles ».
Cet appel à projet permet d'accompagner des projets de territoire favorisant le développement économique par des projets visant à la transition de l'agriculture.
Ainsi, quatre actions prioritaires sont proposées dans cet appel à projet qui permettrait de financer notamment des études opérationnelles :

1. Mettre en place les dispositifs permettant une gestion raisonnée de la ressource en eau à travers une expertise de la ressource et la mise en place d'un protocole de culture durable.
2. Remplacer la culture du cerisier pour les parcelles les moins propices par de nouvelles espèces végétales plus adaptées.
3. Recenser et diagnostiquer les vergers des pluriactifs, mesurer le potentiel arboricole et sensibiliser/accompagner les propriétaires en vue d'une transmission.
4. Mettre en place une animation foncière sur le secteur du Puech d'Auriac afin de générer une unité de production viable pour implanter de la vigne en priorité.

Coût et plan de financement (estimation)

Le cout total des dépenses est de 139 745 euros HT (prestations extérieures et ingénierie)
Le syndicat mixte sollicite 97 821.50 euros de fond FEARDER OCCITANIE 2023-2027 (représentant 70% des dépenses).
L'autofinancement sera de 41 923.50 euros (30%).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_029-DE
Reçu le 06/05/2024

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_029-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-030 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Convention au titre de l'ingénierie territoriale 2024 entre la Région Occitanie et le PNR des Grands Causses

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

La Région Occitanie a délibéré le 1er décembre 2023 en faveur de l'accompagnement en Ingénierie des territoires porteurs des Contrats Territoriaux Occitanie.

La convention ci-jointe précise les modalités de partenariat entre la Région et le PNR des Grands Causses.

Le PNR des Grands Causses s'engage à assurer les actions suivantes dans le cadre de l'animation du CTO Grands Causses Lévézou :

- Animation et secrétariat du Contrat Territorial Occitanie et des Bourgs Centres ;
- Articulation avec les programmes européens territorialisés (ATI FEDER, Leader) ;
- Articulation avec les contrats stratégiques et AAP de l'Etat et des établissement publics (ADEME, commissariat de Massif...) : PPN Massif Central, Itinérance, PAT, CLS, COT, Avenir montagne mobilité...
- Aide au montage de projets des collectivités locales ne disposant pas de l'ingénierie nécessaire ;
- Animation dotation innovation/ expérimentation ;
- Relais de proximité avec les directions et les agences de la région ;
- Participation au Réseau régional des développeurs territoriaux.

Dans ce cadre le PNR des Grands Causses affecte 0.5 ETP pour la mise en œuvre de ce programme d'action.

La région apporte un soutien au PNR des Grands Causses qui prend la forme d'une subvention forfaitaire de 25 000€ par an.

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette convention et autorise le Président à engager ce partenariat et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

CONVENTION

au titre de l'ingénierie territoriale 2024

entre la Région Occitanie

et le PNR des Grands Causses

DOCUMENT DE TRAVAIL

VU le règlement financier de la Région,

VU la délibération n°CP/2023-DEC/12.13 du 1er décembre 2023 de la Commission Permanente du Conseil Régional Occitanie

VU le Contrat Territorial Occitanie 2022-2028 Grands Causses Lévézou, voté par délibération de la Commission Permanente de la Région Occitanie en date du 20 décembre 2022 N°CP XXX et par délibération du Conseil Syndical du PNR en date du 9/12/2022, N°2022-053

VU la demande de financement enregistrée sous le numéro XXXX présentée par le PNR des Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

Entre la Région Occitanie, représentée par sa Présidente, Madame Carole DELGA, ci-après désignée par "la Région",

ET

Le PNR des Grands Causses représenté par son Président, Richard FIOL, ci-après désigné par "le territoire de projet",

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités d'exécution de la décision par laquelle la Région accorde son soutien pour renforcer l'ingénierie territoriale dans le cadre du Contrat Territorial Occitanie 2022-2028 du PNR des Grands Causses pour l'année 2024 selon le programme d'actions précisé à l'article 2.

Ce soutien prend la forme d'une subvention à versement forfaitaire.

ARTICLE 2 : Programme d'actions pour renforcer l'ingénierie territoriale dans le cadre du Contrat Territorial Occitanie

Le Pnr des Grands Causses assure les actions suivantes dans le cadre de l'animation du CTO Grands Causses Lévézou :

- Animation et secrétariat du Contrat Territorial Occitanie, des Bourgs Centres,
- Articulation avec les programmes européens territorialisés (ATI FEDER, Leader),
- Articulation avec les contrats stratégiques et AAP de l'Etat et des établissement publics (ADEME, Commissariat de Massif…) : PPN massif central, Itinérance, PAT, CLS, COT, Avenir montagne mobilité….
- Aide au montage de projets des collectivités locales ne disposant pas de l'ingénierie nécessaire
- Animation dotation innovation/ expérimentation

ARTICLE 2.1 : Mise en œuvre des Politiques Territoriales Régionales

Dans le cadre du partenariat avec la Région pour l'ingénierie territoriale, le territoire de projet s'engage pour la mise en œuvre des Politiques Territoriales Régionales en assurant les missions socles suivantes :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

DOCUMENT DE TRAVAIL

a) Animation et secrétariat du Contrat Territorial Occitanie et des Contrats Bourgs Centres Occitanie

Le Territoire de projet, s'engage notamment à préparer, convoquer et réunir le Comité de Pilotage du Contrat Territorial Occitanie a minima 1 fois par an en début d'année. La maquette du PO de l'année en cours sera transmise avant la fin de 1er trimestre, afin de valider le Programme Opérationnel pour l'année en cours.

Le Territoire de projet s'engage à adresser l'invitation au Comité de Pilotage au moins 15 jours avant sa tenue, accompagnée des documents de séance, dont le projet de Programme Opérationnel de l'année et le bilan du Programme Opérationnel de l'année précédente.

Il s'engage également à accompagner les communes bourgs centres dans la priorisation de leurs projets et leur contractualisation Bourg Centre (du dossier de pré-candidature à la finalisation du contrat) ainsi que l'organisation des COPILs des Contrats Bourgs Centres nécessaires.

b) Etablissement et suivi du Programme Opérationnel du Contrat Territorial Occitanie et articulation avec les programmes européens territorialisés (ATI FEDER, Leader)

Le Territoire de projet s'engage à établir le projet de Programme Opérationnel annuel en amont du Comité de Pilotage en recensant l'ensemble des projets du territoire pour lesquels les communes ou intercommunalités maîtres d'ouvrage souhaitent solliciter le soutien de la Région et des autres partenaires du Contrat au cours de l'année, y compris les fonds européens dont la Région est autorité de gestion.

Après validation en Comité de pilotage, le Territoire de projet s'engage à assurer le suivi du Programme Opérationnel permettant de connaitre l'état d'avancement de chaque projet et d'identifier le cas échéant l'émergence de nouveaux projets.

c) Animation du partenariat sur le territoire

Le Territoire de projet s'engage à réunir au moins une fois par an une conférence des Maires à l'échelle du territoire pour les informer de l'avancement du Contrat Territorial Occitanie et les associer à la préparation du Programme Opérationnel.

Le Territoire de projet s'engage à réunir au moins une fois par an un Comité Participatif Citoyen Local pour l'informer de l'avancement du Contrat Territorial Occitanie.

d) Aide au montage de projets des collectivités locales ne disposant pas de l'ingénierie nécessaire

Le Territoire de projet s'engage à se tenir à disposition de l'ensemble des communes du territoire pour les accompagner le plus en amont possible dans la concrétisation de leurs projets si elles ne disposent pas des ressources nécessaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

DOCUMENT DE TRAVAIL

A ce titre, le Territoire de projet s'engage à mobiliser leur expertise interne ou recherchent cette expertise auprès d'autres partenaires, notamment auprès des directions et agences de la Région dans le cadre du Réseau Régional des Développeurs Territoriaux.

e) Mise en œuvre de la dotation pour l'innovation et l'expérimentation des Contrats Territoriaux ruraux 2022-28.

Le Territoire de projet propose au Comité de Pilotage du Contrat les thématiques retenues au titre de la Dotation Innovation Expérimentation du Contrat Territorial Occitanie.

Ils s'engagent à assurer en suivant la mise en œuvre en organisant la sélection par le Comité de Pilotage des opérations relevant de ces thématiques à l'occasion de l'établissement des Programmes Opérationnels annuels.

f) Relais de proximité des directions et agences de la Région

Le Territoire de projet s'engage à être le relais de proximité auprès des collectivités locales de leur territoire pour les directions et agences de la Région qui les sollicitent, que ce soit pour des missions générales d'information ou pour accompagner un projet particulier.

ARTICLE 2.2 : Autres Missions d'intérêt régional sur le territoire

Le Pnr des Grands Causses assure l'animation des missions suivantes qui s'inscrivent dans la stratégie régionale :

- Projet Alimentaire de Territoire
- Grand Site Occitanie Millau Roquefort Sylvanès
- Office du Tourisme de la Mobilité
- SCOT du Sud Aveyron
- PCAET Sud Aveyron
- Contrat Local de Santé
- Pôle de Pleine Nature Massif Central et Itinérance Emblématiques du Massif Central
- Natura 2000
- Guichet Unique de Rénovation Energétique
- Contrat d'objectif Territorial ADEME – Economie Circulaire et Adaptation au changement climatique
- ….

ARTICLE 2.3 : Participation du Territoire de projet au Réseau Régional des Développeurs Territoriaux

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

DOCUMENT DE TRAVAIL

Le Territoire de projet s'engage à participer activement au Réseau Régional des Développeurs Territoriaux réunissant l'ensemble des agents de développement d'Occitanie contribuant à la mise en œuvre des politiques territoriales régionales.

ARTICLE 3 : Moyens mobilisés par le Territoire de projet dans le cadre de la présente convention

Afin de mettre en œuvre le programme d'actions précisé à l'article 2, le Territoire de projet s'engage à mobiliser 0,5 ETP.

Le territoire de projet s'engage à informer la Région sans délai de tout changement dans les Moyens humains mis à disposition de l'opération, notamment :

- Changement des agents de développement mobilisés mentionnés sur le dossier de demande d'aide financière,
- Modification du poste ou du temps de travail dédié aux thématiques relevant de la présente convention.

ARTICLE 4 : Caractéristiques de la subvention

La subvention attribuée au bénéficiaire de la présente convention financière, pour la réalisation du programme d'actions indiqué à l'article 2 dans le cadre du Contrat Territorial Occitanie Grands Causses Lévézou, s'élève à 25 000 €.

ARTICLE 5 : Délai de réalisation

Le délai de réalisation du programme d'actions est fixé comme suit : le programme d'actions subventionné démarre le 1er janvier 2024. et prend fin le 31 décembre 2024.

ARTICLE 6 : Engagement du Territoire de projet

Le bénéficiaire, à savoir le Territoire de projet Grands Causses Lévézou, s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du programme d'actions financé et à respecter les engagements suivants.

Article 6-1 Information de la Région

Les bénéficiaires s'engagent à tenir informée la Région, dans un délai d'un mois, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle du programme d'actions financé.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

DOCUMENT DE TRAVAIL

Ainsi, ils s'engagent à informer la Région de toute modification dans le déroulement du programme d'actions financé, notamment concernant les moyens mobilisés visés à l'article 3, ainsi que toute modification des données financières et techniques.

Article 6-2 : Contrôle de l'utilisation de la subvention

Le bénéficiaire s'engage à accepter le contrôle technique et financier portant sur l'utilisation de la subvention attribuée.

Ce contrôle, sur pièces et/ou sur place, pourra être exercé, pendant la durée de réalisation du programme d'actions et dans un délai de trois ans suivant le paiement du solde **et en tout état de cause jusqu'à l'extinction des engagements du bénéficiaire**, par toute personne dûment mandatée par la Région.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande de la Région tout document comptable et administratif dont la production serait jugée utile pour la réalisation du contrôle de l'emploi des fonds, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Article 6-3 : Information sur la participation de la Région

Le bénéficiaire s'engage à faire état de la participation de la Région dans tous les supports de communication internes et externes relatifs à l'ingénierie territoriale sur le territoire du Contrat Territorial Occitanie.

Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à informer de manière officielle de l'aide de la Région, l'ensemble des agents de développement mobilisés pour les actions visées à l'article 2.

Le Territoire de projet s'engage à informer le Comité de Pilotage du Contrat Territorial Occitanie de la participation de la Région pour le programme d'actions de renforcement de l'ingénierie territoriale objet de la présente convention, et sur la mise en œuvre de ce programme.

ARTICLE 7 : Modalités de versement

Article 7-1 : Caractéristiques du versement

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire. Elle est incessible hors cession de créances intervenant dans le cadre des articles L.313-23 et suivants du code monétaire et financier. A ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Il s'agit d'une subvention à versement forfaitaire, c'est-à-dire que le montant de la subvention ne varie pas en fonction du degré de réalisation de l'opération subventionnée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

DOCUMENT DE TRAVAIL

Ce financement ne fait l'objet d'aucune révision, ni à la hausse, ni à la baisse, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur (telle celle relative aux plafonds d'aides publiques) et sous réserve que les dépenses justifiées soient au moins égales au montant du financement.
Le financement ne pourra en aucun cas être réévalué, même si les dépenses justifiées dépassent le montant prévisionnel du programme d'actions.

La Région se réserve le droit d'estimer le versement en fonction de la situation financière et de l'état d'avancement des actions.

Article 7-2 : Rythmes de versement
La subvention donne lieu au versement

- D'une avance représentant *30 %* de la subvention attribuée
- Du solde.

Article 7-3 : Pièces justificatives à produire
La subvention est versée, selon le rythme de paiement défini à l'article précédent, au vu :

Pour l'avance :
- Une attestation de démarrage du programme d'action

Pour le solde :
- Un état récapitulatif des justificatifs de dépenses
- Les justificatifs de dépenses (le bulletin de salaire de décembre pour chaque agent concerné)
- Attestation sur l'honneur de l'employeur confirmant que l'agent a bien été mobilisé au moins à mi-temps sur les missions prévues (conformément à la fiche de poste)
- Un état relatif à la participation du territoire de projet au Réseau Régional des Développeurs Territoriaux
- Pour chaque agent identifié, un rapport individuel décrivant les activités exercées, au titre de la mission faisant l'objet du cofinancement

Ce document doit être signé par l'agent et contre signé par l'employeur.
- Un bilan financier des dépenses et recettes
- Le rapport d'activité de la structure.

ARTICLE 8 : non versement / reversement et suspension

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

DOCUMENT DE TRAVAIL

Article 8-1 : Suspension
La Région se réserve le droit de suspendre le paiement dans le cadre d'un contrôle sur pièces et/ou sur place.

Article 8-2 : Non-versement et reversement
La Région peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention allouée (soit dans son intégralité, soit à due proportion, correspondant à la part non réalisée ou non conforme à l'objet de la subvention), ajuster le montant versé ou décider de ne pas verser s'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle prévues dans la présente convention :

- que celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet présenté ;
- que le programme d'actions n'a pas été réalisé ou a été partiellement réalisé ;
- que la subvention a fait l'objet d'un trop perçu ;
- que les engagements auxquels est tenu le bénéficiaire n'ont pas été respectés, notamment ceux relatifs à l'information sur la participation de la Région.

Article 8-3 : Procédure de reversement

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recettes.

Préalablement à l'émission du titre, la Région notifie par lettre recommandée avec accusé de réception, les conclusions du contrôle de l'utilisation de la subvention avec mention des considérations de fait et de droit qui justifient l'ordre de reversement.

Cette lettre de notification indique le délai dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par la Présidente du Conseil régional si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai précisé dans la lettre de notification ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire.

ARTICLE 9 : Caducité

La subvention régionale devient caduque de plein droit :

- Si la première demande de versement n'intervient pas dans le délai de 2 ans à compter de la date de la décision d'attribution du financement ; *[Ce cas de caducité ne s'applique pas pour les subventions qui font l'objet d'un paiement unique].*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

DOCUMENT DE TRAVAIL

- Si la dernière demande de versement n'intervient pas dans le délai de 2 ans à compter de la date de fin de réalisation ;
- Si le bénéficiaire a fait connaitre par courrier son intention de ne pas réaliser le programme d'actions subventionné.

Sur demande circonstanciée du bénéficiaire, en cas de nécessité justifiée avant l'expiration du délai initial, liée à la complexité du programme d'actions ou à des circonstances particulières ne résultant pas de son fait, un report éventuel du délai de caducité ou du délai de réalisation, peut être exceptionnellement accordé, à condition que le programme d'actions ne soit pas dénaturé. La décision en ce sens de l'organe délibérant du conseil régional sera traduite par la passation d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 10 : Durée de la convention
La présente convention prend fin à l'issue des délais fixés au titre des engagements du bénéficiaire.

ARTICLE 11 : Avenants
Toute modification aux présentes devra faire l'objet d'un avenant.

Fait à MILLAU en 2 exemplaires originaux,

Le

La Présidente De la Région Occitanie	Le Président du PNR des Grands Causses
Carole DELGA	**Richard FIOL**

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

ANNEXE 1 : MOYENS HUMAINS MIS EN ŒUVRE

Nom du poste et statut de l'agent de développement (Titulaire, contractuel, agent mis à disposition, stagiaire, VAT, …)	Mission relevant de la présente demande	Temps de travail consacré
Directeur du PNR des Grands Causses Titulaire	Animation et secrétariat du Contrat Territorial Occitanie, des Bourgs Centres, articulation avec les programmes européens territorialisés (ATI FEDER, Leader), Articulation avec les contrats stratégiques et AAP de l'Etat et des établissement publics (ADEME, Commissariat de Massif…) : PPN massif central, Itinérance, PAT, CLS, COT, Avenir montagne mobilité….. Aide au montage de projets des collectivités locales ne disposant pas de l'ingénierie nécessaire Animation dotation innovation/ expérimentation	0.5 ETP
TOTAL		0.5 ETP

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_030-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-031 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Contrat spécifique 2024-2025
Fiche action n°1 : Développement d'itinéraires patrimoniaux

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

Le Parc est un partenaire privilégié des collectivités locales pour valoriser et promouvoir le patrimoine et l'identité culturelle du territoire. Il favorise le développement harmonieux des outils de découvertes en portant une attention particulière à la qualité et à la pérennité des matériaux utilisés, ainsi qu'à la cohérence des projets et des thématiques abordées. En 2023 un diagnostic portant sur la mise en œuvre du schéma d'interprétation a été réalisé pour la période 2014-2023.Ce diagnostic soutient et confirme le besoin de déploiement des panneaux d'interprétation, comme première porte d'entrée à la connaissance du patrimoine local.

Objectifs et résultats attendus

Le Parc se positionne comme coordonnateur d'outils généraux de valorisation du patrimoine et en accompagne la production. Le territoire du Parc est vaste, de ce fait, l'objectif est de poursuivre le maillage, notamment vers l'élargissement du nouveau territoire Lodévois-Larzac.

Contenu

Réalisation de panneaux, tables d'interprétation et RIS en acier corten et lave émaillée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_031-DE
Reçu le 06/05/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2025)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	1
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Invest - 80k€ max à 70% au global
TTC ou HT	HT

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Développement d'itinéraires patrimoniaux

Nom du référent de l'action

Roxanne Wilhelm-Jammes

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	III
N° de la mesure	34
Intitulé de la mesure	Le patrimoine culturel, socle de tout projet

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	Priorité n°3 : Bien-vivre, rencontres et partages
Priorité secondaire	Priorité n°2 : Economie durable et résiliente
Thématique	
Thématique dominante	Culture et patrimoine
Thématique n°2	Tourisme
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	sans objet
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Mettre en cohérence la signalétique patrimoniale à l'échelle du Parc
Développer de nouveaux circuits de découverte du patrimoine

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_031-DE
Reçu le 06/05/2024

Descriptif de l'action				
• Contexte :				
Le Parc est un partenaire privilégié des collectivités locales pour valoriser et promouvoir le patrimoine et l'identité culturelle du territoire. Il favorise le développement harmonieux des outils de découvertes en portant une attention particulière à la qualité et à la pérénnité des matériaux utilisés, ainsi qu'à la cohérence des projets et des thématiques abordées. En 2023 un diagnostic portant sur la mise en oeuvre du schéma d'interprétation a été réalisé pour la période 2014-2023.Ce diagnostic soutient et confirme le besoin de déploiement des panneaux d'interprétation, comme première porte d'entrée à la connaissance du patrimoine local.				
• Objectifs et résultats attendus :				
Le Parc se positionne comme coordonateur d'outils généraux de valorisation du patrimoine et en accompagne la production. Le territoire du Parc est vaste, de ce fait, l'objectif est de poursuivre le maillage, notamment vers l'élargissement du nouveau territoire Lodévois-Larzac.				
• Public cible	**Grand public**	**Touriste**	**Habitants**	
• Contenu de l'action :				
Réalisation de panneaux, tables d'interprétation et RIS en acier corten et lave émaillée.				
Localisation de l'action	Parc			
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)		
si oui, nom des partenaires	CC, communes/ offices de Tourisme			
Livrables	Mobilier d'interprétation			
Calendrier prévisionnel				
Date de début	**janv 2024**			
Date de fin	**déc-25**			

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_031-DE
Reçu le 06/05/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses : Dépenses HT / TTC HT

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
mobilier d'interprétation	prest./fourn.			28 870,00
ingéniérie	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)			7 217,50
Total dépenses				36 087,50

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	SBT - unité PNR	40,00%	14 435,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco		40,00%	14 435,00
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement		20,00%	7 217,50
Total recettes			36 087,50

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_031-DE
Reçu le 06/05/2024

VOTE :	Pour : 12	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_031-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n° 2024-032 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Contrat spécifique 2024-2025
Fiche action n°2 : Affirmer le territoire des Grands Causses comme une destination de pleine nature

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

Le Parc naturel régional des Grands Causses fait des sports de nature et de son patrimoine, des éléments majeurs de sa stratégie de développement pour un tourisme équilibré et durable. Occupant une place forte dans l'économie locale, la filière "sport de nature" s'est affirmée et structurée autour : d'un territoire de pratique, d'évènements contribuants à son rayonnement et de professionnels qualifiés.

Vecteur d'attractivité pour les collectivités, le maillage de circuits s'étend désormais sur tout le territoire du Parc, portant à 4 000 km le linéaire de réseau de sentiers (pédestres, VTT, trail, gravel...) entretenus par l'équipe AERR (agents d'entretien de l'espace rural) dans le cadre de conventions pluriannuelles.

Levier de développement, la valeur ajoutée du sport de pleine nature peut être accrue à travers les différents projets portés par le Parc naturel régional des Grands Causses dernièrement :

- l'adhésion à l'outil GEOTREK et son déploiement local (portail et appli Rando Grands Causses) permettant une agrégation des différents tracés et une gestion participative des itinéraires (+ de 400 référencés)
- l'aménagement et/ou l'extension de nouveaux circuits : Espace Trail, Base VTT, circuits gravel et pédestres
- la création d'itinérances : GR®736 Gorges et Vallée du Tarn
- le déploiement de marques territoriales pour une valorisation du territoire de pratique : Grands Causses Espace Trail®, Terre de Gravel®, Itinérance Gorges et Vallée du Tarn®

Objectifs et résultats attendus

Affirmer l'identité du Parc naturel régional des Grands Causses à travers sa filière sports de pleine nature et son patrimoine.

Contenu

Re édition de la carte touristique : Prise en compte du nouveau périmètre du Parc, mise à jour des contenus rédactionnels et cartographiques.
Déploiement et production d'une communication digitale auprès des différents publics pour valoriser l'offre du PNR, ses outils et son patrimoine
Mise en place d'actions partenariales avec les acteurs du sport de pleine nature et touristiques.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_032-DE
Reçu le 06/05/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2025)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	2
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Fct - 160k€ à 80% max
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Affirmer le territoire des Grands Causses comme une destination de pleine nature

Nom du référent de l'action

Corentin BOYER

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	AXE 3
N° de la mesure	Mesure 35
Intitulé de la mesure	Une destination d'excellence pour la pleine nature

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	Priorité n°2 : Economie durable et résiliente
Priorité secondaire	Priorité n°3 : Bien-vivre, rencontres et partages
Thématique	
Thématique dominante	Tourisme
Thématique n°2	Communication
Thématique n°3	Culture et patrimoine
Action innovante et/ou expérimentale	innovante
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Assurer la cohabitation harmonieuse entre pratiques de pleine nature et enjeux écologiques
Favoriser le développement de nouvelles pratiques telles que le gravel
Développer la promotion de la randonnée et de la pleine nature dans un principe de gestion participative et partagée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_032-DE
Reçu le 06/05/2024

Descriptif de l'action				
• Contexte :				
Le Parc naturel régional des Grands Causses fait des sports de nature et de son patrimoine, des élements majeurs de sa stratégie de développement pour un tourisme équilibré et durable. Occupant une place forte dans l'économie locale, la filière "sport de nature" s'est affirmée et strucutrée autour : d'un territoire de pratique, d'évenements contribuants à son rayonnement et de professionnels qualifiés. Vecteur d'attractivité pour les collectivités, le maillage de circuits s'étend désormais sur tout le territoire du Parc, portant à 4 000 km le linéaire de réseau de sentiers (pédestres, VTT, trail, gravel...) entretenus par l'équipe AERR (agents d'entretien de l'espace rural) dans le cadre de conventions pluriannuelles. Levier de développement, la valeur ajoutée du sport de pleine nature peut être accrue à travers les différents projets portés par le Parc naturel régional des Grands Causses dernièrement : - l'adhésion à l'outil GEOTREK et son déploiement local (portail et appli Rando Grands Causses) permettant une agrégation des différents tracés et une gestion participative des itinéraires (+ de 400 référencés) - l'aménagement et/ou l'extension de nouveaux circuits : Espace Trail, Base VTT, circuits gravel et pédestres - la création d'itinérances : GR® 736 Gorges et Vallée du Tarn - le déploiement de marques territoriales pour une valorisation du territoire de pratique : Grands Causses Espace Trail®, Terre de Gravel®, Itinérance Gorges et Vallée du Tarn®				
• Objectifs et résultats attendus :				
Affirmer l'identité du Parc naturel régional des Grands Causses à travers sa filière sports de pleine nature et son patrimoine.				
• Public cible	**Touristes**	**Habitants**	**Jeunes**	
• Contenu de l'action :				
Re édition de la carte touristique : prise en compte du nouveau périmètre du Parc, mise à jour des contenus rédactionnels et cartographiques. Déploiement et production d'une communication digitale auprès des différents publics pour valoriser l'offre du PNR, ses outils et son patrimoine Mise en place d'actions partenariales avec les acteurs du sport de pleine nature et touristiques.				
Localisation de l'action	Territoire du PNR des Grands Causses			
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)		
si oui, nom des partenaires	OT, Communautés de communes, évenementiels			
Livrables	Bilan de l'action			
Calendrier prévisionnel				
Date de début	**janvier 2024**			
Date de fin	**novembre 2025**			

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_032-DE
Reçu le 06/05/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :	**72 500 €**	Dépenses HT / TTC	TTC

Postes de dépense	**Type**	**Montant unitaire**	**Nombre**	**TOTAL**
Création graphique	prest./fourn.	3 000,00 €	1	3 000,00
Impressions	prest./fourn.	2 500,00 €	1	2 500,00
Promotion & partenariats	prest./fourn.	500,00 €	1	1 000,00
Ingénierie	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)	1 500,00 €	1	2 000,00
				0,00
Total dépenses				8 500,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR		76,47%	6 500,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*		0,00%	
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco		0,00%	
Autres Public			0,00
Financements privés			0,00
Autofinancement		23,53%	2 000,00
Total recettes			8 500,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_032-DE
Reçu le 06/05/2024

VOTE :	Pour : 12	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_032-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n° 2024-033 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Contrat spécifique 2024-2025
Fiche action n°3 : Actions en lien avec le changement climatique : Actualisation du bilan énergétique du PCAET et étude sur les besoins et le potentiel de réserves d'eau sur la Vallée Verte

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

Action 1 : La transition écologique passe par nous tous, elle commence par l'adoption de comportements économes, par la résorption de nos dépenses énergétiques. Le territoire s'engage à diminuer sa consommation d'énergie de 23% d'ici 2030 et de 38% en 2040 (année initiale : 2017). Dans ce cadre, une révision du PCAET est à réaliser pour actualiser la stratégie et le plan d'action du territoire dont le périmètre s'étend sur le Lodévois Larzac.

Action 2 : Le territoire concerné (vallée du Tarn en aval des gorges du Tarn) constitue un paysage « du quotidien », mais sa valeur paysagère a été reconnue localement par les habitants (lors de la concertation citoyenne pour l'élaboration du SCoT du Sud Aveyron) et ses composantes doivent être maintenues. Mais les enjeux de conservation sont forts en matière d'agriculture, de biodiversité, de tourisme et de cadre de vie.
La mise en œuvre du plan de paysage apporte une vision transversale sur ce territoire, en donnant plus de cohérence et en structurant les orientations pour gérer ce paysage.

Objectifs et résultats attendus

Action 1 : Actualisation du diagnostic énergétique du PCAET et organisation d'un atelier collectif de co-construction des scénarii.

Action 2 : Maintenir et développer l'arboriculture, la viticulture et le maraîchage dans la vallée ; Installer de nouveaux producteurs ; Diversifier les essences et les variétés à (re)planter ; Offrir du foncier à plus long terme pour les vignerons de la frange méridionale (réchauffement climatique).
Réduire voire supprimer l'utilisation des traitements phytosanitaires pour tous les utilisateurs (pour les habitants, la qualité des produits, la ressource en eau, le maintien de la biodiversité).
Gérer la ressource eau.

Contenu

Action 1 : Actualisation du diagnostic énergétique du PCAET avec la réalisation d'un bilan des consommations, de la production ENR, estimation de la séquestration carbone et de son développement, analyses des possibilités de réduction des GES, analyse du gisement de production ENR, organisation d'un atelier collectif de co-construction des scénarii.

Action 2 : Le diagnostic de la partie arboricole a montré une faiblesse dans la culture des vergers lié au changement climatique et notamment au stress hydrique ponctuel. L'étude doit permettre de préciser les besoins en eau (quantité et temporalité) et les ressources mobilisables (impluviums, réservoirs existants, sources...).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_033-DE
Reçu le 06/05/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2025)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique

PNR Grands Causses

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	3
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Fct - complément de 40k€ à 50%
TTC ou HT	

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Actions en lien avec le changement climatique : actualisation du bilan énergétique du PCAET et étude sur les besoins et le potentiel de réserves d'eau sur la vallée verte

Nom du référent de l'action

Fabien DAUNAS

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	I et II
N° de la mesure	7 et 14/15
Intitulé de la mesure et orientati	Protéger l'identité du paysage et du patrimoine/Construire un territoire a énergie positive

Référence au contrat

Priorité

Priorité dominante	Priorité n°1 : Changement climatique, TEE
Priorité secondaire	Priorité n°2 : Economie durable et résiliente

Thématique

Thématique dominante	Energie
Thématique n°2	Agriculture
Thématique n°3	Eau

Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_033-DE
Reçu le 06/05/2024

Descriptif de l'action				
• Contexte :				
Action 1 : La transition écologique passe par nous tous, elle commence par l'adoption de comportements économes, par la résorption de nos dépenses énergétiques. Le territoire s'engage à diminuer sa consommation d'énergie de 23% d'ici 2030 et de 38% en 2040 (année initiale : 2017). Dans ce cadre, une révision du PCAET est à réaliser pour actualiser la stratégie et le plan d'action du territoire dont le périmètre s'étend sur le Lodévois Larzac. Action 2 : Le territoire concerné (vallée du Tarn en aval des gorges du Tarn) constitue un paysage « du quotidien », mais sa valeur paysagère a été reconnue localement par les habitants (lors de la concertation citoyenne pour l'élaboration du SCoT du Sud Aveyron) et ses composantes doivent être maintenues. Mais les enjeux de conservation sont forts en matière d'agriculture, de biodiversité, de tourisme et de cadre de vie. La mise en œuvre du plan de paysage apporte une vision transversale sur ce territoire, en donnant plus de cohérence et en structurant les orientations pour gérer ce paysage.				
• Objectifs et résultats attendus :				
Action 1 : Actualisation du diagnostic énergétique du PCAET et organisation d'un atelier collectif de co-construction des scénarii Action 2 : Maintenir et développer l'arboriculture, la viticulture et le maraîchage dans la vallée ; Installer de nouveaux producteurs ; Diversifier les essences et les variétés à (re)planter ; Offrir du foncier à plus long terme pour les vignerons de la frange méridionale (réchauffement climatique) Réduire voire supprimer l'utilisation des traitements phytosanitaires pour tous les utilisateurs (pour les habitants, la qualité des produits, la ressource en eau, le maintien de la biodiversité) Gérer la ressource eau.				
• Public cible	**Professionnels**	**Habitants**	**Elus**	
• Contenu de l'action :				
Action 1 : Actualisation du diagnostic énergétique du PCAET avec la réalisation d'un bilan des consommations, de la production ENR, estimation de la séquestration carbone et de son développement, analyses des possibilités de réduction des GES, analyse du gisement de production ENR, organisation d'un atelier collectif de co-construction des scénarii Action 2 : Le diagnostic de la partie arboricole a montré une faiblesse dans la culture des vergers lié au changement climatique et notamment au stress hydrique ponctuel. L'étude doit permettre de préciser les besoins en eau (quantité et temporalité) et les ressources mobilisables (impluviums, réservoirs existants, sources...)				
Localisation de l'action	périmètre PNR GC + Vallée du Tarn de Peyreleau au Viala-du-Tarn			
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)		
si oui, nom des partenaires	APABA, CA12, Ademe, DDT, bet aere			
Livrables	Etudes+ diagnostic PCAET et CR d'un atelier de coconstruction			
Calendrier prévisionnel				
Date de début	**2024**			
Date de fin	**2025**			

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_033-DE
Reçu le 06/05/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :		Dépenses HT / TTC	TTC

Postes de dépense	**Type**	**Montant unitaire**	**Nombre**	**TOTAL**
Etude fonciere et gestion eau	prest./fourn.			6 602,00
Etude bilan énergétique PCAET	prest./fourn.			13 398,00
Suivie et étude	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)			5 000,00
Total dépenses				25 000,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	SBT - unité PNR	80%	20 000,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public	AEAG		
Financements privés			
Autofinancement		20%	5 000,00
Total recettes			25 000,00
Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-			non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :			

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_033-DE
Reçu le 06/05/2024

VOTE :	Pour : 12	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_033-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-034 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Contrat spécifique 2024-2025
Fiche action n°4 : Solutions et animations pour la mobilité partagée

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

- Les transports représentent le premier poste de consommation énergétique sur le territoire, du fait d'une grande dépendance à la voiture liée aux contraintes géographiques (distances, dénivelées, etc.) et au manque de transports en commun.
- Le développement de la mobilité partagée à travers notamment le développement de solutions et l'accompagnement au changement constitue la stratégie mobilité du Parc, déclinée dans le SCoT, la Charte, et le PCAET.
- Depuis 2018, le service Citiz s'est progressivement implanté sur le territoire, trouvant son public sur les pôles urbains et les bourgs-centres avec une augmentation continue du nombre de trajets, de kilomètres, et d'usagers uniques. En revanche, le modèle économique ne permet pas un déploiement dans les zones très peu denses.
- 4 zones d'activités sur le territoire du Parc se sont engagées dans des démarches de Plan de Déplacements Inter-Entreprises ("PDIE") pour développer la mobilité durable auprès de leurs salariés.

Objectifs et résultats attendus

- Poursuivre le développement du service d'autopartage lancé en 2018, via l'élargissement de la flotte, la diversification des usages, et la consolidation du maillage territorial.
- Enrichir le bouquet de solutions de mobilité partagée et durable qui représentent des alternatives crédibles à la voiture individuelle, en complémentarité les unes avec les autres.
- Sensibiliser à l'écomobilité et accompagner au changement de comportement, en incitant concrètement les bonnes pratiques.
- Report modal vers les modes durables en particulier pour les actifs sur les déplacements domicile-travail.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_034-DE
Reçu le 06/05/2024

Contenu

- Citiz : lancement de la troisième phase du projet, avec dans un premier temps le renouvellement du marché avec l'opérateur de service. Mise en œuvre d'une stratégie propre à chaque véhicule (et partenaire propriétaire) pour en augmenter l'utilisation d'usagers "externes". Réévaluation et optimisation de la flotte, et ajout de trois véhicules supplémentaires selon la stratégie de déploiement initialement adoptée (confortement dans les pôles urbains et ajouts dans certains bourgs-centre).
- Autopartage citoyen : conduite d'une étude de faisabilité pour le service dans une logique de complémentarité avec Citiz. Dans un deuxième temps (au-delà du contrat spécifique) : adaptation d'outils pour le partage de véhicules entre particuliers (convention de prêt, journal de bord, système de partage des couts, de réservation, etc.), ciblé sur les zones très peu denses où le déploiement du service d'autopartage en flotte ne se justifie pas. Animation de groupes de citoyens en proximité géographique pour la mise en œuvre de cet autopartage, auquel une réflexion sur le covoiturage serait également intégrée.
- Plateforme d'écomobilité : adhésion à la plateforme pour mise à disposition des entreprises et collectivités volontaires qui souhaitent encourager financièrement la mobilité durable de leurs salariés (domicile-travail et déplacements professionnels, entre autres), par exemple via la mise en œuvre du Forfait Mobilité Durable, ou encore via l'organisation de défis intra ou inter-structures. Chaque structure anime et propose des récompenses à ses propres salariés, qui cumulent des points selon un barème prédéfini.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_034-DE
Reçu le 06/05/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2025)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	4
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Fct - complément de 40k€ à 50% max par opération
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Solutions et animations pour la mobilité partagée

Nom du référent de l'action

Clara Steyer

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	II
N° de la mesure	6
Intitulé de la mesure	Se déplacer autrement

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	Priorité n°1 : Changement climatique, TEE
Priorité secondaire	Priorité n°3 : Bien-vivre, rencontres et partages
Thématique	
Thématique dominante	Mobilité
Thématique n°2	
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	innovante et expérimentale

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

- Citiz : poursuite d'une expérimentation qui adapte une solution conçue pour la ville à un contexte rural
- Autopartage citoyen : étude de préfaisabilité pour une expérimentation d'un service complémentaire à l'existant
- Plateforme d'écomobilité : l'outil sollicité ("WeFlo" par Transway) est par nature innovant pour plusieurs raisons : la ludification de son usage, la protection et l'hébergement des données personnelles, la gestion des récompenses par les administrateurs, etc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_034-DE
Reçu le 06/05/2024

Descriptif de l'action				
• Contexte :				
- Les transports représentent le premier poste de consommation énergétique sur le territoire, du fait d'une grande dépendance à la voiture liée aux contraintes géographiques (distances, dénivelées, etc.) et au manque de transports en commun. - Le développement de la mobilité partagée à travers notamment le développement de solutions et l'accompagnement au changement constitue la stratégie mobilité du Parc, déclinée dans le SCoT, la Charte, et le PCAET. - Depuis 2018, le service Citiz s'est progressivement implanté sur le territoire, trouvant son public sur les pôles urbains et les bourgs-centres avec une augmentation continue du nombre de trajets, de kilomètres, et d'usagers uniques. En revanche, le modèle économique ne permet pas un déploiement dans les zones très peu denses. - 4 zones d'activités sur le territoire du Parc se sont engagées dans des démarches de Plan de Déplacements Inter-Entreprises ("PDIE") pour développer la mobilité durable auprès de leurs salariés.				
• Objectifs et résultats attendus :				
- Poursuivre le développement du service d'autopartage lancé en 2018, via l'élargissement de la flotte, la diversification des usages, et la consolidation du maillage territorial - Enrichir le bouquet de solutions de mobilité partagée et durable qui représentent des alternatives crédibles à la voiture individuelle, en complémentarité les unes avec les autres - Sensibiliser à l'écomobilité et accompagner au changement de comportement, en incitant concrètement les bonnes pratiques - Report modal vers les modes durables en particulier pour les actifs sur les déplacements domicile-travail				
• Public cible				
• Contenu de l'action :				
- Citiz : lancement de la troisième phase du projet, avec dans un premier temps le renouvellement du marché avec l'opérateur de service. Mise en oeuvre d'une stratgéie propre à chaque véhicule (et partenaire propriétaire) pour en augmenter l'utilisation d'usagers "externes". Réévaluation et optimisation de la flotte, et ajout de trois véhicules supplémentaires selon la stratégie de déploiement initialement adoptée (confortement dans les pôles urbains et ajouts dans certains bourgs-centre). - Autopartage citoyen : conduite d'une étude de faisabilité pour le service dans une logique de complémentarité avec Citiz. Dans un deuxième temps (au delà du contrat spécifique) : adaptation d'outils pour le partage de véhicules entre particuliers (convention de prêt, journal de bord, système de partage des couts, de réservation, etc.), ciblé sur les zones très peu denses où le déploiement du service d'autopartage en flotte ne se justifie pas. Animation de groupes de citoyens en proximité géographique pour la mise en oeuvre de cet autopartage, auquel une réflexion sur le covoiturage serait également intégrée. - Plateforme d'écomobilité : adhésion à la plateforme pour mise à disposition des entreprises et collectivités volontaires qui souhaitent encourager financièrement la mobilité durable de leurs salariés (domicile-travail et déplacements professionnels, entre autres), par exemple via la mise en oeuvre du Forfait Mobilité Durable, ou encore via l'organisation de défis intra ou inter-structures. Chaque structure anime et propose des récompenses à ses propres salariés, qui cumulent des points selon un barème pré-défini.				
Localisation de l'action	PNR GC			
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)		
si oui, nom des partenaires	Citiz, Transway, CCSAR7V, CCLV, Communes de Millau, La Cavalerie, et Campagnac, Hôtel Rodier, Sévigné			
Livrables	Bilans annuels du service d'autopartage en boucle, étude de préfaisabilité de l'autopartage entre particuliers			
Calendrier prévisionnel				
Date de début	**2024**			
Date de fin	**2025**			

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_034-DE
Reçu le 06/05/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses : Dépenses HT / TTC TTC

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
	achats matériels			
Fonctionnement (8 véhicules sur 1 an + 10 véhicules sur 1 an)	prest./fourn.	1800	7	12 600,00
Animation et communication	invt immatériel	600	ft	600,00
Ingénierie	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)			3 100,00
	prest./fourn.			
	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)			
	invt immatériel			
	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)			
Total dépenses				16 300,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	Contrat Spécifique	79,75%	13 000,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement		20,25%	3 300,00
Total recettes			16 300,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_034-DE
Reçu le 06/05/2024

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_034-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-035 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Contrat spécifique 2024-2025
Fiche action n°5 : Gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines
Année 2024

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

La gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines est une action pluriannuelle qui a débuté dès 2001 (depuis 20 ans). Des données existent à partir de 1990 pour quelques stations du réseau quantitatif. C'est à la suite des études hydrogéologiques (Causse du Larzac, Causse Rouge, Causse de Sauveterre, Avant-causses du Saint-Affricain et Plateau du Guilhaumard) que le Parc a mis en place sur son territoire un réseau de stations de mesures des principales sources captées et non captées afin de mieux connaître la ressource en eau.
Le Parc possède actuellement quatre types de réseaux et en assure leur gestion :
- un réseau de contrôle de surveillance quantitatif des eaux souterraines (RCS quantitatif),
- un réseau complémentaire quantitatif des eaux souterraines (RC quantitatif),
- un réseau de contrôle de surveillance qualitatif des eaux souterraines (RCS qualitatif), En 2023 l'AEAG reprends la main sur ce réseau.
- un réseau complémentaire qualitatif des eaux souterraines (RC qualitatif) qui devient le (RCD qualitatif)

Les réseaux de contrôle de surveillance ont été mis en place au titre de la Directive cadre dans le domaine de l'eau et par rapport aux principales masses d'eau souterraines définies par l'Etat. Ces réseaux se substituent aux anciens réseaux dénommés « réseaux patrimoniaux ».

Concernant le réseau complémentaire qualitatif, il s'agit d'analyser certains paramètres représentatifs des pollutions potentielles existantes sur le plateau du Larzac et notamment les teneurs en nitrates qui sont en augmentation depuis une dizaine d'année. A partir de 2023 il permettra également de poursuivre le suivi des sources historiques qui sont sortie du RCS de l'AEAG.

Objectifs et résultats attendus

Pour le réseau de contrôle de surveillance quantitatif et le réseau complémentaire quantitatif : permettre l'acquisition en continu des données de débits sur les sources concernées afin de pérenniser l'observatoire mis en place depuis une vingtaine d'année. Les données sont transmises régulièrement vers l'HYDROPORTAIL, la banque nationale de données pour l'hydrométrie et l'hydrologie.

Pour le réseau de surveillance qualitatif :
Sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne l'Agence de l'eau reprends la maitrise d'ouvrage de ce réseau.

Pour le réseau complémentaire :
- Poursuivre le suivi des sources qui ne font plus partie du RCS qualitatif de l'AEAG mais qui présente toujours un intérêt patrimonial au niveau du territoire
- Connaître et suivre les caractéristiques hydro chimiques des principales masses d'eau souterraines du territoire,
- Mettre en place une veille sanitaire sur la qualité des eaux en relation avec les différentes activités présentes sur le bassin d'alimentation concerné (autoroute, exploitations agricoles…),

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_035-DE
Reçu le 06/05/2024

- Surveiller la non-dégradation des masses d'eau,
- Communiquer les résultats auprès des collectivités et partenaires.

Les données acquises sont intégrées à la banque ADES via le SQE (Accès aux Données sur les Eaux Souterraines) dont les objectifs sont les suivants :
- Constituer un outil de collecte et de conservation des données sur les eaux souterraines, mobilisable par un large ensemble de partenaires,
- Permettre les traitements nécessaires à l'action de chacun des partenaires,
- Etre le guichet d'accès aux informations sur les eaux souterraines,
- Avoir un suivi de l'état patrimonial des ressources pour répondre à la politique des eaux souterraines,
- Adopter au niveau national un principe de transparence et d'accessibilité aux données sur les eaux souterraines.

Contenu

Concernant le RCS quantitatif, il s'agit de gérer 28 stations dont quatre stations sont situées dans le Département de la Lozère, mais sur des bassins d'alimentation situés en partie en Aveyron (4 stations ont été rajoutées à la suite de l'étude hydrogéologique du Saint-Affricain).

Concernant le RC quantitatif, il s'agit de gérer 13 stations

Concernant le RCD qualitatif, plusieurs suivis sont mis en place :
- un suivi mensuel de certains paramètres : Pb, Zn, Ca, t, pH, C, O2, NO3, PO4 (et les orthophosphates), Cl, Al et Cu,
- un suivi biannuel des principales sources karstique (éléments majeurs, métaux, hydrocarbures et pesticides),
- un suivi régulier (1/2 heure) de la température, de la conductivité et de la turbidité à partir de sondes,
- un suivi ponctuel de certains paramètres par rapport à une problématique (lessivage, salage...).

C'est le Parc, qui effectue en régie, les prélèvements, la gestion des différentes sondes et centrales d'acquisition de données.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_035-DE
Reçu le 06/05/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2025)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	5
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Invest - 80k€ max à 70% au global
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines - Année 2024

Nom du référent de l'action

Laurent Danneville

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	1
N° de la mesure	10
Intitulé de la mesure	Eau souterraine : mieux la connaître, mieux la gérer

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	Priorité n°1 : Changement climatique, TEE
Priorité secondaire	
Thématique	
Thématique dominante	Eau
Thématique n°2	Aménagement / urbanisme
Thématique n°3	Géologie
Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	sans objet

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_035-DE
Reçu le 06/05/2024

Descriptif de l'action

• Contexte :

La gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines est une action pluriannuelle qui a débuté dès 2001 (depuis 20 ans). Des données existent à partir de 1990 pour quelques stations du réseau quantitatif. C'est à la suite des études hydrogéologiques (Causse du Larzac, Causse Rouge, Causse de Sauveterre, Avant-causses du Saint-Affricain et Plateau du Guilhaumard) que le Parc a mis en place sur son territoire un réseau de stations de mesures des principales sources captées et non captées afin de mieux connaître la ressource en eau.

Le Parc possède actuellement quatre types de réseaux et en assure leur gestion :
- un réseau de contrôle de surveillance quantitatif des eaux souterraines (RCS quantitatif),
- un réseau complémentaire quantitatif des eaux souterraines (RC quantitatif),
- un réseau de contrôle de surveillance qualitatif des eaux souterraines (RCS qualitatif), En 2023 l'AEAG reprends la main sur ce réseau.
- un réseau complémentaire qualitatif des eaux souterraines (RC qualitatif) qui devient le (RCD qualitatif)

Les réseaux de contrôle de surveillance ont été mis en place au titre de la Directive cadre dans le domaine de l'eau et par rapport aux principales masses d'eau souterraines définies par l'Etat. Ces réseaux se substituent aux anciens réseaux dénommés « réseaux patrimoniaux ».

Concernant le réseau complémentaire qualitatif, il s'agit d'analyser certains paramètres représentatifs des pollutions potentielles existantes sur le plateau du Larzac et notamment les teneurs en nitrates qui sont en augmentation depuis une dizaine d'année. A partir de 2023 il permettra également de poursuivre le suivi des sources historiques qui sont sortie du RCS de l'AEAG.

• Objectifs et résultats attendus :

- pour le réseau de contrôle de surveillance quantitatif et le réseau complémentaire quantitatif : permettre l'acquisition en continu des données de débits sur les sources concernées afin de pérenniser l'observatoire mis en place depuis une vingtaine d'année. Les données sont transmises régulièrement vers l'HYDROPORTAIL, la banque nationale de données pour l'hydrométrie et l'hydrologie.

- pour le réseau de surveillance qualitatif :
Sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne l'Agence de l'eau reprends la maitrise d'ouvrage de ce réseau.

• Public cible	**Elus**	**Professionnels**	**Habitants**	

• Contenu de l'action :

Concernant le RCS quantitatif, il s'agit de gérer 28 stations dont quatre stations sont situées dans le département de la Lozère, mais sur des bassins d'alimentation situés en partie en Aveyron (4 stations ont été rajoutées à la suite de l'étude hydrogéologique du Saint-Affricain).

Concernant le RC quantitatif, il s'agit de gérer 13 stations

Concernant le RCD qualitatif, plusieurs suivis sont mis en place :
- un suivi mensuel de certains paramètres : Pb, Zn, Ca, t, pH, C, O2, NO3, PO4 (et les orthophosphates), Cl, Al et Cu
- un suivi biannuel des principales sources karstique (éléments majeurs, métaux, hydrocarbures et pesticides)
- un suivi régulier (1/2 heure) de la température, de la conductivité et de la turbidité à partir de sondes,
- un suivi ponctuel de certains paramètres par rapport à une problématique (lessivage, salage…).

C'est le Parc, qui effectue en régie, les prélèvements, la gestion des différentes sondes et centrales d'acquisition de données.

Localisation de l'action			
Action partenariale (oui/non)		(Partenaires techniques)	
si oui, nom des partenaires			
Livrables			
Calendrier prévisionnel			
Date de début	**01/01/2024**		
Date de fin	**31/12/2024**		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_035-DE
Reçu le 06/05/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :		Dépenses HT / TTC	TTC
Postes de dépense	**Type**	**Montant unitaire**	**Nombre**	**TOTAL**
Achat de matériels	achats matériels	17000	1	17 000,00
Fournitures	invt immatériel	3000	1	3 000,00
Analyses eau	prest./fourn.	15000	1	15 000,00
Frais de personnels Parc	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)	65000	1	65 000,00
Total dépenses				100 000,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	14470	11%	10 565,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat	Agence de l'eau AG	68%	68 132,00
Communes et interco			
Autres Public			0,00
Financements privés			0,00
Autofinancement	PNRGC	21%	21 303,00
Total recettes			100 000,00
Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR			non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :			

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_035-DE
Reçu le 06/05/2024

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_035-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-036 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Contrat spécifique 2024-2025
Fiche action n°6 : Connaître, faire connaitre et protéger la biodiversité

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

Dans le domaine de la biodiversité, le Parc est particulièrement investi depuis sa création, dans la mise en place et l'animation du réseau des 19 sites Natura 2000. Cependant, hors de ces sites à la biodiversité reconnue d'intérêt communautaire, et pour lesquels le Parc a une vocation de conservation prioritaire, tout un réseau d'autres sites accueille également des espèces et habitats qui méritent des actions de connaissance et de valorisation (espèces remarquables et "ordinaires"). Le réseau de ZNIEFF peut être particulièrement visé pour les espèces protégées et rares, mais également des espaces à vocation agricole et/ou exploités de tout temps par l'homme. Les enjeux de connaissance et de leur diffusion sont toujours actuels. Des perturbations d'origine naturelle ou anthropique peuvent modifier les équilibres et potentiellement dégrader les relations historiques entre la nature et l'homme. L'accent sera mis sur une meilleure appropriation de ces connaissances sur le périmètre désormais enrichi de nouveaux territoires écologiquement complémentaires. Pour l'action "forage" : Plusieurs forages et sondages ont été réalisés à partir des années 1970 sur le territoire dans le cadre de recherches minière (28 forages et 211 sondages supérieurs à 100 de profondeur). Ces ouvrages dont certains peuvent atteindre plus de 600 mètres de profondeur ont recoupés différents aquifères dont certains sont très productifs. Certains sont mêmes artésiens.
Cette étude de faisabilité doit permettre d'appréhender les réutilisations possibles de ces eaux parfois très chaudes dans un contexte de raréfaction de la ressource en milieu rural

Objectifs et résultats attendus

Les publics cibles de chacun de ces items de l'action seront les élus et les habitants du Parc, mais également les agriculteurs. Les partenariats et les relations établis avec les ONG et organismes de recherche et de formation (lycées agricoles, MFR...) seront autant de canaux de diffusion des résultats et des réflexions. Le Parc s'efforce, de par sa présence aux divers comités départementaux, régionaux... de relayer les actualités des réseaux auprès des interlocuteurs sur les thèmes dédiés.

Pour l'action "forage "
- ressortir les ouvrages favorables sur le territoire et définir leurs potentialités,
- étudier et proposer des réutilisations possibles de ces eaux souterrains à des fins d'alimentation en eau potable, géothermie, irrigation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_036-DE
Reçu le 06/05/2024

Contenu

Concours des pratiques agroécologiques prairies et parcours : le Parc relaie et organise le concours chaque année depuis 2012 dans un secteur géographique différent. Cette opération nationale associe la Chambre d'agriculture de l'Aveyron, le CBNPMP, le comité scientifique et les élus du Parc, et valorise les agriculteurs qui conservent et exploitent les prairies naturelles. Les prix nationaux sont décernés à Paris lors du SIA. Une remise du prix du Parc est également organisée localement.

Veille sur les EEE, sur les espèces "à problème" (chenille processionnaire, pyrale du buis, tique...) et sur le loup : suivis, interventions/conseils auprès de collectivités, formations/sensibilisation, réunions locales et régionales, en lien avec les diverses politiques régionales et nationales (comités régionaux et nationaux, plans régionaux et nationaux d'actions...) ; réunions avec les partenaires du territoire (Conservatoires, OFB, comité scientifique...).

Participation à des actions des réseaux et rencontres : rencontres annuelles du groupe vautours France, organisé par la LPO France ; séminaire annuel national des chargés de mission biodiversité/gestion de l'espace, organisé par la Fédération des PNR de France ; rencontres et formations sur des thématiques d'actualités sur les enjeux biodiversité ; membre du comité technique du LIFE GYP'Act pour la réintroduction du gypaète barbu dans les Grands Causses ; suivi de la migration des oiseaux en collaboration avec le PNRHL et les LPO12 et 81, qui pourra être étendue à des sites de migration dans l'Hérault.

Sensibilisation au patrimoine naturel du territoire : en lien avec les actions santé/environnement du Parc, sorties de découverte de la nature et EEDD à destination de publics spécifiques (mobilité réduite...) ; partenaires ; réseau GRAINE, CPIE, réseau EEDD du territoire...

Edition d'un document sur les vautours et autres espèces emblématiques du Parc, en partenariat avec CEN, LPOGC, CBN, comité scientifique...

Pour l'action "forage" :

1) Recensement des forages et sondages supérieurs à 100 m de profondeur et notamment ceux concernés par des zones potentielles à l'artésianisme (Vallée du Tarn, formations calcaires du Lias et formations du Trias)

2) Récupération et analyse des documents numérisés dans la Banque du Sous-Sol

3) Campagne de terrain à effectuer (vérification état de l'ouvrage, propriétaire, artésianisme, mesure sonde piézométrique si niveau d'eau proche de la surface, mesures physico-chimiques (température, conductivité, pH, turbidité), estimation du débit ou de la pression

4) Prélèvements complémentaires pour analyse de la qualité de l'eau (majeurs + fer + manganèse + métaux lourds)

5) Identification des usages potentiels (AEP, irrigation, géothermie...)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_036-DE
Reçu le 06/05/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2025)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	6
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Fct - complément de 40k€ à 50% max par opération
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Connaître, faire connaître et protéger la biodiversité et la ressource en eau

Nom du référent de l'action

Laure JACOB et laurent Danneville

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	1
N° de la mesure	2,4,5 et 10
Intitulé de la mesure	faune, flore, habitats naturels : une richesse à conserver ; endiguer la menace des invasives ; des activités respectueuses de la biodiversité"

Référence au contrat

Priorité

Priorité dominante	Priorité n°1 : Changement climatique, TEE
Priorité secondaire	Priorité n°3 : Bien-vivre, rencontres et partages

Thématique

Thématique dominante	Biodiversité
Thématique n°2	EEDD
Thématique n°3	Eau

Action innovante et/ou expérimentale	expérimentale
Type d'innovation	expérimentale

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Expérimenter des actions transversales entre les structures de l'Aveyron et de l'Hérault ; proposer de animations "nature/sensorielles" en lien avec le volet santé et également Le fait de pouvoir réutiliser des forages anciens datant des années 1970 pour un nouvel usage (eau potable, géothermie, irrigation..) est une démarche plutôt expérimentale

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_036-DE
Reçu le 06/05/2024

Descriptif de l'action

• Contexte :

Dans le domaine de la biodiversité, le Parc est particulièrement investi depuis sa création, dans la mise en place et l'animation du réseau des 19 sites Natura 2000. Cependant, hors de ces sites à la biodiversité reconnue d'intérêt communautaire, et pour lesquels le Parc a une vocation de conservation prioritaire, tout un réseau d'autres sites accueille également des espèces et habitats qui méritent des actions de connaissance et de valorisation (espèces remarquables et "ordinaires"). Le réseau de ZNIEFF peut être particulièrement visé pour les espèces protégées et rares, mais également des espaces à vocation agricole et/ou exploités de tout temps par l'homme. Les enjeux de connaissance et de leur diffusion sont toujours actuels. Des perturbations d'origine naturelle ou anthropique peuvent modifier les équilibres et potentiellement dégrader les relations historiques entre la nature et l'homme. L'accent sera mis sur une meilleure appropriation de ces connaissances sur le périmètre désormais enrichi de nouveaux territoires écologiquement complémentaires. Pour l'action "forage" : Plusieurs forages et sondages ont été réalisés à partir des années 1970 sur le territoire dans le cadre de recherches minière (28 forages et 211 sondages supérieurs à 100 de profondeur). Ces ouvrages dont certains peuvent atteindre plus de 600 mètres de profondeur ont recoupés différents aquifères dont certains sont très productifs. Certains sont mêmes artésiens.
Cette étude de faisabilité doit permettre d'appréhender les réutilisations possibles de ces eaux parfois très chaudes dans un contexte de raréfaction de la ressource en milieu rural

• Objectifs et résultats attendus :

Les publics cibles de chacun de ces items de l'action seront les élus et les habitants du Parc, mais également les agriculteurs. Les partenariats et les relations établis avec les ONG et organismes de recherche et de formation (lycées agricoles, MFR...) seront autant de canaux de diffusion des résultats et des réflexions. Le Parc s'efforce, de par sa présence aux divers comités départementaux, régionaux... de relayer les actualités des réseaux auprès des interlocuteurs sur les thèmes dédiés. Pour l'action "forage " :
- ressortir les ouvrages favorables sur le territoire et définir leurs potentialités
- étudier et proposer des réutilisations possibles de ces eaux souterrains à des fins d'alimentation en eau potable, géothermie, irrigation

• Public cible	**Habitants**	**Professionnels**	**Grand public**

• Contenu de l'action :

Concours des pratiques agroécologiques prairies et parcours : le Parc relaie et organise le concours chaque année depuis 2012 dans un secteur géographique différent. Cette opération nationale associe la Chambre d'agriculture de l'Aveyron, le CBNPMP, le comité scientifique et les élus du Parc, et valorise les agriculteurs qui conservent et exploitent les prairies naturelles. Les prix nationaux sont décernés à Paris lors du SIA. Une remise du prix du Parc est également organisée localement.
Veille sur les EEE, sur les espèces "à problème" (chenille processionnaire, pyrale du buis, tique...) et sur le loup : suivis, interventions/conseils auprès de collectivités, formations/sensibilisation, réunions locales et régionales, en lien avec les diverses politiques régionales et nationales (comités régionaux et nationaux, plans régionaux et nationaux d'actions...) ; réunions avec les partenaires du territoire (Conservatoires, OFB, comité scientifique...).
Participation à des actions des réseaux et rencontres : rencontres annuelles du groupe vautours France, organisé par la LPO France ; séminaire annuel national des chargés de mission biodiversité/gestion de l'espace, organisé par la Fédération des PNR de France ; rencontres et formations sur des thématiques d'actualités sur les enjeux biodiversité ; membre du comité technique du LIFE GYP'Act pour la réintroduction du gypaète barbu dans les Grands Causses ; suivi de la migration des oiseaux en collaboration avec le PNRHL et les LPO12 et 81, qui pourra être étendue à des sites de migration dans l'Hérault.
Sensibilisation au patrimoine naturel du territoire : en lien avec les actions santé/environnement du Parc, sorties de découverte de la nature et EEDD à destination de publics spécifiques (mobilité réduite...) ; partenaires ; réseau GRAINE, CPIE, réseau EEDD du territoire...
Edition d'un document sur les vautours et autres espèces emblématiques du Parc, en partenariat avec CEN, LPOGC, CBN, comité scientifique... Pour l'action "forage" :
1) Recensement des forages et sondages supérieurs à 100 m de profondeur et notamment ceux concernés par des zones potentielles à l'artésianisme (Vallée du Tarn, formations calcaires du Lias et formations du

Localisation de l'action	périmètre du Parc		
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)	
si oui, nom des partenaires	O, CENO, CPIE, CBN, OFB, chambre d'agriculture, Hydrosciences Montpelli		
Livrables	Fiches de notation des parcelles de prairies lauréates, et photos liées. Livret sur les différentes espèces emblématiques présentes dans le Parc. Résumé des présentations lors des rencontres annuelles vautours France. Bilan des connaissances sur les EEE et loup (si présence), rapport de		
Calendrier prévisionnel			
Date de début	**01/01/2024**		
Date de fin	**31/12/2025**		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_036-DE
Reçu le 06/05/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

Dépenses HT / TTC	TTC

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
prestations externes	prest./fourn.	300,00 €	1	300,00
frais de personnel	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)	350	25	8 750,00
Frais de déplacement et frais analyses	frais déplacement / hébergement	5200	1	5 200,00
Total dépenses				14 250,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR		38,60%	5 500,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public			
Financements privés			0,00
Autofinancement		61,40%	8 750,00
Total recettes			14 250,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_036-DE
Reçu le 06/05/2024

VOTE :	Pour : 12	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_036-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-037 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Adhésion au Cerema

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment le titre IX, modifié par l'article 159 de loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le décret n° 2013-1273 du 27 décembre 2013 relatif au Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement modifié par le décret n° 2022-897 du 16 juin 2022 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Cerema n°2022-12 relative aux conditions générales d'adhésion au Cerema ;

Vu la délibération du conseil d'administration du Cerema n°2022-13 fixant le barème de la contribution annuelle des collectivités territoriales et leurs groupements adhérents.

Contexte

Le Cerema est un établissement public à la fois national et local, doté d'un savoir-faire transversal, de compétences pluridisciplinaires et d'un fort potentiel d'innovation et de recherche. Le Cerema intervient auprès de l'État, des collectivités et des entreprises pour les aider à réussir le défi de l'adaptation au changement climatique. Ses six domaines de compétences ainsi que l'ensemble des connaissances qu'il produit et capitalise sont au service de l'objectif d'accompagner les territoires dans leurs transitions.

Le Cerema intervient pour le compte des collectivités sur des missions en ingénierie de deuxième niveau (assistance à maîtrise d'ouvrage, expertises, méthodologie...) en complément des ressources locales (agences techniques départementales, agences d'urbanisme, CAUE, établissements publics fonciers, etc.) et en articulation avec les ingénieries privées.

L'évolution de la gouvernance et du mode de contractualisation avec le Cerema est une démarche inédite en France. Elle fait du Cerema un établissement d'un nouveau genre qui va permettre aux collectivités d'exercer un contrôle et de prendre activement part à la vie et aux activités du Cerema.

L'adhésion au Cerema permet notamment :

- De s'impliquer et de contribuer à renforcer l'expertise publique territoriale : >En adhérant, *[la collectivité]* participe directement ou indirectement à la gouvernance de l'établissement (par le biais de ses représentants au Conseil d'administration, au Conseil stratégique, aux Comités d'orientation régionaux et aux conférences techniques territoriales).
- De disposer d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du Cerema : La quasi-régie conjointe autorise les collectivités adhérentes à attribuer des marchés publics au Cerema, par simple voie conventionnelle, sans application des obligations de publicité et de mise en concurrence.
- De bénéficier d'un abattement de 5 % sur ses prestations.
- De rejoindre une communauté d'élus et d'experts et de disposer de prestations spécifiques.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_037-DE
Reçu le 06/05/2024

La période initiale d'adhésion court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine. Le montant annuel de la contribution est de 2 000 € par an.

Compte tenu des objectifs et des problématiques du territoire classé PNR il est proposé d'adhérer au Cerema et de désigner le représentant de *[la collectivité]* dans le cadre de cette adhésion.

Après en avoir délibéré, le Bureau syndical décide :

- De solliciter l'adhésion du PNRGC auprès du Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), pour une période initiale courant jusqu'au 31 décembre 2024, qui nécessitera une nouvelle délibération pour les années suivantes ;
- De régler chaque année la contribution annuelle due. La dépense correspondante au règlement de la cotisation annuelle sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de l'année concernée sur le budget du SCoT;
- De désigner [XXX] pour représenter le PNRGC au titre de cette adhésion ;
- D'autoriser le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette adhésion.

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_037-DE
Reçu le 06/05/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Cerema
CLIMAT & TERRITOIRES DE DEMAIN

Les avantages des collectivités membres du Club Adhérents du Cerema

Devenez acteur du premier établissement public expert de l'adaptation au changement climatique

- pesez sur les orientations de l'établissement et la programmation de ses activités pour des **solutions les plus adaptées à vos besoins** ;
- devenez partie prenante du Cerema en **intégrant ses instances décisionnelles** régionales et nationales ;
- exercez un **contrôle sur l'établissement** et l'exécution de ses programmes d'activité.

Disposez d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du Cerema

- appuyez-vous sur un **référent** unique au sein de nos équipes, désigné dans les trois mois suivant la validation de l'adhésion de votre collectivité par le conseil d'administration ;
- disposez ainsi d'une **écoute spécifique et transversale** et d'un premier niveau de conseil sur la base d'un **diagnostic des besoins** de votre collectivité dans le champ d'expertise du Cerema ;
- bénéficiez d'un **traitement prioritaire de l'examen de vos demandes** de prestations ;
- simplifiez vos **démarches de mobilisation de l'expertise du Cerema**, dans le cadre de la quasi-régie, par voie conventionnelle **sans procédure d'appel d'offres** ;
- bénéficiez d'un **abattement de 5 %** sur le montant des prestations du Cerema tel que voté par le Conseil d'administration ;
- soyez informés en priorité des **expérimentations locales**, dispositifs de recherche et d'innovation.

Intégrez le réseau de l'expertise territoriale du Cerema

- rejoignez une **communauté d'intérêts et d'expertise dédiée** au sein de la plateforme collaborative Expertises Territoires et échangez avec vos pairs et nos experts au sein d'un « Club Adhérents » ;
- participez à des **séances de sensibilisation élus-techniciens** sur les thématiques répondant au défi de la transition écologique des territoires ;
- participez aux **évènements** organisés par le Cerema.

Bénéficiez de l'ensemble des ressources spécialisées du Cerema

- recevez une **veille** du Cerema sur les enjeux de l'aménagement durable et de la transition écologique ;
- disposez en avant-première des **méthodologies, référentiels, connaissances et ressources de pointe** produits et capitalisés par le Cerema ;
- participez aux **orientations éditoriales** des publications du Cerema destinées aux collectivités.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_037-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-038 du Bureau syndical du 03 mai 2024

Candidature à l'appel à projet CHENE

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

Contexte

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses et les Communautés de communes qui le composent sont engagés dans une politique locale de l'énergie très ambitieuse. Celle-ci vise à la fois à réduire de manière importante la consommation d'énergie et à accroître la production d'énergie locale à partir de ressources renouvelables, stratégie réaffirmée récemment à travers le Plan Climat Air Energie Territorial.

Dans un contexte de besoin d'accélération des actions d'efficacité énergétique du patrimoine des collectivités concernées, le programme CEE ACTEE+, vise à apporter un soutien aux collectivités territoriales par l'attribution de fonds permettant de réduire les coûts organisationnels et opérationnels liés à la transition énergétique, ainsi que par la mise à disposition d'outils permettant de simplifier leurs actions. Il s'agit d'un programme ambitieux porté par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et qui permet notamment de financer la mise en place des projets de rénovation énergétique du patrimoine des collectivités. C'est dans ce cadre que des appels à projets successifs sont lancés par le programme ACTEE : ceux-ci ont pour objectif d'apporter des fonds aux collectivités présentant des projets mutualisés d'efficacité énergétique sur leur patrimoine.

Sur le territoire du Parc, le secteur du bâtiment représente 40 % de la consommation totale d'énergie. La rénovation thermique des bâtiments constitue un des potentiels d'économie d'énergie les plus importants. Les collectivités se sont engagées, par le biais du Plan Climat Air Energie Territorial, à la rénovation énergétique exemplaire de leurs patrimoines.

Dans ce cadre, le Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses en lien avec les communes qui le composent souhaite candidater à l'Appel à projet CHENE pour la période juin 2024 – septembre 2026.

Cet appel à projet a pour objectif d'accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics. Les fonds peuvent financer des actions d'efficacité énergétique concrètes avant la fin de la période ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée.

Ces fonds permettent de financer :

- Un poste d'économe de flux (conseiller énergie) qui accompagne de façon opérationnelle les collectivités dans leurs projets de rénovation et de sobriété énergétiques
- Des outils de mesures, d'instrumentation et de suivi énergétique (outils mobiles)
- Des audits énergétiques et études techniques
- Des frais de maîtrise d'œuvre
- Des prestations intellectuelles

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_038-DE
Reçu le 06/05/2024

Considérant l'intérêt pour le Syndicat Mixte du parc des Grands Causses de participer activement aux enjeux de transition énergétique et d'accompagner l'amélioration du patrimoine immobilier des collectivités qui le composent,

Le Bureau Syndical, cet exposé entendu,

Et après en avoir délibéré, décide :

- D'approuver la candidature du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses au projet CHENE
- D'autoriser le Président à établir au besoin une convention de mise à disposition de services du Parc pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage, conformément au Code Général des Collectivités territoriales dans sa rédaction issue de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, article 166-11 qui prévoit que les services d'un syndicat mixte peuvent être en tout ou partie mis à disposition des collectivités ou établissements membres, pour l'exercice de leurs compétences
- D'autoriser le Président à prendre toutes les mesures d'exécution de la présente délibération

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_038-DE
Reçu le 06/05/2024

Délibération PNRGC n°2024-039 du Bureau syndical du 3 mai 2024

Indemnités des élus du Bureau syndical	
■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE

- Vu le Décret 2006-1614 du 15 décembre 2006
- Vu l'article D333-15-1 du Code de l'Environnement modifié par décret n°2012-83 du 24/01/2012
- Vu la superficie du territoire classé Parc naturel régional des Grands Causses de 380 710 ha

  - Les indemnités du Président sont fixées à 33 % de l'indice brut territorial 1027
  - Les indemnités des Vice-Présidents sont fixées à 17 % de l'indice brut territorial 1027

Depuis le 1er janvier 2024, l'indice brut terminal de la fonction publique (indice 1027) servant de base au calcul des indemnités de fonction a été revalorisé par l'attribution de cinq points à son indice majoré pour le porter à 835 (contre 830 auparavant).

Compte tenu de la délibération n°2024-001 relative à l'élection du Président du syndicat mixte du Parc et des délibérations n°2024-002, n°2024-003 et 2024-004 relatives aux élections des Vice-présidences du Parc par le Comité syndical en date du 15 mars 2024, le bureau syndical approuve le tableau suivant, fixant les indemnités individuelles brutes mensuelles à compter du 1er avril 2024 :

Président	FIOL Richard	1 356,47 €
Vice-Président	DUMAS Jean-François	698,79 €
Vice-Présidente	GAZEL Emmanuelle	698,79 €
Vice-Président	GROS Edmond	698,79 €
Vice-Président	LABORIE Christophe	698,79 €
Vice-Présidente	LEVEQUE Gaëlle	698,79 €
Vice-Président	SIRGUE Bernard	698,79 €
Vice-Président	TOUZET Cyril	698,79 €

Le cas échéant, les membres du Bureau syndical non indemnisés bénéficient du remboursement des frais engendrés pour la participation aux réunions et travaux liés à leur titre de « membres du Bureau ».

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240503-20240503_039-DE
Reçu le 06/05/2024

Parc naturel régional des Grands Causses	**Compte-rendu de la réunion du Bureau Syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses du 3 mai 2024 à 14h00 dans les locaux du Parc à Millau (salle Cardabelle)**

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Claude ASSIER - Clément CARLES – Jean-François DUMAS - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Cyril TOUZET
■ **Absents, excusés**	Fadilha BENAMMAR-KOLY – Edmond GROS - Christine SAHUET – Bernard SIRGUE
■ **Membres avec voix consultative**	Thierry AGRINIER – Sébastien DAVID - Didier HERMANT

1. **Convention relative à la mise en place d'un réseau de géo-partenaires dans le cadre du Géoparc Terres d'Hérault**
   Lecture de la délibération.
   Vote à l'unanimité.

2. **Portage des 17 sites aveyronnais et animation des 3 sites NATURA 2000 du Larzac héraultais – année 2024 – Convention avec le CPIE des Causses méridionaux – portage – budget et missions**
   Lecture de la délibération.
   Vote à l'unanimité.

3. **Défi familles à Biodiversité positive – 4ème édition 2024 – Participation à un programme inter-Parcs piloté par la FPNRF**
   Lecture de la délibération.
   Vote à l'unanimité.

4. **Réponse à l'appel à projets Coopération territoriale – La Vallée du Tarn : Vers une vallée productrice, résiliente et génératrice de qualité de vie. Volet agricole : Maintien de l'arboriculture et reconquête des terrasses agricoles**
   Lecture de la délibération.
   Vote à l'unanimité.

5. **Convention au titre de l'ingénierie territoriale 2024 entre la Région et le PNRGC**
   Lecture de la délibération.
   Vote à l'unanimité.

6. **Fiches actions revues pour le Contrat spécifique 2024-2025**
   Lecture des délibérations.
   Vote à l'unanimité.

7. **Adhésion au Cerema**
   Lecture de la délibération.
   Vote à l'unanimité.

8. **Candidature à l'appel à projet CHENE**
   Lecture de la délibération.
   Vote à l'unanimité.

9. **Indemnités des élus du Bureau syndical**
Lecture de la délibération.
Vote à l'unanimité.

10. **Comptes-rendus des 2 CAO : Elaboration du Plan de Massif de Défense des forêts contre l'incendie du Causses Rouge et du Causse de Sauveterre et Location et maintenance d'un véhicule léger et maniable avec un aménagement sobre (Contrat Local de Santé et projet TIMS)**

Délibération PNRGC n°2024-040 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Mise à jour du tableau des effectifs

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Le Président rappelle aux membres du Bureau syndical :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Bureau syndical de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'ajuster le tableau des effectifs pourvus en raison de la mise en détachement pour 5 ans à compter du 1er décembre 2023 du Directeur Général des Services – DGS - et, considérant qu'à cette même date, son remplacement s'est fait en interne par un agent Directeur Général Adjoint des Services qui, par son grade d'origine d'attaché principal, n'a pas pu prétendre au grade fonctionnel de DGS.
Il est à noter que, depuis le 1er avril 2024, le poste fonctionnel de Directeur Général Adjoint des Services devenu vacant au 1er décembre 2023, est pourvu par un agent en détachement de la fonction publique d'Etat.

Considérant la nécessité d'ajuster le tableau des effectifs sur la filière administrative à la suite des derniers mouvements de personnel au sein du pôle Secrétariat Général et Logistique :

- L'agent occupant le poste permanent au grade d'adjoint administratif principal de de 2ème classe à temps non complet (57%), fait valoir ses droits à la retraite à compter du 1er juillet 2024. La suppression du poste se fera ultérieurement (lors d'une prochaine délibération sur la mise à jour du tableau des effectifs) et, qu'après l'avis du Comité Social Territorial Départemental qui sera saisi courant juillet 2024 ;
- par la création d'un poste permanent pour un emploi d'adjoint administratif (Catégorie C) à temps complet pour pallier d'une part au départ en retraite de l'agent administratif principal de 2ème classe et d'autre part à des besoins complémentaires liés à la réorganisation du service.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_040-DE
Reçu le 24/06/2024

La création de ce poste permanent à compter du 1er juillet 2024 pour occuper les fonctions d'assistant (e) de gestion administrative et comptable au grade d'adjoint administratif (Catégorie C) à temps complet sera occupé par un fonctionnaire. Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article L.332-8-2° du code général de la fonction publique. En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée pour une durée de 1 an afin d'évaluer et de déterminer les besoins du service notamment sur les besoins en comptabilité. Le contrat de l'agent sera renouvelable par reconduction expresse sous réserve que le recrutement d'un fonctionnaire n'ait pu aboutir. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

Il est à noter, sans impact sur le tableau des effectifs, la mise en disponibilité longue durée (5 ans) pour convenances personnelles du gestionnaire financier et comptable de la structure au grade d'adjoint administratif à compter du 1er juin 2024 qui sera remplacé par le recrutement d'un fonctionnaire par voie de mutation sur le même grade.

Considérant la nécessité d'ajuster le tableau des effectifs sur la filière technique par la création de deux emplois :

- La Déclinaison de la « Stratégie Nationale pour les Aires Protégées » – SNAP- sur le territoire du Parc nécessite le recrutement d'un technicien/animateur « chargé (e) de mission SNAP » tel que prévu par la délibération n°2023-045 du comité syndical du 23 juin 2023. A ce titre il convient d'ouvrir un poste à temps complet au grade d'ingénieur.
- La candidature du Parc à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Territoires Inclusion Mobilité Solidarité » -TIMS - est un projet ambitieux et structurant qui nécessite des moyens humains dont le recrutement d'un poste à temps complet pour l'animation au grade de technicien tel que prévu par délibération n°2023-098 du comité syndical du 24 novembre 2023.

Le Président propose au Bureau syndical :

D'adopter les modifications du tableau des emplois suivants par :

- L'ajustement des effectifs pourvus sur les postes de Direction tel qu'évoqué ci-dessus.
- La création d'un poste permanent sur la filière administrative au grade d'adjoint administratif à temps complet afin de pallier d'une part au départ à la retraite d'un agent à 57% et d'autre part à des besoins complémentaires du service administratif et comptable.
- La création de deux postes permanents sur la filière technique l'un au grade d'ingénieur pour la SNAP et l'autre au grade de technicien pour l'AMI TIMS.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_040-DE
Reçu le 24/06/2024

Le tableau des effectifs se trouvera ainsi modifié à compter du 1er juillet 2024 :

Cadre d'emplois /grades	Catégorie	Temps de travail	Effectifs inscrits au budget	Effectifs pouvus
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général des Services 40 000 - 80 000	A	100%	1	0
Directeur Général Adjoint Services 40 000 - 150 000	A	100%	4	4
		TOTAL	5	4
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Administrateur	A	100%	1	0
Attaché principal	A	100%	2	1
Attaché	A	100%	2	2
Rédacteur principal de 1ère classe	B	100%	1	1
		90%	1	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	100%	1	1
Rédacteur	B	100%	1	1
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	100%	2	2
		57%	1	0
Adjoint administratif	C	100%	3	1
		TOTAL	15	9
FILIERE TECHNIQUE				
Ingénieur principal	A	100%	7	5
Ingénieur	A	100%	8	6
Technicien principal de 2ème classe	B	100%	1	1
Technicien territorial	B	100%	2	1
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	100%	2	2
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	100%	1	1
Adjoint technique	C	100%	4	3
		TOTAL	25	19
FILIERE CULTURELLE				
Attaché de conservation du patrimoine	A	100%	1	1
		TOTAL	1	1
		TOTAL GENERAL	46	33

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical décide d'adopter le tableau des emplois ainsi proposé.
Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget principal du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses au chapitre 012.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président,
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_040-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-041 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Convention PNRGC - ADEFPAT 2024-2026

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

Le Parc et l'ADEFPAT conviennent de coopérer pour le développement local par la mise en œuvre de la démarche « formation-développement » centrée sur la dynamique des acteurs et le développement de leurs compétences pour élaborer et mettre en œuvre des projets. Cette coopération s'étend aux actions conduites par l'ADEFPAT en vue d'enrichir les pratiques d'ingénierie et de favoriser l'innovation dans les territoires ruraux.

Cette convention-cadre est conclue pour la période 2024-2026 et pourra faire l'objet d'avenants. Elle précise les engagements réciproques sachant que chacune des actions de formation-développement pour laquelle le Parc sera organisme de développement fera l'objet de la signature d'une convention opérationnelle tripartite entre l'ADEFPAT, le porteur de projet et le Parc.

Le Parc et l'ADEFPAT conviennent de retenir quatre niveaux de projets susceptibles de bénéficier d'accompagnements par la formation-développement :

- Les projets structurants pour le territoire du Parc
- Les projets de dynamisation d'un secteur d'activité, d'une filière ou d'un micro-territoire
- Les projets collectifs : économiques, sociaux, culturels, environnementaux, touristiques, patrimoniaux…
- Les projets d'entreprises (création, développement, diversification, transmission-reprise…) : tout secteur et tout statut, en individuel ou en collectif.

Par ailleurs le Parc et l'ADEFPAT décident de renforcer leur collaboration stratégique et opérationnelle afin de développer en synergie leurs actions en faveur du développement du territoire du Parc.

Les axes de partenariat pour renforcer l'accompagnement des initiatives en faveur du développement sont définis au regard de la Charte du Parc et de sa stratégie de développement, ainsi que des possibilités d'accompagnement de l'ADEFPAT. Il s'agit en particulier des thématiques suivantes :

- Ressources humaines et attractivité du territoire
- Projet alimentaire territorial
- Projets touristiques ayant une portée environnementale ou patrimoniale structurante pour le Parc
- Participation des usagers aux projets du territoire
- Les nouvelles formes d'habitat

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

En outre, sur le territoire du Parc, sont également adhérentes les Chambres consulaires et possiblement des Communautés de communes. De par ses missions d'animation du SCOT, de contractualisation avec la Région, le Parc est l'interlocuteur privilégié de l'ADEFPAT sur son territoire. Il peut assurer, via sa mission d'ingénierie, la solidarité territoriale en mobilisant la formation-développement auprès des Communautés de communes non adhérentes et à leur demande auprès des Communautés de communes adhérentes.

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et ces désignations et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

+ logo du Territoire

Convention cadre d'adhésion

2024-2026

ENTRE

LE PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES
Ayant son siège 71 bd de l'Ayrolles, 12100 Millau
Représenté par son président Richard Fiol,
Autorisé par délibération n°... du 21 juin 2024
Ci-après désignée « le Territoire »

ET

L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT PAR LA FORMATION DES PROJETS, ACTEURS ET TERRITOIRES – (Adefpat)
Ayant son siège au 17 rue Gabriel Compayré, 81000 ALBI
Représentée par sa Présidente Claudie Bonnet
Autorisée par l'Assemblée Générale du XXXX
Ci-après désignée « l'Adefpat » ou « l'Association »

EXPOSE PREALABLE

La présente convention vaut adhésion du territoire au cadre statuaire de l'Adefpat tel que défini dans ses statuts et son règlement intérieur et aux valeurs portées par l'Adefpat.

ARTICLE 1 – LES SIGNATAIRES

1.1. Le Parc des Grands Causses

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'étend sur toute la partie sud du département de l'Aveyron, du Rougier de Camarès jusqu'aux Causses du Larzac et du Méjean.
Les Grands Causses, situés au sud du Massif central, bordés à l'est par les Cévennes et au nord par la vallée du Lot, s'ouvrent au sud sur les plaines du Bas-Languedoc et se prolongent à l'ouest et au sud-ouest par les plateaux du Lévézou et les Monts de Lacaune.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Hauts plateaux calcaires, ces grands espaces sont entaillés de gorges profondes aux versants escarpés et boisés : gorges du Tarn, gorges de la Jonte, canyon de la Dourbie, raspes du Tarn…
Adossée aux contreforts du Massif Central cette mosaïque de quatre types de paysages spécifiques (causses et gorges, avant causses, rougiers et monts) recèle des richesses patrimoniales remarquables.

Le Larzac a été inscrit en 2011 au patrimoine mondial par l'Unesco. Il appartient en effet à l'ensemble Causses et Cévennes, reconnu pour son patrimoine naturel exceptionnel mais aussi pour la valeur universelle du pastoralisme que les hommes y pratiquent depuis la nuit des temps.

Par décret du 10 avril 2024, l'Etat a accordé un classement de 15 ans au Parc naturel régional des Grands Causses pour la période 2024-2039. Il s'appuie sur une Charte du Parc naturel régional des Grands Causses qui s'inscrit dans l'acceptation la plus large du texte constitutif qu'est l'article R 333-4 du code de l'environnement et ainsi le Parc naturel régional des Grands Causses s'implique dans les thématiques de l'aménagement du territoire, le développement économique et social, l'éducation et la formation au développement durable et l'innovation locale.

La nouvelle charte du Pnr des Grands Causses fait ressortir deux défis majeurs pour le territoire : la résilience au changement climatique et l'attractivité et le développement sociétal. Pour répondre à ces enjeux, la charte 2024-2039 s'articule autour des axes suivants :

- Protéger : Protéger une biodiversité d'exception, préserver la richesse paysagère, valoriser la ressource en eau et valoriser les trésors géologiques
- Aménager : construire un territoire à Energie positive, se déplacer autrement et renforcer la cohésion du territoire
- Développer : accueillir de nouveaux habitants, valoriser les ressources économiques locales, soutenir l'agriculture et développer le potentiel touristique, patrimonial et culturel

Compte tenu des compétences développées par l'Adefpat et du soutien institutionnel apporté à cette Association, le Territoire souhaite en faire un partenaire privilégié afin de pouvoir mobiliser ses moyens pour accompagner, par la formation-développement, des porteur.euse.s de projet, publics ou privés, individuels ou collectifs, situés sur son périmètre d'intervention. Le Territoire peut également bénéficier des autres services de l'Adefpat et des ressources de son réseau.

1.2. L'ADEFPAT

Créée en 1983, l'Adefpat est un outil régional d'ingénierie mutualisé des territoires (Communautés de communes, Communautés d'agglomération, PNR, PETR...), des acteurs économiques (Chambres consulaires...), des Départements et de la Région Occitanie.
L'Adefpat contribue au développement des territoires, de l'emploi et de l'activité en milieu rural. L'Association participe ainsi au développement de l'économie, de la vitalité, de l'attractivité et de la qualité de vie des territoires par la montée en compétence individuelle, collective et territoriale.

L'Adefpat structure son activité autour de trois grands domaines.

1. L'accompagnement des porteur.euse.s de projet, des entreprises et des territoires par la méthode de la formation développement.

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30
www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Cette activité est assurée sur les départements de l'Aveyron, de l'Hérault, du Lot, de la Lozère, du Tarn et du Tarn et Garonne.
A cette fin, l'Adefpat utilise une méthode spécifique, la formation-développement, couplant montées en compétences des bénéficiaires et opérationnalité d'un projet.

2. L'expérimentation et l'innovation entrepreneuriale et territoriale.
À partir des besoins exprimés par ses adhérents et/ou ses partenaires, l'Adefpat co-construit et teste des actions collectives visant à répondre aux défis (économique, numérique, climatique, d'attractivité, démocratique...) des territoires ruraux.
Ainsi, l'Adefpat conduit ou coordonne des programmes, en coopération avec ses territoires adhérents, autour de thématiques diverses : Design de service, Participation citoyenne, Ressources humaines et Attractivité, Accueil de nouvelles populations, soutien à la Création Reprise dans les Petites Villes de Demain, Impact social…

3. La professionnalisation et la coopération entre acteurs du développement.
À partir des besoins exprimés par les acteurs territoriaux (élus, techniciens…), l'Adefpat peut organiser des temps d'information, de sensibilisation, de formation…, en lien avec leurs pratiques professionnelles pour leur permettre d'accroître leurs compétences au service du développement des territoires ruraux.

Pour mener à bien ses missions, au-delà de la contribution de ses adhérents, l'Adefpat est soutenue par l'Europe, la Région Occitanie, les Département de l'Hérault, du Lot, de la Lozère, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, et par l'État.

ARTICLE 2 – OBJET

Le Territoire et l'Adefpat conviennent de coopérer pour le développement local, notamment par la mise en œuvre de la démarche « formation développement » sur le Territoire, centrée sur la dynamique des acteurs et le développement des leurs compétences, pour élaborer et mettre en œuvre des projets.

La présente convention précise les engagements réciproques du Territoire et de l'Adefpat, sachant que :

- les actions de formation-développement engagées sur le Territoire feront l'objet de la signature d'une convention spécifique entre l'Adefpat, le Territoire et le, la ou les porteur.euse(s) de projet,
- les autres actions qui pourraient être conduites en partenariat avec le Territoire (programmes inter-territoriaux, programmes de coopération, prestations de services spécifiques…) seront encadrées par l'établissement de conventions ad'hoc.

ARTICLE 3 – LA FORMATION DEVELOPPEMENT

3.1. PROCESSUS DE FORMATION DEVELOPPEMENT

Pour garantir l'efficacité de ses actions de formation développement, l'Adefpat a construit, dans le cadre de sa démarche qualité ISO 9001, des processus de recueil de besoins, de réalisation de la formation développement et de suivi post formation-développement.

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30 www.adefpat.fr
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Ces processus prévoient notamment les modes d'intervention des différents acteurs engagés autour des bénéficiaires des accompagnements en formation-développement (porteur.euse.s de projet, entreprises, territoires, collectivités…) :

- l'Organisme de Développement : le territoire adhérent d'intervention de l'action de formation développement,
- l'Adefpat, à travers ses Conseiller.ères en formation-développement et les Consultant.e.s-Formateur.ice.s mobilisé(e)s,
- le Groupe d'Appui au Projet qui regroupe en une instance tous les partenaires potentiels du ou des bénéficiaire(s) de l'accompagement en formation-développement.

Les cosignataires de la présente convention s'engagent à suivre et enrichir cette démarche.

Le Territoire et l'Adefpat conviennent de retenir 4 niveaux de projets susceptibles de bénéficier d'accompagnements par la méthode de la formation-développement, en lien notamment avec les priorités des programmes des principaux financeurs de l'Association (Europe et Région, voir Annexe 3).

- Les projets structurants pour le Territoire ;
- Les projets collectifs : économiques, sociaux, environnementaux, touristiques, culturels, patrimoniaux… ;
- Les projets de dynamisation d'un secteur d'activité, d'une filière ou d'un micro-territoire ;
- Les projets d'entreprises (création, développement, diversification, transmission-reprise…) : tout secteur et tout statut, en individuel ou en collectif.

Les modalités de mise en œuvre des actions de formation-développement et les engagements réciproques des parties sont précisés en Annexe 1.

3.2. MISE EN COHERENCE DES ACTIONS DE FORMATION DEVELOPPEMENT A L'ECHELLE DU TERRITOIRE

Le Territoire est l'interlocuteur privilégié de l'Adefpat sur son périmètre. Il assure, via sa mission d'ingénierie, la solidarité territoriale en mobilisant les autres acteurs locaux (communes, intercommunalités, PETR, PNR, chambres consulaires…) autour du ou des porteur.euse.s de projet.

Dans ce cadre, Le PNR des Grands Causses est systématiquement invité aux GAP pour les actions de formation développement sur son territoire.

La mise en cohérence du rôle chacun peut se faire en différentes occasions.

A l'occasion des actions de formation-développement

L'Adefpat s'assure que tous les adhérents concernés par un projet accompagné en formation développement sont informés du projet avant la tenue du Groupe d'Appui au Projet auquel ils sont invités à participer (sauf avis contraire d'un adhérent), et les associe à l'instruction en fonction du projet.
En cas de difficultés pour déterminer l'Organisme de Développement en charge de l'accompagnement du projet, l'Adefpat peut prendre en charge les invitations au Groupe d'Appui au

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30
www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet. Ce dernier fixera alors dans son ordre du jour la désignation de l'Organisme de Développement le plus pertinent dans l'intérêt du/de la/des porteur.euse.s de projet.

A l'occasion du suivi bisannuel des actions de formation-développement

La réunion bisannuelle de suivi de l'action de l'Adefpat sur le territoire de l'adhérent peut être organisée en associant l'ensemble des adhérents intervenant sur le territoire (Communauté de communes ou d'agglomération, Pôle d'Équilibre Territorial et Rural, Parc Naturel Régional, Chambres consulaires…).

A l'occasion de réunions spécifiques

Une réunion spécifique peut être organisée à la demande du Territoire ou de l'Adefpat pour assurer un suivi de la présente convention, vérifier l'adéquation entre les orientations stratégiques du Territoire et l'apport de l'Adefpat, et traiter de tout sujet engageant le partenariat entre les deux signataires de la présente convention.

ARTICLE 4 – LES AUTRES SERVICES

La présente convention permet en outre au Territoire, sans contrepartie :

- d'avoir accès aux ressources du réseau de formation développement (connaissance des projets des autres territoires, des compétences des consultants formateurs, du partenariat technique et institutionnel, consultation des conseiller.ère.s Adefpat en tant que personnes ressources…) ;
- de participer aux journées de sensibilisation, de formations, aux voyages d'études, aux échanges de pratiques… organisés par l'Adefpat et d'utiliser le réseau pour partager des problématiques avec d'autres adhérents ; le cas échéant, de participer activement à un programme de coopération interterritoriale selon des modalités qui seront propres à chaque programme ;
- d'avoir accès aux activités de veille (prospective et actualités) de l'Adefpat ;
- d'avoir accès aux communications de l'Adefpat (newsletters, réseaux sociaux, mailings…).

Au-delà, l'Adefpat peut apporter au Territoire d'autres appuis lui permettant de développer sa capacité d'action dans le domaine du développement local, par exemple la participation à des programmes de coopération, à des projets spécifiques initiés par l'Adefpat, à des expérimentations territoriales, à de la recherche-développement sur des sujets nouveaux, à de l'accompagnement sur mesure des équipes du Territoire… La mise en œuvre de ces services ou appuis sera systématiquement encadrée par l'établissement de conventions ad'hoc.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION A LA VIE ASSOCIATIVE

En tant qu'adhérent, le Territoire désigne un deux représentant.e.s élu.e.s à l'Assemblée Générale (un titulaire et un suppléant) qui :

- participent aux Groupes d'Appui au Projet,
- contribuent à faire connaître l'Adefpat sur le Territoire,

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30
www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

- assurent si besoin les mises en relation pour le bon fonctionnement des actions de formation développement,
- présentent les dossiers d'accompagnement en formation-développement au Conseil d'Administration de l'Adefpat,
- suivent l'activité de l'Adefpat sur le territoire et participent aux rencontres bisannuelles de suivi de l'action et aux rencontres spécifiques éventuelles.

Le Territoire peut siéger au Conseil d'Administration de l'Adefpat dans le collège 1 des organisations territoriales. L'ensemble des adhérents de ce collège s'organise pour désigner ses représentants au Conseil d'Administration.

ARTICLE 6 – COMMUNICATION

En tant qu'adhérent, le Territoire bénéficie d'une page de présentation sur le site internet de l'Adefpat :

- présentation du Territoire,
- lien vers le site Internet du Territoire,
- mise en valeur des projets accompagnés en formation développement sur le Territoire.

Les projets accompagnés par l'Adefpat sur le Territoire peuvent par ailleurs faire l'objet de publications sur le fil d'actualité du site internet de l'Adefpat, dans sa newsletter mensuelle et/ou sur les réseaux sociaux. Le Territoire est systématiquement cité dans ces publications.

A la demande du Territoire, l'Adefpat peut publier une actualité spécifique (événement, offre d'emploi, labellisation…) dans sa newsletter.

Le Territoire s'engage à :

- mentionner le partenariat avec l'Adefpat sur son site internet et établir un lien vers celui de l'Adefpat,
- mentionner l'Adefpat (nom et/ou logo) lors de communications du Territoire sur les projets bénéficiant ou ayant bénéficié d'un accompagnement Adefpat, ainsi que les logos et mentions obligatoires des financeurs de l'action (cf. conventions relatives aux actions),
- faire apparaître le logo de l'Adefpat en cas de co-organisation d'événement(s),
- faire une présentation de son territoire lorsqu'il accueille un Conseil d'Administrateur.

ARTICLE 7 – MONTANT DE LA COTISATION ANNUELLE

En adhérant à l'Adefpat et par la présente convention, le Territoire s'engage à régler annuellement une cotisation d'adhésion à l'association, dont le montant est défini lors de son Assemblée Générale. Le paiement de la cotisation annuelle se fait à réception de l'appel à cotisation transmis par l'Adefpat.

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30 www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

ARTICLE 8 – DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1 DURÉE

La présente convention est conclue pour la période 2024-2026. Elle pourra faire l'objet d'avenants.

8.2 RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée, après concertation, par l'un des cosignataires en respectant un préavis de 3 mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.
La médiation du Conseil d'Administration aura été préalablement mobilisée.

Fait en double exemplaire à XXX, le xx/xx/xxxx

Pour le Territoire Le Président Richard FIOL	Pour l'Adefpat La Présidente Claudie BONNET

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30
www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Annexes

Annexe 1. La formation développement

LE ROLE DES PARTIES PRENANTES D'UNE ACTION DE FORMATION DEVELOPPEMENT

L'Organisme de Développement (OD) a pour rôle de

- Solliciter l'Adefpat.
- Légitimer l'importance du projet en lien avec la stratégie territoriale et porter la nécessité de l'accompagner en formation-développement.
- Prendre lorsque c'est nécessaire une délibération en ce sens.
- Désigner un élu référent en charge de la bonne exécution de l'action de formation développement.
- Désigner un animateur chargé du suivi du projet (agent de développement).
- Mobiliser les partenaires du ou des porteur.euse.s de projet au sein du GAP et présider le GAP.
- Présenter (élu) l'accompagnement au Conseil d'administration de l'Adefpat.
- Signer la convention tripartite avec l'Adefpat et le ou les porteur.euse.s de projet, ou bipartite avec l'Adefpat.

L'animateur / Agent de développement a pour rôle de

- Assurer la préparation et le suivi de l'action.
- Rencontrer le ou les porteur.euse.s de projet avec le Conseiller en Formation Développement.
- Rencontrer le Consultant-Formateur identifié avec le ou les porteur.euse.s de projet (option).
- Participer à la composition du GAP.
- Organiser et convoquer les réunions des GAP, les co-animer avec l'Adefpat, en rédiger les comptes rendus et les diffuser.
- Participer à la rédaction de la partie « contexte du projet » du dossier pour le Conseil d'administration de l'Adefpat.
- Assurer un suivi de l'accompagnement en lisant les comptes rendus de séance et en les faisant circuler le cas échéant auprès du ou des porteur.euse.s de projet et des destinataires choisis.
- Faire le lien entre le ou les porteur.euse.s de projet ou le groupe projet, l'Adefpat et les membres du GAP.
- Participer à la mobilisation des membres du GAP pendant l'accompagnement.
- Et pour les projets territoriaux :
    - participer autant que possible aux journées d'accompagnement,
    - organiser la tenue des séances (salle, invitation, connexion Internet, repas…).

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30 www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Le Consultant Formateur a pour rôle de

- Engager toute son action dans un cadre territorial en vue d'accompagner la réalisation du projet.
- Aider le ou les porteur.euse.s de projet à faire le point sur ses connaissances, compétences et qualités, à définir ce qu'il souhaite et peut faire maintenant afin d'élaborer son projet avec réalisme.
- Appuyer le ou les porteur.euse.s de projet à mettre en place le plan d'actions de ses démarches : choix des modes d'approche, rythme et ciblage, soutien et apport d'un regard extérieur.
- Apporter à ou aux porteur.euse(s) de projet une aide méthodologique à toutes les étapes de l'identification et du montage du projet.
- Orienter le ou les porteur.euse.s de projet vers les démarches de recherche d'information ou de formation nécessaires à la validation du projet.

Le Conseiller en Formation Développement de l'Adefpat a pour rôle de

- Répondre aux sollicitations des Organismes de Développement.
- Renvoyer les demandes faites en direct par le ou les porteur.euse.s de projet vers un Organisme de Développement et s'assurer de leur prise en charge.
- Lorsqu'un accompagnement est envisageable, rencontrer le ou les porteur.euse.s de projet avec l'animateur du Territoire, analyser les besoins.
- Sélectionner le consultant-formateur le plus adapté aux besoins du ou des porteur.euse.s de projet.
- Rencontrer le ou les porteur.euse.s de projet avec le Consultant Formateur (et l'animateur - option)
- Participer à la composition du GAP.
- Participer aux réunions du GAP, les co-animer.
- Rédiger le dossier à destination du Conseil d'administration en le faisant valider par l'animateur, le ou les porteur.euse.s de projet.
- Faire le montage financier, mobiliser les financements nécessaires et assurer le suivi administratif et financier de l'action d'accompagnement en formation développement
- Recevoir et analyser les comptes-rendus des séances d'accompagnement.
- Solliciter le ou les porteur.euse.s de projet à l'issue de la deuxième journée de formation pour s'assurer du bon déroulement de l'accompagnement.
- Participer à la première séance de formation accompagnement et à la dernière pour assurer le temps de retour d'expérience.
- Assurer une médiation entre le ou les porteur.euse.s de projet et le Consultant Formateur si besoin.
- Participer à une séance de formation développement si besoin.
- Assurer une mission de post-accompagnement du ou des porteur.euse.s de projet 6 mois après la fin de l'accompagnement (hors projets territoriaux).

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30
www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

LE GROUPE D'APPUI AU PROJET (GAP)

Le GAP n'est pas une lacune, ni une ville des Alpes. C'est l'acronyme de Groupe d'Appui au Projet. Ce n'est pas non plus le groupe projet (dans certains cas, le porteur de projet, c'est un groupe).

Le GAP pourquoi ?

Mobiliser un réseau	Pour le porteur de projet, c'est l'occasion de rencontrer les institutions et personnes ressources qui pourront apporter info, aide, critique sur son projet.
Ancrer le projet localement	Pour l'organisme de développement, le GAP permet de faciliter les relations entre le porteur de projet, les collectivités et les partenaires sociaux et économiques du territoire.
Concerter les appuis	Pour l'Adefpat, le groupe d'appui garantit la complémentarité des accompagnements. Il valide le fait que l'Adefpat prolonge l'action des partenaires et ne la remplace pas.

Le GAP avec qui ?

Sur mesure	Chaque projet est différent, chaque territoire dispose de réseaux, de ressources, de fonctionnements particuliers. La composition du GAP est donc à voir au cas par cas. Exemple pour un projet agro-alimentaire : la Chambre d'agriculture, la chambre de métiers, le maire, la plateforme d'initiatives locale, l'agence de dév. régionale.

Le GAP Comment ?

Bienveillance	La réunion du GAP est un temps d'échange. La méthode de formation-développement, c'est avant tout l'accompagnement des personnes, elles ne progressent pas avec des jugements mais plutôt des questionnements, des avis, des suggestions.
Pratique	Le GAP valide le dispositif d'accompagnement, il initie une relation d'appui avec un ou plusieurs des partenaires (dont l'Adefpat), il enrichit le projet et doit permettre au porteur de projet d'avancer dans sa stratégie, sa maîtrise du projet et ses démarches. Enfin, il engage le porteur de projet à poser des actes, suivre un plan, présenter des avancées. L'organisme de développement le convoque et l'anime, avec l'appui du conseiller en formation-développement. Il en rédige le compte-rendu.

Le GAP quand ?

Avant Pendant Après	Le GAP se réunit (a minima est consulté) avant le lancement de l'accompagnement. Il est garant d'un accord local des partenaires devant le CA de l'Adefpat. Il se réunit à la fin pour faire un bilan et mettre en perspectives ; et si nécessaire en cours d'accompagnement. Les membres du GAP sont mobilisés par le consultant-formateur ou le porteur de projet (de façon individuelle ou collective) durant l'accompagnement. (participation à une séance, entretien, contact téléphonique ou mail…).

LES ENGAGEMENTS DE L'ADEFPAT

- L'Adefpat intervient sur le Territoire à sa demande, après vérification de l'opportunité du recours à la formation-développement.

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi \\ contact@adefpat.fr \\ 05 63 36 20 30 \\ www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

- Si la demande arrive par d'autres voies (communes, chambres consulaires, clubs d'entreprises ou autres), l'Adefpat en informe le Territoire. Ils vérifient ensemble la cohérence avec les orientations stratégiques du Territoire et étudient ensemble les suites à donner.
- L'Adefpat affecte les moyens humains nécessaires pour analyser les besoins de montée en compétences d'un.e porteur.euse de projet et déterminer les objectifs de l'accompagnement par la formation développement. Cette phase d'instruction est réalisée en collaboration avec la personne désignée par le Territoire pour assurer l'accompagnement global du projet. L'Adefpat informe le ou la porteur.euse de projet du rôle de l'Organisme de Développement.
- Le Conseil d'administration de l'Adefpat examine les demandes d'accompagnements en formation développement, préalablement validées par le Groupe d'Appui au Projet, et affecte les moyens techniques et financiers nécessaires à la réalisation des accompagnements agréés, selon les règles d'éligibilité définies, notamment en matière d'autofinancement des porteur.euse.s de projet.
- L'Adefpat s'engage à être en appui du Territoire dans chacune des étapes du déroulement de l'action de formation développement, et à apporter toutes les informations permettant d'enrichir le projet.
- L'Adefpat s'engage auprès de ses parties prenantes (adhérents, financeurs, partenaires, porteur.euse.s de projet) à un suivi des projets accompagnés et de l'impact de son activité.

LES ENGAGEMENTS DU TERRITOIRE

Si le Territoire est Organisme de Développement

Pour que l'action de formation développement réponde aux besoins des porteur.euses de projets et reste en adéquation avec son environnement local et professionnel, le Territoire s'engage à assurer le pilotage de l'accompagnement global du projet. Ce pilotage implique :

- de s'assurer de la cohérence du projet avec les objectifs des conventions territoriales, des organisations professionnelles, et d'une façon plus générale avec la situation économique locale et/ou sectorielle ;
- de désigner la personne chargée du suivi et de l'animation qui, en liaison avec l'Adefpat doit :
  - vérifier la motivation des demandeurs à concevoir eux-mêmes leur projet dans le cadre d'un accompagnement par la formation développement,
  - mettre en relation le porteur de projet avec son environnement, notamment avec des partenaires potentiels, et l'aider à rechercher des synergies avec d'autres acteurs ou groupes,
  - faciliter la levée des blocages institutionnels et humains,
  - aider à rechercher les moyens complémentaires nécessaires à la mise en œuvre du projet (étude, financements, locaux...),
  - faire circuler l'information et faire valider, si nécessaire, les étapes intermédiaires du projet par les instances appropriées ;
- de constituer le Groupe d'Appui au Projet avec l'Adefpat, définir qui mobiliser, quand et pourquoi, le convoquer, le présider et en rédiger et envoyer le relevé de décisions, et ce dans l'objectif d'associer l'ensemble des partenaires potentiels autour du ou des porteur.euses de projets ;

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30
www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

- d'assurer la représentation d'un(e) élu(e) du Territoire lors d'un Conseil d'Administration de l'Adefpat pour présenter et soutenir le projet d'accompagnement par la formation développement ;
- d'assurer un suivi du ou des bénéficiaires de l'accompagnement après réalisation de l'action de formation développement ;
- de valoriser le projet par les moyens de communication du Territoire en mentionnant l'Adefpat et les ressources financières mobilisées (définies dans chaque convention opérationnelle).

Si un autre adhérent agissant sur le Territoire est Organisme de Développement, le Territoire participe néanmoins aux fonctions suivantes

Étant adhérente à l'Adefpat, le Territoire participe de droit au Groupe d'Appui au Projet pour les projets le concernant. Il s'engage dans ce cadre :

- à mettre en relation le bénéficiaire de l'accompagnement avec son environnement local, notamment avec des partenaires potentiels, et à l'aider à rechercher des synergies avec d'autres acteurs ou groupes ;
- à aider à la recherche de moyens complémentaires nécessaires à la mise en œuvre du projet (étude, financements, locaux, intervention de l'OPCO, formation professionnelle complémentaire…), à apporter les informations règlementaires et l'expertise technique du Territoire ;
- à gérer l'information sur la démarche d'accompagnement et le projet, à faire circuler l'information et à faire valider, si nécessaire, les étapes intermédiaires du projet par les instances appropriées ;
- à étudier les modalités de suivi du projet après la réalisation de l'action d'accompagnement par la formation développement.

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30 www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Annexe 2. L'Adefpat

GENERALITES

L'Adefpat est une association régionale créée en 1983 par des organisations de développement local qui ont souhaité se doter d'un outil mutualisé d'ingénierie adapté à l'accompagnement des porteurs de projet en milieu rural. Elle regroupe principalement des Communautés de communes et d'agglomération, des Pôles d'Équilibre Territoriaux Ruraux, des Parcs Naturels Régionaux, des chambres consulaires… qui adhèrent aux valeurs de l'association, ainsi que des Départements, la Région Occitanie et l'État.

L'Adefpat a pour mission de développer l'économie, la vitalité, l'attractivité et la qualité de vie des territoires par la montée en compétence individuelle, collective et territoriale.

L'Adefpat est certifiée ISO 9001 depuis 2014 et QUALIOPI depuis 2021. Son numéro d'organisme de formation est 73.81.00183.81.

LES MISSIONS DE L'ADEFPAT

Développer une ingénierie spécifique à l'accompagnement de porteur.euse.s de projets dans les territoires pour :

- travailler avec les femmes et les hommes qui vivent sur les territoires en partant de leurs besoins,
- co-construire les projets avec l'ensemble des acteurs des territoires afin de répondre aux enjeux des territoires,
- organiser et développer la coopération autour des porteur.euse.s de projets,
- stimuler et faire naitre des projets portés par des acteur.ice.s, des élu.e.s et des habitant.e.s.

Accompagner des projets par la formation-développement pour :

- valoriser les ressources locales,
- répondre aux besoins sociaux non pourvus,
- favoriser la transversalité des approches,
- développer un savoir-coopérer au sein d'un groupe projet et avec l'environnement,
- rechercher des modèles économiques adaptés à chaque contexte territorial,
- conforter les entreprises des territoires,
- susciter des dynamiques entre les acteurs des territoires.

Être un lieu-ressource sur l'innovation territoriale et entrepreneuriale, partagé avec ses adhérents.

LES MOYENS DE L'ADEFPAT

Pour conduire ses activités, au-delà de la contribution de ses adhérents, l'Adefpat sollicite notamment des subventions de la Région Occitanie, de l'État, de l'Union Européenne et des Conseils Départementaux.

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi \\ contact@adefpat.fr \\ 05 63 36 20 30
www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Annexe 3. Les priorités de l'Europe pour l'Adefpat

UNION EUROPEENNE

Fonds Social Européen (FSE)

Soutenir l'accompagnement à la création transmission reprise d'entreprises (Accrater)

- Former et accompagner pour favoriser le parcours vers l'emploi et la création d'activité.
- Accompagner le maintien et création d'emplois.
- Favoriser le maillage des territoires dans un souci de rééquilibrage et de résilience.
- Contribuer à accompagner la transformation des modèles économiques.
- Valoriser l'entrepreneuriat engagé qui promeut une organisation, un service ou un produit à impact environnemental et/ou sociétal.

Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, mieux anticiper les changements et les nouvelles exigences en matière de compétences (Opter)

- Améliorer les compétences et les systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques.
- Démarches anticipatrices, y compris GPEC, pour faire face aux mutations économiques notamment liées aux transitions écologiques et numériques.
- Démarches anticipatrices dans les branches, les entreprises et les territoires, notamment par le dialogue social ou via des accords passés avec l'État.
- Veille territoriale et sectorielle : outils de veille, outils de partage des données.
- Accompagnement des entreprises dans la mise en œuvre d'une démarche de RSE accompagnement des entreprises sur les aspects RH des mutations professionnelles et des impacts de la crise sanitaire.

Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER)

- Soutenir la mise en œuvre d'actions de formation professionnelle pour les acteurs agricoles, forestiers et ruraux, répondant à un ou plusieurs des objectifs en lien avec la transition agro-écologique : actions collectives de formation professionnelles ou programmes de formation (ensemble prévisionnel d'actions de formation cohérent) répondant à un objectif professionnel
- Renforcer la résilience des systèmes face aux changements climatiques, géopolitiques…
- Répondre aux attentes sociétales à tous les niveaux de la chaine alimentaire (production, transformation, commercialisation).
- Développer des modèles économiques viables répondant aux attentes du marché :
    - améliorer l'efficacité économique des exploitations et entreprises,
    - mieux répartir la valeur de l'amont à l'aval.
- Protéger l'environnement :
    - améliorer l'état des ressources naturelles et de la biodiversité,
    - réduire la consommation énergétique et lutter contre le changement climatique,

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi contact@adefpat.fr 05 63 36 20 30 www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

- bien vivre de son métier et contribuer à des campagnes dynamiques :
    - s'inscrire dans des dynamiques collectives de territoire,
    - garantir de bonnes conditions de travail et de qualité de vie.

Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)

Le développement local social, économique et environnemental intégré et inclusif ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité ailleurs que dans les zones urbaines.

- Maintenir la population sur les territoires, et accueillir de nouveaux habitants par la création d'activité et de conditions favorables à l'installation privée et professionnelle.
- Améliorer l'accès aux services.
- Revitaliser les commerces principalement de centre-bourg.
- Accompagner la création d'activité en lien avec les potentialités locales : fablab, espace de coworking, initiative locale autour de filières.
- Soutenir une offre adaptée de logement en milieu rural.
- Accompagner les porteurs de projets dans leur démarche d'installation.
- Soutenir les actions de développement visant à l'accueil de population ou de professionnels (élaboration d'offres d'accueil globales, promotion-prospection…).

17, rue Gabriel Compayré - 81000 Albi \\ contact@adefpat.fr \\ 05 63 36 20 30
www.adefpat.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_041-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-042 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Accompagnement pour la formation auprès de l'ADEFPAT pour les produits touristiques des Raspes du Tarn

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

Cf. Charte du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses 2024-2039
Axe III – DEVELOPPER
Orientation 11 : développer le potentiel touristique, patrimonial et culturel
Mesure 35 : Une destination d'excellence pour la pleine nature
Mesure 37 : Pour un tourisme écoresponsable et solidaire

Le projet d'accompagnement cité en objet répond à plusieurs enjeux et objectifs de la Charte du Parc, tel qu'exposé ci-dessous :

1 / La randonnée et les sports de nature représentent un enjeu majeur pour le développement d'un tourisme équilibré et durable. Des Causses aux Rougiers en passant par les monts et vallées, le territoire possède une mosaïque de paysages. Socle des ressources et de l'attractivité du territoire, elle constitue un gage de valeur ajoutée pour l'exercice des pratiques sportives et de loisirs à condition qu'elles s'exercent de manière respectueuse.

2 / Valoriser la vocation et l'image du territoire comme destination privilégiée pour les sports de pleine nature nécessite d'adapter l'offre aux attentes évolutives des pratiquants. Par-delà l'entretien soutenu des sentiers, il convient de développer plus spécialement la formule de l'itinérance, de plus en plus prisée par les randonneurs, et de la promouvoir au sein de l'offre touristique de loisirs.

3 / Convertir le territoire et ses acteurs à l'écotourisme, modèle de tourisme alternatif et durable, qui trouve dans les paysages naturels du Parc un écrin idéal nécessite un effort particulier. L'ouest du territoire, actuellement sous-équipé malgré un potentiel écotouristique indéniable mérite un accompagnement soutenu. La réflexion d'ensemble sur l'écotourisme comprend le développement d'offre de séjours et de nouvelles pratiques.

Il s'avère que :

1/ Le GR®736 Gorges et Vallée du Tarn, devient un produit phare du territoire. La pratique le long de l'itinéraire, en fonction des tronçons praticables, à pied, à vélo ou en canoë est en développement C'est une demande forte des nouvelles clientèles de ce GR.

2 / De même, la question de l'itinérance est indissociable de celles de l'hébergement et de la découverte du territoire à travers les visites de sites.

Ainsi, les trois porteurs de projet qui font l'objet de cet accompagnement s'inscrivent dans ces objectifs et en particulier : Elaboration d'une offre de produits combinant hébergement, restauration, visites de ferme et itinérance mixte (pédestre, vélo, canoë).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_042-DE
Reçu le 24/06/2024

Il s'agit des porteurs de projet ci-dessous présentés :

- Pierrick MICHEL est paysagiste, maraîcher et propose à la Ferme du Bosc (Viala du Tarn) des chambres d'hôtes (3 lits), table d'hôte et quelques places en tentes (4 lits). Il est en autonomie énergétique et prévoit une visite de ses installations.
- Mathieu et Margot DEBRUYNE sont en cours d'installation en maraîchage à Poussoulenc (Viala du Tarn), avec un projet d'hébergement mobil-home et camping à la ferme (10 à 12 lits en tout), location de vélos et kayaks ainsi que visite de ferme.
- Emilien CLERC gère avec sa conjointe à Comprégnac le camping du Katalpa, au bord du Tarn, avec location de canoës et de kayaks.

Les objectifs de l'accompagnement sont identifiés de la manière suivante :

- Situer leur offre touristique individuelle ou collective dans un contexte stratégique (stratégie individuelle, marché touristique, atouts et contraintes de leurs établissements, positionnement commercial...).
- Concevoir et tester (à terme gérer) des produits touristiques collectifs (positionnement, contenu, prix, organisation logistique et financière, statut de la prestation...).
- Définir (à terme mettre en œuvre et contrôler) les modes de commercialisation adaptés.

Contenu du projet

Le Bureau syndical décide de mandater un groupe projet chargé d'élaborer des propositions dans le cadre de l'accompagnement pour le développement de produits touristiques dans les Raspes du Tarn. Afin de faciliter la production collective, le Bureau syndical sollicite un accompagnement par la formation auprès de l'association pour le développement par la formation des projets et acteurs du territoire (Adefpat).

Ce groupe remplit une mission d'intérêt général pour le Syndicat mixte du Parc naturel des Grands Causses :

- Les membres du groupe projet sont chargés d'élaborer des propositions afin d'aider le Syndicat mixte du Parc naturel des Grands Causses à exercer ses compétences en partant des besoins des bénéficiaires ultimes du service d'intérêt général.
- La seule compensation financière apportée aux membres du groupe projet est l'action de formation-accompagnement mise en œuvre par l'Adefpat pour développer une compétence collective au sein du groupe projet.
- L'action de formation-accompagnement est dimensionnée aux besoins de la mission suite à un travail réalisé conjointement entre l'Adefpat et le Syndicat mixte du Parc naturel des Grands Causses.

Du fait de cette mission d'intérêt général, cette aide par la formation n'est pas considérée comme une aide d'Etat pour chacun des acteurs économiques participant au groupe projet.

Pas de contribution du Syndicat mixte du Parc naturel des Grands Causses au financement de cette formation-accompagnement.

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_042-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-043 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Formation - accompagnement auprès de l'ADEFPAT pour la création d'un pôle laine Grands Causses

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

Ce projet s'inscrit dans le cadre des axes prioritaires de la charte 2024/2039 et notamment la valorisation des ressources locales (axe III – orientation n°9 – mesure 26).
La résilience territoriale suppose davantage d'autosuffisance et une capacité à utiliser plus efficacement les ressources locales. Le territoire renforce le développement des filières économiques non délocalisables, valorisant ses ressources naturelles renouvelables.
Structurée autour de la filière Roquefort, qui est mis en lumière par le projet « Roquefort Demain », l'économie agricole se diversifie notamment avec les valorisations de la laine de brebis.

Contenu du projet

Le Bureau syndical décide de mandater un groupe projet chargé d'élaborer des propositions dans le cadre de la création d'un pôle laine Grands Causses. Afin de faciliter la production collective, le Bureau syndical sollicite un accompagnement par la formation auprès de l'association pour le développement par la formation des projets et acteurs du territoire (Adefpat).

Ce groupe remplit une mission d'intérêt général pour le Syndicat mixte du Parc naturel des Grands Causses :

- Les membres du groupe projet sont chargés d'élaborer des propositions afin d'aider le Syndicat mixte du Parc naturel des Grands Causses à exercer ses compétences en partant des besoins des bénéficiaires ultimes du service d'intérêt général.
- La seule compensation financière apportée aux membres du groupe projet est l'action de formation-accompagnement mise en œuvre par l'Adefpat pour développer une compétence collective au sein du groupe projet.
- L'action de formation-accompagnement est dimensionnée aux besoins de la mission suite à un travail réalisé conjointement entre l'Adefpat et le Syndicat mixte du Parc naturel des Grands Causses.

Du fait de cette mission d'intérêt général, cette aide par la formation n'est pas considérée comme une aide d'Etat pour chacun des acteurs économiques participant au groupe projet.

La contribution du Syndicat mixte du Parc naturel des Grands Causses au financement de cette formation-accompagnement est d'un montant correspondant : 1 560 euros.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_043-DE
Reçu le 24/06/2024

Budget et plan de financement

Total.....10 410 € TTC

Plan de financement :
- REGION – FEADER.....8 850 € TTC
- PNR.....1 560 € TTC

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_043-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-044 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Convention d'accès aux Zones de Sensibilité Majeure (ZSM)
dans le cadre des Plans nationaux d'Actions d'espèces menacées

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

Les plans nationaux d'actions (PNA) en faveur de la faune sauvage constituent une des politiques du Ministère en charge de l'environnement en matière de conservation des espèces de la faune française menacée.
La DREAL Nouvelle-Aquitaine assure la coordination nationale des PNA en faveur du Gypaète barbu et du Vautour percnoptère.
La DREAL Occitanie assure la coordination nationale des PNA en faveur du Vautour moine et de l'Aigle de Bonelli.
Afin de préserver les zones de reproduction (ou dortoirs ou sites de réintroduction), il s'est avéré nécessaire de cartographier des zones de Sensibilité Majeure (ZSM).
Compte-tenu de la sensibilité des données concernées, elles ne sont pas considérées comme des données publiques librement accessibles.
La DREAL Nouvelle-Aquitaine a développé une application cartographique pour recueillir les données de suivi des espèces visées et optimiser les actions de préservation en mettant à disposition des ZSM via des comptes sécurisés.

Par ailleurs, le Parc naturel régional des Grands Causses est un relais privilégié entre les services de l'Etat et les porteurs de projets en lien avec les usages des milieux naturels à travers diverses missions : Animation des sites Natura 2000, accompagnement des organisateurs de manifestations sportives de pleine nature, conseils aux professionnels pour le développement d'aménagements sportifs etc.
A ce titre, il est sollicité pour avis sur tout type de projet, qui peuvent potentiellement impacter la faune sauvage.
Les DREAL Occitanie et Nouvelle-Aquitaine proposent donc au Président du Parc naturel régional des Grands Causses de signer la convention de mise à disposition des ZSM, pour une durée de 5 ans.

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Convention d'accès aux
Zones de Sensibilité Majeure (ZSM)
dans le cadre des Plans Nationaux d'Actions (PNA) de certaines espèces menacées

Vu les articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement relatifs aux espèces protégées ;

Vu les articles L124-3 et L124-4 du Code de l'environnement relatifs au droit d'accès à l'information ;

Vu les articles L311-1 et L311-5 du Code des relations entre le public et l'administration relatif au droit à communication ;

Vu la directive européenne « Oiseaux » n°2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Considérant le Plan National d'Actions en faveur du Gypaète barbu piloté par la DREAL Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant le Plan National d'Actions (PNA) en faveur du Vautour percnoptère piloté par la DREAL Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant le Plan National d'Action (PNA) en faveur du Vautour moine piloté par la DREAL Occitanie ;

Considérant le Plan National d'Actions (PNA) en faveur de l'Aigle de Bonelli piloté par la DREAL Occitanie ;

Considérant que la DREAL Nouvelle-Aquitaine est la gestionnaire des droits d'accès à la plateforme géomatika pour les PNA espèces menacées.

Entre :

- L**e Parc naturel régional des Grands-Causses**, 71 Boulevard de l'Ayrolle – BP 50126, 12101 MILLAU cedex , représenté par Richard FIOL, Président

et :

- La **DREAL Nouvelle-Aquitaine**, Service Patrimoine Naturel / Département Biodiversité, Espèces, Connaissance Cité administrative B55, 2 rue Jules Ferry, 33090 BORDEAUX CEDEX, représentée par Mr Vincent JECHOUX en qualité de directeur régional,

- La **DREAL Occitanie**, Direction Ecologie, la Division Biodiversité Méditerranéenne et Continentale (DBMC), 1 rue de la Cité administrative – CS 80002 - 31074 TOULOUSE CEDEX 9, représentée par le directeur de l'écologie, M. Vassilis SPYRATOS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Article 1 - Objet de la convention

Il s'agit d'une convention cadre entre le demandeur ci-dessus mentionné et les services déconcentrés du MTE en charge du suivi des PNA (les DREAL).

Cette convention a pour objet de fournir les Zones de Sensibilité Majeure (ZSM) au demandeur et de définir le cadre d'utilisation de ces données sensibles.

Article 2 – Définition d'une ZSM et cadre d'utilisation

Les plans nationaux d'actions (PNA) en faveur de la faune sauvage constituent une des politiques du Ministère en charge de l'environnement en matière de conservation des espèces de la faune française menacée.

La DREAL Nouvelle-Aquitaine (SPN/DBEC) assure la coordination nationale des PNA Gypaète barbu et Vautour percnoptère.
La DREAL Occitanie (DE/DBMC) assure la coordination nationale des PNA Vautour moine et Aigle de Bonelli

Certains rapaces sont particulièrement sensibles au dérangement. Afin de favoriser les conditions de reproduction (en particulier le maintien des couples nicheurs sur des sites favorables) et de faciliter la mise en œuvre de mesures de gestion définissant les modalités de réalisation d'activités sur les sites de reproduction, il s'est avéré nécessaire de disposer d'une cartographie des **zones de sensibilité majeure (ZSM)**[1]. Ces ZSM sont constituées principalement des sites de reproduction et plus rarement des dortoirs et sites de réintroduction. Elles sont associées à un calendrier basé sur le cycle de reproduction de l'espèce. La diffusion et la prise en compte des ZSM doit ainsi permettre un report quasi systématique des activités humaines potentiellement dérangeantes en dehors des périodes d'activations des ZSM.
Au-delà des seules périodes sensibles elles doivent bien entendu être prises en compte pour tous travaux, aménagements, nouvel usage qui menaceraient d'affecter durablement leurs habitats et leur quiétude (aménagements d'accès carrossables ou pédestres, équipements d'activités sportives ou de loisir, transformation durable de la végétation ou du milieu, etc.).

Compte-tenu de la sensibilité des données concernées, celles-ci **ne peuvent être considérées comme des données publiques librement accessibles**, et ne peuvent être utilisées à l'encontre des objectifs de conservation de l'espèce, définis par les PNA.

Par ailleurs, **la ZSM n'est pas l'outil adapté à l'analyse des impacts sur les habitats vitaux des espèces menacées concernées pour des projets d'aménagements ou des plans et programmes. D'autres zonages plus globaux de PNA : domaines vitaux (DV), zones d'erratismes (ZE), zones d'hivernage, couloirs migratoires... sont pertinents pour ce faire.**
Considérer ainsi que les habitats de l'espèce seraient préservés simplement parce que la(les) ZSM ne serai(en)t pas impactée(s) constituerait une erreur manifeste d'approche de l'évaluation des impacts.

La DREAL Nouvelle-Aquitaine a développé, à l'échelle nationale **une application cartographique https://pnao.geomatika.fr/** qui a ainsi pour objet :

[1] *Confère document en **annexe 1** « **Principe de ZSM** » qui précise le mode d'établissement et de gestion des ZSM via l'application ainsi que les périodes sensibles pour chacune des espèces.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

- de recueillir des données de suivi de la reproduction.
- d'optimiser les actions de préservation en automatisant la mise à disposition des ZSM via des comptes personnels sécurisés.

Article 3 – Modalités d'accès et d'usage des données ZSM

Le demandeur renseigne en annexe 2 la liste limitative des personnes y ayant accès, celles-ci ayant à leur disposition un exemplaire de la convention et s'engageant à la respecter.

Il justifie dans sa demande d'un objectif exclusif d'usage(s) contribuant à la poursuite des objectifs de préservation des espèces PNA et visant, notamment, à éviter les perturbations en période de reproduction.

Si sa demande porte sur un besoin continu et pérenne d'accès aux ZSM, un compte d'accès à l'application pnao.geomatika.fr lui sera alors fourni.
A l'inverse une simple transmission (pdf, shp ou kml) de la présence et de l'état d'activation des ZSM à l'instant t lui sera transmis.

Le demandeur se rapproche des DREAL et des opérateurs des PNA concernés pour échanger sur toute problématique qui pourrait impacter ces ZSM ou pour tout projet de mesures de protection ou de gestion les concernant.

Le demandeur s'engage à utiliser ces informations uniquement dans l'objectif à l'origine de sa demande et dans le cadre de ses attributions ou activités.
Il s'engage en outre à ne rediffuser à des tiers, ni les codes d'accès, ni les informations sur la localisation des ZSM, sous quelque forme que ce soit. Le non-respect de cet article, entraînerait une rupture immédiate de la convention et de l'accès à l'outil pnao, les DREAL se réservant la possibilité d'exercer des poursuites en fonction de la gravité des faits.

Article 4 – Description des données

➢ Les données ZSM dont l'accès en ligne est sollicité concernent les espèces suivantes :

→ Vautour Moine
→ Vautour percnoptère
→ Gypaète Barbu
→ Aigle de Bonelli

➢ Les données ZSM sollicitées concernent le territoire suivant :

→ Territoire administratif du PNR des Grands-Causses (*12/34*)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Article 5 – Propriété et Utilisation des données

La propriété intellectuelle des données est réservée au responsable des producteurs de données initiales (opérateurs techniques des PNA concernés et partenaires des suivis). Elles sont mises à disposition des DREAL qui gèrent les autorisations d'accès et valident ou rejettent les demandes dans le cadre des objectifs définis à l'article 2.

Les signataires s'engagent en outre à fixer la liste limitative des personnes de leurs organismes, autorisées à accéder aux données, après signature d'un engagement personnel faisant référence à la présente convention qu'elles reconnaissent avoir lu et s'engagent à respecter.

Article 6 – Bilan de l'utilisation des données

Le bénéficiaire s'engage à faire retour aux DREAL d'une synthèse annuelle de l'utilisation des données et pour quel objectif (travaux, survol, etc.).

Article 7 – Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet dès sa signature par les parties contractantes.
Elle est de cinq ans à compter de la date de signature par l'ensemble des parties.

Article 8 – Modification de la convention

Le contenu de la convention peut être modifié par voie d'avenant en accord entre les différents signataires. Les différentes parties s'engagent à trouver un accord dans un délai qui ne saurait excéder deux mois à compter de la demande d'avenant.

Article 9 – Résiliation

Sauf cas de force majeure, en cas d'inexécution par l'une des parties d'une seule de ses obligations contractuelles et après tentative de conciliation à l'amiable, une mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception sera envoyée. Si elle reste sans effet pendant plus d'un mois, les parties pourront demander la résiliation de la présente convention.

Article 10 – Droits applicables

Toute contestation portant sur l'exécution ou l'inexécution ou l'interprétation de la présente convention ou de ses suites, sera soumise, à défaut d'accord amiable à la compétence exclusive des tribunaux compétents y compris en cas de référé, d'appel ou de pluralité de défendeurs.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Fait à Millau le

En 1 exemplaire original cosigné par les parties

Le Parc naturel régional des Grands-Causses, représenté par Monsieur Richard FIOL, Président

La DREAL Nouvelle Aquitaine
Service Patrimoine Naturel / Département Biodiversité, Espèces, Connaissance,
représentée par Mr Vincent JECHOUX en qualité de directeur régional

La DREAL Occitanie
Direction Ecologie, Division Biodiversité Méditerranéenne et Continentale,
représentée par délégation du directeur régional,
par le directeur de l'écologie, M. Vassilis SPYRATOS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Annexe 1 – Document « Principe de Zones de Sensibilité Majeure », DREAL NA

Annexe 2 – Liste limitative des personnes ayant accès aux données ZSM dans l'organisme signataire

les personnes ci-après déclarent avoir pris connaissance et s'engagent à respecter les conditions d'usage de la présente convention

Nom	Prénom	Service / Fonction	Mail	Téléphone	Signature
JACOB	Laure	Chargée de mission milieux naturels, faune, flore	laure.jacob@parc-grands-causses.fr	0565614360	
RAYMOND	Jean-François	Chargé de mission SIG, signalétique et évaluation	jean-francois.raymond@parc-grands-causses.fr	0565614356	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Annexe 3 – Liste et coordonnées des référents PNA des 4 espèces concernées

Territoire	Nom	Structure / Fonction	Tel	Mail
France	Arnaud DELBARY	DREAL Nouvelle-Aquitaine Référent France **PNA Gypaète barbu** et **Vautour percnoptère et administrateur pnao.geomatika**	07.64.67.22.31	arnaud.delbary@developpement-durable.gouv.fr
France / Occitanie	Patrick BOUDAREL	DREAL Occitanie Référent France **PNA Aigle de Bonelli et Vautour moine,** Référent **Gypaète barbu** et **Vautour percnoptère** : Grands-Causses, Sud-Est	07 62 18 49 69	patrick.boudarel@developpement-durable.gouv.fr
Occitanie / Pyrénées	Philippe XERIDAT	DREAL Occitanie Référent **Gypaète barbu** et **Vautour percnoptère** Pyrénées	05 61 58 51 36	philippe.xeridat@developpement-durable.gouv.fr
« Sud-Est»	Cécile PONCHON	CEN-PACA : Coordinatrice Sud-Est : **Vautour percnoptère**	06.31.75.25.58	cecile.ponchon@cen-paca.org
France	Olivier SCHER	CEN-Occitanie Opérateur PNA France et Occitanie : **Aigle de Bonelli**	06 37 33 40 90	olivier.scher@cen-occitanie.org
Grands Causses	Léa GIRAUD, Noémie ZILETTI, Renaud NADAL, Thierry DAVID	LPO Grands Causses Opérateur France : **PNA Vautour moine** et Chargés de mission suivi conservation **Gypaète barbu, Vautour Percnoptère :** Grands Causses	05.65.62.61.40	lea.giraud@lpo.fr noemie.ziletti@lpo.fr renaud.nadal@lpo.fr thierry.david@lpo.fr
Hérault / Sud GC	Alain RAVAYROL, Antoine CARRER	La Salsepareille Opérateur 34 et bagueur LR : **Aigle de Bonelli,** Suivi **Percnoptère** (sud GC 34)	06 81 59 49 47	lasalsepareille@orange.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité









Principe de zones de sensibilité majeure (ZSM)

des espèces de rapaces bénéficiant d'un plan national d'actions

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Rédaction

DREAL Nouvelle-Aquitaine / Service protection de la nature / Département biodiversité, espèces et connaissance / Luc Albert

Conception - maquette

DREAL Nouvelle-Aquitaine / Pôle communication / Catherine Ollier

Photos

Couverture - de haut en bas : Gypaète barbu ©Antoni Margalida, Vautour percnoptère ©Bruno Berthemy
Vautour moine ©Bruno Berthémy, Aigle de Bonelli ©David Lacaze / CEN Occitanie

p 9 : Vallée d'Aspe, pic de Ronglet et le pic d'Anchet, ©Thierry Degen / DREAL Nouvelle-Aquitaine
Montagnes Béarnaises, col de l'Iou, ©Thierry Degen / DREAL Nouvelle-Aquitaine
Gypaète barbu, ©Bruno Berthemy

p 15 : Gypaète barbu, ©Bruno Berthemy

p 20 : Vautour percnoptère, ©Michaël Kaczmar

p 24 : Vautour moine, ©Bruno Berthemy

p 28 : Aigle de Bonelli, ©David Lacaze / CEN Occitanie

Cartographie

Couverture, p 11 et p 13 : Images issues de l'application PNAO.geomatika

p 15 : Extrait du livre, Le gypaète barbu, Jean-François Terrasse, Delachaux et Niestlé (données 2019)

p 20 : BirdLife International 2017a. European birds of conservation concern : populations, trendsand national responsibilities
Cambridge, UK : BirdLife International.

p 24 : Extrait du site internet, www.iucnredlist.org
(https://www.iucnredlist.org/search/map?query=Aegypius%20monachus&searchType=species)

Sigles et abréviations

DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
PNA : Plan National d'Actions
ZSM : Zone de Sensibilité Majeure

Août 2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Table des matières

Sigles at abréviations 3

1. Plans nationaux d'actions 4

1.1. Définition 5
1.2. Objectifs 5

2. Réglementation 6

2.1. Interdictions 7
2.2. Dispositif dérogatoire 8
2.3. Séquence « Éviter, Réduire, Compenser » 8

3. Principes généraux des ZSM 10

3.1. Périodes de sensibilité 11
3.2. Sensibilité au dérangement 11
3.3. Activation / désactivation de la ZSM 11
3.4 L'application PNAO (https://pnao.geomatika.fr/) 12
3.4.1. Contexte de création 12
3.4.2. Fonctionnalités de l'application 13

4. Les différentes espèces concernées 14

4.1. Gypaète barbu (*Gypaetus barbatus*) 15
4.1.1 Description de l'espèce 15
4.1.2 Réglementation spécifique 17
4.1.3 Règles de délimitation des ZSM (cf PNA 2010 - 2020, p124) 17
4.1.4 Limites altitudinales encadrant les activités aériennes 17
4.1.5 Gestion des activations des ZSM du Gypaète barbu 18
4.1.6 Diffusion des ZSM du Gypaète barbu 18
4.1.7 Contacts des référents 19
4.2. Vautour percnoptère (*Neophron percnopterus*) 20
4.2.1 Description de l'espèce 20
4.2.2 Règles de délimitation des ZSM (cf PNA 2015 - 2024, p92-93 et p159-161) 22
4.2.3 Limites altitudinales encadrant les activités aériennes 22
4.2.4 Gestion des activations des ZSM du Vautour percnoptère 23
4.2.5 Diffusion des ZSM 23
4.2.6 Contacts des référents 23
4.3. Vautour moine (*Aegypius monachus*) 24
4.3.1 Description de l'espèce 24
4.3.2 Règles de délimitation des ZSM 26
4.3.3 Limites altitudinales encadrant les activités aériennes 26
4.3.4 Gestion des activations des ZSM du Vautour moine 27
4.3.5 Diffusion des ZSM 27
4.3.6 Contacts des référents 27
4.4. Aigle de Bonelli (Aquila fasciata) 24
4.4.1 Description de l'espèce 28
4.4.2 Règles de délimitation des ZSM 30
4.4.3 Limites altitudinales encadrant les activités aériennes 30
4.4.4 Gestion des activations des ZSM de l'Aigle de Bonelli 31
4.4.5 Diffusion des ZSM 31
4.4.6 Contacts des référents 31

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

1 Plans nationaux d'actions

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

1.1. Définition

Les plans nationaux d'actions (PNA) sont des outils stratégiques opérationnels qui visent à assurer la conservation ou le rétablissement dans un état de conservation favorable d'espèces de faune et de flore sauvages menacées ou faisant l'objet d'un intérêt particulier. Cet outil est mobilisé lorsque les autres politiques publiques environnementales et sectorielles incluant les outils réglementaires de protection de la nature sont jugées insuffisantes pour aboutir à cet objectif.

1.2. Objectifs

Certaines espèces de rapaces sont particulièrement menacées, notamment du fait des activités humaines. Ces menaces peuvent conduire à la raréfaction, voire à l'extinction de telles espèces, sur tout ou partie des territoires qui les hébergent. L'état de conservation de ces espèces est considéré comme mauvais ou défavorable lorsque les paramètres qui conditionnent leur dynamique ou qui évaluent la quantité et la qualité de leurs habitats se dégradent à un niveau tel que la viabilité de leurs populations sur le long terme est remise en cause.

L'objectif des réglementations européennes et nationales relatives à la protection des espèces de faune et de flore sauvages est d'assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des espèces les plus menacées. Cela nécessite alors des actions spécifiques pour restaurer leurs populations et leurs habitats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

2 Réglementation

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

2.1. Protection des espèces

En France, les rapaces sont protégés en application de l'article L411-1 du Code de l'environnement et par l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. L'article 3 de ce dernier stipule notamment que :

I. *Sont interdits sur tout le territoire métropolitain et en tout temps : la destruction intentionnelle ou l'enlèvement des oeufs et des nids ; **la destruction**, la mutilation intentionnelles, la capture ou l'enlèvement des oiseaux dans le milieu naturel ; **la perturbation intentionnelle des oiseaux**, notamment pendant la période de reproduction et de dépendance, pour autant que la perturbation remette en cause le bon accomplissement des cycles biologiques de l'espèce considérée.*

II. *Sont interdites sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants **la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux**. Ces interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée, aussi longtemps qu'ils sont effectivement utilisés ou utilisables au cours des cycles successifs de reproduction ou de repos de cette espèce et pour autant que la destruction, l'altération ou la dégradation remette en cause le bon accomplissement de ces cycles biologiques.*

III. *Sont interdits sur tout le territoire national et en tout temps la détention, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non des spécimens d'oiseaux prélevés :*
- *dans le milieu naturel du territoire métropolitain de la France, après le 19 mai 1981,*
- *dans le milieu naturel du territoire européen des autres états membres de l'Union européenne, après la date d'entrée en vigueur dans ces états de la directive du 2 avril 1979 susvisée.*

Focus sur la définition de perturbation intentionnelle

Dans le document d'orientation sur la protection stricte des espèces animales d'intérêt communautaire en vertu de la directive « Habitats » 92/43/CEE nous retrouvons les précisions suivantes :

p39 *La perturbation ne doit pas nécessairement porter directement atteinte à l'intégrité physique d'une espèce, mais peut avoir un impact négatif direct. La perturbation est néfaste pour une espèce protégée, notamment parce qu'elle réduit ses chances de survie, le succès de reproduction ou ses capacités de reproduction.*

P41 *Un acte «intentionnel» recouvre également les situations dans lesquelles le résultat n'est pas directement voulu mais où la personne aurait dû tenir compte des conséquences susceptibles de découler de son acte.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

2.2. Dispositif dérogatoire

Un dispositif dérogatoire à ces interdictions est décrit à l'article L411-2 4° du Code de l'environnement. La dérogation doit rester exceptionnelle et peut être refusée.

> ***À condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante*** *[commentaire : notamment d'évitement] et que la mesure ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle, l'autorité administrative compétente peut délivrer, [...], des autorisations exceptionnelles pour déroger aux interdictions fixées à l'article 1er pour les motifs ci-après :*
>
> **a.** *Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;*
>
> **b.** *Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;*
>
> **c.** *Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;*
>
> **d.** *À des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ;*
>
> **e.** *Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens ;*

2.3. Séquence « Éviter, Réduire, Compenser »

La Loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages renforce les conditions du respect de la séquence « Éviter, Réduire, Compenser ».

➤ **Le principe de zones de sensibilité majeure (ZSM), décrit dans les pages suivantes, découle ainsi de la notion d'évitement :** de perturbation, de destruction, d'altération d'habitat...

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024







Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

3 Principes généraux des ZSM

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Certains rapaces sont particulièrement sensibles au dérangement. Afin de favoriser les conditions de reproduction (en particulier le maintien des couples nicheurs sur des sites favorables) et de faciliter la mise en œuvre de mesures de gestion définissant les modalités de réalisation d'activités sur les sites de reproduction, il s'est avéré nécessaire de disposer d'une cartographie des zones de sensibilité majeure (ZSM). Ces ZSM sont constituées principalement des sites de reproduction et plus rarement des dortoirs et sites de réintroduction. Elles sont associées à un calendrier basé sur le cycle de reproduction de l'espèce. La diffusion et la prise en compte des ZSM doit ainsi permettre un report quasi systématique des activités humaines potentiellement dérangeantes en dehors des périodes d'activations des ZSM.

Au-delà des seules périodes sensibles, elles doivent bien entendu être prises en compte pour tous travaux, aménagements, nouvel usage qui menaceraient d'affecter durablement leurs habitats et leur quiétude (aménagements d'accès carrossables ou pédestres, équipements d'activités sportives ou de loisir, transformation durable de la végétation ou du milieu, etc.).

Compte-tenu de la sensibilité des données concernées, celles-ci **ne peuvent être considérées comme des données publiques librement accessibles**, et ne peuvent être utilisées à l'encontre des objectifs de conservation de l'espèce, définis par les PNA.

Par ailleurs, **la ZSM n'est pas l'outil adapté à l'analyse des impacts sur les habitats vitaux des espèces menacées concernées pour des projets d'aménagements ou des plans et programmes. Seuls les outils globaux : domaines vitaux (DV), zones d'errastismes (ZE), couloirs migratoires... sont pertinents.**

Considérer que les habitats de l'espèce seraient préservés simplement parce que la(les) ZSM ne serai(en)t pas impactée(s) constituerait une erreur manifeste d'approche de l'évaluation des impacts.

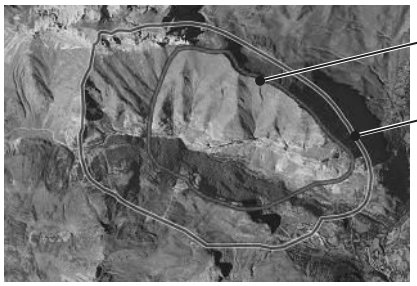
3.1. Périodes de sensibilité

Le début du cycle de la reproduction d'une espèce (parades nuptiales, construction d'une aire) marque le début de la période de sensibilité. L'envol des jeunes et leur dispersion clôturent la saison de reproduction et marquent ainsi la fin de la période de sensibilité.

3.2. Sensibilité au dérangement

La sensibilité aux perturbations anthropiques varie en fonction du type d'activité et de l'espèce considérée. Les études scientifiques permettent alors de définir les distances généralement nécessaires à la quiétude des oiseaux de chaque espèce. Ces distances théoriques sont alors reprises et adaptées à la topographie pour constituer les ZSM autour des nids appelés aires de reproduction chez les rapaces.

Deux périmètres de quiétude sont alors mis en place :



- **périmètre cœur** à l'intérieur duquel toute activité est susceptible de perturber l'espèce
- **périmètre tampon** à l'intérieur duquel toute activité bruyante est susceptible de perturber l'espèce

et sont complétés par des limites altitudinales encadrant les activités aériennes.

3.3. Activation / désactivation de la ZSM

En fonction de la période de sensibilité et des choix d'aires de reproduction par les couples, les ZSM sont considérées comme actives c'est-à-dire à prendre en compte à cet instant, ou inactives c'est-à-dire qui ne représentent pas de contrainte à cet instant.

- En début de période de sensibilité de l'espèce considérée, toutes les ZSM sont activées.
- À partir de la période où il n'est plus possible pour l'espèce considérée de réaliser de ponte de remplacement, les ZSM non fréquentées sont désactivées. Les autres restent actives.
- À la date de fin de période de sensibilité, les ZSM encore actives sont désactivées.
- À partir de cette date et jusqu'au début de la saison de reproduction suivante, aucune ZSM de cette espèce n'est active.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Activation en début de saison de reproduction

Par principe de précaution, l'activation des ZSM se fait en début de saison de reproduction. Elles sont activées pour toutes les aires de reproduction connues des couples, utilisées au moins une fois au cours des 10 dernières années. En effet, selon les années, un même couple n'utilisera pas forcément la même aire. Comme il n'est pas possible d'anticiper les choix qui seront réalisés, cette activation d'ensemble permet aux couples de disposer de leurs sites de reproduction préférentiels, dénués de perturbation. Sans cette activation, les oiseaux pourraient être contraints à un choix par défaut, pouvant entraver le succès reproducteur du couple et plus largement la dynamique globale de la population.

Suivi de la reproduction par un réseau identifié

Pour chaque espèce, un réseau d'observateurs pré-identifiés et qualifiés permet de recueillir les observations relatives à l'avancée de la reproduction de chaque couple grâce à un protocole précis indiquant les pressions d'observations minimales (fréquence des sorties, durée d'observation...).

Quiétude des couples durant la saison de reproduction

La réussite de la reproduction est multi-factorielle (quiétude, conditions climatiques, compétition intra ou inter-spécifique, ressources trophiques, expérience du couple...).

Un échec de reproduction n'empêche pas le besoin de quiétude du couple notamment en vue des saisons de reproduction suivantes. En effet, si un couple est perturbé sur son territoire de reproduction, les effets de ces perturbations pourront être différés les années suivantes par un cumul de stress amenant à un nouvel échec. Ces perturbations différées peuvent aussi se matérialiser par le changement vers un site souvent moins propice.

Les gestionnaires en lien direct avec le coordinateur peuvent désactiver une ZSM après un échec de la reproduction suite à l'étude de la productivité du couple et/ou suite à la constatation de l'absence de fréquentation de la ZSM par le couple d'oiseaux..

3.4. L'application PNAO

https://pnao.geomatika.fr/

PNAO est une application géomatique accessible par internet permettant le recueil des données de reproduction des rapaces et la diffusion des zones de sensibilité majeure (ZSM).

3.4.1. Contexte de création

La DREAL Nouvelle-Aquitaine a été choisie par le ministère en charge de l'Écologie pour coordonner en France les plans nationaux d'actions (PNA) en faveur de la protection du Gypaète barbu, du Vautour percnoptère et depuis 2017 du Vautour fauve et des activités d'élevage.

Le Gypaète barbu et le Vautour percnoptère sont deux espèces menacées qui nécessitent une protection de leurs aires de reproduction car elles sont très sensibles aux perturbations anthropiques. De nombreuses sources de dérangements (survols d'hélicoptères à proximité des nids notamment) peuvent compromettre la reproduction et donc impacter la viabilité des populations françaises. Les zones de sensibilité majeure (ZSM) ont alors été définies autour des aires de nidification de ces espèces.

Toutes ces ZSM sont identifiées en France et la DREAL Nouvelle-Aquitaine est tenue de les mettre à disposition des utilisateurs de l'espace (RTE, sociétés d'hélicoptères, ministère de la Défense, Tour de France, fédération de sports de montagne, syndicats communaux...). Ces derniers sont ainsi informés de la nécessité d'adapter leurs activités au sein de ces espaces.

Initié par le Parc national des Pyrénées en 2015, l'outil pna.geomatika.fr est désormais administré par la DREAL Nouvelle-Aquitaine. Il permet depuis 2018 l'automatisation de la diffusion des ZSM actives sur l'ensemble du territoire national via la saisie des données d'observation issues du suivi de la reproduction. En effet, les observateurs de terrain renseignent leurs données dans l'application sous la coordination d'un référent technique. C'est ce travail en réseau de plusieurs dizaines de structures et centaines d'observateurs qui permet de répondre aux objectifs des politiques publiques environnementales et de besoins en matière de conservation de ces espèces menacées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024



Le travail de concertation mené par les coordinateurs permet de limiter considérablement les demandes de dérogation à la réglementation concernant les espèces protégées en axant les échanges sur le principe d'évitement. Cette gestion concertée favorise la prise en compte de ces espèces par un nombre croissant d'acteurs sur l'ensemble du territoire.

3.4.2. Fonctionnalités de l'application

Gestion des droits

La mise en œuvre des PNA faisant intervenir de nombreux acteurs différents, la fonctionnalité principale de l'application en matière d'administration est de pouvoir restreindre les droits en fonction du rôle de l'utilisateur et de son territoire de compétence.

Ainsi, l'application permet d'affecter un profil type à l'utilisateur :

- profil consultation (seule la lecture des ZSM lui est possible)
- profil observation (permet en plus de saisir des données en visualisant les aires de reproduction)
- profil coordination (permet en plus une gestion complète des données)

Ensuite, elle permet de limiter ces droits au secteur géographique et aux espèces de compétence de cet utilisateur.

Fonctionnalités techniques

L'application permet :

- l'intégration, par les membres des réseaux des suivis PNA, des données d'observation des espèces suivantes : Gypaète barbu, Vautour percnoptère, Vautour moine, Aigle royal, Aigle de Bonelli, Aigle botté, Balbuzard pêcheur, Faucon pèlerin, Faucon crécerellette, Circaète Jean-le-Blanc, Hibou grand duc, Chouette de Tengmalm, Vautour fauve (interface spécifique pour les colonies).

  Tous les types de données peuvent ainsi être intégrés :
  - données à l'aire de reproduction ou à l'échelle de la colonie pour le Vautour fauve,
  - données d'observations d'oiseaux en vol ou posés en dehors de leur aire de reproduction,
  - données de dérangements / perturbations...
- la gestion automatisée des activations et désactivations des ZSM des espèces sensibles,
- la diffusion de ces ZSM aux acteurs du territoire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4 Les différentes espèces concernées

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.1. Gypaète barbu *(Gypaetus barbatus)*

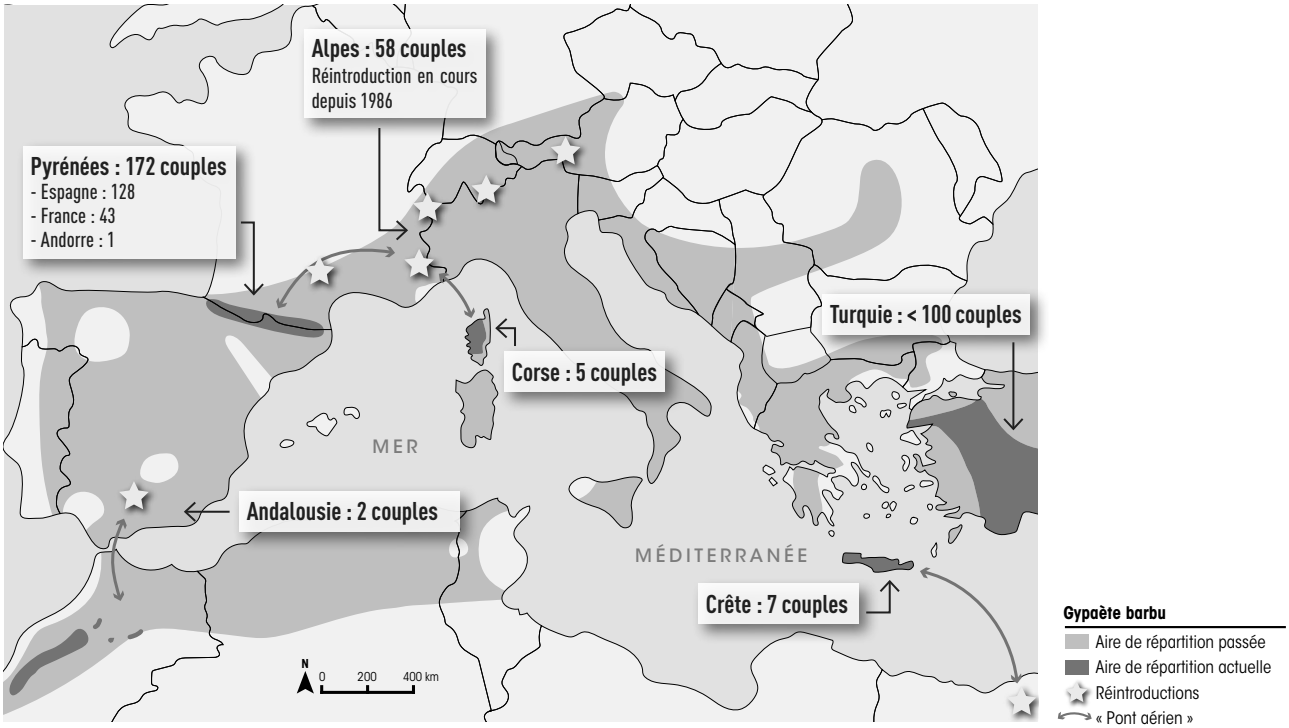
4.1.1 Description de l'espèce

Description de l'espèce, répartition géographique en Europe



Le Gypaète barbu est un grand rapace nécrophage qui présente une envergure avoisinant les 2,80m pour un poids moyen de 5 à 7 kilos. La silhouette est caractéristique avec des ailes étroites et pointues et une queue cunéiforme. La tête est ornée d'une barbe composée de plumes. Le corps est orangé ou blanc selon les régions. Les jeunes de moins de trois ans se caractérisent par la livrée sombre de leur plumage. Le plumage adulte est atteint à 7 ans.

Le Gypaète s'est éteint dans la plupart des massifs montagneux du pourtour du bassin méditerranéen au cours du XIX^{e} et du XX^{e} siècle : son aire de distribution européenne s'est morcelée.



Les effectifs des Pyrénées françaises sont en augmentation, ils passent de 18 couples en 1995 à 43 couples en 2019, répartis de la manière suivante :

10 dans les Pyrénées-Atlantiques, 14 dans les Hautes-Pyrénées, 3 en Haute-Garonne, 9 en Ariège, 6 dans les Pyrénées-Orientales et 1 dans l'Aude. Néanmoins, la productivité des couples est très variable d'un territoire à un autre, et montre des valeurs médiocres (avec 0,36 jeune/couple/an entre 1995 et 2012).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Caractères biologiques

Habitats

Le Gypaète barbu affectionne les reliefs accidentés et abrupts présentant à la fois des milieux ouverts où il peut repérer les carcasses des animaux morts, des falaises où il pourra nicher (cavités abritées) et des pierriers sur lesquels il pourra casser les os qui composent l'essentiel de son régime alimentaire. L'espèce niche en couple et plus rarement en trio, généralement fidèle à un territoire. Chaque entité reproductrice possède plusieurs aires utilisées en alternance. La superficie des territoires a été estimée à 320 km² en moyenne dans les Pyrénées (1998).

Reproduction

L'âge de la première reproduction réussie dans la nature est particulièrement tardif (11,4 ans en moyenne ; Antor et al, 2007), un seul jeune par an peut être élevé, l'âge maximal de la reproduction est de 31 ans (Bustamante, 1996) mais les adultes qui atteignent cet âge sont rares : un couple de gypaètes ne peut donc élever que quelques jeunes au cours de son existence. Le cycle de reproduction est très long : il débute en automne avec la sélection et la construction de l'aire pour s'achever en été avec l'envol du jeune. Le territoire est défendu contre les intrus. L'élevage à l'aire d'un unique jeune dure quatre mois environ. Les deux parents se chargent équitablement de l'incubation et de l'élevage du jeune, afin de réussir leur reproduction. La période de dépendance du jeune perdure plusieurs semaines après l'envol et le jeune ne coupe les liens avec ses parents qu'au début de l'hiver suivant.

Automne = installation	Hiver = incubation et éclosion	Printemps = élevage	Eté = envol et période de dépendance	
Octobre - Décembre	Janvier - Mars	Avril à Juin	Juin à fin août	Septembre
Parades nuptiales, choix de l'aire, accouplements et défense du territoire Pontes	Pontes, éclosions et poussins	Elevage du jeune et protection par les adultes	Envols, apprentissage au vol près de l'aire et apprentissage du cassage d'os	Vols dispersifs avec retours réguliers sur le territoire natal
Période de sensibilité majeure : 1er novembre au 15 août ou 31 août pour les Alpes				

Régime Alimentaire

Le régime alimentaire du Gypaète barbu est composé essentiellement de restes osseux (extrémités de pattes, os et ligaments) qu'il prélève sur les carcasses des ongulés de taille moyenne qui meurent en montagne dans des milieux ouverts. Lors de son premier mois de vie, le poussin est nourri d'aliments non osseux (ligaments, muscles et organes d'ongulés, de marmottes ou de rongeurs morts). Opportuniste toutefois, les gypaètes peuvent se nourrir occasionnellement de cadavres d'oiseaux ou de reptiles.

Menaces

Espèce aux effectifs faibles, le Gypaète barbu voit sa fragilité renforcée par la fragmentation de ses populations et par l'altération de ses habitats traditionnels. Une étude réalisée par le CNRS et la LPO a permis de déterminer l'impact de la pratique des différents types d'activités : les randonneurs et les voitures, de même que les parapentistes et grimpeurs peuvent déranger le gypaète à une distance comprise entre 500 et 800 m. Les activités très bruyantes, dont les survols motorisés, les travaux mécanisés, la chasse, provoquent des désertions de nid dans un rayon de 2 km.

Les principales menaces sont les suivantes :

- intoxication (usage illégal de poison, saturnisme, mauvais usage de produits autorisés),
- collisions avec des câbles aériens,
- destruction volontaire (tir des oiseaux),
- survols motorisés (hélicoptères, avions, ULM),
- chasse (notamment en battue),
- exploitation forestière, travaux mécanisés en général,
- écobuages,
- sports de nature (parapente, escalade, via ferrata, ski, randonnée pédestre) en fonction de la distance au nid,
- chasse photographique,
- randonnée pédestre près des nids,
- insuffisance des ressources alimentaires, etc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.1.2 Réglementation spécifique au Gypaète barbu

L'arrêté du 12 décembre 2005 (modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013) portant interdiction de la perturbation intentionnelle du Gypaète barbu sur son aire de nidification et sur le lieu ou placette où ils se nourrit, est plus restrictif que la réglementation générale en matière de dérogation :

> **II -** *À condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la mesure ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle, l'autorité administrative compétente peut délivrer, en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement et selon la procédure définie par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature, des autorisations exceptionnelles pour déroger aux interdictions fixées à l'article 1er pour les motifs ci-après :*
>
> **a.** *Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;*
>
> **b.** *Pour prévenir des dommages importants, notamment, aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;*
>
> **c.** *Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la sécurité aérienne ;*
>
> **d.** *A des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, ainsi que pour l'élevage se rapportant à ces actions.*

4.1.3 Règles de délimitation des ZSM

(cf PNA 2010 - 2020, p124)

Pour le gypaète, ces règles sont basées sur l'étude spécifique menée par le Centre for ecology and hydrology, le Centre national de la recherche scientifique et la Ligue de protection des oiseaux[1].

> **Zone coeur** *: zone (de rayon) de 500 à 800 m linéaires autour des nids (variabilité définie par le dénivelé, le vis-à-vis, la logique de relief, le degré de tolérance des oiseaux - si connu - et la fréquence des activités réalisées à proximité des aires) à l'intérieur de laquelle la plupart des activités humaines, même peu bruyantes (parapente, escalade, randonnée, etc.), ne sont pas tolérées par les oiseaux.*

> **Zone tampon** *: zone de (rayon) 1 000 m linéaires environ autour des zones cœurs soit environ 1 700m linéaires autour de l'aire (variabilité définie par la topographie, le degré de tolérance des oiseaux - si connu - et la fréquence des activités bruyantes réalisées toute l'année) à l'intérieur de laquelle la plupart des activités humaines bruyantes (survol d'hélicoptères ou d'avions de chasse, travaux mécanisés, chasse en battue, circulation de véhicules tout terrain etc.,) ne sont pas tolérées par les oiseaux.*

Dès lors qu'un nouveau site est occupé par un couple, il convient de créer une nouvelle ZSM. Ce travail s'effectue entre le coordinateur du volet « connaissance espèce » et l'opérateur chargé du suivi auquel peut s'ajouter le gestionnaire le cas échéant.

1 Arroyo B., Razin M., (2006). Effect of human activities on bearded vulture behaviour and breeding success in the French Pyrenees. Biological Conservation 128, 276-284.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.1.4 Limites altitudinales encadrant les activités aériennes

Le cadre général est le contournement des ZSM actives*.

En cas d'impossibilité, les limites altitudinales à respecter sont :

- 1000m au dessus du point le plus haut de la ZSM en ce qui concerne les survols motorisés
- 600m au dessus du point le plus haut de la ZSM en ce qui concerne les survols non motorisés

Nota bene : outre ce concept de ZSM, il existe des règlementations spécifiques propres aux espaces naturels protégés, accessibles dans la publication d'information aéronautique ENR 5.7.3 du Système d'Information Aéronautique.

* Sauf cas de force majeure : dans l'intérêt de la santé, de la sécurité publique ou de la sécurité aérienne.

4.1.5 Gestion des activations des ZSM du Gypaète barbu

L'ensemble des ZSM* est activé à la date du 1er novembre pour le Gypaète barbu. Elles sont maintenues jusqu'à l'émancipation du jeune en cas de reproduction réussie, soit le 15 août au 31 août pour les Alpes. L'actualisation des ZSM s'effectue selon les principes suivants :

1er novembre : activation de toutes les ZSM*

A partir du 1er mars (fin de période de possibilité de ponte de remplacement), suite au constat de couvaison d'un couple sur une ZSM, les autres ZSM du même couple sont désactivées.

Ces désactivations des ZSM non occupées peuvent donc être progressives en fonction des connaissances de l'état d'avancement de la reproduction de chaque couple et/ou de l'occupation territoriale des adultes.

Désactivation des ZSM au 15 août ou 31 août pour les Alpes

* Dans le but de prioriser les ZSM, celles qui n'ont pas abrité de ponte lors de la dernière décennie, sont nommées « historiques » et ne sont alors pas activées. Toutefois si un couple (ou un trio) venait à réoccuper une de ces anciennes ZSM alors celle-ci serait immédiatement activée.

Ces anciennes ZSM nommées historiques peuvent-être mises à disposition des aménageurs pour anticiper, dans leur programmation des travaux, ces éventuelles réutilisations d'anciennes aires et pour préserver les habitats de ces espèces menacées.

4.1.6 Diffusion des ZSM du Gypaète barbu

La DREAL Nouvelle-Aquitaine, pilote de la mise en œuvre du PNA en faveur du Gypaète barbu, supervise la diffusion des ZSM suite à la signature par le demandeur d'un « Acte d'engagement de non diffusion de données sensibles ».

Ensuite,

- soit la demande répond à un besoin ponctuel, le demandeur reçoit alors l'information demandée par mail,
- soit le besoin est récurant voire permanent, le demandeur se voit alors attribuer un compte personnel à l'application pnao.geomatika.fr qui permet de connaître les ZSM actives en temps réel mais aussi d'identifier les ZSM inactives à prendre en compte lors de projets d'aménagement. Le demandeur peut aussi être alerté par un système de diffusion par mail supervisé par le coordinateur massif du PNA.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.1.7 Contacts des référents

Territoire	Nom	Structure / Fonction	Tel	Mail
France	Arnaud DELBARY	DREAL Nouvelle-Aquitaine Référent PNA	07 64 67 22 33	arnaud.delbary@developpement-durable.gouv.fr
Occitanie	Philippe XERIDAT	DREAL Occitanie Référent PNA	05 61 58 51 36	philippe.xeridat@developpement-durable.gouv.fr
PACA	Martin GASCUEL	DREAL PACA Référent PNA	04 88 22 64 42	Martin.Gascuel@developpement-durable.gouv.fr
AURA	Séverine HUBERT	DREAL AURA / Référente PNA	04 26 28 65 96	severine.hubert@developpement-durable.gouv.fr
Corse	Perle ZLOTYKAMIEN	DREAL Corse Référente PNA	04 95 51 79 74	perle.zlotykamien@developpement-durable.gouv.fr
Pyrénées	Virginie COUANON	LPO Aquitaine Coordinatrice PNA Pyrénées	06 95 25 62 11	virginie.couanon@lpo.fr
Pyrénées	Hélène LOUSTAU	LPO Aquitaine Chargé de mission conservation	07 83 82 32 09	helene.loustau@lpo.fr
Alpes	Marie HEURET	ASTERS Coordinatrice PNA Alpes	06 26 03 37 55	marie.heuret@asters.asso.fr
PNR Corse	Jean-François SEGUIN	Parc naturel régional de Corse Coordinateur PNA Corse	04 95 51 79 00	jfseguin@pnr.corsica
PNR Corse	Anthony Andarelli	Parc naturel régional de Corse Coordinateur PNA Corse	04 95 51 79 09	aandarelli@pnr.corsica
Grands Causses	Léa GIRAUD	LPO Grands Causses Coordinatrice PNA Grands Causses	05 65 62 61 40	lea.giraud@lpo.fr
PN Pyrénées	Franck REISDORFFER	Parc national des Pyrénées	06 07 35 35 18	franck.reisdorffer@pyrenees-parcnational.fr
PN Vanoise	Jérôme CAVAILHES	Parc national de la Vanoise	06 69 16 90 22	jerome.cavailhes@vanoise-parcnational.fr
PN Mercantour	Marie-Claire REGNIER	Parc national du Mercantour	07 64 63 61 12	marie-claire.regnier@mercantour-parcnational.fr
PN Mercantour	François BRETON	Parc national du Mercantour	06 98 16 93 57	francois.breton@mercantour-parcnational.fr
PN Cévennes	Jocelyn FONDERFLICK	Parc national des Cévennes	04 66 49 53 33	jocelyn.fonderflick@cevennes-parcnational.fr
PN Ecrins	Yohann BUNZ	Parc national des Ecrins	06 99 77 37 65	avis-autorisation@ecrins-parcnational.fr
Ecrins (hors PN)	Christian COULOMY	Envergures alpines	06 81 06 05 58	envergures.alpines@gmail.com

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.2. Vautour percnoptère *(Neophron percnopterus)*

4.2.1 Description de l'espèce

Description de l'espèce, répartition géographique en Europe



Le Vautour percnoptère adulte se caractérise par un plumage noir et blanc et une tête allongée. L'envergure moyenne est d'1,65 m pour un poids moyen de 2 kg. Sa face est dénudée, jaune à orangée avec un bec fin noirâtre. Les jeunes se distinguent des adultes par leur plumage plus sombre. Le plumage adulte définitif est acquis vers la 5e/6e année. En vol, son plumage blanc contraste avec les plumes de vol noires. Sa queue plutôt courte et cunéiforme permet de l'identifier aisément. L'espèce est migratrice en Europe et passe l'hiver en Afrique sub-saharienne.



En 2017, la population européenne a été estimée entre 3195 et 4832 couples en Europe, l'Espagne abritant à elle seule 1490 à 1567 couples[2].

En France, jusqu'au XIX^{e} siècle, il était présent sur tout le massif pyrénéen et les départements méditerranéens, et occupait la vallée du Rhône jusqu'au lac Léman. Il a subi un déclin sensible au cours du XX^{e} siècle et la disparition des couples autrefois présents dans les Pyrénées orientales et les massifs languedociens a laissé les effectifs méditerranéens isolés.

De nos jours, un peu plus d'une vingtaine de couples (22 en 2019) sont cantonnées dans le sud-est, et un peu moins de 70 (67 en 2019) dans les Pyrénées.

2 Del Moral, J. C. y Molina, B. (Eds.) 2018. El alimoche común en España, población reproductora en 2018 y método de censo. SEO/BirdLife. Madrid

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Habitats

Le Vautour percnoptère occupe les paysages rocheux de moyenne montagne ainsi que des vallées bien dégagées où il peut repérer facilement les petites carcasses dont il se nourrit. Le percnoptère cherche sa nourriture en prospectant les milieux semi-ouverts. Des dortoirs existent dans les Pyrénées-Atlantiques et peuvent regrouper plusieurs dizaines d'oiseaux. Les vautours percnoptères s'y concentrent au crépuscule, perchés sur des arbres. Territorial, il défend son site de nidification.

Reproduction

La maturité sexuelle est atteinte à l'âge de 5 ans. Il consacre 5 à 7 mois à sa reproduction et peut élever deux jeunes par an. Il ne revient en France que le temps de la reproduction, de mars à mi-septembre.

Hiver = incubation et éclosion	Printemps = élevage		Eté = envol et période de dépendance			
Fin février-mars	Mars – début avril	Fin mars-avril	Mi-avril à mi-juin	Juin, juillet et août	Août – mi-septembre	Fin août - septembre
Migration prénuptiale : retour d'Afrique	Choix de l'aire et accouplements	Ponte	Ponte et couvaison	Elevage du ou des jeunes	Envol du ou des jeunes	Migration postnuptiale : départ vers l'Afrique
Période de sensibilité majeure : 1er mars au 15 septembre						

Le couple serait lié à vie et semble déjà formé lors de l'arrivée des migrateurs sur les sites de reproduction. Des pontes de remplacement peuvent avoir lieu. La ponte compte entre un et trois œufs. L'incubation débute dès que le premier œuf est pondu pour une durée de 6 semaines. La couvaison est assurée par les deux partenaires.

Les éclosions ont lieu dès la mi-mai et jusqu'à fin juin. Les deux parents contribuent au nourrissage des poussins. Le séjour au nid des jeunes dure de deux mois et demi à trois mois et demi. Dans les Pyrénées et en Provence, l'envol se situe en général pendant le mois d'août. La date la plus précoce observée jusqu'à présent dans les Pyrénées est le 22 juillet et la plus tardive le 27 septembre.

Régime Alimentaire

Essentiellement nécrophage, le Vautour percnoptère se nourrit sur les carcasses des restes de viande, lambeaux de peau ou de viscères. Son bec mince et effilé l'empêche de découper le cuir des mammifères, ce qui limite son rôle d'équarrisseur aux parties molles et aux petites proies. Il se nourrit également d'amphibiens, de reptiles ou de petits mammifères écrasés sur les routes, de fruits ou de légumes sur les décharges. L'espèce est également coprophage. Elle ingère les matières fécales qui adhèrent à la peau du bétail et consomment les excréments dispersés sur les pâturages. Ce petit vautour opportuniste pourra également se nourrir de petites proies vivantes : insectes...

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Menaces

Les principales menaces pesant sur le Vautour percnoptère sont les suivantes :

- l'appauvrissement et la destruction des habitats,
- une moindre disponibilité des carcasses d'animaux domestiques selon les secteurs de présence,
- l'empoisonnement,
- la destruction directe des œufs, des jeunes et des adultes (à des fins de collection, chasse, etc.),
- l'appauvrissement de la chaîne alimentaire,
- les dérangements liés à l'augmentation des activités de loisir peuvent être la cause d'échec dans la reproduction,
- l'intoxication (notamment l'ingestion indirecte des plombs de chasse.

4.2.2 Règles de délimitation des ZSM

(cf PNA 2015 - 2024, p92-93 et p159-161)

Pour le Vautour percnoptère, ces règles sont basées sur les connaissances acquises sur la sensibilité de l'espèce : étude sur les distances de réactions aux stimuli et dérangements[3], étude sur l'abandon des territoires[4] et l'étude des distances de fuite et de l'impact du tourisme[5].

Zone coeur *: zone (de rayon) de 600 m linéaires environ autour des aires. La zone cartographiée tiendra compte des caractéristiques du site : topographie (lignes de crêtes, talweg, dénivelé…), orientation du site, type d'aire (grotte, vire), axes d'envol et d'approche des oiseaux, proximité et ancienneté des activités anthropiques (permanente, temporaire), etc., et de la sensibilité des oiseaux si celle-ci est suffisamment estimée. Le champ visuel des oiseaux à l'aire sera aussi une variable déterminante à l'élaboration du périmètre. Elle tiendra compte également de la densité et l'éloignement des aires. Cette ZSM coeur s'applique à toutes les activités humaines durant la période de sensibilité définie du 1er mars (période d'installation des oiseaux) au 15 septembre (fin de la période d'envol des jeunes et départ des adultes).*

Zone tampon *: zone (de rayon) de 1000 m linéaires environ autour des aires. Cette ZSM tampon s'applique à toutes les activités dites bruyantes (carrière, exploitation forestière, survols motorisés…) durant la même période de sensibilité. Le périmètre sera établi selon les mêmes critères. On intégrera si possible des caractéristiques spécifiques à la propagation du bruit : relief écran sonore, effets d'écho,…*

Dès lors qu'un nouveau site est occupé par un couple, il convient de créer une nouvelle ZSM. Ce travail s'effectue entre le coordinateur du volet « connaissance espèce » et l'opérateur chargé du suivi auquel peut s'ajouter le gestionnaire le cas échéant.

4.2.3 Limites altitudinales encadrant les activités aériennes

Le cadre général est le contournement des ZSM actives*.

En cas d'impossibilité, les limites altitudinales à respecter sont :

• 1000m au dessus du point le plus haut de la ZSM en ce qui concerne les survols motorisés

• 600m au dessus du point le plus haut de la ZSM en ce qui concerne les survols non motorisés

Nota bene : outre ce concept de ZSM, il existe des règlementations spécifiques propres aux espaces naturels protégés, accessibles dans la publication d'information aéronautique ENR 5.7.3 du Système d'Information Aéronautique.

* Sauf cas de force majeure : dans l'intérêt de la santé, de la sécurité publique ou de la sécurité aérienne.

3 Zuberogoitia I., Zabala J., Martínez J.A., Martínez J.E. & Azkona A., (2008). Effects of human activities on Egyptian vulture breeding success. Animal conservation 2008:1-8

4 Carrete M., Grande J.M., Tella J.L., Sanchez-Zapata J.A., Dona´Zar J.A., Diaz-Delgado R. & Romo A. (2007) Habitat, human pressure, and social behaviour : partialling out factors affecting large-scale territory extinction in an endangered vulture. Biological Conservation, 136, 143–154

5 Donázar J.A., Cortés-Avizanda A., Arrondo E., Serrano D., O.Ceballos and Urmeneta, A. (2017). Sobre turismo, veneno y alimoches en Bardenas. Quercus 371:64-65

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.2.4 Gestion des activations des ZSM du Vautour percnoptère

L'ensemble des ZSM* est activé à la date du 1er mars pour le Vautour percnoptère. Elles sont maintenues jusqu'à l'émancipation du ou des jeunes en cas de reproduction réussie, soit le 15 septembre. L'actualisation des ZSM s'effectue selon les principes suivants :

1er mars : activation de toutes les ZSM*

A partir du 1er juin (fin de période de possibilité de ponte de remplacement), suite au constat de couvaison d'un couple sur une ZSM, les autres ZSM du même couple sont désactivées.

Ces désactivations des ZSM non occupées sont donc progressives en fonction des connaissances de l'état d'avancement de la reproduction de chaque couple et/ou de l'occupation territoriale des adultes.

Désactivation des ZSM au 15 septembre

Une ZSM Percnoptère pourra cependant être désactivée avant cette date théorique du 15 septembre si le(s) jeune(s) et les adultes ont quitté le site pour entamer leur migration post-nuptiale.

* Dans le but de prioriser les ZSM, celles qui n'ont pas abrité de ponte lors de la dernière décennie, sont nommées « historiques » et ne sont alors pas activées. Toutefois si un couple (ou un trio) venait à réoccuper une de ces anciennes ZSM alors celle-ci serait immédiatement activée.

Ces anciennes ZSM nommées historiques peuvent-être mises à disposition des aménageurs pour anticiper, dans leur programmation des travaux, ces éventuelles réutilisations d'anciennes aires et pour préserver les habitats de ces espèces menacées.

4.2.5 Diffusion des ZSM du Vautour percnoptère

La DREAL Nouvelle-Aquitaine, pilote de la mise en œuvre du PNA en faveur du Vautour percnoptère, supervise la diffusion des ZSM suite à la signature par le demandeur d'un « Acte d'engagement de non diffusion de données sensibles ».

Ensuite,

- soit la demande répond à un besoin ponctuel, le demandeur reçoit alors l'information demandée par mail,
- soit le besoin est récurant voire permanent, le demandeur se voit alors attribuer un compte personnel à l'application pnao.geomatika.fr qui permet de connaître les ZSM actives en temps réel mais aussi d'identifier les ZSM inactives à prendre en compte lors de projets d'aménagement. Le demandeur peut aussi être alerté par un système de diffusion par mail supervisé par le coordinateur massif du PNA.

4.2.6 Contacts des référents

Territoire	Nom	Structure / Fonction	Tel	Mail
France	Arnaud DELBARY	DREAL Nouvelle-Aquitaine Référent PNA	07 64 67 22 33	arnaud.delbary@developpement-durable.gouv.fr
Occitanie	Philippe XERIDAT	DREAL Occitanie / Référent PNA	05 61 58 51 36	philippe.xeridat@developpement-durable.gouv.fr
PACA	Martin GASCUEL	DREAL PACA / Référent PNA	04 88.22.64.42	Martin.Gascuel@developpement-durable.gouv.fr
AURA	Séverine HUBERT	DREAL AURA / Référente PNA	04 26 28 65 96	severine.hubert@developpement-durable.gouv.fr
Pyrénées	Erick KOBIERZYCKI	NEO / Coordinateur PNA Pyrénées	06 14 82 31 82	erick.kobierzycki@wanadoo.fr
Pyrénées	Sandy GARANDEAU	NEO / Chargée de mission conservation	07 50 04 89 54	s.garandeau@natureo.org
Sud-Est	Cécile PONCHON	CEN PACA Coordinateur PNA Sud-Est	06 31 75 25 58	cecile.ponchon@cen-paca.org

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.3. Vautour moine *(Aegypius monachus)*

4.3.1 Description de l'espèce

Description de l'espèce, répartition géographique en Europe



Avec une envergure comprise entre 2,5 et 2,95 m pour un poids moyen de 8 kg, le Vautour moine est l'un des plus grands rapaces d'Europe. Son plumage est uniformément brun chez les adultes ; les jeunes de l'année sont presque noirs et s'éclaircissent avec l'âge. Les ailes sont tenues à plat et les extrémités sont tombantes en vol plané, la queue est légèrement cunéiforme. Son cou emplumé et bordé d'une large collerette de plumes érectiles, la tonsure claire de la tête et la cire violacée de son bec très fort sont caractéristiques de l'espèce.

Le Vautour moine présente une vaste aire de répartition en Asie et en Europe. Sa population mondiale est estimée entre 7 800 et 10 500 couples, dont 5 500 à 8 000 couples en Asie (Anon. 2004) et 2 300 à 2 500 couples en Europe (BirdLife International 2004, Anon. 2004). Le Vautour moine occupait sans doute jusqu'au XIX^{e} ou début du XX^{e} siècle, la plupart des milieux favorables entre la péninsule ibérique et la Mongolie, en passant par les pays du nord de la Méditerranée, les Balkans, la Turquie et l'Asie centrale au nord de la chaîne de l'Himalaya et jusqu'en Chine. Il était présent également dans quelques grandes îles (Majorque, Sardaigne, Sicile, Chypre, etc.). La population des Baléares est à l'heure actuelle la dernière des populations insulaires. En Afrique du Nord, le Vautour moine est aujourd'hui disparu mais était connu nicheur en Algérie et au Maroc (ref.)

En France, 3 programmes ont permis de restaurer l'espèce qui avait totalement disparue. De 1992 à 2004, 53 individus ont été lâchés dans les Grands-Causses, 49 dans les Baronnies de 2004 à 2018 et 41 dans le Verdon de 2005 à 2019.

En 2019, les effectifs de la métapopulation française sont en augmentation, répartis de la manière suivante : 20 en Aveyron, 5 en Lozère, 1 dans l'Hérault, 11 dans la Drôme, 2 dans le Var et 2 dans les Alpes de Haute Provence. La productivité des couples est variable et montre des valeurs plus élevées pour les populations plus anciennes (0.62/jeune/couple/an pour les Grands Causses) et des valeurs légèrement plus basse pour les nouvelles populations installées (0,5 /jeune/couple/an pour les Baronnies).





Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Habitats

L'espèce est inféodée aux régions de moyennes montagnes sous influences méditerranéenne. Les sites de reproduction optimaux pour l'espèce se situent principalement au sommet de pins sylvestre localisés généralement dans les tiers supérieurs des versants. Les nids sont généralement construits proches de zones clairsemées et/ou à proximité de promontoires rocheux à des altitudes inférieures à 1000 mètres.

Reproduction

Certains couples peuvent se former chez des individus à partir de leur 3e année mais les premières reproductions sont constatées dans leur 5e ou 6e année. Le cycle de reproduction occupe une bonne partie de l'année. En France, la ponte est déposée de fin janvier (1 cas dans les Baronnies) à mi-avril. La durée d'incubation n'est pas connue avec une précision inférieure à une semaine : elle dure approximativement 55 jours. Le séjour au nid du poussin dure entre 100 et 120 jours. Les deux adultes participent à l'incubation et à l'élevage du jeune. Les envols sont observés de début août à fin septembre.

Voir période de sensibilité majeure

Installation	Incubation et éclosion	Élevage	Envol et période de dépendance
Décembre - Février	Février - Mai	Avril à Septembre	Août à Décembre
Parade nuptiale	Ponte, couvaison, éclosion	Jeune au nid	Envol et émancipation du jeune
Période de sensibilité majeure : 15 décembre au 15 octobre			

Régime alimentaire

Les ovins domestiques représentent une grande partie du régime alimentaire du Vautour moine. La faune sauvage est également bien représentée. Outre les cadavres d'ongulés potentiellement accessibles (sanglier, chevreuil, cerf et mouflon), le Vautour moine exploite les petites proies mortes comme les renards, les lagomorphes et les mustélidés.

Le Vautour moine est un nécrophage particulièrement adapté à la consommation des parties dures des cadavres comme la peau, les tendons, les cartilages, les aponévroses, etc. Ce régime est préféré aux parties molles des cadavres, qui sont consommées par les Vautours fauves lorsqu'il y a cohabitation dans un même domaine vital, ce qui est le cas dans les Grands Causses, les Baronnies et le Verdon.

Menaces

Le Vautour moine est une espèce arboricole dont la saison de reproduction est longue et qui est, en conséquence, extrêmement sensible aux dérangements d'origine anthropique.

Les principales menaces pesant sur le Vautour moine sont les suivantes :

- Electrocution avec des infrastructures de transport d'énergie ;
- Collision avec des infrastructures de production et de transport d'énergie (câbles et éoliennes) ;
- L'empoisonnement ;
- Destruction volontaire (tirs) ;
- L'intoxication (notamment l'ingestion indirecte des plombs de chasse ;
- Les dérangements liés aux activités humaines sur les sites de reproduction (survols motorisés, photographie, randonnée, exploitation forestière, chasse, sports nature, ect.).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.3.2 Règles de délimitation des ZSM

Pour le Vautour moine, les règles des ZSM sont basées sur les connaissances acquises sur la sensibilité de l'espèce : étude de l'influence des perturbations anthropiques sur la reproduction[6] [7] [8] [9], étude des distances de fuite et de l'impact des activités anthropiques sur les sites de reproduction[10] [11]. Ces cartographies sont également identifiées à partir des données de terrain acquises depuis la première année de reproduction du Vautour moine en nature par les opérateurs techniques du PNA dans les Grands Causses (1996), dans les Baronnies provençales (2010) et dans les gorges du Verdon (2013).

La diffusion et la prise en compte des ZSM doit ainsi permettre un report quasi systématique des activités humaines potentiellement dérangeantes en dehors des périodes d'activations des ZSM.

Zone coeur *: zone de +/-600 m linéaires autour des aires. La zone cartographiée tiendra compte des caractéristiques du site : topographie (lignes de crêtes, talweg, dénivelé...), orientation du site, type d'aire (grotte, vire), axes d'envol et d'approche des oiseaux, proximité et ancienneté des activités anthropiques (permanente, temporaire), etc., et de la sensibilité des oiseaux si celle-ci est suffisamment estimée. Le champ visuel des oiseaux à l'aire sera aussi une variable déterminante à l'élaboration du périmètre. Elle tiendra compte également de la densité et l'éloignement des aires. Cette ZSM cœur s'applique à toutes les activités humaines durant la période de sensibilité définie.*

Zone tampon *: zone de +/-1000 m linéaires autour des aires. Cette ZSM tampon s'applique à toutes les activités dites bruyantes (carrière, exploitation forestière, survols motorisés...) durant la même période de sensibilité. Le périmètre sera établi selon les mêmes critères. On intégrera si possible des caractéristiques spécifiques à la propagation du bruit : relief écran sonore, effets d'écho,...*

4.3.3 Limites altitudinales encadrant les activités aériennes

Le cadre général est le contournement des ZSM actives*.

En cas d'impossibilité, les limites altitudinales à respecter sont :

- 1000m au dessus du point le plus haut de la ZSM en ce qui concerne les survols motorisés
- 600m au dessus du point le plus haut de la ZSM en ce qui concerne les survols non motorisés

Nota bene : outre ce concept de ZSM, il existe des règlementations spécifiques propres aux espaces naturels protégés, accessibles dans la publication d'information aéronautique ENR 5.7.3 du Système d'Information Aéronautique.

* Sauf cas de force majeure : dans l'intérêt de la santé, de la sécurité publique ou de la sécurité aérienne.

6 Margalida A., Moreno-Opo R., Arroyo B. E. & Arredondo A. (2010). Reconciling the conservation of endangered species with economically important anthropogenic activities : interactions between cork exploitation and the cinereous vulture in Spain. *Anim. Conserv*. 1–8.

7 Moran-lopez R., Sanchez guzman J.M., Costillo Borrego E. & Villegas Sanchez A. (2006 a). Nest-site of endangered cinereous vulture (*Aegypius monachus*) populations affected by anthropogenic disturbance: present and future conservation implications. *Anim. Conserv*. 9 : 29-37.

8 Moreno-Opo R., Fernandez-Olalla M., Margalida A., Arredondo A., Guil F. (2013). Influence of environmental factors on the breeding success of cinereous Vultures *Aegypius monachus*. *Acta Ornithol*. 48 : 187-193.

9 Kirazlı C. & Yamaç E. (2013) Population size and breeding success of the Cinereous Vulture, *Aegypius monachus*, in a newly found breeding area in western Anatolia (Aves: Falconiformes), *Zoology in the Middle East*, 59 : 4, 289-296.

10 Donazar J.A., Blanco G., Hiraldo F., Soto-Largo E., Oria J. (2002). Effects of forestry and other land-use practices on the conservation of Cinereous Vultures. *Ecological Applications* 12(5) : 1445–1456.

11 Kirazlı C (2016). The impact of some spatial factors on disturbance and reaction distances on nest occupation by the near threatened Cinereous Vulture (*Aegypius monachus*). *Norther-Western Journal of Zoology* 12 (2) : 304-313.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.3.4 Gestion des activations des ZSM du Vautour moine

L'ensemble des ZSM non historiques est activé à la date du 15 Décembre. Elles sont maintenues jusqu'à l'émancipation du jeune, soit le 15 octobre. L'actualisation des ZSM s'effectue selon les principes suivants :

15 décembre : activation de toutes les ZSM non historiques

30 Avril : Si aucune donnée de reproduction n'a été entrée sur Géomatika pour une ZSM jusqu'à cette date, celle-ci se désactivera.
Les contraintes seront ainsi levées sur ces sites non occupés pour l'année civile.

Note : une ZSM activée en période de reproduction de l'année en question, restera active durant toute la saison, même si un échec est constaté (couvaison, élevage).
Les opérateurs tiennent à maintenir une quiétude sur ces sites où les oiseaux en échec restent plusieurs mois après (ponte tardive, apport de matériaux...)

15 octobre : désactivation de toutes les ZSM

Concept de ZSM historique

Dans le but de prioriser les ZSM, celles qui n'ont pas abrité de ponte depuis plus de 5 ans, sont nommées « historiques » et ne sont alors pas activées. Toutefois si un couple venait à occuper territorialement une de ces ZSM alors celle-ci serait immédiatement activée.

Les ZSM historiques peuvent-être mises à dispositions des aménageurs pour anticiper, dans leur programmation des travaux, ces éventuelles réutilisations d'anciennes aires et pour préserver les habitats de ces espèces menacées.

4.3.5 Diffusion des ZSM du Vautour moine

Le coordinateur du volet « connaissance espèce » transmet les délimitations à la DREAL Nouvelle-Aquitaine (coordinatrice de Géomatika PNAO) et la DREAL Occitanie (Coordinatrice du PNA Vautour moine).

La DREAL Occitanie supervise avec l'appui de l'opérateur national du PNA Vautour moine (LPO France) la diffusion des ZSM suite à la signature par le demandeur d'un « Acte d'engagement de non diffusion de données sensibles ».

Ensuite,

- soit la demande répond à un besoin ponctuel, le demandeur reçoit alors l'information demandée par mail,
- soit le besoin est récurant voire permanent, le demandeur se voit alors attribuer un compte personnel à l'application pnao.geomatika.fr qui permet de connaître les ZSM actives en temps réel mais aussi d'identifier les ZSM inactives à prendre en compte lors de projets d'aménagement. Le demandeur peut aussi être alerté par un système de diffusion par mail supervisé par le coordinateur massif du PNA.

4.3.6 Contacts des référents

Territoire	Nom	Structure / Fonction	Tel	Mail
France et Occitanie	Patrick BOUDAREL	DREAL Occitanie / Référent PNA	07 62 18 49 69	patrick.boudarel@developpement-durable.gouv.fr
France et Grands Causses	Lea GIRAUD	LPO GC coordinatrice du PNA	05 65 62 61 40	lea.giraud@lpo.fr
PACA	Martin GASCUEL	DREAL PACA / Référent PNA	04 88 22 64 42	Martin.Gascuel@developpement-durable.gouv.fr
AURA	Séverine HUBERT	DREAL AURA / Référente PNA	04 26 28 65 96	severine.hubert@developpement-durable.gouv.fr
Baronnies	Julien TRAVERSIER	Vautours en Baronnies	06 89 99 18 94	gypaete@vautoursenbaronnies.com
PNR Baronnies	Quentin MARTINEZ	PNR des Baronnies	04 75 26 79 02	qmartinez@baronnies-provencales.fr
Verdon	Sylvain HENRIQUET	LPO PACA	04 92 83 69 55	sylvain.henriquet@lpo.fr
PNR Verdon	Anne FERMENT	PNR Verdon	04 92 74 68 00	aferment@parcduverdon.fr
PN Grands Causses	Jocelyn FONDERFLICK	PN Cévennes	04 66 49 53 33	jocelyn.fonderflick@cevennes-parcnational.fr
PNR Grands Causses	Laure JACOB	PNR des Grands Causses	05 65 61 43 60	laure.jacob@parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.4. Aigle de Bonelli *(Aquila fasciata)*

4.4.1 Description de l'espèce

Description de l'espèce, répartition géographique en Europe



L'aigle de Bonelli est un rapace de taille moyenne (1,70 m d'envergure pour 1,5 à 3 kg) dont les adultes se caractérisent en vol par le fort contraste entre le dessous de ses ailes, sombre, et leur corps blanc. Par ailleurs, il possède une tache blanche dorsale typique. Malgré sa différence de taille, la présence d'une queue assez longue et la forme générale de ses ailes peuvent conduire à le confondre avec la bondrée apivore. Le dimorphisme sexuel est peu marqué même si les mâles sont en général plus petits et moins trapus que les femelles. Les jeunes sont quant à eux beiges à roux avec le bout des ailes noires dans leur première année puis leur corps passe progressivement du brun au clair au bout de leur 5ème année.

L'espèce est erratique les premières années de sa vie (entre 1 et 3 ans) puis sédentaire après la formation d'un couple sur un site. La population européenne est estimée à 1000-1300 couples dont la majorité est localisée en Espagne (710-750 couples)[12].

En France l'aigle de Bonelli était historiquement présent tout le long de la Méditerranée, des Pyrénées-Orientales aux Alpes-Maritimes et jusqu'en Ardèche au nord. Jusqu'aux années 1960, on estime qu'environ 80 couples nichaient sur notre territoire. De nos jours, sa distribution s'est resserrée à l'est et au nord-est (disparition des Alpes-Maritimes et des Alpes de Haute-Provence) et 44 couples sont connus en 2022. A noter qu'il aura fallu 20 ans d'actions de préservation de l'espèce pour doubler l'effectif nicheur qui avait chuté à 22 couples en 2002.



12 BirdLife International (2021) Aquila fasciata (Bonelli's Eagle) European Red List of Birds. Supplementary Material. Luxembourg: Publications Office of the European Union.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

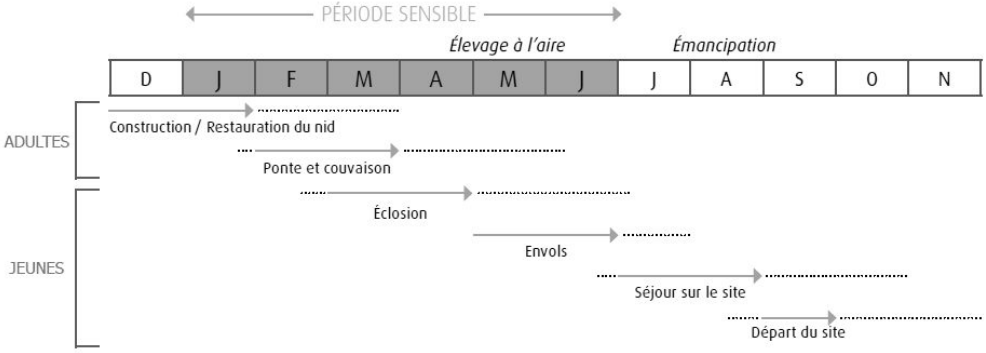
Habitats

L'Aigle de Bonelli est inféodé au milieu méditerranéen (une fois adulte). Il y occupe des milieux plutôt ouverts mais parsemés d'arbres, présentant des reliefs rocheux jusqu'à 700 m d'altitude. Il occupe également des milieux de gorges malgré la présence de couverts forestiers parfois importants. Pendant sa phase d'erratisme (jusqu'à 3 ans), il occupe des habitats très variés souvent caractérisés par la présence de zones humides (Ponchon et al. 2022)[13] ou des plaines riches en proies où il n'entre pas ou peu en concurrence avec les adultes

Reproduction

La maturité sexuelle est atteinte autour de l'âge de 4-5 ans (voire dès 3 ans). Environ huit mois de l'année sont consacrés à la reproduction depuis la création/restauration de l'aire jusqu'à l'émancipation des jeunes. Deux jeunes sont élevés au maximum, exceptionnellement trois.

Les couples sont théoriquement formés pour plusieurs années mais peuvent être remaniés en fonction des aléas individuels (mort ou remplacement d'un individu)[14]. La femelle pond 1 à 2 œufs entre février et mars. Ils sont incubés entre 38 et 42 jours. Le mâle assure un relai de couvaison une à deux fois par jour et chasse pour le couple. Les œufs éclosent au début du printemps et restent au nid entre 65 et 75 jours. Nourris essentiellement par la femelle, ces derniers commencent à manger seuls dans leur 8ème semaine. Ils quittent définitivement le domaine vital des parents à l'âge de 3-4 mois, entre fin août et début septembre.



Régime alimentaire

L'Aigle de Bonelli est un chasseur très habile, capable de poursuivre une proie dans des milieux relativement fermés. Il chasse depuis un affût ou un perchoir. Il pique pour se saisir de sa proie en plein vol, au ras du sol, à fleur de falaise ou de canopée. C'est un chasseur très opportuniste qui adapte son alimentation à la ressource disponible et à la période de l'année. Globalement, il consomme chez nous environ 70% d'oiseaux (perdrix, pigeons, goélands...), 26% de mammifères (lapins de garenne) et 4% de reptiles.

Menaces

Les principales menaces qui pèsent sur l'Aigle de Bonelli sont :

- Les lignes électriques (électrocution et percussion), qui à elle seule représente près de 72% de la mortalité juvénile et immature,
- Les persécutions directes (tir et empoisonnement),
- La trichomonose liée à la consommation de columbidés,
- La modification des habitats dans son aire de présence (projets d'énergie renouvelables industriels, artificialisation des habitats naturels),
- Le dérangement lié à l'augmentation des activités de pleine nature ou aux travaux dans les zones de sensibilité.

13 Ponchon C., Ravayrol A., Carrer A. & Viollat L., 2022. Dispersion juvénile de l'Aigle de Bonelli en France, premiers résultats et perspectives. Alauda, 90 (4, HS): 99-104

14 Ravayrol A., Ponchon C., Carrer A. & Viollat L., 2022. Compétition intraspécifique chez l'Aigle de Bonelli en France, le cas des spoliations (premiers résultats, étude en cours). Alauda, 90 (4, HS): 113-122

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Si les trois premières menaces listées entraînent des mortalités directes d'individus, les deux dernières ont aussi une forte incidence sur les ressources en sites de reproduction, en zones d'alimentation et sur la possibilité de reconquête de territoires toujours indispensable pour assurer une résilience de la population à moyen et long terme.

4.4.2 Règles de délimitation des ZSM

Pour l'Aigle de Bonelli, ces règles sont basées sur les connaissances acquises par les suivis télémétriques des domaines vitaux et le cumul des observations sur la sensibilité de l'espèce au dérangement au cours du suivi des reproductions. Ces règles ont été discutées et validées dans le cadre du PNA en faveur de l'Aigle de Bonelli.

Zone coeur *: Cette zone est délimitée par un rayon de 700 m autour des aires. La zone cartographiée tient compte des caractéristiques du site : topographie (lignes de crêtes, dénivelé, etc.), orientation, axes d'envol et d'approche des oiseaux, proximité des activités anthropiques. Plusieurs aires peuvent être regroupées dans une même zone cœur en fonction de leur proximité et de leurs caractéristiques. Cette ZSM cœur s'applique à toutes les activités humaines durant la période de sensibilité définie du 1er janvier (période d'installation des oiseaux) au 15 juillet (envol des jeunes).*

Zone tampon *: Cette zone est délimitée par un rayon, de 1200 m autour des aires. Cette ZSM tampon s'applique à toutes les activités bruyantes (carrières, travaux forestiers, survols motorisés, etc.) durant la même période de sensibilité. Le périmètre est établi de la même manière que pour la zone cœur en intégrant au mieux les caractéristiques spécifiques à la propagation du bruit (relief, effet d'écho, etc.).*

Pour ces deux zones, aucune désactivation automatique des ZSM n'est programmée si le couple occupant le site a subi un échec (les oiseaux occupent en effet leur site toute l'année et cumuler du dérangement à la suite d'un échec pourrait entraîner un abandon de site en particulier sur les sites récemment reconquis).

Par contre, quand il existe une alternative entre plusieurs ZSM pour un même couple/Domaine vital, les ZSM alternatives sont désactivées dès le choix du site de l'année confirmé.

Dès lors qu'un nouveau site est occupé par un couple, il convient de créer une nouvelle ZSM. Ce travail est effectué par chaque coordinateur régional du PNA de l'espèce en lien avec les référents de site.

4.4.3 Limites altitudinales encadrant les activités aériennes

Le cadre général est le contournement des ZSM tampons actives sauf cas de force majeure (dans l'intérêt de la santé, de la sécurité publique ou de la sécurité aérienne).
En cas d'impossibilité, les limites altitudinales à respecter sont :
• 700 m au-dessus du point le plus haut de la ZSM

Nota bene : Outre ce concept de ZSM, il existe des réglementations spécifiques propres aux espaces naturels protégés, accessibles dans la publication d'information aéronautique ENR 5.7.3 du système d'information aéronautique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

4.4.4 Gestion des activations des ZSM de l'Aigle de Bonelli

L'ensemble des ZSM est activé à la date du 1er janvier pour l'Aigle de Bonelli. Elles sont maintenues jusqu'au 15 juillet. Seules sont désactivées au 15 avril les ZSM non occupées.

L'actualisation des ZSM s'effectue selon les principes suivants :

1er janvier : activation de toutes les ZSM

A partir du 15 avril : (fin de période de possibilité de ponte de remplacement) les éventuelles ZSM alternatives d'un couple sont désactivées (mais pas celles utilisées cette année-là, qu'il y ait succès ou non, ces sites étant des zones de repos régulières des couples tout au long de l'année.

Désactivation des ZSM au 15 juillet

4.4.5 Diffusion des ZSM de l'Aigle de Bonelli

La DREAL Occitanie, pilote de la mise en œuvre du PNA en faveur de l'Aigle de Bonelli, supervise la diffusion des ZSM suite à la signature par le demandeur d'une convention d'engagement pour les bénéficiaires d'accès réguliers ou d'un « Acte d'engagement de non diffusion de données sensibles » pour des besoins ponctuels et limités dans l'espace.

Toute demande doit être justifiée et adressée à la DREAL Occitanie (qui échangera sur l'opportunité avec les référents régionaux concernés). La DREAL NA étant de son côté en charge de la gestion globale de l'outil Pnao-géomatika est également signataire des conventions.

4.4.6 Contacts des référents

Territoire	Nom	Structure / Fonction	Tel	Mail
France	Patrick BOUDAREL	DREAL Occitanie Référent PNA AB	07 62 18 49 69	patrick.boudarel@developpement-durable.gouv.fr
France / Occitanie	Olivier SCHER	CEN Occitanie Coordonnateur national et régional AB	06 37 33 40 90	olivier.scher@cen-occitanie.org
PACA	Martin GASCUEL	DREAL PACA Référent régional PNA AB	04 88 22 64 42	Martin.Gascuel@developpement-durable.gouv.fr
AuRA	Raphaël VIGUIER	DREAL AuRA Référent régional PNA AB		raphael.viguier@developpement-durable.gouv.fr
PACA	Cécile PONCHON	CEN PACA Coordonnateur régional PNA AB	06 31 75 25 58	cecile.ponchon@cen-paca.org
AuRA	Michel MURE	LPO AuRA Coordonnateur régional PNA AB	06 37 01 87 64	michel.mure@lpo.fr
Nouvelle-Aquitaine	Arnaud DELBARY	DREAL NA Référent national Outil Pnao-géomatika	07 64 67 22 33	arnaud.delbary@developpement-durable.gouv.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

www.ecologique-solidaire.gouv.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_044-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-045 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Marque « Valeurs Parc naturel régional »

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

« Valeurs Parc naturel régional » est une marque collective attribuée par les Parcs, sur la base d'une démarche contractuelle, à tous les professionnels de leur territoire qui le souhaitent et qui satisfont le niveau d'exigence requis. Elle concerne aussi bien les produits agricoles que les produits artisanaux, les hébergements et prestations touristiques, les actions pédagogiques...

La marque « Valeurs Parc naturel régional » affirme sa dimension nationale puisque Valeurs Parc est une marque commune à l'ensemble du réseau des Parcs naturels régionaux. Propriété de l'État, elle offre ainsi cohérence et lisibilité aux consommateurs car elle fait l'objet d'un suivi dans le temps.

La marque « Valeurs Parc naturel régional » porte la vision d'un autre modèle de société conciliant de façon plus harmonieuse les aspects écologiques, économiques et sociaux, pour assurer de façon durable le bien-être des femmes et des hommes au sein de son territoire.

Plus qu'un faire-valoir individuel, « Valeurs Parc » matérialise le lien qui unit les entreprises à leur territoire remarquable mais aussi les entreprises entre elles notamment dans le cadre de filières territoriales.

La marque collective « Valeurs Parc naturel régional » est une marque nationale, appartenant à l'Etat dont la gestion, encadrée par l'article R333-16 du Code de l'environnement, est confiée aux seuls Parcs naturels régionaux. Déposée à l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI), elle permet de valoriser et d'accompagner les entreprises d'un territoire de Parc naturel régional engagées dans des démarches collectives, solidaires et durables.

Dans ce contexte et conformément au cadre national imposé, le Comité syndical du 10 juin 2022 a lancé la mise en œuvre de la marque Valeurs du Parcs. Cette décision a permis d'engager l'attribution de la marque à 10 entreprises d'hébergements.

Dans cette continuité, il est proposé aujourd'hui d'attribuer la marque « Valeurs Parc naturel régional des Grands Causses » à 3 nouvelles entreprises d'hébergements.

Il s'agit de :

Le Domaine de Vaxergues, Gîtes écolodge, 1 rue des Lauriers, 12400 Saint-Affrique

Les Caselles, Mickaël & Alizée Pélégry Chemin des aires, Lieu-dit Azinières 12620 Saint-Beauzély

Le camping de la base de loisirs de Saint-Rome-de-Tarn, 12490 Saint-Rome-de-Tarn

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_045-DE
Reçu le 24/06/2024

De plus, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses a été sollicité par le Syndicat national des accompagnateurs en montagne. Un référentiel national dédié aux prestations d'accompagnement a permis d'engager la procédure.
Après examen, il est proposé au Bureau syndical d'attribuer la marque Valeurs Parc naturel régional des Grands Causses aux prestations réalisées par les accompagnateurs en montagne candidats comme détaillés ci-dessous :

Jérôme Rouquier, Secrétaire SNAM section Aubrac-Causses-Cévennes, Nant :
Les canalettes secrètes du Larzac
Les rochers de Roquesaltes, sa ferme caussenarde et les corniches du Rajol
Observons les vautours sur les Grands Causses

Laure Charpentier, 34880 Pouzolles
La Couvertoirade
Les Vailhès, le Salagou
Les Canalettes
Le Cirque de Navacelles

Martine Pialot, 30070, L'Aigoual :
Découverte du Causses Noir, Parfum d'Aigoual

Jérôme Bascoul, Maison des Accompagnateurs, 12720 Mostuéjouls :
Sous les ailes des Vautours
L'aventure dans les Gorges du Tarn
A la découverte du Larzac
Soirée chez les Vautours

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_045-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-046 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Convention de partenariat relative à la mise en œuvre du projet « Laboratoire des itinérances » porté par l'association Inter-parcs du Massif Central

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

Initié en 2019, le projet de Laboratoire des itinérances (Labo), animé par l'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC) et soutenu financièrement par l'Etat, vise à mutualiser des ressources et de l'expertise pour accompagner la montée en compétences des gestionnaires et le développement des itinérances (et des séjours itinérants) dans le Massif central.

Dans ce cadre, l'IPAMAC assure la mise en réseau des itinérances du Massif central lauréates des appels à projets « *Grandes itinérances du Massif central* ». Les itinérances lauréates s'engagent à participer aux actions de communication, de partage d'expériences et de mise en réseau Massif central coordonnées via le Laboratoire des itinérances.

Le PNR des Grands Causses est impliqué dans les actions du Laboratoire des itinérances depuis 2019 et porte la gestion de l'Itinéraire « GR® 736 – Gorges et Vallée du Tarn ».

Objet

La présente convention précise les actions collectives et celles « à la carte » du Laboratoire des itinérances pour la période 2024 à 2026.

Les actions collectives du Laboratoire des itinérances visent à accompagner, animer et favoriser la montée en compétences du réseau des acteurs de l'itinérance dans le Massif central.

Les actions « à la carte » du Laboratoire des itinérances visent à mutualiser des outils, méthodes et moyens pour assurer la mise en place et le suivi de l'observation de la fréquentation des itinérances du Massif central.

Budget

Le PNR des Grands Causses étant adhérent de l'association IPAMAC, il n'est pas demandé une participation financière pour la réalisation des actions collectives.

Pour la réalisation des actions « à la carte », le montant des actions pour le PNR des Grands Causses a été estimé à 17 500€ TTC. La participation financière du PNR des Grands Causses est de 20%, soit 3 500 €.

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_046-DE
Reçu le 24/06/2024

Convention de partenariat
Relative à la mise en œuvre du projet « Laboratoire des itinérances » porté par l'association Inter-Parcs du Massif central

Période : 2024 - 2026

Entre

Le PNR des Grands Causses
Domicilié 71 Boulevard de l'Ayrolle, 12100 MILLAU
Représenté par Monsieur Richard FIOL, son Président
Ci-après désignée « le Parc »

et

L'association Inter-Parcs du Massif Central (IPAMAC)
Domiciliée 2 rue Benaÿ, 42410 Pélussin
Représentée par Monsieur Stéphane RODIER, son Président,
Ci-après désignée « l'IPAMAC »

Préambule

Initié en 2019, le projet de Laboratoire des itinérances (Labo), animé par l'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC) et soutenu financièrement par l'Etat, vise à mutualiser des ressources et de l'expertise pour accompagner la montée en compétences des gestionnaires et le développement des itinérances (et des séjours itinérants) dans le Massif central.

Dans ce cadre, l'IPAMAC assure la mise en réseau des itinérances du Massif central lauréates des appels à projets « *Grandes itinérances du Massif central* ». Les itinérances lauréates s'engagent à participer aux actions de communication, de partage d'expériences et de mise en réseau Massif central coordonnées via le Laboratoire des itinérances.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_046-DE
Reçu le 24/06/2024

Article 1 - Contexte et objectifs du projet

De 2020 à 2023, les actions du Labo ont porté sur les thèmes suivants :

- L'observation et l'évaluation de la fréquentation des itinérances (mise à disposition d'une méthodologie commune de comptage suite à une phase d'expérimentation sur le terrain en 2020),
- La structuration, la gouvernance et la pérennisation des modèles économiques des itinérances, dans le cadre de deux études consécutives et de l'accompagnement de plusieurs itinérances du Massif central,
- La veille et le transfert d'informations au réseau des itinérances du Massif central sur des sujets tels que la commercialisation des séjours itinérants, la connaissance des clientèles…

Les livrables de ces actions sont à télécharger en cliquant ici.

Le PNR des Grands Causses est impliqué dans les actions du Laboratoire des itinérances depuis 2019.
Le PNR des Grands Causses porte la gestion de l'Itinéraire « GR® 736 – Gorges et Vallée du Tarn ».

[Présentation en quelques phrases de l'itinérance]

De 2024 à 2026, les **actions collectives** du Laboratoire des itinérances visent à **accompagner, animer et favoriser la montée en compétences du réseau des acteurs de l'itinérance dans le Massif central :**

- ✓ Organisation d'un séminaire annuel, en présentiel, d'une journée (ou de deux demi-journées consécutives) avec des temps d'échanges, ateliers de travail et visite-terrain le cas échéant,
- ✓ Organisation de deux demi-journées de travail et d'échanges, en visio, sur des thèmes à définir (en fonction des besoins des itinérances),
- ✓ Mise à disposition de documents-ressources, en ligne (livrables des actions collectives, outils, guides méthodologiques, informations sur les financements des itinérances, etc.),
- ✓ Veille sur les financements des itinérances (financements publics et financements privés),
- ✓ Accompagnement individuel, au besoin, des itinérances du Massif central (gestion de l'itinérance, mise en œuvre de la gouvernance, ingénierie financière).

De 2024 à 2026, les **actions « à la carte »** du Laboratoire des itinérances visent à **mutualiser des outils, méthodes et moyens** pour assurer la mise en place et le suivi de l'**observation de la fréquentation des itinérances du Massif central.**
Il s'agira notamment de mettre à disposition des itinérances intéressées des moyens pour identifier une méthode d'observation appropriée pour les itinérances, réaliser des enquêtes

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_046-DE
Reçu le 24/06/2024

de terrain, mettre à disposition des outils (ex. Outdoorvision, Eco-compteurs), analyser les données obtenues et les valoriser.

Article 2 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation du partenariat entre l'IPAMAC et le PNR des Grands Causses pour la mise en œuvre du programme d'actions 2024-2026 du Laboratoire des Itinérances.

Article 3 – Engagements de l'IPAMAC

L'IPAMAC s'engage à :

- Assurer la coordination du projet de Laboratoire des itinérances :
    - Suivi administratif (gestion des marchés le cas échéant, suivi des conventionnements, etc.),
    - Veille et recherche de financements,
    - Coordination des actions collectives et « à la carte » telles que présentées ci-dessus (article 1),
    - Organisation des réunions nécessaires à la mise en œuvre et à la réalisation du projet, en lien avec les itinérances du Massif central, les partenaires techniques et financiers du Laboratoire des itinérances :
        - Séminaire annuel,
        - Webinaires,
        - Groupes de travail techniques, éventuels ;
- Assurer la coordination de l'action « à la carte » liée à l'observation, et dans ce cadre :
    - Mutualiser le recrutement d'un bureau d'étude pour accompagner 4 itinéraires sur la mise en place d'étude de fréquentation. Plus particulièrement, concernant les besoins identifiés par le GR® 736, il s'agira de préparer et réaliser la mise en place d'une étude de fréquentation le long de l'itinéraire selon la méthodologie du Laboratoire des Itinérances. Le bureau d'étude apportera ses compétences sur le recrutement des enquêteurs si nécessaire, ainsi que sur l'analyse des données et la présentation des résultats. Plus de détails sur la prestation sont disponible dans le cahier des charges joint en annexe.
    - Un accès à Outdoorvision, pour une durée de 1 an, avec 2 comptes,
- Valoriser la participation du partenaire au projet.

Article 4 – Engagements du PNR des Grands Causses

Le PNR des Grands Causses s'engage à :

- Participer aux actions collectives : séminaires en présentiel, webinaires,
- Partager son expérience et ses bonnes pratiques en fonction des sujets traités, à l'occasion des groupes de travail, séminaires et webinaires,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_046-DE
Reçu le 24/06/2024

- Valoriser son implication au sein du Laboratoire des itinérances, auprès des partenaires Massif central (Etat, Régions, FEDER Massif central),
- Relayer les informations et ressources du Labo auprès des membres du comité d'itinéraire de son itinérance,
- Participer au groupe de travail technique liée à l'action « à la carte » Observation, et tout particulièrement aux échanges avec le bureau d'étude retenu pour la réalisation du/des outils méthodologiques,
- Assurer le suivi de l'action avec les membres de son Comité d'Itinéraire,
- Participer au financement pour la mise en œuvre et la réalisation du projet (cf. article 5).

Article 5 – Modalités financières

Budget du projet

DEPENSES		**RESSOURCES**	
Dépenses de personnel	33 401,33 €	FNADT / 80%	117 129,23 €
Frais de mission	6 000,00 €	Autofinancement / 20%	29 282,31 €
Prestations externes (TTC)	102 000,00 €		
Charges de structure	5 010,20 €		
TOTAL	**146 411,53 €**	**TOTAL**	**146 411,53 €**

Participation financière du partenaire au projet

Le PNR des Grands Causses étant adhérent de l'association IPAMAC, il n'est pas demandé une participation financière pour la réalisation des actions collectives.

Pour la réalisation des actions « à la carte », le montant des actions pour le PNR des Grands Causses a été estimé à 17 500€ TTC. La participation financière du PNR des Grands Causses est de 20%, soit 3 500 €.

Cette participation sera versée [plusieurs options] :

- en une fois, à la signature de la présente convention, par virement, et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC,
- en [deux/trois] fois :

➔ X € en 2024, à la signature de la présente convention, par virement, et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC,

➔ X € en 2025, par virement, et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC,

➔ X € en 2026, par virement, et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC.

Article 6 – Propriété des résultats et modalités de communication

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_046-DE
Reçu le 24/06/2024

L'exploitation et la diffusion des résultats produits dans le cadre des actions réalisées conjointement par l'IPAMAC et le partenaire sont autorisées pour chacune des deux parties, dans un but non lucratif, sous réserve de l'accord et de la mention des auteurs respectifs et de l'information des deux parties et des partenaires concernés.

Lors de la diffusion des résultats et de toute action de communication en lien avec le projet, le partenaire et l'IPAMAC s'engagent à faire mention de tous les auteurs et des autres partenaires impliqués ainsi qu'à respecter les modalités de communication fixées par les partenaires financiers.

Article 7 – Durée de la convention

Le contenu de la convention devient exécutoire à compter de sa signature et jusqu'à la fin de l'année 2026.

Cette convention fera l'objet, chaque fois que nécessaire, d'avenants qui préciseront les éventuelles modifications et les nouvelles coopérations.

Article 8 – Conciliation

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre en dernier recours au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à **le** **,**

Monsieur Richard FIOL	**Monsieur Stéphane RODIER**
Président du PNR des Grands Causses	Président de l'IPAMAC

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_046-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-047 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Elaboration du Plan de massif DFCI du Causse Rouge et du Causse de Sauveterre

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte et motif de l'action

A la suite du diagnostic des travaux d'urgence (bois brulés, érosion et chutes de bloc sur les communes de Mostuéjouls, Rivière-sur-Tarn et Comprégnac et de l'accompagnement des communes, plus spécifiquement de Mostuéjouls et Rivière-sur-Tarn compte-tenu des enjeux locaux, les acteurs locaux et les partenaires techniques ont proposé la réalisation d'un Plan de massif de Défense des Forêts Contre l'Incendie (Plan de massif DFCI) sur un périmètre élargi du Causse Rouge et du Causse de Sauveterre et la mise à jour du Plan de massif DFCI du Causse noir.
En outre, le Plan départemental de protection des forêts contre l'incendie de l'Aveyron 2017-2026 prévoit la mise en œuvre de 5 Plans de massif DFCI ou réflexion similaire sur le Département de l'Aveyron sur les massifs forestiers les plus à risque.

Objectif de la Charte

Mesure 28 : Une gouvernance territoriale pour la mobilisation pérenne de la ressource en bois.

Objectif

Le Plan de massif de Défense des Forêts contre l'Incendie (Plan de massif DFCI) vise à planifier les actions nécessaires à mettre en œuvre sur un massif forestier pour faire face aux feux de forêts. Il définit un programme pluriannuel des actions opérationnelles et des opérations précises à mettre en œuvre. Il vise, à partir de l'inventaire des équipements existants, à identifier les axes stratégiques et tous les équipements nécessaires à la lutte contre les incendies en proposant :

- d'améliorer les axes existants identifiés par la réfection et mise aux normes des pistes DFCI,
- de créer, si nécessaire, de nouvelles pistes (en privilégiant le réseau préexistant dans la mesure du possible),
- de créer des points d'eau par la mise en place de citernes DFCI pour l'alimentation d'un groupe d'intervention feux de forêt ou d'un hélicoptère bombardier d'eau,
- de donner un cadre juridique aux ouvrages, par la mise en servitude des pistes DFCI,
- de créer et pérenniser les coupures de combustibles.

Ce document est un préalable nécessaire pour obtenir des financements jusqu'à 80% (DRAAF) pour la réalisation des équipements prévus.

Périmètre

Le territoire d'étude proposé est délimité par le Tarn à l'est et au sud, la Muse à l'ouest, les routes de la Clau à Séverac et de Séverac au Massegros (et la limite de Département) au nord (cf. Figure 1 en annexe). Il concerne les communes de Castelnau-Pégayrols, Compeyre, Comprégnac, Millau, Montjaux, Mostuéjouls, Rivière-sur-Tarn, Saint-Beauzély, Saint-Léons, Séverac-d'Aveyron, Vézins-de-Lévézou (voir Figure 2 en annexe) et les Communautés de Communes de Millau-Grands Causses, Muse et Raspes du Tars, Lévézou-Pareloup et des Causses à l'Aubrac (voir Figure 3 en annexe).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_047-DE
Reçu le 24/06/2024

Maîtrise d'ouvrage et financement

Il est proposé que le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses en assure la maîtrise d'ouvrage déléguée selon les compétences et la volonté des élus des collectivités concernées.

Le montant du Plan de massif DFCI peut-être cofinancée par des crédits d'Etat (DRAAF) à hauteur de 80%. Vingt pour cent du montant de l'opération restant à la charge du Syndicat mixte et des collectivités concernées qui acceptent la délégation de maîtrise d'ouvrage par délibération au prorata de la superficie de leur territoire contenu dans le périmètre retenu dans la limite d'un montant total de 50 k€ tel que proposé à la délibération n°2023-112 du Comité syndical du 24 novembre 2023.

Budget prévisionnel

Dépenses prévisionnelles

Rédaction du Plan de Massif (prestation)	53 428,50 €
Suivi technique, administratif et financier (PNRGC)	6 700,00 €
TOTAL	**60 128,50 €**

Recettes prévisionnelles

Autofinancement :	
CC. Millau-Grands Causses	4 621,00 €
Montjaux	230,00 €
Castelnau-Pégayrols	452,00 €
Saint-Beauzély	561,00 €
Verrières	1 690,00 €
Sévérac-d'Aveyron	1 821,00 €
SM PNR des Grands Causses	2 650,70 €
Subvention :	
DRAAF Occitanie :	48 102,80 €
TOTAL	**60 128,50 €**

➲ Considérant les objectifs généraux et opérationnels de l'opération proposée et afin de mettre en œuvre l'opération, le Président propose au Bureau syndical du Parc naturel régional des Grands Causses :

- D'approuver l'opération et le plan de financement tel que proposé ;
- D'autoriser le Président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec les collectivités concernées ;
- D'autoriser le Président à réaliser toute autre démarche nécessaire à la bonne conduite de l'opération.

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_047-DE
Reçu le 24/06/2024

Annexe

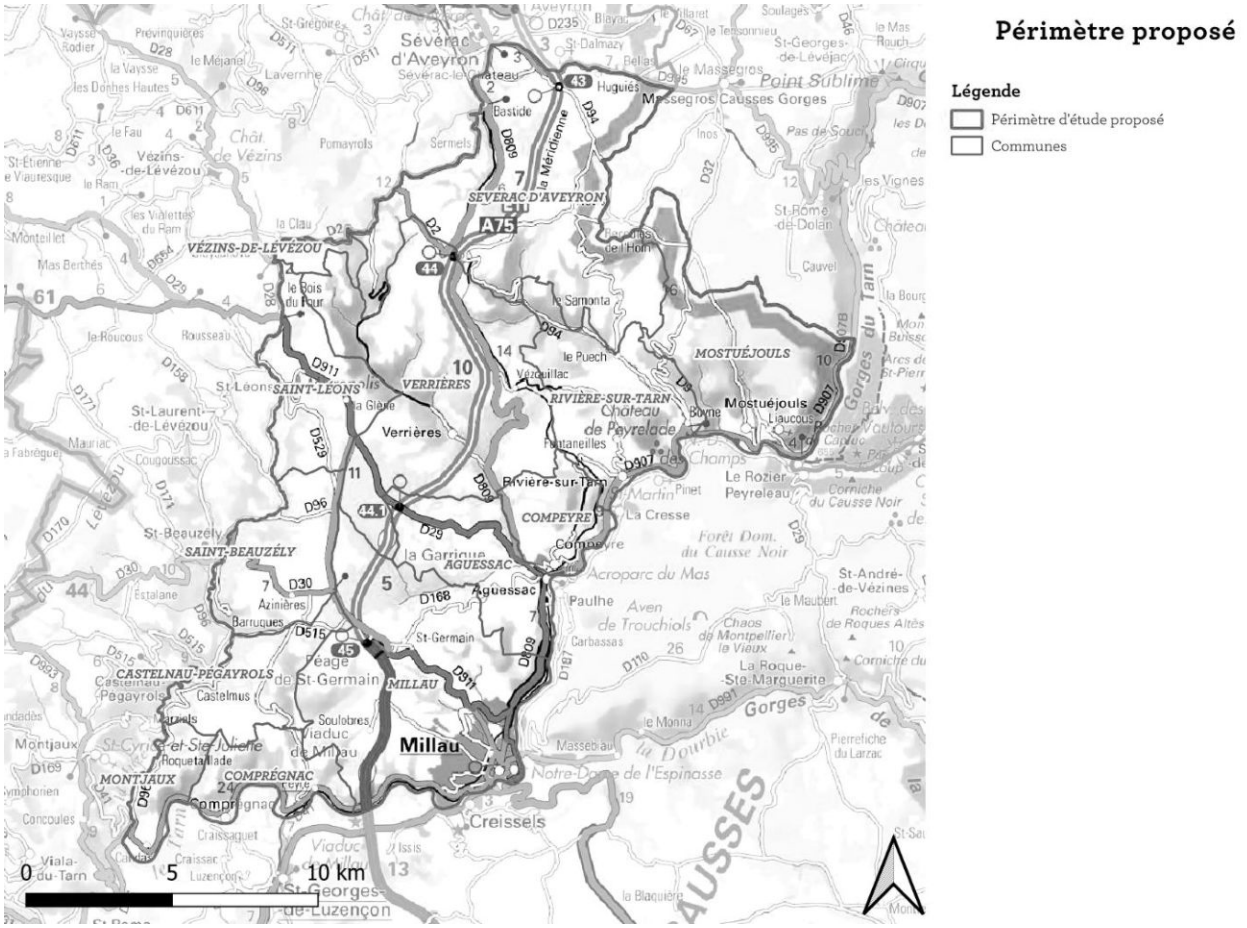


Figure 1 : Périmètre d'étude proposé

Communes	Surface communale (en ha)	Proportion dans le périmètre	Surface forestière (en ha)	Proportion de forêt
Aguessac	1775	6%	884	50%
Compeyre	1040	3%	515	50%
Comprégnac	1126	4%	801	71%
Millau	5174	16%	2343	45%
Mostuéjouls	3038	10%	2491	82%
Rivière-sur-Tarn	2470	8%	1475	60%
Montjaux	727	2%	605	83%
Castelnau-Pégayrols	1430	5%	938	66%
St.-Beauzély	1776	6%	899	51%
Verrières	5348	17%	3429	64%
St.-Léons	1701	5%	666	39%
Vézins-de-Lévézou	278	1%	95	34%
Séverac-d'Aveyron	5762	18%	2480	43%
TOTAL	**31644**	**100%**	**17622**	**56%**

Figure 2 : listes des communes et prorata de superficie comprise dans le périmètre

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_047-DE
Reçu le 24/06/2024

Communauté de communes	Surface de la collectivité (en ha)	Proportion dans le périmètre	Surface forestière (en ha)	Proportion de forêt
Millau Grands-Causses	14623	46,2%	8509	58%
Muse et Raspes du Tarn	9280	29,3%	5872	63%
Lévézou-Pareloup	1979	6,3%	761	38%
Causse à l'Aubrac	5762	18,2%	2480	43%
TOTAL	**31644**	**100%**	**17622**	**56%**

Figure 3: listes des Communautés de communes et prorata de superficie comprise dans le périmètre

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_047-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-048 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Restauration de la continuité écologique d'un réseau de mares sur le Larzac aveyronnais

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte et motif de l'action

La partie méridionale du Causse du Larzac est connu pour sa grande richesse biologique. Dans la suite du Plan régional d'action « Mares » (PRAM) piloté par l'URCPIE, le CEN Occitanie et Nature Environnement Occitanie, le Parc naturel régional des Grands Causses a souhaité mener une campagne d'information et de sensibilisation sur les espèces introduites sur le modèle d'une campagne menée dans le Lot par le PNR des Causses du Quercy (Mare's Attaque).

Le Syndicat mixte a également déposé un dossier au titre de France Relance pour restaurer des mares autour de la Couvertoirade dans un objectif de consolidation des populations de Pélobate cultripèdes (*Pelobates cultripes*), soit pour l'enlèvement d'espèces envahissantes à fort potentiel de propagation et restaurer une mare envahie par le myriophylle du Brésil (*Myriophyllum aquaticum*) et le grand lagarosiphon (*Lagarosiphon major*) sur la commune du Clapier.

Objectif de la Charte

Mesure 1 : Garantir la vitalité de la Trame verte et bleue.

Objectif de l'opération

L'opération, telle que présentée en Comité syndical du 24 novembre 2023 vise à :

- Renforcer le réseau de mares et de lavognes et favorable aux populations d'amphibien et plus particulièrement de Pélobate cultripède autour de la Couvertoirade (objectif 5 mares) ;
- Etendre un réseau fonctionnel de mares sur les communes limitrophes : Cornus, Sainte-Eulalie-de-Cernon, le Viala-du-Tarn et Saint-Rome-de-Cernon (objectif de 15 mares) ;
- Renouveler des chantiers d'enlèvement de poissons au Viala-du-Pas-de-Jaux (nouvelles introductions constatées) et un chantier sur le domaine expérimental de l'INRAE à la Fage ;
- Assurer l'assèchement (réversible) de la mare du Clapier et les interventions supplémentaires nécessaire pour l'éradication/suppression de *Myriophyllum aquaticum* et *Lagarosiphon major* (et le suivi des effets) ;
- Assurer la restauration/entretien de nouvelles lavognes à titre démonstratif ou pédagogique sur d'autres communes du territoire classé Parc naturel régional ;
- Informer et sensibiliser les publics locaux par la pose de panneau d'interprétation pour les lavognes/mares à proximité de sentier ou sites touristiques ;
- Sensibiliser le grand public en renouvelant une campagne d'affichage dans Millau (et, si possible, à Saint-Affrique).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_048-DE
Reçu le 24/06/2024

Le montant de l'opération s'élève à 713 000 € environ, comprenant :

- La restauration de l'étanchéité de la grande lavogne de la Couvertoirade (portée par l'association des Amis de la Couvertoirade).
- La restauration et l'entretien de mares et de lavognes sur la commune de la Couvertoirade et sur les communes limitrophes à leur demande.
- L'asséchement (réversible) de la mare du Clapier pour l'éradication des espèces végétales envahissantes.
- Des chantiers de restauration pédagogiques ou démonstrative, la pose de panneau d'interprétation et une campagne d'affichage et de sensibilisation sur le volet pédagogique.

Dans la perspective d'un financement dans le cadre de l'appel à projet Mission Nature de l'OFB avec mandat de l'association des Amis de la Couvertoirade pour la restauration de la grande lavogne de la Cité templière-hospitalière, la présente délibération modifie la délibération 2023-113.

Le projet de Restauration de la continuité écologique d'un réseau de mares est dénommé « **Lavognes des Templiers-Hospitaliers : La restauration de la continuité écologique du réseau de mares du Causse du Larzac** ».

Budget prévisionnel

Le coût estimatif total du projet est de : 713 059,19 €, le total des dépenses éligibles étant estimées à 693 829,20 €. La subvention demandée à l'OFB est de : 442 795,83 €, soit 63,82% du total des dépenses éligibles du projet estimées et réparties de la manière suivante :

	Coût total du projet	**Total des aides éligibles**	**Subvention demandée à l'OFB**
SM du PNR des Grands Causses	224 396,81 €	205 166,82 €	164 133,45 €
Association des Amis de la Couvertoirade	488 662,38 €	488 662,38 €	278 662,38 €
TOTAL	**713 059,19 €**	**693 829,20 €**	**442 795,83 €**

➲ Considérant les objectifs généraux et opérationnels de l'opération proposée et afin de mettre en œuvre l'opération, le Président propose au Bureau syndical du Parc naturel régional des Grands Causses :

- d'approuver l'opération et préciser le plan de financement proposé,
- d'autoriser le Président à réaliser toutes les démarches nécessaires à la bonne conduite de l'opération ainsi qu'à la recherche de financements complémentaires.

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_048-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-049 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Désignation de représentants au Comité de programmation LEADER 2023-2027

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

Dans le cadre de la constitution du Comité du programmation LEADER 2023-2037, il convient que le Parc naturel régional des Grands Causses désigne 6 représentants titulaires et 6 représentants suppléants pour siéger à ce Comité.

A la suite de la constitution du Comité syndical du Parc de 2024, il est proposé de désigner les représentants suivants :

Titulaires :

- Emmanuelle GAZEL
- Christophe LABORIE
- Bernard SIRGUE
- Gaëlle LEVEQUE
- Edmond GROS
- Richard FIOL

Suppléants :

- Clément CARLES
- Claude ASSIER
- Cyril TOUZET
- Séverine PEYRETOUT
- Jacques ARLES
- Jean-François DUMAS

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ces désignations et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_049-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-050 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Société Publique Locale AREC Occitanie **Création de filiale et augmentation de capital**

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Création de filiale

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1524-1, L1524-5 et L2121-29 ;

Vu le Code de Commerce et notamment ses articles L210-10 et L225-127 et suivants ;

Vu la délibération n°CP/ 2024-04/06.10 de la commission permanente du conseil régional de la Région Occitanie approuvant le contrat de délégation de service public confié à la SPL AREC Occitanie pour la gestion de l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur le patrimoine régional, approuvant l'augmentation du capital de la SPL Occitanie et la participation de la Région à cette augmentation par la souscription au capital à hauteur de 2 500 010,50€.

Vu la délibération n°CP/ 2024-04/01.09 de la commission permanente du conseil régional de la Région Occitanie approuvant la création d'une filiale détenue à 100% par la SPL AREC Occitanie exclusivement dédiée à l'exécution du contrat de délégation de service public portant sur l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur le patrimoine régional.

Considérant que le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses est actionnaire de la SPL AREC ;

Considérant que dans le cadre de leur relation « *in house* », la Région Occitanie a décidé de confier à la SPL AREC Occitanie un contrat de délégation de service public pour la gestion de l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur le patrimoine régional ;

Considérant que l'exécution de ce contrat de délégation de service public nécessite la création d'une filiale exclusivement dédiée détenue à 100% par la SPL AREC. Cette filiale, constituée sous la forme de société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce aura comme objet unique l'exécution du contrat de délégation de service public portant sur la gestion de l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur le patrimoine régional ;

L'article L. 1524-5 du CGCT, qui trouve à s'appliquer à la SPL AREC Occitanie en vertu des dispositions de l'article L. 1531-1 du même code, prévoit à cet égard que :
« *A peine de nullité, toute prise de participation directe d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une autre société fait préalablement l'objet d'un accord exprès des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration ou au conseil de surveillance en application du premier alinéa. Il en est de même pour la constitution d'un groupement d'intérêt économique par une société d'économie mixte locale, par une société qu'elle contrôle ou par un groupement d'intérêt économique dont elle détient une part du capital ou des droits de vote* ».

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Après en avoir délibéré, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses :

ARTICLE 1 : Se prononce favorablement sur le principe de la création d'une filiale de la SPL AREC Occitanie exclusivement dédiée à l'exécution du contrat de délégation de service public portant sur la gestion de l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur le patrimoine régional ;

ARTICLE 2 : Autorise son élu représentant à voter favorablement à la création de cette filiale dans les instances de la SPL AREC Occitanie.

ARTICLE 3 : Charge de faire procéder à l'affichage de la présente délibération, à sa transmission au contrôle de légalité et à son insertion au recueil des actes administratifs.

Augmentation de capital

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1524-1 et L2121-29 ;

Vu le Code de Commerce et notamment ses articles L210-10 et L225-127 et suivants ;

Vu la délibération n°CP/2024-04/06.10 de la commission permanente du conseil régional de la Région Occitanie approuvant le contrat de délégation de service public confié à la SPL AREC Occitanie pour la gestion de l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur le patrimoine régional, approuvant l'augmentation du capital de la SPL Occitanie et la participation de la Région à cette augmentation par la souscription au capital à hauteur de 2 500 010,50€.

Vu le rapport de modification des statuts de la SPL AREC notamment dans le cadre de sa transformation en société à mission ;

Vu le projet de statuts modifiés

Considérant que le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses est actionnaire de la SPL AREC ;

Considérant que dans le cadre de leur relation « *in house* », la Région Occitanie a décidé de confier à la SPL AREC Occitanie un contrat de délégation de service public pour la gestion de l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur le patrimoine régional ;

Considérant que l'exécution de ce contrat de délégation de service public nécessitera d'une part la création d'une filiale exclusivement dédiée détenue à 100% par la SPL AREC, d'autre part un investissement estimé à ce jour à 8,919M€ HT.

Considérant que pour ce faire, il est nécessaire de procéder à une augmentation de capital de la SPL AREC Occitanie. La Région Occitanie a approuvé cette augmentation de capital et a décidé d'y participer par la souscription à hauteur de 2 500 010,50€. Cette augmentation de capital sera présentée au prochain Conseil d'administration de la SPL AREC Occitanie.

Considérant que le capital actuel de la SPL AREC Occitanie s'élève à 41 791 007 € composé de 2 696 194 actions de 15,50 € de valeur nominale. La participation de la Région est actuellement d'un montant de 41 766 052 € correspondant à 99,94 % du capital. Le projet d'augmentation de capital porte sur un montant de 2 500 010,50 € par l'émission de 161 291 actions nouvelles à 15,50 €. Le capital social cible de la SPL AREC Occitanie s'élèvera à 44 291 017,50€. La participation de la Région passera alors à 44 266 062,50 € soit 99,943% du capital total de la SPL AREC Occitanie.

Considérant que le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses a décidé de ne pas participer à cette augmentation de capital.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Considérant qu'à l'issue de cette augmentation de capital, la répartition du capital entre les actionnaires comme indiqué dans le tableau annexé.

Considérant que la procédure d'augmentation de capital aura pour conséquence de modifier les statuts, en particulier les articles portant sur le montant du capital social et sa répartition entre les membres ;

Considérant que cette approbation doit prendre la forme d'une délibération préalable du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses ;

Après en avoir délibéré, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses :

ARTICLE 1 : Se prononce favorablement sur le principe de l'augmentation de capital de la SPL AREC Occitanie par l'émission de 161 291 actions nouvelles à 15,50€ ;

ARTICLE 2 : Se prononce favorablement sur le montant de la souscription de la Région Occitanie à l'augmentation de capital, à savoir 2 500 010,50€ ;

ARTICLE 3 : Approuve le projet de modification des Statuts de la SPL AREC Occitanie annexé à la présente délibération.

ARTICLE 4 : Autorise son élu représentant à voter favorablement à la procédure d'augmentation de capital dans les instances de la SPL AREC Occitanie.

ARTICLE 5 : Charge de faire procéder à l'affichage de la présente délibération, à sa transmission au contrôle de légalité et à son insertion au recueil des actes administratifs.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois suivant son entrée en vigueur. Ce recours devra être enregistré sur l'appli cation Télérecours Citoyens accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ces projets et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie

Société publique locale au capital de 44 291 017,50 euros
Siège social : 55 Avenue Louis Breguet, 31400 TOULOUSE
809 415 243 RCS TOULOUSE

Projet

STATUTS

Mis à jour à la suite de l'Assemblée Générale Extraordinaire
en date du XX/XX/20XX

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Sommaire

TITRE PREMIER **5**

Forme - Objet - Dénomination - Siège – Durée **5**

ARTICLE 1 - FORME 5

ARTICLE 2 – OBJET 5

ARTICLE 2 BIS – SOCIETE A MISSION 7

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE 9

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL 9

ARTICLE 5 - DUREE 9

TITRE DEUXIÈME **9**

Apports - Capital social - Actions **9**

ARTICLE 6 - APPORTS 9

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL 9

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL 10

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS 10

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS 10

ARTICLE 11 - DEFAUT DE LIBERATION 10

ARTICLE 12 - FORME DES ACTIONS 10

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS 11

ARTICLE 14 - CESSION DES ACTIONS 11

TITRE TROISIÈME **12**

Administration et contrôle de la société **12**

ARTICLE 15 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 12

ARTICLE 16 - DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D'AGE 13

ARTICLE 17 - CENSEURS 13

ARTICLE 18 - COMITES D'ORIENTATION STRATEGIQUE 14

ARTICLE 19 - BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 14

ARTICLE 20 - REUNIONS - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 15

ARTICLE 21 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 16

ARTICLE 22 - DIRECTION GENERALE - DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES 17

ARTICLE 23 - SIGNATURE SOCIALE 18

ARTICLE 24 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS 19

ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, UN DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE 19

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE SPECIALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS 20
ARTICLE 27 - COMMISSAIRES AUX COMPTES 20
ARTICLE 28 - REPRESENTANT DE L'ÉTAT – INFORMATION 21
ARTICLE 29 - DELEGUE SPECIAL 21
ARTICLE 30 - RAPPORT ANNUEL DES ELUS 21
ARTICLE 31 - CONTROLE EXERCE PAR LES COLLECTIVITES ACTIONNAIRES 22
Article 32 - Représentation de la société aux assemblées d'associés ou d'actionnaires de ses filiales 22
TITRE QUATRIEME 23
Assemblées Générales – Modifications statutaires 23
ARTICLE 33 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES 23
ARTICLE 34 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES 23
ARTICLE 35 – PRESIDENCE ET BUREAU DES ASSEMBLÉES GENERALES 24
ARTICLE 36 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE 24
ARTICLE 37 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE 24
ARTICLE 38 - MODIFICATIONS STATUTAIRES 25
TITRE CINQUIEME 25
Exercice social – Comptes sociaux – Affectation des résultats 25
ARTICLE 39 - EXERCICE SOCIAL 25
ARTICLE 40 - COMPTES SOCIAUX 25
ARTICLE 41– Affectation du résultat - BENEFICES 25
TITRE SIXIEME 26
Pertes graves - Dissolution – Liquidation – Contestations – Commissaire aux comptes 26
ARTICLE 42 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL 26
ARTICLE 43 - DISSOLUTION – LIQUIDATION 26
ARTICLE 44 - CONTESTATIONS 27
ARTICLE 45 - DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 27

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

PREAMBULE

Afin de promouvoir un développement durable du territoire régional en conciliant la protection et la mise en valeur de l'environnement, le développement économique et le progrès social conformément aux dispositions de l'article 6 de la Charte constitutionnelle de l'environnement, la SPL ARPE OCCITANIE a été constituée.

Toutefois, la nécessité de répondre plus efficacement aux enjeux énergétiques et climatiques, notamment suite à la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV), suppose de renforcer le positionnement de la SPL ARPE OCCITANIE dans le cadre de ses missions.

Par délibération en date du 28 novembre 2016, la Région Occitanie s'est fixée pour objectif de devenir la première Région à Energie Positive d'Europe d'ici 2050.

Afin d'atteindre cet objectif, il conviendra de diminuer les consommations d'énergies dans les secteurs suivants :

- résidentiel : - 24,7 %, ce, malgré l'accroissement de la population ;
- tertiaire : - 28 % ;
- industriel et agricole : - 24 % ;
- lié à la mobilité des personnes et des marchandises : - 61%.

Il conviendra également de multiplier par 3 la production d'énergies renouvelables (hydraulique, éolien terrestre et en mer, solaire photovoltaïque, eau chaude sanitaire solaire, géothermie, pompes à chaleur, biomasse, hydrogène et réseaux) d'ici 2050.

La Région Occitanie souhaite mobiliser les collectivités locales sur ces enjeux dans le cadre de son rôle de chef de file de l'action des collectivités territoriales en matière de climat et d'énergie, inscrit dans la loi de modernisation de l'action publique et de l'affirmation des métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014.

Les missions de la SPL ARPE sont ainsi recentrées, afin de lui permettre de mener des actions dans les domaines du climat, de l'air et de l'énergie. Ainsi, la SPL ARPE est désormais désignée SPL Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie (AREC).

La SPL interviendra dans des projets ayant nécessairement une implication de la collectivité locale du territoire concerné, qui y participera de manière active.

Dans le cadre de ces missions redéfinies, la SPL interviendra, auprès des collectivités territoriales et des groupements actionnaires par voie de conventions conclues avec ces derniers.

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

TITRE PREMIER
Forme - Objet - Dénomination - Siège – Durée

ARTICLE 1 - FORME

La société est une société publique locale, régie par l'article L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions du livre II du Code de Commerce, sous réserve de son article L. 1531-1 susvisé, par les dispositions du titre II du livre 5 de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales, par les présents statuts ainsi que par le règlement intérieur en vigueur, qui vient les compléter.

ARTICLE 2 – OBJET

La SPL Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie intervient pour la mise en œuvre des compétences mentionnées ci-après dans les domaines de l'air, du climat et de l'énergie. A ce titre, elle contribue à la lutte contre le changement climatique, à la maîtrise de la demande en énergie, à la réduction de la précarité énergétique, au développement et à la promotion des énergies renouvelables, et à l'amélioration de la qualité de l'air.

Dans ce cadre, la SPL Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie a pour objet d'assurer, pour le compte de ses actionnaires et sur leurs territoires exclusivement, toute assistance à maîtrise d'ouvrage, toutes études techniques, toute activité d'observation, de conseil, d'accompagnement, de concertation, de formation, d'animation et de gestion de locaux mis à disposition par les actionnaires, et en tant que de besoin, toute activité de communication, dans les domaines d'intervention de la SPL AREC Occitanie précités.

Elle pourra être également chargée de la gestion d'un service public industriel et commercial, dans les domaines de l'air, du climat et de l'énergie et dans les limites des compétences de ses membres en la matière, conformément à l'article L. 1531-1 du CGCT.

En matière de projets d'air, d'énergie et de climat, la SPL Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie a vocation à assurer :

- une offre d'ingénierie auprès des territoires à travers la promotion et la coordination d'une politique durable et harmonieuse qui se traduit, notamment, par l'appui des collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires à la mise en œuvre de leur stratégie Air Energie Climat et au montage de projets ;

- le développement et la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables qui se traduit par :

    - une offre d'ingénierie pour l'accompagnement des projets, notamment citoyens, destinés à permettre le développement des énergies renouvelables ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

- une mission de coordination, d'appui et d'animation auprès des plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) en complémentarité des acteurs déjà en place ;

- un soutien aux porteurs de projets œuvrant dans ce sens, notamment par le biais de la rénovation énergétique, en veillant à la bonne intégration environnementale desdits projets ;

- une assistance à maîtrise d'ouvrage des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics portés par les acteurs du territoire régional ;

- toutes études techniques, diagnostics et de conseils pour la réalisation et l'exploitation d'équipements ou d'infrastructures de production d'énergies renouvelables ;

- la capitalisation des connaissances en vue d'actions d'information, d'animation, de sensibilisation ou d'incitation au profit, en particulier, des porteurs de projets liés à l'efficacité énergétique, à la production d'énergies renouvelables, et à la qualité de l'air;

- par application des articles L. 511-6 8° du CMF et L. 381-2 et L. 381-3 du CCH, une mission de tiers-financement indirect s'agissant de la rénovation énergétique des bâtiments du secteur résidentiel au sens des dispositions de l'article L. 381-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation et, le cas échéant, sous réserve de l'obtention de l'agrément de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution requis par les dispositions du Code monétaire et financier, une offre de tiers financement direct au sens des dispositions du 1er alinéa de l'article L. 381-3 du Code précité ;

- le développement et la promotion d'actions relatives à la diminution des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, et l'amélioration de la qualité de l'air, à ce titre toutes études techniques, diagnostics et de conseils pour le développement de la mobilité durable.

À cet effet, et sauf stipulations contractuelles contraires, la SPL Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie pourra passer toute convention appropriée, et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif en vertu d'un contrat qui sera conclu avec les actionnaires concernés le cas échéant.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Elle pourra, dans le respect du régime juridique spécifique des SPL, prendre toute participation au capital des sociétés intervenant dans les champs d'activités précités.

La SPL continuera d'exécuter les contrats en cours jusqu'à leur échéance.

ARTICLE 2 BIS – SOCIETE A MISSION

1- Préambule : société à mission et raison d'être

La loi PACTE relative à la croissance et à la transformation des entreprises a notamment introduit la qualité de « société à mission », qui reconnait le pouvoir de transformation des entreprises pour résoudre les enjeux sociaux et environnementaux en liant capacité d'innovation et écoute active envers les parties prenantes.

C'est l'étape ultime de toute démarche d'engagement pour prendre en considération l'ensemble des enjeux sociétaux, environnementaux dans l'activité économique. Pour l'entreprise, cela permet d'opérer les bons choix stratégiques en cohérence avec sa raison d'être.

Considérant que l'entreprise à mission permet de franchir ce nouveau cap, en inscrivant l'entreprise en tant qu'acteur citoyen, la SPL AREC déclare se constituer société à mission.

Cet objet social est complété par la raison d'être dont la société a décidé de se doter ainsi que les objectifs sociaux et environnementaux qu'elle entend poursuivre.

2- Définir la raison d'être de la Société

L'article L 210-10 du code de commerce précise les conditions qui sont constitutives de la société à mission.

Une société à mission est une entreprise dont les objectifs sociaux, sociétaux et environnementaux sont conformes à sa raison d'être et définis dans ses statuts.

La raison d'être de la société peut être détaillée comme le projet de long terme dans lequel s'inscrit l'objet social de l'entreprise.

Aussi, la société SPL AREC a décidé de se doter de la raison d'être suivante :

« Nous accompagnons les acteurs des territoires vers une résilience active au changement climatique en imaginant et en fabriquant des solutions innovantes, coconstruites et adaptées. Nous mettons nos expertises et notre passion au service du développement d'une société durable et solidaire ».

En considération de ce qui précède, la société se donne pour mission de poursuivre dans le cadre de son activité, les objectifs sociaux et environnementaux suivants :

1- Développer en tiers de confiance, sur l'ensemble du territoire, une offre intégrée sur les sujets de sobriété, souveraineté énergétique, adaptation au changement climatique
2- Construire, déployer, diffuser, promouvoir des méthodes et outils innovants au service de la création de valeur pour ses parties prenantes
3- Faire vivre un collectif professionnel porteur de sens, apprenant, créatif et solidaire

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

3- Suivi de la Mission

Conformément à l'article L210-12 du code de commerce, un référent de mission sera désigné pour suivre et évaluer exclusivement la conformité de la gestion de la société par rapport à la mission.

Le référent de mission se chargera d'émettre un avis le plus objectif, mais aussi le plus qualifié possible sur le suivi et l'atteinte des objectifs de la société dans le cadre de la mission. En ce sens il émettra annuellement un rapport joint au rapport de gestion à l'assemblée générale pour l'approbation des comptes de la société.
Il procèdera à toute vérification qu'il jugera opportune et se fera communiquer tout document nécessaire au suivi de l'exécution de la mission ;

Son rôle sera alors essentiel pour faire coïncider la gouvernance et les engagements des actionnaires avec les intentions affichées.

Sa désignation se fera directement par le directeur général, ou le président, le cas échéant, pour une durée de 6 ans, sauf démission de ce dernier. Il pourra être révoquer ad nutum, sans indemnité.

Le référent de mission peut être salarié de la société ou un tiers à celle-ci.

Pour la durée de cette désignation, il ne percevra aucune rémunération associée.

Selon les conditions de l'article L210-10, la société pourra constituer un comité de mission, en lieu et place du référent de mission, distinct des organes sociaux, composé d'au moins un salarié et éventuellement de personnes extérieures à même d'évaluer cette mission.

4- Vérification de la Mission

La vérification de l'atteinte de ces objectifs est assurée tous les deux ans, par un organisme tiers indépendants (OTI), qui rendra un avis joint au rapport de gestion et présenté à l'assemblée générale.

Pour rendre son avis, l'OTI pourra avoir accès à tous les documents détenus par la société qu'il jugera utiles. Il pourra procéder à des vérifications sur place et devra notamment avoir accès au rapport annuel établi par le référent de mission.

L'avis de l'organisme indiquera si la société respecte ou non les objectifs fixés. Le cas échéant, il mentionnera les raisons pour lesquelles les objectifs n'ont pas été atteints ou pour lesquelles il lui a été impossible de parvenir à une conclusion.

L'avis rendu par l'OTI sera publié sur le site internet de la société et demeurera accessible publiquement selon les dispositions règlementaires en vigueur.

Cet OTI sera désigné par le directeur général, ou le président, le cas échéant, qui est investi des pouvoirs les plus étendu pour agir au nom de la société.

La société devient une société à mission doté d'une raison d'être et d'objectifs statutaires.

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie.**
Son sigle est **: SPL AREC Occitanie**

Tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « Société Publique Locale » ou des initiales « SPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 55 Avenue Louis Breguet, 31400 Toulouse.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire de la Région Occitanie par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

TITRE DEUXIÈME

Apports - Capital social - Actions

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution de la SPL le 14 janvier 2015, il a été fait apport de la somme de 458 300 euros, correspondant à la souscription de la totalité des actions, et représentant les apports en numéraire composant le capital social.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social était initialement fixé à la somme de 41 791 007 euros, divisé en 2 696 194 actions de 15,50 euros de valeur nominale chacune, de même catégorie, détenues exclusivement par des collectivités territoriales ou leurs groupements.

Par délibération en date du XX/XX/20XX, l'Assemblée générale extraordinaire a approuvé une augmentation de capital d'un montant de 2 500 010,50 € par l'émission de 161 291 actions nouvelles à 15,50 €. Le capital social cible de la SPL s'élève désormais à 44 291 017,50€.

Ce capital social est réparti comme mentionné en annexe 1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve que les actions soient toujours intégralement détenues par des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, conformément à l'article L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent mettre ou laisser à la disposition de la société, toutes sommes produisant ou non intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.
Les collectivités territoriales et/ou leurs groupements, actionnaires de la société pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L. 1522-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée. Par la suite et en particulier lors des augmentations de capital en numéraire, les souscriptions d'actions sont obligatoirement libérées du quart au moins de la valeur nominale et de la totalité de la prime d'émission qui y est attachée. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, à partir du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la société un intérêt au taux de l'intérêt légal calculé au jour le jour, à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable. Cette pénalité ne sera applicable que si les actionnaires n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face. L'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de cette séance.

ARTICLE 11 - DEFAUT DE LIBERATION

L'actionnaire qui ne s'est pas libéré du montant de ses souscriptions aux époques fixées par le conseil d'administration est soumis aux dispositions de l'article L. 1612-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 12 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle. Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement ; la propriété des actions résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la société.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les éventuels dividendes sont réinvestis dans les actions de la société publique locale.

ARTICLE 14 - CESSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Toute transmission d'actions à un nouvel actionnaire, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux, est soumise à l'agrément de la société dans les conditions de l'article L. 228-24 du Code de Commerce.

Le Conseil d'Administration se prononce à la majorité des deux tiers sur l'agrément dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au président du Conseil d'Administration.

Toute cession d'action ne peut intervenir qu'au profit d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales, et doit être autorisée par décision de l'organe délibérant de la collectivité ou du groupement concerné.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription au profit d'un nouvel actionnaire.

En cas de cession amiable ou judiciaire, retrait volontaire ou exclusion, la cession des titres correspondants, sans préjudice des dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil, sera évaluée selon la méthode patrimoniale. La valorisation de la société sera basée sur ses actifs et notamment sur l'actif net comptable corrigé.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

Un cabinet d'expertise comptable assurera tout calcul relatif à la valorisation des actions de la société.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge du cessionnaire.

TITRE TROISIÈME
Administration et contrôle de la société

ARTICLE 15 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins et de quinze (15) membres au plus.

La représentation des actionnaires au Conseil d'Administration de la société obéit aux règles fixées par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 1524-5 et R. 1524-2 à R. 1524-6 et par celles du Code de Commerce, notamment, son article L. 225-17.

Sous réserve des stipulations de l'article 26 des statuts, tout actionnaire a droit au moins à un représentant au Conseil d'Administration désigné en son sein par l'organe délibérant conformément aux articles L. 1524-5 et R. 1524-2 à R. 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les sièges sont attribués, au sein du Conseil d'Administration, en proportion du capital détenu respectivement par chaque collectivité ou groupement.

Si le nombre des membres du Conseil d'Administration ne suffit pas à assurer, en raison de leur nombre, la représentation directe des collectivités territoriales ou de leurs groupements ayant une participation réduite au capital, ils sont réunis en assemblée spéciale, un siège au moins leur étant réservé. L'assemblée spéciale désigne parmi les élus de ces collectivités territoriales ou de leurs groupements le ou les représentants communs qui siégeront au Conseil d'Administration en conformité avec l'article 26 des statuts.

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au Conseil d'Administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités, parmi leurs membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 et de l'article R.1524-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales au sein du Conseil d'Administration incombe à ces collectivités ou groupements.

Lorsque ses représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales membres de cette assemblée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 15.

Le nombre de sièges est réparti comme suit :

- 8 sièges pour la Région ;
- 7 sièges pour les représentants de l'assemblée spéciale.

ARTICLE 16 - DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS – LIMITE D'AGE

Le mandat des représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée qui les a désignés.

La durée ordinaire du mandat est de six ans.

Toutefois, en cas de démission ou de dissolution de l'assemblée délibérante, ou en cas de fin légale du mandat de l'assemblée ou de vacance, le mandat de leurs représentants au Conseil d'Administration est prorogé par la nouvelle assemblée générale ordinaire jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes.

En cas de vacance, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref.

Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'Administration par l'assemblée qui les a élus.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. **Si cette limite est atteinte, le conseil d'administration doit convoquer au plus tôt une assemblée générale en vue de nommer un administrateur en remplacement de l'administrateur le plus âgé**.

Cette limite doit être respectée au moment de la désignation des représentants.

En conséquence, ces personnes ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire.

ARTICLE 17 - CENSEURS

L'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer à la majorité des voix, pour une durée de 6 ans renouvelable, un ou plusieurs censeurs choisis par les actionnaires en dehors des membres du Conseil d'Administration en raison de leur capacité à faciliter l'exercice par la SPL des missions énoncées à l'article 2 et afin de renforcer le contrôle analogue exercé par les actionnaires, notamment minoritaires sur les activités et les orientations de la SPL sont définies par le règlement intérieur.

Les modalités selon lesquelles les censeurs participent à renforcer ledit contrôle analogue sont définies par le règlement intérieur.

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Les censeurs assistent avec voix consultative aux séances du Conseil d'Administration. Ils ne peuvent participer au décompte des voix et n'ont pas de voix délibérative.

Ils ne sont pas rémunérés.

ARTICLE 18 - COMITES D'ORIENTATION STRATEGIQUE

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-29 du Code de Commerce, le Conseil d'Administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-29 du Code de Commerce, le Conseil d'Administration pourra créer un Comité d'orientation stratégique qui pourrait permettre de parfaire le contrôle exigé des actionnaires, notamment minoritaires, fondée sur une consultation active des acteurs de la région Occitanie.

Un règlement intérieur, édicté par le Conseil d'Administration, préciserait tant la composition du Comité d'orientation stratégique qui pourrait réunir les exécutifs de toutes les collectivités locales actionnaires et de leurs établissements publics actionnaires que les attributions dudit Comité.

Ledit règlement pourrait prévoir que dans le respect des compétences du Conseil d'Administration de la SPL, le Comité d'orientation stratégique puisse notamment contribuer à renforcer le contrôle analogue des actionnaires sur les décisions de la SPL, notamment en permettant aux collectivités territoriales et leurs groupements minoritaires d'exercer une compétence de définition, d'organisation, de contrôle de l'exécution et de programmation des prestations les concernant.

Le Comité d'orientation stratégique pourrait participer en outre à l'exercice par les collectivités et leurs établissements publics actionnaires de la préparation et d'un contrôle régulier de l'exécution des décisions budgétaires et des programmations annuelles et pluriannuelles de la SPL.

Ce Comité pourrait également contribuer à définir les axes prioritaires que les membres publics actionnaires de la SPL entendent proposer au sein du Conseil d'Administration pour l'année suivante.

ARTICLE 19 - BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président.

La Présidence du Conseil d'Administration doit être assurée par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, agissant par l'intermédiaire de son représentant, conformément à la réglementation en vigueur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le Président organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il préside les séances du Conseil d'Administration et les réunions des assemblées d'actionnaires.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la société, notamment en ce qui concerne la convocation, la tenue des réunions sociales, l'information des commissaires aux comptes et des actionnaires. Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président ne peut être âgé de plus de 75 ans au moment de sa désignation. Le fait d'atteindre la limite d'âge en cours de mandat n'entraîne pas la démission d'office.

Le Conseil d'Administration nomme, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en l'absence du Président, à présider les séances du Conseil d'Administration ou les assemblées. En l'absence du Président et des vice-présidents, le Conseil d'Administration désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. Cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable en cas d'empêchement temporaire du Président. Elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président en cas de décès du Président.

ARTICLE 20 - REUNIONS - DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation de son Président, sur un ordre du jour que ce dernier arrête, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Chacune des personnes suivantes peut, en outre, demander par écrit au Président du Conseil d'Administration de convoquer ledit Conseil sur un ordre du jour déterminé ; dans cette hypothèse, le demandeur doit motiver sa demande et communiquer au Président un projet de texte relatif aux questions à inscrire à l'ordre du jour ainsi que toute information qui permettra au Conseil de délibérer sur lesdites questions avec l'éclairage requis :

- Le Directeur Général,
- Chaque membre du Conseil d'Administration (en ce compris le ou les représentants de l'assemblée spéciale visée à l'article 26 des statuts) ;
- Chaque membre de l'assemblée spéciale visée à l'article 26 des statuts directement, pour autant que les questions qu'il souhaite voir inscrire à l'ordre du jour ne concernent que des sujets ayant trait à la conclusion, la résiliation, la modification ou l'exécution d'un contrat liant ledit actionnaire à la SPL AREC Occitanie.

Le Président est lié par les demandes de convocation qui lui sont adressées en vertu du précédent alinéa et le Président doit, en conséquence, initier la convocation du Conseil dans

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

le délai de 30 jours à compter de la réception de la demande qui lui a été adressée conformément à ce qui précède.

La convocation du Conseil d'Administration est faite par écrit (manuscrit ou électronique), avec un préavis de Cinq (5) jours calendaires. La convocation comporte l'ordre du jour, accompagné du dossier de séance. Cet ordre du jour pourra être modifié sur proposition de l'assemblée spéciale qui précède le Conseil d'Administration.

Le règlement intérieur du Conseil pourra prévoir que les administrateurs auront la faculté de participer et de voter aux réunions du conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective.

Tout administrateur peut donner, par lettre ou par courrier électronique, pouvoir à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul autre administrateur.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Au sein de tout Conseil, chaque administrateur dispose d'une voix et l'administrateur mandataire d'un autre administrateur dispose de deux voix.

Sauf dans les cas contraires prévus par la loi ou par les statuts, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

S'agissant des décisions relatives à **(i)** une autorisation à donner concernant la conclusion, résiliation, l'exécution ou la modification d'un contrat conclu par la SPL AREC avec un ou plusieurs de ses actionnaires (à l'exception des contrats conclus avec un actionnaire détenant plus de 50% du capital et des droits de vote de la SPL AREC) et/ou **(ii)** des délibérations ayant trait à l'exécution desdits contrats, le Conseil statue à la majorité qualifiée des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

ARTICLE 21 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En application des dispositions de l'article L. 225-35 du Code de Commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'Administration, dans la limite de l'objet social :

- détermine les orientations de l'activité de la Société en collaboration, le cas échéant, avec le comité d'orientation stratégique, et veille à leur mise en œuvre ;
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires la concernant ;
- décide, dans le cadre de l'objet social, la création de toutes sociétés ou de tous groupements d'intérêt économique ou concours à la fondation de ces sociétés ou groupements.

Outre les compétences propres du Conseil d'Administration prévues par la loi, comme, notamment, l'autorisation de la conclusion des conventions visées à l'article 25 des statuts, le

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Conseil d'Administration est compétent pour **(i)** autoriser la conclusion, résiliation ou la modification d'un contrat conclu par la SPL AREC Occitanie avec un ou plusieurs de ses actionnaires (quand bien même ce contrat ne répondrait pas à la définition des conventions visées à l'article 25 des statuts) **(ii)** et autoriser toute prise de décision relative à l'exécution de ces contrats. Il est également compétent pour approuver le budget prévisionnel de la structure.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée, même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Toute décision qui limiterait les pouvoirs du Conseil serait inopposable aux tiers.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir tous les documents qu'il estime utiles.

Le Conseil d'Administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Conseil d'Administration peut établir un règlement intérieur.

Le Conseil d'Administration rend compte de sa politique à l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions fixées par la loi et par le règlement intérieur.

Il reçoit les avis formulés par les comités mentionnés à l'article 18 des présentes si de tels comités ont effectivement été mis en place.

ARTICLE 22 - DIRECTION GENERALE - DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES

1 - Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général. Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'Administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

Un représentant d'une collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales ne peut accepter les fonctions de Président assumant les fonctions de Directeur Général qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui l'a désigné.

La délibération du Conseil d'Administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le changement de modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

2 – Lorsque le Conseil d'Administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, limite ses pouvoirs.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Lorsque le

Directeur général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'Administration, sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif.

3 – Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il ne peut conclure, résilier ou modifier par voie d'avenant, un contrat liant la SPL AREC Occitanie avec un ou plusieurs de ses actionnaires sans y avoir été préalablement autorisé par le Conseil d'Administration dans les conditions prévues par les statuts, sous réserve de la délégation qui lui est confiée par le Conseil d'Administration.

Dans le cadre de cette délégation, il sera prévu la possibilité de consulter les actionnaires par voie électronique, ces derniers ayant la possibilité d'approuver ou non les dits contrats, avant signature par le Directeur Général. Les modalités de cette consultation seront précisées dans le cadre de cette délégation et du règlement intérieur.

Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

4 – Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'Administration ou par une autre personne, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs autres personnes physiques, chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général Délégué.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués.

Envers les tiers, le ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

En cas de cessation de fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

ARTICLE 23 - SIGNATURE SOCIALE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Tous les actes et engagements concernant la Société, de quelque nature qu'ils soient, sont valablement signés par le Directeur Général ainsi que par tout fondé de pouvoir spécial, agissant chacun dans la limite de ses pouvoirs.

ARTICLE 24 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

A condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés, les représentants des collectivités peuvent percevoir une rémunération ou bénéficier d'avantages particuliers. La délibération susvisée fixe le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus, et indique la nature des fonctions qui les justifient.

Le Conseil d'Administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

La rémunération du représentant de la collectivité ou du groupement de collectivités assurant les fonctions de Président est fixée par le Conseil d'Administration, comme celle du Directeur Général et du (ou des) Directeur(s) Général (Généraux) Délégué(s).

Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire et aux conditions du présent article.

ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, UN DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs, son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à 10 %, sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenants entre la Société et une autre entreprise si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, Directeur Général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les stipulations qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. La liste et l'objet de ces conventions sont

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

communiqués par le Président du Conseil d'Administration aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au Directeur Général, aux Directeurs Généraux Délégués, aux administrateurs ainsi qu'aux représentants permanents des personnes morales administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE SPECIALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

Dans l'hypothèse où des collectivités territoriales ou des groupements auraient une participation au capital trop réduite ne leur permettant pas de bénéficier d'une représentation directe, ils doivent, conformément à l'article L 1524-5 du CGCT, se regrouper en assemblée spéciale.

L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y participant. Elle vote son règlement, élit son Président et désigne également en son sein le (ou les) représentant(s) commun(s) qui siège(nt) au Conseil d'Administration.

L'assemblée spéciale pourra décider, entre les collectivités territoriales et les groupements concernés, d'instituer une représentation à tour de rôle pour la désignation du (ou des) mandataire(s).

Chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'il ou elle possède dans la Société.

L'assemblée spéciale se réunit au moins une fois par an pour entendre le rapport de son ou ses représentants au Conseil d'Administration. Elle se réunit préalablement à la réunion du Conseil d'Administration. Elle se voit communiquer le dossier de séance adressé à chaque administrateur avant la réunion du Conseil d'Administration.

Elle se réunit sur convocation de son président établie à l'initiative soit de ce dernier, soit à la demande de l'un des représentants de l'assemblée spéciale élus par elle au Conseil d'Administration, soit à la demande d'un tiers au moins de ses membres ou soit à la demande des membres dès lors que ces derniers détiennent au moins le tiers des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements membres de l'assemblée spéciale.

Les modalités de fonctionnement et d'organisation de l'assemblée spéciale seront détaillées dans le règlement intérieur et reprises dans un pacte d'actionnaires.

ARTICLE 27 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne dans les conditions prévues aux articles L.823-1 et suivants du Code de Commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes, le cas échéant, chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Le ou les Commissaires aux comptes sont désignés pour six (6) exercices et sont toujours rééligibles.

ARTICLE 28 - REPRESENTANT DE L'ÉTAT – INFORMATION

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales, accompagnées du rapport de présentation et de l'ensemble des pièces s'y rapportant, sont communiquées dans le mois suivant leur adoption au représentant de l'État dans le Département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés à l'article L. 1523-2 à L. 1523-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que des comptes annuels et des rapports du Commissaire aux comptes. Cette communication peut s'effectuer par voie électronique ou par tout autre moyen permettant d'attester une date certaine.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État dans les conditions prévues par les articles L. 1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L. 235-1 du Code des Juridictions Financières, entraîne une seconde lecture par le Conseil d'Administration ou par l'Assemblée Générale, de la délibération contestée.

ARTICLE 29 - DELEGUE SPECIAL

Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaire ayant accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a droit, pour le cas où elle ne serait pas directement représentée au Conseil d'Administration, d'être représentée auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein par l'Assemblée délibérante de cette collectivité ou groupement.

Le délégué est entendu par la Société, procède à la vérification des documents comptables et rend compte à son mandant dans les conditions déterminées par l'article L. 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ses observations sont consignées au procès-verbal des réunions du Conseil d'Administration.

ARTICLE 30 - RAPPORT ANNUEL DES ELUS

Les représentants des collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an aux collectivités dont ils sont les mandataires un rapport écrit sur la situation de la Société, et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

ARTICLE 31 - CONTROLE EXERCE PAR LES COLLECTIVITES ACTIONNAIRES

Les collectivités actionnaires doivent exercer sur la société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, y compris dans le cadre d'un pluri-contrôle, afin que les conventions qu'elles seront amenées à conclure avec la société soient considérées comme des prestations intégrées (contrats "in house") selon le régime juridique applicable.

A cet effet, des dispositions spécifiques doivent être mises en place tant par la prise de décision que de son exécution a posteriori.

Elles consistent en des contrôles spécifiques sur cinq niveaux de fonctionnement de la société :

- Orientations stratégiques,
- Vie sociale,
- Activité opérationnelle,
- Programmation, organisation et exécution des décisions budgétaires et financières,
- Vérification de l'efficacité des décisions prises.

Le contrôle exercé sur la société est fondé, d'une part sur la détermination des orientations de l'activité de la société et d'autre part sur l'accord préalable qui sera donné aux actions que la société proposera.

Dès leur première réunion, les instances délibérantes de la société devront mettre en place un système de contrôle et de reporting permettant aux collectivités actionnaires entrant dans le cadre défini au premier alinéa d'atteindre ces objectifs. Ces modalités seront précisées dans le cadre du règlement intérieur.

Notamment, un collège de censeurs sera mis en place, afin de permettre au minimum à toutes les collectivités membres du capital de disposer en permanence d'un accès aux documents financiers et administratifs et de s'assurer de ce que les prestations de la SPL seront conformes à l'objet social.

Ces dispositions devront être maintenues dans leurs principes pendant toute la durée de la société.

Les modalités du contrôle analogue sont précisées par le règlement intérieur établi en application des présents statuts et par un pacte d'actionnaires.

Article 32 - Représentation de la société aux assemblées d'associés ou d'actionnaires de ses filiales

Par dérogation à l'article L1524-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société ne sera pas représentée aux assemblées d'associés ou d'actionnaires de ses filiales (au sens de l'article L. 233-1 du code de commerce) par l'un des représentants, au sein du conseil d'administration de la société, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

L'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration désignera le ou les représentants de la Société au sein des assemblées d'actionnaires ou d'associés de ses filiales.

TITRE QUATRIEME
Assemblées Générales – Modifications statutaires

ARTICLE 33 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.
Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les titulaires d'actions peuvent assister aux Assemblées Générales sans formalités préalables.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification tels que déterminés par décret en Conseil d'État.

Les collectivités actionnaires de la Société sont représentées aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

ARTICLE 34 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration ou à défaut par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande de tout intéressé en cas d'urgence ou d'un ou plusieurs actionnaires réunissant 5 % au moins du capital social.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

Les convocations sont faites par lettre recommandée **ou par courrier électronique avec accusé de réception** adressée à chacun des actionnaires quinze (15) jours au moins avant la date de l'assemblée, et comportant indication de l'ordre du jour avec le cas échéant les projets de résolutions et toutes informations utiles.

Les assemblées générales se tiennent au siège social ou dans tout lieu mentionné dans la convocation situé sur le territoire de la Région Occitanie.

ARTICLE 35 – PRESIDENCE ET BUREAU DES ASSEMBLÉES GENERALES

Sauf dans les cas où la loi désigne un autre Président, l'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration. En son absence, elle est présidée par le vice-président (ou l'un d'entre eux s'ils sont plusieurs), ou par un administrateur désigné par le Conseil d'Administration. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.
Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui pe

ut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 36 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

En application des dispositions de l'article L. 225-98 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents, représentés ou ayant fait usage du droit de vote par correspondance, possèdent au moins un cinquième du capital social.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'Assemblée est convoquée de nouveau. Lors de cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

ARTICLE 37 - QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

En application des dispositions de l'article L. 225-96 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant fait usage du droit de vote par correspondance possèdent au moins sur première convocation un quart et sur deuxième convocation un cinquième des actions ayant le droit de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

ARTICLE 38 - MODIFICATIONS STATUTAIRES

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales sur une modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société publique locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant cette modification.

TITRE CINQUIEME
Exercice social – Comptes sociaux – Affectation des résultats

ARTICLE 39 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social couvre douze mois. Il commence au 1er janvier et se termine au 31 décembre.

ARTICLE 40 - COMPTES SOCIAUX

Les comptes de la Société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la Société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

Les documents établis annuellement comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

ARTICLE 41– Affectation du résultat - BENEFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE SIXIEME
Pertes graves - Dissolution – Liquidation – Contestations – Commissaire aux comptes

ARTICLE 42 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu de réunir une Assemblée Générale Extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue de reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social ou sous réserve des dispositions de l'article L. 224-2 du Code de Commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.
Si, avant la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social alors que le capital social de la société est supérieur à un seuil fixé par décret en Conseil d'État, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant cette échéance, de réduire son capital social, sous réserve de l'article L. 224-2, pour le ramener à une valeur inférieure ou égale à ce seuil.

ARTICLE 43 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, ou par décision de l'associé unique.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévus pour les Assemblées Générales Ordinaires, soit par une Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement.

La nomination du liquidateur met fin aux pouvoirs des administrateurs.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible. Il ne peut continuer les affaires en cours ou en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation que s'il y a été autorisé, soit par les associés, soit par décision de justice s'il a été nommé par la même voie.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital social.

ARTICLE 44 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les administrateurs et la Société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la compétence des tribunaux dont dépend le siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la société.

ARTICLE 45 - DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026 :

- en qualité de Commissaire aux comptes titulaire :
CIFRALEX
92 Avenue Robert Buron
53000 Laval

- en qualité de Commissaire aux comptes suppléant :
Monsieur Sébastien FRANCHI
10 Rue Jack London
44400 Rezé

Les Commissaires ainsi nommés ont accepté le mandat qui leur est confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Projet

Annexe 1 : Répartition du capital social des actionnaires de la SPL Agence Régionale de l'Energie et du Climat Occitanie

Actionnaires	Capital social en €	Nombre d'actions	Répartition du capital social %
Région Occitanie*	44 265 907,50 €	2 855 865,00	99,94331%
Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet	1 162,50 €	75,00	0,00262%
Communauté d'agglomération de Rodez agglomération	775,00 €	50,00	0,00175%
Communauté d'agglomération du Sicoval	775,00 €	50,00	0,00175%
Communauté d'agglomération Le Muretain Agglo	775,00 €	50,00	0,00175%
Communauté d'agglomération du Grand Cahors	775,00 €	50,00	0,00175%
Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées	775,00 €	50,00	0,00175%
Communauté d'agglomération du Grand Montauban	775,00 €	50,00	0,00175%
Communauté d'agglomération de l'Albigeois	775,00 €	50,00	0,00175%
Communauté de communes Pyrénées Haut Garonnaises	775,00 €	50,00	0,00175%
Conseil départemental du Gers	542,50 €	35,00	0,00122%
Conseil départemental de l'Ariège	542,50 €	35,00	0,00122%
Communauté d'agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes Cœur de Garonne	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes de la Gascogne Toulousaine	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes de la Lomagne Gersoise	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes Grand Armagnac	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes du Grand Figeac	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes Carmausin-Ségala	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes Centre Tarn	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de communes des Portes d'Ariège Pyrénées	387,50 €	25,00	0,00087%
Communauté de Communes du Piémont Cévenol	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat Départemental d'Energie de l'Ariège	310,00 €	20,00	0,00070%
Communauté de Communes Astarac Arros en Gascogne	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat Départemental d'Energie du Gers	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat Mixte du Parc naturel régional de la Narbonnaise en Méditerranée	310,00 €	20,00	0,00070%
Commune de Colomiers	310,00 €	20,00	0,00070%
Commune de Tarbes	310,00 €	20,00	0,00070%

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Parc Naturel Régional Corbières-Fenouillèdes	310,00 €	20,00	0,00070%
SYDEL Pays Cœur d'Hérault	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat Départemental d'Energie des Hautes-Pyrénées	310,00 €	20,00	0,00070%
Conseil Départemental du Lot	310,00 €	20,00	0,00070%
Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises	310,00 €	20,00	0,00070%
Communauté de Communes La Domitienne	310,00 €	20,00	0,00070%
Communauté de Communes des Hauts Tolosans	310,00 €	20,00	0,00070%
Parc naturel régional des Causses du Quercy	310,00 €	20,00	0,00070%
Parc naturel régional des Grands Causses	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat mixte du SCoT Vallée Ariège	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Saint Sulpice-la-Pointe	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Saint Bauzille de Montmel	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune d'Auterive	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Tournefeuille	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Roques-sur-Garonne	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Portet-sur-Garonne	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Ramonville Saint-Agne	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Saint-Orens	155,00 €	10,00	0,00035%
PETR Pays du Sud Toulousain	155,00 €	10,00	0,00035%
Syndicat mixte SCoT du Nord Toulousain	155,00 €	10,00	0,00035%
PETR du Pays Lauragais	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Figeac	155,00 €	10,00	0,00035%
PETR du Pays du Val d'Adour	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Carmaux	155,00 €	10,00	0,00035%
PETR du Pays Midi-Quercy	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Fleurance	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Bessières	155,00 €	10,00	0,00035%
Communauté de communes du Plateau de Lannemezan	108,50 €	7,00	0,00024%
Commune de Paulhac	108,50 €	7,00	0,00024%
Commune du Séquestre	108,50 €	7,00	0,00024%
Commune de Roquesérière	108,50 €	7,00	0,00024%
Commune de Plaisance-du-Touch	108,50 €	7,00	0,00024%
Communauté Urbaine de Perpignan Méditerranée Métropole	31,00 €	2,00	0,00007%
Carcassonne Agglo	31,00 €	2,00	0,00007%
Toulouse Métropole	31,00 €	2,00	0,00007%
Communauté de communes du Grand Pic-Saint-Loup	31,00 €	2,00	0,00007%
Decazeville Communauté	31,00 €	2,00	0,00007%
Syndicat Mixte d'Electricité du Gard	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat Départemental d'Energie du Tarn	310,00 €	20,00	0,00070%

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Syndicat Intercommunal d'Energies de l'Aveyron (SIEDA)	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat Départemental d'Energie du Tarn et Garonne	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat Audois d'Energies et du Numérique (SYADEN)	310,00 €	20,00	0,00070%
Fédération Départementale d'Energies du Lot (SDE 46)	310,00 €	20,00	0,00070%
Commune de Noé	155,00 €	10,00	0,00035%
Communauté de Communes Terre de Camargue	310,00 €	20,00	0,00070%
Commune du Grau du Roi	310,00 €	20,00	0,00070%
Ville de Castillon du Gard	155,00 €	10,00	0,00035%
Communauté de Communes Pays d'Uzès	310,00 €	20,00	0,00070%
Communauté de Communes Coeur de Lozère	310,00 €	20,00	0,00070%
Syndicat mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional de l'Aubrac	310,00 €	20,00	0,00070%
Commune de Saint Michel de Dèze	155,00 €	10,00	0,00035%
Commune de Torreilles	155,00 €	10,00	0,00035%
Total	**44 291 017,50 €**	**2 857 485**	**100%**

** Le nombre d'actions et le pourcentage de répartition du capital social ainsi que la liste des actionnaires de la SPL AREC Occitanie seront mis à jour au fur et à mesure de la constatation de la réalisation desdites cessions d'actions.*

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

ANNEXE - TABLEAU DE REPARTITION DU CAPITAL DE LA SPL AREC OCCITANIE

		ACTUEL			APPORTS REGION		APRES APPORTS		
Nbre d'Actonnaires	Actionnaires	Capital social en €	Nombre d'actions	Répartition du capital social %	Apport en capital Région	Actions nouvelles souscrites	Capital social en €	Nombre d'actions	Répartition du capital social %
1	Région Occitanie*	41 765 897,00 €	2 694 574,00	99,93992%	2 499 995,00 €	161 290	44 265 892,00 €	2 855 864,00	99,94331%
2	Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet	1 162,50 €	75	0,00278%			1 162,50 €	75,00	0,00262%
3	Communauté d'agglomération de Rodez agglomération	775,00 €	50	0,00185%			775,00 €	50,00	0,00175%
4	Communauté d'agglomération du Sicoval	775,00 €	50	0,00185%			775,00 €	50,00	0,00175%
5	Communauté d'agglomération Le Muretain Agglo	775,00 €	50	0,00185%			775,00 €	50,00	0,00175%
6	Communauté d'agglomération du Grand Cahors	775,00 €	50	0,00185%			775,00 €	50,00	0,00175%
7	Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées	775,00 €	50	0,00185%			775,00 €	50,00	0,00175%
8	Communauté d'agglomération du Grand Montauban	775,00 €	50	0,00185%			775,00 €	50,00	0,00175%
9	Communauté d'agglomération de l'Albigeois	775,00 €	50	0,00185%			775,00 €	50,00	0,00175%
10	Communauté de communes Pyrénées Haut Garonnaises	775,00 €	50	0,00185%			775,00 €	50,00	0,00175%
11	Conseil départemental du Gers	542,50 €	35	0,00130%			542,50 €	35,00	0,00122%
12	Conseil départemental de l'Ariège	542,50 €	35	0,00130%			542,50 €	35,00	0,00122%
13	Communauté d'agglomération Grand Auch Cœur de Gascogne	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
14	Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
15	Communauté de communes Cœur de Garonne	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
16	Communauté de communes de la Gascogne Toulousaine	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
17	Communauté de communes de la Lomagne Gersoise	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
18	Communauté de communes Grand Armagnac	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
19	Communauté de communes du Grand Figeac	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
20	Communauté de communes Carmausin-Ségala	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
21	Communauté de communes Centre Tarn	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
22	Communauté de communes des Portes d'Ariège Pyrénées	387,50 €	25	0,00093%			387,50 €	25,00	0,00087%
23	Communauté de Communes du Piémont Cévenol	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
24	Syndicat Départemental d'Energie de l'Ariège	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
25	Communauté de Communes Astarac Arros en Gascogne	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
26	Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
27	Syndicat Départemental d'Energie du Gers	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
28	Syndicat Mixte du Parc naturel régional de la Narbonnaise en Méditerranée	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
29	Commune de Colomiers	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
30	Commune de Tarbes	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
31	Parc Naturel Régional Corbières-Fenouillèdes	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
32	SYDEL Pays Cœur d'Hérault	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
33	Syndicat Départemental d'Energie des Hautes-Pyrénées	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
34	Conseil Départemental du Lot	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
35	Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
36	Communauté de Communes La Domitienne	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
37	Communauté de Communes des Hauts Tolosans	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
38	Parc naturel régional des Causses du Quercy	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
39	Parc naturel régional des Grands Causses	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
40	Syndicat mixte du SCoT Vallée Ariège	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
41	Commune de Saint Sulpice-la-Pointe	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
42	Commune de Saint Bauzille de Montmel	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
43	Commune d'Auterive	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
44	Commune de Tournefeuille	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
45	Commune de Roques-sur-Garonne	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
46	Commune de Portet-sur-Garonne	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
47	Commune de Ramonville Saint-Agne	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
48	Commune de Saint-Orens	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
49	PETR Pays du Sud Toulousain	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
50	Syndicat mixte SCoT du Nord Toulousain	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
51	PETR du Pays Lauragais	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
52	Commune de Figeac	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
53	PETR du Pays du Val d'Adour	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
54	Commune de Carmaux	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
55	PETR du Pays Midi-Quercy	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
56	Commune de Fleurance	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
57	Commune de Bessières	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
58	Communauté de communes du Plateau de Lannemezan	108,50 €	7	0,00026%			108,50 €	7,00	0,00024%
59	Commune de Paulhac	108,50 €	7	0,00026%			108,50 €	7,00	0,00024%
60	Commune du Séquestre	108,50 €	7	0,00026%			108,50 €	7,00	0,00024%
61	Commune de Roquesérière	108,50 €	7	0,00026%			108,50 €	7,00	0,00024%
62	Commune de Plaisance-du-Touch	108,50 €	7	0,00026%			108,50 €	7,00	0,00024%
63	Communauté Urbaine de Perpignan Méditerranée Métropole	31,00 €	2	0,00007%			31,00 €	2,00	0,00007%
64	Carcassonne Agglo	31,00 €	2	0,00007%			31,00 €	2,00	0,00007%
65	Toulouse Métropole	31,00 €	2	0,00007%			31,00 €	2,00	0,00007%
66	Communauté de communes du Grand Pic-Saint-Loup	31,00 €	2	0,00007%			31,00 €	2,00	0,00007%
67	Decazeville Communauté	31,00 €	2	0,00007%			31,00 €	2,00	0,00007%
68	Syndicat Mixte d'Electricité du Gard	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
69	Syndicat Départemental d'Energie du Tarn	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
70	Syndicat Intercommunal d'Energies de l'Aveyron (SIEDA)	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
71	*Syndicat Départemental d'Energie du Tarn et Garonne*	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
72	*Syndicat Audois d'Energies et du Numérique (SYADEN)*	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
73	*Fédération Départementale d'Energies du Lot (SDE 46)*	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
74	Commune de Noé	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
75	Communauté de Communes Terre de Camargue	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
76	Commune du Grau du Roi	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
77	Ville de Castillon du Gard	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
78	Communauté de Communes Pays d'Uzès	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
79	Communauté de Communes Coeur de Lozère	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
80	Syndicat mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional de l'Aubrac	310,00 €	20	0,00074%			310,00 €	20,00	0,00070%
81	Commune de Saint Michel de Dèze	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
82	Commune de Torreilles	155,00 €	10	0,00037%			155,00 €	10,00	0,00035%
	Total	**41 791 007,00 €**	**2 696 194**	**100%**	**2 499 995,00**	**161 290**	**44 291 002,00 €**	**2 857 484**	**100%**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

A l'attention de la collectivité des actionnaires
de la SPL AREC OCCITANIE

A TOULOUSE, le 21/05/2024

Par courriel avec accusé de réception
Objet : Information actionnaires : augmentation de capital et création d'une filiale dédiée à la Délégation de Service Public portant sur la conception, la construction et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur le patrimoine de la Région Occitanie

Chers actionnaires,

Nous vous avons partagé lors de notre précédente Assemblé Spéciale, d'une nouvelle activité en cours de développement qui sera portée par SPL AREC OCCITANIE. En effet, la Région Occitanie, principal actionnaire de la SPL AREC, a fait appel à l'AREC pour être accompagnée dans le déploiement et le financement d'ombrières photovoltaïques de parking pour de l'autoconsommation d'une partie de ses bâtiments, principalement des lycées. Depuis le printemps 2023, l'AREC et la Région Occitanie travaillent au montage de cette activité et ont retenu, comme précisé dans un précédent Conseil d'Administration, le principe d'une délégation de service public (concession).

Ce mode de gestion prévoira le transfert à la SPL AREC du financement, de la réalisation, de la gestion et de l'exploitation des équipements photovoltaïques dédiés à l'autoconsommation individuelle de la Région, sous son contrôle. La SPL sera rémunérée dans le cadre d'une redevance.

Une société d'investissement (filiale à 100% de la SPL AREC) permettra de porter l'investissement dans une grappe de 4,5 MWc en tiers-investissement et la filiale de la SPL AREC devra porter les démarches de commandes publiques pour la réalisation du projet.

En sus, au regard du plan d'affaire prévisionnel, de nouveaux fonds propres sont nécessaires pour la SPL AREC Occitanie, afin de porter cette opération dont l'investissement est aujourd'hui estimé à 8,919 M€. Une augmentation du capital de la SPL AREC Occitanie est nécessaire et sera proposée en délibération des actionnaires de la SPL lors d'une prochaine assemblée spéciale et conseil d'administration courant 2025.
Le capital actuel de la SPL AREC Occitanie s'élève à 41 791 007 € composé de 2 696 194 actions de 15,50 € de valeur nominale. La participation de la Région est actuellement d'un montant de 41 765 897 € correspondant à 99,93992 % du capital.
Le projet d'augmentation de capital porte sur un montant de 2 500 010,50 € par l'émission de 161 291 actions nouvelles à 15,5 €. Le capital social de la Région passera alors à 44 255 907,50 € soit 99,94331% du capital total de la SPL et interviendra dans le courant de l'année 2025

Dans ce contexte, la Région, dans sa délibération de la commission permanente du 05/04/2024 a adopté le Contrat de "Délégation de Service Public portant sur la conception, la construction et l'exploitation de centrales photovoltaïques sur le patrimoine de la Région Occitanie" au profit de la SPL AREC afin de développer, construire, exploiter des ombrières photovoltaïques sur 23 sites dont la Région reste propriétaire.

Elle a également adopté l'augmentation du capital présenté et la création d'une filiale dédiée (SAS ENERGIE PV D'OCCITANIE) lors de la commission permanente du 05/04/2024.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

En votre qualité d'actionnaire, nous vous prions de bien vouloir délibérer lors de votre prochaine assemblée prévue à cet effet, sur l'augmentation de capital de la SPL d'une part et sur la création de la filiale dédiée à la Délégation de Service Public, d'autre part, qui portera le nom de SAS ENERGIE PV D'OCCITANIE.

En termes de calendrier :

- La création de la filiale a pour objectif de s'effectuer d'ici cette fin d'année 2024
- L'augmentation de capital de la SPL AREC dans le cadre de ce projet s'effectuera quant à elle sur le 1er trimestre 2025.

Vous trouverez deux propositions de projets de délibération jointe à ce courrier, que nous vous demandons de bien vouloir nous retourner une fois votre instance passée. Cette délibération est une disposition légale incontournable (articles L1524-1 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales).

Sans délibération reçue de votre part, le représentant de votre collectivité ne pourra pas prendre part au vote sur ces deux sujets lors de nos prochaines instances d'Assemblé Spéciale et de Conseil d'administration de la SPL.

Je vous invite à retourner ces documents par courrier électronique à :

- Madame Rolande EYCHENNE à l'adresse suivante : rolande.eychenne@arec-occitanie.fr
- Et Madame Caroline Esponde l'adresse suivante : caroline.esponde@arec-occitanie.fr

ou par adresse postale à l'adresse du siège social de l'agence, à savoir : SPL AREC OCCITANIE – à l'attention de Mme Eychenne/Mme Esponde- 55 avenue Louis Breguet – 31 400 TOULOUSE.

Je vous prie de croire, chers actionnaires, en l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Pour la SPL AREC OCCITANIE
Stéphane PERE
Directeur Général

Pièces jointes :

- *Projet de délibération relatif à l'augmentation de capital de la SPL*
- *Projet de délibération relatif à la création d'une filiale dédiée à la Délégation de Service Public*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_050-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-051 du Bureau syndical du 21 juin 2024

SMICA – Adhésion à la centrale d'achat du SMICA

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,
Vu l'article L 2113-2 du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération n°20231019_2 du SMICA et portant création d'une centrale d'achat,
Vu les Conditions Générales de Recours à la centrale d'achat,

Monsieur le Président expose au Conseil Syndical la possibilité d'adhérer à la CENTRALE D'ACHAT du Syndicat mixte pour la Modernisation numérique et l'Ingénierie informatique des Collectivités et établissements publics Adhérents (SMICA).

Compte tenu des besoins de la collectivité en matière de matériel informatique,
Compte tenu de l'opportunité de bénéficier de l'expertise technique du SMICA,
Compte tenu du fait que l'utilisation de la Centrale d'Achat permet de s'exonérer des formalités de publicité et de mise en concurrence,
Compte tenu, enfin, de la facilité en termes de procédure et de l'absence d'obligation de procéder à des commandes,

L'adhésion à ce dispositif représente donc un réel intérêt pour le Syndicat Mixte et un nouveau levier d'action dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique d'achat.

L'adhésion n'oblige pas à passer commande auprès de la centrale d'achat. Le Syndicat Mixte pourra en cas de besoin s'adresser à d'autres fournisseurs. Lors d'un achat de matériel, le passage par la centrale d'achat du SMICA permet d'exonérer le Syndicat Mixte de l'obligation de solliciter plusieurs devis lors de ses commandes informatiques.

En fin d'année, la centrale d'achat facture ses prestations de service sous forme de frais de gestion s'élevant à 5 % de ses commandes effectuées. Cependant, malgré ces frais, les tarifs négociés des matériels informatiques resteront très vraisemblablement attractifs.

Il est proposé qu'après en avoir délibéré, le Bureau Syndical du PNRGC, pour toutes ses compétences (PNRGC, SCoT, SPANC),

ADHERE à la Centrale d'Achat du Syndicat mixte pour la Modernisation numérique et l'Ingénierie informatique des Collectivités et établissements publics.

APPROUVE les conditions de recours de la Centrale d'Achat du Syndicat mixte pour la Modernisation numérique et l'Ingénierie informatique des Collectivités et établissements publics Adhérents dont un exemplaire est annexé à la présente délibération.

S'ENGAGE à verser les frais de gestion à hauteur de 5% de chaque commande passée fixés annuellement par la Centrale d'Achat.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

DELEGUE Monsieur Richard FIOL, en sa qualité de Président, en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT, ou à toute personne habilitée au titre des articles L. 2122-18 et L. 2122-19 du CGCT, la décision de recourir aux services de la Centrale d'achat du SMICA en tant que membre adhérent ainsi que tout acte y afférent.

AUTORISE Monsieur le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire et notamment le bulletin d'adhésion,

Après son dépôt en Préfecture, merci d'adresser un exemplaire de la délibération au S.M.I.C.A.

Pièces jointes : Conditions générales de recours à la centrale d'achat
Formulaire d'adhésion à la centrale d'achat complété (à signer + tampon)

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

CONDITIONS GENERALES DE RECOURS A LA CENTRALE D'ACHAT

PREAMBULE

Dès sa création par arrêté n°87-196 du 19 janvier 1987 le SMICA a eu pour objet de promouvoir toutes les actions permettant le développement et la maintenance de l'informatique des services administratifs et techniques de ses membres, dans les domaines de la gestion, de l'aide à la décision et de la communication.

Dans cette continuité, le SMICA a décidé de se constituer en centrale d'achat afin de négocier des offres de travaux de services et de fournitures et de proposer aux pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices de son territoire, de bénéficier des marchés ainsi négociés.

Cette création de centrale d'achat permet ainsi au SMICA de faire évoluer ses services et formaliser un cadre contractuel, financier et juridique pour ses adhérents.

Le SMICA, en qualité de centrale d'achat, conduit l'ensemble des procédures de consultation dans le strict respect des articles L 2113-2 et suivants du Code de la commande publique.

Cette assise juridique permettra l'accueil progressif de nouveaux acheteurs sans autre formalité. Les acheteurs qui recourent à la centrale d'achat pour l'acquisition de travaux de fournitures et services sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

<u>Les objectifs de la centrale d'achat sont :</u>

-Une optimisation des coûts (économie des frais de procédures, bénéfice des prix en achat groupé) ;
-une sécurité juridique et une efficience technique de l'achat ;
-Une simplicité de mise en œuvre (pas d'obligation pour les adhérents de faire une mise en concurrence, modalités d'adhésion et de commande simplifiées par rapport à la passation d'un marché public classique).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

Table des matières

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES **3**

ARTICLE 1 : OBJET ET REPRESENTANT LEGAL 3

ARTICLE 2 : PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DE LA CENTRALE D'ACHAT 3

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES ACTIVITES D'ACHAT CENTRALISEES 3

ARTICLE 4 : DUREE 4

CHAPITRE 2 - MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA CENTRALE D'ACHAT **5**

ARTICLE 5 : ADHESION ET RETRAIT 5

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA CENTRALE D'ACHAT 6

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES ADHERENTS 7

ARTICLE 8 : MODALITES DE PAIEMENT DE PRESTATIONS PAR LES ADHERENTS 8

ARTICLE 9 : MODALITES DE MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES DE RECOURS. 9

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET ET REPRESENTANT LEGAL

1.1 Le SMICA a choisi de se constituer en centrale d'achat en qualité d'intermédiaire dans le but de conduire la passation des marchés publics et d'acquérir des travaux, fournitures ou services dans le domaine du numérique et de l'informatique.

1.2 La centrale peut exercer un rôle accessoire d'achats auxiliaires.

Les présentes conditions générales ont pour objet de définir le fonctionnement de la centrale d'achat ainsi constituée et ses relations avec les adhérents qui choisiront de recourir à ses services.

1.3 Le SMICA, lorsqu'il agit en qualité de « Centrale d'achat », conserve sa personnalité juridique propre et conclut avec les opérateurs économiques des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services pour ses besoins propres et à destination également des adhérents qui y accèdent conformément aux présentes conditions générales de recours. Le siège de la Centrale est situé à Immeuble Le Sérial 10 Rue du Faubourg Lo Barri 12000 RODEZ, représenté par son Président.

ARTICLE 2 : PERIMETRE GEOGRAPHIQUE DE LA CENTRALE D'ACHAT

2.1 La centrale d'achat ainsi constituée est ouverte à tout pouvoir adjudicateur et entité adjudicatrice intervenant sur le périmètre du SMICA.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES ACTIVITES D'ACHAT CENTRALISEES

3.1 La centrale d'achat a pour objet d'exercer une activité d'achat centralisée pour conduire la passation des marchés de travaux, fournitures et de services destinés non seulement au SMICA mais tout autant aux autres acheteurs publics dans le périmètre du SMICA.

3.2 La centrale d'achat réalise, en fonction des procédures applicables, les missions suivantes :

- Assistance de l'adhérent dans le recensement et la détermination de ses besoins. En fonction des circonstances, la centrale d'achat n'a pas l'obligation de solliciter chacune des collectivités adhérentes avant de lancer un marché.
- Mise en œuvre de consultations, sollicitation d'avis ou information des opérateurs économiques de son projet et de ses exigences en application de l'article R 2111-1 du code de la commande publique ;
- Préparation et mise en œuvre de la procédure de publicité et de mise en concurrence ;
- Sélection du ou des attributaires ;
- Mise au point du marché ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

- Signature, pour le compte de l'adhérent, du marché ou de l'accord cadre ;
- Mise en œuvre des formalités de fin de procédure ;
- Envoi du marché ou de l'accord-cadre à l'adhérent à sa demande ;
- Par exception, dans le cas de marchés conclus par un groupement de commandes auquel la centrale d'achat participe, son rôle est déterminé par la convention de groupement de commandes.

ARTICLE 4 : DUREE

4.1 La centrale d'achat est constituée sans limitation de durée, tant que les prestations visées à l'article 3 restent en cours d'exécution.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

CHAPITRE 2 - MODALITES DE FONCTIONNEMENT DELA CENTRALE D'ACHAT

ARTICLE 5 : ADHESION ET RETRAIT

5.1 Modalités d'adhésion

5.1.1 Chaque acheteur présent dans le périmètre défini peut solliciter son adhésion à la centrale d'achat.

5.1.2 Pour adhérer, l'acheteur public doit faire approuver les présentes conditions générales via le formulaire d'adhésion à signer par son représentant, dument habilité par une délibération de son organe délibérant.

5.1.3 L'adhésion à la centrale d'achat prend effet à la date de réception par la centrale d'achat du formulaire d'adhésion envoyé à l'adresse de contact visée dans le formulaire.

5.1.4 L'adhésion est valable jusqu'au 1er janvier de l'année suivant la transmission du formulaire, puis reconduite tacitement par période annuelle (périodicité du 01/01/ au 31/12).

5.1.5 L'adhésion est gratuite et obligatoire pour accéder au service de la centrale d'achat.

5.1.6 La centrale d'achat se réserve la possibilité de rejeter l'adhésion d'un acheteur s'il est manifeste que celle-ci est irrégulière.

5.1.7 L'adhésion à la centrale d'achat entraîne acceptation pleine et entière des présentes conditions générales et impose à l'adhérent de respecter les obligations liées à sa commande. Les adhérents s'engagent à favoriser l'acquisition pour leur compte des prestations fournies dans le cadre de la centrale d'achat, si tant est qu'elles répondent à leurs besoins. Cette marge d'appréciation est laissée à la discrétion des adhérents.

5.2 Modalités de retrait :

5.2.1 Chaque adhérent peut solliciter la résiliation de son adhésion à la centrale d'achat par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la centrale d'achat notifiée à Monsieur le Président du SMICA.

5.2.2 La résiliation est immédiate mais ne prendra cependant effet qu'au terme de l'exécution des bons de commandes et marchés subséquents pour lesquels l'adhérent est contractuellement engagé.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

5.2.3 La centrale d'achat se réserve la possibilité de demander à un adhérent de se retirer du dispositif en cas de manquement grave à ses obligations vis-à-vis des titulaires des marchés, ou de la centrale d'achat.
Cette décision d'exclusion sera effective après que l'adhérent sera prévenu par écrit et qu'il a pu avoir la possibilité de s'expliquer.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA CENTRALE D'ACHAT

6.1 Information des adhérents

La centrale d'achat s'engage à :

- Informer et se concerter avec les adhérents de tout projet d'évolution concernant les présents statuts ;
- Transmettre aux adhérents le bilan d'activité annuel de son activité sur demande ;
- Informer les adhérents sur les éléments financiers relatifs aux projets à savoir : adresser sur demande, une estimation financière des dépenses pour l'année n+1 afin que chaque adhérent puisse l'intégrer dans son budget prévisionnel ;
- En année n+1, sur demande, fournir un état des dépenses et des recettes de l'année n ;
- Chaque fois que de besoin, fournir les estimations financières nécessaires à une prise de décision.

6.2 Continuité du service

La centrale d'achat s'engage à exiger des prestataires retenus, dans le cadre du marché public, la continuité des travaux, de services ou de fournitures pendant toute la durée des marchés.

6.3 Respect de la règlementation

Le recours à une centrale d'achat permet de considérer qu'un acheteur a respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence dès lors que la centrale d'achat à laquelle il adhère s'est soumise pour la totalité de ses achats aux dispositions de la commande publique.
A cette fin, elle met à disposition, sur demande écrite d'un adhérent, les documents attestant du respect des procédures et des règles de la commande publique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

6.4 Responsabilité

La centrale d'achat se porte garante d'une utilisation, par les titulaires de marchés, des informations transmises par l'acheteur aux fins prévues dans le cadre du marché.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES ADHERENTS

7.1 L'adhésion à la Centrale d'achat

L'adhésion ne crée aucune obligation de commande de prestations et n'oblige pas l'adhérent à acheter via la centrale d'achat : chaque adhérent demeure libre de fixer sa propre politique achat et peut recourir à la centrale d'achat en opportunité, selon ses propres besoins.
Dès lors qu'un adhérent passe commande via la centrale d'achat, il est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence et il s'engage à respecter, pour cette commande, les présentes conditions générales et celles du marché ou de l'accord cadre relatif à sa commande.

7.2 Transmission de données au(x) prestataire(s)

Chaque adhérent garantit la fiabilité des données et des informations fournies.
Il s'engage à transmettre les données mises à jour à la centrale d'achat.

7.3 Paiement des prestations

Le recours à la centrale d'achat pour tout acheteur s'effectue contre une rémunération financière.
Les prestations sont commandées sur la base d'un catalogue de prix géré par la centrale d'achat. En cas de modification, la centrale d'achat s'engage à transmettre une nouvelle version de ce catalogue à l'ensemble des adhérents.
Cette tarification est disponible à tout moment sur demande auprès de la centrale d'achat.
Les modalités de paiement de chaque prestation seront définies dans l'acte de commande de ladite prestation.

En cas de défaillance d'un adhérent et après une relance par lettre recommandée avec accusé réception, la centrale d'achat se réserve le droit de supprimer ou de suspendre l'adhérent jusqu'au paiement et ce, sans ouvrir droit à une quelconque indemnisation.

7.4 Responsabilité

7.4.1 L'adhérent est responsable du contenu des données qu'il met à disposition dans le cadre des travaux, fournitures et services acquis par la centrale d'achat.
A ce titre, il est responsable :

- De la qualité et de la fiabilité des données transmises par lui ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

- De la cohérence entre les informations transmises aux gestionnaires des travaux, fournitures et services ;
- De la mise à jour des données ;
- À l'égard de la centrale d'achat, des dommages que celle-ci ou tout tiers pourraient subir du fait des erreurs ou omissions qui lui seraient imputables.

7.4.2 Il n'est, en revanche, en aucun cas responsable des données fournies par d'autres tiers.

7.4.3 Dans le cadre du recours à la Centrale d'achat, les adhérents peuvent se voir transmettre des informations couvertes par le secret en matière industrielle et commerciale. Aussi, ils s'engagent à ne pas les divulguer, ni en faire un usage qui nuirait à une concurrence loyale entre opérateurs économiques.

7.4.4 L'adhérent garantit que les commandes et contrats auxquels il est parti et qui ne sont pas attribués dans le cadre de la centrale d'achat ne sont pas ni incompatibles, ni concurrents avec ceux conclus dans le cadre de la centrale d'achat.

ARTICLE 8 : MODALITES DE PAIEMENT DE PRESTATIONS PAR LES ADHERENTS

Le recours à la centrale d'achat pour le compte de ses adhérents s'effectue moyennant une rémunération financière.

8.1 Emission de bons de commande

Pour solliciter le bénéfice de plusieurs prestations acquises par la centrale d'achat, l'adhérent émet un bon de commande définissant avec précision les prestations qu'il souhaite commander.

8.2 Modalités de paiement

8.2.1 Les adhérents s'engagent à verser aux prestataires le montant des prestations qu'il lui commande.
L'adhérent est seul responsable du paiement des prestations au titulaire des marchés et assume, en cas de retard de paiement, le versement des intérêts moratoires. Les titulaires des marchés leurs adressent directement leurs demandes de paiement et factures, via le portail CHORUS.

8.2.2 La centrale d'achat facture à chaque adhérent des frais de gestion à hauteur de 5% de ses commandes notifiées.

8.2.3 Les adhérents de la centrale d'achat, non adhérent du SMICA au préalable, communiquent, lors de la passation de leur commande, les informations nécessaires à l'émission du titre de recette (N° d'engagement, service, SIREN le cas échéant), et

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

s'engagent à payer les frais de gestion dans un délai de 30 jours à réception de l'avis de sommes à payer transmis par la centrale d'achat.

8.2.4 Pour les adhérents, adhérents du SMICA au préalable, les modalités de paiement des frais de gestion seront traitées suivant les conditions particulières prévues dans le catalogue des cotisations.

8.3 Règlement des litiges et protection des données

Dans l'hypothèse de la survenance d'un différend résultant de l'intervention du SMICA en qualité de centrale d'achat, les parties s'engagent à régler celui-ci à l'amiable dans les plus brefs délais.
Si toutefois aucune résolution rapide n'est trouvée, la juridiction compétente est le tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 9 : MODALITES DE MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES DE RECOURS.

Les présentes conditions générales de recours à la centrale d'achat sont modifiables par délibération du Comité Syndical du SMICA.
Chaque modification sera portée à la connaissance des adhérents : seules les modifications majeures créant de nouvelles obligations aux adhérents nécessiteront une approbation expresse.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

FORMULAIRE D'ADHESION CENTRALE D'ACHAT

(Formulaire à transmettre par voie numérique à centrale-achat@smica.fr)

Par la présente, je soussigné [nom prénom] _FIOL Richard_ _, en ma qualité de [fonction du signataire] Président du PNRGC _, dument habilité par la délibération N°_ 2024001_ _du 15/03/2024 [n° et date de la délibération prise par le conseil municipale ou le conseil communautaire - Joindre la copie], atteste adhérer au nom de [nom de la commune ou de l'EPCI] _Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses_ à la Centrale d'Achat du SMICA et accepte les conditions générales de recours (CGR) à cette Centrale d'Achat.

Je prends acte que cette adhésion ne m'engage pas à passer commande, conformément au 7.1 des Conditions générales de recours à la Centrale d'achat du SMICA et qu'elle est valable jusqu'au 1er janvier de l'année suivant la transmission du formulaire, et sera ensuite tacitement reconduite par période annuelle.

Fait à Millau

Le 21 juin 2024

Nom prénom fonction :

Richard FIOL, Président du PNRGC

Signature et cachet :

Coordonnées du contact technique [ces cordonnées seront utilisées pour recevoir les communications, informations, documents de la Centrale d'Achat, à charge pour ce contact de retransférer les informations aux personnes compétentes].

Nom Prénom : Jean-François RAYMOND

Fonction : Chargé de mission SIG, signalétique, évaluation et informatique

Adresse mail de contact : jean-francois.raymond@parc-grands-causses.fr

En cas de changement de contact technique, l'adhérent s'engage à en faire part, par écrit au Président du SMICA.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_051-DE
Reçu le 24/06/2024

Délibération PNRGC n°2024-052 du Bureau syndical du 21 juin 2024

Convention de partenariat NATURAL GAMES, éco-manifestation

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET

Contexte

Le Festival international des sports outdoor intitulé « Natural Games » se déroulera du 27 au 30 juin 2024 à Millau. L'organisation d'une manifestation, de quelque nature qu'elle soit, est génératrice de nuisances qui peuvent être importantes : Impact sur les milieux, déchets, consommation d'énergie et d'eau, déplacements... Ces nuisances peuvent être réduites ou évitées, pour peu que l'on s'interroge en amont de la manifestation sur des solutions concrètes et efficaces. Il importe, d'autant plus pour des territoires générateurs d'image de marque, de valoriser les efforts de ceux qui s'engagent dans ces démarches et de les accompagner par une méthodologie simple, rationnelle et facile à mettre en œuvre à toutes les étapes de l'organisation de la manifestation.
Ainsi, le Parc naturel régional des Grands Causses a souhaité s'engager dans la mise en œuvre d'un programme visant à soutenir le développement des éco manifestations sur son territoire selon les 2 axes suivants :
- Accompagner les manifestations volontaires ;
- Faire émerger et construire les solutions adéquates.

Objectif

L'objet de la convention est de mettre en œuvre un partenariat entre le Parc Naturel Régional des Grands Causses et le Comité d'Organisation des Natural Games (CONG) en vue d'accompagner la démarche qui consiste à mettre en place un dispositif complet de gestion des déchets pendant la manifestation et d'une GREEN ZONE (actions de promotion de la mobilité douce et de l'UPCYCLING).

Cette action s'inscrit donc dans la mise en œuvre opérationnelle de la Charte des éco manifestations sur le territoire du Parc pour les Natural Games et de l'accompagnement au développement des activités de pleine nature qui fera l'objet d'un dossier LEADER 2023-2027.

Budget

La participation du Parc pour cette manifestation s'élève à 10 000 € TTC et sera intégrée dans un dossier de financement LEADER déposé au 2nd semestre.

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_052-DE
Reçu le 24/06/2024

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024
Natural Games, événement éco-responsable
Thèmes 2024 : *une meilleure gestion des déchets sur site, mobilité, économie circulaire et éducation à l'environnement*



Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

Entre les soussignés :

Le Parc naturel régional des Grands Causses,
71 boulevard de l'Ayrolle, BP 50126, 12100 MILLAU, Cedex,
représenté par son Président Monsieur Richard FIOL, dûment habilité par une délibération (2024-001), du Syndicat mixte du Parc Naturel régional en date du 15 mars 2024.

et

LE C.O.N.G (Comité d'Organisation des Natural Games)
3 rue pasteur 12100 MILLAU.
Représenté par son Co Président, Thomas Richard et Monsieur Michaël Pradayrol Pechberty, global manager, propriétaire et mandataire des marques Natural Games / Winter Natural Games/Summer Natural Games.

Ci-après dénommée « C.O.N.G »,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_052-DE
Reçu le 24/06/2024

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

L'organisation d'une manifestation, de quelque nature qu'elle soit, est génératrice de nuisances qui peuvent être importantes : impact sur les milieux, déchets, consommation d'énergie et d'eau, déplacements... Ces nuisances peuvent être réduites ou évitées, pour peu que l'on s'interroge en amont de la manifestation sur des solutions concrètes et efficaces. Il importe, d'autant plus pour des territoires générateurs d'image de marque, de valoriser les efforts de ceux qui s'engagent dans ces démarches et de les accompagner par une méthodologie simple, rationnelle et facile à mettre en œuvre à toutes les étapes de l'organisation de la manifestation.

Ainsi, le Parc naturel régional des Grands Causses a souhaité s'engager dans la mise en œuvre d'un programme visant à soutenir le développement des éco manifestations sur son territoire selon les 2 axes suivants :

- Accompagner les manifestations volontaires
- Faire émerger et construire les solutions adéquates.

Cette convention s'inscrit donc dans la mise en œuvre opérationnelle de la Charte des éco manifestations sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses pour les Natural Games.

Dans le cadre du festival international des sports outdoor intitulé NATURAL GAMES (ci-après « NATURAL GAMES » ou «NG») qui se déroulera du 27 au 30 Juin 2024 à Millau, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses et l'association C.O.N.G ont convenu d'échanger des prestations dans les conditions définies ci-après.

ARTICLE l : Objet

L'objet de la convention est de mettre en œuvre un partenariat entre le Syndicat mixte du Parc naturel Régional des Grands Causses d'une part, et le CONG d'autre part, en vue d'accompagner l'événement vers une démarche écoresponsable.

Cette convention cadre les actions suivantes :

l/ Mise en place d'un dispositif ad'hoc de gestion des déchets

Ce partenariat devra être complété d'une concertation avec les services de la Communauté de communes Millau Grands Causses dont relève la compétence gestion des déchets.
Le CONG assure l'ensemble des tâches liées à la bonne conduite des opérations de gestion des déchets du début à la fin de la manifestation. Il est l'interlocuteur unique des différents régisseurs de site, des responsables bénévoles, des différents prestataires (enlèvement des bacs, location de matériel, chauffeurs de bennes...) etc. Il prépare les plannings (montage, exploitation, démontage, transport). Il assure les mesures qualitatives et quantitatives des déchets générés par type de flux pour établir un bilan détaillé.

Un dispositif ad'hoc sera mis en place pour l'évacuation des sacs de déchets présents sur site et pour sensibiliser le public au respect du site, à la propreté des espaces et au tri des déchets.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_052-DE
Reçu le 24/06/2024

Les différentes étapes de la démarche sont définies comme suit :

1-1/ Préparation de l'intervention :

- Appréhender la filière déchets de l'événement : réseaux, acteurs locaux et nationaux, les parties prenantes
- Diagnostiquer et mettre en œuvre une opération de collecte et de recyclage sur la manifestation
- Dimensionner les moyens matériels et humains

1-2/ Gestion des déchets du site :

- Présence d'un coordinateur général pendant la durée de l'événement
- Présence du personnel sur l'ensemble des créneaux d'ouverture au public
- Fourniture des sacs poubelles & consommables (pinces à déchets, gants etc..)
- Sur-tri des sacs poubelles en continu
- Évacuation des déchets dans les contenants de collecte finale

1-3/ Après l'évènement

- Évaluer les actions mises en place
- Fournir des indicateurs chiffrés des opérations de collecte réalisées

2/ Mise en place d'une « GREEN ZONE », espace dédié à la sensibilisation des publics au développement durable en co-gestion avec l'équipe du Parc naturel régional des Grands Causses

L'implication du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses s'inscrit dans une logique de sensibilisation du public et des scolaires à la biodiversité et à la protection de l'environnement. Il s'agira dans le même temps de communiquer sur le champ d'actions du Parc ainsi que sur son environnement.

La « Green Zone » accueillera toute sorte d'intervenants, ateliers, expositions, conférences et autres animations s'inscrivant de manière large dans les thématiques de la biodiversité et des activités sports de nature.

3/ Actions de promotion des mobilités douces

Avec l'appui et l'expertise du Parc, le CONG s'engage à promouvoir auprès des festivaliers et compétiteurs les mobilités douces. Cette action s'inscrit dans la volonté de décarboner la mobilité du festival en mettant à disposition de toutes personnes souhaitant se rendre sur l'événement une plateforme recensant les différents types de mobilités partagées et douces (train, bus, covoiturage, parking à vélo etc).

Par ailleurs, afin de soutenir cette démarche, un parking à vélo sera pour la première fois mis en place à l'entrée principale du festival. Ce parking test se composera de 50 places de vélo gratuites afin d'inciter le festivalier à se rendre à l'évènement en vélo.

Enfin, un stand de réparation vélo sera mis en place avec la contribution d'un acteur local à proximité directe du parking à vélo. Cette action s'inscrit en soutien des éditions précédentes afin d'inciter à l'usage du vélo dans le cadre d'événements exceptionnels.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_052-DE
Reçu le 24/06/2024

4 / Actions de promotion de l'upcycling (recyclage)

Domaine encore émergent, l'économie circulaire se structure et demande à être dynamisé. Depuis 2022, le Parc naturel régional des Grands Causses porte un Contrat d'économie circulaire et accompagne les collectivités et associations dans une utilisation raisonnée des ressources. Il se positionne localement comme acteur de la promotion de l'économie circulaire et souhaite promouvoir l'initiation au recyclage au sein de la GREEN ZONE. Des collectifs, associations et acteurs internationaux reconnus comme précurseurs de la réparation de vêtements seront présents sur cet espace.

L'ensemble du public aura donc la possibilité de faire réparer gratuitement le vêtement de son choix par des couturières. En parallèle, des ateliers gratuits de création à partir de matériaux recyclés se tiendront durant toute la durée de l'événement.

ARTICLE 2 : Les engagements du CONG

Le CONG s'engage à réaliser les actions ci-dessus référencées.

Au terme de la convention, le CONG transmettra au Parc naturel régional des Grands Causses un bilan de l'opération (comptes rendus de réunions, photos, évaluation du dispositif : quantité et qualité des déchets enlevés, etc..).

Dans le même temps, le CONG s'engage à mettre à disposition du Parc des Grands Causses les données acquises durant l'opération, à partager ce retour d'expérience, à mobiliser les compétences de son équipe (salariés ou bénévoles) autant que de besoin.

Le CONG devra faire état du soutien du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses dans toutes publications ou sur tout support de communication, ainsi que de celui de l'EUROPE.

ARTICLE 3 : Les engagements du Parc naturel régional des Grands Causses

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à participer à hauteur de 10 000 euros TTC selon devis n° 2024-04-01, qui sera versé directement au CONG sur facture.

Il s'engage également à organiser des conférences et animations autour de la biodiversité et la présentation du Parc naturel régional des Grands Causses pendant l'événement sur la zone dédiée selon un programme défini en concertation.

ARTICLE 4 : Modalités du partenariat

Participation du Parc naturel régional des Grands Causses :

En amont de l'événement, les équipes du Parc naturel régional des Grands Causses et des Natural Games avanceront de concert pour organiser les éléments de contenus présents sur la Green Zone : sélection de films, de conférences et autres animations ou ateliers

Pendant l'événement, l'équipe du Parc naturel régional des Grands Causses pourra être amené à intervenir selon un programme précis autour des thèmes de la biodiversité et

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_052-DE
Reçu le 24/06/2024

de l'éducation à l'environnement au travers de tables rondes ou conférences, d'expositions et de projections de films.

Participation du CONG

Le CONG s'engage à la mise en œuvre du process de gestion des déchets et de la « Green Zone » tel que décrit ci-dessus.

Dans le cadre de cette convention, le Comité d'organisation des Natural Games s'engage à valoriser, à transférer et à partager cette expérience mise en place auprès d'autres organisateurs d'événements.

Il s'agira également de fournir un rapport d'exécution au Parc naturel régional régional des Grands Causses afin de permettre une évaluation des actions.

ARTICLE 5 : Conditions d'annulation du partenariat

Résiliation :
En cas d'annulation des NATURAL GAMES ou de sa promotion, avant son démarrage ou pendant son déroulement, imputable au C.O.N.G, le présent contrat sera résilié de plein droit et sans formalité pour le Parc naturel régional des Grands Causses à compter de la connaissance de l'annulation de l'événement.
Dans l'éventualité d'une annulation des NATURAL GAMES, le C.O.N.G s'engage à prévenir le Parc naturel régional des Grands Causses dans les plus brefs délais et par tout moyen.

Suspension pour cas de force majeure :
Le présent contrat pourra être suspendu à la demande écrite de l'une ou de l'autre des parties en cas de survenance d'un cas de force majeure, entendu comme événements reconnus comme tel par la jurisprudence des tribunaux Français.

Loi applicable, attribution de juridiction :
Le présent contrat est régi par le droit français. Tout différend qui pourrait s'élever entre les deux parties en raison de la validité, de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat seront soumis aux tribunaux compétents.

Fait en deux exemplaires, à

Thomas RICHARD
Co-Président du C.O.N.G

Richard FIOL
Président du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20240621-20240621_052-DE
Reçu le 24/06/2024

Compte-rendu de la réunion du Bureau Syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses du 21 juin 2024 à 14h00 dans les locaux du Parc à Millau (salle Cardabelle)

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Clément CARLES – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Jacques ARLES - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS - Jacques RIGAUD - Christine SAHUET
■ **Membres avec voix consultative**	Thierry AGRINIER – Sébastien DAVID - Didier HERMANT

1. **Validation du compte-rendu du Bureau syndical du 3 mai 2024**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité.

2. **Modification du tableau des effectifs**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité.

3. **Présentation du bilan des accompagnements ADEFPAT 2020-2023 par Pascal Bonin et renouvellement de la convention ADEFPAT pour 2024-2026**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité.

4. **Accompagnement pour la formation auprès de l'ADEFPAT pour les produits touristiques des Raspes du Tarn**
   Lecture de la délibération par Edmond GROS
   Vote à l'unanimité.

5. **Accompagnement pour la formation auprès de l'ADEFPAT pour le pôle Laine**
   Lecture de la délibération par Edmond GROS
   Vote à l'unanimité.

6. **Convention d'accès aux Zones de Sensibilité Majeure (ZSM) dans le cadre des Plans nationaux d'actions d'espèces menacées pour une durée de 5 ans**
   Lecture de la délibération par Christophe LABORIE.
   Vote à l'unanimité.

7. **Marque Valeurs Parc naturel régional**
   Lecture de la délibération par Bernard SIRGUE.
   Vote à l'unanimité.

8. **Convention IPAMAC : Projet de laboratoire des itinérances 2024-2026**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité.

9. **Elaboration du Plan de Massif DFCI du Causse Rouge et du Causses de Sauveterre**
   Lecture de la délibération par Cyril TOUZET.
   Vote à l'unanimité.

10. **Restauration de la continuité écologique d'un réseau de mares sur le Larzac aveyronnais**
Lecture de la délibération par Christophe LABORIE.
Vote à l'unanimité.

11. **Désignation de titulaires et de suppléants au Comité de programmation 2023-2027 du GAL LEADER**
Lecture de la délibération par Emmanuelle GAZEL.
Vote à l'unanimité.

12. **AREC : Création filiale et augmentation du capital dans le cadre de la délégation du service public portant sur la conception, la construction, l'exploitation de centrales photovoltaïques sur le patrimoine de la Région Occitanie**
Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
Vote à l'unanimité.

13. **Adhésion à la centrale d'achat informatique du SMICA**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité.

14. **Information : Décision modificative 2024-001 : Reversement de la FCTVA à la suite de la vente d'un ordinateur à Alexandre CHEVILLON en 2022**
Lecture par Richard FIOL

15. **Délibération sur table : Convention de partenariat NATURAL GAMES, éco-manifestation**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité.

Questions diverses :

- Point avancement COT
- Point avancement TACCT
- Point avancement SCOT

Délibération PNRGC n°2024-053 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Contrat Groupe – Assurance des risques statutaires 2022-2025
Revalorisation du taux du contrat IRCANTEC au 01-01-2025

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

MODIFICATION DU TAUX DE COTISATION DU CONTRAT GROUPE ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES : 2022-2025

Le Président rappelle que par délibération n°2022-015 du comité syndical en date du 25 février 2022 le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses a souscrit un contrat d'assurance des risques statutaires du personnel avec WTW (ex Gras Savoye) / CNP via un contrat groupe avec le Centre de Gestion de l'Aveyron - CDG 12 - pour une durée de 4 ans à compter du 1er janvier 2022 avec un maintien de taux de cotisation pendant 2 ans.

Le contrat co-signé le 31 mai 2022 entre le CNP assurances, le CDG12 et le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses au titre de collectivité adhérente, énumère les risques couverts et précise la franchise de 10 jours.
Le marché public conclu entre le CDG12 et le groupement WTW (courtier gestionnaire) / CNP (assureur porteur du risque), prévoit la mise en application d'une clause d'ajustement tarifaire, à la hausse ou à la baisse, en fonction des résultats constatés sur les exercices 2022 et 2023 (rapport sinistres / primes).
Ainsi conformément au barème prévu dans l'annexe du Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché, le taux proposé pour les collectivités ayant souscrit un contrat IRCANTEC sera revalorisé de 17% à compter du 1er janvier 2025.

En date du 19 juin 2024, le CDG 12 nous informe d'une hausse du taux de cotisation de 17% pour les agents affiliés à l'IRCANTEC à compter du 1er janvier 2025 :

- pour une couverture tous risques avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire, le taux passera de 1% à 1,17%

Il est proposé au Bureau syndical de maintenir une couverture tous risques avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire au taux de 1.17%

Pour information et rappel, le taux de cotisation pour la couverture des agents affiliés à la CNRACL a été revalorisé au 1er janvier 2024

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical retient le taux de 1,17% pour une couverture tous risques avec une franchise de 10 jours et, autorise le Président à signer l'avenant n°1, au certificat d'adhésion des agents affiliés à l'IRCANTEC, relatif à cette augmentation.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_053-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n° 2024-054 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Délibération de mandat spécial pour les frais relatifs au Congrès des Parcs naturels régionaux 2024

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Dans le cadre de la délégation de représentation générale du Syndicat mixte du Parc, Monsieur le Président propose au Bureau syndical de délibérer sur le remboursement des frais relatifs aux déplacements effectués hors territoire du Parc par Richard FIOL, Président du Syndicat mixte, Séverine PEYRETOUT, membre du bureau syndical et Didier HERMANT, membre du comité scientifique.

Les déplacements listés ci-dessous couvrent la période de janvier à décembre 2024, en l'occurrence un seul déplacement sur la période :

Date	Lieu	Objet
23 au 25 octobre 2024	Narbonne	Congrès des Parc naturels régionaux de France 2024 dans le Parc naturel régional de la Narbonnaise en Méditerranée

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_054-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-055 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Installation et indemnisation des membres du Comité scientifique

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Dans la continuité de la nouvelle Charte, le Comité scientifique nouvellement installé le 30 septembre 2024 est composé de personnalités reconnues au sein de la communauté scientifique.
Elles représentent les sciences liées à la nature et les sciences humaines.

BERNARD Christian	Botanique
BONNIOL Jean-Luc	Anthropologie
BRIANE Gérard	Botanique, paysage
BRUN Alexandre	Aménagement du territoire
CONSTANS Michèle	Paysage aménagement
COUFFIN Patrick	Culture occitane
GIRAUD Léa	Ornithologie
GRUAT Philippe	Archéologie
HERMANT Didier	Ornithologie, écologie
LEMOUX Patrice	Patrimoine, nature
LESCUREUX Nicolas	Ethnoécologie, anthropologie
MARSAT Jean-Bernard	Management stratégique et territorial
PARISOT Sara	Agriculture
PISTRE Séverin	Hydrogéologie karstique
RICARD Jacques	Hydrogéologie karstique
SCHATZ Bertrand	Ecologie des communautés et de la conservation
VERGELY Pierre	Géologie
VIDAL Arielle	Agronomie

Dans le cadre du fonctionnement du Comité scientifique, il est proposé de pouvoir indemniser les membres qui se rendent aux réunions de ce Comité et pour lesquels les frais de mission ne sont pas pris en charge par une structure, ainsi qu'aux réunions spécifiques de type Congrès des Parcs...

Le remboursement s'effectuerait suivant le barème kilométrique en vigueur de la Trésorerie générale de l'Aveyron, sur la base d'une déclaration sur l'honneur du nombre de kilomètres parcourus.

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_055-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-056 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Réponse à l'AMI 2024 « Solidarités Alimentaires » de la MSA

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

Le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses a répondu à l'Appel à Projets « Mieux Manger pour Tous en Occitanie » sur « l'approvisionnement de l'aide alimentaire du Sud Aveyron en produits de qualité et locaux », en partenariat avec le Jardin du Chayran.
Afin de compléter ces financements, le Parc a l'opportunité de se positionner sur un Appel à Manifestation d'Intérêt auprès de la MSA (caisse centrale et caisse locale).

Objectifs

- Permettre à des personnes en situation de précarité d'avoir accès à des produits locaux de qualité.
- Faire émerger une filière d'approvisionnement avec les producteurs locaux en garantissant un juste prix de rémunération aux producteurs.
- Donner des outils aux bénéficiaires pour bien utiliser les produits concernés, avec une notion de plaisir et de santé, grâce à des temps d'échange et de partage organisés en milieu rural.
- Favoriser les circuits courts, de proximité.
- Améliorer la collaboration avec les travailleurs sociaux du CD et de la MSA afin de faciliter le repérage et l'orientation du public précaire qui ne bénéficie pas d'aide alimentaire.

Plus globalement, créer un système approvisionnement de l'aide alimentaire avec des producteurs locaux.

Projet

Il sera décliné en 3 axes :

1. Développer l'approvisionnement en légumes de qualité des structures d'aide alimentaire de Millau et à Saint-Affrique. Des actions d'animations sont proposées sur les lieux de distribution pour échanger autour des légumes, de la saisonnalité, des recettes, faire du lien social...

2. Diversifier l'approvisionnement en produits de qualité pour les paniers solidaires légumes en s'appuyant sur un réseau existant déjà organisé.

3. Mettre en œuvre des actions d'animations en milieu très rural pour faciliter l'utilisation de ces produits dans un objectif à la fois de plaisir et santé, en complément des animations menées sur les lieux de distribution des denrées notamment. Nous prévoyons 3 animations dans les secteurs de Séverac d'Aveyron, de la Cavalerie et de la Vallée du Tarn.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_056-DE
Reçu le 23/10/2024

Pilotage

Le Groupe Projet actuel composé : du PNR (volet PAT et CLS), du CCAS de Millau, de l'Epicerie Sociale de Saint-Affrique et du Jardin du Chayran pourra s'élargir dans le cadre du suivi de cette action. La MSA pourra intégrer ce groupe élargi ainsi que d'autres acteurs présents en milieu rural (ex : Conseil Départemental).

Plan de financement

Montant prévisionnel des dépenses totales : 47 890 €
Montant prévisionnel sollicité auprès de la MSA : 18 600€ (10 000€ national et 8 600€ local)
Montant de co-financement déjà obtenu : 25 920 €
Montant d'autofinancement sur le projet : 3 370 €

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide la candidature du territoire à l'AMI « Solidarités alimentaires » de la MSA, approuve le plan d'action et son financement et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_056-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-057 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Demande de reconnaissance de niveau 2 du PAT GRANDS CAUSSES LEVEZOU

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

Dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle Charte du Parc 2024-2039, un diagnostic territorial partagé a été réalisé (diagnostic paysager, environnemental, agricole, socio-économique notamment).

Le diagnostic agricole montre que cette activité emblématique du territoire, se trouve à la croisée des chemins. Si le vieillissement des exploitants et les difficultés de la transmission-reprise soulèvent une inquiétude quant au maintien des exploitations, la hausse du nombre de jeunes agriculteurs, ainsi que le développement du bio et des circuits courts dessinent l'agriculture locale de demain, en phase avec de nouvelles aspirations sociétales comme avec les exigences d'adaptation au changement climatique.

La Charte 2024-2039 du Parc est le document de référence, socle de notre projet. Il guide toutes les actions qui sont mis en place sur le territoire. Afin de répondre aux deux enjeux agricoles : L'adaptation au changement climatique et la transmission des exploitations, le Parc doit poursuivre sa démarche sur du long terme et s'inscrire dans la durée.

De plus, le diagnostic partagé réalisé en 2022 dans le cadre du Contrat Local de Santé démontre également le fort lien entre une bonne santé et une alimentation saine et de qualité.
Également, le diagnostic sur la vulnérabilité à la précarité alimentaire réalisé en 2024, qui reprend les dimensions de la précarité : quantité/qualité et choix, et les risques de vulnérabilité : financier, physique, absence de liens sociaux, culturel et matériel, laisse apparaitre des manques et des besoins pour permettre à tous un accès à une alimentation de qualité.

Enfin, les deux programmes d'actions du PAT déclinées depuis 2019 démontrent également, et de manière concrète, la nécessité de poursuivre la démarche engagée par le Parc sur le volet alimentation.

Labélisée « Projet Alimentaire de Territoire » de niveau 1 par le Ministère de l'Agriculture en 2021, le territoire souhaite aujourd'hui poursuivre et renforcer les actions engagées dans le cadre du Projet Alimentaire de Territoire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_057-DE
Reçu le 23/10/2024

VOTE :	Pour : 10	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical :

- Demande la reconnaissance de niveau 2 du PAT Grands Causses Lévézou afin de poursuive son action.
- S'engage à animer et à faire vivre un PAT pendant 5 ans pour répondre aux objectifs de la Charte du Parc 2024-2029 et aux besoins du territoire.

Pour ce faire, le Bureau syndical :

- Valide la feuille de route ci-jointe.
- S'engage à maintenir un poste d'animateur – coordonnateur à temps plein pendant la durée de la labélisation (sous réserve d'obtention de financements).
- Autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_057-DE
Reçu le 23/10/2024

THEMATIQUE/LABEL	BIEN PRODUIRE (produire - transformer - distribuer) OBJECTIFS	FICHE ACTION	ACTIONS - PISTES D'ACTIONS	PARTENAIRES	PUBLIC CIBLE	CALENDRIER	Type de dépenses	ANNEE 1 15/09/2024 au 15/09/2025	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	ANNEE 15/09/2025 au 15/09/2026	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	ANNEE 3 15/09/2026 au 15/09/2027	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	DEPENSES	% /DEP du PROJET	ANNEE 4 15/09/2027au 15/09/2028	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	ANNEE 15/09/2028 au 15/09/2029	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC
ENVIRONNEMENT	favoriser la transition agricole	/	sécurité alimentaire (éviter le risque de rupture de l'approvisionnement alimentaire) Journée "Collectivités et productions nourricières" - Parc naturel régional du Luberon (parcduluberon.fr)	développer l'autonomie alimentaire inspirer les participants et s'essaimer les initiatives novatrices pour une transition agricole et alimentaire du territoire. stéphane LINOU ? VOIR CCOAC	élus - grand public	ANNEE 1	DIF																																
		1	farm lab : organiser des formations sur la transition agro écologique, des visites de fermes en transition	FARM LAB Saleilles - rieucros ? Fermes à trouver - AVEM à associer, APABA expérience St-Affrique accompagnement de 3 fermes	agriculteurs	ANNEE 2 ANNEE 3	partenariat	0 €						2 000 €	70%	1 400 €				600 €	2 000 €	70%	1 400 €				600 €	4 000 €	1,00%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	promouvoir les métiers du monde agricole	/	promouvoir les métiers du monde agricole	France TRAVAIL - SERVICE FORMATION REGION ... (intervenant forum agricole ST-AFF ?) CA12 ADDEAR TDL POINT INFO INSTALLATION + ESPACE TEST +plateforme passerelle paysanne + étudiants option cinéma millau ? Vaureuse ?	jeunes	ANNEE 2 ANNEE 3	animation PNR																																		
	favoriser le renouvellement agricole	2	EXPERIMENTATION actions sur la transmission-reprise des exploitations agricoles sur 3 zones à enjeux forts du territoire de la CC du St-Affricain, Roquefort et 7 Vallons	CC STAFFR7v + PARTENAIRES DU FONCIER AGRICOLE	élus - cédants/personnes en recherche d'installation	ANNEE 1	PRESTATIONS - PORTAGE CC	11 480 €	44%	5 000 €			6 480 €	0 €					0 €							11 480 €	2,87%												
		1	accompagner les collectivités à avoir un projet agricole (sensibilisation). Accompagner les élus dans l'appropriation de l'enjeu agricole - les aider à réfléchir sur leur projet agricole accompagner les porteurs de projets qui ont	PARTENAIRES DU FONCIER AGRICOLE	élus - PP publics et privés	ANNEE 1 ANNEE 2 ANNEE 3	animation PNR partenariat	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	6 000 €	1,50%												
		1	Des expériences réussies d'installation /de transmission (vidéos/témoignages/portrait/podcast (outils à définir) et présentation des acteurs qui accompagnent)	GROUPE PROJET A CONSTITUER (CA12 APABA ADDEAR TDL POINT INFO INSTALLATION + ESPACE TEST +plateforme passerelle paysanne + étudiants option cinéma Millau ? Vaxergues ? (ex Roxanne podcast nouveaux arrivants)	cédants/personnes en recherche d'installation	ANNEE 2 ou 3	animation PNR prestation	0 €						5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	0 €						5 000 €	1,25%												
		/	lien avec les projets portés par d'autres services au Parc : VV - ZAC - réflexion sur les outils à disposition du foncier (friches, veha, cantage	services internes PNR + PARTENAIRES DU FONCIER AGRICOLE	élus - PP publics ou privés	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation PNR																																
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Conforter l'Espace Test de la Combes	3	réflexion sur une gestion collective de l'équipement ? Proposer un accompagnement ADEFPAT	CCSTAFFR7V - La Cazotte - Pastoralia + tous les partenaires intéressés et pertinents		ANNEE1	animation PNR accompagnement ADEFPAT	2 700 €	70%	1 890 €		810 €		0 €					0 €						2 700 €	0,67%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	accompagner les groupements de producteurs	/	rester en veille sur de potentiels besoins	CA12 - APABA	groupement de producteurs	ANNEE 1 ANNEE 2 ANNEE 3	animation PNR		0 €			fonds privés pour actions																										
	accompagner les points de ventes (épiceries) - les magasins de producteurs	1	les recenser - point communs ? Besoins ? (communication ? Compta ? Recherche de produits ? Organisation des bénévoles ?	Roxanne /ccicma/Adefpat ? + prestation pour compta/communication/...	points de vente en circuit courts	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation PNR prestation	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	6 000 €	1,50%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	encourager la diversification (agritourisme)	4	AQUI BA PLA : une association qui aide les agriculteurs à ouvrir les portes de leurs fermes aux visiteurs, à promouvoir les produits locaux et les circuits-courts.	À QUI BAPLA, OT CCMMR (laure), Sandrine Charnay (CM tourisme PNR) ca12	grand public -agriculteurs	ANNEE 1	animation/promotion/communication/ingénierie	16 300 €	25%	4 000 €	leader?? 32 000 euros DIE ?		12 300 €	0 €					0 €						16 300 €	4,07%												
						ANNEE 1	investissement (toilettes sèches) POUR INFO	0 €					0 €	0 €					0 €						0 €	0,00%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	encourager la diversification	1	réflexion à engager sur la filière des légumineuses	ca12 - APABA - Agriculteurs (ex: Emmanuel JOURDAN)	agriculteurs/cuisine centrale	ANNEE 1 ANNEE 2 ANNEE 3	animation	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	6 000 €	1,50%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	améliorer la transformation	/	reparer les outils du territoire (transfo ARTISOU berger du larzac, GIE s'inspirer du modèle ? recenser les besoins du territoire (pinpanelle - maraichers - atelier FABA lodève - les fée conserves....) atelier de découpe de Camarès	CA12 - APABA - GROUPEMENTS PRODUCTEURS		ANNEE 1 ANNEE 2 ANNEE 3	animation PNR																																		
			participer à la reflexion "filière maraichère"	CCSTAFF - EPL la Cazotte + partenaires		ANNEE 1 ANNEE 2 ANNEE 3	animation PNR																																		
ECONOMIE ALIMENTAIRE	améliorer la logistique	1	former un groupe de travail pour travailler sur ce thème reprendre le stage de Victor pour trouver des pistes de travail (vélocut / ...) s'appuyer sur réseau de mag de producteurs ? Epicerie ?	GROUPE PROJET A CONSTITUER (les éleveurs du Rougier - ca12/ Apaba - la charrette - le dépanneur?? (véhicule frigorifique), le chayran ??)... Denis CABIRON (restau) APABA : travaille avec des producteurs...FAIRE DU LIEN	producteurs en circuits courts	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation PNR expérimentation	0 €			contrat spé 22/23			2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	4 000 €	1,00%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Plateforme départementale	1	participer au projet de plateforme départementale	PAT'S	producteurs - acheteurs	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	à définir	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	15 000 €	3,75%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	base de données		réflexion sur utilisation de cette base ?	CA12 - APABA	a définir	ANNEE 1	animation PNR																																

THEMATIQUE/LABEL	BIEN MANGER (préparer - consommer - revaloriser) OBJECTIFS	FICHE ACTION	ACTIONS - PISTES D'ACTIONS	PARTENAIRES	PUBLIC CIBLE	CALENDRIER	Type de dépenses	ANNEE 1 15/09/2024 au 15/09/2025	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	ANNEE 1 15/09/2024 au 15/09/2025	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	ANNEE 1 15/09/2024 au 15/09/2025	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	DEPENSES	% /DEP du PROJET	ANNEE 1 15/09/2024 au 15/09/2025	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	ANNEE 1 15/09/2024 au 15/09/2025	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Promouvoir les circuits courts - interconnaissance	5	rencontre de l'Appro'ximité : 1 grand évènement annuel	Ca12 / APABA / cci / cma / Région / Département	producteurs - consommateurs et élus	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	partenariat (13 000) prestation (2 000)	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	45 000 €	11,24%												
			rencontres locale de l'Appro'ximité : rencontre entre producteurs, cuisiniers et élus ateliers cuisine producteurs/cuisiniers et temps du repas avec les élus 2 rencontres par an	ca12 / APABA /	producteurs - consommateurs et élus	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	partenariat 500 euros X 3 jours X 2 presta	3 000 €	70%	2 100 €			900 €	3 000 €	70%	2 100 €			900 €	3 000 €	70%	2 100 €			900 €	9 000 €	2,25%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	encourager l'alimentation de qualité (BIO/SIQO)	1	volet animation : les filières du territoire - les 100 ans de Roquefort - travail sur les SIQO - les topoés d'ac		grand public -agriculteurs	ANNEE 1	prestation communication	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €												5 000 €	1,25%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Promouvoir l'alimentation du territoire	1	les 30 ans du Parc	A CONSTRUIRE A PARTIR DE SEP 2024 POUR REALISATION EN 2025 mise en avant des producteurs (marché ?) . Lien avec Cressetia (CM com)	grand public -agriculteurs	ANNEE 1	prestation communication -	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €												5 000 €	1,25%												
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Promouvoir l'alimentation du territoire	1	promouvoir les point de vente de produits locaux (magasin de producteur, épiceries...)	atelier ? Portes ouvertes ? en lien avec l'action inscrite "volet production"		ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	Partenariat prestation (com)	0 €						2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	4 000 €	1,00%												
RESTAURATION COLLECTIVE ENVIRONNEMENT (Lutte contre le gaspillage) + LIEN AVEC LE COT EDUCATION ALIMENTAIRE auprès des jeunes	Accompagner les collectivités dans la mise en œuvre de la loi Egalim la qualité alimentaire dans les assiettes	/	sensibilisation des élus et des cuisiniers à la Loi Egalim accompagnement (administratif - mise en relation avec partenaires - méthodo : ex lutte gaspillage, marché public...) porte-parole des dispositifs financiers de l'Etat	PNR Manon sur éco-circulaire Lucie sur santé			animation pnr																																		
			formation	cnfpt : programme de formation à construire (s'inspirer de la CCOAC) - Laetis ?			animation pnr																																		
			focus : la restauration des - de 3ans	engager la réflexion : Anne Laure COUPET CAF - ccas millau petite enfance			animation pnr																																		
		6	accompagnement technique/ méthodologique des prestataires	APABA	élus cusiniers "mangeurs"	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	partenariat (20 jours)	10 000 €	70%	7 000 €			3 000 €	7 500 €	70%	5 250 €			2 250 €	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	22 500 €	5,62%												
RESTAURATION COLLECTIVE EDUCATION ALIMENTAIRE auprès des jeunes NUTRITION ET SANTE ENVIRONNEMENT	EDUQUER SENSIBILISER FORMER	7	EDUCATION / SENSIBILISATION à une alimentation durable auprès de différents public FORMATION-ACTION des encadrants et animateurs (former les relais locaux - monter en compétences - outiller les	PARTENAIRES DE L'EDUCATION A L'ALIMENTATION DURABLE (ex : cpie, jardin du chayran, causse compost, APABA, arc en miel, l'abeille verte, chateau de Latour, snooz, ping-pong cowork, aporia culture...) PARTENAIRES INSTITUTIONNELS (caf, services petite enfance, école, centres de loisirs, Ehpad....)	moins de 3 ans restauration collective scolaire séniors grand public public précaire encadrants et animateurs	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation pnr PARTENARIAT 30 jours	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	45 000 €	11,24%												
		/	famille a biodiversité positive - thème alimentation - 2026	à construire avec laure (CM Biodiversité)		ANNEE 2	animation PNR																																
			participation festival ALIMENTERRE	cpie		ANNEE 2 ANNEE 3	animation PNR																																
			Projet alimentation et santé: Sherpa	4 jardins de Cocagne /4 CLS d'occitanie (Jardin Chayran et PNR Grands Causses)		ANNEE 2	animation PNR																																
JUSTICE SOCIALE	Mieux Manger pour Tous	8	Diagnostic Expérimentation appro en produits de qualités			ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3		0 €		0 €	MSA MMPT			10 000 €	70%	7 000 €			3 000 €	10 000 €	70%	7 000 €			3 000 €	20 000 €	4,99%												
NUTRITION SANTE → CLS	les gouters du Parc - les pique-niques du parc	1	réflexion autour des gouters du parc + quanti / santé (produit/emballage/marketing) qui seront	à construire avec Lucie (CM santé)		ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation pnr + mise en pratique	1 000 €	70%	700 €			300 €	500 €	70%	350 €			150 €	500 €	70%	350 €			150 €	2 000 €	0,50%												
ENVIRONNEMENT→ PCAET+ECONOMIE CIRUCULAIRE	lutter contre le gaspillage	/	action 5 - achat public durable action 9 -prevention et gestion biodechers action 18 - transition écologique (tourisme/restauration) action 25 - lutte contre le gaspillage alimentaire action 28 - développer le vrac action 35 - reemploi bouteilles / bocaux	oxo causse compost /cpie Manon (CM éco circulaire)		ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animationPNR animation PNR partenariat (volet animation PNR																																		
TOUTES LES THEMATIQUES		1	Animation			ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation au cout réel	53000	30%	15 900 €	leader	26 500 €	10 600 €	55500	30%	16 650 €	leader	27 750 €	11 100 €	58000	30%	17 400 €	leader	29 000 €	11 600 €	166500	41,58%												
																						27,51%				100,00%												
								148 480 €	49%	72 290 €		27 310 €	48 880 €	128 500 €	53%	67 750 €		27 750 €	33 000 €	123 500 €	51%	63 250 €		29 000 €	31 250 €	400 480 €	100,00%												
								148 480 €		21,99%				128 500 €		24,58%				123 500 €						400 480 €												

SUBV 3 ans	203 290 €
PROJET TOT	400 480 €
%	50,76%
montant de la subv	49 850 €
part de la subv	24,57%

A CO-CONSTRUIRE

A CO-CONSTRUIRE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_057-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-058 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Réponse à l'Appel à Candidatures « Soutien à la structuration des PAT de niveau 2 »

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

Depuis 2009 et son action « circuits courts alimentaires », le Parc naturel régional des Grands Causses agit pour une alimentation locale et durable.
Labélisée « Projet Alimentaire de Territoire » de niveau 1 par le Ministère de l'Agriculture en 2021, la stratégie alimentaire élaborée sous l'égide du Parc naturel régional des Grands Causses, en partenariat avec les acteurs territoriaux de l'alimentation valorise le Bien Produire localement et le Bien Manger Localement grâce au déploiement d'une cinquantaine d'actions au cours de 2 programmes opérationnels (PAT1 : 2019-2021 – PAT2 : 2021-2024).

Le territoire souhaite aujourd'hui poursuivre et renforcer les actions engagées dans le cadre du Projet Alimentaire de Territoire en proposant une réponse au nouvel appel à candidatures « Soutien à la structuration des PAT de niveau 2, dans le cadre des Fonds en faveur de la souveraineté et des transitions, Mesure 7.1 : Déploiement des projets alimentaires territoriaux. »

Cette réponse s'inscrit dans la continuité de la démarche engagée par le territoire, et s'articule autour des 3 mesures inscrites dans la Charte du PNR pour soutenir l'agriculture, à savoir :
- Une agriculture qui cultive la transition écologique
- Une stratégie foncière agricole intégrée et partagée
- Valoriser une alimentation saine et locale

Le PAT Grands Causses Lévézou se décline en un troisième programme d'actions portées par le PNR des Grands Causses et ses partenaires et s'articule autour de deux axes stratégiques principaux permettant d'accompagner la transition alimentaire du territoire de la production à la consommation :

- AXE stratégique 1 « BIEN PRODUIRE LOCALEMENT »
- AXE Stratégique 2 « BIEN CONSOMMER LOCALEMENT »
- AXE Transversal « ANIMER / SENSIBILISER/ VALORISER »

Plan de financement

Montant prévisionnel des dépenses totales : 400 480 €
Montant prévisionnel de la subvention PAT demandée : 203 290€ (50.76%)
Montant de co-financement leader sollicité : 83 250 €
Montant d'autofinancement global sur le projet : 113 940€

La maquette financière (détaillée par actions) est annexée à la présente délibération.

Le PNR des Grands Causses assure la coordination du projet et conventionnera avec les différents partenaires pour reverser la part de financement correspondante aux actions réalisées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_058-DE
Reçu le 23/10/2024

VOTE :	Pour : 10	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide la candidature du territoire à l'Appel à projet « soutien à la structuration des PAT de niveau 2 », approuve le plan d'action et son financement et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_058-DE
Reçu le 23/10/2024

THEMATIQUE/LABEL	BIEN PRODUIRE/BIEN VENDRE OBJECTIFS	FICHE ACTION	ACTIONS - PISTES D'ACTIONS	PARTENAIRES	PUBLIC CIBLE	CALENDRIER	Type de dépenses	BUDGET ANNUEL 15/09/2024 au	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	BUDGET ANNUEL 15/09/2024 au	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	BUDGET ANNUEL 15/09/2024 au	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	DEPENSES TOTALES	% /DEP TOALES
THEMATIQUE/LABEL	BIEN PRODUIRE (produire - transformer - distribuer) OBJECTIFS	FICHE ACTION	ACTIONS - PISTES D'ACTIONS	PARTENAIRES	PUBLIC CIBLE	CALENDRIER	Type de dépenses	ANNEE 1 15/09/2024 au	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	ANNEE 1 15/09/2024 au	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	ANNEE 1 15/09/2024 au	%	MONTANT SUBV DRAAF	COFINANCEURS	MONTANT COF	AUTOFI PARTENAIRES OU PARC	DEPENSES	% /DEP du PROJET
ENVIRONNEMENT	favoriser la transition agricole	1	farm lab : organiser des formations sur la transition agro écologique, des visites de fermes en transition	FARM LAB Salelles - rieucros ? Fermes à trouver - AVEM à associer, APABA expérience St-Affrique accompagnement de 3 fermes	agriculteurs	ANNEE 2 ANNEE 3	partenariat	0 €						2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	4 000 €	1,00%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	favoriser le renouvellement agricole	2	EXPERIMENTATION actions sur la transmission-reprise des exploitations agricoles sur 3 zones à enjeux forts du territoire de la CC du St-Affricain, Roquefort et 7 Vallons	CC STAFFR7v + PARTENAIRES DU FONCIER AGRICOLE	élus - cédants/personnes en recherche d'installation	ANNEE 1	PRESTATIONS - PORTAGE CC	11 480 €	44%	5 000 €			6 480 €	0 €						0 €						11 480 €	2,87%
		1	accompagner les collectivités à avoir un projet agricole (sensibilisation). Accompagner les élus dans l'appropriation de l'enjeu agricole - les aider à réfléchir sur leur projet agricole **EN AMONT** accompagner les porteurs de projets qui ont des projets	PARTENAIRES DU FONCIER AGRICOLE	élus - PP publics et privés	ANNEE 1 ANNEE 2 ANNEE 3	animation PNR partenariat	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	6 000 €	1,50%
		1	Des expériences réussies d'installation /de transmission (vidéos/témoignages/portrait/podcast (outils à définir) et présentation des acteurs qui accompagnent)	GROUPE PROJET A CONSTITUER (CA12 APABA ADDEAR TDL POINT INFO INSTALLATION + ESPACE TEST +plateforme passerelle paysanne + étudiants option cinéma Millau ? Vaxergues ? lien Roxanne podcast nouveaux arrivants)	cédants/personnes en recherche d'installation	ANNEE 2 ou 3	animation PNR prestation	0 €						5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	0 €						5 000 €	1,25%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Conforter l'Espace Test de la Combes	3	réflexion sur une gestion collective de l'équipement ? Proposer un accompagnement ADEFPAT	CCSTAFFR7V - La Cazotte - Pastoralia + tous les partenaires intéressés et pertinents		ANNEE1	animation PNR accompagnement ADEFPAT	2 700 €	70%	1 890 €		810 €		0 €						0 €						2 700 €	0,67%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	accompagner les points de ventes (épiceries) - les magasins de producteurs	1	les recenser - point communs ? Besoins ? (communication ? Compta ? Recherche de produits ? Organisation des bénévoles ? Gouvernance ?) Emergence d'un réseau - VOLET ANIMATION/VALORISATION = ROXANNE - LA COCOTTE QUI CHUCHOTTE animations ?	Roxanne /cci/cma/Adefpat ? + prestation pour compta/communication/...	points de vente en circuit courts	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation PNR prestation	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	6 000 €	1,50%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	encourager la diversification (agritourisme)	4	AQUI BA PLA : une association qui aide les agriculteurs à ouvrir les portes de leurs fermes aux visiteurs, à promouvoir les produits locaux et les circuits-courts.	A QUI BAPLA, OT CCMMR (laure), Sandrine Charnay (CM tourisme PNR) ca12	grand public -agriculteurs	ANNEE 1	animation/promotion/communication/ingénierie	16 300 €	25%	4 000 €	leader ??		12 300 €	0 €						0 €						16 300 €	4,07%
						ANNEE 1	investissement (toilettes sèches) POUR INFO	0 €			32 000 euros DIE ?		0 €	0 €						0 €						0 €	0,00%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	encourager la diversification	1	réflexion à engager sur la filière des légumineuses	ca12 - APABA - Agriculteurs (ex : Emmanuel JOURDAN)	agriculteurs/cuisine centrale	ANNEE 1 ANNEE 2 ANNEE 3	animation	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	6 000 €	1,50%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	améliorer la logistique	1	former un groupe de travail pour travailler sur ce thème reprendre le stage de Victor pour trouver des pistes de travail (vigicout / ...) s'appuyer sur réseau de mag de producteurs ? Epicerie ?	GROUPE PROJET A CONSTITUER (les éleveurs du Rougier -ca12/ Apaba - la charrette - le dépanneur?? (véhicule frigorifique), le chayran ??)... Denis CABIRON (restau) APABA : travaille avec des producteurs...FAIRE DU LIEN	producteurs en circuits courts	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation PNR expérimentation	0 €			contrat spé 22/23			2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	4 000 €	1,00%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Plateforme départementale	1	participer au projet de plateforme départementale	PAT'S	producteurs - acheteurs	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	à définir	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	15 000 €	3,75%
THEMATIQUE/LABEL	**BIEN MANGER (préparer - consommer - revaloriser) OBJECTIFS**		**ACTIONS - PISTES D'ACTIONS**	**PARTENAIRES**	**PUBLIC CIBLE**	**CALENDRIER**	**Type de dépenses**	**BUDGET ANNUEL 15/09/2024 au 15/09/2025**	**%**	**MONTANT SUBV DRAAF**	**COFINANCEURS**	**MONTANT COF**		**BUDGET ANNUEL 15/09/2024 au 15/09/2025**	**%**	**MONTANT SUBV DRAAF**	**COFINANCEURS**	**MONTANT COF**		**BUDGET ANNUEL 15/09/2024 au 15/09/2025**	**%**	**MONTANT SUBV DRAAF**	**COFINANCEURS**	**MONTANT COF**		**DEPENSES**	**% /DEP TOALES**
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Promouvoir les circuits courts - interconnaissance	5	rencontre de l'Appro'ximité : 1 grand évènement annuel	Ca12 / APABA / cci / cma / Région / Département	producteurs - consommateurs et élus	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	partenariat (13 000) prestation (2 000)	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	45 000 €	11,24%
			rencontres locale de l'Appro'ximité : rencontre entre producteurs, cuisiniers et élus ateliers cuisine producteurs/cuisiniers et temps du repas avec les élus 2 rencontres par an	ca12 / APABA /	producteurs - consommateurs et élus	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	partenariat 500 euros X 3 jours X 2 presta	3 000 €	70%	2 100 €			900 €	3 000 €	70%	2 100 €			900 €	3 000 €	70%	2 100 €			900 €	9 000 €	2,25%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	encourager l'alimentation de qualité (BIO/SIQO)	1	volet animation : les filières du territoire - les 100 ans de Roquefort - travail sur les SIQO - les toqués d'oc		grand public -agriculteurs	ANNEE 1	prestation communication	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €												5 000 €	1,25%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Promouvoir l'alimentation du territoire	1	les 30 ans du Parc	A CONSTRUIRE A PARTIR DE SEP 2024 POUR REALISATION EN 2025 mise en avant des producteurs (marché ?) Lien avec Corentin (CM com)	grand public -agriculteurs	ANNEE 1	prestation communication -	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €												5 000 €	1,25%
ECONOMIE ALIMENTAIRE	Promouvoir l'alimentation du territoire	1	promouvoir les point de vente de produits locaux (magasin de producteur, épiceries...)	atelier ? Portes ouvertes ? en lien avec l'action inscrite "volet production"		ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	Partenariat prestation (com)	0 €						2 000 €	70%	1 400 €			600 €	2 000 €	70%	1 400 €			600 €	4 000 €	1,00%
RESTAURATION COLLECTIVE ENVIRONNEMENT (Lutte contre le gaspillage)→ LIEN AVEC LE COT	Accompagner les collectivités dans la mise en œuvre de la loi Egalim la qualité alimentaire dans les assiettes	6	accompagnement technique/ méthodologique des prestataires	APABA	élus cusiniers "mangeurs"	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	partenariat (20 jours)	10 000 €	70%	7 000 €			3 000 €	7 500 €	70%	5 250 €			2 250 €	5 000 €	70%	3 500 €			1 500 €	22 500 €	5,62%
RESTAURATION COLLECTIVE EDUCATION ALIMENTAIRE auprès des jeunes NUTRITION ET SANTE ENVIRONNEMENT	EDUQUER SENSIBILISER FORMER	7	EDUCATION / SENSIBILISATION à une alimentation durable auprès de différents public FORMATION-ACTION des encadrants et animateurs (former les relais locaux - monter en compétences - outiller les encadrants/transmission)	PARTENAIRES DE L'EDUCATION A L'ALIMENTATION DURABLE (ex : cpie, jardin du chayran, causse compost, APABA, arc en miel, l'abeille verte, chateau de Latour, snooz, ping-pong cowork, aporia culture...) PARTENAIRES INSTITUTIONNELS (caf, services petite enfance, école, centres de loisirs, Ehpad....)	moins de 3 ans restauration collective scolaire séniors grand public public précaire encadrants et animateurs	ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation pnr PARTENARIAT 30 jours	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	15 000 €	70%	10 500 €			4 500 €	45 000 €	11,24%
JUSTICE SOCIALE	Mieux Manger pour Tous	8	Diagnostic Expérimentation appro en produits de qualités pour les plus précaires journée de l'alimentation de qualité pour tous			ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3		0 €		0 €	MSA MMPT			10 000 €	70%	7 000 €			3 000 €	10 000 €	70%	7 000 €			3 000 €	20 000 €	4,99%
NUTRITION SANTE → CLS	les gouters du Parc - les piqueniques du parc	1	Réflexion autour des gouters du parc = qualité / santé (produit/emballage/marketing) qui seront déclinés au sein de la structure lors d'animations et, pourquoi pas, à l'extérieur (cahier des charges libre de droit ?)	à construire avec Lucie (CM santé)		ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation pnr + mise en pratique	1 000 €	70%	700 €			300 €	500 €	70%	350 €			150 €	500 €	70%	350 €			150 €	2 000 €	0,50%
THEMATIQUES		1	Animation			ANNEE1 ANNEE2 ANNEE3	animation au cout réel	53000	30%	15 900 €	leader	26 500 €	10 600 €	55500	30%	16 650 €	leader	27 750 €	11 100 €	58000	30%	17 400 €	leader	29 000 €	11 600 €	166500	41,58%
																						27,51%					100,00%
								148 480 €	49%	72 290 €		27 310 €	48 880 €	128 500 €	53%	67 750 €		27 750 €	33 000 €	123 500 €	51%	63 250 €		29 000 €	31 250 €	400 480 €	400 480 €
								148 480 €		*21,99%*				128 500 €		*24,58%*				123 500 €						400 480 €	

SUBV 3 ans	**203 290 €**
PROJET TOT	**400 480 €**
%	**50,76%**
montant de la subv	49 950 €
part de la subv	24,57%

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_058-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-059 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Animation de la stratégie LEADER 2023-2024

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Le 24 avril 2024, le Conseil Régional d'Occitanie, autorité de gestion des fonds européens (FEADER) par voie de convention, a officiellement notifié le Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses de la sélection du GAL Grands Causses Lévézou lui attribuant une enveloppe FEADER d'un montant de 3 138 479.00 € pour la durée de programmation **2023-2027.**

Afin de pourvoir aux moyens du Groupe d'Action Locale pour son travail d'ingénierie, d'animation et de gestion au profit des porteurs de projet dans l'accompagnement de leur demande de subvention, le cadre réglementaire offre la possibilité via la fiche action **« animation de la stratégie** LEADER **»,** de mobiliser une enveloppe pour l'année 2023-2024.

COÛT ET PLAN DE FINANCEMENT 2023-2024

- **Coût :**	
Prestations externes (HT)	391.73 €
Dépenses de personnels et frais liés	98 991.20 €
TOTAL	**99 382.93 €**
- **Plan de financement :**	
Europe / Programme LEADER (64%)	63 605.07 €
Parc naturel régional des Grands Causses (36 %)	35 777.86 €
TOTAL	**99 382.93 €**

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_059-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n° 2024-060 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Animation de la Stratégie LEADER 2025

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

Le Président rappelle à l'assemblée que le Groupe d'Action Locale (GAL) Grands Causses – Lévézou assure l'animation du programme Leader 2023-2027.

Pour ce faire, le Parc des Grands Causses mobilise son équipe (1.5 ETP) pour :

- accompagner les porteurs de projet à chaque étape de l'avancée de leur projet (élaboration du projet, recherche de financements, montage des demandes de subventions...) ;
- assurer la gestion financière du programme ;
- communiquer sur le programme ;
- animer les comités de programmation et comités techniques ;
- etc....

Coût et plan de financement 2025

- **Coût :**	
Prestations externes (HT)	1 023.11 €
Dépenses de personnels et frais liés	89 092.08 €
TOTAL	**90 115.19 €**
- **Plan de financement :**	
Europe / Programme LEADER (64%)	57 673.72 €
Parc naturel régional des Grands Causses (36 %)	32 441.47 €
TOTAL	**90 115.19 €**

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette action et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_060-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-061 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Animation territoriale du Contrat Local de santé (CLS)

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Le Syndicat Mixte du Pnr des Grands Causses porte un Contrat Local de Santé en co-pilotage avec l'Agence Régionale de Santé avec le recrutement en avril 2022 de la chargée de Mission Santé, coordinatrice du dispositif. Le Contrat Local de Santé, signé le 1er janvier 2024 établit un programme d'actions engagé pour 5 ans.

La santé est intégrée dans une approche globale au sens de la définition de l'Organisation Mondiale de la Santé « bien être physique social et mental, et pas seulement l'absence de maladie ou infirmité ». L'objectif est de réduire les inégalités sociales, territoriales et environnementales de santé en territorialisant l'action publique de santé pour répondre aux besoins locaux en matière de prévention et promotion santé.

La mise en œuvre du CLS nécessite une fonction d'animation locale assurée par la coordonnatrice du CLS du PNR Grands Causses, qui accompagne les territoires, partenaires et citoyens dans l'articulation des dispositifs de santé et le déploiement d'actions de prévention et de promotion de la santé, qui répondent aux problématiques identifiées dans le cadre du diagnostic local de santé. La mission permet de faciliter l'interconnaissance des partenaires sociaux, médico sociaux et de santé en fédérant un réseau d'acteurs autour des projets mis en œuvre et de communiquer auprès du grand public.

La déclinaison du plan d'actions est réalisée autour de quatre axes :

- Accès aux soins et mobilité
- Santé et environnement
- Santé mentale
- Promotion santé et prévention

Le CLS va déployer notamment sur 2024-2026 des actions de prévention sur les thématiques du sport santé, de l'accompagnement aux aidants et de la formation en santé mentale. L'animation permettra de consolider le réseau des acteurs qui mettent en œuvre des actions santé sur le territoire avec les citoyens, élus, techniciens, professionnels et acteurs de la société civile au travers de rencontres, d'expertises et d'une communication dédiée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_061-DE
Reçu le 23/10/2024

COÛT ET PLAN DE FINANCEMENT – année 2024 à 2026

- **Coût :**
  Prestations extérieures ..... 44 539.00 €
  Frais salariaux ..... 154 464.84 €
  TOTAL ..... 199 003.84 €

- **Plan de financement :**
  ARS ..... 90 000.00 €
  Europe / Programme LEADER 2023-2027 ..... 69 203.08 €
  Parc naturel régional des Grands Causses ..... 39 800.76 €
  TOTAL ..... 199 003.84 €

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_061-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-062 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Contrat Local de santé – Charte du Comité citoyen de santé

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Dans le cadre de la gouvernance du Contrat Local de Santé le Parc des Grands Causses a mis en place un Comité Citoyen de Santé en 2023.

Le Comité Citoyen de Santé (CCS) a pour objectif d'émettre un avis et des propositions sur les actions du Contrat Local de Santé (CLS) porté par le Parc Naturel Régional des Grands Causses (PNRGC).

L'avis des citoyen.ne.s est complémentaire à la vision des élu.es et des professionnels de santé et permet de donner un autre regard, celui de l'usager.e, de l'habitant.e, du bénéficiaire.
Cet avis est soumis aux élu.e.s du Parc Naturel Régional des Grands Causses et présenté aux partenaires lors de l'assemblée plénière annuelle. Il peut faire évoluer et/ou enrichir le contenu du CLS tenant compte des préconisations.

Constitué par tirage au sort, ce Comité Citoyen est une première en France. C'est une démarche innovante qui est expérimentée sur le PNRGC. Les citoyen.ne.s sont tiré.e.s au sort sur la base des listes électorales, au prorata de la population des Communautés de communes du PNRGC
Le CCS est renouvelé chaque année pour permettre la participation la plus large possible et pour conserver le « regard neuf » de l'usager-citoyen. Pour les mêmes raisons, les élus, conjoints d'élus et professionnels de santé ne peuvent pas participer au conseil citoyen du fait qu'ils ont la possibilité de participer au Contrat local de santé au travers des instances habituelles. Ainsi, le comité permet à des citoyens qui ne sont intégrées dans aucune des autres instances du CLS de donner leur avis.

Lorsqu'un.e citoyen.ne confirme sa participation, il / elle s'engage sur l'ensemble du cycle de travail. C'est-à-dire qu'il s'engage à être présent.e à 3 séances de travail de 3 heures, réparties sur 4 mois, les jeudis soir, de 18h à 21h.

Afin de formaliser cet engagement mais aussi les objectifs et le positionnement de ce comité citoyen dans la gouvernance du contrat local de santé, une charte rappelant ses éléments a été réalisée (annexe 1) et est soumise à la validation du Bureau Syndical.
Elle sera co-signée par chacun.e des citoyen.nes et le-a Vice-Président.e en charge du suivi du pilotage Contrat Local de Santé.

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

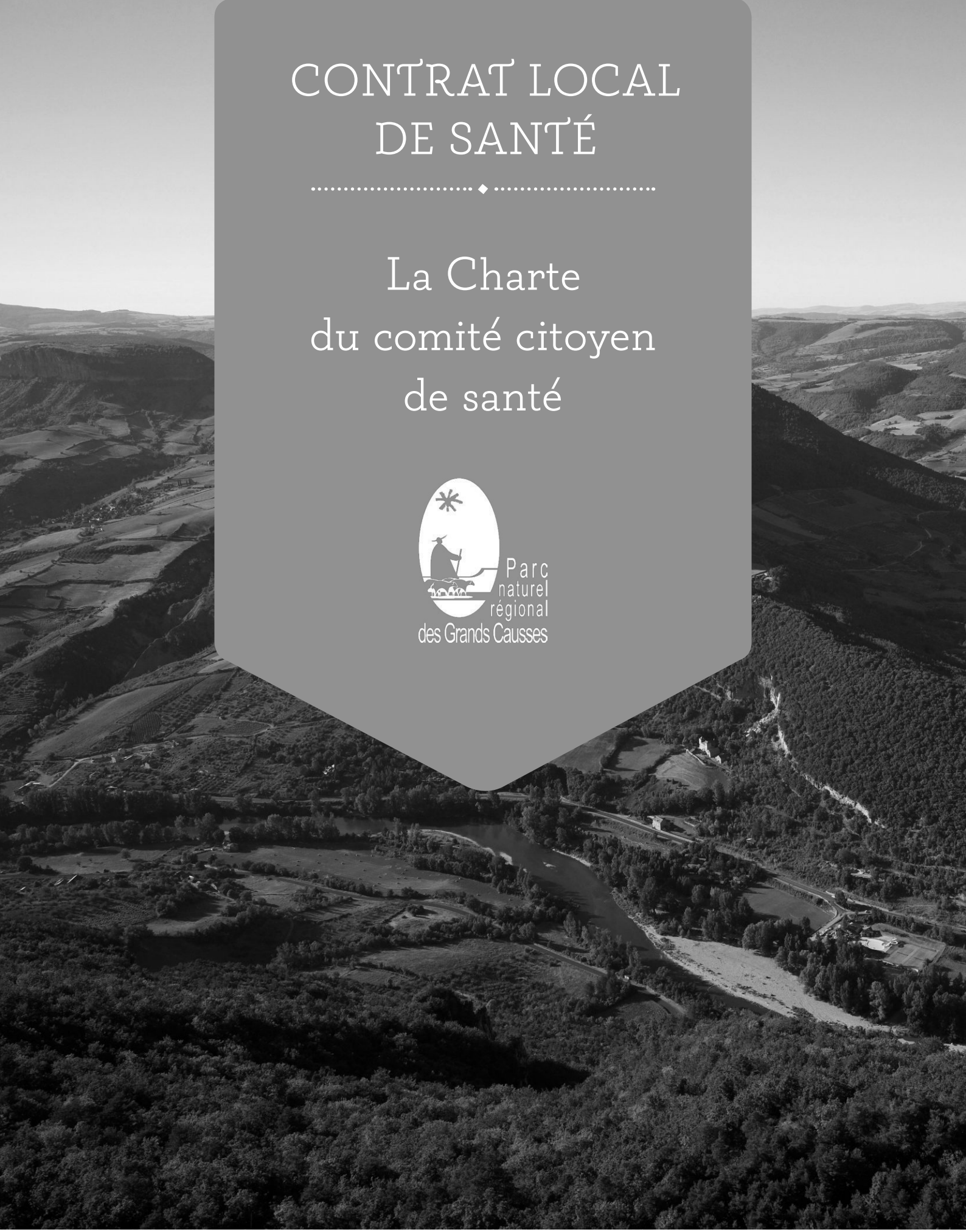
Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_062-DE
Reçu le 23/10/2024

CONTRAT LOCAL DE SANTÉ

La Charte du comité citoyen de santé



Parc naturel régional des Grands Causses

contrat local de santé OCCITANIE SANTÉ

ars Occitanie

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_062-DE
Reçu le 23/10/2024

L'EUROPE S'ENGAGE L'OCCITANIE AGIT
UNION EUROPÉENNE
La Région Occitanie Pyrénées · Méditerranée

Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

CHARTE DU COMITE CITOYEN DE SANTE

Mise à jour 10/10/24

Pourquoi un comité citoyen ?

Le Comité Citoyen de Santé (CCS) a pour objectif d'émettre un avis et des propositions sur les actions du Contrat Local de Santé (CLS) porté par le Parc Naturel Régional des Grands Causses (PNRGC).

Le Contrat Local de Santé est co-piloté par l'Agence Régionale de Santé et les élu.e.s locaux.ales. Il est co-construit par le Parc Naturel Régional des Grands Causses avec les partenaires institutionnels et associatifs du territoire, qu'il s'agisse d'acteurs de la santé (sanitaire et médico-sociaux), sociaux ou environnementaux.

Le CLS définit une politique locale de santé, il aborde pour cela la santé au sens de la définition de l'OMS, à savoir : *« La santé est un état de complet bien-être, physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».*

L'avis des citoyen.ne.s est complémentaire à la vision des élus et des professionnels de santé et permet de donner un autre regard, celui de l'usager.e, de l'habitant.e, du bénéficiaire.

Cet avis est soumis aux élu.e.s du Parc Naturel Régional des Grands Causses et présenté aux partenaires lors de l'assemblée plénière annuelle. Il peut faire évoluer et/ou enrichir le contenu du CLS tenant compte des préconisations.

Constitué par tirage au sort, ce Comité Citoyen est une première en France. C'est une démarche innovante qui est expérimentée chez nous.

Avec qui ?

L'instance « Comité Citoyen Santé » est pérenne mais sa composition est renouvelée chaque année.

Les citoyen.ne.s sont tiré.e.s au sort sur la base des listes électorales, au prorata de la population des Communautés de communes du PNRGC pour une bonne représentativité géographique. Les communes centres (Millau, Saint-Affrique et Sévérac d'Aveyron) disposent de la moitié des sièges de leur Communauté de communes pour plus d'équité. La répartition est proposée comme suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_062-DE
Reçu le 23/10/2024

Communauté de Communes	Population	Nombre d'habitants tirés au sort	Pour moitié, habitants de la ville centre
CC des Causses à l'Aubrac	6 076	3,00	Séverac d'Aveyron
CC Larzac et Vallées	6 461	3,00	
CC Lévézou-Pareloup	1 816	1,00	
CC Millau Grands Causses	30 271	14,00	Millau
CC Monts Rance et Rougier	6 493	3,00	
CC Muse et Raspes du Tarn	5 618	3,00	
CC du Réquistanais	446	1,00	
CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons	14 410	7,00	Saint Affrique
Total général	71 591	35,00	

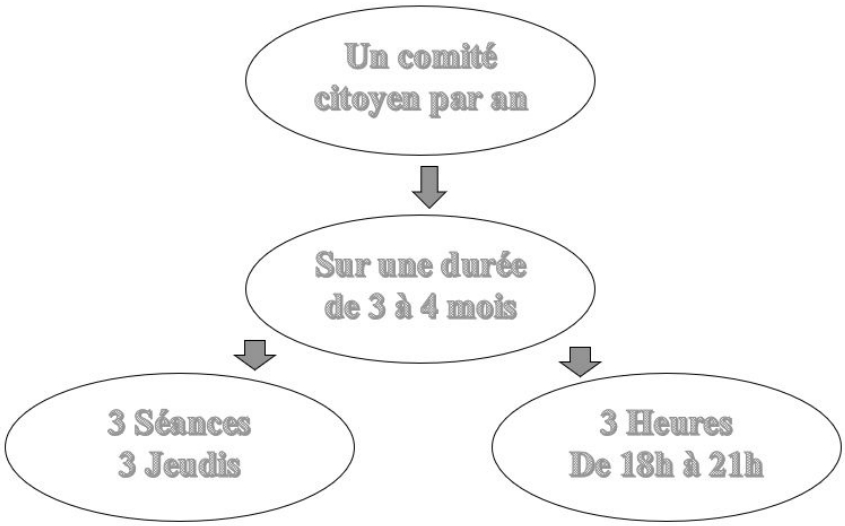
Le CCS est renouvelé chaque année pour permettre la participation la plus large possible et pour conserver le « regard neuf » de l'usager-citoyen.

Pour les mêmes raisons, les élus, conjoints d'élus et professionnels de santé ne peuvent pas participer au conseil citoyen car ils peuvent participer au Contrat local de santé au travers des instances habituelles. Le conseil citoyen a pour objectif d'écouter ceux qui ne participeraient pas par ailleurs.

Comment ?

Engagement : Lorsqu'un.e citoyen.ne confirme sa participation, il / elle s'engage sur l'ensemble du cycle de travail. C'est-à-dire qu'il s'engage à être présent.e à 3 séances de travail de 3 heures, réparties sur 4 mois, les jeudis soir, de 18h à 21h dans les locaux du PNR à Millau ou à St Affrique.
Le respect de cet engagement est très important pour la qualité du travail comme pour la dynamique collective.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_062-DE
Reçu le 23/10/2024



L'animateur.ice : La fonction d'animation du CCS est assurée par le / la chargé.e de mission Santé du PNRGC. Il / elle maîtrise le sujet de la politique de santé sur le territoire et permet la mise en œuvre du plan d'action dans le cadre du CLS.
L'animateur.ice est le principal interlocuteur des citoyens En revanche, l'animatrice ne peut pas solutionner des problèmes personnels y compris sur des questions de santé.

La communication sera prioritairement faite par mail mais, si besoin, les éléments (convocation, compte-rendu, documents) pourront également être transmis par papier, sur demande.

Elu.e : Le Comité Citoyen Santé est une action de démocratie participative, reflet d'une volonté politique. L'élu.e en charge du Contrat Local de Santé peut être présent.e pour accompagner tout ou partie des réunions de travail.
La Direction Générale du PNR pourra également être présente.

Éthique de fonctionnement : Le Comité Citoyen Santé a pour principe de respecter la liberté d'expression mais il s'interdit d'avoir des propos à caractère raciste, xénophobe, sexiste, injurieux ou diffamatoire.

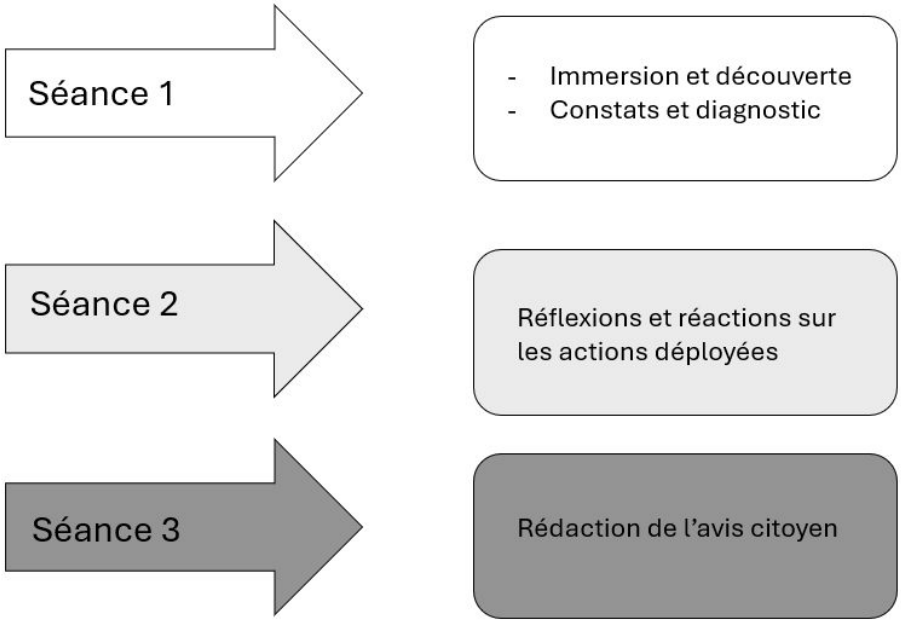
Il s'interdit également de mettre en place des actions de propagande ou de prosélytisme (politique, religieux, commercial, ...).

Confidentialité : Les propos retenus ne seront pas nominatifs mais bien identifiés au CCS dans son ensemble. Par ailleurs, les participant.e.s s'engagent à respecter une confidentialité de bon sens sur les éléments interpersonnels échangés.
Le non-respect de ces règles peut conduire à l'exclusion.

Quoi ?

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_062-DE
Reçu le 23/10/2024

C’est le programme d’action du Contrat Local de Santé, construit par les partenaires et validé par les élus du Parc des Grands Causses qui est soumis à l’avis des citoyens.



Séance 1 : C’est une séance de découverte et d’appropriation du sujet. Plus informative, elle permet de comprendre le cadre d’intervention et les attentes liés à cette participation citoyenne.

Elle comprend :

- La découverte du **Parc Naturel Régional des Grands causses, du Contrat Local de Santé, u**ne présentation du **Comité Citoyen de Santé** et la signature de la présente charte
- Un premier travail de réflexion sur le **diagnostic territorial de santé**

Séance 2 : c’est une séance de travail sur le les actions du contrat local de santé : présentation et avis des participants.

Séance 3 : Cette séance est dédiée à la synthèse, la rédaction de l’avis et la préparation de la présentation de l’avis.

Présentation de l’avis citoyen en Comité Syndical ou Bureau Syndical du PNRGC

Le comité citoyen sera également amené, dans le cadre de l’élaboration de son avis, à présenter les apports et les difficultés de cette démarche participative.

En favorisant et en valorisant l’implication citoyenne dans l’action publique, mais aussi dans un souci d’amélioration continue de la démarche participative, il conviendra de questionner régulièrement la présente charte pour l’enrichir et l’adapter au fil du temps.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_062-DE
Reçu le 23/10/2024

Le citoyen/La citoyenne
Nom, prénom, date :

.....
.....

Signature :

La vice-présidente

Emmanuelle Gazel

Signature :

Le/la citoyen(ne)

(Nom, prénom, date

.....

Prévoir annexe : liste des sigles utilisés : PNRGC, CLS, CCS, ARS, URPS, CPTS, ...

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_062-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-063 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Evolution des guichets Rénov Occitanie en guichet France Rénov avec la signature d'un Pacte territorial avec l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) pour l'année 2025

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants ;

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat.

Contexte

Depuis janvier 2021 et le gain d'un Appel à manifestation d'intérêt lancé par la Région Occitanie du Service Public Intégré de la Rénovation Energétique (SPIRE), le PNR de l'Aubrac et le PNR des grands Causses ont mis en place un guichet unique commun sur leurs territoires. Il permet d'accompagner les ménages dans leurs projets, du conseil à la réalisation des travaux, et de mobiliser les professionnels du secteur. Ce service, composé de 3 conseillers en rénovation énergétique à temps plein, apporte un service technique de proximité auprès des habitants du territoire en réalisant les audits en régie (le service est agréé RGE), en accompagnant les professionnels de la rénovation avec l'organisation d'apéro réno et en accompagnement les syndics de copropriétés dans leur projet de rénovation énergétique.
Et C'est la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience » qui a posé les fondements d'un Service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) pour la fusion de systèmes déjà existants que sont les guichets France Rénov, les Programme d'Intérêts Généraux (PIG) et les Opération Programmés d'Amélioration de l'habitat (OPAH).

Cette refonte s'opère en 3 temps :

- Temps 1 en 2024 avec la création de Mon Accompagnateur Rénov (MAR) qui ouvre au champ concurrentiel l'accompagnement personnalisé des particuliers depuis l'audit jusqu'à la réception des travaux
- Temps 2 en 2025 avec une phase dérogatoire permettant aux guichets France rénov existants de signer le Pacte territorial avec l'Anah
- Temps 3 : à partir du 1 janvier 2026 où seules les EPCI ou les départements pourront être signataires de ces pactes territoriaux avec l'ANAH

En 2024, le guichet unique Rénov Occitanie des PNR de l'Aubrac et des Grand Causses a obtenu l'agrément MAR afin de poursuivre ses missions d'accompagnement avec la réalisation des audits, l'accompagnement pour le montage des dossiers de subventions et l'aide au particulier sur la phase chantier et réception de travaux.

Ce service a pu montrer toute son efficacité en répondant à la demande des nombreux usagers (1428 conseils et renseignements personnalisés auprès des particuliers, 146 audits énergétiques sur le volet MAR) et s'appuyant sur la proximité (130 permanences itinérantes délocalisées).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Objectif

Pour l'année 2025, l'Anah départementale de l'Aveyron a proposé aux guichets France Rénov existants de signer un pacte dérogatoire pour assurer la continuité du service, articulé autour de 2 volets obligatoires :

- Un volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

Il a pour objectif la mise en place d'actions visant à la mobilisation des ménages, et notamment des publics prioritaires, et des professionnels en amont des projets de rénovation de l'habitat (rénovation énergétique, prévention de la perte d'autonomie, lutte contre l'habitat indigne, copropriétés non dégradées...). Le cas échéant, ce volet devra s'articuler avec d'autres programmes ou actions de mobilisation des publics (OPAH-RU, OPAH-CD, programmes CEE spécifiques, etc.).

Le guichet Rénov 'Occitanie des PNRs de l'Aubrac et des Grand Causses rempli en partie cette mission notamment la mobilisation des ménages et des professionnels

- Un volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages (ECFR')

Ce volet est obligatoire au sein du PIG PT-FR'. Il aura pour objectif la mise en place d'actions visant l'information, au conseil des ménages sur toutes les thématiques de l'amélioration de l'habitat (rénovation énergétique, travaux d'adaptation, sobriété énergétique, lutte contre l'habitat indigne, copropriétés non dégradées, rénovation des logements locatifs), au travers de missions d'information et de missions de conseils personnalisés

Le guichet Rénov 'Occitanie des PNRs de l'Aubrac et des Grand Causses rempli totalement cette mission notamment la mobilisation des ménages et des professionnels

Il est à noter, que sur le département de la Lozère, le pacte territorial sera porté dès le 1 janvier 2025 par le Conseil Départemental. De ce fait, le guichet France Rénov des PNR Aubrac et Grands Causses ne concernera que le territoire aveyronnais

Au regard de ces éléments, le Président propose au bureau syndical que le PNR des Grands Causses se porte candidat à la poursuite du service France Rénov sur son territoire et s'engage à signer un pacte territorial avec l'Anah pour l'année civile 2025. Ceci avec la même gouvernance et les mêmes moyens humains que précédemment en commun accord avec le PNR de l'Aubrac.
Cette année 2025 sera transitoire et permettra aux différents acteurs du territoire : EPCI, Département, PNR et services de l'état, de construire la continuité et l'organisation du service pour 2026.

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cet engagement de signature d'un pacte territorial avec l'Anh pour l'année 2025 et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence nationale de l'habitat
Anah

Annexe à la délibération n° 2024-06 : clauses-types des conventions de Pacte territorial - France Rénov' (PIG)

LOGOS DES PARTENAIRES + DENOMINATION

Convention de Pacte territorial - France Rénov' (PIG)

Nom de l'opération

Période

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

La présente convention est établie :

a) Hors délégation de compétences

Entre [/ l'EPCI / le Conseil Départemental] de [...], maître d'ouvrage de l'opération programmée, représenté par [nom et fonction (adjoint, président, vice-président)]

l'État, représenté par M. le préfet du département de [...], [nom],

et l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par [nom], [fonction du signataire habilité : délégué local de l'Anah dans le département ou son adjoint], agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »

[et éventuellement : autres instances signataires (autres collectivités, partenaires financiers...)]

b) En délégation de compétences

Entre [l'EPCI / le Conseil Départemental] de [...], maître d'ouvrage de l'opération programmée, représenté par [nom et fonction (président, vice-président)]

l'État, représenté en application de la convention de délégation de compétence par [nom], [fonction du signataire : Président, Vice-Président] [de l'EPCI ... / du Conseil Départemental ...],

et l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée en application de la convention de délégation de compétence par [nom], [fonction du signataire : Président, Vice-Président] [de l'EPCI ... / du Conseil Départemental ...], et dénommée ci-après « Anah»

[et éventuellement : autres instances signataires (autres collectivités, partenaires financiers...)]

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), adopté par ..., le ...,

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH), adopté par ..., le ...,

Vu le Programme Départemental de l'Habitat (PDH), adopté par ..., le ...,

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), adopté par..., le ...

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Vu la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat conclue entre l'Anah, l'Etat et le Conseil Régional de... le ...

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du ..., autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de ..., en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du ...

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du ...

Il a été exposé ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Table des matières

Préambule 5
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application 6
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux 6
1.1. Dénomination de l'opération 6
1.2. Périmètre et champs d'intervention 6
Chapitre II – Enjeux de la convention de PIG PT-FR' 7
Article 2 – Enjeux du territoire 7
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention PIG PT-FR' 7
Article 3 – Volets d'action 8
3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels 8
3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages (ECFR') 10
3.3. Volet relatif à l'accompagnement des ménages 11
Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention 12
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires. 14
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération 14
5.1. Règles d'application 14
5.2. Montants prévisionnels 15
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation 16
Article 6 – Conduite de l'opération 16
6.1. Pilotage de l'opération 16
6.1.1. Mission du maître d'ouvrage 16
6.1.2. Instances de pilotage 16
6.2. Mise en œuvre opérationnelle 16
6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires 16
6.3. Évaluation et suivi des actions engagées 17
6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs 17
6.3.2. Bilans et évaluation finale 17
Chapitre VI – Communication. 18
Article 7 - Communication 18
Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation. 19
Article 8 - Durée de la convention 19
Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention 19
Article 10 – Transmission de la convention 20

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Préambule

La convention de PIG pacte territorial France Rénov' (PT-FR') comprendra impérativement un préambule justifiant la stratégie d'intervention retenue, objet de la convention. Les choix réalisés par la collectivité territoriale pour chaque volet de missions (dynamique territoriale, information-conseil-orientation, accompagnement) sera défini sur la base de l'étude pré-opérationnelle ou, le cas échéant, sur la base de bilans d'actions antérieures.

Le préambule devra être synthétique et pourra s'articuler autour de deux axes.

Dans un premier temps, la collectivité (EPCI, Conseil Départemental) mettant en place le programme ou l'opération, devra ***présenter de manière succincte son territoire et ses enjeux****, le cas échéant les sites lauréats d'un* ***programme national*** *(Plan Initiative Copropriété, Action cœur de Ville et Petites Villes de Demain, Plan Logement Vacants, Programmes CEE spécifiques, etc.), mais également le* ***contexte socio-géographique*** *ainsi que* ***les espaces conseil France Renov'*** *présents sur son territoire.*

Dans un second temps, elle devra à partir des éléments contenus dans ***l'étude pré-opérationnelle****, les* ***études préalables*** *(PLH, diagnostic habitat, ...) ou les* ***diagnostics*** *issus de l'élaboration du plan local d'urbanisme, de son Plan Climat Air Energie ou du projet de développement local :*
- identifier les problèmes et les obstacles à surmonter ;
- rappeler la politique territoriale menée par la collectivité en matière d'habitat et de rénovation, ainsi que les objectifs contenus dans le PDH ou PLH et dans le PCAET. Un bilan des éventuelles opérations mises en place précédemment (types de programmes, périmètre d'intervention, aboutissements et résultats) sera effectué ;
- exposer la stratégie d'intervention retenue : une convention de PIG pacte territorial France Rénov' avec ou sans missions d'accompagnement, éventuellement complété d'opérations programmées spécifiques (OPAH-Renouvellement urbain (OPAH-RU), OPAH Copropriétés Dégradées (OPAH-CD), Plans de sauvegarde...) ainsi que d'éventuelles articulations avec d'autres dispositifs territoriaux (notamment, Plan Initiative Copropriété, Action cœur de Ville, Petites Villes de Demain, Opération de Revitalisation Territoriale, programmes CEE spécifiques) ;
- mettre en lumière les principales conclusions de l'étude pré-opérationnelle le cas échéant notamment sur les questions relatives au parc de logements et aux caractéristiques d'occupation.

À l'issue de ce constat il a été convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application

Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

1.1. Dénomination de l'opération

La [l'EPCI / le Conseil Département] de ..., l'État et l'Anah décident de réaliser le programme d'intérêt général Pacte territorial France Rénov' de ....

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention se définit comme suit :

Les champs d'intervention sont les suivants :

Le périmètre d'intervention doit être défini précisément. En effet, le champ d'application territorial doit être suffisamment clair pour ne pas laisser d'ambiguïté sur la couverture territoriale et les publics couverts par les différentes missions du présent PIG.
Le territoire de déploiement du PIG PT-FR' est de préférence un périmètre intercommunal ou à défaut un périmètre départemental.
La liste des EPCI et communes couvertes par le présent programme devra être détaillée dans le présent article (le cas échéant en annexe).
Une liste des différents guichets (pouvant être intégrée en annexe de la présente convention) et assistants à maîtrise d'ouvrage intervenants sur les volets de missions détaillés au 3.1, 3.2 et 3.3 devra être fournie par le maître d'ouvrage, précisant :
- la structure en charge de la mise en œuvre ;
- la mission (dynamique territoriale, information-conseil-orientation, accompagnement) ;
- la typologie de public concerné (tous publics, niveau de revenus, lutte contre l'habitat indigne, autonomie,...) ;
- la zone géographique concernée par la structure (ou zone de chalandise).

Dans le cas où le maître d'ouvrage n'est pas en capacité de fournir ces informations à la signature de la convention (notamment si des marchés publics ou des conventions de partenariat doivent être mis en œuvre à la suite de sa signature) ou en cas d'évolution en cours de convention, ces informations devront être fournies pour permettre le référencement des structures.

Une carte précisant à la fois la situation et les informations relatives aux guichets peut également être fournie.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Chapitre II – Enjeux de la convention de PIG PT-FR'

Article 2 – Enjeux du territoire

Les enjeux exposés dans l'article 2 devront identifier les apports de la convention de PIG PT-FR' au territoire et à ses habitants. L'objectif de cet article est de mettre en avant les principaux enjeux relevés sur le territoire et les orientations stratégiques portées en matière de repérage et de mobilisation des publics ainsi que d'amélioration de l'habitat (en matière de rénovation énergétique, de prévention de la perte d'autonomie et de lutte contre l'habitat indigne) dans le périmètre concerné par la présente convention. Ces enjeux devront être en cohérence avec les objectifs que s'est fixé la collectivité dans le cadre de ses plans stratégiques (PDH, PLH, PCAET...).

Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention PIG PT-FR'

Ces objectifs constituent la feuille de route de la collectivité maître d'ouvrage et des signataires de la convention de PIG PT-FR'.
Les principaux objectifs du programme seront présentés dans ce paragraphe puis déclinés en une présentation des modalités d'intervention par volet d'action. Ces objectifs et modalités devront s'appuyer sur le guide des missions élaboré par l'Anah. Les volets d'action sont les suivants :
- Dynamique territoriale (mobilisation des ménages et des professionnels, mobilisation de publics spécifiques : précarité énergétique, LHI, autonomie, copropriétés non-dégradées...)
- Information, Conseil et orientation des ménages quels que soient leurs revenus
- Accompagnement des ménages quels que soient leurs revenus (facultatif)
- Articulation, le cas échéant, avec des dispositifs d'intervention spécifique (OPAH RU, OPAH CD, PDS)

Dans l'expression de ces objectifs, le maître d'ouvrage s'attachera à détailler les orientations prises afin :
- d'améliorer le parcours des usagers au sein du service, en mettant en avant les articulations entre acteurs et les actions mises en œuvre pour assurer la prise en charge des ménages tout au long de leur parcours
- de permettre la visibilité et la lisibilité de l'offre de service en lien avec France Rénov' et sa déclinaison locale
- d'assurer une universalité (tous publics, toutes thématiques de l'amélioration de l'habitat) du service en matière d'information, de conseil et, le cas échéant d'accompagnement, avec notamment une couverture de l'ensemble du territoire concerné par la présente convention à même de garantir l'égal accès au service
- d'assurer une couverture territoriale complète permettant de proposer un point de contact physique périodique dans chaque EPCI (en cohérence avec l'objectif gouvernemental d'atteindre en cible un guichet par EPCI).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Article 3 – Volets d'action

La convention décrit de manière détaillée le programme d'actions constitutif du projet, à l'intérieur de volets d'interventions. Ces derniers sont ici présentés indépendamment les uns des autres. Certains volets sont obligatoires.
Chaque volet devra mettre en évidence la pertinence opérationnelle du programme.

3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

3.1.1 Descriptif du dispositif

Ce volet est obligatoire au sein du PIG PT-FR'. Il aura pour objectif la mise en place d'actions visant à la mobilisation des ménages et des professionnels en amont des projets de rénovation de l'habitat (rénovation énergétique, prévention de la perte d'autonomie, lutte contre l'habitat indigne, copropriétés non dégradées...). Le cas échéant, ce volet devra s'articuler avec d'autres programmes ou actions de mobilisation des publics (OPAH-RU, OPAH-CD, programmes CEE spécifiques, etc.). Le périmètre des actions financées par d'autres moyens que la présente convention (programmes CEE, actions spécifiques...) sera également explicité.

Les actions relatives à ce volet de mission recouvrent :
***La mobilisation des ménages** : regroupant les missions relatives à la sensibilisation, la communication et l'animation auprès des ménages du territoire, tous publics confondus (et quels que soient leurs revenus).*
Cette mobilisation des usagers peut, de manière non exhaustive, comprendre de l'information sur le service public de la rénovation de l'habitat, la participation à des évènements locaux, l'organisation d'opérations (notamment en présentiel) de communication spécifiques à destination des ménages.

***La mobilisation des publics prioritaires** : regroupant les missions relatives à la mobilisation en amont d'un projet de rénovation de l'habitat, particulièrement des ménages en situation de précarité énergétique, de perte d'autonomie ou d'habitat indigne ainsi que des propriétaires bailleurs*
En complément des actions généralistes de mobilisation des ménages mentionnées ci-dessus, cette mobilisation des publics prioritaires doit comprendre la mise en place des actions spécifiques « d'aller vers » comprenant des animations spécifiques, suivi et observation de publics prioritaires, etc.
Ces actions peuvent recouvrir, de manière non exhaustive :

- *les missions de repérage, de prospection et d'animation renforcée auprès de publics particuliers ;*
- *la mise en œuvre d'un diagnostic préalable pour les ménages aux besoins prioritaires ;*
- *des actions spécifiques d'information préventive ;*
- *des actions de médiation à destination des locataires et propriétaires bailleurs ;*
- *des actions d'aide à la décision et d'orientation vers le service d'information, conseil et l'accompagnement ;*
- *la rédaction et la publication de supports de communication en ciblant des publics visés et organisation de permanences adaptées ;*
- *des actions de sollicitation et de coordination de partenaires locaux dans une logique de synergie.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

La mobilisation des professionnels : regroupant les missions relatives à la mobilisation des professionnels sur les thématiques de la rénovation de l'habitat (professionnels du bâtiment, de l'immobilier, de l'accompagnement des ménages...).
Cette mobilisation des professionnels peut comprendre, de manière non exhaustive, les actions suivantes :

- *Informer et sensibiliser les professionnels autour des enjeux de la rénovation de l'habitat ;*
- *Connaître et identifier les professionnels qualifiés du territoire ;*
- *Rencontrer et connaître les têtes de réseau du territoire ;*
- *Construire et animer une communauté locale de professionnels ;*
- *Faire monter en compétence les professionnels locaux ;*
- *Mettre en place un processus d'orientation des prospects des entreprises vers l'Espace Conseil France Rénov' ;*
- *Mettre en place des services spécifiques : hotline, outils à destination des professionnels, etc.*

Le maître d'ouvrage présentera également les modalités mises en œuvre pour assurer l'animation locale du réseau des AMO (Mon Accompagnateur Rénov', AMO sur l'adaptation des logements et la lutte contre l'habitat indigne ou dégradé...).

L'analyse d'un territoire peut mettre en évidence la nécessité de traiter de façon privilégiée des problématiques techniques particulières dans le cadre de la réhabilitation de l'habitat propre au contexte local.

Un guide des missions présentant le contenu et les attendus des missions de la convention de PIG PT-FR' est mis à disposition par l'Anah.

Les actions correspondant à ce volet s'appuieront sur les conclusions de l'étude pré-opérationnelle ou sur le bilan des actions menées par le territoire dans le cadre d'une opération ou d'un programme précédent et du programme SARE, permettant d'en apprécier la nécessité dans le contexte local.

Elles seront engagées pendant la durée de la convention.
Les budgets correspondants ainsi que les calendriers prévisionnels de leur mise en œuvre seront précisés.

3.1.2 Indicateurs et Objectifs

La définition des actions de ce volet se fondera notamment sur les objectifs suivants :
- nombre d'animations réalisées et public touché (ménages, professionnels, publics prioritaires)
- nombre de prises de contact dans le cadre des actions de dynamique territoriale
- taux de transformation en rendez-vous de conseil personnalisé de ces prises de contact

La déclinaison territoriale de ces objectifs devra être adaptée aux enjeux du territoire.
Sur la base notamment de ces objectifs et du calendrier prévisionnel de réalisation, la liste des indicateurs de résultats et de suivi permettant d'animer et d'évaluer le dispositif est communiquée par l'Anah.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages (ECFR')

3.2.1 Descriptif du dispositif

Ce volet est obligatoire au sein du PIG PT-FR'. Il aura pour objectif la mise en place d'actions visant l'information, au conseil des ménages sur toutes les thématiques de l'amélioration de l'habitat (rénovation énergétique, travaux d'adaptation, sobriété énergétique, lutte contre l'habitat indigne, copropriétés non dégradées, rénovation des logements locatifs). Ce volet devra être particulièrement articulé avec les actions proposées au 3.1.1.

Les actions relatives à ce volet de mission recouvrent les missions relatives à la mise en place d'un service d'information, de conseil et d'orientation à destination des propriétaires occupants, des copropriétaires et des propriétaires bailleurs, sur les thématiques de la rénovation énergétique, de l'adaptation des logements et de la lutte contre l'habitat indigne, et quel que soit le niveau de revenus des ménages, sur les aspects techniques, financiers, juridiques et sociaux.

Ce volet regroupe les missions suivantes :

- *Missions d'information : l'entretien vise à répondre aux premières interrogations du ménage, pouvant le cas échéant aboutir sur un conseil personnalisé ou une orientation vers une structure adaptée au besoin du ménage. Ces informations peuvent être apportées par un guichet lors d'une permanence physique ou par téléphone, par mail ou lors d'évènements.*

- *Missions de conseil personnalisé : Les conseils délivrés par l'ECFR' sont neutres, gratuits, qualitatifs et adaptés aux besoins du ménage. Le conseil a pour objectif d'apporter une information plus approfondie, adaptée et personnalisée à la situation et aux besoins du ménage. Ce conseil est réalisé préférentiellement par une permanence physique.*

- *Missions d'appui au parcours d'amélioration de l'habitat : l'ECFR' pourra proposer de manière optionnelle aux ménages un conseil renforcé en amont d'une orientation vers une AMO. Le conseiller pourra se rendre au domicile du ménage ou visiter la copropriété et rencontrer le syndicat des copropriétaires le cas échéant pour faciliter la stabilisation du projet du ménage ou du syndicat des copropriétaires en complément de l'information et du conseil qui lui a été apporté au cours de son parcours.*

Ces actions de conseil et d'information requièrent la mise en place d'un accueil unique du service public de la rénovation de l'habitat pour le ménage (guichet, téléphone et site internet), sous la bannière France Rénov', identifiable et accessible à tous.

Un guide des missions présentant le contenu et les attendus des missions de la convention de PIG PT-FR' est mis à disposition par l'Anah.

L'identification, l'articulation et la coordination entre les différents opérateurs ou structures chargés de la mise en œuvre opérationnelle de l'information, du conseil et de l'orientation sera explicitée par le maître d'ouvrage. Les modalités d'accueil du public (permanences, conditions d'accès aux rendez-vous, accueil présentiel, délais de prise de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

rendez-vous après prise de contact...) seront également détaillées. Ces modalités devront permettre d'assurer une couverture territoriale complète et permettant de proposer un point de contact physique périodique dans chaque EPCI (en cohérence avec l'objectif gouvernemental d'atteindre en cible un guichet par EPCI).

Les budgets correspondants ainsi que les calendriers prévisionnels de leur mise en œuvre, seront précisés sur l'ensemble des thématiques (préciser lesquelles).
Le cas échéant, le maître d'ouvrage détaillera les modalités d'articulation entre les structures en charge des différentes missions concernées par la présente convention et avec l'ensemble des partenaires, notamment avec :
- les services compétents des collectivités ;
- France services ;
- les services instructeurs des demandes de subventions ;
- les services en charge des procédures coercitives ;
- les acteurs du secteur social ;
- le cas échéant, autres partenaires intervenant sur des thématiques spécifiques (ADIL, CAUE, etc.).

3.2.2 Indicateurs et Objectifs

La définition des actions de ce volet se fondera notamment sur les objectifs suivants :
- nombre de contacts relatifs à une demande d'information
- nombre de rendez-vous de conseil personnalisé
- typologie des ménages rencontrés
- délai moyen entre la première prise de contact et le rendez-vous de conseil personnalisé
- nombre d'orientations vers des accompagnements aux travaux :
    * Mon Accompagnateur Rénov' prestations obligatoires et renforcées, AMO MaPrimeAdapt', AMO LHI
    * MaPrimeRénov' Copropriété (dans le cadre du volet accompagnement facultatif du PIG Pacte territorial France Rénov' et en dehors)

La déclinaison territoriale de ces objectifs devra être adaptée aux enjeux du territoire.
Sur la base notamment de ces objectifs et du calendrier prévisionnel de réalisation, la liste des indicateurs de résultats et de suivi permettant d'animer et d'évaluer le programme est communiquée par l'Anah.

3.3. Volet relatif à l'accompagnement des ménages

3.3.1 Descriptif du dispositif

Ce volet est facultatif.
Les actions relatives à ce volet de mission recouvrent les modalités d'accompagnement des ménages sur les thématiques de :
- la rénovation énergétique dans le cadre du parcours accompagné de MaPrimeRénov' ;
- l'accompagnement aux travaux d'adaptation des logements dans le cadre du dispositif MaPrimeAdapt' ;
- l'accompagnement des copropriétés dans le cadre de MaPrimeRénov' Copropriété (hors dispositif d'intervention spécifique) ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

- l'accompagnement des ménages à la rénovation de l'habitat indigne dans le cadre de MaPrime Logement Décent (hors dispositif d'opération programmée spécifique).

Ces missions d'accompagnement peuvent être effectuées en régie ou mises en œuvre par un ou plusieurs acteur(s) pour accompagner les particuliers sur une partie ou sur l'ensemble de ces thématiques.

Une description sera faite des modalités d'accompagnement des ménages concernant les thématiques et les publics retenus par la collectivité porteuse. Les modalités d'articulation avec les opérateurs en charge des missions décrites au 3.1.1 et 3.2.1 seront également détaillées.

3.3.2 Objectifs

La description des actions sera accompagnée d'objectifs mesurables définis à l'article 4.2 de la présente convention.

Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention

Les objectifs quantitatifs prévisionnels de répartition annuelle de la convention sont définis dans le tableau ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201339-20241018-20241018063-DE
Reçu le 23/10/2024

Objectifs prévisionnels de répartition annuelle de la convention

	202_	202_	202_	202_	202_	TOTAL
Nombre de ménages effectuant une demande d'information (obligatoire)						
Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil personnalisé (obligatoire)						
Nombre de logements PO (tous revenus confondus)* (facultatif)						
Dont Rénovation énergétique – ménages modestes et très modestes*						
Dont Rénovation énergétique – ménages intermédiaires et supérieurs*						
Dont LHI*						
Dont ménages bénéficiant d'un couplage MAR' et LHI (MAR' Renforcé)*						
Dont autonomie*						
Nombre de logements PB* (facultatif)						
Dont Rénovation énergétique – ménages modestes et très modestes*						
Dont Rénovation énergétique – ménages intermédiaires et supérieurs*						
Dont Rénovation énergétique - logements conventionnés*						
Dont LHI*						
Dont ménages bénéficiant d'un couplage Rénovation énergétique et LHI (MAR' Renforcé)*						
Dont autonomie*						
Nombre de logements MaPrimeRenov' Copropriété* (facultatif)						
dont autres Copropriétés						
dont copropriétés fragiles						

Ces objectifs permettent une vision indicative des volumes d'information, de conseil et d'accompagnement réalisés chaque année.

** Ces champs devront être renseignés en ligne dans contrat Anah.*

Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

La convention de programme comportera impérativement un article relatif aux engagements financiers prévisionnels des différents partenaires signataires. Ces financements seront détaillés dans un tableau pour toutes les années de la convention.

5.1. Règles d'application

5.1.1. Financements de l'Anah

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.
Pour les travaux de rénovation énergétique réalisés par des ménages aux revenus « Intermédiaires ou supérieurs » les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent du décret n°2020-26 et de l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique ainsi que de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

Concernant les aides de l'Anah, le terme « taux », seul, ne sera pas utilisé. Les taux de subvention cités dans les conventions seront toujours assortis du mot « maximum ». Il s'agit de taux plafonds qui peuvent être modulés en fonction du nombre d'accompagnements et de dossiers de travaux et la subvention n'est pas de droit.

Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé de ne pas inscrire les détails de la réglementation de l'Anah, susceptibles d'évolution, dans le corps de la convention. Toutefois, une annexe récapitule, à titre indicatif seulement, les règles de calcul des aides financières de chaque partenaire. Si nécessaire, cette annexe sera mise à jour.

5.1.2 Financements de la collectivité maître d'ouvrage

Les financements de la collectivité maître d'ouvrage (financement en complément des aides de l'Anah et/ou subventions spécifiques) seront décrits (règles d'application et emplois dans l'opération).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

5.1.3 Financements des autres partenaires

Les financements seront décrits (règles d'application et emplois dans l'opération). Cela peut inclure des aides complémentaires pour des projets d'amélioration de l'habitat et de rénovation énergétique.

5.2. Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de ..... €,

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la collectivité maître d'ouvrage pour l'opération sont de ..... €

Le montant des enveloppes prévisionnelles consacrées par ... à l'opération est de ..... €

Ces montants sont répartis, de manière prévisionnelle, selon l'échéancier suivant :

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Missions de dynamique territoriale (obligatoire)	Anah						
	Collectivité maitre d'ouvrage						
	Autres partenaires						
Missions d'informations, conseils et orientation (obligatoire)	Anah						
	Collectivité maitre d'ouvrage						
	Autres partenaires						
Missions d'accompagnement (facultatif)	Anah						
	Collectivité maitre d'ouvrage						
	Autres partenaires						
Aides aux travaux (facultatif)	Anah						
	Collectivité maitre d'ouvrage						
	Autres partenaires						
Total	Anah						
	Collectivité maitre d'ouvrage						
	Autres partenaires						

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation

Article 6 – Conduite de l'opération

6.1. Pilotage de l'opération

6.1.1. Mission du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage sera chargé de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Il s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par les différentes structures de mise en œuvre de chaque volet d'action.

6.1.2. Instances de pilotage

Les comités de pilotage ont pour objectif la coordination et l'animation des partenariats. Le pilotage est assuré par la collectivité locale, maître d'ouvrage de l'opération. Des réunions seront organisées autant que nécessaire en vue d'assurer un bon déroulement de l'opération. À cet effet, il est recommandé de mettre en place deux comités de pilotage.

*Le **comité de pilotage stratégique** sera chargé de définir les orientations de l'opération et de permettre la rencontre de l'ensemble des partenaires concernés. Il se réunira au moins une fois par an. La convention précisera la composition de ce comité de pilotage stratégique. Il devra comprendre au minimum le représentant local de l'Etat, le représentant local de l'Anah, la collectivité signataire de la convention de cadrage dont le territoire dépend (Région selon la situation), un représentant de tous les EPCI du territoire concerné par la convention (notamment si celle-ci est signé à une échelle mutualisée) et un représentant des Espaces Conseils France Rénov' présents sur le territoire*

*Le **comité de pilotage technique** associant les Espaces Conseils France Rénov' et acteurs du territoire concourant au service public de la rénovation de l'habitat sera en charge de la conduite opérationnelle. Il se réunira au moins tous les trois mois.*
La convention précisera la composition de ce comité de pilotage technique.

6.2. Mise en œuvre opérationnelle

6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires

Le maître d'ouvrage signalera si, selon les volets de mission concernés, l'opération est mise en œuvre en régie, par un partenaire dans le cadre d'une convention locale ou par un prestataire qui sera retenu conformément au Code des marchés publics.
Si le maître d'ouvrage a déjà désigné un partenaire ou un prestataire sur une partie des missions concernées, , il pourra le mentionner.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage détaillera les modalités d'articulation entre les structures en charge des différentes missions concernées par la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

6.3. Évaluation et suivi des actions engagées

6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet.

À titre indicatif, d'autres indicateurs pourront être mentionnés : il peut s'agir d'indicateurs sociologiques, financiers, immobiliers et urbains permettant de suivre l'opération et d'en évaluer l'impact global.
Le maître d'ouvrage précisera ici les modalités de collecte et de partage des indicateurs de suivi avec a minima un partage régulier auprès de la DREAL et du représentant de l'Etat sur le territoire ainsi qu'une remontée des indicateurs de suivi des volets de missions auprès de l'Anah via un outil qui sera mis à disposition des maîtres d'ouvrage et des structures de mise en œuvre.

6.3.2. Bilans et évaluation finale

Un bilan au moins annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération.

Bilan annuel
Le bilan annuel établi sous la responsabilité du maître d'ouvrage ouvrira des perspectives pour la bonne continuité du programme. Il sera validé à l'occasion du comité stratégique annuel.
Ce rapport devra faire état des éléments suivants :

- *concernant les volets de missions relatifs à la dynamique territoriale et l'information-conseil-orientation : description des actions mises en œuvre pour la mobilisation des ménages (notamment les publics prioritaires identifiés) et des professionnels et impact de ces actions ; sollicitation du service d'information-conseil (nombre de contacts et de conseils personnalisés, thématiques d'information ou de conseil apportées), orientations réalisées vers des AMO par type de travaux réalisés ;*
- *pour les dossiers de travaux réalisés dans le cadre des missions d'accompagnement prévues dans la présente convention : localisation, nature des travaux ; coûts et financements ; maîtrise d'œuvre ; impact sur le cadre de vie et la vie sociale ;*
- *pour les dossiers de travaux en cours dans le cadre des missions d'accompagnement prévues dans la présente convention : localisation, nature des travaux ; état d'avancement du dossier, points de blocage.*

En fonction des difficultés rencontrées sur les plans techniques, administratifs et financiers, des mesures seront proposées pour corriger la tendance et atteindre les objectifs fixés par la convention. Elles feront si nécessaire l'objet d'un avenant à la convention.

Bilan final
Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, un bilan final du programme sous forme de rapport devra être présenté au comité de pilotage stratégique en fin de mission.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Ce rapport devra notamment :

- *rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs ; exposer les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs ;*
- *analyser les difficultés rencontrées (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat ; coordination du projet et des acteurs ; problèmes techniques, déroulement des chantiers ; relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises ; maîtrise des coûts ; dispositifs spécifiques ou innovants ;*
- *recenser les solutions mises en œuvre ;*
- *synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.*

Ce document pourra comporter des propositions d'action à mettre en œuvre pour prolonger la dynamique du programme ainsi que des solutions nouvelles à initier.

Chapitre VI – Communication.

Article 7 - Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et les structures en charge de la mise en œuvre opérationnelle des actions de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

L'ensemble de la communication locale à destination du grand public autour des missions prévues par la présente convention devra s'articuler autour de la marque nationale du service public de la rénovation de l'habitat : France Rénov' et dans le respect de sa charte graphique. L'usage de marques locales est possible sous condition d'affichage d'un logo afférent « avec France Rénov' ».

Le maître d'ouvrage du programme et les signataires porteront également le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat composé de la Marianne de l'Etat et du logo type Anah sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de la charte graphique de l'Etat. Ceci implique tous les supports d'information print et digitaux, tels que : dépliants, plaquettes, vitrophanies, sites internet ou communications presse portant sur le périmètre de la présente convention.

Les structures en charge de la mise en œuvre des missions d'accompagnement prévues au 3.3 de la présente convention indiqueront dans tous les supports de communication qu'ils élaboreront l'origine des subventions allouées par l'Anah et, pour les opérations importantes de travaux, les supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux, etc.) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».

Les structures en charge des missions relatives à un service d'information et de conseil en matière de rénovation de l'habitat auprès des ménages (ECFR') prévues au 3.2 de la présente convention appliqueront dans tous les supports de communication **le logo de l'émetteur principal de cette communication associé au logo « avec France Rénov' ».**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès du pôle Communication, coordination et relations institutionnelles (PCCRI) de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter le maître d'ouvrage et les structures en charge de la mise en œuvre des actions en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à la présente convention, ils s'engagent à les faire connaître au PCCRI de l'Anah et les mettre à sa disposition, libres de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et les structures de mise en œuvre assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer le PCCRI de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (ExtraRénov').

Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de [*minimum trois ans et maximum cinq ans*] années calendaires.

Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du jj/mm/aa *(date qui ne peut être antérieure à la date de signature apposée par le dernier signataire)* au jj/mm/aa.

Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat, ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits), le nécessite, des ajustements pourront être effectués, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

La convention peut faire l'objet d'une résiliation anticipée en cas d'arrivée à échéance d'un dispositif d'OPAH ou de PIG en vigueur sur le territoire au moment de sa conclusion pour intégrer les prestations réalisées par ces dispositifs.

La convention de PIG Pacte territorial France Rénov' peut être prolongée ou modifiée par avenant. L'avenant de prolongation intègre un bilan de l'exécution et un prévisionnel d'objectifs/contenu des missions de la convention.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 10 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, au signataire de la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat dans laquelle s'inscrit le territoire ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Les éventuels avenants à la présente convention seront transmis dans les mêmes conditions. Le délégué de l'Anah dans le département est chargé de l'intégration des informations de la convention dans Contrat Anah.

Fait en xx exemplaires à xx, le xx

Pour le maitre d'ouvrage, Pour l'Etat, Pour l'Agence nationale de l'habitat,

Autres partenaires

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_063-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-064 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Prestations de Mon Accompagnateur Rénov du PNR des Grands Causses en partenariat avec le PNR de l'Aubrac

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

Depuis le 1 janvier 2024, le syndicat mixte du PNR des Grands Causses a obtenu l'agrément de Mon Accompagnateur Rénov (MAR) de l'ANAH.
Le MAR est un interlocuteur de confiance pour accompagner les ménages dans leurs projets de travaux de rénovation énergétique. Pour sécuriser leur parcours, les ménages doivent obligatoirement avoir recours à Mon Accompagnteur Rénov' pour bénéficier de l'aide MaPrimeRénov' Parcours accompagné.

Il assure un accompagnement de bout-en-bout des particuliers dans tout leur parcours de travaux en proposant un appui technique, administratif, financier et social. Seuls les professionnels éligibles et agréés par l'Anah, ou ses délégations, peuvent intervenir comme Mon Accompagnateur Rénov'.

Cette prestation est facturée 650 € aux particuliers qui peuvent bénéficier de subvention MaprimRénov variable en fonction de leur revenu (de 100 à 20% d'aides). Après un recul d'une année, il est proposé de revoir le montant de cette prestation.

Objectif

Le Président propose de réévaluer la prestation à 1500 € par dossier MAR avec le paiement échelonné suivant :

- 400 € à la remise de l'audit
- 800 € au dépôt du dossier de demande de subvention
- 300 € après la visite de fin de travaux et à la demande de solde des subventions

Cet échelonnement est défini pour limiter le reste à charge des particuliers et aux demandes de paiements d'avance ou de solde des aides de MaprimRénov.
Les devis, conditions générales et tous les documents nécessaires à la bonne réalisation de cette prestation seront actualisés.

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical :

- valide la mise en place de ces nouvelles modalités de paiement de la prestation MAR qui s'appliqueront à partir du 1 janvier 2025
- autorise le Président à signer les documents nécessaires à la bonne mise en œuvre de cette délibération

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_064-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-065 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Convention RICE

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

Dans le cadre de la lutte contre la pollution lumineuse, et la réduction des consommations d'énergie, en collaboration avec les villes « portes » de la Réserve Internationale de Ciel Étoilé (RICE) des Cévennes et le Parc national des Cévennes, le PNR souhaite s'engager à travers la signature d'une charte partenariale. Cette charte s'inscrit dans la continuité des actions menées distinctement par le Parc national des Cévennes et le PNR des Grands Causses, en accord avec la Charte du PNR.

Objectif

À travers cette charte, le PNR s'engage à accompagner ses collectivités membres à atteindre les objectifs de la présente Charte en lien avec les gestionnaires des réseaux d'éclairage public, à savoir :

- Viser l'objectif national de réduction de pollution lumineuse de 50 % d'ici 2030
- Réduire les consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre associés à l'éclairage public de 60 % d'ici 2030
- Viser une rénovation de l'éclairage public à 100 % LED d'ici 2030
- Prendre en compte les enjeux de biodiversité dans chaque choix stratégique d'éclairage
- Déployer un plan d'actions sur les éclairages publics et extérieurs
- Sensibiliser le public aux enjeux de la biodiversité nocturne et d'astronomie

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_065-DE
Reçu le 23/10/2024

Charte des partenaires

de la Réserve Internationale de Ciel Etoilé

du Parc national des Cévennes

pour réduire la pollution lumineuse

CONTEXTE ET ENJEUX

- 1, La lutte contre la pollution lumineuse est une obligation réglementaire dans le cadre de l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses et du décret 2022-1294 du 5 octobre 2022 portant modification de certaines dispositions du code de l'environnement relatives aux règles d'extinction des publicités lumineuses et aux enseignes lumineuses ;

- 2, La pollution lumineuse a un impact reconnu sur la biodiversité, *en particulier les insectes, les chiroptères, les milieux aquatiques, la faune au sens large ;*

- 3, La pollution lumineuse réduit la visibilité du ciel étoilé, y compris dans le périmètre de la Réserve Internationale de Ciel Etoilé, ce qui entretient la déconnexion des citoyens avec leur environnement ; *Les citoyens ayant de moins en moins accès aux étoiles ;*

- 4, La pollution lumineuse à un impact sur la santé publique, *en particulier sur notre sommeil ;*

- 5, L'éclairage public est un élément de sécurité sur l'espace public et de sentiment de sécurité des citoyens, *à prendre en compte en fonction de chaque situation, en particulier dans les grandes agglomérations et zones péri-urbaines ;*

- 6, La réduction de la pollution lumineuse va dans le sens de la sobriété énergétique, *le poste éclairage extérieur représentant une part importante de la consommation d'électricité des acteurs publics et privés, et permet ainsi d'en réduire l'impact carbone ;*

- 7, La rénovation du parc de matériel et une meilleure gestion de l'éclairage extérieur permettent des économies financières, *pour les acteurs publics et privés, soucieux de la bonne gestion de leurs budgets et de dégager des économies de fonctionnements précieuses ;*

- 8, Les actions déjà réalisées par les acteurs de la présente charte et listées en annexe démontrent la volonté des partenaires à limiter la pollution lumineuse

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_065-DE
Reçu le 23/10/2024

CONCLUANT que :

Les partenaires de la présente charte s'engagent au côté du Parc national des Cévennes pour diminuer la pollution lumineuse de leur territoire et préserver la qualité du ciel et de l'environnement nocturne de la Réserve Internationale de Ciel Etoilé

SIGNATAIRES :

Le Parc national des Cévennes, gestionnaire de la Réserve Internationale de Ciel Etoilé, représenté par son président / son directeur

Le Parc naturel régional des Grands Causses, représenté par son président

Le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard – territoire d'énergie du Gard – SMEG 30, représenté par …

Le Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement de la Lozère – SDEE 48, représenté par …

La ville de Mende représentée par …

La ville de Millau représentée par …

Alès Agglomération représentée par …

Montpellier Métropole Méditerranée représentée par …

La Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole représentée par …

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_065-DE
Reçu le 23/10/2024

Les signataires de la charte s'engagent à

ARTICLE 1

- Viser l'objectif national de réduction de la pollution lumineuse de -50 % d'ici à 2030 par rapport à 2020 (cf Stratégie nationale de biodiversité 2030) ;
    - Pour ce faire un état des lieux sera réalisé et actualisé régulièrement sur la base de l'indicateur national de l'OFB établi pour le PNC et les agglomérations de Mende, Millau, Alès Agglomération, Nîmes Métropole et Montpellier Métropole (cf. Annexe 1 : Note méthodologique OFB)

- Réduire leur consommation d'énergie et les émissions de GES associés à l'éclairage public de 60 % d'ici 2030 au global et de 75 % par opération de rénovation, avec comme base de calcul l'année précédente la mise en œuvre de grand programme de rénovation ou de sobriété par territoire;

- Viser une rénovation globale du parc d'éclairage public à 100 % LED à horizon 2030 ;

ARTICLE 2

- Poursuivre les programmes de réduction de la pollution lumineuse associée au parc d'éclairage extérieur, en particulier sur les zones à fort enjeux de biodiversité (via la température de couleur, l'ULOR), ces programmes intégreront l'identification et la suppression de points lumineux dont l'utilité n'est pas justifiée ; création d'un document de prescription définissant la typologie d'éclairage par enjeux ;

- Prendre en compte de manière équilibrée l'ensemble des enjeux de biodiversité et de pollution lumineuse dans leurs choix stratégiques et techniques

ARTICLE 3

- Déployer un plan d'actions ciblant l'ensemble des secteurs suivants :
    - Eclairage public
    - Entreprises privées : parkings, grandes surfaces, enseignes lumineuses, panneaux publicitaires, zones d'activités,
    - Equipements sportifs
    - Monuments publics
    - Gestionnaires de réseaux : autoroutes, SNCF, aéroports…

- Veiller à respecter et faire respecter la règlementation nationale en vigueur, ou les documents de gestion spécifiques élaborés dans les territoires (guide de l'éclairage de la RICE du PNC, plan lumière de Montpellier…)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_065-DE
Reçu le 23/10/2024

- Utiliser leurs compétences en matière de règlementation et de contrôle pour réduire la pollution lumineuse liée aux publicités et enseignes

ARTICLE 4

- Faire la promotion de la sobriété en matière d'éclairages et de modalités de gestion de l'éclairage adaptées aux situations et contextes : extinction de l'éclairage dans les situations propices (milieu rural, grands axes routiers, quartiers périphériques des grandes villes), baisse de puissance dans les autres situations ;

ARTICLE 5

- Amplifier les actions de sensibilisation du public à la biodiversité nocturne et l'astronomie, avec les associations compétentes présentes sur le territoire ;

ARTICLE 6

- Participer à une réunion annuelle de bilan des actions engagées en lien avec la présente charte ; contribuer à l'échange de connaissance et de bonnes pratiques entre les partenaires de la charte. Etudier les possibilités d'actions collectives et mutualisées entre partenaires ;

Le Parc national des Cévennes s'engage, en compléments des autres engagements, à

ARTICLE 7

- Continuer de porter le label RICE auprès de Dark Sky International,
- Lancer toutes les actions nécessaires pour conforter le label, et pour ce faire poursuivre les actions de rénovation du parc d'éclairage public en zone cœur, en lien avec le SDEE 48 ;
- Accompagner les agglomérations, dans la mesure de ses moyens, pour des actions de sensibilisation des élus et du public sur la pollution lumineuse ;
- Organiser une rencontre annuelle des partenaires de la charte
- Poursuivre les programmes d'étude de l'impact de la biodiversité sur la pollution lumineuse, en lien avec l'OFB, les autres parcs nationaux ou le réseau IPAMAC ;
- Faire la promotion de l'engagement des grandes agglomérations pour lutter contre la pollution lumineuse ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_065-DE
Reçu le 23/10/2024

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à

ARTICLE 8

- Accompagner ses collectivités membres à atteindre les objectifs de la présente Charte en lien avec les gestionnaires des réseaux d'éclairage public
- Poursuivre ses actions de sensibilisation du public à la biodiversité nocturne et à la pollution lumineuse

ANNEXE : Rappel des actions déjà initiées par les signataires

Le Parc national des Cévennes :

- Portage de la labellisation du territoire du PNC en Réserve Internationale de Ciel Etoilé, auprès de l'association *DarkSkyInternational*, avec rapport annuel sur la qualité du ciel, le programme de travaux de rénovation du parc d'éclairage public, et les actions de sensibilisation ;
- Lancement d'un programme de rénovation du parc d'éclairage public avec les syndicats d'énergie du Gard, de la Lozère, de l'Ardèche, Alès agglomération et les communes, en zone cœur et en zone tampon de la RICE ;
- Pilotage d'une étude scientifique en 2023 pour mesurer l'impact de la pollution lumineuse sur la biodiversité et en particulier les insectes nocturnes, Alès et en Lozère ;
- Organisation d'actions de sensibilisation sur la nuit auprès des scolaires et du grand public et de développement d'un réseau de prestataires touristiques autour de la RICE ;
- Réalisation d'un observatoire photographie des paysages nocturne dans les Cévennes permettant de voir le halo lumineux du littoral ;

Montpellier Méditerranée Métropole

- Rédaction et approbation du Plan Lumière par les élus métropolitains le 3 octobre 2023, comprenant les actions principales suivantes :
    - Réalisation d'un programme de rénovation du parc d'éclairage public, visant le renouvellement de 100 % des luminaires en LED pour fin 2026
    - Rédaction et diffusion d'un référentiel technique des installations d'éclairage public de la Métropole
    - Identification de la trame étoilée (trame noire) à préserver et à restaurer sur le périmètre de 3M
    - Evaluation de la pollution lumineuse par image satellite et aériennes
    - Incitation des partenaires privés à la lutte contre la pollution lumineuse

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_065-DE
Reçu le 23/10/2024

Nîmes Métropole

Alès Agglomération

Ville de Mende

Ville de Millau

La ville de Millau est engagée dans la rénovation de son parc d'éclairage public depuis plusieurs années. Celui-ci est constitué de plus de 4800 points lumineux. Depuis 2015, les actions suivantes ont été menées :

- Suppression de toutes lampes à vapeur de mercure, et des luminaires de type "boules"
- Déploiement de lampes à LED, plus performantes et respectueuses de l'environnement, avec 30% des lanternes remplacées en LED (soit 1000 luminaires), avec un gain en énergie de 50 %, et en flux lumineux en milieu de nuit également de 50 %
- Suppression de 319 points lumineux (sur 4800, soit près de 7%)
- Mise en place de détection dans des zones ciblées, avec étude pour un déploiement sur d'autres secteurs du centre-ville
- Depuis 2017, pratique de la coupure de l'éclairage sur la commune (hors hypercentre) entre 00h00 et 6h00, 6 jours sur 7
- Dans un souci de préservation de la biodiversité, et notamment de l'impact sur les insectes, limitation de la température de couleur à 2700°K.
- Limitation au maximum de l'éclairage « patrimonial », avec orientation des sources lumineuses vers le bas et non plus vers le ciel et remplacement par des sources plus économes. Par exemple, l'éclairage des falaises de la Puncho d'Agast, qui abrite une importante colonie de rapaces, a été coupé en 2020.
- La société Eiffage, gestionnaire du viaduc de Millau a été sollicitée pour participer au mouvement. Le viaduc (pylônes et axe routier) n'est plus éclairé depuis 2020.
- La ville a été labellisée ville porte de la RICE du PNC en 2020, témoignant de l'engagement communal sur le sujet

Le Syndicat Mixte d'Électricité du Gard – territoire d'énergie du Gard – SMEG 30

Depuis 2018, le syndicat est passé de 21 à 101 communes en gestion et à 62 communes en travaux et 62 (Maintenance).

Au total, 10 000 points lumineux dont 50% d'une température de 2700 k, avec un objectif de 80 % d'économies d'énergie atteint sur les communes rénovées à 100 %.

Sensibilisation des communes à la pollution lumineuse, la biodiversité et la rénovation du parc d'éclairage, en cas d'extinction ou de baisse de puissance.
Plusieurs actions de sensibilisation faites, dont une présence dans des conseils municipaux, la participation au Jour de la Nuit, et un colloque sur l'éclairage public, à Garrigues Sainte Eulalie avec une centaine de personnes ;

Le syndicat publie également un catalogue annuel du matériel proposé avec un matériel permettant de répondre à la règlementation nationale et aux préconisations de la RICE.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_065-DE
Reçu le 23/10/2024

Le Syndicat Départemental d'Energie et d'Equipement de la Lozère – SDEE 48

Le Parc naturel régional des Grands Causses

Le Parc des Grands Causses est engagé depuis 2009 dans une politique territoriale de maîtrise de l'énergie, à travers un Plan Climat Energie Territorial devenu un Plan Climat Air Energie territorial en 2019. Depuis 2016, des actions de sensibilisation et un appui technique aux économies d'énergies liées à l'éclairage public ainsi qu'à la pollution lumineuse ont été engagées auprès des collectivités. Aujourd'hui, ce sont 71 communes qui pratiquent l'extinction partielle de leur éclairage public. Au-delà des études technico-économiques, le Parc a fourni aux communes engagées dans la démarche du matériel de signalisation pour mettre en sécurité les voiries et ainsi pallier au manque d'éclairage en milieu de nuit.

En parallèle de la programmation de l'extinction, le PNR a accompagné les communes, en partenariat avec le SIEDA, vers la rénovation de leur parc luminaire. Ces actions cumulées ont contribué à diminuer de 35 % les consommations énergétiques liées à l'éclairage public entre 2016 et 2021. Les luminaires LED représentent aujourd'hui 37 % du parc luminaire du territoire aveyronnais du PNR (hors ville de Millau).

En 2024 le PNR, en collaboration avec 5 autres parcs de l'IPAMAC, a réalisé une étude sur l'impact de l'éclairage public sur la biodiversité et plus spécialement sur les populations de chiroptères.

A travers sa charte, le PNR s'engage à :

- Garantir la vitalité de la Trame verte et bleue (mesure 1, prioritaire) notamment :
    - En favorisant l'appropriation des enjeux liés aux continuités écologiques, et notamment de la trame nocturne, par le grand public et les porteurs de projet ;
    - En accompagnant les collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme pour la prise en compte de la politique Trame verte et bleue (notamment en actualisant les diagnostics des continuités écologiques en intégrant la question de la pollution lumineuse), notamment au travers du SCoT du Sud Aveyron et en évaluant cette prise en compte dans les documents d'urbanisme ;
- Construire un territoire à énergie positive et accompagner les mesures d'économie d'énergie (mesure 14) notamment pour réduire les impacts pour la biodiversité nocturne et de la pollution lumineuse :
    - En poursuivant les actions de sensibilisation aux enjeux liées à l'extinction et la rénovation de l'éclairage public ;
    - En poursuivant les actions d'accompagnement des collectivités membres à la réduction de la pollution lumineuse et des consommations énergétiques liées à l'éclairage.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_065-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-066 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Signature d'une convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre de l'appel à projet CHENE – programme CEE ACTEE + – Pro -INNO-66

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et des Régies (FNCCR) est porteuse du Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66. Ce programme, apporte un financement, via des appels à projets, aux collectivités lauréates pour déployer un réseau d'économes de flux, accompagner la réalisation d'études technico-économiques, le financement de la maîtrise d'œuvre, ainsi que l'achat d'équipements de suivi de travaux de rénovation énergétique.

Le Programme ACTEE + vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie. Le déploiement de ce programme dans tout le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales volontaires

Considérant que la coopération entre les territoires était vivement encouragée dans le cadre de l'Appel à Projet CHENE, les communes de L'Hospitalet du Larzac, Verrières, Millau et Saint-Sever du Moustier ont déposé une candidature commune, portée par le Parc Naturel Régional des Grands Causses, coordinateur du groupement.

Objectif

Le 06/09/2024, le dossier de candidature a été retenu par le Jury du Programme ACTEE pour la mise en œuvre des actions décrites dans la candidature. Les membres du groupement pourront donc bénéficier d'un accompagnement méthodologique et de financements pour mettre en œuvre des actions en matière d'efficacité énergétique validées par le Jury de l'AAP CHENE.
Les dépenses éligibles sont de différentes natures :

- Poste d'économe de flux,
- Acquisition d'outils de mesure et suivi des consommations énergétiques,
- Études techniques,
- Missions de maitrise d'œuvre,
- Prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et sensibilisation

Ces actions s'inscrivent dans une démarche globale de réduction des consommations d'énergie en application des exigences imposées par le décret tertiaire.

Les projets ciblés dans cette session de candidature sont les suivants :

- Rénovation de l'école de l'Hospitalet du Larzac et de deux logements situés dans le bâtiment
- Rénovation d'un bâtiment pour la création d'une maison des assistantes maternelles à Verrières
- Réalisation d'un audit énergétique du futur tiers-lieu de Saint-Sever du Moustier
- Réalisation de 7 audits énergétiques sur bâtiments de la ville de Millau :
    - Complexe sportif de la Maladrerie
    - Ecole Beauregard
    - Ecole Jean-Henri Fabre
    - Ecole maternelle du Crès
    - Gymnase Saint-Jean
    - Maison du peuple
    - Musée Pégayrolles

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Rôle du membre	Coordonnateur	Porteur de projet 2	Porteur de projet 3	Porteur de projet 4	Porteur de projet 5
Nom	***PNR GC***	*L'Hospitalet du Larzac*	*Verrières*	*Millau*	*Saint-Sever du Moustier*
Bâtiment concerné		Ecole	MAM		Tiers-lieu
Surface bâtiment		295 m²	225 m²		604 m²
Code UAI écoles		0120381Z			
Bonus ruralité (<3500 habitants)		Oui	Oui		Oui
Bonus école		Oui	Oui		

Lot 1 - Ressources humaines - économes de flux	PNR GC	L'Hospitalet du Larzac	Verrières	Millau	Saint-Sever du Moustier
Nombre d'ETP sollicités	*1*				
Coût unitaire (€/an)	47 520,00 €				
Coût global estimé (€)	83 160,00 €				
Taux de financement global	**40%**				
Aide sollicitée (€)	33 264,00 €	- €	- €	- €	- €

Montant total du projet pour le groupement - Lot 1 (€)	83 160,00 €
Montant total d'aide sollicitée pour le groupement - Lot 1 (€)	33 264,00 €

Lot 2 - Outil de mesure et suivi de consommation énergétique	PNR GC	L'Hospitalet du Larzac	Verrières	Millau	Saint-Sever du Moustier
Équipements de mesure et de télérelève, équipements mobiles de diagnostic thermique, outils logiciels de suivi de consommations et de simulation thermique					
Coût global estimé (€)					
Taux de financement global	**50%**	**50%**	**50%**	**50%**	**50%**
Aide sollicitée (€)	- €	- €	- €	- €	- €

Montant total du projet pour le groupement - Lot 2 (€)	- €
Montant total d'aide sollicitée pour le groupement - Lot 2 (€)	- €

Lot 3 - Études énergétiques	PNR GC	L'Hospitalet du Larzac	Verrières	Millau	Saint-Sever du Moustier
Type d'étude				*Audits énergétiques*	*Audit énergétique*
Nombre				7	
Coût global estimé (€)				26 100,00 €	3 000,00 €
Taux de financement base	50%	50%	50%	50%	50%
Bonus ruralité	0%	15%	15%	0%	15%
Bonus écoles	0%	30%	30%	0%	0%
Taux de financement global	**50%**	**95%**	**95%**	**50%**	**65%**
Aide sollicitée (€)	**- €**	**- €**	**- €**	**13 050,00 €**	**1 950,00 €**

Montant total du projet pour le groupement - Lot 3 (€)	29 100,00 €
Montant total d'aide sollicitée pour le groupement - Lot 3 (€)	15 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Lot 4 - Maitrise d'œuvre	PNR GC	L'Hospitalet du Larzac	Verrières	Millau	Saint-Sever du Moustier
Type d'études ou de travaux		*MOE*	*MOE comprenant étude thermique*		
Coût global estimé (€)		26 457,60 €	24 044,40 €		
Economies énergies visées par les travaux		40%	40%		
Taux de financement base	20%	20%	20%	20%	20%
Bonus ruralité	0%	15%	15%	0%	15%
Bonus écoles	0%	5%	5%	0%	0%
Taux de financement global	**20%**	**40%**	**40%**	**20%**	**35%**
Aide sollicitée (€)	**- €**	**10 583,04 €**	**9 617,76 €**	**- €**	**- €**

Montant total du projet pour le groupement - Lot 4 (€)	50 502,00 €
Montant total d'aide sollicitée pour le groupement - Lot 4 (€)	20 200,80 €

Lot 5 - AMO	PNR GC	L'Hospitalet du Larzac	Verrières	Millau	Saint-Sever du Moustier
Type d'accompagnement					
Coût global estimé (€)					
Taux de financement base	50%	50%	50%	50%	50%
Bonus ruralité	0%	15%	15%	0%	15%
Taux de financement global	**50%**	**65%**	**65%**	**50%**	**65%**
Aide sollicitée (€)	- €	- €	- €	- €	- €

Montant total du projet pour le groupement - Lot 5 (€)	- €
Montant total d'aide sollicitée pour le groupement - Lot 5 (€)	- €

Récapitulatifs	PNR GC	L'Hospitalet du Larzac	Verrières	Millau	Saint-Sever du Moustier
Coût total Lots 1-2-3-4-5 (€) - par membre	83 160,00 €	26 457,60 €	24 044,40 €	26 100,00 €	3 000,00 €
Taux global d'aides sollicité	40%	40%	40%	50%	65%
Total aides sollicitées (€)	**33 264,00 €**	**10 583,04 €**	**9 617,76 €**	**13 050,00 €**	**1 950,00 €**

Récapitulatif pour le groupement	Montant total du projet (€)	Aide sollicitée (€)	Taux de financement
Lot 1 Ressources humaines	83 160 €	33 264 €	40%
Lot 2 Outils de mesure et suivi de consommation énergétique	- €	- €	
Lot 3 Etudes techniques	29 100 €	15 000 €	52%
Lot 4 Maitrise d'œuvre	50 502 €	20 201 €	40%
Lot 5 AMO	- €	- €	
Total	162 762 €	68 465 €	42%

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Suite à la sélection par le Jury de la candidature du groupement ACTEE porté par le Parc Naturel Régional des Grands Causses, coordinateur, une convention de partenariat relative à la mise en œuvre du projet lauréat sera conclue entre la FNCCR et l'ensemble des collectivités membres du groupement.

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la loi du 18 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,
Vu l'arrêté du 10 mars 2019 portant validation du programme ACTEE,
Vu le décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire,

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical :

- **VALIDE** la mise en œuvre du dossier de candidature retenu par le jury ACTEE pour l'AAP CHENE
- **VALIDE** le montage et le fonctionnement du groupement porté par le Parc Naturel Régional des Grands Causses,
- **AUTORISE** le Président à signer toutes pièces ou documents afférents à la présente délibération.
- **AUTORISE** le Président à engager les dépenses liées aux actions portées par les membres du groupement dans le cadre de la candidature à l'AAP CHENE et retenue par le Jury ACTEE.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

PROGRAMME ACTEE
Financer et accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics

FNCCR territoire d'énergie

CHÊNE 3

ANNEXE : ACTIONS ET BUDGET ASSOCIE

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Économe de flux n°1
Type de poste : Création ou reconduction CDD
Nombre de mois : 21
Salaire annuel (€) : 47 520,00 €
Coût global (€) : 83 160,00 €
> 66% du temps de l'économe de flux dédié au bâti scolaire : Non
Aide sollicitée (€) : 33 264,00 €

Total Salaire annuel (€) : 47 520,00 €
Total Coût global (€) : 83 160,00 €
Total Aide sollicitée (€) : 33 264,00 €

Lot 2 - Outils de mesure et de suivi
Aucun outil.

Lot 3 - Études énergétiques
Aucune étude.

Lot 4 - Maitrise d'Oeuvre
Aucune MOE.

Lot 5 - AMO & API

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Aucune AMO.

Coût global du dossier : **83 160,00 €**
Aide sollicitée : **33 264,00 €**

DOCUMENT DE TRAVAIL

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)



CHÊNE 3

Entre

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

Le **Parc Naturel Régional des Grands Causses**, représenté par Monsieur Richard FIOL, en qualité de Président, habilité aux fins des présentes par
délibération du 18/10/2024.

Désigné ci-après par « Parc Naturel Régional des Grands Causses » ou « le Bénéficiaire coordinateur », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme permettra ainsi :

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

- une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse ;

- le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuiera sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2.
Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la réponse à la saison 3 du Fonds « CHÊNE » lancé le 02/12/2023 à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet de Parc Naturel Régional des Grands Causses.

L'objectif premier de ce fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les fonds attribués via CHÊNE génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin de CHÊNE et du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif du Fonds CHÊNE est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention bipartite : est entendu comme « Convention bipartite », la convention passée entre le Bénéficiaire coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat la mise en œuvre de chaque saison du Fonds Chêne dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du Fonds Chêne dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du Bénéficiaire, de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une chaîne de conventions et se présente comme l'accessoire de la Convention multipartite passée entre la SASU FNCCR, tous les membres du groupement et le Bénéficiaire. En cas d'achèvement, de résiliation ou de résolution de la Convention multipartite précitée pour tout motif, la présente Convention bipartite prendra également fin.

En parallèle de la Convention multipartite contenant des dispositions générales applicables à l'ensemble des rapports contractuels entre la SASU FNCCR et l'intégralité des membres du groupements, la présente Convention a pour objet de définir les actions et les engagements financiers **(i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement)** passés dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme, dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE « PRO-INNO-66 conclue entre l'Etat, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention bipartite ».

ARTICLE 2 : DEFINITION DES ACTIONS

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Le Bénéficiaire coordinateur prévoit les actions suivantes dont le contenu est détaillé en annexe.

Le Bénéficiaire coordinateur utilisera les moyens d'actions suivants :

Lot 1 - Ressources Humaines / Économes de flux
Nombre d'économes de flux financés : 1
Nombre de mois : 21
Coût global (€) : 83 160,00 €
Aide sollicitée (€) : 33 264,00 €

Le budget prévisionnel de ces actions s'établit à 83 160,00 euros HT entre le 02/12/2025 et le 30/09/2026.

Le détail du budget est décrit en annexe.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle du comité de pilotage ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements au Bénéficiaire ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et agit sous la supervision du Ministère De La Transition Écologique Et De La Cohésion Des Territoires.

3.2 ENGAGEMENT DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire coordinateur s'est engagé lors de la candidature à la saison 3 du Fonds CHÊNE à mettre en œuvre les actions telles que décrites en annexe. Celles-ci doivent être mises en œuvre et facturées au plus tard le 30/09/2026.

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en place les actions adéquates en perspective de la rénovation du patrimoine public des collectivités tel que décrit à l'article 2 de la présente Convention.

Le Bénéficiaire coordinateur ayant obtenu une aide relative à l'embauche d'un économe de flux, s'engage à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE qui sera transmise avec la présente convention.

Le Bénéficiaire coordinateur sera financé sur justificatif de dépenses, en conformité avec le prévisionnel financier et les objectifs définis. Que des dépenses soient remontées ou non, un rapport d'activité devra être transmis à la SASU FNCCR au minimum tous les six mois par le Bénéficiaire coordinateur.

Le projet et l'engagement des dépenses, devront pouvoir être réalisés dans les délais du Programme ACTEE +. La capacité à réaliser les actions à court terme, ainsi que la faisabilité générale du projet sont des éléments importants pour l'attribution des fonds.

Un point d'étape entre le Bénéficiaire et les instructeurs de la SASU sera réalisé tous les six mois pour vérifier l'avancement de la consommation du budget. Dans le cas où le budget aurait été insuffisamment consommé, celui-ci pourra faire l'objet d'une réduction après consultation du jury.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Dans le cas où tout ou partie des fonds du Programme n'auraient pas été dépensés par le Bénéficiaire, le Porteur se réserve la faculté de procéder à leur désengagement dans les hypothèses suivantes :

- Dans le cas où un minimum de 30 % du budget n'aurait pas été consommé au 30/06/2025 ;
- Dans le cas où un minimum de 50 % du budget n'aurait pas été consommé au 31/12/2025 ;
- Dans le cas où un minimum de 75 % du budget n'aurait pas été consommé au 30/06/2026.

Le Bénéficiaire coordinateur s'engage à transmettre à la SASU FNCCR, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au titre du Programme s'agissant notamment de l'élaboration des guides et documents contractuels types, tous les éléments nécessaires à la bonne réalisation de ses missions (cahiers des charges, marchés publics, guides, fiches conseils, plaquettes, comptes-rendus d'études…). Il s'engage à participer aux animations proposées par la SASU FNCCR et permettant les partages d'expériences et la co-construction entre lauréats. Enfin, le Bénéficiaire coordinateur s'engage à transmettre à la SASU FNCCR les indicateurs qui lui seront demandés lors des remontées de fonds.

Le Bénéficiaire coordinateur s'engage également à inviter la SASU FNCCR aux différents Comités de pilotage, en tant qu'invité permanent. Il est également suggéré d'y inviter, lorsque cela s'y prête, la direction régionale de l'ADEME, la DDT/DREAL, ainsi qu'un représentant de la Banque des Territoires.

Le Bénéficiaire coordinateur s'engage à transmettre à la SASU FNCCR l'adresse e-mail des Bénéficiaires finaux dans un but de diffusion d'informations de la part du Porteur.

3.3 SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

Le montant global des fonds attribué ne fait l'objet d'aucun plafonnement, excepté pour le lot 4 -MOE.

Les dépenses sont éligibles à compter de la date de dépôt du dossier de candidature.
Les fonds seront versés après envoi des justificatifs de dépenses et des livrables associés puis validation par les instructeurs de la SASU FNCCR et ne pourront être versés avant signature de la Convention par tous les membres du groupement.

Les sommes dues au titre de la présente Convention sont versées aux services financiers du Bénéficiaire coordinateur.

Le cas échéant, le Bénéficiaire coordinateur s'engage à reverser les fonds perçus aux Bénéficiaires finaux.

Bénéficiaire coordinateur : Parc Naturel Régional des Grands Causses

Coordonnées bancaires :
RIB : 3000100536F1250000000 50
IBAN : FR2330001005 36F125000000050
BIC : BDFEFRPPCCT

Les versements seront effectués après, et sous réserve de l'encaissement de l'appel de fonds des co-financeurs, par la SASU FNCCR.

En cas de non-versement des contributions par les financeurs obligés du Programme, et ce, pour quelque motif que ce soit, la SASU FNCCR ne saurait être tenue responsable du retard ou du non-versement des fonds dus au Bénéficiaire coordinateur.

ARTICLE 5 : JUSTIFICATION DES DEPENSES PAR LE COORDINATEUR

La justification de réalisation des actions mises en œuvre par le Bénéficiaire coordinateur et par les Bénéficiaires finaux du Programme devra être effectuée au moyen de rapports techniques et de justifications de dépenses selon les modèles fournis par la SASU FNCCR.

Les justificatifs de dépenses du Bénéficiaire coordinateur devront être dument signées à la fois par son représentant légal et un comptable public. Le Bénéficiaire coordinateur aura la charge de les communiquer à la SASU FNCCR.

Toutes les dépenses affectées au projet et les activités correspondantes devront être justifiées dans le cadre du Programme et faire mention explicite à celui-ci (« ACTEE – PRO-INNO-66 »). Les justificatifs détaillés des dépenses et des activités (compte rendu, feuilles de présence…) devront être conservés par le Bénéficiaire coordinateur et par la SASU FNCCR pour un contrôle éventuel et aléatoire du Ministère De La Transition Écologique Et De La Cohésion Des Territoires pour une durée de 6 ans.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

La SASU FNCCR se réserve le droit de demander au Bénéficiaire coordinateur de faire réaliser, avant la fin du Programme, un audit sur la situation du Programme les concernant.

ARTICLE 6 : GARANTIE D'AFFECTATION DES FONDS

Le Bénéficiaire coordinateur s'engage à utiliser les fonds versés par la SASU FNCCR uniquement dans le cadre et aux bonnes fins d'exécution du Programme.

A ce titre, le Bénéficiaire coordinateur garantit la SASU FNCCR contre toute revendication ou action en responsabilité de quelque nature que ce soit en cas d'utilisation des fonds versés non conforme aux stipulations de la Convention et à d'autres fins que celles du Programme.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Le Comité de pilotage se réunira alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

ARTICLE 8 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026. Le dernier appel de fonds du Programme interviendra au cours du mois d'octobre de l'année 2026. En cas d'achèvement de la Convention multipartite, la présente Convention sera résiliée de plein droit.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative devait avoir lieu sur les actions, les budgets associés ou la durée du Programme.

Ces évolutions seront argumentées et discutées en par le service instructeur de la SASU FNCCR et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

Néanmoins, les modifications suivantes ne sont pas soumises à l'obligation de réaliser un avenant :

- Pour les lots 2 et 5, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de réaliser un avenant ;
- Pour le lot 3, les modifications de la liste des bâtiments sont exemptées de l'obligation de réaliser un avenant dans la limite de trois (3) bâtiments. Au-delà de ce seuil, il n'est possible de modifier la liste des bâtiments bénéficiant de la subvention sans recourir à un avenant qu'à la condition que cette modification ne dépasse pas 25% du total initial de ladite liste par action réalisée. Cette dérogation n'est pas applicable aux Schémas Directeurs Immobiliers et Energétiques (« SDIE »).

ARTICLE 9 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 2 exemplaires originaux

A _____ , le _____

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Pour Le Parc Naturel Régional des Grands Causses,
Président,
Monsieur Richard FIOL

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du Programme CEE ACTEE+

(PRO-INNO-66)

PROGRAMME ACTEE
Financer et accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics

FNCCR
territoire d'énergie

CHÊNE 3

ENTRE

La **SASU FNCCR** sise 20, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris 7e, représentée par Monsieur Xavier PINTAT, son Président,

Désignée ci-après par « la SASU FNCCR » ou « le Porteur », d'une part,

ET,

Le **Parc Naturel Régional des Grands Causses** , représenté par Monsieur Richard FIOL, en qualité de Président, habilité aux fins des présentes par
délibération du 18/10/2024.

Désigné ci-après par « Parc Naturel Régional des Grands Causses » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

(2) [Article membre]**L'Hospitalet-du-Larzac**, représenté par [Monsieur/Madame] Thierry CARTAYRADE, en qualité de [Fonction du représentant], habilité aux fins des présentes par
délibération du [Date].

Désigné ci-après par « L'Hospitalet-du-Larzac » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

(3) [Article membre]**Verrières**, représenté par [Monsieur/Madame] Jérôme Mouriès, en qualité de [Fonction du représentant], habilité aux fins des présentes par
délibération du [Date].

Désigné ci-après par « Verrières » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

(3) [Article membre]**Millau**, représenté par [Monsieur/Madame] Séverine Peyretout, en qualité de [Fonction du représentant], habilité aux fins des présentes par
délibération du [Date].

Désigné ci-après par « Millau » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

ET,

(3) [Article membre]**Saint-Sever-du-Moustier**, représenté par [Monsieur/Madame] Eric HOULES, en qualité de [Fonction du représentant], habilité aux fins des présentes par
délibération du [Date].

Désigné ci-après par « Saint-Sever-du-Moustier » ou « le Bénéficiaire », d'autre part,

Désignés ci-après individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66, est porté par la FNCCR et la SASU FNCCR.

Le programme ACTEE + (Action des collectivités Territoriales pour l'Efficacité énergétique), porté par la SASU FNCCR, dans la continuité et l'amplification du programme ACTEE 2 vise à développer les projets d'efficacité énergétique pour les bâtiments publics.

Le programme porte ainsi :

- Une aide technique et organisationnelle à destination de collectivités incluant une cellule d'accompagnement composée d'experts, un centre de ressources avec des cahiers des charges-type directement utilisables par les collectivités, des guides, des formations, des MOOC et outils numériques d'analyse. Dans ce cadre, des animations dédiées aux réseaux de lauréats et au réseau des économes de flux sont mises en place ;

- Le cofinancement de l'accompagnement et de la maîtrise d'œuvre pour la rénovation des bâtiments publics des collectivités et de l'éclairage public via des appels à projets ouverts favorisant le recours à des solutions mutualisées, intégrant l'efficacité énergétique et s'inscrivant dans le long terme.

Il s'appuie notamment sur les méthodes et outils déjà développés dans le cadre du programme ACTEE 2 et poursuivra leur déploiement.

Le volume de certificats d'économies d'énergie délivré dans le cadre de ce programme n'excède pas 31,5 TWh Cumac sur la période 2023-2026.

Suite à la réponse au Fonds CHÊNE lancé à destination des bâtiments publics tertiaires des collectivités, le jury a décidé de sélectionner le projet du groupement constitué de :

- Parc Naturel Régional des Grands Causses
- L'Hospitalet-du-Larzac
- Verrières
- Millau
- Saint-Sever-du-Moustier

L'objectif premier de ce Fonds est d'apporter un financement sur les coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments publics tertiaires des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités. Il est attendu que les subventions attribuées via ce Fonds génèrent des actions concrètes permettant la réduction de la consommation énergétique avant la fin du programme ou a minima la mise en place de plans de travaux avec une faisabilité avérée (passage des marchés notamment). La faisabilité des actions et des travaux par suite des études financées par le programme ACTEE sera un élément déterminant dans le choix des lauréats. Le second objectif de ce Fonds est de créer des coopérations entre établissements publics agrégateurs d'actions d'efficacité énergétique, idéalement à la maille interdépartementale, mais également infra-départementale.

DEFINITIONS

Au sens de la présente convention, les termes suivants s'entendent comme suit :

DOCUMENT DE TRAVAIL

Bénéficiaire : est entendu comme « bénéficiaire » du Programme ACTEE toute structure membre du groupement lauréat. Le cas échéant, le bénéficiaire peut également être bénéficiaire final.

Bénéficiaire final: est entendu comme « bénéficiaire final » du Programme ACTEE toute structure qui bénéficie in fine des fonds et/ou actions du Programme, par l'intermédiaire d'un bénéficiaire et du coordinateur du groupement.

Convention multipartite : est entendu comme « Convention multipartite », la convention passée entre l'intégralité des Bénéficiaires membres du groupement lauréat, le coordinateur et la SASU FNCCR établissant les règles générales du présent partenariat pour la mise en œuvre du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Convention tripartite: est entendu comme « Convention tripartite », la convention passée entre un Bénéficiaire, le coordinateur du groupement lauréat et la SASU FNCCR établissant les règles particulières du présent partenariat pour la mise en œuvre de chaque saison du fonds CHÊNE dans le cadre du Programme ACTEE+.

Coordinateur du groupement : est entendu comme « coordinateur du groupement », la structure membre du groupement lauréat désignée parmi les membres dudit groupement agissant comme interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR et notamment chargé, en cas de carence ou sur volonté du/des Bénéficiaire(s), de centraliser et de lui transmettre tous les justificatifs nécessaires à la bonne mise en œuvre du Programme.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir entre les Parties, les règles générales du présent partenariat pour le déroulement du fonds CHÊNE dans le respect de la convention de mise en œuvre du Programme ACTEE + PRO-INNO-66 conclue entre l'Etat, l'ADEME, la FNCCR, la SASU FNCCR, l'AMF et les co-financeurs du Programme – ci-après désignée « Convention multipartite ».

Les règles particulières, et notamment celles liées aux actions et aux engagements financiers passés (i.e. budget alloué pour chaque membre du groupement), pour chaque saison du fonds CHÊNE, dans le cadre du Partenariat entre les Parties pour le déroulement opérationnel du Programme figurent dans une convention accessoire à la présente Convention, dite « Convention tripartite ».

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 ENGAGEMENTS DU PORTEUR

Dans le cadre du programme et conformément à la présente Convention multipartite, la SASU FNCCR s'engage à initier ou à poursuivre les chantiers ci-dessous pendant toute la durée de la convention. La SASU FNCCR s'engage, en tant que porteur du programme, au titre de la présente convention à :

- Mettre en œuvre les actions du Programme ;

- Piloter la partie communication du Programme en collaboration avec les partenaires de celui-ci et sous contrôle des instructeurs de la SASU FNCCR ;

- Procéder aux appels de fonds vers les co-financeurs, après validation du comité de pilotage ;

- Recevoir les fonds des co-financeurs destinés au financement du programme et établir les attestations de versement des fonds comportant les informations indispensables pour l'obtention des certificats d'économie d'énergie ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Se coordonner avec les autres programmes CEE en lien avec la rénovation énergétique des bâtiments publics ;

- Faire certifier les comptes du programme par un commissaire aux comptes ;

La SASU FNCCR s'engage également à :

- Inscrire les fonds collectés et destinés au financement des actions dans un compte de tiers, et justifier de leurs versements aux Bénéficiaires, à l'euro ;

- Ne pas utiliser les fonds collectés pour d'autres opérations que celles mentionnées dans le cadre de la présente convention.

En effet, la SASU FNCCR opère dans le cadre du programme en qualité d'intermédiaire transparent et sans frais ; elle agit sous la supervision du Ministère De La Transition Écologique Et De La Cohésion Des Territoires et conformément aux règles de gestion énoncées dans la Convention ACTEE+ et la doctrine de programme CEE.

2.2 ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Article 2.2.1 Désignation et missions du coordinateur de groupement

Afin de faciliter les échanges et les flux entre la SASU FNCCR et les Bénéficiaires, ces derniers ont désigné parmi eux un membre coordinateur de leur groupement.

Coordinateur du groupement : Parc Naturel Régional des Grands Causses

Ce membre coordinateur sera l'interlocuteur privilégié de la SASU FNCCR tout au long de la mise en œuvre du programme.

Les missions du coordinateur sont les suivantes :

- Centraliser les échanges ;
- Faire remonter les demandes des Bénéficiaires ;
- Faire suivre tout échange descendant communiqué par la SASU FNCCR.

Le coordinateur fournira, en coopération avec l'ensemble des membres du groupement, un rapport d'activité selon le modèle fourni par la SASU FNCCR, un suivi financier, les livrables associés, le cas échéant et des remontées d'indicateurs à jour à la SASU FNCCR, pour chaque demande d'appel de fonds et a minima tous les 6 mois, ainsi que, le cas échéant, sur demande expresse de la SASU FNCCR.

Le coordinateur sera également chargé de superviser la réception des fonds par les membres du groupement.

Article 2.2.2 Respect de la Charte du réseau Econome de flux ACTEE par les Bénéficiaires signataires

Les Bénéficiaires ayant obtenu une aide relative à l'embauche d'un économe de flux ou bénéficiant du réseau Econome de flux ACTEE, des actions d'animation et de formation effectuées par la SASU FNCCR, s'engagent à signer et à appliquer la charte des économes de flux ACTEE ainsi que les dispositions liées à la communication mentionnées à l'article 4 de la présente Convention.

2.3 SIGNATURE ELECTRONIQUE

La signature électronique est un mécanisme permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et l'authentification de l'auteur pour s'assurer que l'acte ne puisse être remis en cause, par analogie avec la signature manuscrite d'un document papier.

Afin de permettre la progression optimale du programme, les Parties sont fortement encouragées à recourir au processus de signature électronique dans l'exercice de leurs relations contractuelles.

ARTICLE 3 : EVALUATION DU PROGRAMME

Une évaluation du dispositif des CEE peut être menée par le Ministère De La Transition Écologique Et De La Cohésion Des Territoires afin de déterminer si cet instrument permet d'obtenir les effets attendus. Dans cette logique, la SASU FNCCR pourra être amenée à faire évaluer par un bureau d'étude indépendant, la bonne utilisation par les lauréats des fonds alloués dans le cadre du Programme.

Les Bénéficiaires s'engagent à participer à toute sollicitation dans le cadre de l'évaluation du dispositif des CEE, intervenant en cours, ou postérieurement à celui-ci. Dans ce cadre, ils s'engagent à participer à des enquêtes d'évaluation du programme ACTEE sur l'utilisation des fonds versés aux Bénéficiaires, et plus généralement, à répondre à des enquêtes par questionnaire (en ligne) et à participer à des entretiens qualitatifs (en face-à-face ou par téléphone) abordant la conduite du Programme et ses résultats. Il s'engage en particulier à fournir tous les éléments quantitatifs ainsi que tout document nécessaire à l'évaluation des effets en termes d'efficacité énergétique, d'économies d'énergie, d'émissions de GES, de bénéfices techniques, économiques, sociaux et environnementaux du Programme.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

4.1 COMMUNICATION DES BENEFICIAIRES

Chaque Partie pourra communiquer individuellement sur le Programme à condition de ne pas porter atteinte aux droits des autres Parties ni à leur image.

Chaque Bénéficiaire s'engage à apposer, de façon systématique sur tous les supports en rapport avec le Programme ACTEE, les logos de la SASU FNCCR, de Territoire d'énergie et d'ACTEE (annexe).

La SASU FNCCR demeure pleinement propriétaire des droits de propriété intellectuelle attachés au logo ACTEE ainsi qu'au site internet du Programme.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Par ailleurs, chaque bénéficiaire s'engage à utiliser le logo CEE dans les actions liées au Programme, sur tous supports. L'usage du logo CEE est limité au cadre légal du Programme, notamment temporel. Les Bénéficiaires s'engagent à ne pas exploiter le logo CEE à des fins politiques, polémiques, contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à des droits reconnus par la loi et, de manière générale, à ne pas associer le logo CEE à des actions ou activités susceptibles de porter atteinte à l'Etat français ou lui être préjudiciable.

Chaque bénéficiaire fait parvenir son logo à la SASU FNCCR et l'autorise à en faire l'utilisation dans ses actions de communications relatives au Programme.

Toute représentation des logos et marques des Parties sera conforme à leur charte graphique respective (annexe). Aucune Partie ne pourra se prévaloir, du fait de la présente Convention, d'un droit quelconque sur les marques et logos de l'autre Partie.

Chaque Bénéficiaire s'engage à informer la SASU FNCCR de ses évènements ou toute autre manifestation en lien avec le Programme, et notamment à inviter la SASU FNCCR à chaque comité de pilotage, et l'informer des signatures de conventions relatives à la rénovation énergétique des bâtiments, des conférences, etc...

En amont de toute campagne d'envergure nationale ou de communiqué de presse à l'initiative du bénéficiaire, une information de la SASU FNCCR sera nécessaire.

Les Bénéficiaires concernés par la signature de la Charte du réseau Econome de flux ACTEE s'engagent, le cas échéant, à apposer systématiquement le logo du réseau sur les productions et actions de communication issues ou liées aux travaux du réseau des économes de flux, que ces réalisations soient communiquées par l'équipe ACTEE, par un membre du réseau ou par un tiers. Les membres du réseau des économes de flux s'engagent également, au sein de leur signature de courrier électronique, à utiliser le logo du réseau des économes de flux ainsi que l'appellation « économe de flux », associée à un titre complémentaire au besoin, au sein de leur signature de courrier électronique.

4.2 COMMUNICATION DES BENEFICIAIRES FINAUX

Chaque Bénéficiaire du Programme ACTEE doit systématiquement apposer le logo CEE et le logo du Programme ACTEE (annexe) sur les supports de communication en lien avec des opérations ou travaux (plaquette, panneau de chantier, article, réseaux sociaux…) bénéficiant de financements versés par un bénéficiaire lauréat. Les Bénéficiaires Finaux peut également intégrer le logo SASU FNCCR (annexe).

Les Bénéficiaires devront s'assurer que les Bénéficiaires Finaux disposent des logos nécessaires, en fassent usage, et qu'ils citent le Programme ACTEE lors de toute action de communication en lien avec le dispositif.

Dans le respect du Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679 et des dispositions de l'article 7 de la présente Convention, la SASU FNCCR pourra disposer de la liste des contacts des Bénéficiaires Finaux fournie par les Bénéficiaires et se réserve la possibilité de leur adresser des outils de communication dédiés au Programme.

Les Bénéficiaires finaux concernés par la signature de la Charte du réseau Econome de flux ACTEE s'engagent à apposer systématiquement le logo du réseau sur les productions et actions de communication issues ou liées aux travaux du réseau des économes de flux, que ces réalisations soient communiquées par l'équipe ACTEE, par un membre du réseau ou par un tiers. Les membres du réseau des économes de flux s'engagent également, au sein de leur signature de courrier électronique, à utiliser le logo du réseau des économes de flux ainsi que l'appellation « économe de flux », associée à un titre complémentaire au besoin, au sein de leur signature de courrier électronique.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Les documents et toutes informations appartenant au(x) Bénéficiaire(s) communiqués à la SASU FNCCR, sur quelque support que ce soit, ainsi que les résultats décrits dans le rapport final et obtenus en application de l'exécution de la décision de financement ou de la présente convention, ne sont pas considérés comme confidentiels.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La présente Convention pourra être résiliée par une Partie en cas de manquement par l'autre Partie à l'une de ses obligations contractuelles, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Partie défaillante et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois à compter de la réception de ladite lettre. La résiliation par l'une des Parties ne résilie pas de plein droit la Convention. Les instructeurs de la SASU FNCCR se réuniront alors pour définir les modalités de poursuite ou d'arrêt de tout ou partie du Programme du bénéficiaire concerné.

Les Parties conviennent également de manière expresse qu'en cas de modification des textes législatifs ou réglementaires relatifs aux économies d'énergie ou aux CEE rendant inapplicables les dispositions de la Convention, elles se rencontreront à l'initiative de la Partie la plus diligente pour en étudier les adaptations nécessaires. A défaut d'accord ou en cas d'impossibilité d'adapter la Convention dans un délai d'un (1) mois à compter de la 1ère réunion des Parties, cette dernière sera résiliée de plein droit. Le Comité de pilotage se réunira alors pour déterminer les modalités de clôture du Programme et notamment la répartition des fonds restants.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

ARTICLE 7 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, les Parties s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la protection des données à caractère personnel et en particulier au Règlement général sur la protection des données, dit RGPD, n°2016/679.

Dans l'objectif d'améliorer la performance du Programme et pour les besoins de l'exécution de la présente Convention, le Porteur sera amené à utiliser les données à caractère personnel des Bénéficiaires et Bénéficiaires finaux après avoir procédé à leur anonymisation.

ARTICLE 8 : LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAVAIL DISSIMULE

Dans le cadre de l'exécution de la Convention, chaque Partie s'engage à respecter et à faire respecter par ses sous-contractants et sous-traitants éventuels l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires, internationales, européennes et nationales, relatives à la lutte contre la corruption, au droit du travail et à la protection sociale ainsi qu'à la lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9 : DUREE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente Convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et prendra fin au 31/12/2026.

En cas de besoin, la présente Convention pourra faire l'objet d'un avenant si une modification significative ou structurelle devait avoir lieu sur les actions, la composition du groupement (i.e. ajout d'un bénéficiaire, mutualisation et/ou changement de coordinateur du groupement) ou la durée du Programme. Il est précisé qu'en cas de candidature à une nouvelle saison du fonds CHÊNE, la présente Convention demeurera inchangée et seule la Convention tripartite devra faire l'objet d'un avenant.

Ces évolutions seront argumentées et discutées en Comité de pilotage du Programme, et, le cas échéant, les objectifs seront alors revus pour intégrer les évolutions.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité et/ou à l'exécution de la Convention devra, en premier lieu, et dans la mesure du possible, être réglé au moyen de négociations amiables entre les Parties.

À défaut, un (1) mois après l'envoi d'une lettre en recommandé avec accusé de réception par une Partie à l'autre Partie mentionnant le différend, le différend sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en 6 exemplaires originaux

A _____ , le _____

Pour la SASU FNCCR,
Le Président Xavier PINTAT

Pour Le Parc Naturel Régional des Grands Causses,
Président,
Monsieur Richard FIOL

Pour [Article membre] L'Hospitalet-du-Larzac,
(1) [Fonction du représentant],
(1) [Monsieur/Madame] Thierry CARTAYRADE

DOCUMENT DE TRAVAIL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_066-DE
Reçu le 23/10/2024

Pour [Article membre] Verrières,
(1) [Fonction du représentant],
(1) [Monsieur/Madame] Jérôme Mouriès

Pour [Article membre] Millau,
(1) [Fonction du représentant],
(1) [Monsieur/Madame] Séverine Peyretout

Pour [Article membre] Saint-Sever-du-Moustier,
(1) [Fonction du représentant],
(1) [Monsieur/Madame] Eric HOULES

DOCUMENT DE TRAVAIL

ANNEXE : LOGOS

PROGRAMME ACTEE
Financer et accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics

FNCCR territoire d'énergie

CEE Les certificats D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

DOCUMENT DE TRAVAIL

Délibération PNRGC n°2024-067 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Signature d'une convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du contrat spécifique pour la réalisation d'une étude technico-économique d'un parc photovoltaïque au sol à Saint-Saturnin de Lenne

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte et objectif

Le 31 août 2022, le Conseil Régional d'Occitanie s'est engagé par arrêté, à accorder une subvention au Syndicat Mixte du PNR des Grands Causses pour l'accompagnement à l'intégration de financement participatif dans les projets ENR dans le cadre du contrat spécifique, à hauteur de 10 000 € pour une dépense éligible de 20 000 €.

Dans ce cadre, le PNR souhaite établir une convention de partenariat avec la commune de Saint-Saturnin de Lenne pour faire réaliser une étude technique, économique et juridique pour le développement d'un mini parc solaire au sol citoyen en autoconsommation collective. Ce parc solaire, d'une puissance estimée à 250 kW permettrait de produire 290 MWh par an, soit l'équivalent de la consommation des entreprises du secteur tertiaire sur la commune.

Budget

Détails des prestations de l'étude	Coût (€ HT)
Étude de faisabilité photovoltaïque pour le parc au sol	1 600 €
Étude des consommations électriques de 10 compteurs	1 200 €
Modélisation de l'autoconsommation collective communale	800 €
Modélisation économique complète du projet	1 200 €
Étude du portage juridique de l'opération	800 €
TOTAL HT	**5 600 €**
TVA 20 %	*1 120 €*
TOTAL TTC	**6 720 €**

Plan de financement	Part d'intervention	Montant d'intervention HT	Montant d'intervention TTC
Contrat spécifique – Région Occitanie	50 %	2 800 €	2 800 €
Commune de Saint-Saturnin de Lenne	50 %	2 800 €	3 920 €
TOTAL	**100 %**	**5 600 €**	**6 720 €**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_067-DE
Reçu le 23/10/2024

VOTE :	Pour : 10	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_067-DE
Reçu le 23/10/2024

Parc naturel régional des Grands Causses	**Convention d'accompagnement au développement de projet d'énergie renouvelable territoriale** Parc naturel régional des Grands Causses Commune de Saint-Saturnin de Lenne	

Entre les soussignés :

La Commune de Saint-Saturnin de Lenne, représentée par son Maire, Monsieur Yves Bioulac, dûment habilitée par une délibération du Conseil municipal du 25 mai 2020, ci-après dénommé : **La Commune**

Et

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, représenté par son Président, Monsieur Richard FIOL, ci-après dénommé : **Le Parc**

Préambule

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'est engagé dans un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) avec pour objectif principal d'atteindre l'autonomie énergétique d'ici 2030 par la réduction des consommations d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Pour répondre à ces objectifs, un plan d'actions a été mis en place avec des actions concrètes et notamment dans le secteur des énergies renouvelables : planification territoriale, développement de la micro-hydroélectricité, opérations collectives photovoltaïques, création d'une coopérative citoyenne, etc.

Les dépenses énergétiques des collectivités, citoyens et entreprises du territoire ne cessent d'augmenter chaque année et la question de l'autoconsommation photovoltaïque se pose de plus en plus. Dans un souci de partage de l'énergie, la commune de Saint-Saturnin de Lenne souhaiterait faire bénéficier d'un prix de l'énergie réduit grâce à une opération d'autoconsommation collective issue d'un parc photovoltaïque au sol.

Dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Territorial, le Parc souhaite encourager et soutenir des projets d'énergie renouvelable territoriale, intégrant des financements participatifs.

Bien que la production électrique d'un parc photovoltaïque ne puisse alimenter la totalité des besoins en énergie de la commune, elle permettrait de combler une partie des consommations de la commune et d'une partie de ses habitants. Au-delà de partager l'investissement, l'objectif de ce projet est également de partager une énergie à moindre coût.

Le Parc se propose ainsi d'accompagner les communes volontaires dans l'étude et la définition d'un projet d'énergie renouvelable, les démarches administratives, la communication auprès de la population, le montage du projet, etc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_067-DE
Reçu le 23/10/2024

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention vise à définir les modalités techniques et financières du partenariat entre le Parc et la Commune dans le cadre du projet de parc photovoltaïque au sol de la Commune.

Article 2 : Descriptif de l'opération

Afin d'accompagner au mieux la collectivité dans son projet d'énergie renouvelable citoyenne, le Parc missionnera un bureau d'études pour réaliser les missions suivantes :

- Étude de faisabilité photovoltaïque du futur parc
- Étude des consommations électriques des potentiels consommateurs
- Modélisation de l'autoconsommation collective communale
- Modélisation économique du projet
- Étude de portage juridique de l'opération

Article 3 : Engagements des parties

Le Parc :

- Réalisera une pré-étude technico-économique sur le projet d'énergie renouvelables
- Réalisera une réunion de présentation des résultats de l'étude sur la Commune
- Mettra à disposition de la Commune un modèle type de délibération et d'arrêté municipal
- Missionnera un bureau d'étude pour réaliser les missions citées dans l'article 2, pour le compte de la Commune
- Accompagnera la commune dans sa communication auprès des habitants (préparation support de communication, article pour le bulletin municipal / site internet de la commune, présence en réunion publique...)
- Mènera des actions de promotion de l'opération (en associant les bénéficiaires)
- Analysera les résultats de l'opération et les communiquera à la Commune

La Commune :

- Transmettra la délibération du Conseil municipal validant les missions du bureau d'étude
- Définira les modalités et organisera la communication vis-à-vis de sa population
- Mettra à disposition les éléments nécessaires à la bonne réalisation des missions décrites dans l'article 1
- Identifiera les parties prenantes du projet (investisseurs, consommateurs)
- S'associera aux démarches de promotion portées par le Parc
- Bénéficiera d'un appui technique du Parc tout au long de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_067-DE
Reçu le 23/10/2024

Article 4 : Modalités financières

Les modalités financières de cette convention concernent les prestations qui seront réalisées par le bureau d'études. Le coût de la prestation s'élève à 6 720 € TTC.
Dans le cadre du contrat spécifique établit entre la région Occitanie et le Parc Naturel Régional des Grands Causses, 50 % du montant HT des études est pris en charge, sur la base des devis portés en annexes.

Le parc s'engage, conformément à l'article 3, à suivre la bonne exécution des missions précisées dans le devis.

Le bénéficiaire s'engage à verser au Parc 50 % du reste à charge (50 % du montant HT + TVA) sur présentation d'une facture, soit la somme de **3 920 € TTC**.

Article 5 : Prise d'effet et modification par avenant

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les deux parties et se terminera au terme de 5 années. En tant que de besoin, elle pourra être modifiée par avenant recueillant l'approbation de l'ensemble des parties.

Fait à Saint-Saturnin de Lenne, le 05 Septembre 2024

Pour la Commune de Saint-Saturnin de Lenne,
Le Maire,
Yves Bioulac

Pour le Parc naturel régional des Grands Causses,
le Président,
Richard FIOL



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_067-DE
Reçu le 23/10/2024

Commune de Saint-Saturnin-de-Lenne
Le Bourg
12560 Saint-Saturnin-de-Lenne

N° TVA :

ENERCOOP MIDI-PYRENEES
26-28 rue Marie Magné – 31300 Toulouse
Tél : 05 32 50 04 90

DATE	N° DEVIS	VALIDITÉ
03/09/2024	DE 24.021ETU	03/12/2024

Toulouse, le 3 septembre 2024

DESIGNATION	QUANTITE	PRIX UNIT. hors taxes	MONTANT hors taxes
Etude de faisabilité technico-économique d'une opération d'autoconsommation collective photovoltaïque communale			
<u>Etude de faisabilité photovoltaïque pour le parc au sol</u> - Visite de site - Calepinage et simulation de la production pour chaque centrale - Études d'implantation et optimisation de la configuration technique tenant compte des contraintes techniques (masques, orientation, raccordement ..) et réglementaires (taxes, tarif d'achat …) - Mise en évidence des principaux enjeux pour le développement du projet - Chiffrage de la centrale considérée : investissement (CAPEX) et exploitation (OPEX) - Export d'une courbe de charge de puissance horaire pour modélisation autoconsommation - Plan d'implantation des matériels *Inclus : une journée de visite* *Livrable : synthèse technique*	2,0	800,00	1 600,00
<u>Etude des consommations électriques de 10 compteurs</u> - Récupération des courbes de consommations des 10 compteurs choisis par la commune par données transmises ou récupérables avec autorisation Enedis et modélisation de la courbe de charge au pas de temps horaire - Traitement et extrapolation des données manquantes quand nécessaire - Analyse de la consommation et de la puissance souscrite *Livrable : analyse de consommation de chaque site*	1,5	800,00	1 200,00
<u>Modélisation de l'autoconsommation collective communale</u> - Étude du périmètre de l'opération : zone géographique, consommateurs possibles, répartition de l'énergie - Confrontation de la courbe de production afin de mesurer l'autoproduction et l'autoconsommation de chacun des compteurs. Optimisation énergétique. - Détermination d'un coût moyen du MWh économisé en autoconsommation par la commune en fonction du profil de consommation et des tarifs souscrits. Possibilité de comparer plusieurs scénarios de tarifs souscrits - Modélisation de la facture des consommateurs intégrés et calcul des économies réalisées.	1,0	800,00	800,00
<u>Modélisation économique complète du projet</u> - Chiffrage de l'ensemble des coûts inhérents au projet - Réalisation du plan d'affaire de l'opération collective - Calcul des indicateurs pertinents (VAN, TRI Projet, temps de retour..) - Analyse du meilleur scénario et aide à la décision - Analyse des modes de financement possible en fonction du surplus de production non valorisé en autoconsommation (financement bancaire / subvention / en fonds propres) *Livrables : plan d'affaire économique complet pour chaque scénario, fiche de synthèse technico-économique du projet*	1,5	800,00	1 200,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20241018-20241018_06?aDE
Reçu le 23/10/2024

Etude du portage juridique de l'opération - Aide à la définition du montage juridique de ce projet en tenant compte des contraintes actuelles et futures du projet en prenant en compte l'évolution du projet - Portage de l'investissement, rôle de PMO selon les parties prenantes impliquées *Livrables : Support de présentation des solution possibles et de leur avantages et inconvénients.*	1,0	800,00	800,00
Inclus : réunions de lancement en présentiel, point intermédiaire en visio si nécessaire et réunion de restitution en visio.			
Coût moyen journalier : 800€ HT /jour			

TOTAL HT	5 600,00 €
TVA 20%	1 120,00 €
TOTAL TTC	**6 720,00 €**

Condition de paiement

Paiement de 30 % à la signature du présent devis

COMPTE CREDIT COOPERATIF : 42559 10000 08010687002 37

IBAN : FR76 4255 9100 0008 0106 8700 237

CODE BIC : CCOPFRPPXXX

BON POUR ACCORD (écrire en toute lettre) :

Date :
Lieu :
Signature :

Conditions Générales

Articles

1	CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU SERVICE Les prestations proposées par Enercoop Midi-Pyrénées (ci-après dénommé « le Prestataire »), régies par les présentes conditions générales, s'inscrivent dans le cadre d'un Service d'Etude de Projet Photovoltaïque, qui comprend 2 volets : - une analyse détaillée quant à l'opportunité du projet d'autoconsommation et/ou la production photovoltaïque porté par le client (ci-après dénommé « le Client ») sur son/ses sites. - une étude de faisabilité technico-économique (dimensionnement, choix des techniques et matériel, accompagnement de démarches administratives,...), ainsi qu'un bilan économique prévisionnel (estimation de l'investissement et du retour sur investissement) du projet. Le contenu exact des prestations est détaillé dans le devis accompagnant ces conditions générales de vente
2	DEBUT DES PRESTATIONS 2.1. Conclusion du contrat et date de prise d'effet Le contrat est conclu à compter de la signature du devis par le Client. La signature du devis par le client vaut acceptation sans réserve des engagements contenus dans ledit devis ainsi que des présentes conditions. 2.2. Conditions d'exécution Le début d'exécution des prestations est subordonné aux conditions suivantes : - la signature du devis et des présentes conditions par le Client et la transmission des documents dûment complétés et signés au Prestataire ; - le cas échéant le paiement d'un acompte mentionné sur le devis ; - la réception par le Prestataire des données techniques et de consommation relatives aux sites concernés par la prestation. A ce titre, le Client reconnaît expressément que la signature du devis vaut également autorisation au profit d'Enercoop Midi-Pyrénées pour solliciter et exploiter ces données auprès du Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD) ; 2.3. Date d'exécution Les prestations sont exécutées selon les délais fixés entre le Prestataire et le Client, ceux éventuellement mentionnés sur les devis, et dans tous les cas sous réserve d'exécution des conditions stipulées à l'article 2.2. ci-avant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20241018-20241018_06?aDE
Reçu le 23/10/2024

3	FACTURES ET RÉGLEMENT La ou les factures (d'acompte, solde ou globale) sont transmises au Client par voie électronique et réglées, par chèque ou virement, dans un délai de 30 jours à partir de la date d'émission. En cas de retard de paiement ou de paiement partiel de la part du Client, le Prestataire appliquera sur les sommes restant dues, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une pénalité dont le taux annuel est fixé à 12 %. A cette pénalité de retard s'ajoute une indemnité au titre des frais de recouvrement ne pouvant être inférieure à quarante (40) euros. Ces pénalités sont exigibles à compter du jour suivant la date de règlement inscrite sur la facture jusqu'à la date de réception du paiement par le Prestataire.
4	DROITS SUR LES LIVRABLES & DROITS D'AUTEUR Le Prestataire accorde au Client les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser (y compris, le droit de reproduction et représentation) les études réalisées dans le cadre des prestations fournies, en l'état ou modifiés, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins propres au Client. Lors de la diffusion partielle ou totale de ces livrables (analyse et étude), leur origine doit être mentionnée en faisant apparaître clairement le nom du Prestataire. Ces droits sont consentis dans tous les pays et pour toute la durée de validité du droit d'auteur attaché aux livrables, selon les normes en vigueurs dans le pays d'établissement de la prestation. Cette autorisation n'est toutefois valable que sous réserve du paiement total des sommes facturées par le Prestataire.
5	RESPONSABILITE Le Prestataire s'engage à exécuter le service souscrit conformément aux règles de l'art. Les études réalisées par le Prestataire ont pour objectif d'aider à la prise de décision du Client. Le Prestataire ne garantit en aucune manière le bénéfice d'économies dans les factures d'électricité ni un productible solaire précis.
6	CAS DE FORCE MAJEURE En cas de survenance d'un événement exceptionnel relevant d'un cas de force majeure, les obligations respectives des parties au titre du contrat sont suspendues le temps que perdure le-dit événement. Néanmoins l'obligation de payer les prestations déjà effectuées demeure. Les parties sont dégagées de leur responsabilité quant aux éventuels dommages et/ou défauts d'exécution qui résulteraient directement du-dit cas de force majeure.
7	CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES Le Prestataire est tenu à une obligation de confidentialité dans l'exécution des prestations. Cependant, à des fins de gestion contractuelle, le Prestataire est amené à collecter des données personnelles relatives à la personne ou au personnel du Client. Le Prestataire est également susceptible de collecter, directement ou indirectement (notamment via le GRD sur la base de l'autorisation signée par le Client) des données personnelles nécessaires à l'exécution du contrat (ex. : données de consommation lorsque celles-ci sont relatives à une personne physique). Le Prestataire pourra transmettre ces données à ses sous-traitants techniques et aux établissements financiers et administratifs dont l'intervention est nécessaire dans le cadre et pour la bonne exécution du contrat. Les données nécessaires à la gestion contractuelle ainsi que les données techniques et de consommation relatives à la prestation, sont conservées pendant une période de 5 ans à compter de la fin de la prestation. Le Client personne physique a un droit d'accès à ces données, comme en dispose l'article 15 du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données (RGPD).
8	TRAITEMENT DE DIFFÉRENDS En cas de différend, la procédure amiable est privilégiée : les parties conviennent préalablement à toute instance judiciaire, de se rencontrer afin de chercher à régler le différend par le biais de la négociation. En cas d'échec, les tribunaux du ressort du siège social du Prestataire sont compétents pour régler le litige.
9	OPÉRATIONS DE COMMUNICATION Le Prestataire, ou son réseau (réseau Enercoop), met régulièrement en avant les sites de ses clients, au sein de divers supports de communication (papier, audiovisuel et numérique), et notamment sur son site Internet, son cahier de référencement, ses réseaux sociaux, ses lettres d'information, ses brochures. Sauf opposition expresse de la part du Client, le Prestataire est autorisé à utiliser les informations relatives au(x) site(s) du Client pour les fins précitées. Cette autorisation vaut pour une durée maximale de deux (2) ans à compter de la fin du contrat.

Conditions rédigées le 27 juillet 2022

ENERCOOP MIDI-PYRENEES
26-28 rue Marie Magné – 31300 Toulouse
Tél : 05 32 50 04 90 – Courriel : bonjour.mipy@enercoop.fr
Société coopérative d'intérêt collectif à forme de SA à conseil d'administration et à capital variable
RCS Toulouse 809 762 511 – APE 3514 Z– TVA Intracommunautaire FR48 809762511

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20241018-20241018_06?aDE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n°2024-068 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Convention de partenariat pour la mise en place d'actions de sensibilisation et de valorisation du savoir-faire de la construction en pierre sèche avec la commune de Verrières

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Contexte

Le PnR a déjà mené de nombreuses actions en faveur du développement de la filière pierre sèche, en participant notamment aux programmes LAUBAMAC et LAUBAPRO avec l'association Artisans Bâtisseurs en Pierre Sèche (ABPS) sur des inventaires d'ouvrages en pierres clavées et la réalisation d'essais de résistance de murs en pierres sèches assisées et clavées en partenariat avec l'École nationale des Ponts et Chaussées de Paris.
Dans le cadre du contrat de restauration Biodiversité 2017-2021, des travaux de restauration d'ouvrages en pierre sèche ont également été réalisés sur la commune de Verrières.

Dans la continuité des actions précédemment engagées, une demande a été adressée au PNRGC par la Commune de Verrières pour le financement d'une action de sensibilisation sur les murs en pierres sèches. Financement qui a été obtenu par le PNRGC auprès de la DREAL Occitanie.
A ce titre, une convention de partenariat doit être élaboré entre le PNRGC et la Commune de Verrières.

Objet du financement

La convention est destinée à financer l'action suivante :

- Mise en place d'un chantier école d'une semaine, encadré par un formateur de l'association Artisans Bâtisseurs en Pierre Sèche (ABPS), sur la technique de construction de murs en pierre sèche ;
- Réalisation de 6 journées de sensibilisation périodiques (1fois/mois) sous forme de chantiers participatifs encadrés par un professionnel.

Ces actions s'adressent à un public varié : employés communaux, professionnels souhaitant découvrir ce savoir-faire, habitants du département, ... Elles visent une dizaine de personnes par chantier et seront réalisées sur la commune de Verrières.

Le SM PNRGC sera maître d'ouvrage de ces actions. Il prendra en charge le paiement de l'ensemble des prestations : financement des prestations des professionnels encadrant les chantiers ainsi qu'à l'achat de matières premières.

La Commune de Verrières sera maître d'ouvrage délégué et elle s'engage à mettre en œuvre ces actions : organisation, communication, suivi des chantier école et des chantiers participatifs.
La commune de Verrières s'engage à faire apparaître dans les divers documents d'information et de communication la participation financière de la DREAL Occitanie et l'appui du PNR des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_068-DE
Reçu le 23/10/2024

Plan de financement

Dépenses :

- Chantier école.....5 100 €
- Chantier participatif.....1 000 €
- Fourniture matériaux.....1 000 €

Total.....7 100 € HT soit 8 520 € TTC

Recettes :

- Aides DREAL.....4 000 €
- Participation Commune de Verrières.....2 500 €
- Autofinancement PNR.....2 020 €

Total.....8 520 € TTC

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_068-DE
Reçu le 23/10/2024

CONVENTION DE PARTENARIAT

Parc Naturel Régional des Grands Causses

pour la mise en place d'actions de sensibilisation et de valorisation du savoir-faire de la construction en pierre sèche

ENTRE

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, faisant élection de domicile au 71 boulevard de l'Ayrolle – BP 50126 – 12101 MILLAU Cedex,
Représenté par son Président, Richard FIOL, dûment habilité pour ce faire,

Désigné ci-après par « PNRGC »

D'UNE PART,

ET

La COMMUNE DE VERRIERES faisant élection de domicile– 8 Avenue du Lumensonesque 12520 *VERRIERES*

Représentée par son Maire, Jérome MOURIES dûment habilité pour ce faire,

Désignée ci-après par « COMMUNE DE VERRIERE »

D'AUTRE PART,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_068-DE
Reçu le 23/10/2024

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CONTEXTE DE LA CONVENTION

Le PnR a déjà mené de nombreuses actions en faveur du développement de la filière pierre sèche, en participant notamment aux programmes LAUBAMAC et LAUBAPRO avec l'association Artisans Bâtisseurs en Pierre Sèche (ABPS) sur des inventaires d'ouvrages en pierres clavées et la réalisation d'essais de résistance de murs en pierres sèches assisées et clavées en partenariat avec l'École nationale des Ponts et Chaussées de Paris.
Dans le cadre du contrat de restauration Biodiversité 2017-2021, des travaux de restauration d'ouvrages en pierre sèche ont également été réalisés sur la commune de Verrières.

Dans la continuité des actions précédemment engagées, une demande a été adressée au PNRGC par la Commune de Verrières pour le financement d'une action de sensibilisation sur les murs en pierres sèches.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est destinée à financer l'action suivante :

- Mise en place d'un chantier école d'une semaine, encadré par un formateur de l'association Artisans Bâtisseurs en Pierre Sèche (ABPS), sur la technique de construction de murs en pierre sèche ;
- Réalisation de 6 journées de sensibilisation périodiques (1fois/mois) sous forme de chantiers participatifs encadrés par un professionnel.

Ces actions s'adressent à un public varié : employés communaux, professionnels souhaitant découvrir ce savoir-faire, habitants du département, ... Elles visent une dizaine de personnes par chantier et seront réalisées sur la commune de Verrières.

Le SM PNRGC sera maître d'ouvrage de ces actions. Il prendra en charge le paiement de l'ensemble des prestations : financement des prestations des professionnels encadrant les chantiers ainsi qu'à l'achat de matières premières.

La Commune de Verrières sera maître d'ouvrage délégué et elle s'engage à mettre en œuvre ces actions : organisation, communication, suivi des chantier école et des chantiers participatifs.
La commune de Verrières s'engage à faire apparaître dans les divers documents d'information et de communication la participation financière de la DREAL Occitanie et l'appui du PNR des Grands Causses.

ARTICLE 3 : PLAN DE FINANCEMENT

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses :

Chantier école :	5 000 €
Chantier participatif :	1 200 €
Fourniture matériaux :	1 200 €

Total : 7 400 € HT soit 8 880 € TTC

Recettes :

Aides Dreal :	4 000 €
Participation Commune de Verrières	2 500 €
Autofinancement PNR :	2380 €
Total :	7 400 € TTC

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_068-DE
Reçu le 23/10/2024

ARTICLE 4 : DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature.

Elle demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 2025.

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES

Le montant de la participation financière de Verrières est de 2 500 € (deux mille cinq cent euros) pour une dépense de 7 400 €. En cas de dépassement de ce montant, celui-ci sera intégralement pris en charge par la Commun de Verrières.

Le versement de cette participation financière interviendra à la notification de la présente convention.

Fait à	Fait à
Le	Le
Pour le Parc Naturel régional des Grands Causses	Pour la Commune de Verrières

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_068-DE
Reçu le 23/10/2024

Délibération PNRGC n° 2024-069 du Bureau syndical du 18 octobre 2024

Mise à jour du tableau des effectifs au 1er novembre 2024

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

Le Président rappelle aux membres du Bureau syndical :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Bureau syndical de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

- Considérant la nécessité d'ajuster le tableau des effectifs sur la filière administrative par la suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe :

L'agent occupant ce poste permanent au grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps non complet (57%), a fait valoir ses droits à la retraite à compter du 1er juillet 2024.

Par délibération n°2024-040 du bureau syndical du 21 juin 2024, il a été créé un poste permanent pour un emploi d'adjoint administratif (Catégorie C) à temps complet pour pallier d'une part à ce départ en retraite et d'autre part à des besoins complémentaires liés à la réorganisation du service.

Les membres du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Aveyron ont été consultés sur la suppression de ce poste à temps partiel et ont rendu leur avis lors de la séance du 3 juillet 2024. La procédure étant respectée, il est proposé à l'assemblée de valider la suppression de ce poste.

- Considérant la nécessité d'ajuster le tableau des effectifs sur la filière technique par la création d'un poste de technicien territorial :

Afin de mener à bien ces missions d'accompagnements des collectivités sur le sujet de la rénovation énergétique et le déploiement d'ENR (principalement PV solaire), le PNR est à la recherche d'un chargé de projet énergie pour accompagner le territoire et les porteurs de projet ce qui nécessite le recrutement d'un technicien à compter du 1er décembre 2024. A ce titre il convient d'ouvrir un poste à temps complet au grade de technicien territorial.

Le Président propose au Bureau syndical :
D'adopter les modifications du tableau des emplois suivants par :

- la suppression d'un poste permanent sur la filière administrative au grade d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps non complet (57%)
- la création d'un poste permanent sur la filière technique au grade de technicien territorial pour permettre le recrutement d'un (e) chargé (e) de projet rénovation énergétique et déploiement des énergies renouvelables

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_069-DE
Reçu le 23/10/2024

Le tableau des effectifs se trouvera ainsi modifié à compter du 1er novembre 2024 :

Cadre d'emplois /grades	Catégorie	Temps de travail	Effectifs inscrits au budget	Effectifs pouvus
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général des Services 40 000 - 80 000	A	100%	1	0
Directeur Général Adjoint Services 40 000 - 150 000	A	100%	4	4
		TOTAL	5	4
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Administrateur	A	100%	1	0
Attaché principal	A	100%	2	1
Attaché	A	100%	2	2
Rédacteur principal de 1ère classe	B	100%	1	1
		90%	1	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	100%	1	1
Rédacteur	B	100%	1	1
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	100%	2	2
		57%	0	0
Adjoint administratif	C	100%	3	3
		TOTAL	14	11
FILIERE TECHNIQUE				
Ingénieur principal	A	100%	7	5
Ingénieur	A	100%	8	7
Technicien principal de 2ème classe	B	100%	1	1
Technicien territorial	B	100%	3	2
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	100%	2	2
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	100%	1	1
Adjoint technique	C	100%	4	3
		TOTAL	26	21
FILIERE CULTURELLE				
Attaché de conservation du patrimoine	A	100%	1	1
		TOTAL	1	1
		TOTAL GENERAL	46	37

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical décide d'adopter le tableau des emplois ainsi proposé,
Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget principal du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses au chapitre 012.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président,
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241018-20241018_069-DE
Reçu le 23/10/2024

Compte-rendu de la réunion du Bureau Syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses du 18 octobre 2024 à 16h00 dans les locaux du Parc à Millau (salle Cardabelle)

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques ARLES – Clément CARLES - Emmanuelle GAZEL – Christophe LABORIE - Séverine PEYRETOUT – Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
■ **Procurations**	Gaëlle LEVEQUE donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Jacques RIGAUD donne son pouvoir à Christophe LABORIE
■ **Absents, excusés**	Monique ALIES – Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY - Jean-François DUMAS – Edmond GROS - Christine SAHUET

1. **Validation du compte-rendu du Bureau syndical du 21 juin 2024**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité.

2. **Contrat groupe – Assurance des risques statutaires 2022-2025 – Revalorisation du taux du contrat IRCANTEC au 01.01.2025**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité.

3. **Délibération de mandat spécial pour les frais relatifs au Congrès des Parcs naturels régionaux 2024**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité.

4. **Installation et indemnisation des membres du Comité scientifique**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité.

5. **Réponse à l'AMI 2024 « Solidarités Alimentaires » de la MSA**
   Lecture de la délibération par Jacques ARLES
   Vote à l'unanimité.

6. **Demande de reconnaissance de niveau 2 du PAT Grands Causses Lévézou**
   Lecture de la délibération par Jacques ARLES
   Vote à l'unanimité.

7. **Réponse à l'Appel à Candidature « Soutien à la structuration des PAT de niveau 2 »**
   Lecture de la délibération par Jacques ARLES
   Vote à l'unanimité.

8. **Animation de la stratégie LEADER 2023-2024**
   Lecture de la délibération par Emmanuelle GAZEL
   Vote à l'unanimité.

9. **Animation de la stratégie LEADER 2025**
   Lecture de la délibération par Emmanuelle GAZEL
   Vote à l'unanimité.

10. **Animation territoriale – Contrat Local de Santé**
Lecture de la délibération par Emmanuelle GAZEL
Vote à l'unanimité.

11. **Projet Contrat Local de Santé – Charte du Comité Citoyen**
Lecture de la délibération par Emmanuelle GAZEL.
Vote à l'unanimité.

12. **Engagement Pacte ANAH 2025**
Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
Vote à l'unanimité.

13. **Prestation M.A.R. 2025**
Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
Vote à l'unanimité.

14. **Convention Réserve Internationale de Ciel Etoilé (RICE) des Cévennes**
Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
Vote à l'unanimité

15. **Signature d'une convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre de l'Appel à Projet CHENE – programme CEE ACTEE + - Pro – INNO 66**
Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
Vote à l'unanimité

16. **Signature d'une convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre du contrat spécifique pour la réalisation d'une étude technico-économique d'un part photovoltaïque au sol à Saint-Saturnin-de-Lenne**
Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
Vote à l'unanimité

17. **Convention de partenariat pour la mise en place d'actions de sensibilisation et de valorisation du savoir-faire de la construction en pierre sèche avec la commune de Verrières**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

18. **Points divers**

Délibération PNRGC n°2024-070 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat Spécifique 2025
Fiche action n°1 : Connaître, faire connaître et protéger (2025)
Focus sur le fonctionnement d'un système karstique du Larzac

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Dans le cadre de la protection et de la gestion de la ressource en eau le PNRGC poursuit activement la connaissance des aquifères karstiques sur son territoire. Sont mises en œuvre régulièrement des opérations de traçages afin de délimiter les bassins d'alimentation des sources. Récemment, lors d'un traçage, a été mis en évidence la restitution du colorant non pas sur un exutoire mais sur quatre.
Le Parc continue également son action Connaître faire connaître et protéger.

Objectifs et résultats attendus

L'action principale concerne la préparation d'une opération de traçage, de la mettre en œuvre et d'en interpréter les résultats afin de proposer les limites de bassin d'alimentation et un modèle de fonctionnement du karst dans ce secteur.

Contenu

Concernant le traçage : Récupérer toute la bibliographie sur le territoire concerné, analyser et synthétiser les opérations de traçage déjà réalisées dans le secteur, repérer les sites de mise en place des stations hydrométriques temporaire, effectuer des mesures de débit tout au long de l'opération, préparer la/les campagne(s) de traçage(s), assurer le suivi des appareils pendant l'opération , analyser les données, déterminer les bassins d'alimentation potentiels, réfléchir à un modèle hydrogéologique.
Concernant l'action Connaître faire connaître et protéger : Participation à des actions des réseaux et rencontres :

- Rencontres annuelles du groupe Vautours France, organisé par la LPO France.
- Séminaire annuel national des chargés de mission "biodiversité et gestion de l'espace" organisé par la Fédération des PNR de France.
- Autres rencontres, formations sur des thématiques d'actualités sur les enjeux Biodiversité.
- Réunions du comité technique du LIFE GYP'ACT sur la réintroduction du gypaète dans les Grands Causses.
- Suivi de la migration des oiseaux à Roquecezière en collaboration avec le PNR HL et les LPO12 et LPO81, qui pourra être étendue à des sites de migration dans le périmètre héraultais...

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_070-DE
Reçu le 25/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2025)

Direction de la Transition
Écologique et Énergétique

PNR Grands Causses

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	**1**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Fct - 160k€ à 80% max
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Connaître faire connaître et protéger (2025)
(focus sur le fonctionnement d'un système karstique du Larzac)

Nom du référent de l'action

Christophe APOLIT et Laure JACOB

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	1
N° de la mesure	10, 2, 4 et 5
Intitulé de la mesure	Eau souterraine : mieux la connaître, mieux la gérer

Référence au contrat

Priorité

Priorité dominante	Priorité n°1 : Changement climatique, TEE
Priorité secondaire	

Thématique

Thématique dominante	Eau
Thématique n°2	Biodiversité
Thématique n°3	

Action innovante et/ou expérimentale

Type d'innovation	expérimentale

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Concernant la connaissance du système karstique, généralement un traçage donne lieu à une restitution sur un point unique. Or lors d'une précédente opération ce sont 4 sources qui ont été approuvées. Il s'agit de réaliser des traçages en vue de proposer un modèle conceptuel de fonctionnement d'un aquifère karstique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_070-DE
Reçu le 25/11/2024

Descriptif de l'action

• Contexte :

Dans le cadre de la protection et de la gestion de la ressource en eau le PNRGC poursuit activement la connaissance des aquifères karstiques sur son territoire. Sont mises en œuvre régulièrement des opérations de traçages afin de délimiter les bassins d'alimentation des sources. Récemment, lors d'un traçage, a été mis en évidence la restitution du colorant non pas sur un exutoire mais sur quatre.
Le Parc continue également son action "Connaître faire connaître et protéger".

• Objectifs et résultats attendus :

L'action principale concerne la préparation d'une opération de traçage, de la mettre en œuvre et d'en interpréter les résultats afin de proposer les limites de bassin d'alimentation et un modèle de fonctionnement du karst dans ce secteur.

• Public cible	**Elus**	**Professionnels**	**Habitants**	

• Contenu de l'action :

Concernant le traçage : Récupérer toute la bibliographie sur le territoire concerné, analyser et synthétiser les opérations de traçage déjà réalisées dans le secteur, repérer les sites de mise en place des stations hydrométriques temporaire, effectuer des mesures de débit tout au long de l'opération, préparer la/les campagne(s) de traçage(s), assurer le suivi des appareils pendant l'opération , analyser les données, déterminer les bassins d'alimentation potentiels, réfléchir à un modèle hydrogéologique.
Concenant l'action "Connaître faire connaître et protéger" : Participation à des actions des réseaux et rencontres :
-Rencontres annuelles du groupe Vautours France, organisé par la LPO France.
-Séminaire annuel national des chargés de mission "biodiversité et gestion de l'espace" organisé par la Fédération des PNR de France.
-Autres rencontres, formations sur des thématiques d'actualités sur les enjeux Biodiversité.
-Réunions du comité technique du LIFE GYP'ACT sur la réintroduction du gypaète dans les Grands Causses.
-Suivi de la migration des oiseaux à Roquecézière en collaboration avec le PNR HL et les LPO12 et LPO81, qui pourra être étendue à des sites de migration dans le périmètre héraultais...

Localisation de l'action	Territoire du Parc	
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)
si oui, nom des partenaires	Hydrosciences à Montpellier	
Livrables	Rapport de synthèse des connaissance sur le secteur et modéle conceptuels de fonctionnement	

Calendrier prévisionnel

Date de début	**02/01/2025**
Date de fin	**31/12/2025**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_070-DE
Reçu le 25/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

Dépenses HT / TTC | TTC

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
Analyses des eaux	invt immatériel	4,00 €	300	1 200,00
Stagiaire de Master	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)	615	6	3 690,00
Accompagement ingénierie	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)	350	22	7 700,00
Frais de formation, hébergement...	Autres frais	1000	1	1000
Total dépenses				13 590,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR		43,34%	5 890,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public			
Financements privés			0,00
Autofinancement			7 700,00
Total recettes			13 590,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région- | non

Subvention Région affectée à l'ingénierie : | - €

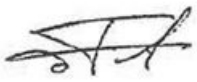
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_070-DE
Reçu le 25/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_070-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-071 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat spécifique 2025
Fiche action n°2 :
Gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines - Année 2025

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

La gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines est une action pluriannuelle qui a débuté dès 2001 (depuis 20 ans). Des données existent à partir de 1990 pour quelques stations du réseau quantitatif. C'est à la suite des études hydrogéologiques (Causse du Larzac, Causse Rouge, Causse de Sauveterre, Avant-causses du Saint-Affricain et Plateau du Guilhaumard) que le Parc a mis en place sur son territoire un réseau de stations de mesures des principales sources captées et non captées afin de mieux connaître la ressource en eau.

Le Parc possède actuellement quatre types de réseaux et en assure leur gestion :
- un réseau de contrôle de surveillance quantitatif des eaux souterraines (RCS quantitatif),
- un réseau complémentaire quantitatif des eaux souterraines (RC quantitatif),
- un réseau de contrôle de surveillance qualitatif des eaux souterraines (RCS qualitatif), En 2023 l'AEAG reprends la main sur ce réseau.
- un réseau complémentaire qualitatif des eaux souterraines (RC qualitatif) qui devient le (RCD qualitatif)

Les réseaux de contrôle de surveillance ont été mis en place au titre de la Directive cadre dans le domaine de l'eau et par rapport aux principales masses d'eau souterraines définies par l'Etat. Ces réseaux se substituent aux anciens réseaux dénommés « réseaux patrimoniaux ».

Concernant le réseau complémentaire qualitatif, il s'agit d'analyser certains paramètres représentatifs des pollutions potentielles existantes sur le Plateau du Larzac et notamment les teneurs en nitrates qui sont en augmentation depuis une dizaine d'années. A partir de 2023 il permettra également de poursuivre le suivi des sources historiques qui sont sorties du RCS de l'AEAG.

Objectifs et résultats attendus

- Pour le réseau de contrôle de surveillance quantitatif et le réseau complémentaire quantitatif : permettre l'acquisition en continu des données de débits sur les sources concernées afin de pérenniser l'observatoire mis en place depuis une vingtaine d'année. Les données sont transmises régulièrement vers l'HYDROPORTAIL, la banque nationale de données pour l'hydrométrie et l'hydrologie.
- Pour le réseau de surveillance qualitatif :
  Sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne l'Agence de l'Eau reprend la maitrise d'ouvrage de ce réseau.
- Pour le réseau complémentaire :
  - poursuivre le suivi des sources qui ne font plus partie du RCS qualitatif de l'AEAG mais qui présente toujours un intérêt patrimonial au niveau du territoire
  - connaître et suivre les caractéristiques hydrochimiques des principales masses d'eau souterraines du territoire,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_071-DE
Reçu le 25/11/2024

- mettre en place une veille sanitaire sur la qualité des eaux en relation avec les différentes activités présentes sur le bassin d'alimentation concerné (autoroute, exploitations agricoles...),
- surveiller la non-dégradation des masses d'eau,
- communiquer les résultats auprès des collectivités et partenaires.

Les données acquises sont intégrées à la banque ADES via le SQE (Accès aux Données sur les Eaux Souterraines) dont les objectifs sont les suivants :

- Constituer un outil de collecte et de conservation des données sur les eaux souterraines, mobilisable par un large ensemble de partenaires.
- Permettre les traitements nécessaires à l'action de chacun des partenaires.
- Etre le guichet d'accès aux informations sur les eaux souterraines.
- Avoir un suivi de l'état patrimonial des ressources pour répondre à la politique des eaux souterraines.
- Adopter au niveau national un principe de transparence et d'accessibilité aux données sur les eaux souterraines.

Contenu

Concernant le RCS quantitatif, il s'agit de gérer 28 stations dont 4 stations sont situées dans le Département de la Lozère, mais sur des bassins d'alimentation situés en partie en Aveyron (4 stations ont été rajoutées à la suite de l'étude hydrogéologique du Saint-Affricain).

Concernant le RC quantitatif, il s'agit de gérer 13 stations.

Concernant le RCD qualitatif, plusieurs suivis sont mis en place :

- un suivi mensuel de certains paramètres : Pb, Zn, Ca, t, pH, C, O2, NO3, PO4 (et les orthophosphates), Cl, Al et Cu
- un suivi biannuel des principales sources karstique (éléments majeurs, métaux, hydrocarbures et pesticides)
- un suivi régulier (1/2 heure) de la température, de la conductivité et de la turbidité à partir de sondes,
- un suivi ponctuel de certains paramètres par rapport à une problématique (lessivage, salage...).

C'est le Parc qui effectue en régie les prélèvements, la gestion des différentes sondes et centrales d'acquisition de données.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_071-DE
Reçu le 25/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2025)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique

PNR Grands Causses

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	**2**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Invest - 80k€ max à 70% au global
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines - Année 2025

Nom du référent de l'action

Laurent Danneville et Christophe APOLIT

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	1
N° de la mesure	10
Intitulé de la mesure	Eau souterraine : mieux la connaître, mieux la gérer

Référence au contrat

Priorité

Priorité dominante	Priorité n°1 : Changement climatique, TEE
Priorité secondaire	

Thématique

Thématique dominante	Eau
Thématique n°2	Aménagement / urbanisme
Thématique n°3	Géologie

Action innovante et/ou expérimentale

Type d'innovation	sans objet

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Descriptif de l'action

• Contexte :

La gestion des réseaux quantitatifs et qualitatifs des eaux souterraines est une action pluriannuelle qui a débuté dès 2001 (depuis 20 ans). Des données existent à partir de 1990 pour quelques stations du réseau quantitatif. C'est à la suite des études hydrogéologiques (Causse du Larzac, Causse Rouge, Causse de Sauveterre, Avant-causses du Saint-Affricain et Plateau du Guilhaumard) que le Parc a mis en place sur son territoire un réseau de stations de mesures des principales sources captées et non captées afin de mieux connaître la ressource en eau.

Le Parc possède actuellement quatre types de réseaux et en assure leur gestion :
- un réseau de contrôle de surveillance quantitatif des eaux souterraines (RCS quantitatif),
- un réseau complémentaire quantitatif des eaux souterraines (RC quantitatif),
- un réseau de contrôle de surveillance qualitatif des eaux souterraines (RCS qualitatif), En 2023 l'AEAG reprends la main sur ce réseau.
- un réseau complémentaire qualitatif des eaux souterraines (RC qualitatif) qui devient le (RCD qualitatif)

Les réseaux de contrôle de surveillance ont été mis en place au titre de la Directive cadre dans le domaine de l'eau et par rapport aux principales masses d'eau souterraines définies par l'Etat. Ces réseaux se substituent aux anciens réseaux dénommés « réseaux patrimoniaux ».

Concernant le réseau complémentaire qualitatif, il s'agit d'analyser certains paramètres représentatifs des pollutions potentielles existantes sur le plateau du Larzac et notamment les teneurs en nitrates qui sont en augmentation depuis une dizaine d'année. A partir de 2023 il permettra également de poursuivre le suivi des sources historiques qui sont sortie du RCS de l'AEAG.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_071-DE
Reçu le 25/11/2024

• Objectifs et résultats attendus :

•Pour le réseau de contrôle de surveillance quantitatif et le réseau complémentaire quantitatif : Permettre l'acquisition en continu des données de débits sur les sources concernées afin de pérenniser l'observatoire mis en place depuis une vingtaine d'années. Les données sont transmises régulièrement vers l'HYDROPORTAIL, la banque nationale de données pour l'hydrométrie et l'hydrologie.
•Pour le réseau de surveillance qualitatif :
Sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne l'Agence de l'Eau reprend la maitrise d'ouvrage de ce réseau.
•Pour le réseau complémentaire :
-Poursuivre le suivi des sources qui ne font plus partie du RCS qualitatif de l'AEAG mais qui présente toujours un intérêt patrimonial au niveau du territoire
-Connaître et suivre les caractéristiques hydrochimiques des principales masses d'eau souterraines du territoire
-Mettre en place une veille sanitaire sur la qualité des eaux en relation avec les différentes activités présentes sur le bassin d'alimentation concerné (autoroute, exploitations agricoles…),
-Surveiller la non-dégradation des masses d'eau,
-Communiquer les résultats auprès des collectivités et partenaires.
Les données acquises sont intégrées à la banque ADES via le SQE (Accès aux Données sur les Eaux Souterraines) dont les objectifs sont les suivants :
-Constituer un outil de collecte et de conservation des données sur les eaux souterraines, mobilisable par un large ensemble de partenaires.
-Permettre les traitements nécessaires à l'action de chacun des partenaires.
-Etre le guichet d'accès aux informations sur les eaux souterraines.
-Avoir un suivi de l'état patrimonial des ressources pour répondre à la politique des eaux souterraines.
-Adopter au niveau national un principe de transparence et d'accessibilité aux données sur les eaux souterraines.

• Public cible	**Elus**	**Professionnels**	**Habitants**	

• Contenu de l'action :

Concernant le RCS quantitatif, il s'agit de gérer 28 stations dont quatre stations sont situées dans le département de la Lozère, mais sur des bassins d'alimentation situés en partie en Aveyron (4 stations ont été rajoutées à la suite de l'étude hydrogéologique du Saint-Affricain).

Concernant le RC quantitatif, il s'agit de gérer 13 stations

Concernant le RCD qualitatif, plusieurs suivis sont mis en place :
- un suivi mensuel de certains paramètres : Pb, Zn, Ca, t, pH, C, O2, NO3, PO4 (et les orthophosphates), Cl, Al et Cu
- un suivi biannuel des principales sources karstique (éléments majeurs, métaux, hydrocarbures et pesticides)
- un suivi régulier (1/2 heure) de la température, de la conductivité et de la turbidité à partir de sondes,
- un suivi ponctuel de certains paramètres par rapport à une problématique (lessivage, salage…).

C'est le Parc qui effectue en régie les prélèvements, la gestion des différentes sondes et centrales d'acquisition de données.

Localisation de l'action			
Action partenariale (oui/non)		(Partenaires techniques)	
si oui, nom des partenaires			
Livrables			

Calendrier prévisionnel

Date de début	**01/01/2025**
Date de fin	**31/12/2025**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_071-DE
Reçu le 25/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

Dépenses HT / TTC | TTC

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
Achat de matériels	achats matériels	17000	1	17 000,00
Fournitures	invt immatériel	3000	1	3 000,00
Analyses eau	prest./fourn.	15000	1	15 000,00
Frais de personnels Parc	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)	65000	1	65 000,00
Total dépenses				100 000,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	14470	11%	10 565,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat	Agence de l'eau AG	68%	68 132,00
Communes et interco			
Autres Public			0,00
Financements privés			0,00
Autofinancement	PNRGC	21%	21 303,00
Total recettes			100 000,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

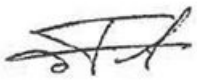
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_071-DE
Reçu le 25/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_071-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-072 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat spécifique 2025
Fiche action n°3 : Développement des ENR et Sensibiliser les commerçants, entreprises et industries à la réduction de la pollution lumineuse nocturne

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Règlementaire :

- Loi APER obligeant les propriétaires de zones de stationnement de plus de 1500 m² à équiper au moins la moitié de la surface en ombrières photovoltaïques
- DEET : Décret Eco Energie Tertiaire (obligation de réduction de 40 à 60 % des consommations énergétiques pour les bâtiments de plus de 1000 m²)
- RLPI (Règlement Local de Publicité Intercommunal) - cf. articles 1.3 ; 1.4 concernant les enseignes de publicité lumineuses

PCAET :

Engagement des territoires vers une diminution des consommations d'énergies

Objectifs et résultats attendus

- Préparer la publication d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'équipement de foncier public déjà artificialisé en ombrières photovoltaïques. Il consiste en la réalisation d'études préalables (opportunité) des sites recensés.
- Massifier le développement des ENR sur le territoire, tout en permettant une mutualisation des démarches entre les communes et un accompagnement conjoint par le B57PNR.
- Sensibiliser les entreprises B57aux enjeux de l'extinction de l'éclairage extérieur (énergie, pollution lumineuse)
- Créer des synergies au sein d'entreprises situées dans une même zone d'activité
- Parvenir à un consensus d'extinction sur des zones ciblées (mêmes horaires d'extinction)

Contenu

* Stage avec pour objectif :
  - Recensement des zones d'études potentielles de développement d'ombrières PV sur du foncier public
  - Premier tri des sites remontés selon leur caractéristiques (superficie à équiper minimum, orientation, ombrages, etc.)
  - Information aux communes concernées sur la démarche d'AMI et les contraintes urbanistiques liées aux ombrières (démarches, etc.)
  - Réalisation d'études d'opportunité : dimensionnement photovoltaïque des potentielles ombrières, implantation géographique, contraintes techniques/urbanistiques, étude économique et de rentabilité des projets
  - Restitution des études aux communes
  - Deuxième tri des sites selon leur opportunité technico-économique (tri à effectuer selon les critères techniques et économiques et les choix faits par les élus après restitution des premiers travaux)
  - Intégration des sites retenus dans la première phase d'étude de faisabilité de l'AMI pour une publication attendue à l'automne 2025
* Réalisation d'un guide sur la réduction de l'éclairage pour les entreprises et les commerces, intégration de mesures spécifiques dans les RLPi.
* Réalisation de diagnostics d'éclairage public sur des zones d'activité (projet tutoré licence pro, stage)
* Valorisation des entreprises engagées : témoignages, cartographies, organisation de défis-challenges
* Etude de la possibilité de mise à disposition d'horloges ou de matériel pour les entreprises et commerçants.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_072-DE
Reçu le 25/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2026)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	**3**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Opération d'investissement ou de fonctionnement	Fonctionnement
TTC ou HT	

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Développement des ENR et Sensibiliser les commerçants, entreprises et industries à la réduction de la pollution lumineuse nocturne

Nom du référent de l'action

Arnaud Sancet, Johanna Grazide-Abadie

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	
N° de la mesure	
Intitulé de la mesure	

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	
Priorité secondaire	
Thématique	
Thématique dominante	transition énergétique
Thématique n°2	
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

#NOM?

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_072-DE
Reçu le 25/11/2024

• Contexte :

Règlementaire :
- Loi APER obligeant les propriétaires de zones de stationnement de plus de 1500 m² à équiper au moins la moitié de la surface en ombrières photovoltaïques
- DEET : Décret Eco Energie Tertiaire (obligation de réduction de 40 à 60 % des consommations énergétiques pour les bâtiments de plus de 1000 m²)
- RLPI (Règlement Local de Publicité Intercommunal) - cf. articles 1.3 ; 1.4 concernant les enseignes de publicité lumineuses

PCAET :
Engagement des territoires vers une diminution des consommations d'énergies

• Objectifs et résultats attendus :

* Préparer la publication d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'équipement de foncier public déjà artificialisé en ombrières photovoltaïques. Il consiste en la réalisation d'études préalables (opportunité) des sites recensés.
* Massifier le développement des ENR sur le territoire, tout en permettant une mutualisation des démarches entre les communes et un accompagnement conjoint par le B57PNR.
* Sensibiliser les entreprises B57aux enjeux de l'extinction de l'éclairage extérieur (énergie, pollution lumineuse)
* Créer des synergies au sein d'entreprises situées dans une même zone d'activité
* Parvenir à un consensus d'extinction sur des zones ciblées (mêmes horaires d'extinction)

• Public cible	**collectivités**	**entreprises, commerçants, industries**

• Contenu de l'action :

* Stage avec pour objectif :
- Recensement des zones d'études potentielles de développement d'ombrières PV sur du foncier public
- Premier tri des sites remontés selon leur caractéristiques (superficie à équiper minimum, orientation, ombrages, etc.)
- Information aux communes concernées sur la démarche d'AMI et les contraintes urbanistiques liées aux ombrières (démarches, etc.)
- Réalisation d'études d'opportunité : dimensionnement photovoltaïque des potentielles ombrières, implantation géographique, contraintes techniques/urbanistiques, étude économique et de rentabilité des projets
- Restitution des études aux communes
- Deuxième tri des sites selon leur opportunité technico-économique (tri à effectuer selon les critères techniques et économiques et les choix faits par les élus après restitution des premiers travaux)
- Intégration des sites retenus dans la première phase d'étude de faisaibilité de l'AMI pour une publciation attendue à l'automne 2025
* Réalisation d'un guide sur la réduction de l'éclairage pour les entreprises et les commerces, intégration de mesures spécifiques dans les RLPi.
* Réalisation de diagnostics d'éclairage public sur des zones d'activité (projet tutoré licence pro, stage)
* Valorisation des entreprises engagées : témoignages, cartographies, organisation de défis-challenges
* Etude de la possibilité de mise à disposition d'horloges ou de matériel pour les entreprises et commerçants.

Localisation de l'action	Parc des Grands Causses	
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)
si oui, nom des partenaires	CCI, CMA, bureaux d'études (Enercoop, etc.)	
Livrables	Etudes d'opportunités PV en ombrière Guide technique sur l'éclairage + diagnostics d'éclairage + sensibilisation aux enjeux de pollution lumineuse et de gains énergétiques	
Calendrier prévisionnel		
Date de début	**janv-25**	
Date de fin	**déc-25**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_072-DE
Reçu le 25/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

Dépenses HT / TTC	TTC

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
Réalisation d'affiches de sensibilisation aux enjeux de la pollution lumineuse et aux gains énergétiques / guides techniques		1 500,00 €	1	1 500,00 €
Logiciel dimensionnement PV	invt immatériel	1 000,00 €	1	1 000,00 €
Ingénierie		370,00 €	8	2 960,00 €
Rémunération stagiaire	frais de personnel	4,35 €	861	3 745,35 €
Diagnostics d'éclairage (pour 1 zone d'activités)	prestations externes/dépenses directes	€ 2 950,00	1	€ 2 950,00
Contribution à l'étude de pollution lumineuse RICE	prestations externes/dépenses directes	€ 1 933,00	1	€ 1 933,00
Total dépenses				**14 088,35 €**

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR		71%	9 945,00 €
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public	Diag éclairage à 40 %	8%	€ 1 180,00
Financements privés			
Autofinancement		21%	2 963,35 €
Total recettes			14 088,35 €

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-	oui
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

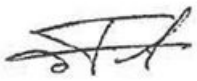
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_072-DE
Reçu le 25/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_072-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-073 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat spécifique 2025
Fiche action n°4 : Développer et formaliser une stratégie d'achat public durable

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

La commande publique constitue un levier majeur de la transition écologique.
Certaines collectivités ont amorcé des démarches, plus ou moins formalisées, visant à intégrer des critères de durabilité dans leurs marchés publics.
Il y a un réel enjeu à accélérer la diffusion de ces premières bonnes pratiques pour en faire une pratique de base, tout en accompagnant les entreprises du territoire pour leur permettre de répondre aux besoins des acheteurs publics.
Par ailleurs, un des enjeux de cette action repose également sur le fait que cette approche puisse s'appliquer à toute dépense publique, y compris pour des "petites dépenses", non soumises au régime des marchés publics.

Action inscrite dans le plan d'actions territorial en matière d'économie circulaire, validé à l'été 2023 (action n°5) et dans le PCAET (actions 1-2-7 et 1-2-11).

Objectifs et résultats attendus

- Animation d'un réseau d'acheteurs publics à l'échelle territoriale : Organisation des temps d'échanges réguliers, en s'appuyant sur le réseau régional Res'Occ.
- Montée en compétence des services des CC sur la commande publique durable : Ateliers, formations : organisation de 2 ateliers/an.
- Rédaction d'un guide de la commande publique durable.

Contenu

Au sein des collectivités :
- Adhésion au réseau Res'Occ
- Organisation d'ateliers thématiques
- Elaboration de SPASERs ou document équivalent (Charte...)

A l'échelle territoriale :
- Création d'un réseau d'acheteurs publics durables pour échanger et partager et diffuser les bonnes pratiques, en s'appuyant sur le réseau régional Res'Occ
- Organisation d'ateliers thématiques pour accompagner la montée en compétence des agents,
- Rédaction d'un guide pour la commande publique durable (ex: rédaction de clauses durables communes).

En parallèle, accompagner les entreprises du territoire dans la prise en compte de ces critères d'achat durable pour favoriser les réponses aux appels d'offres publics et améliorer la compétitivité des entreprises locales.

Une 1ère journée est prévue dès début 2025 autour du Réemploi dans le BTP, en partenariat avec Envirobat

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_073-DE
Reçu le 25/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2026)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique

PNR Grands Causses

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION	
N° fiche action	**4**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Opération d'investissement ou de fonctionnement	Fonctionnement
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Développer et formaliser une stratégie d'achats publics durables

Nom du référent de l'action

Manon LILAS

Référence à la Charte du PNR	
N° de l'axe	
N° de la mesure	
Intitulé de la mesure	

Référence au contrat	
Priorité	
Priorité dominante	
Priorité secondaire	
Thématique	
Thématique dominante	Transition écologique
Thématique n°2	
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_073-DE
Reçu le 25/11/2024

Descriptif de l'action +B46:F56B52B46:F51B46:F61B52B46:F51B46:F78B52B46:F51B46:F82B52B46:F51B46:F84B52B46:F51B46

• Contexte :

La commande publique constitue un levier majeur de la transition écologique.
Certaines collectivités ont amorcé des démarches, plus ou moins formalisées, visant à intégrer des critères de durabilité dans leurs marchés publics.
Il y a un réel enjeu à accélérer la diffusion de ces premières bonnes pratiques pour en faire une pratique de base, tout en accompagnant les entreprises du territoire pour leur permettre de répondre aux besoins des acheteurs publics.
Par ailleurs, un des enjeux de cette action repose également sur le fait que cette approche puisse s'appliquer à toute dépense publique, y compris pour des "petites dépenses", non soumises au régime des marchés publics.

Action inscrite dans le plan d'actions territorial en matière d'économie circulaire, validé à l'été 2023 (action n°5) et dans le PCAET (actions 1-2-7 et 1-2-11).

• Objectifs et résultats attendus :

- Animation d'un réseau d'acheteurs publics à l'échelle territoriale: organisation des temps d'échanges réguliers, en s'appuyant sur le réseau régional Res'Occ
- Montée en compétence des services des CC sur la commande publique durable: ateliers, formations: organisation de 2 ateliers/an
- Rédaction d'un guide de la commande publique durable

• Public cible	**Collectivités**			

• Contenu de l'action :

Au sein des collectivités:
- Adhésion au réseau Res'Occ
- Organisation d'ateliers thématiques
- Elaboration de SPASERs ou document équivalent (Charte...)

A l'échelle territoriale:
- Création d'un réseau d'acheteurs publics durables pour échanger et partager et diffuser les bonnes pratiques, en s'puuyant sur le réseau régional Res'Occ
- Organisation d'ateliers thématiques pour accompagner la montée en compétence des agents,
- Rédaction d'un guide pour la commande publique durable (ex: rédaction de clauses durables communes).

En parrallèle, accompagner les entreprises du territoire dans la prise en compte de ces critères d'achat durable pour favoriser les réponses aux appels d'offres publics et améliorer la compétitivité des entreprises locales.

Une 1ère journée est prévue dès début 2025 autour du Réemploi dans le BTP, en partenariat avec Envirobat

Localisation de l'action	Parc	
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)
si oui, nom des partenaires	CC, ADEME	
Livrables		
Calendrier prévisionnel		
Date de début	**2025**	
Date de fin	**2026**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_073-DE
Reçu le 25/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

			Dépenses HT / TTC	TTC

Postes de dépense	**Type**	**Montant unitaire**	**Nombre**	**TOTAL**
Formations internes sensibilisation à la commande durable aux collectivités	Prestation	1 500,00 €	7	10 500,00 €
Ateliers thématiques inter-collectivités (1 jour)	Prestation	1 000,00 €	4,00	4 000,00 €
Frais animations, communication	Autres: matériel, communication...	2 000,00 €		2 000,00 €
Animation, coordination de l'action	Frais de personnel	370,00 €	20	7 400,00 €
Total dépenses				23 900,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR		20,92%	5 000,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco		14,64%	3 500,00
Autres Public	COT	33,47%	8 000,00
Financements privés			
Autofinancement		30,96%	7 400,00
Total recettes			23 900,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

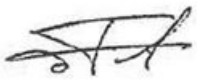
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_073-DE
Reçu le 25/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_073-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-074 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat spécifique 2025
Fiche action n°5 :
Etude Enveloppe urbaine

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Le territoire, via la Charte du PNRGC de 2024-2039 et le SCOT 2017, a déjà engagé une démarche de sobriété des ressources naturelles et notamment foncière. A l'échelle régionale, la révision du SRADDET est en cours et décline la loi Climat et Résilience et notamment le volet ZAN. Dans ce cadre, le territoire du PNRGC souhaite engager une démarche collective pour décliner localement ces objectifs de sobriété foncière dans les futurs documents d'urbanisme du territoire. Ceci en prenant en compte les spécificités du territoire rural des Grands Causses peu consommateurs d'espaces Naturel Agricole et Forestier.

Objectifs et résultats attendus

Co construire une enveloppe urbaine qui fera référence dans le suivi de la consommation d'espace et de l'artificialisation des sols.

Contenu

Etude complémentaire à partir du modèle d'Occupation des Sols en cours de finalisation pour prédéfinir une enveloppe urbaine qui s'appuiera sur une analyse multicritère : Usage du sol, occupation du sol, enjeux de biodiversité, documents d'urbanisme existants.... La démarche proposée est une démarche de co construction du PNR et des CC avec les services de la DDT 12 et les chambres consulaires (CCI et CA12). Un travail à l'échelle des communes sera réalisé avec les élus volontaires. Cette enveloppe urbaine devra anticiper le suivi de l'artificialisation prévu à partir de 2030 et permettra son suivi.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_074-DE
Reçu le 25/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2026)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	**5**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Opération d'investissement ou de fonctionnement	Fonctionnement
TTC ou HT	

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Etude pour la mise en œuvre du SRADDET et notamment le volet sobriété foncière

Nom du référent de l'action

A SANCET

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	I
N° de la mesure	7 et 19
Intitulé de la mesure	Co construction de l'Etude de définition de l'enveloppe urbaine "batie" à partir du nouveau MOS du PNRGC sur le territoire du PNR des Grands Causses

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	planification
Priorité secondaire	
Thématique	
Thématique dominante	aménagement
Thématique n°2	sobriété foncière
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

étude d'élaboration et de définition de l'enveloppe urbaine à partir du Modèle d'Occupation des Sols du PNR GC avec les CC, la DDT et les chambres consulaires

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_074-DE
Reçu le 25/11/2024

Descriptif de l'action				
• Contexte :				
Le territoire via la charte du PNRGCde 2024-2039 et le SCOT 2017 a déjà engagé une démarche de sobriété des ressources naturelles et notamment foncière. A l'échelle régionale, la révision du SRADDET est en cours et décline la loi Climat et Résilience et notamment le volet ZAN. Dans ce cadre, le territoire du PNRGC souhaite engager une démarche collective pour décliner localement ces objectifs de sobriété foncière dans les futurs documents d'urbanisme du territoire. Ceci en prenant en compte les spécificités du territoire rural des Grands Causses peu consommateurs d'espaces Naturel Agricole et Forestier.				
• Objectifs et résultats attendus :				
co construire une enveloppe urbaine qui fera référence dans le suivi de la consommation d'espace et de l'artificialisation des sols				
• Public cible	**communautés de communes**			
• Contenu de l'action :				
Etude complémentaire à partir du modèle d'Occupation des Sols en cours de finalisation pour prédéfinir une enveloppe urbaine qui s'appuyera sur une analyse multicritère : usage du sol, occupation du sol, enjeux de biodiversité, documents d'urbanisme existants.... La démarche proposée est une démarche de co construction du PNR et des CC avec les services de la DDT 12 et les chambres consulaires (CCI et CA12). Un travail à l'échelle des communes sera réalisé avec les élus volontaires. Cette enveloppe urbaine devra anticiper le suivi de l'artificialisation prévu à partir de 2030 et permettra son suivi.				
Localisation de l'action	périmètre Parc			
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)		
si oui, nom des partenaires	DDT, CA12, CCI12			
Livrables	projet shp avec un rapport méthodologique			
Calendrier prévisionnel				
Date de début	**2024**			
Date de fin	**2025**			

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_074-DE
Reçu le 25/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :		Dépenses HT / TTC	TTC

Postes de dépense	**Type**	**Montant unitaire**	**Nombre**	**TOTAL**
prestatyion BE	prestation	5000	forfait	5 000,00
ingeniérie PNR et CC	journée	370	14,00	5 180,00
Total dépenses				10 180,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	contra spécifique	49,1%	5 000,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			1 400,00
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement		20	3 780,00
Total recettes			10 180,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

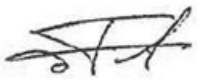
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_074-DE
Reçu le 25/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_074-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-075 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat spécifique 2025
Fiche action n°6 : Programmation 30 ans du PNR des Grands Causses (1995-2025)

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Le Parc naturel régional des Grands Causses a été fondé le 6 mai 1995. Il s'agit alors du 27ème Parc naturel régional de France, ex-æquo avec celui de la Chartreuse, et du deuxième sur le territoire de la région Occitanie, qui en compte aujourd'hui huit.
Après 2 premières Chartes en vigueur de 1995 à 2007 et de 2007 à 2023, la troisième Charte du PNR des Grands Causses a été signée le 10 avril 2024, classant le territoire et son périmètre étendu au Lodévois Larzac, jusqu'en 2039.
2025 se présente comme première année complète de mise en œuvre de la Charte 2024-2039, mais aussi comme année anniversaire pour le PNR des Grands Causses, en passant le cap des trente ans.

Objectifs et résultats attendus

À travers la déclinaison d'un programme d'animations spécial 30 ans, Parc naturel régional des Grands Causses souhaite sensibiliser le public et les habitants aux enjeux du territoire mais aussi renforcer le sentiment d'appartenance au périmètre classé Parc naturel régional.

Contenu

Organisation d'un programme d'animation autour des thèmes de :
- la préservation des paysages
- la valorisation des ressources et des filières locales
- la valorisation du patrimoine naturel, culturel et bâti caussenard

Aussi, à travers la déclinaison d'animation, le Parc naturel régional veillera à faire appel et à mobiliser ses partenaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_075-DE
Reçu le 27/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2026)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	**6**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Opération d'investissement ou de fonctionnement	Fonctionnement
TTC ou HT	

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Programmation 30 ans du PNR des Grands Causses (1995-2025)

Nom du référent de l'action

Corentin Boyer

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	Axe 11
N° de la mesure	
Intitulé de la mesure	

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	
Priorité secondaire	
Thématique	
Thématique dominante	développement territorial
Thématique n°2	culture & patrimoine
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	innovante
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

En 2025, à travers ses ressources locales qu'elles soient humaines et/ou naturelles, le PNR des Grands Causses souhaite mettre en lumière les valeurs portées par le territoire de sa création à aujourd'hui, mais aussi intérroger sur son évolution pour les 30 ans à venir.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_075-DE
Reçu le 27/11/2024

Descriptif de l'action

• Contexte :

Le Parc naturel régional des Grands Causses a été fondé le 6 mai 1995. Il s'agit alors du 27e parc naturel régional de France, ex-æquo avec celui de la Chartreuse, et du deuxième sur le territoire de la région Occitanie, qui en compte aujourd'hui huit.
Après deux premières Chartes en vigueur de 1995 à 2007 et de 2007 à 2023, la troisième Charte du PNR des Grands Causses a été signée le 10 avril 2024, classant le territoire et son périmètre étendu au Lodèvois Larzac, jusqu'en 2039.
2025 se présente comme première année complète de mise en oeuvre de la Charte 2024-2039, mais aussi comme année anniversaire pour le PNR des Grands Causses, en passant le cap des trente ans.

• Objectifs et résultats attendus :

À travers la déclinaison d'un programme d'animations spécial 30 ans, Parc naturel régional des Grands Causses souhaite sensibiliser le public et les habitants aux enjeux du territoire mais aussi renforcer le sentiment d'appartenance au périmètre classé Parc naturel régional.

• Public cible	**Habitants**

• Contenu de l'action :

Organisation d'un programme d'animation autour des thèmes de :
- la préservation des paysages
- la valorisation des ressources et des filières locales
- la valorisation du patrimoine naturel, culturel et bâti caussenard

Aussi, à travers la déclinaison d'animation, le Parc naturel régional veillera à faire appel et à mobiliser ses partenaires.

Localisation de l'action	Territoire du PNR	
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)
si oui, nom des partenaires		
Livrables	Animations à destination des habitants	
Calendrier prévisionnel		
Date de début	**mars-25**	
Date de fin	**nov-25**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_075-DE
Reçu le 27/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

		Dépenses HT / TTC	HT

Postes de dépense	**Type**	**Montant unitaire**	**Nombre**	**TOTAL**
Graphisme				4 008,00 €
Animation culturelles				4 657,00 €
Ingénierie				2 220,00 €
Total dépenses				**10 885,00 €**

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR		80%	8 665,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement		20%	2 220,00
Total recettes			10 885,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	0,00

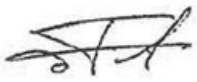
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_075-DE
Reçu le 27/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_075-DE
Reçu le 27/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-076 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat spécifique 2025
Fiche action n°7 : Développement d'itinéraires patrimoniaux

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Le Parc est un partenaire privilégié des collectivités locales pour valoriser et promouvoir le patrimoine et l'identité culturelle du territoire. Il favorise le développement harmonieux des outils de découvertes en portant une attention particulière à la qualité et à la pérennité des matériaux utilisés, ainsi qu'à la cohérence des projets et des thématiques abordées. En 2023 un diagnostic portant sur la mise en œuvre du schéma d'interprétation a été réalisé pour la période 2014-2023. Ce diagnostic soutient et confirme le besoin de déploiement des panneaux d'interprétation comme première porte d'entrée à la connaissance du patrimoine local.

Objectifs et résultats attendus

Le Parc se positionne comme coordonnateur d'outils généraux de valorisation du patrimoine et en accompagne la production. Le territoire du Parc est vaste, de ce fait, l'objectif est de poursuivre le maillage, notamment vers l'élargissement du nouveau territoire Lodévois-Larzac.

Contenu

Réalisation de panneaux, tables d'interprétation et RIS en acier corten et lave émaillée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_076-DE
Reçu le 25/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2025-2026)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	**7**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Invest -
TTC ou HT	HT

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Développement d'itinéraires patrimoniaux

Nom du référent de l'action

Roxanne Wilhelm-Jammes

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	III
N° de la mesure	34
Intitulé de la mesure	Le patrimoine culturel, socle de tout projet

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	Priorité n°3 : Bien-vivre, rencontres et partages
Priorité secondaire	Priorité n°2 : Economie durable et résiliente
Thématique	
Thématique dominante	Culture et patrimoine
Thématique n°2	Tourisme
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	sans objet
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Mettre en cohérence la signalétique patrimoniale à l'échelle du Parc
Développer de nouveaux circuits de découverte du patrimoine

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_076-DE
Reçu le 25/11/2024

Descriptif de l'action				
• Contexte :				
Le Parc est un partenaire privilégié des collectivités locales pour valoriser et promouvoir le patrimoine et l'identité culturelle du territoire. Il favorise le développement harmonieux des outils de découvertes en portant une attention particulière à la qualité et à la pérennité des matériaux utilisés, ainsi qu'à la cohérence des projets et des thématiques abordées. En 2023 un diagnostic portant sur la mise en oeuvre du schéma d'interprétation a été réalisé pour la période 2014-2023.Ce diagnostic soutient et confirme le besoin de déploiement des panneaux d'interprétation comme première porte d'entrée à la connaissance du patrimoine local.				
• Objectifs et résultats attendus :				
Le Parc se positionne comme coordonnateur d'outils généraux de valorisation du patrimoine et en accompagne la production. Le territoire du Parc est vaste, de ce fait, l'objectif est de poursuivre le maillage, notamment vers l'élargissement du nouveau territoire Lodévois-Larzac.				
• Public cible	**Grand public**	**Touriste**	**Habitants**	
• Contenu de l'action :				
Réalisation de panneaux, tables d'interprétation et RIS en acier corten et lave émaillée.				
Localisation de l'action	La Vacquerie - Peyre - Aguessac - Brasc - Compeyre - Millau			
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)		
si oui, nom des partenaires	CC, communes/ offices de Tourisme			
Livrables	Mobilier d'interprétation			
Calendrier prévisionnel				
Date de début	**janv-25**			
Date de fin	**déc-26**			

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_076-DE
Reçu le 25/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

		Dépenses HT / TTC	HT

Postes de dépense	**Type**	**Montant unitaire**	**Nombre**	**TOTAL**
mobilier d'interprétation	prest./fourn.	30 000,00	1	30 000,00
ingéniérie	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)	370,00	20	7 400,00
Total dépenses				37 400,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	SBT - unité PNR	37%	14 000,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco		43%	16 000,00
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement		20%	7 400,00
Total recettes			37 400,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

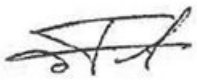
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_076-DE
Reçu le 25/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_076-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-077 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat spécifique 2025
Fiche action n°8 : Favoriser le développement des itinéraires de randonnée

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

La randonnée et les sports de nature représentent un enjeu majeur pour le développement d'un tourisme équilibré et durable. Fruit d'une politique active entre les collectivités locales et le PNR, l'offre de randonnée, activité prédominante, s'est étoffée pendant la charte précédente. Elle est constituée, peu ou prou, d'un itinéraire de 3 000 km de sentiers balisés, entretenus et valorisés à travers les outils mis en place et en particulier Rando-grands-causses.fr. De grands événements sont portés par le tissu associatif et professionnel dynamique.

Objectifs et résultats attendus

L'entretien des sentiers de randonnée est une priorité avec notre équipe composée de 6 agents à temps plein. Par conséquent, dans un souci d'efficacité, il convient d'acquérir une débroussailleuse autoportée ainsi qu'une remorque pour le transport.

Contenu

Acquisition d'une débroussailleuse autoportée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_077-DE
Reçu le 25/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2025)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**	

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	**8**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
A quelle enveloppe du contrat spécifique est rattachée l'action?	Invest - 80k€ max à 70% au glob
TTC ou HT	

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Favoriser le développement des itinéraires de randonnée

Nom du référent de l'action

FAUCONNIER Eric

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	III
N° de la mesure	35
Intitulé de la mesure	Une destination d'excellence pour la pleine nature

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	
Priorité secondaire	
Thématique	
Thématique dominante	Tourisme
Thématique n°2	
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_077-DE
Reçu le 25/11/2024

Descriptif de l'action				
• Contexte :				
La randonnée et les sports de nature représentent un enjeu majeur pour le développement d'un tourisme équilibré et durable. Fruit d'une politique active entre les collectivités locales et le PNR, l'offre de randonnée, activité prédominante, s'est étoffée pendant la charte précédente. Elle est constituée, peu ou prou, d'un itinéraire de 3 000 km de sentiers balisés, entretenus et valorisés à travers les outils mis en place et en particulier Rando-grands-causses.fr. De grands événements sont portés par le tissu associatif et professionnel dynamique.				
• Objectifs et résultats attendus :				
L'entretien des sentiers de randonnée est une priorité avec notre équipe composée de 6 agents à temps plein. Par conséquent, dans un souci d'efficacité, il convient d'acquérir une débroussailleuse autoportée ainsi qu'une remorque pour le transport.				
• Public cible				
• Contenu de l'action :				
Acquisition d'une débroussailleuse autoportée				
Localisation de l'action	PNR			
Action partenariale (oui/non)		(Partenaires techniques)		
si oui, nom des partenaires				
Livrables				
Calendrier prévisionnel				
Date de début	**01/01/2025**			
Date de fin				

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_077-DE
Reçu le 25/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses : Dépenses HT / TTC

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
Dévroussailleuse autoportée	achats matériels	7879	1	7879
	achats matériels	1623,6	1	1623,6
Total dépenses				9502,6

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	SBT - unité PNR		6000
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement			3502,6
Total recettes			9502,6

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-

Subvention Région affectée à l'ingénierie :

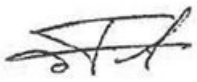
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_077-DE
Reçu le 25/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_077-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-078 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Contrat spécifique 2025
Fiche action n°9 : Végétalisation et embellissement des espaces communs

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Le PNRGC est composé d'une multitude de hameaux, petits villages, mais aussi de quartiers en dehors des grands espaces publics considérés en priorité. Pourtant ces espaces participent grandement à la qualité de vie des habitants qui y vivent et sont aussi un espace de rencontres, de fraicheur, de bien-être. Parfois les habitants se les approprient et les valorisent, les végétalisent. D'autre fois la dynamique est engagée mais ne se concrétise pas par manque de moyens pourtant assez modeste...

Objectifs et résultats attendus

Favoriser les aménagements qualitatifs et respectueux du patrimoine en place de manière simplifié sans faire appel à des dispositifs structurels, type "cœur de village" ou "bourg centre", non adaptés.

Contenu

Cette action concerne des projets ponctuels et ciblés en termes d'aménagement.
En priorité, sont fléchés :

- la végétalisation de ces espaces avec arbres d'ombrage, plates-bandes en pied de façade, couvert végétal pour la désimperméabilisation ... et travaux préparatoires avant plantation,
- la consolidation, la mise en valeur du patrimoine en place, notamment les murets en pierre, bordures...,
- la mise en place d'un mobilier de repos par exemple.

Pour mettre en œuvre cette action, l'ingénierie du Parc apportera des conseils, une assistance aux communes adhérentes sans lancer une mission de maitrise d'œuvre hors d'échelle. C'est un moyen de décliner les objectifs de la Charte (cadre de vie, résilience au changement climatique...) Pour les communes qui n'ont pas d'employé communal ou pas le savoir-faire adéquat, l'équipe d'agents d'entretien de l'espace rural du Parc (AEER) pourra venir en aide pour la réalisation d'une partie ou de la totalité des aménagements.
L'aide financière concernera prioritairement l'achat de végétaux, de matériaux biosourcés, mais aussi de la pierre pour les constructions en pierre sèche (favorable à la biodiversité), et pourrait être complétée par l'autofinancement des communes via la dotation de soutien pour "la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales ».

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_078-DE
Reçu le 25/11/2024

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2024-2026)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique	**PNR Grands Causses**

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	**9**
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Opération d'investissement ou de fonctionnement	Investissement
TTC ou HT	

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Végétalisation et embelissement des espaces communs

Nom du référent de l'action

Fabien DAUNAS

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	I
N° de la mesure	7 et 19
Intitulé de la mesure	PROTÉGER L'IDENTITÉ DU PAYSAGE ET DU PATRIMOINE POUR DES ESPACES PUBLICS RÉSILIENTS

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	
Priorité secondaire	
Thématique	
Thématique dominante	paysage
Thématique n°2	climat
Thématique n°3	patrimoine
Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Cette action est innovante dans le sens où elle favorise la végétalisation et la mise en valeur de micro-espaces qui sont exclus des projets d'aménagment et des financements classiques.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_078-DE
Reçu le 25/11/2024

Descriptif de l'action

• Contexte :

Le PNRGC est composé d'une multitude de hameaux, petits villages, mais aussi de quartiers en dehors des grands espaces publics considérés en priorité. Pourtant ces espaces participent grandement à la qualité de vie des habitants qui y vivent et sont aussi un espace de rencontres, de fraicheur, de bien être.
Parfois les habitants se les approprient et les valorisent, les végétalisent. D'autre fois la dynamique est engagée mais ne se concrétise pas par manque de moyens pourtant assez modeste...

• Objectifs et résultats attendus :

Favoriser les aménagements qualitatifs et respectueux du patrimoine en place de manière simplifié sans faire appel à des dispositifs structurels, type "coeur de village" ou "bourg centre", non adaptés.

• Public cible	**commune**

• Contenu de l'action :

Cette action concerne des projets ponctuels et ciblés en terme d'aménagement.
En priorité, sont fléchés :
- la végétalisation des ces espaces avec arbres d'ombrage, plates-bandes en pied de façade, couvert végétal pour la désimperméabilisation... et travaux préparatoirs avant plantation;
- la consolidation, la mise en valeur du patrimoine en place, notamment les murets en pierre, bordures...
- la mise en place d'un mobilier de repos par exemple.

Pour mettre en oeuvre cette action, l'ingénierie du Parc apportera des conseils, une assistance aux communes adhérentes sans lancer une mission de maitrise d'oeuvre hors d'échelle. C'est un moyen de décliner les objectifs de la charte (cadre de vie, résilience au changement climatique...) Pour les communes qui n'ont pas d'employé communal ou pas le savoir faire adéquat, l'équipe d'agents d'entretien de l'espace rural du Parc (AEER) pourra venir en aide pour la réalisation d'une partie ou de la totalité des aménagements.
L'aide financière concernera prioritairement l'achat de végétaux, de materiaux biosourcés, mais aussi de la pierre pour les constructions en pierre sèche (favorable à la biodiversité), et pourrait être complétée par l'autofinancement des communes via la dotation de soutien pour "la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales ».

Localisation de l'action	Parc	
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)
si oui, nom des partenaires		
Livrables		

Calendrier prévisionnel

Date de début	**2024**
Date de fin	**2025**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_078-DE
Reçu le 25/11/2024

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

Dépenses HT / TTC	TTC

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
confortement et vegetalisation des espaces de vie	achat materiel et main d'oeuvre			8 000,00
ingeniérie PNR	journée	370	5,40	1 998,00
Total dépenses				9 998,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	contra spécifique	50	5 000,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco		30	3 000,00
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement		20	1 998,00
Total recettes			9 998,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

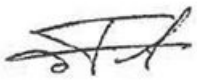
Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_078-DE
Reçu le 25/11/2024

VOTE :	Pour : 13	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_078-DE
Reçu le 25/11/2024

Projet de Délibération PNRGC n°2024-079 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

AMI Objectif ZAN de l'ADEME : Demande de financement auprès du FEDER

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Le territoire classé Parc Naturel Régional des Grands Causses est engagé dans une stratégie de développement territorial dont le socle est la protection et la valorisation des ressources naturelles (Eau, biodiversité, Paysage...). A travers le SCOT du Sud Aveyron et le PCAET qui sont tous les 2 portés par le Syndicat Mixte du PNR GC, le territoire a défini un cadre en terme de planification de l'aménagement et de programmation énergétique qui s'inspire de la démarche Eviter, Réduire et Compenser en interdisant l'aménagement de certains espaces naturels (Atlas TVB), en réduisant la consommation d'ENAF par notamment la densification de la tâche urbaine et en intégrant un mécanisme de compensation pour toute consommation de surface naturelle ou agricole. A ce titre, le Syndicat Mixte du Parc a été lauréat en 2022 de l'AMI « Objectif Zan» de l'Ademe sur 2 volets :

VOLET A

Déploiement d'un modèle d'Occupation des Sols sur le territoire du PNR GC afin d'avoir un outil de connaissances sur l'occupation et l'usage des sols à l'échelle de la parcelle sur le périmètre du PNR pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle au niveau des PLUi de la démarche ZAN. L'enjeu pour le PNRGC est :

- de mieux caractériser l'artificialisation des sols notamment sur les principales zones urbaines du territoire. L'objectif étant de cibler leur action de densification et de requalification dans la tâche urbaine (ex : OAP de requalification, de renaturation...).
- de mieux caractériser les milieux naturels afin de mieux appréhender les fonctionnalités des écosystèmes à l'échelle du territoire (diagnostic des connectivités écologiques).
- de réaliser le MOS 2011 afin d'analyser les évolutions entre 2011 et 2021 (artificialisation, évolution de l'état des milieux naturels). Ce dernier travail permettra d'actualiser l'atlas de la trame écologique.

VOLET B

Identification des zones de compensation de l'artificialisation sur le territoire du PNR GC. Cette identification, tant en espace urbain qu'en ENAF, doit apporter des propositions et des solutions aux communes rurales qui doivent faire la synthèse entre attractivité (un bourg centre habité avec des services et de l'emploi, et un cadre de vie de qualité) et ZAN (sobriété foncière, urbanisation liée à la démographie, densification, comblement des dents creuses, requalification d'espaces vacants...) alors que l'environnement est contraint (topographie, risques naturels exponentiels) et les marges de manœuvre faibles (stock de surface artificialisée faible). En d'autres termes, **Comment faire du développement durable (« raisonné ») en milieu rural en conciliant le ZAN et le Zéro perte nette de biodiversité du SRB d'Occitanie ?**

Cette identification cartographique (recoupement de base de données d'occupation et d'usage) permettra **d'obtenir un pré catalogue de Sites à fort potentiel de gain écologique** (sites artificialisés, sites agricoles et naturels de compensation) qui seront ensuite à analyser et à caractériser afin de les classifier et les hiérarchiser en plusieurs catégories (sites artificialisés à requalifier, sites à renaturer, sites naturels à restaurer, réensauvagement...).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_079-DE
Reçu le 25/11/2024

Objectif

L'objet de cette délibération porte sur la demande d'un dossier de financement FEDER pour les 2 volets A et B ci-dessus qui prévoit :

- la réalisation d'un Modèle d'Occupation des Sols 2021 (t0) et 2011 (t-10)
- la réalisation d'une étude de définition d'enveloppe urbaine dans le cadre de la révision du SCOT
- la contribution pour la réalisation d'une étude sur la trame noire en partenariat avec IPAMAC
- la prestation avec la COFOR sur les biens vacants et sans maître sur des territoires ciblés
- L'embauche d'un chargé de mission géomatique pendant 1 an pour travailler sur l'analyse de ce Modèle d'Occupation des Sols
- Le financement partiel de notre chargé de mission SIG et le comparatif
- La réalisation d'une étude de la SAFER sur les friches agricoles non bâties
- Une étude de faisabilité sur un panel de sites prédéfinis pour leur renaturation ou requalification

Budget prévisionnel

Dépenses prestations :	224 140.16 €
Dépenses salaires :	154 775.67 €
Dépenses charges indirectes :	30 955.13€
TOTAL dépenses :	**409 870.96 €**
Recettes	
Ademe	100 000.00 €
Région	88 000.00 €
FEDER	139 829.97 €
Autofinancement	82 040.99 €
TOTAL Recettes :	**409 870.96 €**

VOTE :	Pour : **13**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président :

- A recruter un chargé de mission pour un CDD de 1 an
- A solliciter une demande d'aide FEDER Occitanie
- A engager les procédures et signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette opération

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_079-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n° 2024-080 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Mise à jour du tableau des effectifs au 1er janvier 2025

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Le Président rappelle aux membres du Bureau syndical :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Bureau syndical de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'ajuster le tableau des effectifs sur la filière technique par la création de deux postes :

- Un poste au grade d'Ingénieur – Catégorie A

Le syndicat mixte du Parc a été lauréat en 2022 de l'Appel à Manifestation d'Intérêt - AMI - de l'ADEME « Objectif Zéro Artificialisation Nette - ZAN – » pour le déploiement d'un modèle d'occupation des sols et l'identification des zones de compensation de l'artificialisation sur le territoire du PNR GC.
Afin de mener à bien l'analyse de ce modèle d'occupation des sols, le PNR est à la recherche d'un (e) chargé (e) de mission géomatique, il convient d'ouvrir un poste au grade d'ingénieur à temps complet

- Au grade de technicien territorial – Catégorie B

Le syndicat mixte du Parc a été lauréat en 2023 de l'appel à projet sur les grandes itinérances du Massif Central – Saison 2 – inscrit dans le cadre de la convention interrégionale du Massif Central 2021-2027. Afin de maintenir la qualité et la continuité de l'itinéraire, de consolider l'offre de produits et de services, de commercialiser des produits et de structurer des offres multimodales, de pérenniser l'itinéraire en construisant les bases d'un modèle économique et de gouvernance durable, le PNR est à la recherche d'un (e) animateur (trice). A ce titre il convient d'ouvrir un poste à temps complet au grade de technicien territorial.

Le Président propose au Bureau syndical :
D'adopter les modifications du tableau des emplois par la création de deux postes permanents à temps complet sur la filière technique :

- au grade d'ingénieur pour permettre le recrutement d'un (e) chargé (e) de mission « occupation et artificialisation des sols »
- au grade de technicien territorial pour permettre le recrutement d'un (e) chargé (e) de mission itinérance

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_080-DE
Reçu le 25/11/2024

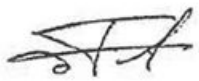
Le tableau des effectifs se trouvera ainsi modifié à compter du 1er janvier 2025 :

Cadre d'emplois /grades	Catégorie	Temps de travail	Effectifs inscrits au budget	Effectifs pouvus
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général des Services 40 000 - 80 000	A	100%	1	0
Directeur Général Adjoint Services 40 000 - 150 000	A	100%	4	4
		TOTAL	5	4
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Administrateur	A	100%	1	0
Attaché principal	A	100%	2	1
Attaché	A	100%	2	2
Rédacteur principal de 1ère classe	B	100%	1	1
		90%	1	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	100%	1	1
Rédacteur	B	100%	1	1
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	100%	2	2
Adjoint administratif	C	100%	3	3
		TOTAL	14	11
FILIERE TECHNIQUE				
Ingénieur principal	A	100%	7	5
Ingénieur	A	100%	9	7
Technicien principal de 2ème classe	B	100%	1	1
Technicien territorial	B	100%	4	2
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	100%	2	2
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	100%	1	1
Adjoint technique	C	100%	4	3
		TOTAL	28	21
FILIERE CULTURELLE				
Attaché de conservation du patrimoine	A	100%	1	1
		TOTAL	1	1
		TOTAL GENERAL	48	37

VOTE : Pour : **13** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical décide d'adopter le tableau des emplois ainsi proposé,
Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget principal du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses au chapitre 012.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président,
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_080-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-081 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Prise en charge des frais de missions pour les agents rattachés au budget principal « compétence générale » du Syndicat mixte du Parc pour 2025

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Les frais supportés par un agent, dans le cadre des missions confiées hors de la résidence administrative et de la résidence familiale, sont remboursés par le syndicat mixte du Parc à l'appui d'un ordre de mission préalablement établi et accepté par la Direction et/ou le Président.

Frais de transport

L'agent s'engage à utiliser de préférence les véhicules de la collectivité mis à disposition.

Dans tous les cas, l'agent qui se déplace choisit le moyen de transport au tarif le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Les frais de transports en commun, de stationnement et de péage sont pris en charge au réel sur présentation des justificatifs.

A titre exceptionnel, et lorsque les besoins de service sont supérieurs à la capacité du parc automobile du syndicat mixte, l'agent peut utiliser un véhicule personnel adapté à ses fonctions et en règle vis à vis des règlements de police et de circulation. En contrepartie de cet usage professionnel, le syndicat mixte du Parc remboursera les frais kilométriques occasionnés sur la base des indemnités kilométriques en vigueur applicables dans la fonction publique territoriale ; elles varient selon la puissance du véhicule et la distance parcourue. Ce barème, communiqué à chaque réactualisation, figure sur l'état de frais de mission. L'agent devra présenter une copie de la carte grise de son véhicule personnel. En revanche les frais d'assurance ou de réparation en cas d'accident, ne sont pas pris en charge. Le contrat d'assurance personnel de l'agent doit intégrer l'usage professionnel du véhicule.

Frais de repas

Les agents du syndicat mixte du Parc bénéficient de tickets restaurant.

La prise en charge de frais de repas peut venir se substituer dans le cadre d'un déplacement professionnel ou d'un déjeuner de travail.
Par dérogation, si le déjeuner de travail a lieu sur la résidence administrative, il pourra être pris en charge à l'appui d'un certificat administratif signé par l'ordonnateur.

L'agent doit présenter un justificatif (note du restaurant) et, le remboursement pour frais de repas ne doit pas conduire à rembourser à l'agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

La prise en charge se fera donc à la hauteur des frais de repas engagés par l'agent dans la stricte limite du plafond du forfait en vigueur déterminé par le barème des remboursements de frais applicable dans la fonction publique territoriale (à ce jour, ce forfait est fixé à 20 euros par repas).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_081-DE
Reçu le 25/11/2024

Frais d'hébergement

Les frais d'hébergement (hôtel) sont également pris en charge de manière forfaitaire et sont plafonnés aux barèmes de la fonction publique territoriale (à ce jour, en France métropolitaine le barème est fixé à 90€, sur les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris à 120€ et sur la commune de Paris à 140€).

Depuis 2013, le comité syndical du Parc a mis un système de remboursement aux frais réels pour, si nécessaire, déroger au forfait sur les hébergements des missions en région parisienne et en métropoles.
A partir de 2025, il est proposé d'étendre cette dérogation à tous les hébergements de toutes les destinations sans distinction sur le nombre d'habitants de la ville d'accueil.
Le système forfaitaire habituellement applicable apparaît inopérant sur toutes les missions dans la mesure où les prix de l'offre hôtelière sont supérieurs au montant forfaitaire prévu par la réglementation.

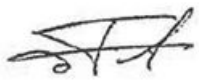
Dans tous les cas, le remboursement de frais d'hébergement se fera sur présentation d'un justificatif et il ne doit pas conduire à rembourser à un agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

Monsieur le Président propose au Bureau syndical de valider cette procédure de prise en charge des frais de missions applicable sur l'année 2025.

VOTE :	Pour : **13**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette procédure et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_081-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-082 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Renouvellement de la convention de mise à disposition de véhicule pour SEM Causses Energia pour 2025

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Depuis la création de la SEM Causses Energia, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses met à disposition régulière son parc automobile au personnel de la SEM.

Afin d'organiser et de réglementer cet usage, une convention annuelle est signée entre Causses Energia et le Syndicat mixte et, a été actée par délibération :

- n°2016-082 du comité syndical du 2 décembre 2016,
- n°2018-005 du comité syndical du 9 février 2018,
- n°2019-035 du comité syndical du 22 mars 2019,
- n°2019-107 du comité syndical du 16 décembre 2019,
- n°2021-009 du comité syndical du 5 février 2021,
- n°2021-071 du comité syndical du 3 décembre 2021,
- n°2022-063 du comité syndical du 9 décembre 2022
- n°2023-097 du comité syndical du 24 novembre 2023

Cette mise à disposition de véhicules se poursuit en **2025**, il convient donc de renouveler la convention en actualisant notamment la liste des véhicules (cf : pièce jointe annexée à la délibération).

VOTE :	Pour : **13**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_082bis-DE
Reçu le 25/11/2024

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE VEHICULE

Entre les soussignés

Le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses - 71, boulevard de l'Ayrolle BP50126 12101 MILLAU Cedex - représenté par son Directeur, Monsieur Sébastien PUJOL, ci-après désigné PNRGC

D'une part,

ET

La Société d'Economie Mixte Causses Energia - 71, boulevard de l'Ayrolle BP50126 12101 MILLAU Cedex - représenté par sa Présidente, Madame Séverine PEYRETOUT, ci-après désigné SEM Causses Energia

D'autre part

Article 1 : Désignation des véhicules

Les véhicules mis à disposition de la SEM Causses Energia sont :

- TOYOTA Yaris EE-515-JL *(véhicule mis en autopartage)*
- TOYOTA Yaris GK-646-VL
- TOYOTA Yaris EE-801-JL
- TOYOTA Corolla FK-373-TW
- SUZUKI IGNIS FD-369-CV
- JEPP COMPASS FY-092-FC
- PEUGEOT E-208 électrique GD-054-ST
- FAIT FIORINO DW-282-XF
- TOYOTA C-HR FJ-319-JH

Article 2 : Principes généraux

La SEM Causses Energia utilisera les véhicules dans un strict cadre professionnel, pour les déplacements liés à ses missions et à son activité.

En cas de besoins simultanés, les agents du PNRGC restent prioritaires sur l'utilisation des dits véhicules.

Article 3 : Assurance

Le PNRGC s'engage à assurer les véhicules mis à disposition.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_082bis-DE
Reçu le 25/11/2024

Article 4 : Etat des véhicules

Le PNRGC prend en charge l'entretien et s'engage à mettre à disposition des véhicules en bon état de marche et de propreté.

La SEM Causses Energia s'engage à les restituer dans le même état. Si une dégradation ne peut pas être prise en charge par le contrat d'assurance et reste clairement imputable à la SEM Causses Energia, le PNRGC refacturera à la SEM la remise en état aux frais réels et justifiera sa demande de remboursement en y joignant la copie des factures de réparation et de remise en état.

Article 5 : Démarche de réservation et carnet de bord des véhicules

La SEM Causses Energia réservera les véhicules sur le planning du PNRGC, une semaine à l'avance de préférence.

La SEM Causses Energia s'engage à renseigner le carnet de bord des véhicules du PNRGC en mentionnant le nom du conducteur, le motif du déplacement et les kilomètres parcourus sur la mission.

Article 6 : Période de validité de la convention

Du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025

Article 7 : Frais de carburant

Le plein des véhicules se fait par les utilisateurs auprès des fournisseurs en compte avec le PNRGC. Les factures de carburant seront réglées par le PNRGC.

Article 8 : Facturation de la mise à disposition

Le PNRGC facturera à la SEM Causses Energia la mise à disposition des véhicules en fin de période de validité de la présente convention au prix de 0.36 euros le kilomètre.

La facture sera conforme au décompte établi par la SEM Causses Energia sur le nombre de kilomètres annuels parcourus.

Fait à Millau, le 22 novembre 2024, en deux exemplaires originaux.

SEM Causses Energia

Séverine PEYRETOUT, Présidente

SM Parc naturel régional des Grands Causses

Sébastien PUJOL, Directeur

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_082bis-DE
Reçu le 25/11/2024

Délibération PNRGC n°2024-083 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Demande de financement LEADER
« Bien produire localement – Bien manger localement - 3ème programme d'actions (PAT3) »
VOLET ANIMATION

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Suite à la réponse à l'appel à candidatures « Soutien à la structuration des PAT de niveau 2, dans le cadre des Fonds en faveur de la souveraineté et des transitions, Mesure 7.1 : Déploiement des projets alimentaires territoriaux. » déposé le 13/09/2024 (Délibération PNRGC n°2024-058), le syndicat mixte décide de déposer une demande de financement LEADER sur la partie « animation et coordination du PAT ».

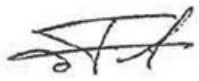
Budget

Montant prévisionnel des dépenses d'animation et de coordination : 64 360.36 €
Montant proratisé de la subvention PAT obtenue : 16 089.75€
Montant de co-financement leader sollicité : 35 398.56 €
Montant d'autofinancement global sur le projet : 12 872.05€

VOTE :	Pour : **13**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_083-DE
Reçu le 25/11/2024

Projet de Délibération PNRGC n°2024-084 du Bureau syndical du 22 novembre 2024

Adhésion à l'« Association de préfiguration pour la création d'une Plateforme d'Approvisionnement Alimentaire Territoriale de l'Aveyron »

■ Président de séance	**Richard FIOL**
■ Présents votants	Monique ALIES – Jacques ARLES - Clément CARLES – Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS – Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT – Jacques RIGAUD - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ Pouvoirs	Christine SAHUET donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL
■ Excusés	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Jean-François DUMAS

Contexte

Dans le cadre du travail piloté par le Conseil Départemental en lien avec les territoires porteurs de PAT est créée une « Association de préfiguration pour la création d'une Plateforme d'Approvisionnement Alimentaire Territoriale de l'Aveyron ». Cette association aura pour objet de mobiliser et de fédérer des acteurs publics et privés, au 1er rang desquels les acteurs territoriaux de l'agriculture et des circuits courts, et ceux impliqués et/ou porteurs de projets alimentaires territoriaux autour d'un Projet de plateforme d'approvisionnement alimentaire en Aveyron.
Cette association est créée pour une durée de 1 an et associe (cf. statuts ci-joints) le Conseil Départemental de l'Aveyron, la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron, le PNR de l'Aubrac, la Communauté de communes Ouest Aveyron Communauté et le PNR des Grands Causses ainsi que des associations de producteurs.

Objectifs

L'Association a pour objectif de structurer sur le territoire aveyronnais la production, l'achat et la vente de denrées alimentaires locales et de qualité destinée à la restauration collective et commerciale en garantissant un prix juste aux producteurs locaux et aux consommateurs et en s'engageant dans la qualité des produits. Au-delà, l'association pourra rechercher des complémentarités dans les approvisionnements sur les territoires limitrophes.
L'association a pour objectif de préfigurer la constitution d'une SCIC qui portera à terme la future Plateforme d'Approvisionnement Alimentaire Territoriale de l'Aveyron.
Chaque membre de l'association dispose de 2 représentants qui siègeront à l'assemblée générale et au bureau. Pour le PNR des Grands Causses les 2 représentants désignés par le Bureau Syndical sont :

- Richard FIOL
- Jacques ARLES

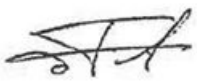
Budget

Le fonctionnement de l'association est pris en charge pour l'année 2025 par le Conseil Départemental de l'Aveyron et la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron.
Une adhésion dont le montant s'élève à 50€ est fixé pour les collectivités adhérentes.

VOTE :	Pour : **13**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide le projet de statuts de l'association, désigne les représentants et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_084-DE
Reçu le 25/11/2024

ASSOCIATION DE PREFIGURATION POUR LA CREATION D'UNE PLATEFORME D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE TERRITORIALE DE L'AVEYRON

STATUTS

ARTICLE 1er - DENOMINATION

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : « Association de préfiguration pour la création d'une Plateforme d'Approvisionnement Alimentaire Territoriale de l'Aveyron »

ARTICLE 2 - OBJET

L'Association a pour objet de mobiliser et de fédérer des acteurs publics et privés, au 1er rang desquels les acteurs territoriaux de l'agriculture et des circuits courts, et ceux impliqués et/ou porteurs de projets alimentaires territoriaux autour d'un Projet de plateforme d'approvisionnement alimentaire en Aveyron. L'Association a pour objectif de structurer sur le territoire aveyronnais la production, l'achat et la vente de denrées alimentaires locales et de qualité destinées à la restauration collective et commerciale en garantissant un prix juste aux producteurs locaux et aux consommateurs et en s'engageant dans la qualité des produits.
Au-delà, l'association pourra rechercher des complémentarités dans les approvisionnements sur les territoires limitrophes.

L'Association a pour objectif de préfigurer la constitution d'une structure pérenne porteuse de la Plateforme d'approvisionnement Alimentaire Territoriale de l'Aveyron.

ARTICLE 3 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à…

Il pourra être transféré dans tout autre endroit dans le Département de l'Aveyron en application de l'article 5.5 des statuts.

ARTICLE 4 - DUREE

L'Association est constituée pour une durée de 1 an.

Toutefois son objectif étant de mener des travaux de préfiguration de la future structure porteuse de la Plateforme Alimentaire Territoriale de l'Aveyron, les membres s'obligent à se rencontrer sous 6 mois pour décider de l'évolution de la structure juridique de la Plateforme.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_084-DE
Reçu le 25/11/2024

ARTICLE 5 – L'ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale comprend tous les représentants des membres de l'Association.

5.1 - Convocations et ordre du jour

Elle se réunit une fois par an minimum.

L'Assemblée Générale est convoquée par le Président. Elle peut être également convoquée à la demande de plus de la moitié des représentants.

La convocation est faite 8 jours au moins avant la date fixée, tous les représentants sont convoqués par le Président de l'Association. La convocation peut être communiquée par tous moyens.

En cas d'absence de quorum, l'Assemblée Générale est de nouveau convoquée dans un délai de 8 jours minimum, et la réunion sera valable, quel que soit le nombre de présents, sans condition de quorum.

Le lieu et l'horaire de la réunion figurent sur la convocation.

L'ordre du jour figure sur les convocations. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

5.2 – Modalités de vote

Chaque membre dispose de 2 représentants.

Lors de l'Assemblée Générale, le vote des décisions s'effectue par collège, selon la pondération suivante :

- Collège n°1 - membres initiateurs : **50%,** dont :
  - Département de l'Aveyron : 50%
  - Chambre de l'Agriculture de l'Aveyron : 50%

- Collège n°2 – PAT : **40%**, dont :
  - Rodez agglomération : 25%
  - Ouest Aveyron Communauté : 25%
  - Parc Naturel Régional Aubrac : 25%
  - Parc Naturel Régional des Grands Causses : 25%

- Collège n°3 - Producteurs : **10%**
  - Association de Gestion des Marchés de Pays 12: …%
  - … : …%
  - … : …%

PROJET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_084-DE
Reçu le 25/11/2024

5.3 Tenue de l'Assemblée

Les Assemblées sont présidées par le Président ou en son absence, par le premier Vice-Président.

Les décisions sont prises à mains levées à la majorité en application de la pondération des voix. Pour qu'une résolution soit adoptée, plus de la moitié des représentants de chaque collège doivent être présents ou représentés.

En cas d'absence, un représentant peut donner pouvoir en son nom, par écrit et signé, à un autre représentant de son choix. Un représentant ne peut être titulaire que de 2 pouvoirs.

Les décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du Bureau.

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les noms et prénom des représentants. Elle est signée par tous les membres présents, tant pour eux-mêmes que pour celui qu'il représente.

5.4 Rôle de l'Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts :

- L'élection des membres du Bureau ;
- L'approbation des comptes ;
- Fixe les orientations générales de l'association ;
- Retrait d'un membre ;

5.5 Rôle de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts :

- Modification des statuts ;
- Dissolution de l'Association ;
- Dévolution de l'actif ;

Les décisions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des 2/3 des représentants présents ou représentés.

ARTICLE 6 – LE BUREAU

Art 6.1 - Général

L'Association est composée d'un Bureau élu par l'Assemblée Générale Ordinaire comprenant 9 délégués dont le Président, et 2 Vice-Présidents, répartis comme suit :

Lors de la réunion du Bureau, le vote des décisions s'effectue par collège, selon la pondération suivante :

- Collège n°1 : 4 délégués : 50%, dont :
    - Département de l'Aveyron : 2 délégués avec 50%
    - Chambre d'Agriculture de l'Aveyron : 2 délégués avec 50%

PROJET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_084-DE
Reçu le 25/11/2024

- Collège n°2 : 4 délégués : **40%**, dont :
    - Rodez agglomération : 1 délégué avec 25%
    - Ouest Aveyron Communauté : 1 délégué avec 25%
    - Parc Naturel Régional Aubrac : 1 délégué avec 25%
    - Parc Naturel Régional des Grands Causses : 1 délégué avec 25%

- Collège n°3 : 1 délégué avec 10%

Les représentants au sein de l'AG pour le collège 1 sont les mêmes que les représentants au Bureau.

Les délégués du collège 2 sont désignés par chacun des membres qui le compose.

Le délégué du collège 3 est désigné par les membres en son sein à la majorité des votes.

Le mandat des représentants est lié à celui de l'organe délibérant de la structure dont ils sont issus.

Les fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

6.2 – Présidence et Vice-Présidences

Le Bureau élit, parmi ses délégués, un Président et 2 Vice-Présidents. Ils sont élus pour la durée de leur mandat de délégué. Ils sont rééligibles.

Le Président :
- Convoque aux séances de l'Assemblée Générale et du Bureau ;
- Dirige les débats et contrôle les votes ;
- Prépare le budget ;
- Prépare et exécute les décisions ;
- Est chargé, sous le contrôle de l'Assemblée Générale, de la gestion des biens de l'Association ;
- Ordonne les dépenses et prescrits l'exécution des recettes de l'Association ;
- Accepte les dons et les legs ;

Les Vice-Présidents secondent le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplacent à sa demande en cas d'empêchement. Cette délégation doit toujours être donnée par écrit et pour un temps limité.

6.3 - Rôle du Bureau

Le Bureau assure la gestion et l'administration de l'Association et délibère sur tous sujets qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée Générale.

Sur la gouvernance de l'Association, il autorise l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale :
- L'admission de nouveaux membres ;
- La modification de l'objet de l'association ;
- Le retrait d'un membre ;

PROJET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_084-DE
Reçu le 25/11/2024

6.4 - Fonctionnement du Bureau

Le Bureau se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins 2 fois par an.

Le Bureau se réunira sur convocation du Président, ou si au moins un tiers des délégués en font la demande en indiquant l'ordre du jour.

La convocation des délégués est faite par le Président 5 jours au moins avant la date fixée. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les délégués participant à la séance. Chaque séance donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal qui indique le nom délégué présents ou représentés.

Pour qu'une résolution soit adoptée, la moitié des délégués doivent être présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des délégués présents ou représentés selon la pondération prévue à l'article 6.1.

En cas d'absence de quorum, le Bureau est de nouveau convoqué dans un délai de 5 jours, et la réunion sera valable, quel que soit le nombre de présents, sans condition de quorum.

ARTICLE 7 – RESSOURCES

Les recettes du budget de l'Association comprennent, notamment :

- Les contributions des membres adhérents de l'Association ;
- Les subventions ;
- Le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés par l'Association ;
- Le produit des emprunts ;
- Le produit des dons et legs, du revenu des biens meubles ou immeubles de l'Association ;
- Tout autre produit autorisé par les textes

L'Association devra rechercher, prioritairement auprès de ses membres, une mutualisation de moyens, pour mettre en œuvre son objet.

ARTICLE 8 - INDEMNITES

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du Bureau et de Président, sont gratuites.

ARTICLE 9 – REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut-être établi par le Bureau. Ce règlement est approuvé par l'Assemblée Générale.

Ce règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_084-DE
Reçu le 25/11/2024

ARTICLE 10 - DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues par les présents statuts, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à la structure juridique ayant pour objet la gestion de la plateforme d'approvisionnement alimentaire territoriale de l'Aveyron.

En l'absence de création de ladite plateforme, l'actif sera dévolu par décision de l'Assemblée à l'unanimité.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20241122-20241122_084-DE
Reçu le 25/11/2024